

# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)



---

■ Stéphane JUST

**Le Congrès extraordinaire de l'OCI**

---

■ Marc LACAZE

**De nouveau,  
en avant vers les 10 000**

■ Deux schémas d'exposés  
pour les camps de l'OCI (été 1979)

■ Luis FAVRE

**La situation au Pérou et l'activité du POMR**

■ Robert CLEMENT

**La conférence nationale de la LWR d'Irlande**

■ François FORGUE

**Politica Obrera : confirmation**

■ François FORGUE

**Angleterre : le gouvernement Thatcher  
face à la classe ouvrière**

■ Jacques MEYRAND

**Le « traité de paix » israélo-égyptien**

■ César CORTE

**Le tome IV des Œuvres de Léon Trotsky**

Juin 1979 - Prix 10 F

N° **587**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)

Numéro 587 - Juin 1979

## SOMMAIRE

- 3 — ■ Stéphane JUST  
**Le Congrès extraordinaire de l'OCI**
- 17 — ■ Marc LACAZE  
**De nouveau,  
en avant vers les 10 000**
- 31 — ■ Deux schémas d'exposés  
**pour les camps de l'OCI (été 1979)**
- 69 — ■ Luis FAVRE  
**La situation au Pérou  
et l'activité du POMR**
- 93 — ■ Robert CLEMENT  
**La conférence nationale  
de la LWR d'Irlande**
- 99 — ■ François FORGUE  
**Politica Obrera : confirmation**
- 105 — ■ François FORGUE  
**Angleterre : le gouvernement Thatcher  
face à la classe ouvrière**
- 119 — ■ Jacques MEYRAND  
**Le « traité de paix » israélo-égyptien**
- 133 — César CORTE  
**Le tome IV des Œuvres de Léon Trotsky**

Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois  
d'octobre 1979, sera mis en vente fin septembre 1979.

# LA VÉRITÉ

« On a assez essayé de mensonger le monde, mais on a échoué. Le mensonge peut se vendre, mais non à éduquer. On a assez essayé de mentir aux ouvriers, mais on a échoué. La vérité est un bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux ouvriers la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Numéro 587 - Juin 1979

Léon TROTSKY

## SOMMAIRE

- 3 — ■ Stéphane JUST  
Le Congrès extraordinaire de l'OCI
- 17 — ■ Marc FACAZE  
De nouveau, on avait versé les 10 000
- 31 — ■ Deux schémas d'exposés  
pour les camps de l'OCI (été 1979)
- 69 — ■ Luis FAVRE  
La situation au Pérou  
et l'activité du PORM
- 93 — ■ Robert CLEMENT  
La conférence nationale  
de la LWR d'Irlande
- 99 — ■ François FORGUE  
Police Opère : confirmation
- 105 — ■ François FORGUE  
Angleterre : le gouvernement Thatcher  
face à la classe ouvrière
- 119 — ■ Jacques MÉRYAND  
Le « traité de paix » israélo-égyptien
- 133 — ■ César CORTE  
Le tome IV des Œuvres de Léon Trotsky

Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois d'octobre 1979, sera mis en vente fin septembre 1979.

# le Congrès extraordinaire de l'OCI

par Stéphane JUST

*Le XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI se tient trois mois et demi après que se soit tenu le XXII<sup>e</sup> Congrès. La direction élue au XXII<sup>e</sup> Congrès a jugé qu'il était indispensable de convoquer ce congrès extraordinaire. Faire le point de la situation politique de l'OCI à la suite de l'« affaire Berg » qui a secoué l'organisation, donner une nouvelle impulsion à la construction d'une OCI regroupant 10 000 militants est indispensable. La liquidation de la V<sup>e</sup> République et l'ouverture d'une crise révolutionnaire en France se rapprochent. Préparer et se préparer à cette échéance politique, qui participe de la nouvelle période de la révolution prolétarienne ouverte en 1968, et qui s'inclut dans le nouveau stade de cette période dont la révolution iranienne est l'annonciatrice, est non moins indispensable et va de pair.*

Une rude franchise, un froid réalisme sont nécessaires pour construire le parti révolutionnaire dont le prolétariat français a besoin pour prendre le pouvoir, pour reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale sans laquelle la révolution prolétarienne mondiale ne peut vaincre. La direction de l'OCI a mesuré que l'« affaire Berg » aurait obligatoirement des conséquences négatives importantes sur l'OCI, qu'elle porterait un coup d'arrêt momentanément à sa progression, qu'elle exigerait un réarmement politique. Elle a donc révisé le plan d'action de l'organisation portant sur les mois qui ont immédiatement suivi le XXII<sup>e</sup> Congrès.

C'est ainsi qu'elle a été amenée à supprimer le rassemblement national pour que

« les organisations ouvrières organisent une manifestation devant et contre l'Assemblée nationale dont la « majorité » des députés est minoritaire dans le pays ».

La décision était grave : ce rassemblement, prévu pour le 1<sup>er</sup> avril, devait être un moment important dans l'organisation d'une large avant-garde combattante et de la construction de l'OCI. Mais, politiquement, l'OCI n'était pas momentanément en état d'accomplir cette tâche. Le plus important toutefois est que cette scandaleuse affaire devait évidemment faire resurgir les vieux problèmes, jamais définitivement réglés, et rendre l'OCI beaucoup plus sensible à l'énorme pression politique qu'exercent toutes les forces sociales et politi-

ques qui s'acharnent à prolonger l'agonie de la V<sup>e</sup> République, à éviter l'ouverture d'une crise révolutionnaire en France.

La préparation du XXIII<sup>e</sup> Congrès se confond très exactement avec le réarmement politique de l'OCI, la relance de l'action politique pour une OCI de 10 000 membres, au cours et par la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés : vente d'« Informations ouvrières », de « La Vérité », préparation de la IV<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune, recrutement. Les séquelles de l'« affaire Berg » liquidées, le réarmement politique de l'OCI réalisé, le XXIII<sup>e</sup> Congrès doit placer l'OCI sur sa trajectoire normale. Telle est sa raison et sa fonction.

---

### UNE NOUVELLE FOIS, LES MASSES S'EXPRIMENT CLAIREMENT

---

Pour qui sait et veut voir, les événements politiques de ces dernières semaines confirment démonstrativement les analyses de l'OCI et la perspective qu'elle a ouverte : l'agonie de la V<sup>e</sup> République est en cours, cette agonie débouche sur une crise révolutionnaire. Au lendemain du 19 mars 1978, jour du second tour des élections législatives, les « grands » ou moins grands hommes politiques, la presse, les « mass-media », tous les partis et organisations politiques concluaient à la victoire de la « majorité » de la V<sup>e</sup> République, à la défaite de ce qu'ils appellent « la gauche ». L'OCI était seule à affirmer : les résultats du premier tour, le 12 mars, marquent une défaite de la V<sup>e</sup> République, de ses partis, de son président, du gouvernement Giscard-Barre ; ils sont une victoire politique des masses sur la politique de division du PCF ; une majorité existe dans ce pays pour porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois.

Toutes les élections partielles avaient déjà confirmé l'analyse de l'OCI. Les élections cantonales ont fait de la justesse de cette analyse une démonstration éblouissante. Rappelons quelques chiffres déterminants :

les partis de la V<sup>e</sup> République n'ont obtenu que 43,5 % des suffrages exprimés ; 55,11 % des suffrages se sont exprimés contre eux, contre le président de la République, contre le gouvernement Giscard-Barre. « Informations ouvrières » pouvait légitimement titrer : « Pour en finir avec cette Assemblée nationale, avec le gouvernement Giscard-Barre, pour un gouvernement PS-PCF. » Ces résultats sont écrasants par eux-mêmes. Ils le sont plus encore si on les apprécie en fonction de quelques données politiques. Le pourcentage des voix contre les partis de la V<sup>e</sup> République et pour le PS et le PCF est supérieur, en faveur de ces derniers, à ce qu'il était aux élections cantonales de 1976 et aux élections municipales de 1977. Pourtant, en apparence, en 1976, dans le cadre de l'« Union de la gauche », il semblait aux masses que le PS et le PCF étaient unis, que leur union ouvrait une solution gouvernementale positive. Dès le lendemain des élections municipales, la direction du PCF entamait sa campagne forcenée de division. Néanmoins, l'analyse sérieuse des résultats du premier tour des élections législatives démontrait qu'il s'agissait d'une défaite du RPR, de l'UDF, du gouvernement Giscard-Barre, d'un échec de la politique de division du PCF, et dans ce sens d'une victoire politique des masses.

C'est pourquoi d'ailleurs, suprême tentative de sauvetage du régime en détresse, une partie de la bourgeoisie a suscité dès le lendemain de ces élections législatives la formation de l'opposition Rocard, et celle, complice, de Mauroy à l'intérieur du PS. Contraindre Mitterrand à se rallier à une formule politique qui aurait permis à Giscard de bénéficier d'une ouverture plus large à l'Assemblée nationale et dans le pays, ou le submerger, tel était le but de l'opération Rocard-Mauroy. Depuis des mois et des mois, à la campagne forcenée de division des dirigeants du PCF s'est ajouté le tintamarre des « mass-media » sur la division à l'intérieur du PS, l'isolement de Mitterrand, la progression foudroyante des tendances Rocard-Mauroy. En dépit de tout, les masses se sont prononcées sans équivoque contre la V<sup>e</sup> République, mais en même temps contre la division, qu'elle vienne de la direction du PCF,

ou qu'elle vienne de l'intérieur du PS. Elles se sont prononcées pour l'unité des partis ouvriers dans le combat contre Giscard-Barre, pour un gouvernement de leurs partis, le PS et le PCF.

---

## LE CONGRES DU PS A METZ

---

Cette même tendance s'est traduite au congrès du PS qui s'est tenu à Metz après les élections cantonales, où Mitterrand l'a emporté en dominant Rocard et Mauroy. Mitterrand ne se situe certes pas sur le terrain du front unique ouvrier, il n'est pas pour la rupture avec la bourgeoisie. Mais il est convaincu de l'inéluctable faillite de la V<sup>e</sup> République et de l'irruption des masses sur la scène politique. Il estime donc indispensable de dresser un barrage à leur déferlement. Sans aucun doute, il est soutenu sur cette position par certaines couches de la bourgeoisie. Or, pour dresser ce barrage, préserver un Parti socialiste ayant une large audience dans les masses est nécessaire. Participer à une opération politique de soutien ouvert à Giscard serait discréditer le PS, le désagréger, sinon le disloquer. Mitterrand ne le veut pas. Ce faisant, il gêne les tentatives désespérées de sauvetage de la V<sup>e</sup> République agonisante et il devient la cible de multiples attaques. Le barrage que Mitterrand entend dresser au moment opportun est très classique : il s'agit ni plus, ni moins, que de faire renaître de ses cendres l'« Union de la gauche-front populaire ». Et il proclame :

« Accepter que l'Union de la gauche marche quand le Parti communiste décide qu'elle marche et s'arrête quand le Parti communiste décide qu'elle ne marche plus, est-ce cela préserver l'identité du PS ? »

Le rôle que Mitterrand veut faire jouer au PS et qu'il veut lui-même jouer l'amène à se faire le porte-parole d'un réformisme anticapitaliste bon teint :

« Tout passe d'abord par la transformation du régime économique, ce qui pose en termes clairs le problème de la propriété... Je suis de ceux qui pensent que la conquête du pouvoir

politique passe notamment, par le moyen des luttes, par notre présence sur le terrain. Elle passe aussi par le suffrage universel. Prendre le chemin qui consiste, innovation par innovation, à adopter l'attitude de Pénelope, à reprendre sans cesse, sans s'attaquer directement aux motifs et aux causes de l'exploitation, c'est peut-être réaliser un recentrage, ce n'est pas celui que je propose. »

Le langage de Mitterrand n'est pas fortuit. Pour qu'il puisse jouer son rôle, pour que le PS garde et élargisse son audience et se prépare à devenir la pièce maîtresse d'un gouvernement d'« Union de la gauche-front populaire », il lui faut faire écho aux aspirations des masses à l'unité, à en finir non seulement avec la V<sup>e</sup> République, mais avec le capitalisme. Mais naturellement, en dévoyant l'aspiration à l'unité, en se gardant bien d'une pratique politique qui mette en cause dans l'action la V<sup>e</sup> République, et plus encore le pouvoir bourgeois, le régime capitaliste.

Il reste que la crise à l'intérieur du PS, comme la politique de Mitterrand et son langage, témoignent des aspirations profondes des masses, de leur volonté d'unité, de leur volonté d'en finir avec le régime politique actuel, et au-delà avec le régime capitaliste.

---

## CHIRAC ET GISCARD TEMOIGNENT : LA CRISE REVOLUTIONNAIRE MENACE

---

Les résultats des élections cantonales sont si significatifs et mesurables que Jacques Chirac, président du RPR, a été contraint d'en prendre acte et de tirer le signal d'alarme. Aux assises du RPR, le 31 mars, il constate :

« Aveuglement que de ne pas voir, qu'à chaque élection, depuis le printemps dernier (*depuis le printemps 1978*), socialistes unis ou non gagnent du terrain et qu'ils n'ont rien perdu de leurs ambitions. Aveuglement aussi que de ne pas voir qu'un nombre chaque jour plus grand de citoyens angoissés par la crise dont le pays ne sort pas espèrent une autre

politique. En leur taisant la vérité, c'est-à-dire qu'il y a une autre voie, celle que nous représentons, en voulant les enfermer dans le dilemme — la politique actuelle ou la révolution —, on pousse les Français dans les bras de l'opposition. »

Lors d'une émission d'Antenne 2, le lundi 2 avril, il était encore plus net :

« Nous venons de voir aux élections cantonales que les Français ont dans leur grande majorité sanctionné ce gouvernement. » *Plus haut il avait dit* : « La situation étant ce qu'elle est, (au cas d'élections législatives) il est fort probable que, dans un mouvement d'humeur bien compréhensible, les Français renverraient sans coup férir une majorité socialiste et communiste à l'Assemblée nationale et que s'ouvrirait ainsi une crise politique qui, s'ajoutant à la crise économique que nous connaissons, rendrait la situation de la France plus grave encore que ce qu'elle est aujourd'hui. »

A quoi Giscard d'Estaing devait opposer, au cours de son « entretien télévisé » du 18 avril :

« Si la France avait eu un chef d'Etat agité, il aurait écouté les conseils qu'on lui a donnés en 1975, 1976, 1977 de dissoudre l'Assemblée nationale, ce qui eût été un signe d'agitation, et tous les historiens politiques font apparaître que si j'avais écouté ces conseils et si j'avais dissous l'Assemblée nationale en 1976, l'opposition était sûre de gagner. »

Il faut ajouter que l'« opposition », pas plus que Giscard d'Estaing, ne voulait que l'Assemblée nationale soit dissoute. Elle a tout fait pour que l'Assemblée nationale élue en 1973 aille jusqu'au terme de son mandat. Le PCF s'est chargé, au cours de l'année 1977 et début 1978, de tout mettre en œuvre pour qu'une majorité de députés RPR-UDF, minoritaires dans le pays, soit élue au second tour. Giscard d'Estaing reconnaît que dès 1975, plus encore en 1976 et 1977, les députés UDF-RPR majoritaires à l'Assemblée nationale étaient minoritaires dans le pays.

Chirac a d'autant plus raison de constater que la « majorité » RPR-UDF de l'Assemblée nationale est de plus en plus minoritaire dans le pays malgré la division. Il va plus loin et dit en substance : « l'effondrement du régime et une crise révolutionnaire sont à l'ordre du jour ». A la vérité, Giscard d'Estaing en convient également, à sa manière.

---

## LES SPASMES DE L'AGONIE

---

En dépit de tous les obstacles, la volonté des masses d'en finir avec le système politique en place, la V<sup>e</sup> République, parvient à se manifester en se saisissant de toutes les occasions possibles. Les rapports politiques qui en résultent sont contradictoires à la nature de ce régime politique, incapable de s'adapter.

Ce régime a été institué, forgé, en vue de subordonner étroitement les masses aux exigences du régime capitaliste français décadent et pourissant, de leur arracher leurs conquêtes, de détruire les organisations qui constituent la classe ouvrière comme classe. Mais il a échoué. Le bonapartisme procède de l'Etat que le président de la République incarne. Les Assemblées, qui n'ont plus de Parlement que le nom, procèdent du président de la République élu au suffrage universel. La modification de ces rapports, le retour à une certaine forme de parlementarisme plus apte à amortir les chocs entre les classes signifient un bouleversement des institutions et une liquidation des organisations politiques dont l'existence est liée à celle du régime, une crise profonde de l'Etat, c'est-à-dire que se réunissent l'ensemble des conditions qui ouvrent une voie au déferlement des masses.

Face à sa propre crise, le bonapartisme bâtard, dégénéré, ne peut se réformer ; au contraire, il pousse ses traits jusqu'à la caricature. Giscard d'Estaing rappelle et accentue le rôle du président de la République. En assignant à Barre de soutenir officiellement la liste UDF aux élections européennes, il désigne cette liste comme étant la liste officielle, la liste du gouvernement, comme au temps de Napoléon III où il y avait les candidats officiels. L'investiture officielle est accor-



dée à l'UDF, directement contre le RPR. Parallèlement, les ministres RPR doivent tout aussi officiellement désavouer Jacques Chirac. Une fronde est organisée à l'intérieur du groupe parlementaire RPR : la constitution d'une liste RPR dissidente est suscitée. C'est l'existence du RPR, pourtant pilier indispensable de la V<sup>e</sup> République, qui est mise en cause. Dès lors la réaction de Chirac devient de plus en plus vive :

« Supposons, comme le fait *Le Point* (hebdomadaire giscardien-NDLR) dans son sondage, que la liste UDF ait 32 % des voix. Cela voudrait dire que 32 % des Français approuvent non seulement la politique européenne, mais la politique notoirement générale du gouvernement et du chef de l'Etat, personne ne mettant en doute le fait que le chef de l'Etat soutient la liste UDF. Cela pose un problème de légitimité. Le général de Gaulle est parti pour beaucoup moins que cela. Il avait fait 47 % des voix et il a considéré qu'il ne pouvait gouverner. » (*Limoges, le 24 avril*).

Après avoir mis en cause la légitimité, du point de vue de la démocratie, de la « majorité » de l'Assemblée nationale, Chirac met en cause la légitimité du président de la République du point de vue des règles du bonapartisme. La crise du régime confine à sa dislocation. Jacques Chirac le redoute et voudrait l'éviter :

« Il n'est pas dans la vocation du Rassemblement, qui s'est battu contre les tenants du collectivisme, d'être aujourd'hui, par une certaine légèreté d'appréciation politique, celui qui leur permettrait de gagner aujourd'hui ce qu'ils n'ont pas pu gagner hier. Et voilà les raisons pour lesquelles toute notre action tend à infléchir l'action du gouvernement. » (*Antenne 2*).

Il reste que l'agonie de la V<sup>e</sup> République s'approche du spasme mortel. Les élections au Parlement européen, comprises comme une opération favorable au régime, deviennent angoissantes : et si, même sur ce terrain, se dégageait une majorité en voix pour le PS et le PCF ? Et si la liste officielle était lamentablement minoritaire ? Et

si le RPR était écrasé ? La dissolution de l'Assemblée nationale ne deviendrait-elle pas inévitable ?

## GENERALISATION ET ACCELERATION DE L'INFLATION

Oui, vraiment, il faut être aveugle, ou ne pas vouloir voir, pour ne pas se rendre compte que l'agonie de la V<sup>e</sup> République approche de son issue fatale et que s'avance la crise révolutionnaire, d'autant que l'agonie de la V<sup>e</sup> République se combine à l'aggravation des contradictions économiques qui contraignent le capitalisme français à s'attaquer sur tous les plans aux masses, contradictoirement aux rapports de forces réels entre les classes.

Le gouvernement Giscard-Barre lutte avec acharnement pour que le capitalisme français maintienne, et si possible élargisse, ses débouchés sur les marchés européen et mondial. Le redressement de la balance commerciale française au cours de ces deux dernières années a comme contrepartie indispensable la politique de « rigueur » de Barre. Elle se traduit obligatoirement par la liquidation des entreprises non concurrentielles, l'aggravation constante du chômage, une politique de déqualification systématique et de mobilité de la main-d'œuvre, la remise en cause des acquis des masses travailleuses. L'inflation n'a pas pour autant été jugulée. Or, il semble bien que l'on s'oriente vers une nouvelle vague d'inflation massive internationale.

Si l'on prend comme référence les monnaies réputées fortes, depuis quelques mois, c'est-à-dire depuis que Carter a annoncé et mis en œuvre son plan, le dollar semble avoir retrouvé une certaine stabilité. Ce n'est qu'une apparence. La hausse des prix aux USA dépasse pour la première fois depuis 1974 les 10 % annuels. La hausse de l'or par rapport à toutes les monnaies se maintient quand elle ne se poursuit pas. Et surtout les monnaies réputées fortes subissent les conséquences du soutien massif qu'elles ont apporté au dollar pour tenter de le stabiliser. En Allemagne, en Suisse, au Japon, la hausse des prix avoisinera

cette année 10 %, si elle ne les dépasse pas. En Angleterre, en Italie, la hausse des prix s'accélère à nouveau. Certains économistes espèrent que cette accélération de l'inflation internationale favorisera une relance économique. Mais l'inflation va nourrir l'inflation. La hausse du prix du pétrole qui en résulte va lui donner une nouvelle impulsion.

A l'horizon, une nouvelle crise monétaire dans laquelle toutes les devises seront impliquées s'annonce. En tout cas, une accélération de la hausse des prix est à peu près certaine en France. Le gouvernement Giscard-Barre ne peut relâcher sa politique économique sans l'accélérer encore. Mais il lui faut alors poursuivre l'offensive économique sous tous ses aspects contre les masses et c'est une nouvelle source de crise politique au sein de la « majorité ». Le RPR se prononce, par peur de la réaction des masses, pour une politique dont l'objectif serait une « croissance de 5 % par an du produit national brut », en d'autres termes une politique moins offensive contre le prolétariat, mais qui obligatoirement accélérerait l'inflation avec toutes ses conséquences. A quoi Giscard-Barre ont beau jeu de répondre : cette politique mènerait à la catastrophe économique et financière. Dans le cadre du régime capitaliste en crise, c'est incontestable.

---

## COMMENT PROCEDE LE GOUVERNEMENT

---

Le gouvernement Giscard-Barre est dans la situation sans issue d'avoir à réaliser contre les masses et la jeunesse ce que de Gaulle, au temps où il était solidement installé au pouvoir, n'a pu réaliser. Le patronat, le grand capital le pressent. La session de printemps à l'Assemblée nationale devait être consacrée au vote d'une foule de projets de lois multipliant les réformes réactionnaires. La crainte que les élections à l'Assemblée européenne ne se transforment en désastre pour le gouvernement a fait différer leur discussion et leur vote. Ils ne sont pas abandonnés pour autant. L'offensive anti-ouvrière ne s'en poursuit pas moins, mais en ayant recours à des manœuvres, que couvrent des reculs partiels lorsque

ceux-ci sont nécessaires. L'exemple de la sidérurgie en est démonstratif. A la fin des discussions avec les fédérations syndicales, le vendredi 6 avril, la direction générale d'Usinor annonçait l'« aménagement » du calendrier des réductions des effectifs : 2 300 emplois seront maintenus temporairement en 1979. Au lieu de la suppression de 9 190 postes en 1979, il n'y en aura « plus » que 6 890. Les postes maintenus un an encore le sont principalement, nullement par hasard, à Denain (1 500) et à Longwy (570). Le gouvernement fournira les 180 millions de francs nécessaires. Par contre, l'avant-veille, se terminaient les discussions entre les directions des fédérations syndicales et le groupe Sacilor-Sollac. La direction de Sacilor-Sollac n'a rien cédé, elle maintient à leur date prévue tous les licenciements. Cela jette une lumière crue sur la façon de procéder du gouvernement et du patronat.

Longwy, Denain, deux villes où se sont produites, malgré les dirigeants syndicaux, de puissantes explosions politiques, se dirigeant contre la représentation du pouvoir, du gouvernement dans ces villes, les commissariats. Il faut désamorcer ce mouvement, en reculant localement pour mieux appliquer le plan d'ensemble. Il va de soi qu'au bout du compte, les sidérurgistes de Denain et de Longwy seront également licenciés si un bouleversement social et politique ne se produit pas d'ici là.

---

## APRES LA PSEUDO- « MARCHÉ SUR PARIS »

---

Mais comment se fait-il que le gouvernement et le patronat puissent procéder ainsi ?

L'examen des faits fournit immédiatement la réponse. Le gouvernement Giscard-Barre et le patronat ne sont pas en mesure d'appliquer leur politique d'attaque contre la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées, sans la participation active des dirigeants des centrales, des fédérations, des syndicats ouvriers.

Reprenons l'exemple des sidérurgistes. Depuis des mois et des mois, les dirigeants des fédérations de la sidé-

urgie ont, par d'innombrables journées d'action, grèves et manifestations locales sans lendemain, tenté de disloquer la résistance des sidérurgistes à la mise en application du plan de liquidation élaboré par le gouvernement et le patronat. En Lorraine, notamment, tout une population est concernée. Loin de se disloquer, la résistance des sidérurgistes et de toute la population s'affirme. Ainsi le 16 février, plus d'un million de grévistes répondent à l'appel à une grève de 24 heures que lancent les fédérations syndicales. D'énormes manifestations se rassemblent.

Des explosions politiques du type de celles qui se sont produites à St-Chamond, à Nantes, se reproduisent à Longwy, à Denain. Non seulement en Lorraine, dans le Nord, dans la Loire, mais dans l'ensemble du pays s'affirme la volonté d'aller là où siègent les responsables, le gouvernement, l'Assemblée nationale : « Tous à Paris. »

La direction stalinienne de la CGT a pris les devants. Elle a allumé un contre-feu en s'emparant de la formule « marche sur Paris ». Immédiatement, les autres directions confédérales ont déclaré qu'elles ne participeraient pas à la « marche sur Paris ». Le bureau confédéral de la CGT n'a pas non plus appelé à la « marche sur Paris ». Seules y ont appelé les unions régionales CGT de Lorraine, du Nord, de la Loire. Tout a été mis en œuvre pour limiter au maximum la participation des travailleurs de ces régions à cette pseudo-« marche sur Paris ». Dans la région parisienne, la « mobilisation » a été une fumisterie et surtout le prétexte à l'organisation d'un gigantesque service d'ordre qui a encadré la manifestation.

L'objectif de cette prétendue « marche sur Paris », de la manifestation, n'était ni l'Assemblée nationale, ni Matignon, ni l'Elysée... mais la place de l'Opéra. Hélas, fort opportunément, les « casseurs » étaient là. L'imposant service d'ordre a dissous la manifestation avant même que l'ensemble du cortège n'atteigne la place de l'Opéra. Le tour était joué : les sidérurgistes étaient isolés, ils étaient confinés dans leurs provinces et leurs localités, toute perspective de combat efficace leur était fermée. Dès

lors, il suffisait de relancer les mouvements disloqués, sans lendemain, sans issue, pour faire pourrir.

La direction de la CGT a engagé la phase ultime, espère-t-elle, de cette opération.

Elle lance la phase « occupation », qu'elle fait décider secteur par secteur, sous la pression de l'appareil. A Longwy, ailleurs, l'appareil « occupe » et contrôle l'entreprise. Les sidérurgistes ont le « choix » entre être littéralement bouclés à l'intérieur ou errer à l'extérieur, complètement disloqués. Pour compléter l'isolement des sidérurgistes, une autre opération devenue classique est lancée : la « solidarité ». Au nom du soutien financier, les sidérurgistes sont politiquement isolés.

Le gouvernement et le patronat commencent à appliquer, en prenant quelques précautions, leur plan de liquidation. Par ailleurs, les dirigeants syndicaux se préparent à participer aux « comités de bassin » dont la tâche est d'« humaniser », de faire passer en douceur les milliers de licenciements qui livreront à la misère des populations entières.

---

## LA POLITIQUE DES DIRIGEANTS DU PCF A MANUFRAANCE

---

Une opération semblable à celle qui a été montée contre les travailleurs du « Parisien libéré » par les dirigeants staliniens de la CGT est en cours à Saint-Etienne contre les travailleurs de Manufrance. Après que la municipalité de Saint-Etienne — que dirige J. Sanguedolce, membre du CC du PCF —, qui dispose de la minorité de blocage au conseil d'administration, ait dès l'année dernière autorisé les premiers licenciements, les manœuvres en vue d'isoler les travailleurs de Manufrance, de leur fermer toutes perspectives, se sont succédé : opposition forcée à la « marche sur Paris » des travailleurs de Saint-Etienne. Maintenant, au moment où la liquidation de l'entreprise est en vue, Sanguedolce a déclaré :

« Personne n'ignore que les restructurations sont nécessaires. »

Les sections syndicales CGT et CFDT viennent d'enfermer, de boucler les travailleurs de Manufrance dans l'entreprise, en décrétant l'occupation de celle-ci par 400 travailleurs qui se relaient (1).

L'accord sur l'indemnisation du chômage que toutes les centrales syndicales ont négocié et signé, dont « Informations ouvrières » a fait l'analyse, et qui supprime de nombreuses garanties, le projet de loi Legendre, celui sur la nouvelle formation des maîtres en trois ans, négocié entre la FEN et le ministre Beullac, sont d'autres exemples du fait que la politique gouvernementale ne peut être appliquée que si ce sont les dirigeants des centrales, fédérations et syndicats ouvriers qui la prennent en charge. C'est encore la politique de dislocation des mouvements qui a fourni les moyens au gouvernement d'appliquer sa « rationalisation » de la Société française de production, et

(1) Depuis que cet article a été écrit, la politique du PCF et de la direction stalinienne de la CGT, politique d'application de celle du gouvernement et du patronat, s'est concrétisée à Manufrance.

*L'Humanité* du 10 mai 1979 titre : « Succès à Manufrance ». Le « succès », est que la société Manufrance ait réduit son personnel de 4 050 salariés en 1975, à 2 608 en décembre 1978, est que la nouvelle société le réduira encore, en un premier temps à 1 947 (selon *L'Humanité*). Ainsi c'est une nouvelle réduction immédiate du personnel de 681 salariés qui est prévue et donc une réduction de 2 103 salariés depuis 1975, soit plus de 50 % du personnel. De plus, il s'agit d'une nouvelle étape, d'autres succéderont vraisemblablement. L'important est de briser toute possibilité des ouvriers de Manufrance et de la région de Saint-Etienne de s'opposer au plan du gouvernement et du patronat. Ensuite, ceux-ci feront ce qu'ils entendront, selon leur intérêt du moment.

Voilà, dans sa nudité, la politique du PCF et de l'appareil stalinien de la CGT. Dans un encadré, le même numéro de *L'Humanité* écrit : « Joseph Sanguedolce est intervenu hier au congrès. Retraçant la longue lutte pour Manufrance, il a été chaleureusement applaudi. »

En deux phrases, *L'Humanité* synthétise le contenu des « travaux » du XXIII<sup>e</sup> Congrès du PCF.

ultérieurement de faire ratifier par l'Assemblée nationale à ses ordres une nouvelle limitation du droit de grève des travailleurs des chaînes de télévision. Cependant, le contenu de la politique des appareils bureaucratiques des centrales syndicales, et particulièrement de celle de l'appareil stalinien de la CGT, est illustré par la signature d'un accord au comité d'entreprise des Ateliers roannais de construction textile, entreprise de 1 100 salariés où la CGT obtient entre 70 et 80 % des voix aux élections professionnelles. Le secrétaire CGT du comité d'entreprise y a accepté la réduction de certains salaires à compter du 1<sup>er</sup> avril 1979 (de 3,2 à 12,2 % de réduction) ; le blocage de tous les salaires du 1<sup>er</sup> avril 1979 au 31 mars 1980 et la suppression de tous les avantages en nature et avantages divers. Au cours de son entretien télévisé, Giscard d'Estaing a mis les points sur les « i » :

« Je vous assure qu'il a fallu beaucoup de doigté, beaucoup d'attention cet hiver, au moment des tensions les plus extrêmes, pour éviter que la société française ne se déchire, et si elle commençait à se déchirer dans la violence, jusqu'où la violence pouvait-elle aller ? (Il s'agit des explosions de Saint-Chamond, Nantes, Longwy, Denain.-S.J.)

Jean-Pierre Elkabach : — Vous l'avez craint ?

— Je ne l'ai pas craint parce que je crois qu'à tout moment on a été très conscient et d'ailleurs nous avons trouvé dans la société française, dans les partis politiques, parmi les syndicats, des hommes tout à fait conscients de la nécessité d'éviter de durcir l'affrontement entre les Français. »

## L'APPAREIL STALINNIEN, FER DE LANCE DE LA CONTRE-REVOLUTION

Nous sommes au cœur des problèmes actuels : il s'agit de l'expression dans les rapports directs entre la classe ouvrière, le patronat et le gouvernement, d'une politique qui veut soumettre la classe ouvrière aux exigences du capitalisme en crise, dont l'expression concentrée est la défense de la V<sup>e</sup>

République, de ses institutions, de son Assemblée nationale, de son Président, de son gouvernement. Ainsi que le dit Lénine, « la politique, c'est de l'économie concentrée ». L'« Union de la gauche » avait comme fonction, entre autres, d'enserrer les masses dans le carcan des institutions de la V<sup>e</sup> République. Lorsqu'en mars 1977 les résultats des élections municipales ont démontré sans ambiguïté qu'aux élections législatives de mars 1978, malgré l'« Union de la gauche », le PS et le PCF auraient la majorité en voix et en élus, la campagne de division des dirigeants du PCF a commencé ; elle n'a cessé de s'amplifier jusqu'à la fin de la campagne électorale et s'est poursuivie depuis. Elle s'accompagne d'une orientation qui utilise chaque événement pour affirmer la « légitimité » de l'Assemblée nationale actuelle. Aux lendemains des élections cantonales de mars 1979, René Andrieu écrit dans « L'Humanité » du 27 mars 1979 :

« Nous sommes encore loin du compte si nous voulons créer les conditions pour mettre en échec la politique du gouvernement. »

Les dirigeants du PCF ont encore haussé le ton depuis. Marchais proclame :

« Le Parti socialiste ne conçoit l'union que comme un moyen bien pratique pour se renforcer, et pour utiliser notre parti en tant que réservoir à voix au moment du deuxième tour. Je le dis clairement, ni notre parti, ni son électoralat ne sauraient accepter ce rôle et cette situation. »

En clair, c'en est fini des désistements des candidats du PCF au profit des candidats du PS quand ces derniers sont en tête au premier tour. Marchais va plus loin :

« C'est parce que le Parti socialiste manifeste de nombreuses convergences avec Giscard d'Estaing que certains de ses électeurs en viennent à considérer qu'il vaut mieux élire un candidat de droite giscardien qu'un candidat communiste. C'est en ce sens que nous disons que cette consultation traduit bien l'orientation à droite du Parti socialiste qui a provoqué l'an dernier l'échec de la gauche aux élections législatives. »

Donc, ces élections sont une « victoire » de Giscard, et surtout l'électo-

rat socialiste est contaminé, giscardien, réactionnaire, on ne peut rien en attendre. Ce n'est même plus l'« unité à la base » opposée à l'« unité au sommet » ; c'est, à défaut de la politique du « social-fascisme », celle du « social-giscardisme ».

Les dirigeants du PCF nient contre l'évidence la crise qui déchire les sommets de la V<sup>e</sup> République. A les entendre, le RPR, l'UDF, le PS pratiquent tous une seule et même politique, la politique de Giscard d'Estaing, la politique d'« abandon national » ; « c'est blanc bonnet et bonnet blanc ». Par exemple, tous sont partisans de l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée européenne qui sera élue le 10 juin, tous pratiquent la politique de subordination à l'Allemagne fédérale que leur dicte Helmut Schmidt. La société française ne serait plus divisée en classes, mais en défenseurs de l'« indépendance nationale » et partisans de l'« abandon national » sur l'autel de la supra-nationalité, au sein d'une Europe intégrée que l'Allemagne de l'Ouest dominerait. Il s'agit bien de cela, en vérité ! Comme leurs alter ego des autres pays de l'Europe, les dirigeants du PCF ne veulent provoquer aucune perturbation dans le fonctionnement de la Communauté économique européenne. Ils se gardent bien de dénoncer le véritable caractère de ces élections qui sont faites pour contribuer au maintien de la division de l'Europe en deux, pour consacrer la participation des organisations ouvrières aux organismes de la CEE : raisons amplement suffisantes pour les dénoncer et ne pas y participer.

Tout au contraire, loin d'appeler à leur boycott, ils y participent, montrant ainsi qu'ils sont de fervents partisans du maintien de la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux, et des structures participationnistes de la CEE. Ce qui compte, et ce qui compte seulement, c'est de faire feu de tout bois pour imprimer à l'intérieur de la classe ouvrière la division, matraquer la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées. Il s'agit de tout faire pour que la V<sup>e</sup> République, le gouvernement Giscard-Barre, l'Assemblée nationale soient protégés contre l'assaut des masses.

En authentique parti stalinien, le PCF va jusqu'au bout sur cette ligne. Il s'en prend directement aux travail-

leurs, déversant contre eux la calomnie, a recours aux méthodes terroristes dans la plus pure tradition stalinienne, comme le montre ce tract de la section syndicale CGT d'Alsthom-Atlantique de Saint-Ouen, département signalisation, que nous reproduisons ci-contre.

La canaillerie s'étale dans ces lignes qu'il n'est pas besoin de commenter. Mais il faut en comprendre le sens, comme il faut comprendre l'utilisation que l'appareil stalinien fait des provocations des « autonomes » le 23 mars : il constitue un appareil terroriste dans les entreprises, une police « syndicale », pour briser par tous les moyens, par la violence pure et simple si nécessaire, la résistance à sa politique au sein de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées.

Ainsi, alors que se multiplient au sommet les spasmes de l'agonie de la V<sup>e</sup> République, toutes les forces sociales intéressées à la survie de la V<sup>e</sup> République, qui veulent à tout prix éviter l'ouverture d'une crise révolutionnaire, exercent une fantastique pression sur les masses pour prolonger son existence. L'enjeu est de taille : l'effondrement de la V<sup>e</sup> République, l'ouverture d'une crise révolutionnaire en France, survenant à la suite du commencement de la révolution prolétarienne en Iran, déstabiliserait l'Europe entière, ouvrirait la voie à la révolution prolétarienne dans l'Europe entière. L'enjeu, c'est ce qu'il reste de l'ordre mondial institué à Yalta et à Potsdam. Les instruments de cette énorme pression sur les masses, ce sont les appareils bureaucratiques en général, mais particulièrement et principalement l'appareil stalinien construit tout exprès pour exécuter les tâches les plus difficiles comme les plus répugnantes de la contre-révolution.

---

### LE CONFLIT ENTRE LES MASSES ET LES APPAREILS... ET L'OCI

---

Mais s'il est vrai qu'une énorme pression s'exerce sur les masses, subissent-elles des défaites, refluent-elles ?

La réponse est catégoriquement non. Les résultats de toutes les élections, et particulièrement ceux des récentes élections cantonales, le manifestent en toute clarté. Pourtant, il est incontestable que la politique des appareils bureaucratiques porte des coups très durs à la classe ouvrière et à la jeunesse. C'est là une contradiction explosive. Les explosions politiques de Saint-Chamond, de Nantes, de Longwy, de Denain, ont cette signification fondamentale : c'est en fonction de cette appréciation que l'appareil stalinien a développé l'énorme manœuvre de la « marche sur Paris » et qu'il matraque la classe ouvrière. Les appareils bureaucratiques, l'appareil stalinien, le gouvernement ont une conscience extrêmement vive qu'ils vivent et agissent sur un volcan. C'est cela qui explique tout aussi bien l'acharnement des appareils bureaucratiques contre les masses que la nécessité où est placé le gouvernement d'aménager, de procéder à des reculs partiels, pour tenter de maintenir l'essentiel de ses attaques contre les conditions d'existence et de travail des masses, contre leurs acquis et leurs conquêtes. Il faut surtout éviter toute explosion, même limitée, même partielle, qui pourrait mettre le feu aux barils de poudre accumulés. Ceci ouvre la possibilité de faire reculer le pouvoir, le gouvernement, sur tel ou tel aspect, tel ou tel point, dans tel ou tel secteur, à condition toutefois que la bataille soit menée sur une ligne politique qui mette en cause le gouvernement, cette Assemblée nationale.

Les succès obtenus au cours de luttes sur le plan local contre les fermetures de classes sont significatifs. Plus significatif encore est le recul partiel du gouvernement sur la nouvelle réforme des études médicales à la suite du mouvement dont l'UNEF (Unité syndicale) a été la force motrice indispensable, qui a culminé dans la manifestation devant l'Assemblée nationale. Il serait cependant radicalement faux d'en conclure que l'on peut mettre en échec la politique du gouvernement et vaincre celui-ci ponctuellement, secteur par secteur. Cela veut dire au contraire que l'on ne peut faire reculer, dans une certaine limite, le gouvernement, que sur une politique qui a pour objectif d'ouvrir la voie au mouvement des masses, lequel se

CGT

SECTION SYNDICALE

ALSTHOM ATLANTIQUE

Département Signalisation de

SAINT OUEN

FSM

# SUIVIR ou AGIR ?

Mardi 3 Avril, à l'appel de la C.G.T., C.F.D.T., et de la F.E.N., des arrêts de travail de 1/2 heure minimum ont eu lieu dans toute la France.

Au Signaux, une trentaine de travailleurs seulement ont répondu à cet appel.

## IL EST TEMPS AUJOURD'HUI DE SE POSER DES QUESTIONS ?

Ceux qui ne sont pas venus avec nous sont-ils :

- 1 - Des travailleurs qui pensent que leur contremaître ou leur chef de service le leur ferait des réflexions alors qu'eux aussi sont touchés par la crise!
- 2 - Des travailleurs qui ont peur d'être oubliés lors des prochaines promotions!
- 3 - Des travailleurs qui ATTENDENT TRANQUILLEMENT QUE LEURS CAMARADES SE BATTENT POUR EUX (en ce moment, en France, 1/4 des travailleurs se syndiquent et luttent avec leurs organisations syndicales, les autres 3/4 en profitent).

## EST-CE BIEN NORMAL ?

- 4 - Des travailleurs qui acceptent le "CHOMAGE" "L'AUSTERITE" "LA REPRESSION"!
- 5 - Des travailleurs qui acceptent LA REMISE EN CAUSE DE LA LIBERTE d'EXPRESSION PAR LES MANIFESTATIONS (un des seuls droits qui nous restent aujourd'hui en FRANCE)!
- 6 - Des travailleurs QUI VEULENT ABOUTIR A UN REGIME PERSONNEL CONDUISANT AU FASCISME.

\*\*\*\*\*

dirige contre la V<sup>e</sup> République, ses institutions, son président, le gouvernement Giscard-Barre, et tend à porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois. Les actions particulières s'intègrent alors, sont des articulations, des segments de cette politique. Elles aident par conséquent les masses à submerger les obstacles qui se dressent contre leur unité, l'unité de leurs organisations. Cette politique est donc dressée contre celle des appareils, principalement celle de l'appareil stalinien qui ordonne la politique de tous les autres appareils.

Le mouvement du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées, qui tend au transfert, sur le plan de la lutte de classe du prolétariat et selon ses formes et ses méthodes, de ce que les élections expriment, n'est certes pas linéaire. Après les explosions politiques partielles dont il vient d'être question, la politique des appareils, principalement celle de l'appareil stalinien, parvient à contenir ce mouvement.

Ainsi une nouvelle grande manœuvre est en cours : le gouvernement entend appliquer rigoureusement sa politique salariale aux fonctionnaires ; une explosion très importante politiquement doit cependant être évitée dans ce secteur ; la politique de camouflage classique est mise en place conjointement par les appareils bureaucratiques. La CGT, la CFDT et la FEN appellent à une grève de 24 heures le 17 mai. FO, sous prétexte que le lendemain doivent s'engager des discussions avec le ministère responsable, n'y appelle pas. Nous voyons comment se conjuguent les manœuvres : la « grève » rituelle de 24 heures qui ne débouche sur rien, sauf sur les sempiternelles grèves tournantes ; pourtant, si toutes les fédérations y appelaient ensemble, cette grève pourrait apparaître comme un point de départ pour un combat réel. La prise de position de la fédération FO complète la manœuvre. Une chose est cependant certaine : indépendamment du résultat immédiat de cette grève, elle n'entamera pas les processus en cours dans les masses, et même, d'une certaine façon, elle les nourrira. Il est notable que la politique des grèves tournantes se heurte à une résis-

tance de plus en plus forte, y compris parmi les militants du PCF. Tel est le sens de l'affirmation de G. Séguy au comité confédéral de la CGT :

« Il est évident qu'un décalage existe entre cette combativité et le niveau moyen de l'action revendicative. Nous pensons qu'il y a trop de timidité à être résolument à l'initiative de l'action syndicale, alors que tout nous incite à plus de hardiesse, sans subordonner l'action immédiatement réalisable à l'accord préalable des organisations syndicales en présence, ou même seulement de la CGT et de la CFDT. »

L'énorme pression qu'exercent les appareils sur les masses ne fait en fin de compte que comprimer les charges explosives. Mais de plus, il est évident que la conscience de plus en plus nette de l'enjeu des rapports actuels entre les classes, le régime, le gouvernement, des énormes obstacles dressés devant elles, contient les masses, qui doivent s'ouvrir leur voie par leurs propres moyens. Il est indispensable de comprendre qu'il se développe en profondeur un processus politique dans lequel nous avons une place déterminante à occuper, un rôle majeur à jouer. Occuper cette place, jouer ce rôle, ce n'est pas s'orienter à tout prix sur « des luttes, des luttes », mais formuler les réponses politiques dont les masses ont besoin, organiser autour de nous à partir de ces réponses politiques, non pas les masses en général, mais une avant-garde.

Quelles sont ces réponses politiques ? Est-ce : il faut que les dirigeants réalisent l'unité ? Est-ce : il faut la grève générale ? Non. Les réponses sont : les dirigeants, ceux du PCF, de l'appareil de la CGT en tête, soutiennent ce gouvernement, ce régime. Ils veulent à tout prix éviter que ne s'effondre le régime sous les coups des masses, que s'ouvre une crise révolutionnaire, que soit porté au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers ; voilà pourquoi ils divisent et se font les agents de l'application de la politique anti-ouvrière du gouvernement. Ces réponses sont : il faut nous donner les moyens de réaliser nous-mêmes l'unité, laquelle intégrera les organisations, il faut se regrouper politiquement pour mener cette



bataille. Bien entendu, chaque occasion, et elles sont multiples, doit être saisie pour concrétiser cette orientation. Chaque mouvement particulier se développant sur cette ligne concourt à ouvrir la voie à toute la classe ouvrière, à la jeunesse, aux masses exploitées.

Pourtant, même là où l'on ne peut déboucher immédiatement ou à court terme sur le combat, la nature des problèmes qui se posent à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux masses exploitées, nous donne les moyens d'organiser une avant-garde, si nous sommes capables de formuler les bonnes réponses politiques sous la forme concrète où elles peuvent les saisir. Le cadre d'organisation de cette avant-garde, ce sont les comités pour l'unité, les Assemblées démocratiques. Une bataille politique aux multiples aspects, aux phases diverses et successives — mais qui est une et dont l'enjeu est le gouvernement Giscard-Barre, la V<sup>e</sup> République, ses institutions, l'ouverture de la révolution prolétarienne, le combat pour un gouvernement ouvrier et paysan — se déroule depuis que l'agonie de la V<sup>e</sup> République a commencé. Elle prend un caractère extrêmement tendu actuellement. Nous et nous seuls pouvons exprimer les aspirations et les besoins des masses contre les appareils ; à partir de là, organiser et faire agir politiquement une avant-garde, nourrir le mûrissement politique des masses ; nous construire comme OCI, avec l'objectif d'une OCI de 10 000 militants. La crise révolutionnaire est inévitable.

Cependant, elle s'engagera et se développera dans des conditions différentes selon que nous aurons ou non accompli nos tâches politiques, que nous aurons ou non construit une OCI de 10 000 militants. C'est ainsi que nous préparons cette crise révolutionnaire et que nous nous y préparons.

La difficulté la plus importante consiste à ne pas subir nous-mêmes la pression des appareils, et particulièrement de l'appareil stalinien, à ne pas nous laisser déboussoler, à ne pas prendre l'extrême tension actuelle pour un néant politique.

La résolution du comité central des 23 et 24 mars fixe la date où doit se tenir la IV<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune, le 10 juin 1979. Cette Conférence nationale ouvrière et jeune doit être précédée de la tenue, le 9 juin, de conférences particulières.

Cette centralisation politique, à la fois particularisée et générale, est indispensable pour donner leur dimension aux comités pour l'unité, aux Assemblées démocratiques, c'est-à-dire articuler leur action et lui donner sa dimension nationale.

En son XXIII<sup>e</sup> Congrès, l'OCI va faire le bilan, s'armer politiquement à court terme, poursuivre la préparation de la IV<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune, se mettre en situation de construire dans ce pays un véritable parti révolutionnaire : une OCI de 10 000 militants.

**Stéphane Just,**  
le 5 mai 1979.

**ORGANISATION  
COMMUNISTE  
INTERNATIONALE**



CONGRES  
EXTRAORDINAIRE  
DE L'OCI

# de nouveau, en avant vers les 10 000

par Marc LACAZE

*Nous l'avons dit, nous l'avons répété : la préparation du XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, son déroulement lui-même, ont été faussés par le camouflage politique organisé à grande échelle par Berg.*

*La « résolution politique générale » et la « résolution sur le fonctionnement politique de l'OCI et la formation », adoptées à ce congrès — et publiées dans notre dernier numéro —, expriment la force de la politique de l'OCI, la force de l'organisation, sa cohésion sur la base du programme, force et cohésion qui ont fait apparaître, pour l'extirper, la tumeur que représentaient à la direction de l'OCI les pratiques de Berg. Si les résolutions élaborées dans le congrès constituent donc politiquement des documents dont la valeur est indiscutable pour tous les militants de l'OCI, cela ne retire pas que le XXII<sup>e</sup> Congrès a été faussé.*

*Pour des marxistes, se voir en effet dans l'impossibilité de discuter une résolution politique générale à la lumière de l'expérience faite dans la construction du parti révolutionnaire, à partir de l'examen minutieux des faits, des difficultés, de l'état de l'organisation, constitue une entrave intolérable, un obstacle inacceptable à l'élaboration sérieuse d'un véritable dispositif de combat pour toute la période qui vient.*

*L'objectif fixé pour le XXIII<sup>e</sup> Congrès extraordinaire convoqué pour les 24, 25, 26 et 27 mai coule donc de source : le XXIII<sup>e</sup> Congrès doit permettre de prendre acte du fait que la progression de l'organisation vers un parti de 10 000 militants a été rétablie.*

Le XXIII<sup>e</sup> Congrès, sous cet angle, doit manifester que toutes les conséquences du coup porté par Berg à l'organisation ont été totalement effacées. Le XXIII<sup>e</sup> Congrès doit être alors en mesure d'élaborer un véritable plan politique d'organisation pour

une OCI de 10 000 militants, à partir d'une nouvelle homogénéisation, d'un nouveau pas dans la structuration de l'OCI en tant qu'unité politique de direction, à partir du bureau politique, du comité central, jusqu'aux cellules.

## LE COUP PORTE PAR BERG PESE-T-IL ENCORE SUR L'ACTIVITE DE L'OCI ?

Pour atteindre un tel objectif, pour tendre toutes nos forces dans cette direction, pour surmonter les conséquences du coup porté par Berg sur le plan politique, il aura fallu au point de départ faire la clarté complète dans toutes les cellules de l'OCI sur une question qui peut ne pas sembler au premier abord revêtir une grande importance.

Répetons-le :

1. L'« affaire Berg », comme « affaire », est terminée depuis que la conférence des cadres a clos la série d'assemblées qui se sont tenues dans toute l'organisation et qui avaient été décidées au comité central du 25 février pour faire le compte rendu de ses travaux, dans lesquels figuraient les décisions d'exclusion de Berg des rangs de l'OCI.

La tumeur a été extirpée. Le caractère sain de l'OCI s'est à nouveau manifesté dans la façon dont cette « affaire » a été réglée. Voilà pour l'« affaire ».

2. Mais entre l'« affaire Berg » proprement dite et les conséquences du coup porté politiquement à l'organisation, il n'y a pas identité.

L'« affaire Berg » est terminée. Les difficultés qui apparaissent dans notre travail d'organisation ne sont-elles pas encore maintenant des conséquences indirectes des pratiques que Berg avait véhiculées dans l'organisation à la tête de sa commission, lors des derniers mois qui précédèrent le XXII<sup>e</sup> Congrès ?

A cela, il est indispensable de répondre nettement.

Avant de le faire de façon détaillée, il faut dire les choses telles qu'elles sont. Dans les jours qui suivirent le XXII<sup>e</sup> Congrès, quelque chose a été momentanément désarticulé dans la vie de l'OCI. L'organisation a été comme déséquilibrée dans l'élan qu'elle prenait pour se mobiliser sur l'objectif des 10 000, dont elle commençait à prendre la dimension, à apprécier le sens, et dont elle commen-

çait à élaborer les moyens. Il faut admettre que durant deux ou trois semaines, la situation n'a pas été simple. Dans certains cas, elle a abouti à la paralysie pure et simple de l'organisation. A tous les niveaux, il était nécessaire pour chacun de prendre le temps d'apprécier la portée du coup ; il fallait reconstituer les points de repère dont toute organisation a besoin dans tous les secteurs de son activité, pour pouvoir mesurer le chemin qu'elle parcourt et les objectifs qu'elle peut en conséquence se fixer. Comme jamais, dans toutes les cellules, chaque militant a voulu jauger lui-même la situation, reconstituer par lui-même la confiance dans les objectifs fixés par la direction, la confiance dans la direction elle-même, à partir d'un examen de la situation. Là encore, le calme, la rigueur, la responsabilité, la cohésion, qui sont les forces de l'OCI, ont prévalu.

## LES CONSEQUENCES DU COUP PORTE PAR BERG ONT CESSE D'EXPLIQUER NOS DIFFICULTES

Lorsque ces deux ou trois semaines se sont passées, lorsque les conséquences du coup porté par les pratiques de Berg ont été clairement déterminées, lorsque, tout étant bien pesé, l'essentiel est apparu, lorsque toute l'organisation a pu mesurer que l'axe de l'attaque perpétrée contre l'organisation résidait dans le fait que Berg avait délibérément cherché à masquer tous les obstacles, à interdire la discussion salutaire pour tout révolutionnaire sur la base rigoureuse de la méthode objectifs-résultats ; lorsque, particulièrement, il fut clair que Berg avait tout fait pour interdire que se mène dans les dernières semaines une discussion sur le ralentissement du recrutement dans plusieurs régions, et qu'il avait sur ce point en partie réussi, commençant à paralyser des secteurs entiers, impuissantant des directions entières ; lorsqu'il fut clair qu'il tentait d'empêcher que se renoue une discussion qui avait commencé dans l'organisation après le comité central qui suivit les élections de mars 1978 et

qui avait été faussée, déviée par les « résultats » fictifs annoncés, puis finalement laissée de côté ; alors, dès ce moment, on peut affirmer que les conséquences du coup porté par Berg sur le plan politique (cela ne signifie pas que Berg n'ait pas retardé l'OCI dans sa progression, ce qui ne se rattrapera pas immédiatement) ont cessé d'expliquer les difficultés que nous pouvons rencontrer dans notre activité, puisque précisément la bataille pour extirper la tumeur a rétabli la situation, remis au centre des préoccupations de toute l'organisation les problèmes politiques à résoudre par l'OCI.

Entretenir sur cette question la moindre ambiguïté, c'est se cacher soi-même les problèmes et c'est s'engager sur la voie opposée à celle qui permettra de les surmonter.

Ce serait trouver une raison bien commode pour « expliquer » nos difficultés. Mais précisément, notre objectif n'est pas d'« expliquer » nos problèmes (dans ce cas, cela voudrait plutôt dire « justifier » leur existence). Il est de les comprendre pour les résoudre.

---

### **LES FAIBLESSES DONT BERG S'EST SERVI DEMEURENT LES RACINES DE NOS DIFFICULTES**

---

Personne ne pourra sérieusement expliquer en effet que les raisons d'une vente moyenne du journal inférieure à 4 dans de nombreux secteurs réside aujourd'hui dans les conséquences du coup porté par Berg.

Ni la vente d'« Informations ouvrières », insuffisante globalement, ni la difficulté à rétablir le recrutement à l'organisation dans des proportions raisonnables ne peuvent être abordées de ce point de vue.

Ce serait faire une erreur de méthode qui n'est pas innocente et qui rappelle une autre discussion sur laquelle nous allons revenir, pour être le plus précis possible.

Lorsqu'au lendemain des élections législatives de mars 1978, commença une discussion sur les racines des diffi-

cultés que nous rencontrions, une explication apparut qui ne pouvait qu'obscurcir les choses et dévier du véritable problème.

Des camarades cherchèrent l'explication de la pression que subissait notre organisation de la part des appareils — pression qui se manifestait dans une appréciation politique erronée des résultats de ces élections — dans le fait que la couche de militants recrutés dans la campagne politique menée sur la ligne du combat pour le front unique ouvrier, pour l'engagement des dirigeants du PCF au désistement sans condition pour le PS lors des élections législatives, aurait constitué une couche très sensible aux illusions dans l'Union de la gauche et aurait de ce fait représenté dans l'organisation la base matérielle véhiculant à l'intérieur de l'OCI la pression de la politique des appareils contre-révolutionnaires, en premier lieu de l'appareil stalinien.

Il faut s'arrêter à cette explication. Elle se donne un air sérieux, mais il s'agit de quelque chose de tout à fait inconstant, quoique plus répandu qu'on ne peut le penser.

Personne ne songe à remettre en cause l'appréciation selon laquelle notre bataille d'organisation, menée avant et pendant les élections législatives de mars 1978, avait été marquée par des faiblesses. Ces faiblesses ont été clairement caractérisées. Les directions à tous les niveaux de l'OCI n'ont pas impulsé comme elles le pouvaient, et comme les résolutions votées au comité central les y engageaient, une politique d'organisation et de construction suffisamment audacieuse permettant l'impulsion par l'OCI d'une véritable mobilisation de masse (à notre échelle) sur une ligne de rupture avec les appareils, sur la ligne du front unique ouvrier.

Ce sont ces oscillations qui ont entraîné un insuffisant recrutement. C'est la manifestation d'une tendance à faire glisser localement la campagne menée sur une ligne de pression exercée sur les appareils, l'appareil stalinien en particulier, qui a interdit un recrutement plus important. Il faut bien préciser : ce ne sont pas les tendances à l'adaptation qui auraient permis un recrutement « sur la ligne du

front populaire de combat » d'une masse de militants, et qui exerceraient ensuite dans l'organisation une pression de même type.

Dire cela, c'est se débarrasser à bon compte d'un problème, et surtout de la responsabilité politique des directions à tous les niveaux.

Les militants que nous avons recrutés dans cette période, nous les avons recrutés malgré nos oscillations. Ils ne se sont pas trompés d'organisation, ils ont été cooptés à l'OCI sur la base d'une bataille menée dans les masses contre la politique de l'appareil stalinien.

C'est cela, le mouvement qui les a portés vers l'OCI, cela ne veut pas dire qu'ils n'aient pas eux-mêmes véhiculé sur le plan politique toute une série d'illusions, mais comment peut-il en être autrement. Ils se sont organisés avec l'OCI dans la bataille, ils sont entrés en groupe d'études révolutionnaires (GER) et ils ont été cooptés à l'OCI sur la base de la rupture politique avec les appareils, en premier lieu l'appareil stalinien, et aussi le PS.

Il est des militants qui ont été gagnés à cette époque et que nous avons perdus. Ce n'était pas inéluctable, au contraire. Cela veut dire que les illusions, une appréciation erronée des résultats politiques des élections ont alors prévalu chez eux et les ont éloignés momentanément de l'action organisée dans l'OCI. Quelle en a été la cause ?

Elle a résidé dans l'incapacité momentanée des responsables de nombreuses unités de l'OCI à répondre à leurs questions en fournissant des objectifs politiques à chacune de ces unités correspondant à la situation nouvelle ouverte par cette victoire des masses contre la politique des appareils, dont toutes les forces se tendaient pour chercher à contenir, à partir des résultats du 2<sup>e</sup> tour, une situation qui leur échapperait inéluctablement. C'est précisément au niveau de ces directions que les illusions ont fait des ravages, paralysant l'initiative et affaiblissant la bataille de l'OCI. C'est par les responsables qu'a été véhiculée la pression politique des appareils dans l'organisation et non l'inverse.

Il s'agit là d'une question de méthode qui, nous le voyons, a toute son importance politique.

Revenons, après cette longue digression, à la question qui nous intéresse dans le cas présent.

Prenons l'exemple le plus simple, celui du recrutement « insuffisamment motivé ». Personne ne peut nier qu'il arrive dans certains cas de recruter un militant sans que celui-ci soit suffisamment motivé ; un tel recrutement constitue politiquement une manifestation de faiblesse de notre travail qui peut peser sur l'activité d'une cellule. Le combat contre ce type de recrutement est un combat permanent de l'organisation, mais il ne représente heureusement qu'une nécessité très ponctuelle et épisodique.

Mais là n'est pas le problème qui nous intéresse.

On ne peut pas, par contre, expliquer globalement que là où les règles de fonctionnement de l'organisation ont été respectées (cooptation sur la base d'un accord avec le programme...), les pratiques de Berg — caractérisées par la volonté délibérée de faire passer sous silence les obstacles, produits de problèmes politiques non réglés — ont engraisé l'organisation de toute une couche de militants qui seraient caractérisés par une insuffisante motivation et qui constitueraient jusqu'à aujourd'hui encore un poids expliquant les difficultés diverses rencontrées par notre organisation.

Il faut reconnaître que, dans la période où les méthodes de camouflage de Berg ont fait écran à une nécessaire discussion sur les difficultés, l'idée a de ce fait été développée insidieusement qu'on pouvait poursuivre sur la ligne d'un développement intensif sans devoir absolument répondre à des questions posées dans la vie et qu'un lecteur de la « Lettre d'Informations ouvrières » résumait ainsi :

« Cette politique s'articule autour de la constitution de comités d'unité, d'assemblées démocratiques, ou autres organismes de ce type. D'une part, ces organismes s'insèrent dans le mouvement de la classe vers les soviets, et l'aident à prendre conscience de ce mouvement ; d'autre part, ils ne procèdent pas de la classe

ouvrière mais sont des regroupements politiques procédant de l'OCI.

Je voudrais, après réflexion, faire le point de mes désaccords actuels avec l'OCI. Alors que le XXII<sup>e</sup> Congrès vient de se fixer l'objectif de construire un parti dans les mois qui viennent (objectif 10 000), la politique de l'OCI ne me paraît pas susceptible de réaliser l'enracinement dans la classe ouvrière que cela nécessite. »

Il ne fait pas de doute non plus que la tension exercée sur l'objectif d'un recrutement de masse (à notre échelle), dans ces conditions politiques, ait donné au recrutement une physionomie particulière.

Les plans de cellule étaient confrontés aux difficultés d'opérer une percée décisive dans leurs secteurs traditionnels d'intervention. Là où précisément se concentraient les problèmes de la construction d'un parti de 10 000, dans les termes où le procès-verbal du bureau politique de l'OCI l'abordait en décembre 1978 :

« — Quels sont les problèmes à résoudre ? Et comment se posent-ils à l'activité de l'OCI ?

a) les masses laborieuses attendent de leurs directions — les directions officielles du mouvement ouvrier — qu'elles avancent mots d'ordre et formes d'action. Ce qu'elles refusent.

b) la politique, les mots d'ordre, les formes d'action que l'OCI met en avant rencontrent chez les travailleurs une adhésion massive. Mais les travailleurs, tout à la fois comprennent que nous ne pouvons prendre sur nous dans les conditions politiques données de décider « l'action », et en même temps, nous le demandent.

c) Nous ne pouvons résoudre ces problèmes que pas à pas, et nous ne pouvons les résoudre qu'en réalisant une politique qui dans tous les domaines amène les « masses » que nous touchons à construire avec nous les moyens politiques d'organisation pour aider les larges masses laborieuses à réaliser elles-mêmes la situation révolutionnaire.

— « Amener les masses » que nous touchons à construire avec nous

les moyens politiques d'organisation, c'est :

a) construire les comités pour l'unité et les assemblées démocratiques ;

b) mettre en place un nouveau stade à la politique de recrutement qui visera à organiser dans l'OCI « en masse » les travailleurs et jeunes qui construisent avec nous les comités pour l'unité et les assemblées démocratiques. »

Dans ces conditions, il faut voir tout à fait clairement ce qui s'est passé. Dans de nombreux cas, les cellules ont décidé, pour ne pas perdre un temps précieux, d'occuper du terrain, de s'orienter vers un défrichage plus large.

Il ne s'agit en aucun cas de condamner des initiatives audacieuses de prospection, mais il est bien évident que dans la mesure où les problèmes vitaux de la construction du parti n'étaient pas résolus, mais seulement contournés, ceux-ci réapparaîtraient en force à une autre étape de la bataille et sous une forme souvent moins facilement maîtrisable.

Nous ne cachons pas par exemple que le travail systématique d'implantation sur les localités de la grande banlieue, au lieu de s'orienter vers la structuration d'une intervention de l'OCI vers les secteurs politiquement vitaux de la localité : implantation chez les instituteurs, etc., permettant de consolider des cellules localement, à partir desquels toute une série de possibilités pouvaient être ouvertes, s'est donc souvent orienté de manière à contourner la difficulté et à s'engager sans point d'appui vers les cités de logements, etc.

En fait, au lieu de modifier la forme du recrutement vers un recrutement de masse à notre échelle, il s'est opéré un élargissement du recrutement dit « de contact ».

Il n'y a rien là en soi de dangereux, à condition de savoir ce qu'on fait et où on en est.

Car il ne faut pas se tromper, tous ces militants qui nous ont rejoints, sur la base de notre déploiement pour une OCI de 10 000 militants, nous ont rejoints en connaissance de cause. Ils

nous ont rejoints pour construire un parti de 10 000 militants, capable d'aider les masses laborieuses à se donner les moyens politiques leur permettant de s'organiser elles-mêmes dans le combat contre le gouvernement, le patronat, l'Assemblée nationale.

La racine des difficultés que nous rencontrons réside dans l'insuffisante capacité de l'OCI, comme unité politique, à répondre positivement à ces problèmes, en étant capable de fournir dans les conditions actuelles un cadre d'activité trotskyste. Ce n'est pas le poids d'un recrutement non motivé, et qui serait d'une quelconque façon une conséquence des pratiques de Berg, qui pèse sur notre activité.

Les pratiques de Berg n'ont pas abouti à un recrutement quelconque, y compris « non motivé ». Le recrutement qui s'est opéré, lorsqu'il était opéré malgré Berg, a toujours été motivé par l'objectif des 10 000.

Le coup porté par Berg réside dans le fait qu'il a sciemment tenté d'étouffer la discussion. Ces pratiques menaient l'OCI droit à sa destruction. L'OCI a expulsé Berg à temps. Les problèmes demeurent, mais ils ne relèvent pas d'une malédiction quelconque. Ils relèvent des problèmes de la construction du parti révolutionnaire, tels que nous devons les résoudre sans attendre, en combattant politiquement la pression qu'exerce la tension extrême de toutes les forces de la société bourgeoise pour s'opposer à l'irruption de la crise révolutionnaire.

---

### **LA TENSION EXTREME DE TOUTES LES FORCES DE LA SOCIETE BOURGEOISE**

---

Dans la résolution adoptée au comité central des 21 et 22 avril, les relations qui aboutissent à cette extrême tension sont tracées en quelques lignes éclairantes :

« Malgré leurs vœux, le régime est près de craquer. Il apparaît de plus en plus clairement qu'il ne sera pas nécessaire de secouer très fortement le statu quo qui est d'ores et déjà tout à fait disloqué pour mettre fin

au régime. Et cela risque de se produire plus tôt qu'il pourrait le sembler.

L'impulsion qui conduit à la crise révolutionnaire vient de la crise politique du régime. La conférence de presse de M. Giscard d'Estaing, remerciant publiquement les dirigeants d'avoir évité cet hiver un nouveau mai-juin 1968, est parfaitement éclairante. Le cynisme des dirigeants stalinien n'égale que la crainte qui les étreint devant le délabrement du régime. Dans ses moindres détails, l'appareil met au point avec le gouvernement les plans du patronat.

Les stalinien qui organisent systématiquement la dislocation des luttes et la division, permettant au gouvernement et au CNPF de faire passer leurs plans anti-ouvriers, accusent les travailleurs de leurs méfaits.

L'antagonisme entre les aspirations, les besoins des masses laborieuses et de la jeunesse, et les appareils, en particulier l'appareil stalinien, voilà ce qui est le plus important dans la situation. »

#### **La résolution poursuit :**

« Les militants de l'OCI ont suffisamment d'occasions dans les faits quotidiens pour mettre en évidence les résultats de la politique de division des dirigeants. L'antagonisme entre les besoins et les aspirations des masses laborieuses et la politique des appareils, notamment l'appareil stalinien, dégage des couches de travailleurs et de jeunes qui, à la recherche des solutions politiques, sont prêts à diriger leurs propres affaires.

Il faut leur répondre concrètement comment faire. Et pour cela, en leur direction et avec eux, construire les comités pour l'unité, les assemblées démocratiques, l'AJS, l'AER dont l'objectif est précisément d'aider les masses laborieuses et la jeunesse à lever les obstacles à l'unité.

Sur la base de l'analyse concrète consignée dans cette résolution le comité central de l'OCI estime que d'ici le XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, le recrutement à l'OCI démontrera que la progression se poursuit pour construire une OCI de 10 000 militants. »



L'objectif fixé pour le XXIII<sup>e</sup> Congrès tient en deux mots : IL FAUT AVANCER !

Il faut vaincre tout ce qui, dans l'activité de l'OCI, plie devant l'extraordinaire pression qui s'exerce dans une telle période sur l'organisation pour en disloquer tout le dispositif.

Arrêtons-nous sur cette affirmation : vaincre cette pression dans l'activité politique, c'est le combat permanent de la construction du parti révolutionnaire. Fixer cet objectif a donc un caractère de généralité valable en tout temps. Et il arrive souvent que, comme pour toutes les vérités ayant un tel caractère, elle ne soit pas saisie dans sa véritable dimension à un moment déterminé. Il faut avoir en tête l'ampleur de ce qui se joue. Si l'agonie de la V<sup>e</sup> République dure depuis plus de 10 ans, ce n'est pas parce que celle-ci a retrouvé quelque vitalité. C'est parce que, à l'échelle mondiale, toutes les forces attachées au maintien de l'ordre bourgeois liguent leurs efforts pour tenter de s'opposer à l'ouverture de la crise révolutionnaire en France. Tous savent qu'un tel événement représenterait pour l'ordre mondial un danger mortel : ils en ont tiré toutes les conclusions pratiques. Il s'acharnent.

Nous sommes au point où le régime est cependant prêt à craquer malgré tous leurs efforts. La tension de toutes les forces qui cherchent à reculer le moment où seront balayés le gouvernement et les institutions est portée à l'extrême. Il s'agit encore d'une généralité et il faut chercher par tous les moyens à rendre concrète cette appréciation pour en saisir la portée, pour saisir toute la texture de la situation actuelle.

Qui peut comprendre, autrement que dans ce cadre, le comportement individuel des militants du PCF dans les usines ?

Toutes les formes d'explication psychologique ne peuvent répondre à cette question.

Comment comprendre qu'on puisse faire faire à des militants qui sont dans les usines toute la journée avec les travailleurs, le travail de sape, de destruction, de provocation anti-

ouvrière que l'appareil leur fait faire ? Comment, si on ne comprend pas les forces considérables, les intérêts considérables qui sont en jeu et qui s'exercent sur les individus.

C'est à cette échelle qu'il faut comprendre le combat de l'OCI. Ce n'est pas rechercher des excuses aux difficultés que nous rencontrons que de dire : nos difficultés sont à l'image de l'immense pression qui s'exerce pour disloquer la force du prolétariat, car dire cela, c'est dire en même temps : notre activité s'appuie sur la force qui avance de façon inéluctable et bouleverse tous les plans, ruine tous les desseins de tous les défenseurs de l'ordre bourgeois.

Une chose est certaine, seule une rigueur absolue permettant d'éviter toute dispersion, de diriger la volonté de l'organisation sur des objectifs bien définis, de mobiliser toutes les forces pour ce même but, constitue la condition d'existence de l'OCI qui construit le parti révolutionnaire.

---

### LE PLAN DE L'OCI : OU EN SOMMES-NOUS ?

---

Le plan d'organisation est l'outil indispensable de cette bataille. La réunion du comité central du 24 mars a décidé de fournir un cadre à la bataille du XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'organisation et a élaboré la résolution intitulée : « Pour un plan unique de développement — Pour une OCI de 10 000 militants ». Nous en publions de larges extraits en pages 24 et 26. (La « Lettre d'Informations ouvrières » l'a publiée intégralement dans son numéro 126).

La pire des choses aurait été de s'illusionner sur les capacités d'une telle résolution à régler les problèmes à elle seule.

Une telle résolution définissant l'objectif et la méthode du plan avait pour but de permettre aux responsables de bâtir pour leurs unités politiques un plan intégré au travail d'ensemble de l'OCI et soumis à des objectifs généraux.

Des objectifs politiques matérialisant ce plan étaient élaborés :

« — Quatrième Conférence nationale ouvrière et jeune des délégués

## POUR UN PLAN UNIQUE DE DEVELOPPEMENT POUR UNE OCI DE 10 000 MILITANTS

(extraits)

1 — Le contenu du plan est déterminé par l'orientation politique et le caractère du travail d'organisation des diverses parties de l'intervention de l'OCI. Le plan ne peut être abstrait. Il doit être réalisé sur la base de la méthode objectifs/résultats. Sans cela, le plan est suspendu en l'air. Notre tâche est donc de mettre sur pied un plan adapté aux conditions politiques et à nos propres conditions d'organisation.

2 — Le plan unique doit avoir comme objectif de concentrer toutes les forces de l'OCI pour sa réalisation. Consolider l'OCI, c'est-à-dire étendre de plus en plus l'organisation de l'OCI pour un parti de 10 000 militants. Cela signifie combattre politiquement pour arracher une position puis une autre dans une école, dans une autre école, dans un atelier, dans un autre atelier, dans une cité, dans une autre cité, dans une entreprise, dans une autre entreprise, dans une localité, dans une autre localité.

3 — Le plan unique de développement de l'OCI ne peut être réalisé que sur la structuration de l'OCI en tant qu'unité politique de direction à partir du bureau politique, du comité central jusqu'aux cellules. Cela implique en premier lieu que toutes les unités politiques prennent comme base de leur intervention particularisée la *Lettre d'IO* qui, trois fois par semaine, doit être discutée, doit être concrétisée à tous niveaux. A chaque niveau, fédérale, secteur, rayon, toutes les réunions se concluent par de courtes résolutions que les cellules doivent discuter chaque semaine dans leurs réunions.

L'OCI se trouve actuellement dans une période de transition. Le plan unique de l'OCI vise à lui permettre de passer du stade de l'organisation à celui du parti de 10 000 militants. Cela implique que soient élaborées des formes appropriées aux conditions particulières de la lutte des classes. L'élaboration et la réalisation du plan unique est la tâche immédiate et la plus importante (...).

### 7 — Problème de l'équilibre financier

Objectif : 4 IO de moyenne minimum par unité de 30.

*IO* et sa diffusion sont indissolublement liés aux différentes étapes de la construction de l'OCI. Combattre pour une OCI de 10 000 militants, c'est constituer, c'est-à-dire rédiger, fermement *IO* comme dialogue permanent avec les travailleurs et les jeunes. Cela signifie que nous devons inclure le journal et les suppléments *IO* comme expression de ce dialogue. Le supplément *IO* part des faits particuliers à l'entreprise ou au secteur d'intervention, présentant ces faits comme expression particulière de la situation politique. *IO* doit réaliser la généralisation concrète sur la base de la multiplication des faits sélectionnés, qui assurent cette généralisation concrète. *IO* doit donc être étroitement lié à l'activité des secteurs d'intervention où la diffusion de 4 *IO* de moyenne minimum par unité de 30 devient l'expression de l'activité militante d'ensemble de toute l'OCI réalisant l'objectif.

Elaborer les formes et les règles d'organisation qui définissent la responsabilité de chaque membre de l'OCI à chaque niveau de responsabilité, voilà ce qu'implique la réalisation des 4 *IO* minimum par unité de 30.

(suite page 26)

des comités pour l'unité et des assemblées démocratiques ; date : dimanche 10 juin.

— Samedi 9 juin, conférence de la métallurgie des délégués des comités et des assemblées démocratiques.

— Samedi 9 juin, rencontre des délégués jeunes des comités de jeunes (lycéens, CET, jeunes chômeurs, jeunes travailleurs, étudiants, FJT) et des cercles de l'AJS.

— Samedi 9 juin, Assises nationales des délégués des comités pour l'unité et des assemblées démocratiques de la Sécurité sociale, de la santé, des hospitaliers, des médecins, des étudiants en médecine.

— Samedi 9 juin, Assises nationales de l'enseignement ; dimanche 13 mai, conférence de l'enseignement technique.

Sur le plan du combat internationaliste :

1. Libération de Sabata, Khlebnov.

2. Campagne pour la libération des militants basques, combat de défense des militants irlandais emprisonnés.

3. Pour l'immédiat, combat centralisé pour la libération de Hernan Cuentas et des ouvriers mineurs. »

Seul le XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI permettra de faire le point à partir d'une vue globale de l'activité de l'OCI, de ses résultats. Seul le XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI permettra d'établir de combien nous avons avancé.

Mais à trois semaines de cette échéance, nous pouvons analyser quelques-uns des traits de l'activité de l'organisation dans le cadre de la résolution adoptée au comité central des 24 et 25 mars.

Il ne fait aucun doute maintenant que les secteurs de l'OCI se sont engagés dans la préparation de la IV<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune, en commençant par, bien évidemment, ceux qui sont les premiers concernés par les diverses conférences qui ont été programmées avant le 10 juin.

## LE PLAN DE MISE EN MOUVEMENT

Il faut le noter, car il s'agit là d'une éclatante manifestation de l'indispensable utilité du plan, le démarrage de cette activité collective de l'organisation a été préparé précisément selon un plan inclus dans la résolution du comité central et impulsé par la direction.

La brochure métallurgie, dès qu'elle fut publiée, a été utilisée comme un matériel d'armement de tous les secteurs de l'OCI.

En effet, la centralisation à la commission ouvrière des procès-verbaux des cellules de métallos — qui faisaient état de la discussion menée dans les cellules sur la brochure, puis de l'élaboration du plan d'intervention dans l'entreprise à partir de ce document, et enfin des discussions menées avec les travailleurs sur cette base — permet d'établir un véritable dialogue entre la direction de l'OCI et les cellules métallos ayant valeur générale pour toutes les cellules de l'organisation.

Cet échange a mis en lumière de manière aiguë la façon dont concrètement tous les problèmes d'orientation, largement débattus sous leur forme générale, se concentraient en dernière analyse dans la traduction pratique et voyaient à cet endroit resurgir les problèmes d'orientation non réglés. Cet échange a orienté les discussions de toutes les instances dirigeantes. La « Lettre d'Informations ouvrières » (n° 134) a rassemblé pour toutes les cellules de l'OCI, les éléments fondamentaux de cette discussion, leur permettant de s'en saisir immédiatement. Les échos de la traduction pratique à grande échelle de cette orientation, dans la grève des étudiants en médecine, sont venus enrichir la discussion et l'élaboration de la ligne. Dans le même moment, la confection de la brochure santé-Sécurité sociale-étudiants en médecine, celle de la brochure préparant les Assises nationales de l'enseignement bénéficiaient de cette discussion, et, la reprojétant, élargissaient à ces secteurs la mise en marche de l'OCI sur la ligne définie et rappelée en quelques mots dans un

(suite de la page 24)

8 — La diffusion de 4 IO de moyenne minimum par unité de 30 doit permettre de dépasser une partie des sommes, garantissant l'équilibre financier de l'OCI. Cette règle impérative, nous devons prendre toutes les dispositions pour qu'elle soit respectée. Des économies significatives ont d'ores et déjà été dégagées, on comprend aisément pourquoi, sur le poste « province » du budget.

Les tâches internationales de l'OCI, l'activité d'aide et de solidarité aux sections du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale représentent le poste dépenses le plus important du budget de l'OCI.

Financer ce poste implique que soit réalisée la condition :

— la constitution d'un réseau de soutien régulier sur la base de « contrats » mensuels d'aide à l'activité internationale à l'OCI permettant d'assurer l'équilibre financier ;

Sans l'activité de l'OCI, l'« Institut Léon Trotsky » ne pourrait éditer les *Œuvres*. L'OCI diffuse les 2/3 du tirage de chaque volume. En cette année, anniversaire du centième anniversaire de la naissance de Léon Trotsky, alors que les flots d'une éloquence intéressée vont tenter d'émasculer la portée révolutionnaire du combat de la IV<sup>e</sup> Internationale montrée par le compagnon de Lénine, c'est non seulement une tâche politique centrale d'acheter et de vendre les *Œuvres*, c'est également un devoir d'honneur.

9 — Se dégager dans l'activité politique de la pression des appareils pour aider la classe à se dégager de la tutelle des appareils est la condition indispensable et minimale pour réaliser le plan unique de construction d'une OCI de 10 000 militants. Pour ce faire il est nécessaire que soient réalisées méthodiquement toutes les conclusions pratiques qui découlent de la situation et de toutes ses particularités. Que signifie réaliser méthodiquement toutes les conditions pratiques ? C'est mettre en conformité ce que l'on propose avec les conditions pratiques que le secteur d'intervention peut réaliser (école, lycée, entreprise, faculté, etc.). Par exemple, si dans une école se trouve posée la suppression d'une classe, proposer comme conclusion pratique d'action la manifestation à l'Assemblée nationale, c'est vouloir prendre la lune avec ses dents. Cela ne signifie nullement que la mobilisation des instituteurs et parents d'élèves à l'inspection académique est contradictoire avec les explications politiques indiquant le lien entre le soutien à la légitimité de l'Assemblée nationale et la pratique stalinienne de cassage de la lutte pratique contre la suppression des classes.

En réalité, ne pas définir concrètement la conclusion pratique, c'est refuser de définir la responsabilité des appareils, c'est en dernière analyse considérer les réunions d'instituteurs dans la salle des maîtres non comme le noyau politique de l'Assemblée démocratique mais transformer l'Assemblée démocratique en un groupe de pression syndical. C'est dans ces conditions ne pas poser le recrutement à l'OCI parce qu'on ne part pas de la politique de l'OCI comme expression consciente des aspirations des masses. Comprendre que l'offensive généralisée de la bourgeoisie, du gouvernement, de l'Assemblée nationale qui vise à faire passer les plans anti-ouvriers aboutit à liquider les acquis, les positions, les conquêtes sociales, sur le plan le plus précis, le plus concret, immédiatement ressenti comme une remise en cause des relations de travail particulières que ces conquêtes matérialisent. C'est pourquoi tous les problèmes apparemment mineurs ou plus importants (horaires, suppression de classes, licenciement des MA, année continue, rendement, garantie annuelle des ressources, mutations, comités de bassin, conseil d'école...) apparaissent comme de véritables provocations dans le domaine concret de ces relations de travail. A partir de cette compréhension, la conclusion pratique d'action prend ainsi tout le contenu politique adapté (...).

paragraphe d'une résolution du comité central citée dans cet article :

« L'antagonisme entre les besoins et aspirations des masses laborieuses et la politique des appareils, en particulier l'appareil stalinien, dégage des couches de travailleurs et de jeunes qui, à la recherche de solutions politiques, sont « prêts à diriger leurs propres affaires ». Il faut leur répondre concrètement comment faire. Et pour cela, en leur direction et avec eux, construire les comités pour l'unité, les assemblées démocratiques, l'AJS, l'AER. »

Autour de l'axe constitué par cet enchaînement de décisions de la direction, visant à mettre en mouvement l'organisation, un foisonnement d'initiatives inscrites dans le plan était engagées pour animer progressivement en l'« irriguant » tout le corps de l'OCI.

Il s'agissait de la « lettre ouverte d'un groupe d'étudiants à M. Peyrefitte, ministre de la Justice », du développement de la bataille pour la liberté de l'avortement et sur le plan de la campagne internationaliste, la bataille pour la libération des militants basques, de Chaparro et des mineurs emprisonnés au Pérou, de la campagne pour la libération de Sabata.

Ce faisceau d'initiatives était construit pour mobiliser, en exprimant consciemment — dans différents domaines, concernant différentes questions abordées sous des angles différents — un seul et même processus : celui qui voit les masses se diriger vers l'explication générale avec ce gouvernement, les institutions de la V<sup>e</sup> République auxquelles s'identifie en pratique l'Etat bourgeois lui-même. Le processus oblige les masses confrontées à la politique des appareils à avoir recours pour toutes les questions qui concernent leurs conditions d'existence, y compris les plus petites, à des moyens révolutionnaires, à l'organisation des travailleurs par eux-mêmes pour le combat de classe. Ce faisceau d'initiatives et d'actions politiques visant à aider la classe ouvrière à lever les obstacles dressés sur son chemin, constitue la politique de l'OCI dont l'objectif peut être résumé en une phrase de Léon Trotsky :

(Il s'agit de construire) « une chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques et organisationnelles en vue de souder les éléments les plus clairvoyants du prolétariat mondial sous un drapeau sans taches, de renforcer de plus en plus leur nombre et leur confiance en eux-mêmes, de développer et d'approfondir leur liaison avec d'autres couches plus larges du prolétariat, en un mot : de redonner au prolétariat mondial, dans une situation nouvelle, extrêmement difficile et lourde de responsabilités, sa direction historique. »

Objectif qui s'incarne dans la situation actuelle en France, en une formule : organiser une OCI de 10 000 militants.

Combien de nouveaux militants à l'OCI, combien de nouveaux lecteurs réguliers d'« Informations ouvrières » gagnés, combien de délégués des comités pour l'unité et des assemblées démocratiques déjà désignés pour la IV<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune ?

Nous l'avons dit, ce bilan sérieux, la réponse à la question : avons-nous avancé de façon décisive ?, seul le XXIII<sup>e</sup> Congrès pourra l'établir.

Mais dès aujourd'hui, un décalage qui touche à l'essentiel doit être relevé et débattu.

---

## LES FORCES DESAGREGATRICES

---

Les choses ne sont pas engagées également dans tous les secteurs de l'OCI, pourtant nous pouvons dire que tous les secteurs sont engagés et pourtant quelque chose demeure insatisfaisant.

Des dominantes existent nécessairement dans l'activité des secteurs de l'OCI, mais cela ne peut en aucun cas déterminer de la part des comités de secteur une forme d'intérêt porté exclusivement à une campagne, à une forme d'activité, aussi importante soit-elle, tendant à gommer puis souvent à faire disparaître la vue d'ensemble, le développement de la politique de l'OCI, la progression des relations organisées de l'OCI.

Le problème est ancien, il ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Sous certaines formes, il existera tant que durera le combat contre la société bourgeoise. Mais l'OCI l'aborde à chaque étape de son histoire sous des formes différentes. L'OCI doit le « résoudre » à chaque étape, chaque jour.

Le plan est construit pour ce combat. La résolution « Pour un plan unique de développement — Pour une OCI de 10 000 militants », dans son titre même, manifeste cette volonté, développée de façon détaillée aux points 4 et 5 de ce même texte :

« Pour faire prendre conscience aux masses et à la jeunesse des objectifs inscrits dans le mouvement de classe déjà engagé sur la base de la communauté de leurs intérêts contre la bourgeoisie et le régime, il faut que nous prenions nous-mêmes conscience de la nécessité de passer à un réel travail d'ensemble. La mise au point de ce plan unique de l'OCI particularisé à tous les niveaux, tel est le moyen qui cadre afin de permettre la discussion collective sur la tactique à mettre en avant pour l'organisation de l'OCI des 10 000 militants.

Nous n'avons pas l'expérience d'un parti de 10 000 militants. Nous devons élaborer par nos propres moyens notre organisation. Nous devons par conséquent à travers la réalisation du plan unique, constituer la continuité du travail politique sur l'objectif des 10 000.

Le fondement de l'activité, c'est l'intervention directe localisée exprimant l'orientation générale de l'OCI comme partie constituante de celle-ci. »

Le plan adopté au comité central des 23 et 24 mars 1979 a cadré l'activité d'impulsion de la direction de l'OCI au point de départ immédiat de celle-ci.

Dans un de ses aspects essentiels, le plan a été soumis à une force désagrégatrice au fur et à mesure où l'activité impulsée par le centre gagnait l'ensemble de l'organisation.

Cette tendance à la désagrégation du plan s'est manifestée de façon très nette dans la difficulté, qui est appa-

ruée dans l'OCI, à mener de façon particularisée à certains secteurs les campagnes internationalistes, par exemple, ou bien le travail engagé pour le droit à l'avortement.

Dans la résolution, nous insistions sur le fait que nous devions apprendre à mener de telles campagnes pour avancer vers le fonctionnement d'un parti de 10 000 militants.

Nous n'avons pas encore, sous cette forme, résolu ce problème que l'on voit apparaître d'une autre façon.

Dans les secteurs où l'axe politique de notre combat consiste par exemple à aider les instituteurs à lever les obstacles dressés sur leur route, lorsqu'ils cherchent à se mobiliser contre les fermetures de classes, nous rencontrons les plus grandes difficultés à intégrer, sous une forme à élaborer en fonction de la situation, la bataille menée principalement dans la jeunesse (contre la conjuration du silence organisée par les appareils et le gouvernement au lendemain de la contre-marche du 23 mars sur Paris), pour la libération immédiate des étudiants et des jeunes emprisonnés.

Nous pourrions multiplier les exemples, mais il ne semble pas nécessaire d'insister tant les choses sont, sur ce plan, très évidentes et très répandues dans la pratique.

D'où vient cette tendance à la dislocation ?

Elle est certainement aggravée par les difficultés avec lesquelles les principaux responsables d'unités politiques ont élaboré leurs plans respectifs, partie constituante du plan unique et exprimant chacun la totalité du plan.

Mais cette difficulté est elle-même la conséquence de la même faiblesse politique.

De quoi s'agit-il ?

De la chose la plus classique qui soit.

Se mettre dans l'incapacité de faire apparaître, dans la continuité du combat politique de l'OCI dans une école, le fil qui relie tous les problèmes des instituteurs, le fil qui relie tous leurs problèmes à tous les problèmes des autres travailleurs, c'est se mettre dans l'incapacité de faire prendre cons-

science aux instituteurs des objectifs inscrits dans le mouvement de toute la classe ouvrière, auquel ils participent, et qui est déjà engagé sur la base de la communauté de leurs intérêts contre la bourgeoisie et le régime.

L'OCI a appris dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale et aussi dans son expérience du combat, depuis longtemps, que le pont qu'il faut aider les masses à trouver entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste ne se construit pas par des discours ni de brillantes constructions idéologiques. L'OCI a appris que ce pont se construit dans le processus des luttes quotidiennes des travailleurs. Pour les instituteurs, ce ne peut être que dans leur lutte pour arracher l'ouverture d'une classe et dans la lutte aux côtés de la jeunesse étudiante, pour arracher à la prison les victimes d'une provocation.

Le dégagement d'une large couche de travailleurs, qui est prête à prendre ses affaires en main, est réalisé par la lutte de classes, l'organisation d'une avant-garde pour construire une OCI de 10 000 sera réalisée par l'OCI. Cette incapacité, c'est le produit de la pression dissolvante de la société bourgeoise sur les responsables politiques de l'OCI qui sont insuffisamment convaincus du moment qu'ils vivent, celui où le régime va craquer, où la crise révolutionnaire va surgir, où toute une nouvelle période de la lutte des classes

dans ce pays va s'ouvrir. Période qui exige que pas une minute de la bataille politique ne soit perdue, pour rassembler une avant-garde qui se dégage aujourd'hui sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le résultat de ces faiblesses se manifeste évidemment dans les résultats obtenus en vente d'« Informations ouvrières », en mise en pré-cellules, mais aussi sur le plan des luttes elles-mêmes.

En effet, chacun des combats qui se mènent aujourd'hui est moulé, profilé par la nature de l'enjeu politique du moment. Il en est une partie. On ne peut en prendre la mesure, s'orienter pour en aider le développement qu'au vu de la situation.

Le trade-unionisme, s'il est l'ennemi de la construction du parti révolutionnaire, égare tout autant sur le plan des grèves ceux qui, parce qu'ils ne pensent qu'en terme de « luttes », imaginent bien s'y préparer.

C'est là que réside la source des résultats encore insuffisants sur le plan des besoins historiques de construction du parti révolutionnaire, en même temps que la timidité sur le plan de la lutte des classes. Le congrès, cela ne fait aucun doute, devra approfondir ces questions pour permettre à l'OCI de franchir un nouveau pas.

**Marc Lacaze,  
le 8 mai 1979.**

Le régime a-t-il été renversé ? C'est la question que se posent les observateurs de la scène iranienne. Les révolutions ont été nombreuses dans ce pays, mais aucune n'a abouti à une véritable rupture avec le passé. Le régime actuel, qui a été instauré en 1979, est le résultat d'une révolution qui a été déclenchée par une coalition de forces sociales et religieuses. Cette révolution a été menée par un mouvement qui se présente comme une force nouvelle, mais qui est en fait une continuation de la tradition iranienne. Le régime actuel est donc un régime qui est en phase avec la tradition iranienne, mais qui est également en phase avec les exigences de la modernité. C'est un régime qui est en mesure de relever les défis de la modernité, tout en restant fidèle à la tradition iranienne. C'est un régime qui est en mesure de relever les défis de la modernité, tout en restant fidèle à la tradition iranienne. C'est un régime qui est en mesure de relever les défis de la modernité, tout en restant fidèle à la tradition iranienne.





PREMIER  
SCHEMA D'EXPOSE  
POUR LES CAMPS DE L'OCI  
(ETE 1979)

la théorie  
de la révolution permanente  
et la nouvelle période  
de la révolution prolétarienne,  
celle de l'imminence  
de la révolution

*Le précédent numéro de La Vérité a publié la « Résolution sur le fonctionnement politique de l'OCI et la formation », adoptée par le XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI au mois de février. Celle-ci consacrait son dernier chapitre à la préparation des camps de formation de l'été 1979 et nos lecteurs pourront s'y reporter. Nous publions dans ce numéro deux schémas d'exposés correspondant aux deux premiers thèmes de ces camps.*

**1 — FONDEMENT OBJECTIF  
DE LA THEORIE  
DE LA REVOLUTION  
PERMANENTE**

Trotsky, commentant en 1938 le programme sur lequel la IV<sup>e</sup> Internationale venait d'être fondée, expliquait :

« Le programme est un programme scientifique. Il est basé sur une analyse objective de la situation

Téhéran, le 10 décembre 1978. Après la dislocation sur lui-même du régime Thieu au Vietnam, la chute de la dictature monarchique du chah en Iran est un nouvel exemple des effondrements qui secouent le système impérialiste mondial pourrissant (ph. Sigma).

objective. Il ne peut être compris dans son ensemble par les ouvriers. Il serait très bien que l'avant-garde le comprenne dans la prochaine période et qu'alors elle s'adresse aux ouvriers : « Vous devez vous défendre du fascisme. »

Que voulons-nous dire par situation objective ? Ici, nous devons analyser les conditions objectives pour une révolution sociale. Ces conditions sont expliquées dans les œuvres de Marx-Engels et demeurent inchangées dans leur essence aujourd'hui. D'abord, disait Marx, aucune société ne disparaît avant d'avoir épuisé toutes ses possibilités. Que signifie cela ? Que nous ne pouvons éliminer une société par une volonté subjective, que nous ne pouvons organiser une insurrection comme le dirent les blanquistes. Que signifient les « possibilités » ?

Qu'une société ne peut disparaître ? Tant que la société est capable de développer les forces productives et d'enrichir la nation, elle demeure forte et stable. Ce fut la condition de la société basée sur l'esclavage, sur la féodalité, et de la société capitaliste. Ici, nous arrivons à un point très intéressant que j'ai analysé précédemment dans mon introduction au *Manifeste communiste*. Marx et Engels attendirent une révolution pendant toute leur vie. Et surtout pendant les années 1848-1850, ils s'attendaient à une révolution sociale. Pourquoi ? Ils disaient que le système capitaliste était devenu un frein au développement des forces productives. Était-ce correct ? Oui et non. C'était juste dans le sens que si les ouvriers avaient été capables de satisfaire aux besoins du XIX<sup>e</sup> siècle et de prendre le pouvoir, le développement des forces productives aurait été plus rapide et la nation plus riche.

Mais étant donné que les ouvriers n'en furent pas capables, le système capitaliste demeura avec ses crises, etc. Pourtant, la ligne générale était ascendante. La dernière guerre de 1914-1918 fut le résultat de l'étroussure du marché mondial pour le développement des forces productives, et chaque nation tenta d'éliminer toutes les autres nations afin de s'emparer du marché mondial. Elles n'y réussirent pas, et maintenant nous voyons que la société capitaliste entre dans une nouvelle phase. Ils furent nombreux, ceux qui dirent que c'était le résultat de la guerre, mais la guerre est le résultat du fait que la société a épuisé ses possibilités. La guerre n'était que l'expression de l'incapacité d'une plus grande extension. Après la guerre, nous avons eu les crises historiques devenant de plus en plus aiguës. Le développement capitaliste fut partout caractérisé par la prospérité, puis par les crises, mais le nombre des crises et des périodes de prospérité augmentait. Au début de la guerre, nous voyons que le cycle des crises et des périodes de prospérité forme une ligne de déclin. Cela signifie que la société a totalement épuisé ses possibilités internes et doit être remplacée par une nouvelle société, ou alors l'ancienne société va à la barbarie, tout comme la civilisation de la Grèce et de Rome, après

avoir épuisé ses possibilités et ne pouvant être remplacée par une autre classe. »

Cette longue citation a le mérite de réaffirmer ce qui est à la base du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, « L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale » : le mode de production capitaliste n'est plus capable historiquement de développer les forces productives. Elle établit la différence entre l'époque où Marx et Engels vivaient et celle d'aujourd'hui. Alors, le capitalisme limitait relativement le développement des forces productives, toutefois sur une ligne ascendante de la civilisation humaine. Aujourd'hui, le capitalisme pourrait, détruit la civilisation humaine. La société bourgeoise va vers la barbarie tout comme y sont allées les vieilles sociétés grecque et romaine.

---

## 2 — TROIS ASPECTS DE LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE

---

Le « Programme de transition » est l'expression programmatique de la théorie de la révolution permanente ; il a le même fondement objectif. Rappelons une fois encore la célèbre préface française au livre « La Révolution permanente » :

« Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales, mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux. Les forces productives de la société capitaliste ont depuis longtemps dépassé les frontières nationales. La guerre impérialiste ne fut que la manifestation de ce fait (...). (*L'internationalisme des partis communistes*) repose sur la faillite de l'Etat national qui est une survivance et freine le développement des forces productives. »

Trotsky, dans l'introduction de son livre, présente les trois aspects de cette théorie :

« Les uns et les autres (réformistes et révolutionnaires formels) considéraient la démocratie et le socialisme, chez tous les peuples et dans tous les pays, comme deux étapes non seulement distinctes, mais même très écartées l'une de l'autre dans l'évolution sociale (...).

La théorie de la révolution permanente, renaissant en 1905, déclara la guerre à cet ordre d'idées et à ces dispositions d'esprit. Elle démontrait qu'à notre époque l'accomplissement des tâches démocratiques que se proposent les pays bourgeois arriérés les mène directement à la dictature du prolétariat, et que celle-ci met les tâches socialistes à l'ordre du jour. Toute l'idée fondamentale de la théorie était là. Tandis que l'opinion traditionnelle estimait que le chemin vers la dictature du prolétariat passe par une longue période de démocratie, la théorie de la révolution permanente proclamait que, pour les pays arriérés, le chemin vers la démocratie passe par la dictature du prolétariat. Par conséquent, la démocratie était considérée non comme une fin en soi qui devait durer des dizaines d'années, mais comme le prologue immédiat de la révolution socialiste, à laquelle la rattachait un lien indissoluble. De cette manière, on rendait permanent le développement révolutionnaire qui allait de la révolution démocratique jusqu'à la transformation socialiste de la société.

Sous son deuxième aspect, la théorie de la révolution permanente caractérise la révolution socialiste elle-même. Pendant une période dont la durée est indéterminée, tous les rapports sociaux se transforment au cours d'une lutte intérieure continue. La société ne fait que changer sans cesse de peau. Chaque phase de reconstruction découle directement de la précédente. Les événements qui se déroulent gardent par nécessité un caractère politique, parce qu'ils prennent la forme de chocs entre les différents groupements de la société en transformation. Les explosions de la guerre civile et des guerres extérieures alternent avec les périodes de réformes « pacifiques ». Les bouleversements dans l'économie, la technique, la science, la famille, les mœurs et les coutumes forment, en s'accomplis-

sant, des combinaisons et des rapports réciproques tellement complexes que la société ne peut pas arriver à un état d'équilibre. En cela se révèle le caractère permanent de la révolution socialiste elle-même.

Sous son troisième aspect, la théorie de la révolution permanente envisage le caractère international de la révolution socialiste, qui résulte de l'état présent de l'économie et de la structure sociale de l'humanité. L'internationalisme n'est pas un principe abstrait : il ne constitue que le reflet politique et théorique du caractère mondial de l'économie, du développement mondial des forces productives et de l'élan mondial de la lutte de classe. La révolution socialiste commence sur le terrain national, mais elle ne peut en rester là. La révolution prolétarienne ne peut être maintenue dans les cadres nationaux que sous forme de régime provisoire, même si celui-ci dure assez longtemps, comme le démontre l'exemple de l'Union soviétique. Dans le cas où existe une dictature prolétarienne isolée, les contradictions intérieures et extérieures augmentent inévitablement, en même temps que le succès. Si l'Etat prolétarien continuait à rester isolé, il succomberait à la fin, victime de ses contradictions. Son salut réside uniquement dans la victoire du prolétariat des pays avancés. De ce point de vue, la révolution nationale ne constitue pas un but en soi ; elle ne représente qu'un maillon de la chaîne internationale. La révolution internationale, malgré ses reculs et ses reflux provisoires, représente un processus permanent.

La campagne des épigones est menée, sans arriver cependant à avoir toujours le même degré de netteté, contre les trois aspects de la théorie de la révolution permanente. C'est tout naturel, car il s'agit de trois parties indissolublement liées et formant un tout. »

La clé de voûte de la théorie de la révolution permanente est l'actualité de la révolution prolétarienne mondiale, qui fait du prolétariat le chef de file de tout mouvement révolutionnaire, quel que soit son point de départ et sa forme immédiate. Il en est

ainsi en raison du fait qu'à l'échelle du monde entier, le mode de production capitaliste, la bourgeoisie comme classe sont devenus incapables de développer les forces productives, de faire progresser la civilisation humaine ; la vieille société ne peut plus que sombrer dans la barbarie.

---

### 3 — « NEO-CAPITALISME », « NEO-IMPERIALISME » ET THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE

---

Logiquement, les « théoriciens » du « néo-capitalisme », d'un nouvel et gigantesque développement des forces productives dans le cadre du mode de production capitaliste, devraient déclarer que le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale est caduc. Ils devraient ajouter que la théorie de la révolution permanente a été infirmée par le développement historique. En effet, si les forces productives continuent à se développer dans le cadre du mode de production capitaliste, c'est que la bourgeoisie n'a pas épuisé ses possibilités : la révolution prolétarienne mondiale n'est pas à l'ordre du jour. A moins de considérer que la révolution prolétarienne n'a pas comme cause fondamentale la contradiction entre le développement des forces productives — donc du prolétariat, principale force productive —, les rapports de production capitalistes et les limites étroites des frontières nationales. Dès lors, la rupture avec le marxisme est nette et ouverte. Mais il ne s'agit plus alors de la révolution prolétarienne.

L'éclectisme est une nécessité pour tous ceux qui se réclament du marxisme, en particulier de la IV<sup>e</sup> Internationale, de son programme, de la théorie de la révolution permanente, mais qui affirment en même temps que les forces productives ont, au cours des trois dernières décennies, connu, dans le cadre du mode de production capitaliste, un nouvel essor. Généralement, ils procèdent ainsi : ils cassent l'unité de la lutte mondiale des classes en trois secteurs « en interaction » les uns sur les autres : le secteur de la révolution sociale, le secteur

de la révolution politique, le secteur de la « révolution coloniale ». La théorie de la révolution permanente ne concernerait que le secteur de la « révolution coloniale ». Ainsi que la citation de Trotsky faite plus haut, extraite de l'introduction à son livre « La Révolution permanente », le montre, limiter l'application de la théorie de la révolution permanente aux pays économiquement arriérés, ex-coloniaux, ou semi-coloniaux, c'est la nier. Nous y reviendrons. Mais ceux-là mêmes qui affirment que cette théorie a été entièrement confirmée au cours des « révolutions coloniales » qui ont eu lieu depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, tout en divisant le monde en « trois secteurs de la révolution », mettent en cause ses fondements dans les pays économiquement arriérés, intégrés au système impérialiste. Se référant à la loi du développement inégal et combiné, ils affirment que certains pays coloniaux ou semi-coloniaux deviennent des puissances impérialistes, notamment le Brésil, l'Iran. Ils ne s'arrêtent pas en si bon chemin : les immenses revenus que les pays arabes producteurs de pétrole tirent de la vente du pétrole brut aboutiraient à des mutations économiques et sociales dans ces pays : les bourgeoisies arabes, surtout depuis 1974, deviendraient de plus en plus exportatrices de capitaux, lesquels seraient de plus en plus investis dans les grandes entreprises des pays impérialistes ; d'autre part, elles procéderaient à une rapide industrialisation de leur pays.

En d'autres termes, ces pays deviendraient également des pays « néo-impérialistes ». Cette thèse a l'avantage d'être en cohésion avec celle d'un nouvel essor des forces productives dans le cadre du mode de production capitaliste. Elle est complémentaire à celles qui affirment qu'en Europe, dans les limites de la CEE, se forme un capitalisme européen et que, toujours en fonction de la loi du développement inégal et combiné, les rapports de forces à l'intérieur du système impérialiste s'inversent au détriment de l'impérialisme US et en faveur des vieux impérialismes européens et de l'impérialisme japonais. Mais que devient alors la théorie de la révolution permanente ? Même sous sa forme étriquée, et fautive, de théorie de la révolution dans les pays colo-

niaux ou semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente n'a plus de base objective, puisque dans ces pays également, loin d'avoir épuisé ses possibilités, la bourgeoisie est capable de développer les forces productives.

---

#### 4 — LA LIGNE DE DEVELOPPEMENT DE LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE : PRISE DU POUVOIR PAR LE PROLETARIAT

---

La théorie de la révolution permanente, nous dit Trotsky, est revenue à l'ordre du jour à la veille de 1905. Cette date n'est pas fortuite : c'est celle de la première révolution russe, qui éclate au moment où l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, a pris corps, et où, avec la révolution russe de 1905, s'amorce l'époque de la révolution prolétarienne mondiale. Elle renaît à un niveau et à une dimension infiniment plus développés que lorsque Marx la formula dans la fameuse « Adresse à la Ligue des communistes » de 1850.

Dans cette adresse, Marx tirait les enseignements de la révolution de 1848 où, pour la première fois, le prolétariat avait posé en France sa candidature au pouvoir. Dans tous les pays où la révolution surgissait au cours de cette année 1848 : l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, l'Allemagne, la bourgeoisie renonçait à l'accomplissement des tâches démocratiques et nationales par ses propres moyens, à prendre directement le pouvoir et à l'exercer ; elle devait même renoncer à l'exercice direct du pouvoir en France, à la suite de l'insurrection du prolétariat parisien de juin 1848. De ce fait, les rapports politiques entre les classes étaient, tout au moins en Europe, radicalement modifiés. C'en était fini de l'époque des révolutions bourgeoises, le prolétariat combattait pour ses propres objectifs de classe. Il s'organisait comme classe. Il devenait le chef des masses populaires dans toute situation, crise, mouvement révolutionnaire, révolution.

Cependant, ainsi que Trotsky le rappelle dans ses commentaires sur le « Programme de transition », loin d'avoir épuisé ses possibilités entre 1850 et 1900, le capitalisme a donné une gigantesque impulsion aux forces productives, au développement de la civilisation humaine à l'échelle mondiale. De façon générale (l'exception de la Commune de Paris confirma la règle), la révolution n'était pas à l'ordre du jour. L'époque a été une époque d'organisation du prolétariat, de grandes luttes des classes, mais aboutissant à d'importantes réformes. La puissance économique et sociale de la bourgeoisie n'a fait que croître.

La théorie de la révolution permanente resurgit donc, mais sur une base nouvelle alors que s'amorçait, avec l'impérialisme stade suprême du capitalisme, l'époque de la révolution prolétarienne mondiale. La façon concrète dont elle fut élaborée, les discussions au travers desquelles elle fut développée à partir de 1924 par Trotsky masquent généralement sa portée universelle. C'est pour formuler les tâches des social-démocrates russes et les accomplir que Trotsky reprit en 1905 la théorie de la révolution permanente et la renoua.

En Russie, le développement capitaliste s'est effectué dans le cadre du pouvoir absolutiste, sans que les privilèges de l'aristocratie soient abolis, sans réforme agraire profonde, sur le terrain du vieil empire, prison des peuples, et de toute son arriération. En même temps, le capitalisme se développait en connection directe avec le capitalisme en Europe et dans les autres parties du monde. La Russie était un pays à la fois dépendant du capital étranger, et lui-même impérialiste. Très rapidement, le jeune capitalisme russe passait au stade suprême du capitalisme, au stade impérialiste, au stade du capitalisme pourrissant en même temps que le système dans son ensemble. La guerre russo-japonaise était une des premières guerres impérialistes.

Trotsky rappelle dans son livre « La Révolution permanente » ce qu'il écrivait à la suite de la révolution russe de 1905 :

« Notre bourgeoisie libérale agit d'une manière contre-révolutionnaire

avant même qu'on en soit au point culminant de la révolution. Aux moments critiques, notre démocratie intellectuelle ne fait que révéler son impuissance. La paysannerie est formée d'éléments révoltés que seule la force qui prendra le pouvoir d'Etat pourra mettre au service de la révolution.

(...) La position d'avant-garde que la classe ouvrière occupe dans la lutte révolutionnaire, le lien direct qui l'unit à la campagne révolutionnaire, l'influence qu'elle exerce sur l'armée, tout cela la pousse irrésistiblement au pouvoir. La victoire complète de la révolution signifie la victoire du prolétariat. Celle-ci signifie, à son tour, la permanence ultérieure de la révolution.

(...) Si le parti du prolétariat conquiert le pouvoir, il combattra pour ce pouvoir jusqu'au bout. La propagande et l'organisation, à la campagne en particulier, seront une arme pour le maintien et l'affermissement du pouvoir, tandis que le programme collectiviste en constituera une autre. Le collectivisme ne sera pas simplement le corollaire inévitable de la situation du parti au pouvoir : il deviendra le moyen de le maintenir avec l'appui du prolétariat.

(...) Nous connaissons l'exemple classique d'une révolution — écrivais-je en 1908 contre le menchevik Tcherevanine — où les conditions entraînant la domination de la bourgeoisie capitaliste avaient été préparées par la dictature terroriste des sans-culottes victorieux. C'était l'époque où la grande masse de la population des villes était formée par la petite bourgeoisie artisanale et commerçante qui suivait les jacobins. La grande masse de la population des villes russes d'aujourd'hui, c'est le prolétariat industriel. Cette analogie nous fait entrevoir la possibilité d'une situation historique telle que la victoire de la révolution « bourgeoise » ne soit réalisable qu'au moyen de la conquête du pouvoir révolutionnaire par le prolétariat. La révolution cessera-t-elle pour cela d'être bourgeoise ? Oui et non. Cela ne dépend pas des définitions formelles, mais du développement ultérieur des événements. Si le prolétariat était

renversé par la coalition des classes bourgeoises, y compris la paysannerie qu'il aurait lui-même libérée, la révolution se maintiendrait dans les cadres limités d'une révolution bourgeoise. Mais si le prolétariat sait et peut mettre en action tous les moyens de domination politique pour rompre les cadres nationaux de la révolution russe, celle-ci pourrait devenir le prologue de la révolution socialiste mondiale. Le tout est de savoir jusqu'à quelle étape pourrait aller la révolution russe, mais cette question n'admet bien entendu qu'une solution conditionnelle. Toutefois, une chose est absolument certaine : la définition pure et simple de la révolution russe comme révolution *bourgeoise* ne dit rien sur le caractère de son développement interne et ne signifie nullement que le prolétariat doit adapter sa tactique à la conduite de la démocratie bourgeoise en sa qualité d'unique prétendant légal au pouvoir d'Etat. » (Notre révolution, p. 172).

Ces extraits de texte ne laissent aucun doute sur la ligne de développement de la théorie de la révolution permanente.

---

## 5 — LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE ET LES « THESES D'AVRIL »

---

Pendant la révolution russe de 1917, les discussions sur la théorie de la révolution permanente ne se sont pas renouvelées : la question a été tranchée dans le langage de la lutte des classes, le prolétariat prenant le pouvoir sous la direction du Parti bolchevique. Mais en ce qui concerne le Parti bolchevique lui-même, la question a été tranchée par les « Thèses d'avril » de Lénine :

« Ce qu'il y a d'original dans la situation politique actuelle, c'est la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie, *par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat (souligné par nous)*, à sa deuxième étape qui doit

donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie.

(...) Expliquer aux masses que les soviets des députés ouvriers sont la *seule* forme possible de gouvernement révolutionnaire.

(...) Non à une république parlementaire — y retourner après les soviets des députés ouvriers serait un pas en arrière —, mais une République des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet. »

Tel est l'axe de la politique du Parti bolchevique que Lénine fait adopter en avril, qui liquide ce qu'il pouvait y avoir d'inconnues dans la formule qu'il avait utilisée jusqu'alors : « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », quelque peu elliptique.

Pour que nul doute n'existe, il précise dans un « Projet d'article ou de discours » à l'appui des « Thèses d'avril » :

« 1 — La faillite économique est imminente. *C'est pourquoi* éliminer la bourgeoisie serait une erreur.

(C'est une déduction bourgeoise. Plus la faillite est imminente, et plus il est urgent d'éliminer la bourgeoisie.)

2 — Le prolétariat est inorganisé, faible, inconscient. (Exact. C'est pourquoi tout le problème est de combattre les chefs *petits-bourgeois*, soi-disant social-démocrates (Tchkhéidzé, Tsérééli, Stéklov) qui endorment les masses en leur prêchant la confiance dans la bourgeoisie.

Ne pas s'unir à ces petits-bourgeois (Tchkhéidzé, Stéklov, Tsérééli), mais *démolir* cette social-démocratie qui conduit à sa perte la révolution prolétarienne.)

3 — A l'étape actuelle, la révolution est une révolution bourgeoise. Donc, pas d'« expérience socialiste ».

(Ce raisonnement est bourgeois d'un bout à l'autre. Personne ne parle d'une « expérience socialiste » : la thèse marxiste concrète veut que l'on tienne compte en ce moment non seulement des classes, mais aussi des institutions.)

Par leur phraséologie doucereuse, messieurs les étrangleurs de la révolution (Tchkhéidzé, Tsérééli et Stéklov) tirent la révolution en arrière pour la faire *rérograder* des soviets de députés ouvriers VERS le « pouvoir unique » de la bourgeoisie, vers une république parlementaire bourgeoise ordinaire.

En procédant avec intelligence et précaution, en éclairant les esprits, nous devons amener le prolétariat et les paysans pauvres à faire un pas *en avant*, de la « dualité du pouvoir » VERS le *pouvoir sans partage* des soviets des députés ouvriers, ce qui constitue précisément la Commune au sens où l'entendait Marx, au sens de l'expérience de 1871. La question n'est pas de savoir avec quelle rapidité il faut marcher, mais où il faut aller. La question n'est pas de savoir si les ouvriers sont prêts, mais à *quoi* et *comment* il faut les préparer.

Les manifestes et les appels du soviets des députés ouvriers sur la guerre, etc., ne sont qu'un bavardage petit-bourgeois creux et mensonger qui ne fait qu'endormir le peuple ; notre tâche est donc avant tout, je le répète, d'éclairer les esprits, de soustraire les masses à l'influence *bourgeoise* des Tchkhéidzé, Stéklov, Tsérééli et consorts.

Le « jusqu'au-boutisme révolutionnaire » du soviets des députés ouvriers, c'est-à-dire de Tchkhéidzé, Tsérééli et Stéklov, est un courant chauvin cent fois plus nuisible parce que dissimulé sous des phrases doucereuses, une *tentative* de réconcilier les masses avec le gouvernement révolutionnaire provisoire.

La masse obtuse, inconsciente, dupée par MM. Tchkhéidzé, Tsérééli, Stéklov et Cie, ne comprend pas que la guerre est la continuation d'une politique, que les guerres sont menées *par les gouvernements*.

Il faut expliquer que le « peuple » ne peut faire cesser la guerre ou en modifier le caractère qu'en changeant le *caractère de classe* du gouvernement. »

(Écrit entre le 4 et le 12 avril 1917. Paru pour la première fois le 21 janvier 1933 dans le n° 21 de la Pravda.)

Comme chacun le sait, la Commune de Paris a été, selon Marx, « la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat ».

Le programme que Lénine développe est celui des tâches démocratiques — réforme agraire, question nationale —, celui de la paix immédiate, toutes tâches qui ne sont pas en elles-mêmes socialistes. Mais, écrit Lénine :

« Il faut absolument exiger et, autant que possible, réaliser par la voie révolutionnaire, des mesures comme la nationalisation du sol, de toutes les banques et de tous les syndicats capitalistes ou, tout au moins, un *contrôle immédiat* des soviets des députés ouvriers et autres sur ces établissements, mesures qui n'ont rien à voir avec l'« introduction du socialisme ». Sans ces mesures qui ne constituent que les premiers pas vers le socialisme et sont parfaitement réalisables du point de vue économique, il est impossible de guérir les blessures causées par la guerre et de conjurer la catastrophe imminente. » (Les Tâches du prolétariat dans notre révolution, 10 avril 1917).

En effet, ce n'est pas là « introduire le socialisme », car le socialisme c'est tout autre chose, mais c'est faire d'importantes atteintes à la propriété privée des moyens de production, c'est entamer largement l'expropriation du capital, et en conséquence faire « les premiers pas vers le socialisme ».

Enfin, pour Lénine, évidemment, la révolution russe était le premier maillon de la chaîne des révolutions prolétariennes qui constituent la révolution prolétarienne mondiale.

Toute la trame de la théorie de la révolution permanente est reprise ici, exprimée en termes de tâches politiques que le Parti bolchevique doit accomplir et dont le moment décisif sera la révolution d'Octobre, la prise du pouvoir, qui instaureront le pouvoir des soviets, la dictature du prolétariat.

Reprenant en pratique la théorie de la révolution permanente, Lénine l'enrichissait de ce qui est sans doute son apport spécifique à la théorie et à la pratique de la révolution prolétarienne :

— il lui donnait une base objective nouvelle en la situant par rapport à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, époque du capitalisme pourrissant, réaction sur toute la ligne ;

— il la débarrassait de tout objectivisme en y introduisant la nécessité du parti et de l'Internationale comme facteur actif et finalement décisif du processus de la révolution prolétarienne.

---

## 6 — LA PREMIERE PERIODE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE ET LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE

---

Les discussions sur la théorie de la révolution permanente ont rebondi à partir de l'année 1924 à l'intérieur du Parti bolchevique. Elles étaient inséparables de la lutte entre la bureaucratie naissante, s'affirmant, prenant conscience d'elle-même, de ses intérêts particuliers de couche sociale privilégiée de nature petite-bourgeoise, et l'aile du Parti bolchevique fidèle au prolétariat, à la tradition bolchevique, à la révolution prolétarienne mondiale. Les deux pôles opposés s'exprimaient sur le plan théorique, l'un dans la pseudo-« théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays », l'autre par la théorie de la révolution permanente. C'est dans le cours de cette polémique que Trotsky a intégré l'apport spécifique de Lénine à la théorie révolutionnaire — l'impérialisme stade suprême du capitalisme, le rôle indispensable du facteur subjectif, le parti et l'Internationale.

Toute la période s'étendant entre la révolution d'Octobre et la veille de la Deuxième Guerre mondiale devient la substance politique qui donne à la théorie de la révolution permanente toute sa dimension, toute son ampleur de théorie de la révolution prolétarienne mondiale (comme elle permet d'élaborer, dans toute sa dimension et son ampleur, son expression programmatique : le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, « L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale »). En effet, au cours



de cette période, tous les problèmes de la révolution prolétarienne mondiale se sont posés sur le terrain de la lutte des classes.

— de la première vague de la révolution prolétarienne mondiale (qui voit la victoire de la révolution russe et la défaite de la révolution allemande de 1918-1919, de la révolution hongroise, des mouvements révolutionnaires en Autriche, en Italie, etc.) à de multiples situations ou crises révolutionnaires (en Allemagne en 1923, en Bulgarie, en Angleterre), à la révolution dans un pays semi-colonial, la Chine, se terminant toutes par des défaites, l'écrasement du prolétariat allemand et de ses organisations en 1933 sous la botte nazie, du prolétariat autrichien et de ses organisations en 1934 sous les coups du chancelier cléricalo-fasciste Dollfuss, à la crise révolutionnaire de 1936 en France, à la révolution espagnole et à leurs défaites ;

— de la constitution définitive du Parti bolchevique dirigeant le prolétariat russe à la prise du pouvoir, à la lutte pour la III<sup>e</sup> Internationale, sa proclamation, du combat politique pour la formation au sein de la III<sup>e</sup> Internationale d'authentiques partis communistes à leur construction dans la lutte des classes face à la II<sup>e</sup> Internationale et aux partis social-démocrates ;

— de la dégénérescence du Parti bolchevique, de l'Etat ouvrier de l'URSS, de l'affirmation d'une bureaucratie du Kremlin, bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire, à la transformation de la III<sup>e</sup> Internationale en un instrument international de cette bureaucratie, obstacle supplémentaire et majeur à la révolution prolétarienne ;

— de la faillite de la démocratie parlementaire à l'irruption du fascisme, dont le nazisme a été la forme la plus pure.

Tous ces éléments sont l'expression concrète de la lutte mondiale des classes, dont les protagonistes essentiels sont le prolétariat et la bourgeoisie. Le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale s'intitule « L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale ». Pourtant, il est le programme de la révolution sociale,

aussi bien dans les pays capitalistes impérialistes que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, et de la révolution politique devenue indispensable en URSS contre la bureaucratie parasitaire. Ce titre n'est pas fortuit, pas plus que ne l'est le sous-titre : « La mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir. »

---

## 7 — L'« AGONIE DU CAPITALISME » ET LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE

---

En d'autres termes, l'époque historique que nous vivons est entièrement celle où tous les développements mondiaux, nationaux, locaux, sont l'expression de l'agonie du capitalisme d'une part, et de la révolution prolétarienne comme solution positive de cette agonie, aussi bien dans les pays capitalistes impérialistes, coloniaux, semi-coloniaux, qu'en URSS, où le capitalisme a été exproprié par une révolution victorieuse mais où le prolétariat a perdu le pouvoir au profit d'une bureaucratie, avant-garde et forme particulière de la contre-révolution bourgeoise. Et la théorie de la révolution permanente est la théorie des rapports entre les classes, des rapports politiques qui se développent au cours de cette époque historique. La révolution prolétarienne dans chaque pays, la révolution prolétarienne mondiale, n'est pas un acte unique, mais un affrontement s'étendant sur toute cette période historique. Y compris dans les premiers pays où le prolétariat a pris le pouvoir, la prise du pouvoir n'était que le commencement de la révolution prolétarienne (voir le deuxième aspect de la théorie de la révolution permanente). Tous ces développements, ces mutations dont parle Trotsky, sont évidemment, de façon active, liés organiquement aux développements de la lutte des classes mondiale. En tout état de cause, la société socialiste est celle où commencent à dépérir les normes et les rapports bourgeois (les normes de répartition bourgeoises évidemment, mais qui impliquent le dépérissement de la loi de la valeur), où commencent à dis-

paraître les différenciations sociales et nationales, donc les contradictions sociales et nationales, à dépérir toutes les superstructures politiques (Etats, partis). Tant que ce stade n'est pas atteint, la révolution prolétarienne n'est pas terminée, elle se poursuit en permanence. Il faut se reporter à la critique faite par Marx du « Programme de Gotha » :

« Ce sont là (le maintien sous une certaine forme des droits, des normes, des rapports bourgeois) des inconvénients inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle est sortie de la société capitaliste après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être à un plus haut niveau que l'état économique et que le degré de la mobilisation sociale qui y correspond. »

Pour en arriver à ce stade, tous les acquis de la société bourgeoise doivent être dépassés et libérés des contradictions qui, à l'époque de l'impérialisme, non seulement les limitent, mais les remettent en cause : contradiction entre le caractère social de la production et la propriété privée des moyens de production, l'étroitesse des frontières nationales. Trotsky le dit expressément : « La société socialiste devrait représenter, au point de vue production et technique, un stade plus élevé que le capitalisme », donc une nouvelle division internationale du travail, une productivité infiniment supérieure, qui ne peuvent être réalisées qu'à la suite de l'expropriation du capital à l'échelle mondiale.

Toute société où le capital a été exproprié (dans un ou plusieurs pays) doit être considérée, tant que le capital n'a pas été mondialement exproprié, comme une transition entre le capitalisme et le socialisme, là même où le prolétariat a le pouvoir. Il s'ensuit qu'en tout état de cause elle a à résoudre des contradictions sociales et politiques qui procèdent de la société bourgeoise à un stade donné, dans des rapports spécifiques donnés sur le plan national ou multinational, mais qui sont indissolublement liés à ceux qui résultent de la société capitaliste pourrissante et qui sont exacerbés par les immenses pressions (économiques, politiques, sociales, militaires) que

l'impérialisme exerce. Ces contradictions ne peuvent absolument pas être résolues une fois pour toutes dans ce cadre, elle sont récurrentes, elles ne cessent de renaître et de se manifester d'une façon ou d'une autre, tant que la société bourgeoise n'est pas mondialement vaincue. Il s'ensuit que là même où le prolétariat a pris le pouvoir, en dernière analyse, les Etats ouvriers sont des bastions du prolétariat mondial, sur lesquels il s'appuie dans sa lutte contre la société bourgeoise pour en finir mondialement avec elle. Mais ce sont des facteurs actifs de cette lutte. Est décisif le renforcement économique, social, politique du prolétariat. C'est ainsi que les contradictions de toutes sortes peuvent être limitées, réduites. Mais obligatoirement le pouvoir du prolétariat, les nouveaux rapports de production y sont constamment menacés, remis en cause, en fonction des rapports entre les classes dans ces pays et sur l'arène mondiale.

Le développement concret de la lutte des classes a montré comment, dans un pays (URSS) où le prolétariat avait pris le pouvoir, la lutte des classes pouvait dans certaines conditions (arriération économique, isolement) se développer de façon particulière, aboutir à la naissance et à l'affirmation d'une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire, chassant du pouvoir politique le prolétariat, sans que toutes ses conquêtes (rapports de production) soient démantelées et détruites, bien qu'elles soient obligatoirement altérées. La réaction bourgeoise s'y est développée sous de multiples aspects : dictature politique sur le prolétariat, suppression de toutes les libertés et de tous les droits d'organisation, oppression sociale et nationale. Les répercussions du point de vue de l'organisation politique du prolétariat mondial et donc de la lutte mondiale des classes sont immenses. Une combinaison originale de la lutte des classes existe. Le prolétariat, à la tête des masses opprimées, doit reconquérir les libertés démocratiques, rétablir les droits nationaux, dans le combat pour chasser la bureaucratie, reconquérir le pouvoir politique et reprendre le contrôle des rapports de production. Cette lutte de classe étant bien entendu une composante déterminée et un facteur de la lutte mondiale des classes.

L'« agonie du capitalisme », combinée à l'action contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, à la dégénérescence de la III<sup>e</sup> Internationale transformée en instrument de la bureaucratie du Kremlin, a eu comme conséquence la constitution d'Etats ouvriers bureaucratiques dès leur origine, la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux, avec tous les problèmes que cela pose.

Le développement des forces productives que l'expropriation du capital a permis ne fait qu'accentuer la nécessité qu'elles soient libérées des déformations bureaucratiques, de la dictature bureaucratique et qu'elles s'intègrent à une nouvelle division internationale du travail, sur une base nouvelle qui exige l'expropriation mondiale du capital, c'est-à-dire la prise du pouvoir politique par le prolétariat de tous les pays. C'est ainsi que les thèses 9 et 10 de la théorie de la révolution permanente se sont concrétisées.

Nous en revenons à la question décisive qui commande la théorie de la révolution permanente et le « Programme de transition » : l'époque actuelle est celle de l'« agonie du capitalisme », celle où « la société bourgeoise a totalement épuisé ses possibilités internes, et doit être remplacée par une nouvelle société, ou alors l'ancienne société va à la barbarie tout comme la civilisation de la Grèce et de Rome après avoir épuisé ses possibilités et ne pouvant être remplacée par une autre classe », l'arène du conflit restant jusqu'à l'issue finale l'arène mondiale incluant les pays où le capital a été exproprié.

Si donc le capitalisme (le néo-capitalisme) a au cours des dernières décennies été capable d'impulser un nouveau développement des forces productives, de faire accomplir à la civilisation humaine de nouveaux pas en avant, alors, tout comme le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, la théorie de la révolution permanente doit être considérée comme caduque.

Qu'en est-il ?

Ici, les camarades auront à se reporter à tout ce que l'OCI a écrit à ce sujet : articles de Gérard Bloch dans « La Vérité », textes internationaux.

## 8 — EXPRESSIONS MULTIPLES DU POURRISEMENT DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Aussi, nous rappelons simplement les grands traits qui montrent que, malgré un important développement de la production, des moyens de production, la reconstitution d'une division et d'un marché internationaux, une certaine accumulation du capital, il ne s'agit pas du développement des forces productives, de nouveaux pas en avant de la civilisation humaine :

— le moteur de la production est un gigantesque parasitisme (crédits de guerre, économie d'armement permanente, marchés artificiellement créés) ;

— la crise du système monétaire international, l'inflation gigantesque, les montagnes de capital fictif témoignent d'un pourrissement en profondeur du mode de production capitaliste ;

— l'aboutissement, c'est une crise rampante qui amène à une crise aiguë disloquant la division internationale du travail et le marché mondial.

Mais il y a d'autres aspects :

— crise de toutes les valeurs bourgeoises, de la culture, de la civilisation ;

— crises politiques de la bourgeoisie et de tous ses systèmes de domination.

Si on considère la période ascendante du capitalisme, son développement en Angleterre par exemple accompagne et impulse le développement du capitalisme dans les autres pays d'Europe, aux USA. Sans doute, aucune des économies nationales n'est indépendante du développement capitaliste international et de la division internationale du travail, qui elle aussi se développe. Mais, là même où la révolution bourgeoise n'a pas eu lieu, se constituent des unités économiques et des relations sociales et politiques relativement équilibrées, stables et ayant un degré important d'homogénéité, en Europe et aux USA. Le capitalisme impulse la constitution de

nations indépendantes. Bien entendu, la constitution de nations indépendantes ne signifie nullement que l'oppression nationale disparaît : tout mode de production fondé sur l'exploitation entraîne l'oppression nationale. A l'époque impérialiste, le développement capitaliste n'aboutit plus à la constitution d'unités économiques, à l'institution de relations sociales et politiques relativement stables, à la formation de nations indépendantes relativement homogènes.

La Russie et l'empire russe de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle fournissent un premier exemple de la modification de ces processus. L'impétueux développement capitaliste bouleverse les structures économiques et sociales, mine les structures politiques, sans établir de nouvelles bases économiques, sociales et politiques stables (voir ce qu'écrivit Trotsky dans « 1905 » et l'introduction à son « Histoire de la révolution russe »). La Russie, déstabilisée économiquement, socialement, politiquement, est entraînée dans le tourbillon de la première gigantesque crise du système impérialiste, la Première Guerre mondiale, après avoir été l'un des acteurs d'une des premières guerres impérialistes, la guerre russo-japonaise.

Pourtant, la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle restent encore une période où le capital est en transition entre l'époque libérale et l'époque impérialiste. Mais un des aspects les plus importants qui montrent que la période actuelle est celle, si l'on peut parler ainsi, où l'impérialisme atteint sa plénitude réactionnaire sur toute la ligne, ce sont les rapports que l'impérialisme institue et développe dans les pays économiquement arriérés, alors même qu'il s'y produit un développement économique important, une certaine industrialisation. En aucun cas, ce développement économique, éventuellement cette industrialisation, ne correspondent aux besoins nationaux, mais toujours à ceux du système impérialiste, c'est-à-dire des grandes puissances impérialistes. Les pays d'Amérique latine, principalement le Brésil, l'Argentine, le Mexique, sont significatifs à cet égard. Le Brésil par exemple est un pur et simple relais des moyens de production des grands monopoles, américains principale-

ment, mais également allemands, japonais, etc. L'économie du Brésil est complètement satellisée par rapport à celles des grandes puissances impérialistes : non seulement l'industrie, mais l'agriculture, le commerce, etc. La dépendance par rapport à l'impérialisme se marque naturellement par la fantastique dette extérieure (plus de 30 milliards de dollars). L'économie brésilienne est une base des grandes firmes impérialistes pour l'Amérique latine dans son ensemble, et l'Afrique. Par rapport à l'ensemble du pays et à ses besoins, ce développement est parasitaire. Toute l'économie du Brésil (donc de millions de producteurs) dépend cependant du fonctionnement d'ensemble du système impérialiste.

Le phénomène est non moins évident en ce qui concerne les pays dont la « propriété » économique dépend de la production de matières premières, et en premier lieu du pétrole : Venezuela en Amérique latine, Iran, pays arabes, etc.

Le développement économique (là où il se produit) bouleverse toutes les anciennes structures économiques, sociales et politiques de ces pays, sans en constituer de nouvelles qui soient stables. Il déstabilise et décompose l'ancienne société, sans en constituer une nouvelle saine et stable. Mais, en outre, dans la plupart des cas, la subordination à l'impérialisme, sans susciter de développement économique considérable, n'en pourrait pas moins toutes les anciennes structures économiques, sociales et politiques stables : le plus grand nombre des pays d'Amérique latine, l'Afrique, l'ensemble des pays d'Asie, l'Inde, etc. Le pourrissement du système impérialiste se mesure plus facilement dans ces pays. Il atteint un tel degré qu'après l'effondrement de la société chinoise pendant la guerre et à la fin de celle-ci, qu'après celui du Vietnam, d'autres secteurs du système impérialiste peuvent se disloquer, s'effondrer d'une façon ou d'une autre. L'Iran est un nouvel exemple de tels effondrements, qui en annonce d'autres.

Bien entendu, dans aucun de ces pays le développement du mode de production capitaliste au stade impérialiste n'est capable de régler les problèmes qu'il a réglés à son époque

ascendante dans les principaux pays d'Europe et aux USA ; mais encore accentue-t-il les problèmes là où ils n'ont pas été réglés ; exemples : l'Espagne, l'Irlande, la question nationale.

Le pourrissement de l'impérialisme et les conséquences de ce pourrissement se manifestent dans l'impact qu'ils exercent sur l'économie des pays où pourtant le capital a été exproprié, en entraînant par exemple la course aux armements, qui, conjuguée à la coupure de la division internationale du travail, au gaspillage et aux impasses consécutifs à la gestion de la société par et pour les bureaucraties parasitaires, amène à un gaspillage inouï des ressources et de la production dans ces pays.

La combinaison concrète de la défense du capitalisme pourrissant, du maintien du système impérialiste conjointement à l'existence et au rôle des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires (qui en dernière analyse procèdent de la bourgeoisie mondiale à son stade actuel) a amené des reculs historiques considérables : division de l'Allemagne et de l'Europe en deux par exemple. L'expropriation du capital en Europe de l'Est, en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, au Cambodge, au Laos, en Corée du Nord, à Cuba (qui pose des questions particulières), mais sans que le prolétariat prenne le pouvoir, n'a pas permis que soient réglées des questions historiques fondamentales comme l'unité et l'indépendance nationales. Tout au contraire, l'existence de bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires y a multiplié et renforcé ces questions — en URSS également évidemment. De même, l'existence de ces bureaucraties oppressives, monopolisant le pouvoir politique, qui ont détruit toute organisation indépendante de classe du prolétariat, met au premier plan les questions de la démocratie, des libertés dans et pour la lutte contre ces bureaucraties, et cela s'identifie à la lutte pour la défense de l'URSS et des pays où le capital a été exproprié, contre l'impérialisme.

A ce tableau, il faut ajouter la tendance dans les pays capitalistes à remettre en cause les libertés démocra-

tiques, les droits d'organisation et politiques conquis, à instaurer des régimes bonapartistes, éventuellement fascistes.

Telles sont quelques-unes des conséquences directes ou indirectes du maintien du régime capitaliste, à son stade pourrissant, au stade de l'impérialisme, conséquences qui nous permettent assurément de conclure que le capitalisme n'est plus capable de développer les forces productives, ou, comme le dit encore Trotsky, qu'il n'est plus capable de développer la civilisation humaine.

---

## 9 — IL FAUT OPPOSER LES OUVRIERS A LA « BOURGEOISIE NATIONALE »

---

Le retard de la révolution prolétarienne mondiale à triompher décisivement dans les bastions impérialistes et le fait que dans les pays où le capital a été exproprié le prolétariat ait, soit perdu le pouvoir, soit ne l'ait jamais pris (ce sont deux aspects d'un même problème), loin de distendre l'unité mondiale de la lutte des classes, de tous les rapports mondiaux, n'ont fait que les rendre plus étroits et directs ; la texture de la lutte mondiale des classes est infiniment plus serrée. Bien entendu en ce qui concerne ses différentes expressions sociales (pays impérialistes et soumis à l'impérialisme), mais aussi entre la révolution sociale dans les pays capitalistes et la révolution politique nécessaire pour chasser les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, restaurer ou instaurer la dictature du prolétariat (deux expressions de la révolution prolétarienne mondiale).

Il importe de souligner qu'il s'agit d'une unité organique, donc différenciée. Mais le retard de la révolution prolétarienne, le pourrissement de l'impérialisme et ses conséquences directes et induites, ont renforcé la liaison entre la lutte pour les libertés démocratiques, les questions nationales et la révolution prolétarienne dans tous les pays où ces questions n'ont jamais été réglées. Il a fait resurgir des problèmes de cette nature antérieurement réglés dans les pays capitalistes

avancés, et il a lié très étroitement les revendications démocratiques et nationales à la révolution politique dans les pays où le capital a été exproprié (en Europe de l'Est, en URSS, en Chine, en Indochine). Néanmoins, il n'y a pas de calque. Rappelons ce que Trotsky expliquait :

« Pour démontrer d'une manière évidente une des plus grosses erreurs théoriques qui sont à la base de la conception d'un socialisme national, nous ne pouvons trouver mieux qu'une citation d'un discours de Staline, publié récemment et consacré aux problèmes intérieurs du communisme américain.

« Il serait erroné, dit Staline, en se prononçant contre une des fractions américaines, de ne pas tenir compte des traits spécifiques du capitalisme américain. Le parti communiste doit en tenir compte dans son activité. Mais il serait encore plus erroné de fonder l'activité du parti sur ces traits spécifiques, car l'activité de tout parti communiste, y compris le parti américain, doit se fonder non sur les traits du capitalisme propres à un pays particulier, mais bien sur les traits généraux du capitalisme qui, dans l'ensemble, sont toujours les mêmes dans tous les pays. C'est en cela que réside l'internationalisme des partis communistes. Les traits particuliers ne constituent qu'un supplément aux traits généraux (Le Bolchevik n° 1, 1930, p. 8. C'est moi qui souligne).

Ces lignes sont d'une clarté absolue. Voulant exposer les motifs économiques de l'internationalisme, Staline ne fait, en réalité, que motiver le socialisme national. Il n'est pas vrai que l'économie mondiale ne représente que la simple somme de fractions nationales similaires. Il n'est pas vrai que les traits spécifiques ne soient qu'un « supplément aux traits généraux », une sorte de verrue sur la figure. En réalité les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. Cette originalité peut déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues années. Il suffit de rappeler que le prolétariat d'un pays arriéré a conquis le pouvoir bien avant ceux des pays avancés. Cette simple leçon historique démontre

que, contrairement aux affirmations de Staline, il serait tout à fait erroné de fonder l'activité des partis communistes sur quelques traits généraux, c'est-à-dire sur un type abstrait de capitalisme national. Il n'est pas du tout vrai que « l'internationalisme des partis communistes » se fonde sur cela. En réalité, il repose sur la faillite de l'Etat national, qui est une survivance et qui freine le développement des forces productives. On ne peut ni réorganiser ni même comprendre le capitalisme national si on ne l'envisage pas comme une partie de l'économie mondiale. »

C'est ainsi que, dans les pays où les réformes démocratiques comme la révolution agraire n'ont pas eu lieu, où se pose la question de l'unité et de l'indépendance nationales contre l'impérialisme, il appartient au prolétariat de se mettre à la tête des masses pour réaliser ces réformes, pour conquérir l'unité et l'indépendance nationales. Ignorer ces revendications, ces objectifs des plus larges masses, c'est isoler le prolétariat et inéluctablement assurer sa défaite.

Mais le problème est de savoir si le schéma des révolutions bourgeoises est applicable à ces pays à l'époque de l'impérialisme, de savoir qui peut atteindre ces objectifs, et comment. Le « Programme de transition », « L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale », formule positivement les réponses (se reporter au paragraphe « Les pays arriérés et le programme des revendications transitoires »).

« Il faut opposer les ouvriers à la « bourgeoisie nationale » », est-il écrit dans cette partie du « Programme de transition ». Certes, cela ne veut pas dire que la « bourgeoisie nationale » ne peut en aucun cas osciller, mais, bien sûr, ces oscillations se situent dans le cadre de la défense du mode de production capitaliste. Les limites de ces oscillations sont d'autant plus étroites que cette « bourgeoisie nationale » est elle-même faible, que l'économie du pays est plus profondément pénétrée et étroitement subordonnée à l'impérialisme, que l'actualité de la révolution mondiale se précise, que l'impérialisme se décompose : cf. Iran, Brésil.

## 10 — MOTS D'ORDRE DEMOCRATIQUES ET REVOLUTIONS PROLETARIENNES

Au cours de ces dernières années, la stratégie de la révolution prolétarienne dans les pays dépendant de l'impérialisme a eu une éclatante illustration au Pérou : la combinaison des mots d'ordre démocratiques et la mobilisation révolutionnaire au Pérou — mot d'ordre d'Assemblée constituante — Assemblées populaires (cf. collection d'« IO »).

Il n'y a aucun automatisme. Tout dépend des relations concrètes entre les classes, de l'histoire politique concrète du pays.

En Espagne, pays impérialiste lui-même, les mots d'ordre d'Assemblée constituante, de République, d'indépendance des nationalités (basque, catalane) sont au centre du combat contre l'Etat monarcho-franquiste (cf. articles « La Vérité » et « IO »).

Les mots d'ordre politiques dépendent très étroitement, non seulement des problèmes historiques à résoudre, mais de l'histoire politique des différents pays, de l'expérience politique des masses. En aucun cas, ce ne sont des formules magiques à appliquer automatiquement. De ce point de vue, l'étude de l'article de Trotsky « Fascisme et mots d'ordre démocratiques » (« Œuvres » en français - Tome 1) est de la plus haute importance. Extrayons cette citation :

« La dictature de Hitler a surgi directement de la Constitution de Weimar. Les représentants de la petite bourgeoisie lui ont, de leurs propres mains, donné mandat pour sa dictature. Si l'on admet un développement très favorable et très rapide de la crise du fascisme, alors la revendication de la convocation du Reichstag, y compris tous les députés exclus, pourra à un certain moment unir les ouvriers et les couches les plus larges de la petite bourgeoisie. Si la crise devait éclater plus tard, et que le souvenir même du Reichstag ait eu le temps de s'effacer, le mot d'ordre de nouvelles élections pourrait avoir

une grande popularité. Nous ne disons pas que le développement se fera forcément sur cette voie. Il suffit qu'elle soit possible. Se lier les mains par rapport à des mots d'ordre démocratiques de transition qui peuvent être imposés par nos alliés petits-bourgeois et par des couches arriérées du prolétariat lui-même serait un doctrinarisme puriste. »

Trotsky n'exclut pas la possibilité de lancer le mot d'ordre d'Assemblée nationale ou constituante à une étape déterminée de la lutte contre le fascisme. Pourtant, le paragraphe du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale « Le programme des revendications transitoires dans les pays fascistes » (s'y reporter) précise :

« Dès que le mouvement prendra un quelconque caractère de masse, les mots d'ordre transitoires se mêleront aux mots d'ordre démocratiques : les comités d'usine surgiront, il faut le penser, avant que les vieux bonzes se soient mis, de leurs bureaux, à l'édification de syndicats ; les soviets couvriront l'Allemagne avant que soit réunie à Weimar une nouvelle Assemblée constituante. Il en sera de même pour l'Italie et les autres pays totalitaires et semi-totalitaires. »

Au contraire de ce que peuvent penser les idéologues petits-bourgeois, les observateurs superficiels, c'est bien cette voie que les masses prolétariennes s'ouvraient en Allemagne comme en Italie : les conseils, les comités d'usine surgissaient. L'occupation de l'Italie et de l'Allemagne, la division de l'Allemagne, l'action du PCI en Italie, la répression féroce de la bureaucratie du Kremlin en particulier et des puissances impérialistes ont bouché cette voie au prolétariat.

Il n'en reste pas moins qu'il appartient au prolétariat, y compris dans les pays impérialistes dominants, de se saisir des mots d'ordre démocratiques, y compris du mot d'ordre de république dans les pays où trône toujours une vieille dynastie, et bien sûr de toutes limitations aux libertés démocratiques dans les pays où le régime bonapartiste agonisant, fût-il bâtard, les met en cause ou s'efforce de les vider

de leur contenu (cf. en France : à bas cette Assemblée nationale, couverture du régime, dont la majorité est minoritaire dans le pays — sans pour autant formuler le mot d'ordre d'une Assemblée constituante et souveraine).

Ainsi qu'il a déjà été expliqué plus haut, dans les pays où le capital a été exproprié, la question des libertés, celle de l'indépendance nationale, sont de puissants leviers révolutionnaires. On ne peut exclure que des Assemblées formellement parlementaires élues au suffrage universel se constituent. Pourtant, il faut signaler que, les rapports entre les classes étant ce qu'ils sont, probablement ces « Parlements » seront plus parents de la Commune de Paris que de Parlements bourgeois.

(Du point de vue de la révolution allemande et européenne, une place particulière doit être réservée à la question de l'unité de l'Allemagne : cf. articles dans « La Vérité ».)

---

## 11 — INVARIABLEMENT, UNE SEULE ET MEME CONCLUSION : LA CONQUETE DU POUVOIR PAR LE PROLETARIAT

---

Ce qui est caractéristique de la période, c'est que les réformes démocratiques, l'indépendance nationale dans les pays économiquement arriérés, intégrés et soumis à l'impérialisme, ne peuvent être réalisées que par l'expropriation de l'impérialisme et de l'essentiel du capital. Ainsi donc, non seulement la corrélation des rapports politiques entre les classes exige que ce soit le prolétariat qui dirige la révolution, prenne le pouvoir pour que se réalisent les réformes démocratiques et l'indépendance nationale (et de toute façon le prolétariat prenant le pouvoir ne peut que satisfaire ses revendications spécifiques d'expropriation du capital), mais la réalisation des tâches démocratiques et nationales l'exige. De même, dans les pays où le capital a été exproprié, les libertés démocratiques et les droits nationaux ne peuvent être conquis que par le renversement de la bureaucratie parasitaire et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Contre la montée de la révolution dans les pays économiquement arriérés dépendant de l'impérialisme, les staliniens ont dressé la « théorie » de la révolution par étapes. La première de ces étapes serait celle de la démocratie bourgeoise et de l'indépendance nationale, acquises dans un processus politique et social comparable aux révolutions bourgeoises classiques d'avant 1848. Des variantes multiples de ces conceptions existent, qui confient à la « bourgeoisie nationale », ou encore à des régimes petits-bourgeois nationalistes, militaires ou autres, le soin de réaliser les réformes démocratiques et d'assurer l'indépendance et l'unité nationales. Cette « théorie » est complémentaire de celle sur « la construction du socialisme dans un seul pays ». La première application de cette « théorie » s'est faite au cours de la révolution chinoise de 1926-1927, où le PCC et le prolétariat ont été, au nom du bloc des quatre classes, la bourgeoisie nationale, la paysannerie, la petite-bourgeoisie, le prolétariat, subordonnés à la « bourgeoisie nationale » et au Kuomintang de Tchang Kaï-chek. L'issue a été l'écrasement des masses sous les bottes de Tchang Kaï-chek et du Kuomintang : la « bourgeoisie nationale » affirmait ainsi son lien indissoluble avec l'impérialisme, contre le prolétariat et les masses exploitées. Ce n'était qu'une première mouture de multiples fronts nationaux ou autres formes de subordination du prolétariat et des masses exploitées à la « bourgeoisie nationale ». La même pratique politique devait être utilisée sous l'appellation de Fronts populaires en France et en Espagne. Cette fois, « théoriquement », il s'agissait, au nom de la défense de la démocratie contre le fascisme, de subordonner le prolétariat à l'aile « démocratique », ou réputée telle, de la bourgeoisie au pouvoir. La dernière version de Front populaire avoué est celle qui a existé au Chili sous le nom de l'« Unité populaire ».

La pratique politique cynique de soumission du prolétariat à la bourgeoisie se termine toujours par de terribles et écrasantes défaites du prolétariat, justifiant l'appréciation du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale : « Les Fronts populaires sont avec le fascisme la dernière res-



source de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne. »

Toute la théorie de la révolution permanente a son aboutissement dans ce qui est au centre du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale : « Un système de revendications transitoires (incluant les revendications démocratiques et nationales) partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière, et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat », le gouvernement ouvrier et paysan assurant la transition vers l'établissement de la dictature du prolétariat. Chaque revendication exprime les besoins objectifs des masses, vise à leur organisation sur leur propre plan, sous la direction du prolétariat, pour aboutir à la prise du pouvoir, au gouvernement ouvrier et paysan, à la dictature du prolétariat.

Mais la révolution prolétarienne, si elle commence sur le terrain national, est par nature mondiale. Le système des revendications, y compris des revendications nationales, est inséparable d'objectifs internationaux concrets et positifs, qui leur donnent leur pleine dimension. C'est ainsi par exemple que les mots d'ordre de l'unité de l'Allemagne, du droit des peuples à l'Est et à l'Ouest de disposer d'eux-mêmes, sont inséparables de la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. Sans indépendance nationale et respect des droits nationaux des peuples, les Etats-Unis socialistes d'Europe sont impossibles. Sans que se réalisent les Etats-Unis socialistes d'Europe, le respect de l'indépen-

dance nationale et des droits nationaux de chaque peuple est impossible. La lutte pour les libertés démocratiques, dont les droits nationaux en font partie, à l'Ouest et à l'Est de l'Europe, rejoint directement la lutte pour la révolution prolétarienne à l'Ouest et à l'Est, la formation de gouvernements ouvriers et paysans, la réalisation de la dictature du prolétariat dans chaque pays. Elle a un caractère internationaliste.

---

## 12 — LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE N'EST PAS OBJECTIVISTE

---

La théorie de la révolution permanente n'est pas fondée seulement sur des tendances objectives. Elle a en son centre la question déterminante du parti révolutionnaire dans chaque pays et de l'Internationale, la IV<sup>e</sup> Internationale. La thèse 4 spécifie :

« Quelles que soient les premières étapes épisodiques de la révolution dans les différents pays, l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en parti communiste. »

Nous n'avons pas besoin de développer ici, étant donné que l'un des thèmes du camp est « La IV<sup>e</sup> Internationale et sa reconstruction ».

Avril 1979.



SCHEMAS DE LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE  
DEUXIEME  
SCHEMA D'EXPOSE  
POUR LES CAMPS DE L'OCI  
(ETE 1979)

## la IV<sup>e</sup> Internationale, la lutte pour sa reconstruction

*Le schéma d'exposé sur la théorie de la révolution permanente se termine par une citation de la thèse 4 des thèses que Trotsky écrit en 1929, et qui synthétisent cette théorie. Il renvoie à ce second schéma d'exposé pour le développement de cette citation.*

*La théorie de la révolution permanente est l'application de la méthode marxiste à la généralisation des lois de la révolution prolétarienne mondiale. Elle ne saurait être un simple reflet des tendances objectives du mouvement de la lutte des classes à notre époque. Engels écrivait en substance dans Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique : ce sont les hommes qui font leur propre histoire, dans des conditions déterminées, quelle que soit la tournure qu'elle prenne.*

Nous l'avons vu, c'est fondamentalement l'« agonie du capitalisme » qui détermine le mouvement de la lutte des classes à notre époque et met à l'ordre du jour le dilemme « socialisme ou barbarie ». Comme l'a écrit Trotsky, « le marxisme est l'expression consciente du processus inconscient ». La théorie de la révolution permanente est donc l'expression consciente du processus inconscient, tout comme le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais le prolétariat ne peut prendre le pouvoir, réaliser ses tâches historiques sans accéder, au travers de la lutte des classes, à la conscience de ses tâches. Une fois encore, si l'être détermine la conscience, la conscience est pour le prolétariat indispensable à la détermination de son être, à son passage d'une classe en soi à une classe pour soi. Cette conscience est incarnée par le parti,

l'Internationale, organisés, constitués, agissants, à partir du programme. Le programme et le parti sont deux termes inséparables.

Le retard de la victoire de la révolution prolétarienne mondiale ne tient pas au fait que le capitalisme est en mesure de développer encore la civilisation humaine, il provient de la « crise de la direction révolutionnaire », ce que le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale souligne de la façon suivante : « La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » Le pourrissement du capitalisme n'a cessé de se développer depuis que le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale a été élaboré et celle-ci proclamée. A tel point que, par pans entiers, le mode de production capitaliste s'est effondré en Europe de l'Est, en Chine, en Indo-

chine, qu'en l'absence de direction révolutionnaire le capital y a été exproprié.

Ce qui n'était qu'une hypothèse théorique incluse dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, en fonction précisément de l'appréciation que le mode de production capitaliste ne cessait de se gangréner :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie »,

s'est réalisé à une très vaste échelle.

Pourtant, ainsi que nous l'avons vu dans le premier exposé, les régimes sociaux et politiques qui se sont constitués dans les pays où le capital a été exproprié ne sont que des régimes transitoires. La question : en avant vers le socialisme ou en arrière vers le capitalisme, n'y est pas résolue. De toute manière, c'est sur l'arène mondiale que la réponse positive vers le socialisme sera donnée. Mais, en outre, les bureaucraties parasitaires qui, à l'instar de la bureaucratie du Kremlin, y exercent le pouvoir sont elles-mêmes l'expression de la réaction bourgeoise qui campe à l'intérieur des Etats ouvriers dégénérés ou bureaucratiques dès leur origine. Dans aucun pays, le prolétariat n'exerce le pouvoir. Une révolution politique est indispensable pour que le prolétariat chasse du pouvoir les bureaucrates parasitaires, prenne le pouvoir, libère les nouveaux rapports de production des contraintes et déformations bureaucratiques, permettant aux forces productives de se développer pleinement.

Une nouvelle révolution, qui s'intègre à la révolution prolétarienne mondiale nécessaire pour exproprier partout le capital, condition de la réalisation du socialisme.

En dernière analyse, les bureaucraties parasitaires défendent à l'échelle mondiale le système capitaliste,

l'ordre bourgeois contre le prolétariat. La nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire entre l'impérialisme US, la bureaucratie du Kremlin d'un côté, la bureaucratie chinoise de l'autre, le démontre péremptoirement.

Le prolétariat de ces pays doit reconstruire ses organisations au cours même de la lutte contre les bureaucraties parasitaires. Il a besoin de nouveaux partis pour prendre et exercer le pouvoir : les partis de la IV<sup>e</sup> Internationale. Quant aux prolétariats des pays dépendant de l'impérialisme, coloniaux et semi-coloniaux, ils ne peuvent pas plus prendre le pouvoir et l'exercer sans parti révolutionnaire, section de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Bien entendu, il en va également de même dans les métropoles impérialistes, où se jouera définitivement le sort de la révolution prolétarienne mondiale.

C'est un des apports, avec la théorie de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme pourrissant, de Lénine à la théorie de la révolution permanente, que celui du rôle indispensable, décisif, des partis et de l'Internationale dans le processus de la révolution prolétarienne mondiale, que Trotsky a intégré à la théorie de la révolution permanente.

---

## 1 — « LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE »

---

La question de la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut être séparée de celle de l'internationalisme, c'est-à-dire des fondements objectifs de l'internationalisme prolétarien.

Dès le « Manifeste du parti communiste », première affirmation programmatique du mouvement ouvrier, l'internationalisme est l'un des deux traits distinctifs des communistes par rapport à toutes les autres tendances du mouvement ouvrier :

« Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nation-

lité et communs à tout le prolétariat, et, dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble. »

La fameuse formule du « Manifeste » « les prolétaires n'ont pas de patrie » ne doit donc pas être comprise dans un sens négatif, privatif. Les prolétaires n'ont pas de patrie parce que le contenu de leurs luttes, de leurs intérêts de classe, est international, bien que la forme de la lutte du prolétariat soit nationale.

La constitution du prolétariat comme classe, c'est-à-dire le processus de son organisation comme classe à travers ses luttes contre la bourgeoisie, nécessite et ne prend toute sa dimension que dans son organisation internationale.

Les bases de l'internationalisme prolétarien ne sont pas à rechercher dans une fraternité vague d'opprimés, mais dans la situation sociale du prolétariat, dans le développement même du capitalisme. C'est l'existence du marché mondial, de la division internationale du travail, qui fonde l'internationalisme prolétarien. L'organisation internationale est donc, en dernière analyse, l'expression nécessaire du mouvement politique organisé du prolétariat : le parti de classe est international.

C'est ce qu'illustre la constitution de la I<sup>re</sup> Internationale, fondée sur l'indépendance de classe du prolétariat, rassemblant dans ce cadre tous les courants et toutes les tendances et contenant embryonnairement en son sein tous les problèmes qui allaient se développer dans le cours de l'histoire du mouvement ouvrier.

---

## 2 — DE LA I<sup>re</sup> A LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Les formes successives d'organisation du prolétariat comme classe internationale ne relèvent pas de décisions arbitraires : elles procèdent des grands événements de la lutte des classes.

La continuité entre la I<sup>re</sup>, la II<sup>e</sup>, la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> Internationales n'est pas une sorte de fil idéal qui courrait à travers les différentes étapes du mouvement ouvrier : c'est une réalité tangible, exprimée dans l'activité organisée du prolétariat et qui trouve son affirmation la plus haute en termes de programme, dans l'unité de la théorie et de la pratique réalisée dans l'organisation. Le programme n'est pas un système d'idées, mais l'expression consciente du mouvement du prolétariat.

Les organisations internationales qui se sont succédées ne sont pas nées de décisions arbitraires : elles procèdent des grands événements de la lutte des classes (c'est l'écrasement de la Commune de Paris qui scelle le sort de la I<sup>re</sup> Internationale, c'est l'explosion de la première guerre impérialiste qui entraîne la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, c'est la défaite du prolétariat allemand en 1933 qui fait que l'Internationale communiste est passée « définitivement du côté de l'ordre bourgeois »).

C'est donc en relation avec les développements de la lutte des classes que se justifie la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Comme l'explique Trotsky, la IV<sup>e</sup> Internationale est surgie de grands événements de la lutte des classes, des plus grandes défaites du prolétariat. Il ne faut pas avoir une vue unilatérale de cette affirmation. Ces défaites — provoquées par la politique des directions stalinienne et social-démocrate, et avant tout par les conséquences de la dégénérescence de l'URSS, par le rôle de la bureaucratie stalinienne — rendent nécessaire la poursuite du combat pour le parti mondial de classe, par la lutte pour une nouvelle Internationale, la IV<sup>e</sup>. Mais celle-ci trouve ses racines dans la III<sup>e</sup> Internationale, dans la première révolution prolétarienne victorieuse, la révolution d'Octobre, que le stalinisme a pu trahir mais dont il n'a pu détruire l'ensemble des conquêtes : c'est dans l'ère des guerres et des révolutions que naît la IV<sup>e</sup> Internationale.

La IV<sup>e</sup> Internationale se fonde sur un programme : le « Programme de transition », qui généralise théoriquement à la fois l'analyse de l'impérialisme et l'ensemble des expériences des

luttons du prolétariat, de ses défaites comme de ses victoires. Le « Programme de transition » est un aboutissement qui s'appuie sur les éléments programmatiques dégagés par les marxistes à travers la lutte de classe du prolétariat (« Manifeste communiste », « Critique du programme de Gotha », clarification sur la question de l'Etat à partir de l'expérience de la Commune de Paris, éléments de caractère programmatique élaborés par l'Internationale communiste : thèses sur la démocratie prolétarienne et la démocratie bourgeoise du I<sup>er</sup> Congrès de l'Internationale communiste ; documents sur le front unique de classe, le gouvernement ouvrier et paysan des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste).

La IV<sup>e</sup> Internationale ne marque donc pas un recul : non seulement elle s'inscrit dans la continuité du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière qu'elle préserve, mais encore elle le prolonge.

### 3 — LE PROGRAMME DE TRANSITION ET LA FONDATION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Mais les conditions historiques dans lesquelles la IV<sup>e</sup> Internationale est fondée ne constituent pas un élément incident de son développement et de son histoire.

Trotsky n'a en effet jamais identifié la constitution de la IV<sup>e</sup> Internationale avec sa construction. Les conditions historiques dans lesquelles la IV<sup>e</sup> Internationale est née (« des plus grandes défaites ») n'étaient pas identifiables à celles de la naissance de la III<sup>e</sup> Internationale (dans la foulée de la victoire de la Révolution russe). Le développement de la IV<sup>e</sup> Internationale, sa construction comme parti mondial de la révolution socialiste, ne peut s'envisager indépendamment de la marche de la classe ouvrière internationale à la révolution socialiste. Cette marche ne saurait être linéaire : elle intègre les contradictions nées de la domination sur le mouvement ouvrier des appareils contre-révolutionnaires du stalinisme et de la social-démocratie. Obligatoirement, la

reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale elle-même empruntera bien des chemins, utilisera des formes diverses, sera un processus continu se développant dans la discontinuité.

« Il n'est pas douteux que la crise que traverse la IV<sup>e</sup> Internationale et celle du mouvement ouvrier dominé par le stalinisme et le réformisme sont un seul et même problème »,

est-il écrit dans le rapport de l'OCI sur la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (cf. la neuvième thèse publiée dans « La Vérité » - numéro spécial 561).

La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est la seule solution à cette crise : en dernière analyse, la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale s'identifie à celle du mouvement de la classe sur de nouveaux axes. C'est toujours en donnant toute cette dimension historique et en tirant toutes les conclusions, y compris tactiques, que Léon Trotsky posait la question de la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'un des derniers documents rédigés par Léon Trotsky, le « Manifeste de la Conférence d'alarme » de mai 1940, éclaire parfaitement cette question :

« Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins que l'on désigne ainsi une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies, de guerres, d'insurrections, de brefs intermèdes de trêves, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit se baser sur cette perspective. L'histoire lui donnera assez d'occasions et de possibilités pour l'éprouver, lui permettre d'accumuler une expérience, d'arriver à maturité. Plus tôt se rassembleront les rangs de l'avant-garde et plus brève sera l'époque des sanglantes convulsions, plus réduites seront les destructions que subira notre planète. Mais en aucun cas le grand problème historique ne sera résolu sans qu'un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat. La question des rythmes et des délais est d'une immense importance, mais elle ne modifie pas la perspective générale, ni l'orientation de notre politique. La conclusion est simple : il est néces-

saire de poursuivre le travail d'éducation et d'organisation de l'avant-garde du prolétariat avec une énergie multipliée. En cela précisément réside la tâche de la IV<sup>e</sup> Internationale. »

Il est nécessaire ici de revenir sur la justesse de la nécessité de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938, et en la reliant à la signification historique du « Programme de transition ».

C'est précisément dans une discussion sur le « Programme de transition » que Trotsky expliquait :

« La signification du programme, c'est la signification du parti... Cette cohésion (celle du parti) réside dans la compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est cela le programme du parti. »

Le programme, c'est donc la définition des tâches de l'avant-garde prolétarienne, fondée sur l'analyse des tendances essentielles de notre époque, celle de l'agonie du capitalisme. Il s'agit, comme le note « Quelques enseignements de notre histoire », de

« la stratégie concrète de la prise du pouvoir par les masses sur la base des mots d'ordre et des formes d'organisation dirigés vers ce but à l'initiative de l'avant-garde ».

Et cela, parce que le « Programme de transition » concentre en termes théoriques l'expérience accumulée par un siècle de combats de la classe ouvrière pour son émancipation, en même temps qu'il constitue une généralisation de l'analyse de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme.

Dire que la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire, c'est résumer, concentrer toute une analyse du développement historique. L'axe du « Programme de transition », c'est que, comme conséquence de l'ensemble du développement du capitalisme et de la lutte du prolétariat (« les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques »), ce sont les conditions « subjectives » (la constitution de la direction révolutionnaire du prolétariat) qui sont la clé des conditions objectives nécessaires au renversement du capitalisme.

La fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, sur la base de son programme, ne réglait pas la question de sa construction.

Elle était un acte politique indispensable : la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale n'avait rien d'une « formalité », elle était la nécessaire conclusion en termes d'organisation (unité entre la théorie et la pratique) du contenu même du « Programme de transition ».

Comme il est écrit dans « Quelques enseignements de notre histoire » :

« L'existence même de la IV<sup>e</sup> Internationale était le gage, l'unique gage que l'expérience historique du prolétariat ne se dissolve pas en une idéologie, par définition étrangère au marxisme. Indépendamment des hommes qui, à un moment donné, furent porteurs de ces idées et succombèrent à la pression de la classe ennemie, la IV<sup>e</sup> Internationale toujours vivante fut à même d'offrir aux militants conscients le cadre de leur combat pour qu'ils redonnent son sens au programme de la révolution prolétarienne mondiale. »

Dans la période de formation de la IV<sup>e</sup> Internationale, en août 1935, Trotsky écrivait :

« La IV<sup>e</sup> Internationale ne souffrira bien entendu pas dans ses rangs de monolithisme mécanique. Au contraire, une de ses plus importantes tâches est de régénérer à un niveau historique plus élevé la démocratie révolutionnaire de l'avant-garde révolutionnaire. Les bolcheviks-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit. Ils sont prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions vraiment révolutionnaires. Mais ils refusent catégoriquement d'adapter leur politique à la psychologie des cliques opportunistes et de renoncer à leur propre drapeau. »

Il s'agit ici de la méthode même de la construction du parti révolutionnaire, de la construction de l'Internationale. Il faut donc s'arrêter à cette citation pour en dégager le contenu concret.

Il faut écarter une interprétation restrictive ou étroitement conjoncturelle.

relle de cette phrase, du genre : « Trotsky disait cela à un moment où n'était pas encore jouée la question de savoir quels courants seraient ou ne seraient pas au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale ; il s'agissait de regrouper. »

En fait, Trotsky écrivait cela à un moment où s'engageait une lutte à mort avec la politique contre-révolutionnaire du Front populaire, et où Trotsky allait mettre tout son poids politique dans la balance pour aboutir à la rupture avec les courants qui capitulaient devant le Front populaire.

Et ainsi les leçons de l'activité de Trotsky dans la lutte pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, avant et après sa fondation, en interdisent une interprétation opportuniste ou fédéraliste (l'Internationale comme « fourretout » de courants sans base principale) ; les « fractions vraiment révolutionnaires » se définissent par référence au programme de la révolution socialiste, c'est-à-dire aujourd'hui au « Programme de transition ». L'Internationale révolutionnaire (instrument nécessaire à l'émancipation du prolétariat) ne peut être que la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais il n'y a pas de préalable pour mener la discussion avec les organisations, les courants, les militants, qui partent de la nécessité de l'Internationale.

La vérification de la justesse de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938 s'est exprimée sans équivoque dans la deuxième guerre impérialiste, dans les années de la plus noire barbarie comme lors de la vague révolutionnaire qui marquera la fin de la guerre.

La guerre mondiale sonnait le glas des formations centristes qui avaient opposé à la nécessité de l'Internationale le préalable de « se construire d'abord à l'échelle nationale ». Seules les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans les pays impérialistes « démocratiques » comme dans les pays subissant l'occupation nazie, combattirent toutes (quelles que soient les erreurs) sur la ligne de l'internationalisme prolétarien, commençant à construire sur cette ligne, malgré la répression, les organisations dont nous sommes les continuateurs.

Seules les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale (en France, en Angleterre, en Italie, en Grèce, en Indochine) expri-

mèrent consciemment les aspirations révolutionnaires des masses aspirant à en finir avec l'exploitation capitaliste et l'Etat bourgeois en 1943-1945.

---

#### 4 — AUX ORIGINES DU PABLISME

---

La réorganisation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1945-1946 ne règle pas les problèmes posés par les conditions de sa constitution : en d'autres termes, la contradiction qui existait entre la nécessité de la IV<sup>e</sup> Internationale et sa construction n'était pas résolue.

Si la IV<sup>e</sup> Internationale réorganisée est une réalité vivante et centralisée, si elle est le seul cadre où sont abordés sérieusement et au compte de ses intérêts immédiats et historiques les problèmes auxquels la classe ouvrière fait face, et où l'on tente d'appliquer la méthode marxiste aux problèmes surgis de la lutte des classes, elle reste pourtant toujours déterminée par les conditions de sa naissance. Les liens qui l'unissent à la classe ouvrière restent ténus et, par là même, ses organisations sont sensibles aux pressions des forces ennemies de la révolution prolétarienne. La jeune IV<sup>e</sup> Internationale a été gravement éprouvée par la conjonction de la répression stalinienne et impérialiste, elle a perdu nombre de ses cadres, dont Léon Trotsky.

La faiblesse de la IV<sup>e</sup> Internationale se marque d'abord par la faiblesse politique de sa direction — du Secrétariat international, dont l'action se situe alors dans le cadre de la défense du programme et des principes de la IV<sup>e</sup> Internationale — qui tend à développer une fausse conception de la construction de l'Internationale. Cela se révèle d'abord au niveau des « méthodes de direction » (mais ces méthodes ont un contenu politique), c'est-à-dire d'une hyper-centralisation qui ne correspond pas à l'homogénéisation politique de la direction et à ses besoins. Mais cette conception d'une direction omnipotente doit s'appuyer sur une vision idéaliste de la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat, sur une conception qui



combine le subjectivisme et l'objectivisme. Le Secrétariat international se voit comme « la » direction (la direction de rechange) déjà constituée hors de l'action du prolétariat (ce qui l'amène à tomber dans le subjectivisme), et attendant sa reconnaissance de la fatalité des bouleversements révolutionnaires (objectivisme).

Cette déviation, qui tend à vider le programme que l'on défend de son contenu véritable en l'« idéologisant », est grandement renforcée par la démission de la direction du SWP de ses responsabilités internationales. Elle « délègue » en quelque sorte son rôle international (rôle capital car non seulement le SWP bénéficiait d'une grande continuité dans la sélection de sa direction, mais celle-ci avait été associée à Trotsky) au Secrétariat international, achevant d'élever celui-ci artificiellement au-dessus de l'Internationale, et en même temps elle l'abandonne à lui-même en échange d'un fonctionnement fédéraliste (les « affaires » du SWP ne sont pas discutées à l'échelle de l'Internationale), laissant les mains libres à Pablo.

Ce processus interdit un bilan politique sérieux et complet de l'Internationale, indispensable pour résister théoriquement et pratiquement aux forces qui poussent à sa dislocation.

Ce développement conduit à de graves « glissements » politiques qui vont dans le sens de l'abandon de la méthode marxiste et qui, s'ils ne peuvent être confondus avec le pablisme (révisionnisme caractérisé et généralisé du programme et des principes de la IV<sup>e</sup> Internationale), préparent le terrain de son émergence.

Dans le complément à la résolution du XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI sur « Crise et reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale », ces faits sont ainsi analysés :

« Dans de nombreux documents, l'OCI a montré comment « la défense réelle du programme et donc de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée par Trotsky en 1938 » — qui commandait alors l'activité du Secrétariat international — « n'était pas exempte d'équivoques » (Thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI — 9<sup>e</sup> thèse). Nous ne reviendrons ici que brièvement sur quelques exemples de ces

« équivoques » théoriques et politiques qui préparent la voie au révisionnisme.

Le manifeste de la conférence internationale d'avril 1946 déclare : « *La politique mondiale pour la période qui s'ouvre devant nous est caractérisée par cette contradiction fondamentale qui existe entre l'impérialisme dans son ensemble et l'Union soviétique.* »

Ce glissement vers la conception selon laquelle ce n'est plus l'antagonisme entre les classes décisives, bourgeoisie et prolétariat, qui est fondamental, mais la contradiction entre l'impérialisme et l'Union soviétique est accentué au II<sup>e</sup> Congrès mondial, en 1948. Dans le document principal qui y est adopté, on peut en effet lire :

« *L'antagonisme URSS-USA domine de loin la scène internationale, mais il n'éclipse pas totalement les antagonismes secondaires et l'importance d'autres facteurs dans le développement politique dans d'autres parties du monde (...). La polarisation sur le terrain des rapports internationaux entre l'URSS et ses satellites d'une part, et le camp des pays capitalistes, sous l'égide de l'impérialisme américain, d'autre part, se développe parallèlement à une accentuation des antagonismes de classe et à une polarisation accrue au sein de plusieurs pays capitalistes.* »

C'est déjà la division du monde en « blocs », substituée à l'unité mondiale de la lutte des classes, conception dont on sait l'importance dans le système idéologique que Pablo et ceux qui le suivront dresseront contre la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme, qui s'introduit dans des documents dont la ligne générale est pourtant une tentative de défense des acquis théoriques du trotskysme. Ce qui est en germe ici, c'est la rupture avec la méthode même du matérialisme dialectique : la « contradiction entre l'URSS et l'impérialisme » dont parle le texte de 1946 n'est pas saisie comme une détermination spécifique de l'antagonisme entre les classes fondamentales, bourgeoisie et prolétariat, qui trouve son expression en URSS dans le conflit entre la

bureaucratie (agence bourgeoise au sein de l'Etat ouvrier) et les conquêtes d'Octobre, mais est érigée comme un phénomène en soi au-dessus de la lutte des classes (ou parallèlement à celle-ci).

La route est ainsi théoriquement ouverte aux thèses pablistes, qui feront de cette « contradiction », exprimée en « forces matérielles et techniques », l'essence des conflits auxquels l'humanité est confrontée ; la crise de l'humanité se jouant en définitive dans l'issue d'un conflit entre « deux camps », dont l'un est dirigé par la bureaucratie du Kremlin, l'activité consciente du prolétariat et la formation de sa direction révolutionnaire étant ainsi reléguées au magasin des accessoires. »

---

## 5 — CRISE DESTRUCTRICE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE, CONTENU DU PABLISME, SIGNIFICATION ET PORTEE DE LA LUTTE DE LA SECTION FRANÇAISE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Il faut ici rappeler le contenu politique de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire caractériser le révisionnisme liquidateur de Pablo et de Mandel. Les matériaux pour une telle caractérisation sont développés en particulier dans « Défense du trotskysme » I et II, mais on les trouvera rassemblés dans la neuvième thèse (Congrès et textes du XX<sup>e</sup> Congrès - numéro spécial de « La Vérité »).

Ce qui est essentiel, c'est de souligner le caractère et les conséquences de cette crise : le centre dirigeant forgé par Léon Trotsky, qui s'est maintenu jusqu'en 1950, a été détruit, la IV<sup>e</sup> Internationale a été détruite comme organisation mondiale centralisée sur la base du « Programme de transition ». C'est pourquoi il faut reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale.

Reconstruire un centre dirigeant sur la base du « Programme de transition », fonctionnant suivant les principes du centralisme démocratique, tel est le contenu politique de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Résoudre la crise de la direction révolutionnaire à quoi se ramène la crise de l'humanité, telle est la tâche de la IV<sup>e</sup> Internationale, le contenu de notre époque, époque de la révolution socialiste. Ces deux aspects ne sont pas séparables.

a — Dans quelles conditions se noue — entre 1950 et 1952 — la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale ? Au niveau des apparences, la situation mondiale est marquée par la tension URSS-USA (guerre froide) : les Etats capitalistes paraissent stabilisés, les appareils préservent leur contrôle sur la classe ouvrière, et là où se mènent contre l'impérialisme des guerres révolutionnaires se développant sur la base de l'effondrement des structures de ces pays comme produit de la vague révolutionnaire mondiale (Chine, Vietnam), elles sont dirigées par des partis qui se réclament de leur allégeance au Kremlin.

En réalité, la perspective est dominée par les conséquences de la vague révolutionnaire qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale et qui a pu être contenue (voir thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès et la troisième partie du rapport international du XX<sup>e</sup> Congrès). Contradictoirement, au moment où ces nouveaux rapports de forces mondiaux entre les classes commencent à se transcrire au sein du prolétariat mondial, nourrissant la crise du stalinisme, celui-ci est au pinacle de sa puissance politique.

C'est sur ce dernier aspect, abstrait de l'unité mondiale de la lutte des classes dans l'espace et de sa continuité dans le temps, que s'appuie le révisionnisme. Mais il ne s'agit pas d'un processus intellectuel. Il s'agit de l'expression politique de forces sociales dépendantes de l'impérialisme et prioritairement du stalinisme (d'où l'exactitude scientifique de l'expression « le pablisme flanc-garde de la bureaucratie ») ; le véhicule en est la remise en cause des fondements de la méthode marxiste.

b — Les spéculations sur l'« immédiateté » de la guerre qui vient ne sont que le prétexte, la forme. Le contenu est déjà donné par la formule « guerre-révolution », qui fait d'une troisième guerre mondiale la forme « inédite » de la révolution, c'est-à-

dire qui postule que le renversement du capitalisme à l'échelle mondiale est un processus indépendant de l'organisation et de l'activité consciente du prolétariat.

c — Le révisionnisme radical et liquidateur du pablisme justifie totalement la caractérisation qu'en donnera le SWP en novembre 1953 (en résumé : l'abîme qui sépare le révisionnisme pabliste du trotskysme est si profond qu'aucun compromis n'est possible politiquement ni organisationnellement).

Ce révisionnisme radical trouve son expression cristallisée dans « Où allons-nous ? » :

« La réalité objective, pour notre mouvement, est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique. »

Ces positions anti-trotskyistes définissent la ligne des documents du III<sup>e</sup> Congrès mondial (1951), même si ceux-ci contiennent des éléments contradictoires.

La crise de l'impérialisme s'exprime dans le fait que, seule, la majorité de la section française s'oppose à ces positions révisionnistes. Un certain « habillage » trotskyste suffit à les faire accepter au nom de la défense du « centre » international. La direction du SWP, qui a alors tu ses critiques, qui est restée silencieuse sur les méthodes de Pablo et qui, en 1952, au Comité exécutif international, a voté pour l'exclusion de la section française, porte une lourde responsabilité dans la gravité des coups portés à la IV<sup>e</sup> Internationale par Pablo et ceux qui l'ont suivi.

La crise aboutit ainsi à plus qu'une scission, à une dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale, à sa destruction comme organisation mondiale centralisée sur la base du « Programme de transition ».

Le caractère anti-trotskyiste et liquidateur du pablisme s'affirme dans la

lutte des classes précisément face aux grands événements qui matérialisent le début du changement des rapports politiques au sein du prolétariat mondial : l'insurrection de Berlin-Est en juin 1953, qui ouvre l'ère de la combinaison de la révolution sociale et de la révolution politique, la grève générale française d'août 1953.

Ce sont ces manifestations qui amènent le SWP, pour sa défense comme organisation trotskyste, à dénoncer le pablisme et à appeler à la formation du Comité international. Décision d'une importance considérable, qui marque qu'il ne s'agit pas de la faillite de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais de la faillite du Secrétariat international abandonnant le trotskysme, qui exprime le fait que la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale n'a pas été rompue, qu'elle est vivante dans l'activité des organisations qui combattent sur la base du « Programme de transition ». A partir de là, se dégage la voie de sa reconstruction.

d — Mais il ne s'agit pas d'un processus automatique, fatal. La continuité — et en ce sens la possibilité ultérieure de la formation du Comité international — a avant tout été assurée par le combat de la section française, du PCI, dont l'OCI est la continuation. C'est dans ce combat que plongent les racines du combat international de l'OCI et de la place particulière qu'elle tient aujourd'hui dans le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## 6 — LE COMBAT POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE, LE COMITE INTERNATIONAL, LE COMITE D'ORGANISATION

Par quelle méthode aborder la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ?

Stéphane Just écrivait dans « Défense du trotskysme » :

« La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut pas résulter d'une proclamation du Comité international par laquelle celui-ci s'affir-

merait direction internationale. Elle ne peut être que le fruit d'une longue lutte théorique et politique, qui détruira la fiction du « Secrétariat international » et éliminera jusqu'à la dernière trace de « pablisme » au sein des organisations qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle ne pourra aboutir à la restructuration d'une organisation mondiale centralisée qu'à la suite de discussions théoriques et politiques approfondies, fatalement longues parce que devant aboutir à une très grande homogénéité théorique et politique, parce que nous devons apporter des réponses à de très nombreux problèmes théoriques et politiques qui se sont posés au cours de ces vingt dernières années et que n'a pas permis de résoudre la crise de l'Internationale. » (« La Vérité » — septembre 1965).

Cette « lutte théorique et politique » s'étend sur une période de temps plus longue sans aucun doute que ne pouvaient le penser ceux qui initièrent le combat contre le pablisme liquidateur. Il faut en revenir encore une fois au texte de Trotsky de 1940 : « les rythmes et les délais » ont une grande importance, mais ils ne modifient pas la perspective générale. Les rythmes et les délais ont fait que le combat pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale comme direction révolutionnaire du prolétariat a pris la forme du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée en 1938 et détruite comme organisation mondialement centralisée par le pablisme.

La « lutte théorique et politique » intègre la réalité vivante de l'activité des organisations trotskystes, intervenant dans la lutte des classes pour la construction de partis révolutionnaires. Elle n'est pas séparable du développement d'ensemble de la lutte des classes internationale. Et c'est donc par rapport au mouvement de la classe dans son ensemble, et à ses expressions politiques, que le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale prend toute sa dimension.

La question de l'Internationale — qui ne peut recevoir de réponse que sur la base de la IV<sup>e</sup> Internationale et de son programme — est donc une

question qui correspond aux nécessités organiques de l'organisation du prolétariat comme classe, aux problèmes politiques surgissant de la lutte des classes, que des courants, des organisations, des militants tendent à formuler consciemment.

Dans les conditions créées par la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale — c'est-à-dire par sa destruction comme organisation centralisée — l'un des aspects de ce processus est fonction de cette crise et de sa continuation. Comme le soulignent les thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI :

« A partir de 1950-53, les deux courants se sont consolidés : le combat liquidateur et le courant trotskyste de la IV<sup>e</sup> Internationale. Entre les deux courants, toute une série de nuances intermédiaires se font et se défont. Le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale est néanmoins circonscrit entre ces deux courants. »

Ce combat n'est pas séparé de la lutte des classes : le combat entre les deux courants s'exprime par rapport à elle. Concrètement, cela se manifeste dans leur opposition irréductible par rapport à tous les grands événements de la lutte des classes, de la révolution hongroise (1956) à la révolution portugaise (1974).

Il faut maintenant brièvement rappeler et caractériser quelques phases de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

#### A — DE LA CONSTITUTION DU COMITE INTERNATIONAL (1953) A LA REUNIFICATION SANS PRINCIPES DE 1963

La constitution du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, à la suite de la lettre ouverte du SWP de novembre 1953, constituait une réaction aux conséquences ouvertement anti-trotskystes dans la lutte des classes du cours liquidateur de Pablo et de ses partisans. Cette réaction n'élucidait pas par là-même les racines de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale, et n'aboutissait pas automatiquement à une analyse globale du pablisme.

La constitution du Comité international représentait un acte politique

positif témoignant de la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale, exprimant le fait que c'est au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale, à partir de ses sections, que se dégageait, contre le révisionnisme, les forces œuvrant à sa reconstruction. Elle mettait fin à l'isolement de la section française, et justifiait son combat de défense de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais la section française était alors exsangue, saignée à blanc par la lutte menée contre le pablisme, combattant pour sa survie. Elle ne pouvait peser d'un poids politique correspondant à la place politique qu'elle occupait dans la constitution du Comité international.

L'équivoque du Comité international s'exprimait dans son titre (Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale), qui signifie que le Comité international s'érigait comme un « centre » face à un autre « centre », le Secrétariat international. La direction du SWP bloquait le développement de tout bilan véritable de la crise, et donc de toute caractérisation précise du pablisme comme courant politique anti-trotskyite, n'écartant pas ainsi la possibilité d'une réunification entre deux « variétés » du trotskysme.

On peut dire qu'avec 1953 (insurrection de Berlin-Est) s'ouvre l'ère de la révolution politique, c'est-à-dire de ce que nous avons appelé alors « la crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme », la combinaison de la révolution sociale et de la révolution politique. 1956 verra la révolution hongroise des conseils succéder à la montée révolutionnaire du prolétariat polonais. Le Secrétariat international opposera en fait la « réforme » de la bureaucratie à la révolution.

Mais au sein du Comité international, ce n'est que la section française — et dans une certaine mesure la Socialist Labour League d'Angleterre, exploitant au profit de la construction du parti révolutionnaire la crise du PC britannique — qui tirent toutes les conclusions de la situation qui émerge.

La contre-révolution frappe. La révolution hongroise est écrasée. C'est une victoire de la contre-révolution au compte de l'impérialisme qui ouvre la voie à une offensive mondiale de la réaction : instauration du régime gaul-

liste, déploiement de l'offensive de l'impérialisme américain en Asie.

C'est dans ces conditions que le SWP constate un « rapprochement » avec le Secrétariat international. La révolution cubaine constituera le « prétexte », le contenu étant donné par le fait que la révolution cubaine « prouverait » que la révolution peut se faire sans direction révolutionnaire trotskyite, et par la volonté d'aboutir à une réunification sans discuter des motifs et des causes de la scission.

L'OCI et la SLL refuseront cette réunification sans principes, dont le fondement est le refus d'un bilan de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les conditions dans lesquelles se trouve alors l'OCI font que l'essentiel de la polémique contre les positions de la direction du SWP sera l'œuvre de la SLL. On peut dire de la défense du programme faite alors par la SLL qu'elle était faussée partiellement par un glissement vers un marxisme formel et idéologique (comme c'était le cas pour la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1945-49). Mais elle se situait sur la base du programme.

#### B — DE 1963 A L'ECLATEMENT DU COMITE INTERNATIONAL ET A LA CONSTITUTION DU COMITE D'ORGANISATION (1972)

La réunification de 1963 a comme résultat d'aggraver les conséquences de la crise destructrice de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Bien évidemment, elle affaiblit les forces qui rejettent la conciliation avec le révisionnisme au sein d'une même Internationale. Mais elle menace et affaiblit politiquement les organisations qui cherchent à se situer sur le terrain du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale et qui ont pris la lourde responsabilité d'accepter cette conciliation sans principes avec le révisionnisme.

Le Secrétariat international devenu « Secrétariat unifié » reprendra son activité et développera les thèmes du « néo-capitalisme », de la réforme de la bureaucratie, des nouvelles avant-gardes, du guérillisme, etc.

L'OCI, qui commence à se construire comme organisation, élabore plus précisément sa conception de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ce sont ces conceptions qui seront consignées dans la résolution adoptée par la III<sup>e</sup> Conférence du Comité international (1966). Mais l'accord de la SLL est purement formel, comme les développements politiques qui prendront place le prouveront.

La SLL ne parvient pas à s'émanciper d'une conception « national-trotskyiste », c'est-à-dire qu'elle subordonne le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale à la construction de la SLL comme « grand parti ». Cette conception prend la forme de prétendre que la SLL est en quelque sorte « la IV<sup>e</sup> Internationale ».

Le rapport entre les différenciations au sein du Comité international et la lutte des classes n'est pas mécanique. Les processus qui vont culminer en 1968 dans l'ouverture d'une nouvelle période de la lutte des classes (celle que l'OCI qualifiera de « période de l'imminence de la révolution » — cf. thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès), dans la mesure où les déviations de la SLL ne sont pas surmontées politiquement par la discussion au sein de l'organisation, ne vont pas, par le jeu de la « pression » des événements, les éliminer, mais au contraire les révéler et les accuser.

Refusant la discussion, la SLL renoncera totalement à la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Sa rupture, qui aboutit à l'éclatement du Comité international, se fait à travers son refus de défendre la révolution bolivienne et son acquis le plus élevé, l'Assemblée populaire.

C'est dans ces conditions contradictoirement exprimées dans la poursuite de phénomènes de dispersion et de liquidation, accompagnées du renforcement et de l'émergence d'organisations qui demeurent déterminées par leur fidélité au « Programme de transition », que se forme le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La continuité de la lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale a été assurée. Mais la IV<sup>e</sup> Internationale reste à reconstruire.

C'est cette réalité que le Comité d'organisation prend en compte :

« Il n'y a pas de centre dirigeant, il faut reconstruire le centre dirigeant sur les principes du centralisme démocratique ; tel est le contenu de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La II<sup>e</sup> session de la pré-conférence propose, en conséquence, la constitution du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui se fixe pour tâche de reconstruire le centre dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Adhèrent à ce Comité d'organisation les organisations, groupes qui proclament leur volonté de combattre sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour reconstruire le centre dirigeant dont ils admettent que celui-ci n'est pas encore existant.

C'est ainsi que le Comité d'organisation constituera en premier lieu le cadre de discussion internationale le plus large. Il se fixe de convoquer une nouvelle conférence sur l'ordre du jour inscrit dans la résolution générale.

Mais le Comité d'organisation ne limite pas sa tâche à créer un cadre international de discussion. Il poursuivra le travail engagé pour la construction de sections nationales de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cette tâche doit s'ordonner sur les perspectives révolutionnaires de la lutte de classe internationale et dans chaque pays, et leur traduction dans la crise du mouvement ouvrier international qui dégradera du stalinisme, de la social-démocratie et des organisations nationalistes petites-bourgeoises des pays arriérés, des courants, fractions et groupes recherchant le chemin de la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat. Ces groupes et organisations engagés dans la lutte des classes qui, quelles que soient leurs origines politiques, ressentent l'exigence pressante de la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays et de l'Internationale, instrument indispensable à la victoire du prolétariat dans chaque pays et sur l'arène mondiale de la lutte des classes, à la victoire du socialisme, sont invités à la conférence et à sa

préparation, avec l'accord du Comité d'organisation.

C'est seulement ainsi que sera assurée la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale, et sa reconstruction engagée. »

---

## 7 — PERSPECTIVES IMMEDIATES ET PROBLEMES PRESENTS DE LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Il faut en revenir encore à la méthode de Trotsky. En dehors de la compréhension du fait que la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale comme direction révolutionnaire est organiquement liée à la marche de la classe ouvrière internationale à la révolution prolétarienne, on ne peut déchiffrer l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui apparaît alors comme « chaotique », inintelligible.

Ce serait là la pire des erreurs. Quelle que soit l'appréciation qui restera de tel ou tel participant du combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale, les luttes fractionnelles, les crises, n'ont jamais été des « tempêtes dans un verre d'eau », mais l'expression des problèmes cruciaux de la construction du parti révolutionnaire.

La IV<sup>e</sup> Internationale est à la fois une composante et un enjeu de la lutte des classes. Elle est, répétons-le, liée organiquement à la marche d'ensemble du prolétariat international vers son émancipation, marche qui ne saurait être linéaire. Et nécessairement, le développement de la IV<sup>e</sup> Internationale, la lutte pour la construction de partis révolutionnaires, sections de l'Internationale, concentrent toutes les contradictions de son mouvement.

Aujourd'hui, alors que s'approfondit la crise de l'impérialisme intégrant celle du stalinisme, où l'accentuation mondiale de la lutte des classes mine les fondements des anciennes relations entre les masses, leurs organisations traditionnelles, les appareils ; alors que se multiplient les déchirements, les crises, l'apparition d'organisations et de tendances s'orientant vers la

recherche d'une solution révolutionnaire, comment se pose la question ?

La période que l'OCI a définie comme la « période de l'imminence de la révolution », période où toutes les tendances de l'ère impérialiste atteignent leur pleine maturité, est donc celle où, de ce fait, le mouvement de la classe tend à se recomposer sur de nouveaux axes.

Le besoin de centralisation internationale, en termes de stratégie et de programme, du combat de la classe (c'est-à-dire le besoin de l'Internationale) est ressenti comme un besoin politique immédiat par des courants qui tendent à exprimer les processus révolutionnaires de la classe, se heurtant aux appareils et cherchant à s'en dégager.

C'est cela que résumait la résolution du Bureau international d'avril 1973, notant que :

« ... courants, fractions, tendances, cherchant du moins confusément à exprimer les processus révolutionnaires de la classe ouvrière, tendent à se dégager de la tutelle traître des appareils, et cela non seulement dans les organisations politiques et syndicales contrôlées par l'appareil du Kremlin, mais aussi dans les organisations social-démocrates. Le champ d'action en direction des grandes organisations, groupements, fractions, tendances, ayant rompu avec le réformisme et avec le stalinisme ira s'élargissant. »

Le « champ d'action » s'est élargi depuis 1974, en fonction du développement de la lutte des classes et en relation avec les problèmes qui surgissent de celle-ci. Mais ce phénomène n'est pas lui-même unilatéral, car il se déroule dans des conditions déterminées par des décennies de domination des appareils contre-révolutionnaires sur le mouvement ouvrier — et les courants qui s'engagent dans la voie de la rupture avec les appareils sont eux-mêmes marqués par cette domination. La crise de la IV<sup>e</sup> Internationale est elle-même un élément de cette situation qui en aggrave l'inévitable complexité.

Aussi, le caractère contradictoire des processus politiques dont nous parlions plus haut, à savoir la présence

simultanée d'éléments de regroupement et de clarification politique (d'éléments de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) et d'éléments d'aggravation de la dispersion politique et organisationnelle (la continuation de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale), est exacerbé par la maturation de la situation objective.

En d'autres termes, le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale définit la tâche stratégique de la prochaine période comme étant celle de

« surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde ».

Surmonter cette contradiction, c'est précisément reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais cette solution passe par la mobilisation des masses pour la conquête du pouvoir à travers les revendications transitoires. La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale est inséparable de la formation d'une politique exprimant les aspirations du prolétariat et les nécessités de sa lutte, intégrant à la construction du parti révolutionnaire les différenciations au sein des organisations qui expriment l'intensification de la contradiction entre les exigences et le contenu du mouvement des masses et la politique des appareils.

## 8 — RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE ET CONFERENCE OUVERTE

C'est par rapport à cette conception d'ensemble que se comprend la manière dont nous posons aujourd'hui la question d'une « conférence ouverte » (d'abord réalisable à l'échelle de l'Europe) convoquée par le Comité d'organisation comme un objectif dans la voie de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En décembre 1976, dans le rapport présenté au Bureau international, le camarade Just la définissait ainsi :

### « POSSIBILITE D'UNE CONFERENCE OUVERTE EN EUROPE »

Nous revenons à la citation de Trotsky faite au début de ce rapport, à la politique de reconstruction de la

IV<sup>e</sup> Internationale que concrétise la ligne de la conférence ouverte. Le moment est venu pour le Bureau international du Comité d'organisation de faire un pas en avant vers cette conférence ouverte. La possibilité de réaliser plus ou moins rapidement une conférence ouverte européenne doit être un des objets de la discussion de ce Bureau international du Comité d'organisation. L'importance en est considérable pour toute la politique de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La base sur laquelle une telle conférence peut être préparée et pourrait se tenir est simple :

Contre les bourgeoisies et les bureaucraties parasitaires de l'Europe, satellites de celles du Kremlin, pour le socialisme :

- droit des peuples à disposer d'eux-mêmes
- unité et indépendance nationales
- défense des libertés démocratiques
- libération des victimes de la répression capitaliste et bureaucratique
- indépendance de classe du prolétariat.

A l'Est :

- droit de grève
- constitution de syndicats indépendants de l'Etat
- liberté de presse sans restrictions
- suppression du monopole politique du parti dirigeant
- dissolution des forces de répression
- respect des libertés individuelles
- défense des acquis de la classe ouvrière, satisfaction des revendications
- évacuation des troupes du Kremlin
- abrogation des traités inégaux.

A l'Ouest :

- toute une série de revendications sur les libertés, la défense des acquis de la classe ouvrière, la dénonciation des accords et traités impérialistes et de ceux conclus entre l'impérialisme



et la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties parasitaires, s'appliquent. En outre, l'indépendance de classe du prolétariat prend nécessairement une forme concrète : front unique des partis ouvriers ; contre la politique traîtresse des Fronts populaires, de l'Union de la gauche, rupture avec la bourgeoisie ; lutte pour un gouvernement des partis ouvriers sans ministre ni représentant des partis bourgeois ; satisfaction des revendications, expropriation du grand capital.

La discussion étant ouverte sur cette base : action politique immédiate et concrète sur des points précis, notamment la question de la défense des victimes de la répression et pour les libertés. »

Cette perspective se matérialise en fonction du cours de la lutte des classes, en relation avec les rapports politiques établis par les organisations du Comité d'organisation avec tel ou tel courant ou organisation qui tend à remettre en cause la tutelle des appareils contre-révolutionnaires.

Comme le souligne le passage du rapport au Bureau international que nous avons cité, le terrain sur lequel peut se tenir une telle conférence, c'est celui de la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe — lutte dont le contenu est explicité par les mots d'ordre que rappelle le rapport.

Il ne s'agit donc pas de présenter les Etats-Unis socialistes d'Europe comme une sorte d'impératif idéologique, mais au contraire de poser la question en référence aux problèmes posés par la lutte des classes dans chaque pays, en relation avec les campagnes dont les organisations du Comité d'organisation peuvent prendre l'initiative (par exemple campagne contre la répression). La perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe trouve toute sa dimension dans le fait qu'en Europe se combinent révolution sociale et révolution politique, et qu'elle constitue donc un objectif condensant l'unité de lutte des prolétariats de l'Ouest et de l'Est. Mais le mouvement vers la révolution politique doit lui-même être saisi concrètement, à travers les problèmes discutés au sein des oppositions qui se réclament du socialisme, notamment en

Tchécoslovaquie et en Pologne, à travers l'affirmation du combat pour un mouvement ouvrier indépendant (Khlebanov).

De même la réalité de la crise généralisée de la domination en Europe doit être éclairée par la mise en relief des éléments de cette crise et de son développement à partir des situations concrètes qui la concentrent le plus nettement. Révolution portugaise, crises politiques en Espagne, en Italie, en France. Mais aussi crise qui commence en Angleterre, faiblesse et contradiction qui assaillent le capitalisme et la bourgeoisie d'Allemagne de l'Ouest.

Les traits qui se dégagent sont :

— Mobilisation de la classe ouvrière sur tous les terrains, engagée dans un mouvement qui la conduit à s'affronter à l'Etat bourgeois, à combattre pour réaliser son unité contre la bourgeoisie, son gouvernement, son Etat.

— Crise profonde, irréversible, du système en place de domination politique de la bourgeoisie.

— Au fur et à mesure que la tension grandit, l'obstacle au développement victorieux du mouvement de la classe ouvrière, c'est-à-dire le rôle joué par les appareils bureaucratiques et en particulier, à l'échelle européenne, par l'appareil stalinien, tient une place centrale dans tout le dispositif politique.

C'est à partir de ces éléments politiques, et en s'appuyant sur les militants, courants, groupes qui acceptent d'engager des discussions et de combattre sur certaines questions avec les organisations et militants appartenant au Comité d'organisation que se sont tenues au mois d'août 1978 des journées d'étude qui ont regroupé des militants d'organisations d'Allemagne, d'Angleterre, d'Irlande, de Suisse, de Belgique, d'Italie, d'Espagne, du Portugal, de Tchécoslovaquie, de Pologne.

(Nous renvoyons les camarades aux textes de « IO » a publiés au cours des semaines qui ont suivi ces journées d'étude, sur la défense des militants emprisonnés à l'Ouest et à l'Est, pour le retrait des troupes d'occupation d'Irlande et de Tchécoslovaquie, ainsi qu'à l'appel pour la Conférence européenne des 27, 28 et 29 janvier 1979

que « La Vérité » n° 584, décembre 1978, a publié).

L'ordre du jour de cette conférence était :

— Bilan de la campagne internationale contre la répression décidée par les journées internationales d'étude.

— La question nationale en Europe.

— Les élections au Parlement européen.

A la suite de cette conférence internationale se tenait un meeting international à la Mutualité contre la répression (voir article dans « La Vérité » n° 586, avril 1979).

Ni les journées d'études ni la conférence de janvier ne sont encore la « conférence ouverte » ayant la dimension d'une conférence sur le terrain du combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, mais c'est la méthode qui ouvre cette perspective qui a été appliquée. Il s'agit d'associer autour et à l'initiative des organisations européennes du Comité d'organisation des militants et organisations quelquefois extrêmement éloignés du trotskysme, sinon ennemis, dans une action réelle pour la défense des libertés, des militants victimes de la répression à l'Ouest et à l'Est, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, donc les questions nationales, étant évidemment une des libertés fondamentales. Ces questions sont au centre de la lutte contre la bourgeoisie et les bureaucraties parasitaires, contre l'« ordre » de Yalta et de Potsdam, donc du combat pour la révolution sociale et politique en Europe. Une fois de plus, il faut constater comment la théorie de la révolution permanente s'applique concrètement.

Au cours des semaines à venir le Secrétariat européen du Comité d'organisation devra prendre de nouvelles initiatives sur ces mêmes terrains, que la direction de l'OCI explicitera au moment opportun.

Il faut souligner que c'est seulement le Comité d'organisation qui peut prendre de telles initiatives, et surtout que leur réalisation dépend entièrement de l'activité des organisations du Comité d'organisation. Il faut encore souligner qu'il n'en découle pas auto-

matiquement la construction de sections ni la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais que ainsi nous ouvrons une voie, nous nous donnons les moyens d'intégrer directement à notre activité au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse dans la lutte des classes de chaque pays la dimension internationale.

La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale intègre et repose sur la construction des sections dans chaque pays. Mais la lutte pour la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays intègre la dimension de l'Internationale. C'est à l'échelle internationale comme à l'échelle nationale que l'activité de l'avant-garde révolutionnaire doit, pour reprendre une phrase de Trotsky, dégager

« une chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques et organisationnelles, en vue de souder les éléments les meilleurs, les plus clairvoyants du prolétariat mondial sous un drapeau sans tache ».

C'est à cela que correspond le combat pour la conférence ouverte.

---

## 9 — LE COMBAT POUR L'HOMOGENEISATION DU COMITE D'ORGANISATION : L'EXCLUSION DE PO

---

Comme le souligne encore le rapport présenté au Bureau international, dans des conditions différentes et sous des formes spécifiques, c'est la même méthode qui doit être employée en Amérique latine.

Mais d'autres problèmes ont surgi en Amérique latine, qui sont l'expression que les éléments de crise et de dispersion qui sont présents en même temps que les éléments d'homogénéisation et de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale sont aussi présents dans le Comité d'organisation.

La discussion sur les problèmes de la révolution prolétarienne en Amérique latine au sein du Comité d'organisation ne constitue aucunement une discussion « latino-américaine », mais bien une discussion internationale,

cruciale pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est sur cette compréhension que se fondait le refus de l'OCI d'accepter au VII<sup>e</sup> Bureau international (décembre 1976) la proposition de Política Obrera de faire du bulletin de discussion sur l'Amérique latine l'« affaire » des seules organisations latino-américaines, proposition qui remettait en cause le cadre international et le rôle du Comité d'organisation.

C'est sur cette compréhension que se fondait l'initiative de proposer la tenue d'une troisième conférence latino-américaine.

Mais cette initiative, en relation avec les développements dans la lutte des classes en Amérique latine, allait précipiter la maturation des problèmes politiques existant préalablement, et donner toute sa dimension au combat politique qui s'engage : non seulement la discussion sur l'Amérique latine est une discussion internationale, mais ce sont les problèmes les plus fondamentaux de la lutte des classes internationale qui sont présents dans cette discussion.

Au début de 1978, la direction de Política Obrera montait une opération de diversion en utilisant le prétexte d'un article paru dans « La Vérité ». Mais au travers d'elle, Política Obrera avait commencé à exposer ses positions. Nous avons montré alors que le texte présenté par Política Obrera était faux et erroné du point de vue des principes.

En effet, ce texte par sa position explicite sur la « question syndicale » (toute organisation qui se présente comme une organisation syndicale, même un syndicat fasciste, reste un syndicat ouvrier) rompt avec toute la conception marxiste de ce qu'est l'organisation de la classe en subordonnant en fait la lutte des classes fondamentales à notre époque à l'opposition pays oppresseurs/pays opprimés, au lieu de comprendre celle-ci comme une fonction de la lutte des classes, et avec la théorie de la révolution permanente.

Plus encore, il va jusqu'à qualifier le gouvernement Videla comme un gouvernement bonapartiste occupant

une place d'« arbitre » entre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale. Ce qui en fait un gouvernement bonapartiste ayant encore des traits de gouvernement nationaliste bourgeois (d'où l'attitude à l'égard de ses diverses composantes), alors qu'il s'agit d'un gouvernement compradore.

Très rapidement les choses devaient se clarifier. La 8<sup>e</sup> session du Bureau international décidait de mettre au début de son ordre du jour l'exclusion du Comité d'organisation de Política Obrera et de ses supporters. Un nouvel élément donnait sa pleine signification à la démarche de Política Obrera et de sa clique : la fraction chilienne de Política Obrera appelait à participer aux « syndicats » fascistes de Pinochet. Política Obrera et sa clique étaient exclus du Comité d'organisation.

Les problèmes les plus fondamentaux de la révolution prolétarienne sont impliqués : l'unité mondiale de la lutte des classes, la théorie de la révolution permanente et donc sur les fondements de l'internationalisme prolétarien. Cette lutte politique doit être menée jusqu'à son terme comme un moment du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Une nouvelle vague révolutionnaire se lève en Amérique latine.

Actuellement, c'est au Pérou que déferlent les flux les plus avancés de cette vague révolutionnaire, mais elle commence à se manifester dans d'autres pays, notamment le Brésil. D'autre part, l'activité politique du POMR au Pérou ouvre la voie pour toutes les sections des pays d'Amérique latine. Ces sections d'Amérique latine ont une politique authentiquement trotskyste. Política Obrera ne peut plus rester dans l'équivoque. Les liens avec le nationalisme bourgeois qu'elle n'a jamais tranchés l'obligent à aller beaucoup plus loin qu'elle n'est jamais allée dans le soutien de sa propre bourgeoisie. L'existence du POMR, de toutes les organisations du Comité d'organisation en Amérique latine et du Comité d'organisation comme tel, lui est intolérable.

Le POR de Guillermo Lora n'est certes pas une organisation de même nature que Política Obrera. Il reste une organisation trotskyste, mais une

organisation trotskyste mutilée par suite de son histoire et de son isolement, qui est caractéristique du « national-trotskyisme ». Il ignore en pratique les tâches démocratiques comme il ignore l'unité de la lutte des classes en Amérique latine.

Sans adopter les positions de Política Obrera et de sa clique, Guillermo Lora a démissionné du Comité d'organisation et se comporte comme un ennemi de celui-ci. Le POR est à un carrefour de son existence. Ou il rejoindra le Comité d'organisation en rectifiant ses erreurs, ou il se détruira.

Il ne s'agit pas d'une crise du Comité d'organisation mais du processus de son homogénéisation en fonction du développement de la lutte des classes, de l'intervention des organisations du Comité d'organisation, de la construction de sections et du renforcement du Comité d'organisation.

Pratiquement depuis sa constitution, le Comité d'organisation a proposé au Secrétariat unifié l'ouverture d'une discussion car, comme il le déclarait dès 1973,

« pour la première fois depuis 1952-1953, la discussion actuelle, qui englobe tous les principaux problèmes de principe, de stratégie et de tactique, signifie la possibilité de reprendre sur de nouvelles bases, et sur une expérience internationale considérablement enrichie, le débat qui a entraîné la scission de la IV<sup>e</sup> Internationale, proclamée en 1938, reconstituée en 1945-1946. »

La discussion, du fait des refus et des atermoiements du Secrétariat unifié, n'a pas encore véritablement commencé. Néanmoins des progrès vers l'ouverture d'une véritable discussion ont eu lieu. Une première brochure commune a été publiée, qui contient deux textes opposés sur la question de l'appréciation des PC. Mais les progrès les plus importants ont été faits à la rentrée politique de septembre 1978. Les journées d'études organisées par l'OCI à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la IV<sup>e</sup> Internationale ont été l'occasion d'un engagement public du dialogue. Il s'est poursuivi au cours du « Forum » organisé à la même occasion par la LCR.

Un accord a été conclu en vue d'organiser cette discussion en partant des textes que le Secrétariat unifié a produit pour préparer son congrès mondial. Enfin le Secrétariat unifié a invité officiellement le Comité d'organisation à participer comme observateur à son congrès mondial. Nous avons clairement défini le point de vue qui était le nôtre au départ de cette discussion au cours des journées d'études sur la IV<sup>e</sup> Internationale (voir « La Vérité » n° 584, décembre 1978). Au Pérou, des discussions sont engagées entre le POMR et le PRT. Ces deux organisations ont suivi sous l'impulsion du POMR, depuis plus d'un an, une ligne ayant de nombreux points communs. Nombre de problèmes sont à résoudre. Mais l'un des plus importants est celui de la double appartenance au Secrétariat unifié et au Comité d'organisation.

La discussion est pour nous une bataille politique qui a comme point de départ l'incompatibilité entre le trotskysme et le révisionnisme : il ne peut y avoir reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation mondiale centralisée sur la base du « Programme de transition » et fonctionnant selon les principes du centralisme démocratique que pour autant que le révisionnisme sera éliminé des rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous ne préjugeons pas qui, au bout du compte, sera d'un côté de la barricade ou de l'autre. Mais nous posons, en relation avec le développement de la lutte des classes et les problèmes politiques auxquels est confrontée la classe ouvrière, les questions de principe.

La IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas reconstruite, sa crise se poursuit.

S'il fallait une nouvelle preuve de cela, la discussion qui s'ouvre entre la majorité du Secrétariat unifié et le SWP à propos du caractère de la guerre entre la Chine et le Vietnam, de la nature de l'intervention du gouvernement du Vietnam au Cambodge, en apporterait un nouveau témoignage. Deux ans à peine après que la tendance Lénine-Trotsky se soit autodissoute, quelques mois après que les textes préparatoires au congrès mondial du Secrétariat unifié aient été élaborés en commun par les dirigeants des ex-tendances TLT et TMI, de nou-

veaux clivages portant sur des questions fondamentales se produisent. Bien entendu nous participerons à cette discussion.

Cependant, le Comité d'organisation ne se présente pas comme un centre dirigeant. Il est en premier lieu, comme le rappelle sa résolution de constitution, un « large cadre de discussion », tout en coordonnant la lutte pour poursuivre le travail déjà engagé de construction de sections nationales.

Au point de départ du Comité d'organisation, il y a nécessité de reconstruire un centre dirigeant sur la base des principes et du programme. Cette référence prend un contenu concret à travers l'homogénéisation du Comité d'organisation en relation avec les problèmes de la lutte des classes. C'est ainsi que le Comité d'organisation a été amené à établir l'incompatibilité entre l'appartenance au Comité d'organisation et des positions de soutien au Front populaire (à propos du Chili en 1973), l'incompatibilité entre l'appartenance au Comité d'organisation et la capitulation politique devant le sionisme, l'incompatibilité entre l'appartenance au Comité d'organisation et le soutien des « syndicats » fascistes au Chili.

Nous condamnons — parce que contraire aux nécessités de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale — l'idée d'une « coexistence pacifique » entre trotskysme et révisionnisme

comme base de l'existence de l'Internationale.

---

## CONCLUSION

---

L'intervention dans la lutte des classes des organisations du Comité d'organisation, au cours de situations révolutionnaires, comme au Pérou, la possibilité de construire comme en France une OCI de 10 000 militants, par exemple, la capacité du Comité d'organisation d'organiser des campagnes politiques internationales, la progression de l'homogénéisation du Comité d'organisation qui s'est manifestée à la dernière session du Bureau international par une élaboration politique collective de notre intervention en différents pays, la discussion qui s'ouvre avec le Secrétariat unifié : autant d'aspects qui marquent le renforcement du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le Comité d'organisation a fait les premiers pas sur la voie de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais une fois encore il n'est pas le centre dirigeant international indispensable, qui doit être constitué au cours de l'activité politique de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (pour la préparation de cet exposé vers sa discussion, utiliser largement le numéro spécial de « La Vérité » « Quarantième anniversaire de la IV<sup>e</sup> Internationale, plus d'un siècle de lutte pour l'Internationale ouvrière »).

Avril 1979.

conclusion  
 de la  
 de la  
 de la

de la  
 de la  
 de la



**POMR**

REGIONAL

AREQUIPA



# Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale



## La situation au Pérou et l'activité du POMR

par Luis FAVRE

*Les 16, 17 et 18 avril, une école de formation pour des militants latino-américains résidant en Europe, membres et sympathisants du Comité d'organisation, s'est tenue à Paris.*

*Pendant trois jours, une véritable discussion politique s'est déroulée avec la participation de cinquante camarades argentins, brésiliens, colombiens, vénézuéliens, mexicains, chiliens et péruviens.*

*Trois exposés introduisirent les débats et le travail des commissions : la théorie de la révolution permanente, par Stéphane Just ; les leçons des développements de la lutte des classes au Pérou, par Luis Favre ; la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, par François de Massot.*

*Dans ces pages de La Vérité consacrées à l'activité du Comité d'organisation et de ses sections, nous reproduisons des extraits de l'exposé du camarade L. Favre, qui illustre, à la lumière des événements de la lutte des classes au Pérou et de l'activité du POMR, les processus de la marche à la révolution prolétarienne dans des conditions où, comme nous l'avons déjà écrit, les sections du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne se limitent pas à tirer des leçons de ces événements, mais sont facteur agissant des processus révolutionnaires en cours.*

Le chef du gouvernement militaire du Pérou, le général Morales Bermudez, a donné une interview à Marcel Niedergang, du journal « Le Monde », le 13 avril 1979.

Dans cet article, Morales Bermudez aborde, de façon très claire, une série de questions qui peuvent servir d'introduction à la discussion sur les problèmes de la lutte des classes au Pérou.

Comme vous le savez tous, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et en particulier l'OCI en France développent en ce moment une campagne pour les libertés démocratiques au Pérou, pour la libération des prisonniers politiques, et en particulier pour la libération de notre camarade Humberto Chaparro, des militants et des mineurs de Cuajone, Toquepala et Ilo, et pour le rétablissement de la

liberté de la presse au Pérou. Ce sont là des mesures répressives prises par le gouvernement de Morales Bermudez pour arrêter la radicalisation et la mobilisation des masses péruviennes contre la dictature militaire. A ce propos, Morales Bermudez affirme :

« Aujourd'hui, on critique le gouvernement, on l'insulte, on l'accuse de comportement dictatorial. On nous dit des choses horribles, par écrit et oralement, on dit même que nous sommes un gouvernement de type fasciste.

Nous ne pouvons pas par conséquent lâcher les rênes du jour au lendemain. Nous n'avons pas les moyens d'un parti politique normal. Nous ne pouvons pas convoquer sur une place publique tous les capitaines, les commandants et les colonels. Nous ne pouvons donc pas, dans cette étape transitoire, respecter une pureté démocratique totale. »

De ces phrases se dégagent deux conclusions très importantes pour nous. La première est que Morales Bermudez entend continuer la politique de répression pour assurer son pouvoir politique et le maintien du régime militaire au pouvoir. La deuxième est que Morales Bermudez reconnaît ouvertement que le gouver-

nement militaire est profondément isolé par rapport à l'ensemble de la population du pays. Il n'a pas les moyens de mobiliser qui que ce soit pour le soutenir, où que ce soit, sauf, s'il le pouvait, ... les colonels, les commandants et les capitaines ! C'est-à-dire que, en dehors de la hiérarchie militaire qui soutient le régime de Morales Bermudez, il n'y a dans aucun secteur de la population une force capable de se mobiliser pour le soutenir. Cette constatation est très importante pour nous, car elle mesure le degré de décomposition atteint par le régime militaire instauré il y a dix ans, et qui avait alors suscité toute une série d'espairs dans les secteurs les plus arriérés du peuple péruvien. Il avait d'ailleurs reçu l'appui conscient de toutes les forces qui défendent l'ordre bourgeois à l'échelle internationale et qui savaient, elles, parfaitement à quoi s'en tenir : la bureaucratie du Kremlin par le biais du Parti communiste péruvien ; le gouvernement castriste, Fidel Castro présentant le gouvernement de Velasco Alvarado comme un « gouvernement révolutionnaire anti-impérialiste » de même type que le gouvernement cubain, représentant, avec le gouvernement de Torrijos à Panama et le gouvernement Allende au Chili, l'espoir de la libération nationale des peuples d'Amérique latine.

---

## la politique des forces armées péruviennes

---

A ce propos Morales Bermudez, dans l'interview que je viens de citer, se référant aux caractéristiques du gouvernement militaire qui se mit en place à partir de 1968, dit que ce qui a incité le gouvernement à engager un processus de « retour des civils », c'est surtout le souci des militaires

« de ne pas permettre que l'institution des forces armées puisse perdre son crédit, comme un parti politique au pouvoir. Il y a onze ans que nous sommes aux affaires, c'est long. Ce gouvernement ne ressemble pas aux

autres qui sont issus de coups d'Etat. Nous sommes un gouvernement institutionnel. C'est le gouvernement révolutionnaire des forces armées, comme si les forces armées étaient une formation politique. Or, le pouvoir use et détruit. Mais si les partis politiques peuvent s'user, les forces armées, elles, ne le peuvent pas, car elles sont une institution permanente dans la vie de la nation. Ce n'est pas que nous nous sentions incapables. Si cela était, nous ne serions pas au pouvoir. Mais nous ne pouvons pas prendre le risque de nous détruire. »



Ce risque existait-il, demande le journaliste du « Monde », au début de l'expérience militaire en 1968 ? Et Morales Bermudez répond :

« Il existait. Mais nous avons pu atteindre des objectifs très importants. Le plan de transfert du pouvoir a été préparé et rédigé par l'armée. Et notre philosophie n'a pas changé : consolider le processus révolutionnaire en évitant qu'il ne dérive vers l'étatisme communiste ou qu'il ne revienne à des formes dépassées de capitalisme pré-révolutionnaire. »

Je crois que nous pouvons partir de cette deuxième citation pour analyser les raisons du coup d'Etat de Velasco Alvarado, la nature de son gouvernement, la politique qu'il mit en œuvre et les conditions de son échec.

Le 3 octobre 1968, les forces armées prennent le pouvoir au Pérou.

Elles y sont conduites par deux problèmes fondamentaux de la lutte des classes dans ce pays et malgré le risque, rappelé par Morales Bermudez, que les forces armées, comme institution, prennent totalement en charge le pouvoir.

Le premier est la profonde crise politique du régime de Belaunde Terry, un gouvernement « parlementaire » qui a pris un caractère de plus en plus bonapartiste, au travers duquel se développe une corruption intense des sphères gouvernementales. Celles-ci ont atteint un tel stade dans leur volonté de livrer le pays à l'impérialisme étranger que, lors de la signature du fameux contrat sur le pétrole par le gouvernement Belaunde Terry, on ne livrera à l'opinion publique que dix pages de ce contrat, car la onzième contenait une soumission tellement abjecte à l'impérialisme étranger que le gouvernement de Belaunde Terry a préféré éviter que tout le monde en prenne connaissance. C'est, pour ainsi dire, le prétexte dont se servent les forces armées pour prendre le pouvoir.

Mais cette crise politique est alimentée fondamentalement par la mobilisation de la classe ouvrière et des masses paysannes. Notons que, malgré la répression contre la guérilla ouverte dans la région de la Convencion, où Hugo Blanco apparaît comme leader paysan, une profonde instabilité mine

les rapports sociaux à la campagne, précisément à partir de l'aspiration du mouvement paysan à la possession de la terre. En même temps commence à s'organiser le syndicalisme paysan sur un terrain d'indépendance de classe.

En second lieu, pour ce qui est du mouvement ouvrier, notons la grève générale illimitée de 1967 dans la ville d'Arequipa et l'affrontement avec les forces armées qui s'ensuit pour montrer le point atteint par la radicalisation du mouvement ouvrier contre le gouvernement de Belaunde Terry. Mais ce mouvement vers l'indépendance de classe du prolétariat s'exprime de la manière la plus achevée dans la lutte contre le contrôle qu'exerce alors l'APRA sur le mouvement ouvrier péruvien. Ce parti bourgeois, qui se réclame du combat anti-impérialiste et du nationalisme, a dominé étroitement pendant de longues années le mouvement ouvrier péruvien à travers la Confédération des travailleurs du Pérou (CTP). En 1968, se reconstitue la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), centrale fondée par José Carlos Mariategui sur la base de l'indépendance du prolétariat. A la reconstitution participent dans le cadre du front unique les militants du PCP et ceux d'une organisation centriste importante pour le Pérou, qui s'appelle Vanguardia Revolucionaria, et d'où sortiront les cadres qui donneront naissance plus tard au POMR, section péruvienne du Comité d'organisation. La reconstitution de la CGTP est un moment très important de la marche à l'indépendance du prolétariat.

---

### LE COUP D'ETAT DE VELASCO ALVARADO

---

Velasco Alvarado réalise un coup d'Etat typiquement préventif : face au développement d'une situation qui se dirige vers l'éclatement de la crise révolutionnaire, les forces armées et la hiérarchie militaire décident de prendre en charge le pouvoir en instaurant un régime bonapartiste, empreint de traits nationalistes bourgeois. Plusieurs types de mesures accompagnent la venue au pouvoir du régime de Velasco Alvarado, ce qui va nous per-

mettre de comprendre la nature de classe du gouvernement qui s'installe alors au Pérou.

La première de ces mesures consiste en une série de restrictions imposées au capital étranger. Immédiatement après le coup d'Etat, le gouvernement nationalise l'International Petroleum Company, procède à la nationalisation d'une série d'entreprises liées à ce monopole impérialiste et met en route un projet de réforme agraire et la création d'une série de coopératives dans le domaine agricole.

Mais, parallèlement à ces mesures anti-impérialistes limitées que prend le gouvernement Velasco Alvarado, une série de concessions sont faites au capital étranger. L'autorisation d'exploitation du pétrole dans la zone de l'Amazonie péruvienne est donnée par exemple à des entreprises étrangères, et, en particulier, à l'Occidental Petroleum Company, qui se trouve aujourd'hui au centre d'un conflit extrêmement important dans le département de Loreto.

Par ailleurs, le gouvernement procède à la création d'une série d'organismes qui ont pour objectif de contrôler le mouvement des masses en l'intégrant à l'Etat bourgeois, de liquider son caractère indépendant, et d'assurer, à partir de là, non seulement la stabilité du gouvernement Velasco Alvarado en tant que tel, mais la stabilité de l'ordre bourgeois dans le pays. Car celle-ci est mise en cause, non seulement par les masses, mais aussi, contradictoirement, par les mesures anti-impérialistes limitées que le gouvernement a été amené à prendre. C'est-à-dire que se développe une situation à laquelle nous nous sommes déjà référés dans notre discussion sur la révolution permanente : la mise en œuvre d'une série de mesures qui vont dans le sens de la réalisation des aspirations nationales et démocratiques du peuple péruvien, de son indépendance nationale, de la défense de sa souveraineté, de la liquidation de l'arriération agraire du pays, toutes ces initiatives que prend Velasco Alvarado se trouvent en même temps vidées de leur contenu progressiste de par leur caractère forcément limité et incomplet et dans la mesure où le gouvernement bourgeois se fixe prioritairement

l'objectif de maintenir l'« ordre » dans le pays.

Ces mesures deviennent un facteur accentué de désordre de l'économie et naturellement de la situation sociale dans le pays.

Le gouvernement de Velasco Alvarado prend le pouvoir, le Pérou ayant une dette extérieure d'un montant approximatif de 300 millions de dollars. Aujourd'hui, cette dette extérieure a atteint 15 milliards de dollars, comprenant dette publique et dette privée. C'est-à-dire qu'un gouvernement qui se réclame de la lutte anti-impérialiste, qui prend une série de mesures restrictives par rapport au capital étranger, finit par endetter le pays comme jamais aucun gouvernement, fût-il le plus réactionnaire et le plus conservateur, ne l'a jamais fait au Pérou. Preuve flagrante de l'incapacité de la « bourgeoisie nationale », même lorsqu'elle prend une série de mesures restrictives par rapport à la pénétration étrangère, de ce que, par peur de la mobilisation révolutionnaire des masses, elle puisse résoudre les tâches démocratiques et anti-impérialistes nécessaires pour assurer un développement indépendant du pays.

La préoccupation fondamentale de Velasco Alvarado fut de créer des organismes tendant à intégrer le mouvement ouvrier à l'Etat bourgeois. Il s'applique d'abord à constituer un organisme d'Etat dénommé SINAMOS (système national de mobilisation sociale) dont l'objectif est, à partir des fonds du budget public, de pénétrer dans les organisations syndicales, de créer un syndicalisme parallèle et, là où les organisations syndicales ne peuvent être détruites, de procéder par la corruption à la destruction du mouvement syndical indépendant. Signalons que, conjointement à la constitution du SINAMOS, le gouvernement militaire crée la CTRP (Confédération des travailleurs de la révolution péruvienne), appelée à remplacer la CGTP et à instituer un syndicalisme unique, intégré au régime militaire dont elle défend les intérêts. A la campagne, le gouvernement crée la Confédération nationale agraire (CNA), dont l'objectif est de freiner l'évolution du syndicalisme paysan indépendant, qui s'est exprimée à travers la

constitution de la Confédération paysanne du Pérou (CCP).

En liaison avec ces organismes, le gouvernement crée les « Communautés de travail », dont l'objectif est d'assurer la « participation ouvrière » au profit des entreprises du secteur nationalisé comme du secteur dit d'économie mixte : c'est la recherche de l'association capital-travail, vieille utopie réactionnaire de tous ceux qui prétendent éliminer la lutte des classes par décret.

### **VERS LA CHUTE DE VELASCO ALVARADO**

Face à la création de ces organismes, la réaction du mouvement ouvrier ne se fait pas attendre, et ce dans des conditions tout à fait intéressantes. Car, tant par le fait que le gouvernement Velasco Alvarado prend une série de mesures anti-impérialistes, mêmes limitées, parce qu'il compte de plus sur l'appui du PCP et du gouvernement cubain, parce qu'il est attaqué dans la presse par les secteurs traditionnellement réactionnaires et conservateurs de la bourgeoisie péruvienne, parce qu'enfin le gouvernement des Etats-Unis manifeste son mécontentement devant les mesures prises, il est indiscutable qu'il existait des illusions dans la classe ouvrière, véhiculées par les appareils contre-révolutionnaires, en ce qui concernait la possibilité que le gouvernement militaire réalise et satisfasse ses propres aspirations. Et cependant, malgré toutes ces illusions, démontrant à quel point la conquête et la défense d'organisations syndicales indépendantes par le prolétariat le constituent comme classe opposée à l'ordre bourgeois, en dépit des appareils qui dirigent ces organisations et au-delà des illusions que peuvent se faire les travailleurs eux-mêmes, le mouvement ouvrier péruvien s'oppose massivement à la création de ces organismes. Il repousse la constitution de la CTRP comme les tentatives d'intégration à l'appareil d'Etat à travers le SINAMOS. Un profond conflit se développe ainsi de 1973 à 1975 entre le mouvement ouvrier combattant pour préserver ses organisations syndicales indépendantes et le gouvernement

militaire appuyé sur ses institutions de type verticaliste, qui cherche à intégrer le mouvement ouvrier à un système corporatif. Le gouvernement crée alors le Movimiento Laboral Revolucionario (MLR), qui — je le signale à la fin parce qu'il représente un peu la dernière pierre mise à l'ensemble de cet échafaudage d'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat bourgeois — est un mouvement typiquement fasciste qui s'appuie sur une bande de lumpens payés avec l'argent de l'Etat. Il a pour objectif avoué d'attaquer les armes à la main les assemblées de travailleurs ou les sièges des syndicats indépendants en essayant d'assurer à travers cette répression la destruction du mouvement syndical indépendant.

Notons que c'est en 1973 que, contre la CTRP, Hernan Cuentas participe au combat pour la constitution du syndicat des travailleurs de Cuajone en tant que syndicat indépendant, que se développe la grève des mineurs du Sud et qu'a lieu la marche sur Arequipa, qui sera suivie d'une profonde répression, de la destruction du syndicat de Cuajone et de la déportation du camarade Hernan Cuentas. A Cuajone, la CTRP contrôlera à nouveau les travailleurs des mines jusqu'à l'année dernière où, appuyé sur la mobilisation révolutionnaire des masses, le camarade Hernan Cuentas interviendra avec d'autres députés pour reconstituer le syndicalisme indépendant à Cuajone.

La chute de Velasco Alvarado en 1975 est le produit de l'incapacité d'intégrer le mouvement ouvrier à l'Etat, objectif pour lequel l'ensemble de la bourgeoisie était disposée à soutenir le gouvernement militaire malgré ses mesures anti-impérialistes limitées et la réforme agraire partielle. L'échec du gouvernement dans ce domaine fondamental démontre que, si l'impérialisme et la bourgeoisie sont disposés à des concessions limitées en échange de la « paix sociale », le gouvernement militaire est incapable d'assurer cette dernière, qui implique d'autre part la liquidation de toute mobilisation révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, condition nécessaire à la réalisation d'une véritable indépendance nationale.

L'indépendance nationale implique une rupture telle avec le marché mon-

dial dominé par l'impérialisme que seules les forces qui n'ont aucun lien avec le capital financier — ce qui n'est le cas d'aucune fraction de la « bourgeoisie nationale », en aucun pays du monde — peuvent la réaliser. La bourgeoisie, même son aile la plus radicalisée, la plus touchée, si l'on peut dire, par les mesures de concentration monopoliste impulsées sous la houlette du capital financier, est incapable de procéder à cette rupture avec le marché mondial et d'engager à partir de là une mobilisation révolutionnaire capable de résister au blocus de l'impérialisme.

Cette combinaison de désordre économique, de crise, de chômage massif, d'inflation galopante, de faillites financières, d'endettement envers l'impérialisme étranger, liée à la radicalisation croissante du mouvement ouvrier et à l'incapacité de l'intégrer à l'Etat, voilà ce qui pousse les forces armées et la bourgeoisie péruvienne à réaliser un nouveau coup d'Etat et à destituer Velasco Alvarado.

## LA POLITIQUE DU PCP

J'aimerais maintenant aborder la question sous l'angle de l'activité de la classe ouvrière, et la manière dont celle-ci, au sein du mouvement ouvrier, a réussi à préserver ses organisations syndicales indépendantes, car cette question est très importante et va marquer l'avenir de la mobilisation des exploités au Pérou.

Comme je l'ai déjà dit, le PCP appuie le coup d'Etat de Velasco Alvarado comme étant la réalisation de la « révolution agraire, démocratique et anti-impérialiste ». Il va jusqu'au point d'expliquer que la principale bataille du mouvement syndical et du mouvement ouvrier est d'augmenter la productivité. Il met en avant une forme d'« unicité syndicale », comme ce que le stalinisme essaya d'instituer au Portugal pour lutter contre le développement de la révolution prolétarienne. Au Pérou, cela signifie tout simplement fondre la CGTP au sein de la CTRP, fusion qui se ferait sous le contrôle du gouvernement militaire, appuyé par le PCP. Mais cet appui du PCP au gouvernement militaire n'exige pas seulement la

destruction de la CGTP. Il faut aller plus loin encore. Le PCP et ses cadres syndicaux doivent se porter au premier rang du combat contre les masses dans les grèves, dans les mobilisations.

Les dirigeants et cadres staliniens de la CGTP doivent s'opposer physiquement au combat des travailleurs ; un peu, peut-être, comme les dirigeants CGT de la ville de Roanne en France, qui viennent de signer un accord avec le patron de l'entreprise, acceptant un blocage général et des réductions de salaires qui atteignent 12,2 %. Il serait nécessaire que la CGTP et ses cadres syndicaux interviennent en faveur du patronat et du gouvernement militaire dans chaque assemblée, dans chaque conflit ; qu'ils défendent systématiquement le point de vue du gouvernement militaire dans chaque assemblée, dans chaque conflit ; qu'ils appuient les licenciements massifs programmés : en un mot, qu'ils s'opposent frontalement au mouvement ouvrier. Le PCP se lance dans cette épreuve et essaie de l'imposer au sein de la CGTP. Aussi provoque-t-il en 1973 la première crise grave qui secoue le PC péruvien, crise qui va opposer l'appareil contre-révolutionnaire aux ordres de la bureaucratie du Kremlin et des cadres syndicaux du PCP, en particulier Victor Cuadros, secrétaire général de la Fédération des mineurs, et Ricardo Diaz Chavez, membre du comité central du PCP, avocat de cette fédération. Tous deux vont être expulsés du PCP en 1973 parce qu'ils se refusent — Victor Cuadros l'a expliqué lors des meetings qu'il a tenus en France quand il était déporté — à intervenir contre les grèves qui se déroulent face au gouvernement militaire. La grève de 1973 donne l'occasion au PCP d'accuser ces militants de « division ultra-gauche » pour les exclure. La Fédération des mineurs quitte alors la CGTP.

Signalons également ceci : le Syndicat unique des travailleurs de l'éducation, le SUTEP, un puissant syndicat qui regroupe les enseignants du primaire et du secondaire, passe aux mains d'une organisation maoïste, Patria Roja. Mais l'essentiel réside ailleurs : à travers le combat contre la politique d'appui du PCP au gouvernement militaire, le SUTEP sort de la CGTP parce qu'il refuse justement

d'accepter les diktats de la bureaucratie stalinienne, qui contrôle la centrale majoritaire du mouvement ouvrier péruvien.

A partir de là commence un processus propre au mouvement ouvrier péruvien qu'il est important d'analyser.

En tant que tels, nous sommes par principe partisans d'une seule centrale syndicale des travailleurs, unique et démocratique, indépendante de l'Etat et des partis bourgeois. Mais ce contenu d'indépendance vis-à-vis de l'Etat et des partis bourgeois n'est pas une simple formalité que l'on peut, pour ainsi dire, ignorer, au nom de l'« unité », qui peut aussi devenir une coquille vide, le contraire de l'unité profonde du mouvement ouvrier, une mascarade bureaucratique contraire aux intérêts et aux revendications du mouvement ouvrier. Au Pérou, nous sommes en présence d'une situation apparemment chaotique, mais c'est le processus vivant au travers duquel, certes avec des confusions politiques parfois contraires à la lutte conséquente pour l'indépendance de classe du prolétariat, une série de fédérations syndicales et de directions nationales du mouvement ouvrier commencent à rompre avec l'appareil dirigeant de la CGTP et se proclament fédérations syndicales indépendantes.

Ceux qui condamnent cette « division » comme affaiblissant les rangs du mouvement ouvrier se placent en fait sur le terrain du gouvernement

militaire, car à travers elle le mouvement ouvrier péruvien a préservé en réalité la CGTP comme centrale de classe. Car, si la direction de la CGTP ne fusionne finalement pas avec la CTRP, renonçant à cette centrale unique avec l'appareil d'Etat, cela est principalement dû au fait que les fédérations indépendantes au Pérou auraient alors repris le sigle de la CGTP abandonné par les dirigeants staliniens et assuré la continuité profonde du mouvement qui l'avait constituée. L'appareil du PCP ne prend pas ce risque, d'autant qu'il sait que la CGTP se serait dans ce cas reconstruite contre lui, c'est-à-dire dans des conditions infiniment plus favorables pour le combat indépendant du prolétariat.

Contradictoirement à sa politique, l'appareil stalinien du PCP se voit obligé de maintenir la CGTP, précisément parce que les fédérations syndicales indépendantes constituent la continuité historique du mouvement ouvrier péruvien vers son indépendance de classe. Et ce ne sont pas seulement le SUTEP (syndicat des enseignants) et la Fédération des mineurs du Pérou en 1973, mais ensuite la Fédération des brasseurs, la Fédération du verre, la Confédération paysanne du Pérou et de nombreux syndicats de base qui commencent à chercher, au travers de leur rupture avec l'appareil stalinien, certes de manière encore confuse, un pôle de regroupement indépendant les centralisant contre le gouvernement militaire.

---

## le gouvernement Morales Bermudez

---

La réalisation du coup d'Etat de Morales Bermudez en 1975 pour essayer de résoudre cette crise sociale, économique et politique dans laquelle le gouvernement de Velasco Alvarado s'est débattu est moins centrée sur la question de la politique économique que sur la nécessité d'infliger une profonde défaite au prolétariat. Velasco

Alvarado prétendait s'appuyer sur le mouvement des masses en le contrôlant, tandis que Morales Bermudez part de l'échec de cette tentative de Velasco afin de préparer l'affrontement contre elles. Il prépare la guerre civile, et c'est dans cette situation qu'il décide l'arrestation de Victor Cuadros, Hernan Cuentas, José Ona,

## L'APPEL DU POMR

### « AUCUNE CONCILIATION... »

« La grève de la Fédération des pêcheurs a montré le chemin de la victoire des masses. La grève de la Fédération des pêcheurs, pour la victoire des revendications contre l'impérialisme et le gouvernement nationaliste bourgeois qui se soumet à lui, pose avec toute sa force la question des méthodes du combat centralisé des masses ; elle met à l'ordre du jour la bataille pour la grève générale nationale du prolétariat et de tous les travailleurs des villes et des campagnes (...).

Le POMR, qui lutte pour la dictature du prolétariat et pour le socialisme, exprime le sentiment majoritaire de millions d'ouvriers, de paysans, d'employés, d'enseignants et de jeunes étudiants, des femmes au foyer et des noyaux qui réclament une issue ouvrière et populaire à la situation actuelle, et déclare : ce sont les directions nationales, celles qui occupent la direction des organisations syndicales nationales CGTP, CTRP et CUOS, CCUSC, CNA, SUTEP, CCP ; ce sont les partis politiques qui se réclament de la classe ouvrière et de l'anti-impérialisme : PCP, VR, Patria Roja, PST, Bandera Roja, PCR, FIR, qui doivent prendre en charge la responsabilité d'organiser et conduire le combat unitaire de la classe ouvrière et des masses populaires pour la victoire des revendications des pêcheurs et de tout le peuple opprimé.

Le POMR, qui lutte pour la complète indépendance politique et organisationnelle des organisations des masses vis-à-vis de l'Etat et du gouvernement bourgeois, et qui combat pour empê-

Arturo Salas, Ricardo Diaz Chavez et Genaro Ledesma. Tous ces militants sont envoyés à la prison de El Sepa.

La campagne internationale pour leur libération, développée sur la base du front unique ouvrier par l'OCI et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, la délégation de la Ligue des droits de l'homme conduite par M<sup>e</sup> Dechezelles à Lima, les multiples délégations et télégrammes à l'ambassade du Pérou en France interviendront comme un puissant facteur d'aide aux travailleurs péruviens, qui prit une place décisive dans la bataille pour la libération des prisonniers et permit une première victoire contre la dictature militaire en 1976.

## DE LA GREVE DES PECHEURS...

La grève des pêcheurs se développe sur deux mois, fin 1976. Une de ses premières caractéristiques est de faire exploser un des bastions de la CTRP, puisque la Fédération des pêcheurs était encore contrôlée par elle et qu'il ne s'était pas produit de rupture décisive avec les syndicats de base des pêcheurs.

Des heurts armés se produisent à Chimbote, à El Callao, entre le MLR, la bureaucratie de la CTRP et les pêcheurs, qui constituent leur comité de grève, tiennent leurs assemblées et les défendent contre les bandes armées créées sous Velasco et maintenues par le gouvernement de Morales Bermudez. Un conflit de classe de grande ampleur s'ouvre autour de la grève des pêcheurs, consciemment isolée par la direction de la CGTP pour permettre au gouvernement militaire de remporter une victoire sur toute la ligne et d'imposer un recul au mouvement ouvrier. Le gouvernement militaire décrète l'état d'urgence dans tout le pays ainsi que la militarisation, suspend les garanties individuelles et lance une vaste campagne de répression qui va jusqu'à l'arrestation de tous les dirigeants de la grève, du comité de grève. Il cherche à interdire la constitution, sur la base du comité de grève des pêcheurs, d'un Commandement de lutte nationale qui puisse

généraliser la résistance des masses contre le gouvernement de Morales Bermudez. La bureaucratie de la CGTP s'oppose à toute mesure de solidarité avec la grève des pêcheurs, prêtant ainsi main forte au gouvernement dans la répression. De son côté, le POMR combat, à partir de la grève des pêcheurs, sur le mot d'ordre de la constitution du « commandement politique », ouvrant ainsi une perspective politique pour la victoire de la grève des pêcheurs, pour le combat des masses péruviennes (voir l'appel que nous publions ci-contre). Ce commandement se réalise partiellement sous la forme d'un « commandement de lutte » composé d'organisations syndicales, mais d'une manière déformée dans la mesure où il laisse ainsi de côté le contenu politique profond du combat des pêcheurs, qui était susceptible de donner une dimension nationale au conflit les opposant au gouvernement militaire.

Apparemment, la grève des pêcheurs se termine sur un échec du point de vue des revendications. Au bout de deux mois, elle prend fin. Mais pendant ces deux mois, malgré l'état de siège, les pêcheurs ont tenu leurs assemblées, préservé leur indépendance de classe et centralisé leur action. Sur le terrain politique, c'est une défaite pour le gouvernement militaire, une défaite qui va provoquer un tournant dans les rapports de forces entre les classes, modifier le cours de la crise politique de la bourgeoisie et du gouvernement militaire et ouvrir la voie à la mobilisation indépendante de la classe ouvrière. La grève des pêcheurs, parce que le gouvernement militaire n'a pu briser son mouvement, prépare politiquement la grève nationale du 19 juillet 1977.

### ... A CELLE DU 19 JUILLET 1977

Notons que la grève nationale du 19 juillet 1977 joue un rôle extrêmement important. Il s'agit d'un processus profondément politique, qui s'exprime sur le terrain syndical, processus à travers lequel le mouvement ouvrier concentre politiquement l'unité de ses rangs contre le gouvernement militaire. Au travers de la mobi-

### ...AVEC LE GOUVERNEMENT MORALES BERMUDEZ »

cher que la crise et la décomposition du gouvernement nationaliste bourgeois n'entraînent le prolétariat et ne l'amènent à la défaite, déclare :

**Aucun appui au gouvernement de Morales Bermudez, qui se soumet à l'impérialisme !**

**Aucune conciliation avec le gouvernement de Morales Bermudez, qui attaque les travailleurs !**

**Mobilisons-nous et combattons pour en finir avec le gouvernement de Morales Bermudez !**

Seul un gouvernement qui rompra avec l'impérialisme et qui sera responsable devant le peuple, qui seul détient la souveraineté, peut sortir le pays de la crise, assurer le pain, l'emploi, les salaires, la liberté, une vie digne pour les travailleurs et tous les opprimés et exploités (...).

Le POMR, qui a proposé aux organisations de la classe ouvrière et du peuple, syndicats et partis politiques, la constitution d'un Commandement politique pour faire face dans l'unité aux tâches que la situation politique exige, appuie inconditionnellement l'appel fait dans sa lettre du 26 octobre par la Fédération des pêcheurs pour constituer un Commandement national de lutte d'urgence, lequel, en répondant aux aspirations unitaires des travailleurs, prendra les initiatives nécessaires pour défendre les revendications des pêcheurs et de tout le peuple péruvien contre l'impérialisme, la bourgeoisie et le gouvernement de Morales Bermudez, qui applique la politique du capital financier (...). »

Lima, le 2 novembre 1976.  
Bureau politique du POMR.

lisation, des grèves, de ce qui constitue une conquête de la grève des pêcheurs — c'est-à-dire la tenue, malgré la répression, des assemblées générales, des comités de grève, la lutte pour généraliser à travers le comité central de grève et le « commandement de lutte » les autres secteurs en conflit et la grève qui se maintient pendant deux mois —, une profonde maturation s'opère, essentiellement concentrée sur la CGTP. L'exigence de l'action unitaire du mouvement ouvrier est telle que les dirigeants de la CGTP décident, pour continuer à garder le contrôle de la situation, d'appeler à la grève nationale de vingt-quatre heures. D'abord, c'est la première fois que la CGTP appelle à une grève nationale de vingt-quatre heures depuis sa reconstitution. Ensuite, elle intervient au moment où l'évolution politique du mouvement ouvrier lui permet de démontrer sa force, entraînant les masses paysannes, les masses des bidonvilles dans la lutte contre le gouvernement de Morales Bermudez, centralisant ainsi sa propre activité et, derrière lui, celle des masses opprimées de tout le pays.

Le 19 juillet, selon les militants péruviens — et, comme plusieurs sont présents ici, ils pourront largement l'expliquer dans les commissions —, a lieu la grève nationale la plus massive de toute l'histoire du mouvement ouvrier péruvien.

Le prolétariat s'érige en dirigeant de la nation, contre le gouvernement militaire, ce qui approfondit et accélère la crise de ce dernier.

Comme le dit Morales Bermudez dans son interview au journal « Le Monde », les forces armées ont accepté de courir un danger en 1968 parce qu'elles pensaient qu'il pouvait et devait être couru, pourvu qu'il assure la « paix sociale ». Les forces armées ne sont pas certes un parti politique, comme il le rappelle, mais la colonne vertébrale de l'Etat bourgeois. Et si les forces armées se disloquent sous l'impact direct des coups des masses et de l'usure du pouvoir, comme le dit Morales Bermudez, alors c'est la révolution prolétarienne — comme on la voit en Iran, comme on l'a vue se développer au Portugal — qui serait à l'ordre du jour dans des conditions où le premier pilier de

l'Etat bourgeois, les forces armées, se trouverait dans l'incapacité de se « réserver », si l'on peut dire, pour la contre-révolution.

## LE « PLAN POLITIQUE » DE MORALES BERMUDEZ

Voilà dans quelle situation et pourquoi Morales Bermudez annonce ce que l'on appelle le plan « Tupac Amaru ». Ce plan, malgré toute une série de considérants, se résume fondamentalement à l'aspect politique de ce que l'on y dénomme le « transfert de pouvoir aux civils ».

Il consiste à convoquer pour le 4 juin 1978 des élections à une Assemblée constituante, totalement octroyée par le régime militaire, et à réaliser en 1980 des élections générales précédées d'élections municipales. Ceci devrait permettre la constitution d'un gouvernement civil en 1980, tandis que les forces armées se retireraient du pouvoir.

Il est évident que le plan « Tupac Amaru » correspond réellement à une nécessité pour la bourgeoisie péruvienne, non seulement parce qu'il implique le retrait des militaires du pouvoir dans des conditions de crise au sein des forces armées, mais aussi parce que son caractère échelonné n'est pas arbitraire et correspond au développement de la situation politique. Le transfert de pouvoir des militaires doit se faire évidemment en direction des partis bourgeois, mais ces partis bourgeois n'ont pas fonctionné depuis 1968. En second lieu, ils sont profondément divisés quant à la politique à suivre. L'Action populaire exige des élections immédiates, et est même prête à appuyer un coup d'Etat qui réaliserait ces élections immédiates, car elle considère qu'il n'est plus possible de laisser les militaires au pouvoir parce que la révolution prolétarienne peut éclater, précisément à cause de leur présence au pouvoir. Pour elle, il est nécessaire de faire les choses beaucoup plus rapidement. Un parti comme l'APRA manifeste de telles divisions en son sein que seule la présence de Haya de la Torre comme leader bonapartiste du parti à qui se subordonnent les fractions peut assu-



rer une certaine unité. Mais Haya de la Torre a quatre-vingt-cinq ans...

Enfin, il est évident que le régime militaire a créé toute une série d'institutions qui se sont partiellement confondues avec l'Etat bourgeois péruvien, qui en font partie. Si le gouvernement militaire procède à la dissolution immédiate et brutale de ces institutions, il se créera une situation d'ouverture, de brèche, de dislocation de l'appareil d'Etat qui peut ouvrir son cours à la crise révolutionnaire, et c'est ce que le gouvernement militaire prétend éviter avec son plan politique. Il s'agit en l'occurrence, petit à petit, d'essayer d'insérer les partis bourgeois dans l'exercice du pouvoir d'Etat, en retirant les forces armées et en modifiant partiellement les institutions pour créer une certaine forme de parlementarisme bâtard, contrôlé par les forces armées. Mais ce plan politique implique forcément une certaine ouverture sur le terrain de la démocratie, et nous allons voir que le mouvement des masses pourra l'utiliser pour porter encore plus loin sa mobilisation contre l'Etat bourgeois.

La Constituante octroyée par le gouvernement de Morales Bermudez n'est pas un hasard. Dans cette « Constituante », les partis bourgeois divisés participeront pendant un an à une discussion avec les militaires, sans remettre en question le pouvoir politique, ce qui pourra amener à une certaine homogénéisation nécessaire pour un candidat unique de la bourgeoisie en 1980. La Constituante correspond à ce dessein, et c'est pourquoi elle a un caractère frauduleux, anti-démocratique et subordonné au gouvernement militaire, un caractère contraire à celui d'une Assemblée réellement constituante, c'est-à-dire exerçant le pouvoir. L'Assemblée constituante n'a aucun pouvoir, elle a été instaurée par un décret du gouvernement militaire, son délai de fonctionnement a été fixé par le gouvernement militaire, son unique pouvoir est de rédiger une Constitution qui devra être acceptée par le gouvernement militaire. Dans l'interview déjà citée, Morales Bermudez explique :

Question : « Y a-t-il un risque à rendre le pouvoir aux civils ? »

MB : — A mon avis, il n'y a en pas. Car onze années de révolution

ont permis des transformations solides : réforme agraire, réforme industrielle, conquête de notre souveraineté nationale sur nos richesses naturelles. Ce sont des acquis qui ne seront pas remis en cause. Car les mentalités aussi ont changé dans le pays. »

Et il continue en disant :

« Nous avons décidé de mettre en place un processus politique libre, nous ne pouvons nous y opposer, il n'y aura aucun veto, etc., parce qu'il y a un accord établi. »

Il est important de comprendre la nature de cette Assemblée constituante. Les élections municipales, avant les élections générales, ont aussi un sens politique très précis. Toutes les municipalités ont été remplacées par des préfetures nommées par le gouvernement militaire et, en de nombreux endroits, c'est contre ces autorités régionales appuyées sur les forces armées que les mobilisations de masses ont eu lieu. Par exemple, à Moquegua, c'est contre le maire nommé par le gouvernement et contre le commandant de la troisième armée, dont les quartiers sont à Moquegua, que la haine des masses a éclaté pour leurs revendications ; en effet, il ne faut pas oublier les conditions de vie misérables du Pérou, où l'on assiste aujourd'hui à un véritable affaissement social. La majorité de la population vit dans des quartiers très pauvres, dans des bidonvilles, où on manque d'eau, d'électricité, d'hôpitaux, de lait. Ces questions élémentaires relèvent formellement des municipalités et concentrent souvent, c'est évident, la mobilisation de la paysannerie, des bidonvilles, des travailleurs, contre ces institutions. Celles-ci sont des piliers de l'Etat bourgeois, et sa base. Réaliser des élections municipales avant les élections générales correspond donc, avec l'accord politique préalable au sein de la Constituante, à une situation où les partis bourgeois commenceraient à s'assurer la clientèle électorale nécessaire pour gagner les élections générales. Dans la tête des militaires, la réussite électorale des partis bourgeois ne peut se réaliser que par le développement de la « clientèle » des « notables », que par le budget des campagnes électorales, la prévarication et la

corruption mises en place par les divers partis bourgeois. Ce n'est pas un hasard si la loi sur les municipalités adoptée par le gouvernement Morales Bermudez octroie pour la première fois un budget financier aux municipalités qui se seront constituées après les élections.

## LA CONSTITUTION DU FOCEP

J'ai dit tout à l'heure que le plan politique des forces armées impliquait une certaine dose de « démocratie » pour assurer les divers processus électoraux et une certaine façade constitutionnelle, « parlementaire », nécessaire à ce transfert du pouvoir. Mais entendons-nous bien sur ce qu'il en est : la loi électorale ne permet pas à 3 millions d'analphabètes de voter, en majorité des paysans ; la loi électorale exige qu'un parti politique ait 40 000 signatures pour présenter ses candidats, et pas des signatures qui signifient simplement : « Je suis d'accord pour que tel parti ait le droit — pour ainsi dire — de présenter des candidats », mais affirment l'appartenance à ce parti. Cela veut dire que le parti ou le front en question doit avoir 40 000 adhérents, qui doivent donner le numéro de leur carte électorale, dans un pays qui connaît la répression, qui n'a ni traditions parlementaires ni traditions démocratiques, et où la répression comme le manque de traditions font que les gens ne sont guère disposés à ce genre de choses. Enfin, les partis qui se réclament de la classe ouvrière, qui s'appuient sur le mouvement ouvrier, sont très pauvres et sont combattus par le gouvernement militaire durant la campagne électorale elle-même.

Pourtant, contradictoirement, il était possible de combattre sur le terrain électoral contre le caractère octroyé de l'Assemblée constituante, contre le caractère frauduleux des élections, pour l'ensemble des droits démocratiques. La réponse du POMR fut immédiate. Elle s'appuie sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale et sur le lien qu'établit ce programme, pour les pays semi-coloniaux, pour les pays arriérés, entre les tâches démocratiques inachevées et la prise du pouvoir par le prolétariat. Le POMR lance le mot d'ordre d'Assemblée

constituante souveraine et oppose au « plan de transfert du pouvoir », à l'Assemblée anti-démocratique et subordonnée au gouvernement militaire, la constitution du front anti-impérialiste sous le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine contre le gouvernement militaire, pour chasser les militaires du pouvoir, pour que l'Assemblée constituante soit souveraine et prenne en charge tout le pouvoir afin d'arracher les revendications des masses.

Au même moment, la Fédération des mineurs tient son VIII<sup>e</sup> Plénium. De manière différente, mais avec un contenu similaire, la Fédération décide de combattre

« pour la réalisation d'une Assemblée qui satisfasse les aspirations des travailleurs, ce pour quoi elle appelle à la constitution d'un front des masses ouvrières et paysannes du pays ».

Tant la Fédération des mineurs que, de son côté, le POMR se lancent donc dans un combat pour opposer à la dictature militaire et à son Assemblée octroyée l'Assemblée constituante souveraine et le front unique des masses. C'est là-dessus que s'appuie la constitution du FOCEP, même si, contre cette aspiration à la réalisation d'un front unique du mouvement ouvrier et paysan, une série d'organisations s'opposent à la présence des trotskystes à l'intérieur du front unique, refusent l'unité et constituent l'Union démocratique populaire (UDP), à laquelle participent quelques organisations maoïstes ainsi que la Fédération des mineurs, et qui présente Victor Cuadros comme tête de liste.

Les initiatives unitaires aboutissent donc à la constitution du FOCEP (Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire), embryon du front unique anti-impérialiste, sur une plate-forme qui dit clairement : l'objectif du FOCEP est de chasser les militaires du pouvoir, c'est la réalisation de toutes les aspirations des masses, la remise gratuite de la terre aux paysans et, pour cela, le combat pour une Assemblée constituante souveraine exerçant le pouvoir. Sur cette base, les signatures commencent à être recueillies. Le FOCEP atteint ses 40 000 signatures et le gouvernement militaire est obligé

d'admettre le droit du FOCEP à participer aux élections ; même chose pour l'UDP, le PCP, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), qui se réclame de la démarche de Velasco Alvarado. Toute une série de partis obtiennent donc à travers ce combat leur légalisation.

Cela est déjà contradictoire au plan politique de la bourgeoisie, qui impliquait des élections totalement frauduleuses, la majorité absolue aux partis bourgeois et des conditions où le mouvement ouvrier ne puisse avoir de représentation indépendante, et moins encore de programme d'indépendance de classe, ce qui est le cas à travers le FOCEP. C'est important : le mouvement ouvrier ne fait pas d'anti-électoratisme ; non que, soudain, il rejette les grèves et les mobilisations pour les revendications, qu'il ne se lance au combat sur le seul terrain électoral pour abandonner le combat pour les revendications. Non. Les deux aspects se nourrissent mutuellement. Le combat pour les libertés démocratiques, ce qui est conquis dans l'action de classe, dans l'action politique, par le POMR, le FOCEP, l'UDP, par les organisations qui se réclament de la classe ouvrière, qui imposent un recul au gouvernement militaire et à son plan politique, sur le terrain électoral, va alimenter l'action directe des masses face aux mesures économiques prises par Morales Bermudez, en accord avec le Fonds monétaire international, début mars.

---

## LA GREVE GENERALE DE MAI 1978

---

De manière semi spontanée commence dans le sud du pays une grève générale qui s'inscrit directement dans le combat pour jeter à bas la dictature militaire. Grève générale illimitée, elle implique dans son développement sa transformation en insurrection et en guerre civile contre le gouvernement militaire.

Cette grève générale n'était évidemment désirée ni par le PCP ni par la direction de la CGTP, qui ne font rien pour l'impulser. Mais elle se développe, je dirais d'une manière « semi spontanée ». Pourquoi ? Aucune

organisation nationale, politique, n'appelle à cette grève. Ce sont malgré tout les militants à la base, les organisations syndicales dans quelques usines qui commencent à se lancer dans la lutte contre le plan économique. Voilà l'origine d'une grève qui se généralise à tout le pays. A la mi-mai, Arequipa est paralysée et 80 % du pays se trouve en grève générale. Je fais remarquer, camarades, que nous sommes à quelques jours des élections, ce qui prouve le lien très fort entre le processus électoral, le combat du FOCEP, de l'UDP et des organisations qui se réclament de la classe ouvrière, et le mouvement des masses elles-mêmes contre la dictature militaire, centralisé dans la grève générale contre le plan économique.

La CGTP se trouve confrontée à la dimension que prend la grève générale (notons qu'à Huancavelica les mineurs descendent avec de la dynamite, dynamitent la prison et libèrent les prisonniers). Dans plusieurs endroits, il commence à y avoir des conflits graves au sein de l'armée, dans des conditions où sa propre crise politique interne est telle que personne ne peut assurer que cela ne va pas finir comme la révolution bolivienne de 1952, comme ce qui vient de se passer en Iran, où l'armée du chah était cent mille fois mieux armée, équipée et même sélectionnée que l'armée péruvienne. Dans ces conditions, il est évident que l'appareil stalinien doit essayer de contrôler la situation pour assurer la survie du « plan politique ». Il le fait de manière très simple : il appelle à une grève nationale de quarante-huit heures les 23 et 24 mai. C'est quand la grève générale est presque totale dans tout le pays que la CGTP limite son appel à quarante-huit heures pour pouvoir arrêter la grève illimitée. Cela veut dire : non à la transformation de la grève générale en guerre civile, non à l'insurrection, non à la chute des militaires, tout le pays paralysé pas plus de quarante-huit heures, d'accord, mais ensuite tout le monde retourne au travail.

S'appuyant sur les limites que l'appareil stalinien fixe à la grève générale, le gouvernement militaire déclenche la répression contre tous les secteurs susceptibles d'aller vers la constitution d'organismes indépendants se

constituant dans le cadre du front unique et se dirigeant vers la liquidation du gouvernement de Morales Bermudez.

Près de 3 000 arrestations sont opérées dans le pays ; plusieurs candidats sont déportés, parmi lesquels le camarade Napuri, secrétaire général du POMR. Leonidas Rodriguez, général en retraite, membre du gouvernement de Velasco Alvarado, qui était tête de liste du Parti socialiste révolutionnaire, est arrêté le jour des élections. Plusieurs journalistes comme R. Letts, ou Diaz Canseco, dirigeant de Vanguardia Revolucionaria et candidat de l'UDP, sont arrêtés et envoyés en Argentine, à la dictature de Videla, comme petit cadeau, quelques jours avant les élections, avec Napuri, Blanco, Ledesma et plusieurs autres.

L'Etat de siège est proclamé et on remet les élections à plus tard.

Pourtant, le gouvernement ne peut annuler son « plan politique » et c'est dans ces conditions de répression qui enlèvent jusqu'au plus petit caractère démocratique que ce soit aux élections, avec des candidats reconnus par le gouvernement et déportés du pays, que les élections se déroulent.

L'appareil a fait reculer le mouvement, mais celui-ci va s'exprimer à nouveau dans les élections.

Il est important de comprendre le résultat électoral. L'APRA et le PPC sont majoritaires au sein de l'Assemblée octroyée de Morales Bermudez. L'APRA et le PPC, les deux partis bourgeois, sont « majoritaires », mais dans le pays les élections démontrent que le gouvernement militaire, quant à lui, est ultra-minoritaire, que l'APRA et le PPC sont minoritaires et que la majorité absolue est irréductiblement opposée au gouvernement militaire, à son « plan politique » et au caractère subordonné de l'Assemblée constituante. En premier lieu, le FOCEP obtient 12 % des votes ; l'ensemble des organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la lutte anti-impérialiste en obtiennent 34 %. Mais trois millions de paysans n'ont pu participer au vote, et le sens qu'ils lui auraient donné est évident ; il y a eu un million et demi de votes blancs (environ 20 % du corps électoral), qui signifient clairement un vote contre la

dictature militaire, contre les élections et contre l'Assemblée frauduleuse et le « plan politique » du gouvernement militaire. Sur le terrain électoral, trois millions de voix sur cinq millions d'électeurs « autorisés » se sont prononcés contre la dictature militaire, l'APRA et le PPC, et il y en a encore trois millions qui n'ont pu voter !

C'est-à-dire que la majorité, même du point de vue de la démocratie, appartient logiquement au mouvement ouvrier, aux masses exploitées. La bourgeoisie en est si consciente que tout le monde traite le FOCEP comme s'il avait gagné les élections, et pourtant il a obtenu 12 % et l'APRA 35 % ; toute la presse qui, dans le pays comme à l'étranger, parle des élections explique que c'est le FOCEP qui les a gagnées, d'abord parce que personne ne s'attendait à ce qu'il obtienne 12 %, et ensuite parce qu'il est évident que le programme du FOCEP concentre le mieux (et ses leaders comme expression de ce même programme) la volonté d'en finir avec la dictature militaire. A partir de là, Morales Bermudez est obligé de laisser revenir les déportés, dont plusieurs sont députés, parmi lesquels Ricardo Napuri, Diaz Canseco, Génaro Ledesma, Hugo Blanco. Il doit permettre à l'Assemblée de se réunir dans des conditions où son « plan politique » fait déjà eau de toutes parts. Les déportés avaient été arrachés des mains de Videla par une campagne internationale, dans laquelle l'OCI joua un rôle extrêmement important. Grâce à la mobilisation des masses qui les ont élus députés, ils reviennent aux pays.

Le POMR continue la lutte pour une Assemblée constituante souveraine, au sein de l'Assemblée octroyée, ce qui va directement à l'encontre de la volonté politique du régime militaire. Alors que le gouvernement prétend faire en sorte que l'Assemblée se limite à rédiger une Constitution, maintenir les débats à huis clos et assurer la réalisation de son « plan politique » sur la base d'un consensus national ; alors que Morales Bermudez fait un discours dans lequel il appelle tout le monde à respecter la règle du jeu, il y a un parti, le POMR, et ensuite plusieurs députés,

qui ne sont pas disposés à accepter les règles du jeu du gouvernement militaire, et qui entendent poursuivre leur propre combat sur le terrain de l'indé-

pendance de classe, y compris dans cette institution réactionnaire qu'est l'Assemblée constituante octroyée par Morales.

## Constituante souveraine, Constituante octroyée

Comment se prépare l'opposition entre la lutte pour la Constituante souveraine, donc ayant pouvoir de décision, avancée par le FOCEP, et la « Constituante » octroyée de Morales Bermudez ?

La réponse réside dans la présentation d'une motion à l'Assemblée, à l'initiative de laquelle se trouve le FOCEP, et qui met en relief le caractère anti-démocratique de l'Assemblée et sa subordination au gouvernement militaire, le caractère mensonger des discours de l'APRA et du PPC sur le contenu souverain de l'Assemblée constituante au Pérou.

Cette motion est présentée par Génaro Ledesma, président du FOCEP, Hugo Blanco, alors membre du Parti socialiste des travailleurs, l'autre député du PST, appelé Fernandez, trois députés du POMR, membres du FOCEP, Magda Benavides, Hernan Cuentas et Ricardo Napuri. Par ailleurs, Victor Cuadros, secrétaire général de la Fédération des mineurs du Pérou et député de l'UDP, Mateo Moya, personnalité indépendante, avocat, membre du FOCEP, et, au nom du PSR (fraction ouvrière et paysanne), Antonio Aragon signent aussi cette motion.

Je préfère m'étendre un peu sur le détail des événements, car je pense qu'il est important de restituer l'aspect vivant à travers lequel cette motion est devenue le porte-parole des aspirations du peuple opprimé du Pérou, contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Le 28 juillet, sur la place qui est devant le siège de la Constituante, se réunissent tous les partisans de l'APRA, occupant toute la place, et, derrière eux, 10 000 travailleurs et jeunes sous les banderoles de l'UDP, du FOCEP et du Parti communiste. Fait important, le POMR avait pris l'initiative, correspondant à sa lutte engagée

### LA « MOTION ROUGE »

Considérant :

Qu'aujourd'hui s'est installée l'Assemblée constituante élue par mandat du peuple, seul dépositaire de la souveraineté.

Que le mandat souverain du peuple exige que l'Assemblée envisage et résolve le problème de la libération du joug impérialiste et qu'elle réalise les tâches démocratiques et sociales non accomplies.

Le fonctionnement de l'Assemblée constituante qui a pour source le mandat du peuple est incompatible avec l'existence du gouvernement militaire, qui n'a pas la même origine.

Proposent que l'Assemblée constituante déclare que le gouvernement des forces armées est incompatible avec le fonctionnement souverain de l'Assemblée, et qu'il doit être mis fin à ce gouvernement de fait.

L'Assemblée constituante assume tous les pouvoirs législatifs et exécutifs de la nation pour appliquer un plan d'urgence fondé essentiellement sur :

- le plein exercice des libertés démocratiques ;
- la réintégration des travailleurs licenciés ;
- des mesures urgentes pour résoudre la crise économique, axées sur le non-paiement de la dette extérieure ;
- l'augmentation générale des salaires ;
- la remise gratuite de la terre aux paysans.

# REVOLUCION PROLETARIA

ORGANO DEL PARTIDO OBRERO MARXISTA REVOLUCIONARIO

Sección Peruana del Comité de Organización por la Reconstrucción de la IV Internacional  
 DIRECTOR: RICARDO NAPURI No. 41 Varella 663 - Breña S/ 20.00

MIEMBRO DEL FOCEP

JUEVES, 10 DE AGOSTO DE 1978

## UN ACTO HISTORICO

La moción presentada por el Dr. Cimaró Ledezma (FOCEP), Ricardo Napuri, Hernán Cuentas y Magda de navides (POMR miembro del FOCEP), Hugo Blanco y Enrique Fernández (PST miembro del FOCEP), Juan Cornejo Gómez (FOCEP), Mateo Moya (FOCEP), de Víctor Cuadros (UDP) y Antonio Aragón (PSR), el día de la inauguración de la Asamblea Constituyente, es algo más que una simple hoja de papel.

Esta moción constituye una última forma de combate para los millones de soldados, para acabar con el Junta Militar, para satisfacer todas las reivindicaciones.

Desde lo alto de la tribuna se alarman claramente que los diputados obreros no aceptan una Asamblea subordinada al régimen militar. Que su mandato soberano es incompatible con el mantenimiento en el poder de este gobierno.

No es casual que el país en su totalidad se levante en contra de la moción, puesto que la misma confronta todos los problemas al cual se han enfrentado todas las clases sociales.

Contra la Moción se pronunciaron sin excepción el gobierno militar que juega su existencia y el de su gran político el APRA y el PPC, los cuales son conscientes que la defensa del orden imperialista exige mantener al gobierno y asegurar una transición pacífica y ordenada.

También se pronunciaron contra la Moción, el PPC y la Democracia Cristiana, el primero porque sabe que la caída del gobierno militar abrirá la crisis revolucionaria en el Perú y constituirá un llamado inmediato al paralizado boliviano colombiano, y el resto de América Latina, a la lucha por los Estados Unidos Socialistas de América Latina, el segundo porque es un partido burgués defensor de la dictadura militar.

Perú lo que es significativo, lo que muestra el carácter incesante, lo que muestra el revolucionario de la Moción, es el apoyo, y el entusiasmo con el que fue recibida por los obreros, campesinos, estudiantes, mujeres y jóvenes.

En la Plaza del Congreso el 28 de julio, la Moción fue recibida con satisfacción por un sector de las bases populares presentes, al mismo tiempo que desorganizó a la "butifera".

En las fábricas, minas, entre los pobladores una fuerza, consciente de serlo, comienza a crecer. Los sectores del SUTEP, la huelga de la salina, la huelga general indefinida de la Federación de Minería, la fuerza de los barrios bancarios lo demuestran.

Las decenas de afiliaciones al POMR lo confirman: estamos al borde de la crisis revolucionaria.

Lo que está hoy a la orden del día y que la Moción permite concretar, es la unidad clasista y antimperialista necesaria para ejecutar las tareas señaladas en la Moción.

Como lo afirmara en su discurso en el Parque Universitario el 28 de Julio, General Ledezma: "FOCEP-UDP-PSR (Aragón) unidos venceremos"; este primer paso muestra el camino que deben seguir el POP y todas las organizaciones sindicales obreras y campesinas, la CGTP y la CCP.

Previamente porque la burguesía no puede romper con el imperialismo porque el APRA y el PPC están de acuerdo con Morales Bermúdez contra las masas y contra la democracia, es necesario estructurar ya en todas las fábricas, minas, universidades, comunidades, localidades, ciudades y pueblos los Comités de unidad clasista y antimperialista.

El Frente Único, cuyo núcleo se encuentra en la Moción firmada, debe ser la palanca que permita la revolución en todas las ciudades, los Comités Populares que derivaron en parte con la perspectiva de convocar un Congreso Nacional de las Asambleas Populares locales, que representen la voluntad mayoritaria del pueblo por fin al gobierno militar.

El POMR, miembro del FOCEP, que lucha por un gobierno obrero y campesino, está dispuesto a sostener un gobierno responsable ante una Asamblea Constituyente Soberana que realice la ruptura con el imperialismo, que entregue la tierra gratuita a los campesinos, que anule la deuda externa y que satisfaga las reivindicaciones del pueblo trabajador. Es obvio que si el APRA y el PPC formaran gobierno en el cuadro de la Asamblea electa el 18 de junio, el POMR, miembro del FOCEP, no le autoriza, y por tanto, lo combatirá, porque tan solo sería un gobierno de subordinación al imperialismo y defensor de los intereses de la burguesía.

## UNIDAD PARA ACABAR CON EL GOBIERNO MILITAR



HUELGA GENERAL POR LA VICTORIA DE TRABAJADORES MINEROS Y SALUD

pour le front unique anti-impérialiste, d'amener une énorme banderole qui disait « UDP-FOCEP, unis, nous vaincrons ». Là est effectivement, à ce moment, la voie de l'unité contre la bourgeoisie et le gouvernement militaire. L'installation de l'Assemblée constituante est retransmise par télévision à tout le pays et, avec des haut-parleurs extérieurs, au peuple de Lima réuni sur la place.

Haya de la Torre, en tant que président de l'Assemblée, fait un discours au nom de l'APRA dans lequel il explique, aux applaudissements des sympathisants de l'APRA, que l'Assemblée constituante est souveraine, qu'elle est le premier pouvoir de l'Etat et que tous les pouvoirs lui sont subordonnés. Seconde partie du discours : nous collaborerons avec les militaires au pouvoir ; l'Assemblée va rédiger une Constitution démocratique, comme le prévoit la loi du gouvernement militaire. Et il termine son discours. L'Assemblée se lève, l'orchestre attaque les accords d'une « marchita » péruvienne. C'est alors que Génaro Ledesma se lève et dit : « motion d'ordre ». Il y a une première tentative pour éviter que Génaro Ledesma présente la motion, mais Haya de la Torre se rend compte que la cérémonie se gâte et dit : « Bon, on va lire les motions. » Une motion de l'APRA et du PPC où il est dit que l'Assemblée est subordonnée au régime militaire, et ensuite la motion du FOCEP.

A ce moment, comme il n'y avait plus dans l'Assemblée que des apristes et des policiers, on insulte les députés du FOCEP et de l'UDP. Sur la place, on écoute les cris et la lecture de la motion, et c'est l'explosion. Les « buffles », service d'ordre de l'APRA, sortent leurs revolvers et vident la place en dix minutes. Mais, pour la première fois, les « buffles » vont être battus car, en front unique,

les militants commencent à rassembler pierres et bâtons, se regroupent et déclenchent une charge sur la place, où il ne restera finalement plus un seul apriste. Il y a la porte de l'Assemblée, les soldats, la place vide et, de l'autre côté de la place, les militants des organisations dont j'ai parlé. A la sortie de l'Assemblée, le cordon établi par l'armée s'ouvre, et les députés ouvriers sont portés en triomphe par les manifestants lorsqu'ils apparaissent.

Dans le meeting qui a lieu au campus universitaire, Génaro Ledesma explique :

« Pour accomplir nos tâches et répondre aux aspirations des travailleurs, nous sommes la majorité et non pas l'APRA et le PPC. On dit qu'on ne peut donner le pouvoir à l'Assemblée parce que l'Assemblée a été élue de manière anti-démocratique et que ce n'est pas une véritable représentation du peuple. A cela, nous devons répondre en premier lieu que nous n'avons pas été élus de manière anti-démocratique. Ce sont l'APRA et le PPC qui l'ont été ; nous, nous avons été élus par les aspirations des travailleurs. En second lieu, il y avait un roi en France, en 1789, qui convoqua les Etats généraux, une assemblée typique du régime féodal et de la monarchie mais qui, en 1789, fut le point d'appui des jacobins contre la monarchie et ouvrit la voie à la révolution. »

Et Génaro Ledesma ajoute :

« L'APRA dit que cette motion est lyrique parce que les militaires ont les armes, ont le pouvoir ; le roi de France aussi avait l'armée et l'armée passa de notre côté. Mais il y a une différence, nous ne sommes plus en 1789, et, ici, le pouvoir doit appartenir aux ouvriers et aux paysans. »

## LE 28 JUILLET, UN TOURNANT POLITIQUE

Le n° 41 de *Revolucion Proletaria*, organe du POMR, le 10 août 1978. Sous le titre « *Unité pour en finir avec le gouvernement militaire* », il publie une photo des événements du 28 juillet. Des milliers de travailleurs devant le siège de la Constituante protégée par l'armée.

Il se traduit en premier lieu par le fait que cette motion qui est publiée à l'initiative du POMR sur des affiches rouges et qui est placardée dans tout le pays (et, comme l'affiche est rouge, toute la presse commence à parler de

la « motion rouge ») commence à être votée dans les assemblées du peuple, dans les meetings populaires, où les députés viennent expliquer leur politique et dire : « C'est notre motion. Qui est pour, qui est contre. », comme ce fut le cas lors de la première assemblée populaire de Moquegua. Massivement, tout le pays se divise entre partisans et adversaires de la « motion rouge », laquelle a, bien sûr, été rejetée par la Constituante. De manière vivante, on voit ici comment la relation entre les mots d'ordre démocratiques et la lutte pour les soviets peut se faire sur le terrain de la lutte pour l'Assemblée constituante souveraine, en comprenant que ce n'est pas le pouvoir prolétarien, sous la forme de conseils, de délégués ouvriers élus et révocables à tout moment. La lutte pour l'Assemblée constituante souveraine ouvre la voie, non seulement à l'irruption des masses, mais aussi à un profond réveil politique (les effectifs du POMR progressent considérablement, la majorité des partis se développent).

Pour la première fois des meetings publics se tiennent sur les places, organisés par des partis qui étaient profondément minoritaires. Pour la première fois, le POMR décide une tournée de Ricardo Napuri dans le nord du pays, bastion de l'APRA, et il faudra de dures batailles pour imposer que Ricardo Napuri puisse parler, comme dans le port de Salaverry, comme à Chiclayo, à Cayalti et à Zana et dans d'autres coopératives sucrières. C'est un véritable affrontement où le mouvement ouvrier commence à intervenir directement au centre de la scène politique contre la bourgeoisie. La relation commence à s'établir de manière presque spontanée dans le mouvement ouvrier, je dis presque parce qu'il y a évidemment l'action consciente du POMR, qui défend cette perspective politique et ouvre la voie vers les soviets. Un responsable de l'UDP de Chiclayo dit, à propos de la « motion rouge » :

« Pour moi la motion rouge est bien. Je pense, étant donné que l'APRA et le PPC ne sont pas d'accord avec la « motion rouge », que nous devons faire une assemblée où il n'y ait ni l'APRA, ni le PPC, et là, nous appliquerons la motion rouge. Etant donné que le gouverne-

ment militaire se maintient au pouvoir, bien que nous ayons voté contre lui, bien que nous ayons fait grève, si l'Assemblée constituante se refuse en plus à assumer le pouvoir parce qu'il y a l'APRA et le PPC qui défendent le gouvernement militaire, eh bien, c'est un autre type d'assemblée qui peut imposer que les militaires quittent le pouvoir, que les revendications soient satisfaites. Cela ne peut pas être cette assemblée, cela doit être un autre type d'assemblée, un lieu où tous les députés soient comme Ledesma, Napuri, Hugo Blanco, Diaz Canseco (*pour le moment, les travailleurs ne font pas de distinction de partis et de programmes parce que tous les partis de la classe ouvrière sont ensemble à leurs yeux* - L. F.), où il n'y ait que ces partis. Mais, cela, nous ne pouvons l'obtenir sous la forme de la démocratie bourgeoise traditionnelle, puisque ce sont les bourgeois et les militaires qui ont le pouvoir : ces députés ne peuvent être élus que sous la forme traditionnelle sous laquelle les ouvriers élisent leurs propres représentants dans des assemblées qui incluent les organisations syndicales et les partis ouvriers, et qui excluent l'APRA et le PPC, qui sont opposés aux aspirations du mouvement ouvrier. »

De la sorte, dialectiquement, la lutte pour la démocratie, pour l'Assemblée constituante souveraine, pour le « pouvoir du peuple et pour le peuple », pour la satisfaction de toutes les revendications démocratiques, nationales, ouvrières et paysannes, se charge, à l'époque de l'impérialisme, qui est aussi l'époque de la révolution prolétarienne, d'un contenu qui n'est pas celui de la révolution bourgeoise mais celui de la révolution prolétarienne, de l'organisation du pouvoir des travailleurs, de l'organisation des soviets.

## LE MOUVEMENT DES ASSEMBLEES POPULAIRES

Et c'est alors que naissent la première puis la seconde assemblée populaire de Moquegua, qui se constituent sur la base de la participation de toutes



# REVOLUCION PROLETARIA

ORGANO DEL PARTIDO OBRERO MARGISTA REVOLUCIONARIO

MIEMBRO DEL FOCEP

Sección Peruana del Comité de Organización por la Reconstrucción de la IV Internacional  
 Director: R. Napuri Nº 48 Jr. Varela 663, Breña S/. 20.00

Del 29 de Noviembre al 12 de Diciembre de 1978

## ASAMBLEA POPULAR EN IQUITOS

### La Tarea del Momento: Organizar una Asamblea Popular Nacional

#### EDITORIAL

En nombre del gobierno militar, Silva Ruete, Ministro de Economía, viene de anunciar que "desgraciadamente este proceso de ajuste —y debo decirlo con honestidad—, puede generar inclusive más desocupación todavía; el costo es bastante alto, pero sería más alto si no tomáramos todas estas medidas...". Este hecho basta para demostrar que todo el barullo y las ideas y vuestras sobre la reestructuración de la deuda externa no tienen más sentido que pedir préstamos para pagar viejas deudas, a costa de los trabajadores y de todo el pueblo, oprimido empujado a la angustia y la miseria insondable por los bajos salarios, los despidos masivos, y la desocupación que se amplía.

Es esta política frontalmente antiobrero y antinacional de la dictadura que sostiene los partidos PPC y AP, al igual que el PCP. Estas fuerzas concentran una vez más sus energías para darle forma y estabilidad al dispositivo de la "unidad nacional". Así, tenemos que junto a diversos politistas burgueses, entre los que se cuentan al agente imperialista Julio Cruzado Zavala, de la CTP, estuvieron presentes en el CADE 78 (encuentro anual de capitalistas), Jorge Del Prado e Isidoro Gamara, del PCP. La casi paralela recepción a los reyes de España, representantes de la monarquía franquista, fue también oportunidad para una nueva manifestación de "unidad nacional", del mismo género que aquella producida el 31 de octubre al sancionarse en la Asamblea barataria de la Plaza Bolívar la moción "de paz" sobre el conflicto Argentina-Chile.

El contenido concreto de este plan contrarrevolucionario es el de la represión política y política de linas a quitar el movimiento revolucionario de las masas que pone en la picota a la dictadura burguesa y amenaza la existencia del Estado burgués. En la última quincena el gobierno militar, contando con el respaldo de sus lacayos "democráticos", se ha cobrado nuevas víctimas de la clase obrera y del pueblo. En Lima y provincias han caído muertos y heridos escuálidos secundarios, obreros, campesinos. En este contexto, la propaganda negra, clandestina y canalésca, contra diversos diputados de los trabajadores se ha intensificado, lo cual prepara (léase

(sigue en la página 2)



Los delegados ante la Asamblea Popular de Iquitos expresan democráticamente su voluntad soberana: realizar el frente único para imponer las reivindicaciones.

¡Abajo la Mordaza!

LEA PAG. 6

#### CAMPAÑA FINANCIERA

POR LA CONSTRUCCION DEL POMR Y LA RECONSTRUCCION DE LA IV INTERNACIONAL

Resultados hasta el 25 de noviembre:

Lima	S/ 7.075,00
Provincias	1.170,00
<b>TOTAL:</b>	<b>S/ 8.245,00</b>
Objetivo al 10 de Enero:	S/ 200.000,00

## ILO-TOQUEPALA-FNM: Hagan Respetar el Pliego de Cuajone



Representantes de los sindicatos de Cuajone, Toquepala e Ilo, junto a nuestros cc. Ricardo Napuri y Magda Benavides, diputados obreros, hacen su ingreso victorioso al asiento minero.

## Cuajone hacia la Huelga

Nos acaban de informar que el Ministerio de Trabajo ha negado el pliego de reclamos que los trabajadores de Cuajone habían presentado el 12 de Setiembre de este año, disponiendo que se postergue la discusión del pliego hasta el próximo año.

Es evidente que esta es una decisión de la imperialista Southern, avalada e implementada por el Ministerio de Trabajo. Esto es inadmisible! Con justa razón el Sindicato de Cuajone ha convocado a una Asamblea de Emergencia para evaluar la situación y decidir sobre las medidas de orden sindical a tomarse para defender el pliego.

Se impone que los sindicatos de Toquepala, Ilo, La Federación Menora y la Asamblea Popular de Moquegua, en la unidad, hagan respetar los derechos de los mineros de Cuajone.

les organisations syndicales du département, avec également des délégués élus par des assemblées, sur le marché de la ville. Le peuple commence à mettre en place ses assemblées, à élire ses représentants, à côté des représentants des communautés paysannes des alentours.

A Moquegua, à partir du combat engagé par le POMR, tous les partis politiques ouvriers sont présents pour la première fois. Le PCP se trouve contraint d'y participer, ce qui est contraire à sa politique. Les organisations syndicales dirigées par le POMR sont présentes à l'assemblée, ce qui amène toutes les autres organisations à y participer. Mais, attention, Moquegua n'a rien d'une construction artificielle du POMR. Cela correspond très exactement à ce que recherchent les masses naturellement, à la forme d'organisation susceptible de centraliser leur action.

Ainsi, à Pucallpa, au milieu de la région amazonienne, où il n'y a pas un seul militant du POMR, une assemblée populaire se tient à une semaine d'intervalle ; elle décide la grève générale de la ville, une grève qui va durer plus de quinze jours, qui organise ses piquets avec les brassards du front de défense. Pour pouvoir circuler dans la ville, il faut présenter un sauf-conduit de l'assemblée populaire de Pucallpa. Les piquets de chaque secteur de la ville sont chargés de les contrôler et de maintenir l'ordre. La police de la ville s'arrête devant les piquets et montre son sauf-conduit de l'assemblée populaire pour pouvoir circuler, parce que personne ne bouge dans cette ville sans le sauf-conduit de l'assemblée populaire ; et le gouvernement militaire doit déléguer trois ministres qui vont jusqu'à Pucallpa négocier avec l'assemblée populaire pour qu'elle lève, sur la base de toute une série de concessions du gouvernement militaire, l'ordre de grève générale.

Pourtant, répétons-le, il n'y avait là aucun militant du POMR, ce qui montre combien l'initiative prise à Moquegua correspondait à la volonté des masses. Peu de temps après, dans le département de Loreto, à Iquitos, contre l'Occidental Petroleum Company, dont nous avons parlé tout à l'heure, et le gouvernement militaire, se tient une assemblée populaire dans

laquelle il y a 400 délégués mandatés, et même les délégués des tribus jivaros, qui vivent à 200 km de là et qui sont venus en canoë à Iquitos pour participer à l'assemblée populaire. On y élit, après discussion et combat politique, un président de l'assemblée populaire qui est membre du comité central du POMR. Ricardo Napuri y participe comme député, et la grève générale est décidée pour le mois de janvier sur les revendications du département de Loreto.

Dans chacune de ces assemblées populaires est lancé un appel à la tenue d'une Assemblée populaire nationale, réunissant toutes les assemblées populaires, toutes les organisations syndicales, tous les partis et tous les députés ouvriers pour discuter et décider en faveur des aspirations des travailleurs. C'est la voie vers la constitution d'un soviet contre le gouvernement militaire, contre l'Assemblée constituante subordonnée, qui ouvre le chemin à la révolution prolétarienne, au pouvoir des masses exploitées. Dans ce cadre se situe l'initiative prise par le POMR d'appeler à une réunion de délégués à Lima, qui prenne en charge dans le cadre du front unique la tenue de l'Assemblée populaire nationale : 115 organisations, représentatives de plus de 100 000 travailleurs, répondent à l'appel du POMR, et la rencontre des délégués fixe la date de convocation de l'Assemblée populaire nationale à Lima, à laquelle toutes les organisations sont invitées à envoyer leurs représentants. Le PCP, à partir du problème de la grève des mineurs du Sud, se prononce en faveur des assemblées populaires dans un communiqué unitaire avec le POMR, l'UDP, Génaro Ledesma et le PSR (fraction Aragon), ce qui est un point d'appui important pour la réalisation de l'Assemblée populaire nationale à Lima.

Je voudrais terminer mon exposé sur un autre aspect de l'interview de Morales Bermudez qui me paraît important.

## OU EN EST-ON ?

A ce développement révolutionnaire des masses péruviennes s'opposent toutes les forces qui, de l'intérieur du



R. Napuri, député du FOCEP, secrétaire général du POMR, à l'Assemblée populaire de Moquegua.

## MOTION VOTEE A MOQUEGUA

« Considérant :

1 — que le peuple péruvien souffre de la faim, du chômage, de la répression, et que notre pays est soumis aux diktats du Fonds monétaire international et de l'impérialisme ;

2 — que les responsables de cette situation sont la dictature militaire, les grands capitalistes, leurs sociétés, les partis réactionnaires et l'impérialisme ;

3 — que la présente assemblée a décidé la défense conséquente de nos intérêts, la lutte pour la réintégration de tous les licenciés, pour l'augmentation générale des salaires et le gel des prix des produits de première nécessité, pour le non-paiement de la dette extérieure à l'impérialisme, pour la remise de la terre aux paysans et l'annulation de la dette agraire, pour résoudre les problèmes des jeunes, des étudiants, des travailleurs du commerce, des mineurs, etc., et que finalement il a été décidé de combattre contre la dictature militaire, pour en finir avec elle et ouvrir une issue révolutionnaire à la situation dans laquelle nous sommes.

Pour ces raisons, nous sommes tombés d'accord pour :

1 — nous organiser pour la lutte en formant des comités de lutte dans tous les quartiers, usines, mines et écoles de Moquegua à partir de cette assemblée populaire, ce pourquoi nous devons réaliser l'accord de toutes les organisations populaires de Moquegua et réaliser une nouvelle assemblée populaire de Moquegua pour constituer un front unique de défense et élire ses dirigeants, qui rendront compte de leurs actes au peuple ;

2 — préparer ainsi la participation du peuple de Moquegua et de ses organisations à la grève nationale unitaire contre la dictature et sa politique de famine, de chômage, de répression et de soumission à l'impérialisme, en appui aux luttes ouvrières et populaires du pays ;

3 — appeler les organisations politiques révolutionnaires, le FOCEP, l'UDP et le PSR (Aragon) à s'unir dans un seul front unique de la classe ouvrière et du peuple, à inviter toutes les forces qui se réclament de la classe ouvrière et du peuple à suivre ce chemin ;

4 — appeler tous les travailleurs et le peuple du Pérou à réaliser des Assemblées populaires et s'organiser pour la lutte et la victoire révolutionnaire des exploités. »

mouvement des masses, prétendent sauvegarder et défendre l'ordre bourgeois. En premier lieu, nous l'avons vu à l'œuvre tout au long du développement de la lutte de classe au Pérou, le PCP. Mais il est évident que la crise de la bourgeoisie péruvienne est telle, la décomposition et la dislocation des forces armées sont d'une telle ampleur, l'érosion des partis bourgeois comme l'APRA et le PPC est d'une telle dimension, que le fameux « plan politique » du gouvernement militaire va être bien difficile à réaliser. On ne parle déjà plus des élections municipales au Pérou. Même les élections générales sont compromises. La crise actuelle commence à avoir des répercussions sérieuses sur le haut commandement militaire.

Tout indique que la bourgeoisie péruvienne va se voir dans l'obligation de s'orienter vers la constitution d'un gouvernement pouvant apparaître aux yeux des masses comme leur gouvernement, comme un gouvernement ouvrier capable de satisfaire leurs revendications, c'est-à-dire un gouvernement où les organisations ouvrières seraient représentées mais qui travaillerait en réalité à la défense de l'ordre bourgeois dans une situation où la crise révolutionnaire et la révolution prolétarienne menacent et où seul un recours de dernière extrémité, un recours dangereux mais nécessaire à la défense de l'ordre bourgeois, apparaît aux yeux de la bourgeoisie comme le chemin nécessaire pour la défaite du prolétariat.

Ce qui est à l'ordre du jour, camarades, c'est la révolution prolétarienne, mais aussi, contre elle, la constitution d'un gouvernement comme celui de l'Unité populaire chilienne, un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est le front populaire contre-révolutionnaire, opposé aux aspirations du mouvement des masses au front unique. C'est pourquoi les forces qui s'opposent aujourd'hui à l'Assemblée populaire nationale vont peut-être y participer demain pour essayer de la lier à la défense d'un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie. Cette politique de front populaire est évidemment prônée par le PCP.

Après les élections et la mise en place de la Constituante, la première déclaration du PCP avait été pour affirmer la nécessité d'un accord avec le PSR de Leonidas Rodriguez, avec la Démocratie chrétienne de Cornejo Chavez et même quelques autres groupuscules bourgeois. Certains secteurs de l'APRA pourraient même, en rompant avec leur direction, se joindre à cet accord, de même que l'UDP, sinon le FOCEP, dit le PCP. Il a essayé de présenter à l'Assemblée constituante une liste unique avec la Démocratie chrétienne et le parti des généraux vélasquistes, le PSR de Leonidas Rodriguez, et c'est l'opposition du FOCEP, de l'UDP et du PSR (Aragon) qui l'en empêcha. Aujourd'hui, il est évident que la constitution du front populaire exige l'éclatement du FOCEP. Il s'est en effet constitué sur la base de l'indépendance de classe ; en son sein se trouve un parti, le POMR, ennemi juré du front populaire, et il jouit de l'appui des masses. Dans une large mesure, les illusions en faveur d'un front populaire d'alliance avec la bourgeoisie dite « progressiste » ne seront possibles que si le FOCEP y participe. Et comme le POMR, membre du FOCEP, combat le front populaire, qui est, avec le fascisme, le dernier recours de l'impérialisme contre la révolution prolétarienne, il sera alors nécessaire à la bourgeoisie, à l'appareil stalinien, de faire éclater le FOCEP. Morales Bermudez répond la chose suivante au journaliste qui lui demande : « Que se passerait-il si Belaunde Terry gagnait les élections ? » :

« Pourquoi ne me demandez-vous pas ce que feraient les forces armées si le Dr Génaro Ledesma, leader du FOCEP, l'emportait ? »

Extraordinaire sollicitude pour quelqu'un qu'il a fait arrêter à plusieurs reprises et encore il y a un an à peu près... ! Voilà maintenant que Morales Bermudez demande ce qui se passerait si Ledesma gagnait les élections...

« Les forces armées se sont-elles prononcées, jusqu'à présent, contre quelque parti politique péruvien que ce soit ? Si nous avons décidé de lancer un processus politique libre, comment pourrions-nous opposer notre

veto à certains partis politiques et à certains candidats ? »

C'est-à-dire que Génaro Ledesma est considéré (autre chose est que Ledesma accepte) comme un possible partisan d'un front populaire qui, avec le PCP et d'autres fractions de la bourgeoisie en accord avec les militaires, permettrait une transition « pacifique » dans les conditions d'une révolution prolétarienne, mais en essayant de dévoyer le mouvement révolutionnaire des masses vers une impasse, de combattre les trotskystes et d'assurer à partir de là une défaite des masses. Combattre les trotskystes n'est pas une formule de style de ma part, il y a déjà eu un interview de Morales Bermudez où le correspondant à Lima de la « Pravda » (la bureaucratie stalinienne du Kremlin) lui demandait :

« Que pensez-vous faire pour réprimer les activités de la IV<sup>e</sup> Internationale au Pérou ? »

En effet, et à l'évidence, camarades, ma conclusion sera que la possibilité pour le prolétariat péruvien de centraliser son combat à travers les soviets et de porter l'Assemblée populaire nationale au pouvoir contre l'ordre bourgeois existe. C'est sur elle que nous nous alignons. Cela exige le combat politique au sein du mouvement ouvrier contre les partis qui se réclament de la classe ouvrière mais défendent la bourgeoisie ; cela exigera des combats très difficiles contre le front populaire et contre la coalition avec la bourgeoisie. Nous allons être accusés de tous les maux de la terre, de sectarisme, de ne pas vouloir l'unité de tous, de ne pas vouloir soutenir un gouvernement qui, bien sûr, nous accordera-t-on, n'est pas des plus révolutionnaires mais qui, enfin, finalement, prend des mesures anti-impérialistes. Ce sera comme lors de l'Unité populaire chilienne, où tous, même le MIR chilien, défendaient le gouvernement Allende, le présentaient comme un gouvernement des travailleurs, alors qu'il défendait l'ordre

bourgeois et préparait le coup d'Etat de Pinochet en sauvegardant les forces armées et en préparant les conditions politiques de la défaite du prolétariat chilien. La même question va être posée au Pérou, parce que les lois de la révolution prolétarienne, indépendamment des particularités nationales, ont un caractère international.

La seule possibilité de victoire de la révolution prolétarienne au Pérou est que, dans la lutte pour les soviets, pour la révolution prolétarienne et sa victoire, un parti révolutionnaire, ennemi du front populaire, fondé sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, gagne la majorité dans les masses : un parti comme le Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, qui sut pratiquer dans le cours de la révolution, de février à octobre 1917, une politique de lutte conséquente pour la démocratie, pour le pouvoir des soviets, contre la coalition de front populaire alors constituée par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui ouvrait la voie au Pinochet russe, Kornilov. Dans le cas de la révolution russe, celui-ci fut défait grâce à la mobilisation des masses et à l'existence du Parti bolchevique. Dans le cas du Chili, Pinochet fut porté au pouvoir à cause de la politique contre-révolutionnaire du PC et du PS d'alliance avec la bourgeoisie et en l'absence d'un parti révolutionnaire qui comprenne la nature des événements et des tâches dans l'action pour la victoire de la révolution prolétarienne. L'existence au Pérou d'une section du Comité d'organisation, le POMR, est la base sur laquelle un tel parti peut être bâti.

Je crois que, de ce point de vue, tout le cours de la lutte des classes au Pérou est d'une richesse extraordinaire pour tous les pays d'Amérique latine, car ce pays concentre l'expérience politique du prolétariat en Amérique latine dans la nouvelle situation qui se développe et trouve au Pérou son point le plus élevé.

Luis Favre,  
le 17 avril 1979.



Le point que l'on se pose est de savoir si le cours de la lutte des classes au Pérou est une phase transitoire pour aller vers un pays à économie latine ou vers une économie d'exportation. L'existence d'une nouvelle situation du développement est-elle en Amérique latine dans le cadre du P.O.M.R. ou point de vue de la lutte des classes ?

Le P.O.M.R. est basé sur l'adoption d'un parti pour être digne à la lutte.

LA SITUATION AU PÉROU ET L'ACTIVITÉ DU P.O.M.R.

Le P.O.M.R. est basé sur l'adoption d'un parti pour être digne à la lutte.

# Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale



## La Conférence nationale de la LWR d'Irlande

par Robert CLEMENT

*La LWR (Ligue pour une république ouvrière), section irlandaise du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, vient de tenir sa septième conférence nationale à Dublin les 13, 14 et 15 avril, avec la participation, pour la première fois, de militants représentant les cellules récemment constituées à Belfast, ce qui représente un pas en avant important dans la voie de la construction d'une organisation trotskyste dans toute l'Irlande, nord et sud.*

Cette conférence s'est tenue peu après que, le 20 mars, le prolétariat des vingt-six comtés du Sud se soit massivement dressé, par la grève générale et la manifestation, contre les attaques du gouvernement Lynch touchant son niveau de vie, ses conditions de travail et d'existence. Le point de départ immédiat du mouvement qui a abouti à la grève générale a été la volonté de combattre la pression fiscale intolérable, qui prélève 30 à 40 % sur les salaires moyens, représentant 90 % des recettes fiscales directes. Le gouvernement les redistribue notam-

ment sous la forme de subventions destinées à faciliter l'implantation d'entreprises étrangères en Irlande, tout en refusant par ailleurs de taxer les gros agrariens, qui drainent une énorme part des richesses et qui ne contribuent que pour 2 % au budget. C'est ce dernier aspect des choses qui a mis le feu aux poudres.

Le 20 mars, un demi-million de travailleurs ont manifesté dans tout le pays. La grève a été générale dans les vingt-six comtés du Sud. Elle a été imposée à la bureaucratie syndicale de l'Irish Trade Unions Congress qui n'en voulait pas. Les travailleurs se sont regroupés dans les usines, autour de leurs « shop stewards » (délégués d'atelier). Ils ont exigé des comités locaux des Trade Unions qu'ils reprennent leurs exigences. Pour la

**Impérialisme britannique hors d'Irlande ! Unité et indépendance de toute l'Irlande ! Assemblée constituante souveraine !**

première fois depuis dix ans, le « pacte salarial » entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux a volé en éclats. Dans la foulée de la grève générale du 20 mars, les postiers ont engagé un mouvement qui se poursuit à ce jour (20 avril), en dépit des manœuvres des dirigeants, pour arracher 31 % d'augmentation des salaires.

Mais, au-delà de son point de départ immédiat, la portée politique du puissant mouvement du 20 mars doit être pleinement appréciée et l'extrait de l'un des documents adoptés par nos camarades de la LWR lors de la conférence — que nous publions ci-contre — en donne toute la dimension.

---

**IMPERIALISME  
BRITANNIQUE  
HORS D'IRLANDE !  
UNITE ET INDEPENDANCE  
DE L'IRLANDE !**

---

L'un des principaux acquis de la conférence de la LWR réside dans la pleine et entière compréhension de ce que nos camarades appellent l'« unité des aspirations sociales et démocratiques de tout le prolétariat irlandais ».

Le puissant mouvement qui a dressé le prolétariat des vingt-six comtés du Sud contre la politique du gouvernement du Fianna Fail, dictée par les capitalistes et l'impérialisme étranger, et d'abord par l'impérialisme anglais, au nom des liens de subordination maintenus avec l'ancienne puissance coloniale, est étroitement relié au mouvement du prolétariat du Nord, manifesté par de nombreuses grèves contre la politique de blocage des salaires du gouvernement du Labour Party.

C'est, en fait, un seul et même mouvement, qui exprime la puissante aspiration, au Nord comme au Sud, à l'unité nationale, le rejet massif de la partition, qui tranche dans la chair vive du peuple irlandais, l'impossibilité de satisfaire en quoi que ce soit aucune des revendications pressantes des masses travailleuses sur la base du

maintien du gouvernement bourgeois au Sud et de l'occupation militaire de l'impérialisme britannique au Nord.

C'est précisément ce qui donne toute sa portée révolutionnaire à la question nationale irlandaise, au combat pour en finir avec l'occupation militaire de l'impérialisme anglais au Nord, pour garantir le droit du peuple irlandais à disposer de lui-même, pour réaliser l'unité du pays dans le cadre d'une République libre d'Irlande.

La bourgeoisie irlandaise, toute la bourgeoisie irlandaise, au Nord comme au Sud, est désormais passée tout entière dans le camp de la partition.

L'appareil dirigeant du Parti travailliste irlandais, comme les sommets syndicaux de l'ICTU (Congrès irlandais des Trade Unions), agents directs de la bourgeoisie et de l'impérialisme, sont eux aussi installés avec armes et bagages dans le camp de la partition.

L'appareil stalinien et ses agents, au Nord comme au Sud, montent pareillement la garde devant le système de la division du pays. Ils apprécient parfaitement les conséquences explosives d'une débandade de l'impérialisme britannique en Irlande. Ils font et feront tout pour l'éviter. Leur soutien verbal (d'ailleurs fort discret) au Mouvement républicain ressemble à la corde qui soutient le pendu : « coexistence pacifique » oblige, même si le prix à payer est l'abominable répression qu'exerce l'armée anglaise dans les six comtés du Nord, avec son cortège de terreur et de tortures, ses prisons où croupissent plus de 2 000 prisonniers politiques.

Dans ces conditions, moins que jamais, le nationalisme bourgeois ne peut conduire l'Irlande à l'unité et à l'indépendance. Le drapeau de la lutte contre la partition, pour l'expulsion des troupes de l'impérialisme britannique, pour l'unité et l'indépendance de l'Irlande, pour la république, doit passer aux mains du prolétariat irlandais uni dans les trente-deux comtés du Nord et du Sud, qui constitue la seule classe capable de diriger les masses exploitées vers la conquête de l'unité et de l'indépendance nationales.



## LE MOUVEMENT GREVISTE DU 20 MARS

« Il s'agit de la plus grande démonstration de force du prolétariat irlandais dans toute son histoire. Le mouvement du 20 mars, c'est la grève générale, et cette grève marque l'ouverture d'une période de transition d'une situation pré-révolutionnaire — datant elle-même de la chute du Stormont (siège de l'ancien « Parlement » octroyé de Belfast, liquidé par l'impérialisme anglais à la suite du développement de la guerre civile en Irlande du Nord-NDLR) — vers une situation de crise révolutionnaire.

Le soulèvement du prolétariat irlandais, bien que plus large et plus profond qu'en Angleterre, est lié au soulèvement du prolétariat dans ce pays. Cette mobilisation est elle-même le produit d'un profond changement dans la disposition des forces de classe en Europe, dont a témoigné notamment l'éclatement de la révolution portugaise (...).

Pour pouvoir réaliser la grève générale, la classe ouvrière irlandaise a dû infliger une défaite cinglante à l'appareil dirigeant du mouvement syndical qui n'en voulait pas (...).

Le 20 mars, s'il n'a pas encore été le choc décisif, est un symptôme qui ne trompe pas. Les lignes suivant lesquelles vont se développer les affrontements de classes sont maintenant tracées. Dans le Nord, les révélations du Dr Irwin (1) et leurs suites, combinées avec les effets du rapport Bennett (2), ont marqué le point de départ d'une nouvelle crise de grande ampleur de l'état colonial répressif, préparée par l'activité de la classe ouvrière et nourrie par les profondes divisions à l'œuvre au sein de la bourgeoisie britannique et de ses agents au Nord sur les moyens de maintenir la domination impérialiste.

L'impossibilité de baillonner le mouvement républicain par les moyens de la répression a finalement engendré une situation où l'impérialisme ne peut plus gouverner comme avant. Une pression considérable venue du centre de la partition, Londres, va maintenant s'exercer sur toutes les fractions de la bourgeoisie irlandaise et sur leurs agents dans le mouvement ouvrier pour trouver une nouvelle solution dans le cadre de la défense de la propriété privée et de l'Etat bourgeois.

Ces deux événements, la grève générale du 20 mars et le scandale Irwin, participent d'un même processus. Pris dans leur signification la plus générale, ils expriment l'unité des aspirations sociales et démocratiques de tout le prolétariat irlandais. Ils indiquent qu'une nouvelle étape s'est ouverte dans la crise de la partition commencée en 1972. La conquête de l'unité de l'Irlande et la réalisation d'un gouvernement ouvrier, exigence implicite dans le nouveau tournant politique actuellement en cours, conduisent à mettre l'accent sur le problème central : la crise de la direction du prolétariat. Nous devons planifier la construction et l'intervention de la LWR comme composante de la lutte pour la direction du prolétariat. Nous devons nous efforcer d'être pleinement l'expression consciente des nécessités de la nouvelle étape qui s'ouvre dans la lutte de classe, comme partie constituante du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. »

(1) Médecin de l'armée anglaise d'occupation, qui a reconnu que la torture était de pratique courante dans les prisons de l'impérialisme britannique.

(2) Le rapport Bennett a été demandé par le gouvernement de Londres après la mort de B. Maguire. Il reconnaît de fait l'usage de la torture dans les prisons d'Irlande du Nord.

---

**UN SEUL LABOUR PARTY  
POUR TOUTE L'IRLANDE !  
POUR UNE ASSEMBLEE  
CONSTITUANTE  
SOVERAINE !**

---

De ce point de vue, la LWR, qui combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, inscrit toute son activité dans le droit fil du combat des fondateurs du mouvement ouvrier irlandais, Connolly et Larkin, qui ont unifié le prolétariat irlandais dans les grandes batailles du début du siècle. La LWR fait siens les principes qui ont été à la base de la fondation du mouvement ouvrier irlandais : l'unité du prolétariat de toute l'île, le combat pour une république des travailleurs des trente-deux comtés. Elle place aujourd'hui au centre de son activité le combat pour un seul Labour party pour toute l'Irlande, et le combat pour une Assemblée constituante souveraine.

Il s'agit de problèmes cruciaux pour le prolétariat de toute l'île. Au Nord, la classe ouvrière est privée de toute représentation politique qui lui soit propre. Le Parti travailliste britannique s'est attiré une haine méritée comme agent et représentant direct de l'impérialisme oppresseur. Les régiments de parachutistes envoyés par le gouvernement de Sa Majesté ont eux-mêmes réduit en miettes toute illusion à l'égard d'une éventuelle solution dans le cadre du Parlement de Westminster. Les masses sont dressées directement et sans aucun intermédiaire contre l'impérialisme britannique. Elles ne peuvent attendre de résultat que du démantèlement des institutions du pseudo-Etat des six comtés. La lutte des ouvriers et des paysans du Nord pour un gouvernement à eux passe nécessairement par le combat pour un seul Labour Party pour toute l'Irlande, et pour une Assemblée constituante souveraine.

Quant aux masses du Sud, lit-on dans la résolution de la conférence de la LWR,

« elles ne peuvent pas agir pour un gouvernement à elles au moyen du Labour Party existant dans les vingt-six comtés, ni dans le cadre du pseudo-Parlement sanctionnant la

partition du pays (le Dail). Voilà pourquoi la satisfaction des aspirations du prolétariat irlandais dans les vingt-six comtés appelle inexorablement la destruction du Dail et de toutes les institutions de la partition, l'unité du prolétariat irlandais dans un seul parti combattant l'impérialisme et la division du pays. Les mots d'ordre d'un seul Labour Party pour toute l'Irlande et d'une Assemblée nationale constituante sont seuls à répondre aux besoins des masses travailleuses. Les revendications du prolétariat irlandais et la solution de la question nationale sont ainsi étroitement liées, non pas dans l'idéologie, mais dans la réalité. »

---

**LE COMBAT  
CONTRE LA REPRESSION,  
POUR LES LIBERTES  
DEMOCRATIQUES**

---

Les travaux de la conférence de la LWR ont été centrés sur la définition exacte des voies et des moyens de la construction de l'organisation, dans le but de réaliser une progression numérique et politique importante dans les prochains mois. La portée internationale de ce combat pour bâtir l'organisation trotskyste dans toute l'Irlande doit être appréciée par toutes les sections du Comité d'organisation comme une contribution majeure à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il n'est pas possible, dans le cadre de cette brève note, de faire état des travaux des commissions de la conférence de la LWR qui ont établi le bilan de l'activité et élaboré des résolutions de travail couvrant les principaux secteurs d'activité (travail syndical, travail dans les entreprises, travail à l'université, construction de la LWR au Nord). Il est cependant nécessaire de souligner — en relation directe avec les problèmes politiques qui viennent d'être évoqués — l'importance du combat engagé par la LWR sur le terrain de la défense des libertés démocratiques et de la lutte contre la répression.

La LWR a jeté toutes ses forces dans le combat, au Nord et au Sud, notamment pour une commission

syndicale d'enquête sur la mort de Brian Maguire (1), et en faveur du statut politique pour les prisonniers de Long Kesh (dont on sait que plusieurs centaines croupissent nus et dans des conditions effroyables précisément parce qu'ils refusent le traitement des prisonniers de droit commun que l'impérialisme anglais entend leur imposer). La LWR a également, avec les mères des prisonniers politiques du Nord, organisé des délégations massives de travailleurs, de militants et responsables syndicaux, d'étudiants, en direction des députés du Labour Party du Sud, à Dublin.

Sur la base de cette activité, nos camarades irlandais ont pu rassembler une importante délégation à la Conférence européenne du mois de janvier (voir « La Vérité » n° 586), à laquelle participaient également des représentants de l'Irish Labour Party, de l'Independent Socialist Party, du Mouvement républicain (Sinn Fein), ainsi qu'une délégation syndicale de l'Irish Transport and General Workers Union.

Cette activité, décisive pour la construction de la LWR, va encore s'élar-

gir, en relation directe avec les prochaines initiatives qui seront prises au niveau européen dans le cadre de la campagne internationale contre la répression. Rappelons que, dès août 1978, les participants aux journées d'études réunies à Paris se sont engagés à combattre simultanément pour le retrait des troupes britanniques d'Irlande et des troupes russes de Tchécoslovaquie. Aujourd'hui, plus que jamais, pour toutes les sections du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, la solidarité inconditionnelle avec les combattants de l'unité et de l'indépendance de l'Irlande engagés sur l'un des fronts décisifs de la révolution prolétarienne en Europe, et la campagne pour la libération des prisonniers politiques de Long Kesh et d'ailleurs, conformément aux engagements pris, est une tâche qui s'impose à tous.

**Robert Clément,**  
20 avril 1979.

(1) Brian Maguire, militant républicain, a été trouvé pendu dans sa cellule au « centre d'interrogatoire » de Castelreagh en mai 1978.

**Abonnez-vous à**

**« Workers' Republic »**

**Revue bi-mensuelle de la « League for a Workers' Republic », section irlandaise du Comité d'organisation (un an - 40 francs).**

**13 LR Camden Street - Dublin - Irlande**



Comité d'organisation  
pour la reconstruction  
de la Quatrième Internationale



## Politica Obrera : confirmation

par François FORGUE

*Sous la signature d'un certain R. Santos, la direction de « Politica Obrera », que les organisations unanimes du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ont exclue de leurs rangs lors du dernier bureau international, vient de publier un volumineux bulletin au titre fracassant : « Détruisons la provocation Just-Lambert. »*

Si nous décidons de consacrer une brève note à cette indigeste compilation, c'est parce que, malgré lui sans doute, l'auteur est entraîné par le mouvement de ce que l'on n'ose appeler une « polémique », à reconnaître le caractère réel des positions de « Politica Obrera » et à justifier a posteriori — s'il en était encore besoin — la salutaire décision du dernier bureau international.

Nous ne donnerons qu'un exemple de la manière dont « Politica Obrera » en use avec la vérité des faits. Il concerne précisément la VIII<sup>e</sup> session du bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

---

Juillet 1974 : après la mort de Perón, le premier « conseil de gouvernement » argentin présidé par Isabel Perón. (Ph. Sygma)

On apprend en effet par ce texte qu'une « conjonction de sectes » (c'est ainsi que « Politica Obrera » définit l'ensemble des sections du Comité d'organisation) rejeta une motion présentée par la délégation de « Politica Obrera » pour que les travaux du bureau international soient placés sous une présidence d'honneur composée des morts, disparus et emprisonnés du Comité d'organisation. En réalité, alors que le premier point qui devait venir en discussion était la résolution présentée par l'OCI et concluant à l'exclusion de « Politica Obrera », les représentants de « Politica Obrera » tentèrent une misérable manœuvre en proposant que l'on élise une présidence d'honneur formée par les victimes de la répression de « Politica Obrera ». Dans le texte de R. Santos il est affirmé, à ce sujet, que Guillermo Lora approuva la position de « Politica Obrera ». C'est un mensonge grossier, Guillermo Lora déclara (et le procès-verbal du bureau

international en fait foi) qu'il n'était certes pas faux de vouloir honorer les victimes de la répression, mais que dans les conditions existantes, la proposition de « Política Obrera » apparaissait comme une manœuvre...

---

## A NOUVEAU SUR LE PERONISME

---

Le reste est à l'avenant. Mais le but du document est de réfuter les attendus politiques de la résolution concluant à l'exclusion de « Política Obrera » et votée à l'unanimité des organisations présentes au bureau international (cette résolution a été publiée dans le n° 585 de « La Vérité », février 1979).

Par exemple, R. Santos s'indigne du jugement porté sur la politique de « Política Obrera » lors du retour de Peron en Argentine et lors des élections de 1973, politique de capitulation devant le nationalisme bourgeois, devant le péronisme. L'une des expressions qu'en citait la résolution d'exclusion était le titre de « Política Obrera » du 15 juin 1973 :

« Retour de Peron : il faut qu'il se prononce contre l'accord social !  
Dehors les ministres patronaux !  
Pour des ministres ouvriers contrôlés par les organisations syndicales. »

Le texte de R. Santos reprend fièrement à son compte ce titre mais souligne que la résolution d'exclusion cite incomplètement les textes de « Política Obrera » à ce sujet (ce qui est exact, cette résolution n'est pas l'édition des « œuvres complètes » de « Política Obrera » ; la vraie question est de savoir si les citations faites sont honnêtes, c'est-à-dire illustrent les positions véritables de « Política Obrera »), et il apporte au dossier d'autres citations dont nous extrayons celle-ci :

« ... La direction péroniste, reconnue par les travailleurs, est au gouvernement et a en mains tous les moyens pour réaliser les revendications ouvrières. Qu'elle réponde à ces revendications. Que Peron se prononce contre l'« accord social ». »

Toute la « méthode » (ou pour être plus précis toute la capitulation politique) de « Política Obrera » est concentrée dans ce passage, que sa direction cite elle-même comme expression de sa politique.

Parce que les travailleurs ont des illusions (et encore faudrait-il spécifier, car « Política Obrera », comme Trotsky expliquait que c'était le cas du petit-bourgeois Burnham, prête généreusement ses propres illusions à la classe ouvrière) dans la direction nationaliste bourgeoise du péronisme, « Política Obrera » traite formellement celle-ci comme si elle constituait l'appareil dirigeant d'un parti ouvrier. La forme ici s'emplit d'un contenu concret : l'abandon de toute lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat, masqué par des revendications pseudo-radicales adressées à la direction péroniste, considérée comme direction « légitime » du prolétariat argentin.

Car « Política Obrera » n'y va pas par quatre chemins. R. Santos explique :

« Le gouvernement bourgeois de Campora était considéré par les masses comme leur propre gouvernement. D'où la nécessité d'intervenir dans la destruction de cette illusion (sur la base de l'illusion) pour jouer un rôle d'avant-garde dans la formation d'une classe ouvrière indépendante : si le gouvernement péroniste est un gouvernement des travailleurs, que la totalité de ses ministres soient des ministres ouvriers. »

Voilà qui sonne bien. Ne serait-ce pas, dans les conditions argentines, une formulation positive du mot d'ordre « chassez les ministres bourgeois » ? Il n'y a qu'un inconvénient, c'est que ce mot d'ordre n'a comme sens que d'appeler à la modification du personnel d'un gouvernement bourgeois, à savoir remplacer des fonctionnaires politiques du péronisme par des fonctionnaires à étiquette syndicale.

R. Santos n'hésite pas, ce qui est un faux grossier, à comparer cette lamentable capitulation à la politique suivie par le POR de Bolivie en 1970 face au gouvernement Torres, lorsque le général Torres proposa que la COB (Cen-

trale ouvrière bolivienne) et les partis politiques envoient des représentants au gouvernement. Le POR était catégoriquement opposé à toute participation ouvrière au gouvernement Torres. Ce n'est que lorsqu'il fut mis en minorité sur cette question au sein de l'Assemblée populaire qu'il mit en avant que 75 % des postes ministériels devaient être occupés par des membres de l'Assemblée populaire. Proposition naturellement inacceptable par le gouvernement bourgeois de Torres qui la rejeta. On peut naturellement diverger sur l'appréciation de l'opportunité de cette tactique, mais elle n'a, de toute façon, rien à voir avec la politique de soutien au nationalisme bourgeois.

---

### « POLITICA OBRERA » ET LE CASTRISME

---

Autre exemple, la résolution d'exclusion rappelait — tout en soulignant que pour des révolutionnaires « il n'y a pas de péché originel » — quelles étaient les positions qui étaient encore celles de « Política Obrera » lors de son affiliation au Comité d'organisation. « Política Obrera » expliquait alors que cette affiliation constituait « une étape supérieure dans notre politique de combat pour le parti mondial », mais que dès 1967, « Política Obrera »

« s'était appuyée sur la nécessité objective de la révolution cubaine, sur la réaction du castrisme contre les trahisons, sur les positions internationalistes de la direction cubaine elle-même pour agir en vue de la construction d'une authentique organisation internationaliste de ceux qui combattent pour la révolution ».

Pour « Política Obrera », il y avait donc continuité entre l'appui à l'OLAS et le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Mais aujourd'hui, le porte-parole R. Santos affirme à qui veut le croire :

« L'incompatibilité du castrisme comme programme et comme méthode avec la IV<sup>e</sup> Internationale, « Política Obrera » l'a établie dès son origine. » (C'est-à-dire dès 1964-1965 — NDLR.)

La taille du mensonge se mesure à ce que, dans la revue de « Política Obrera » en date du 30 septembre 1968, il est annoncé une campagne de défense, non seulement de la mémoire de Che Guevara, mais également du « caractère révolutionnaire de son idéal et de son programme ». Et dans la même revue, on peut lire l'explicitation de cette position :

« De la révolution cubaine, du Che et de Fidel, se sont nourris les cadres d'avant-garde qui ont mené la lutte de classe révolutionnaire contre le stalinisme et contre toutes les variantes du réformisme local. Le phénomène historique fondamental est le passage du mouvement des masses d'Amérique latine dans le camp de la révolution socialiste. Car en dernière instance, la décomposition du capitalisme poussera à nouveau les ouvriers et les paysans dans le camp de la révolution, malgré les défaites, les désastres et les massacres, mais ce sont la révolution cubaine et le castrisme révolutionnaire qui ont constitué les forces historiques subjectives qui ont impulsé, développé et accéléré le développement des événements. »

Fondamentalement d'ailleurs, en 1979, « Política Obrera » conserve la même position. R. Santos écrit :

« L'OCI a créé (*sic*) la formule selon laquelle le castrisme est allé plus loin qu'il ne le voulait dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, formant un gouvernement ouvrier et paysan, mais elle a omis de marquer la différence d'avec le stalinisme — qui peut lui aussi aller plus loin qu'il ne le veut dans la voie de cette rupture — mais qui demeure contre-révolutionnaire à l'échelle internationale (Mao, Kim-Il Sung, Ho-Chi Minh). Ce que l'OCI ne dit pas, c'est que le castrisme est un mouvement qui est allé plus loin que ses positions originelles, mais qu'il ne s'est pas engagé dans cette voie contre sa volonté... »

La résolution d'exclusion notait, preuves à l'appui (positions de « Política Obrera » sur le Pérou et le Nicaragua, pour ne rien dire de l'Argentine), le passage ouvert de « Política Obrera » sur le terrain de la révolution par étapes.

## AUX RACINES POLITIQUES DES CAPITULATIONS DE « POLITICA OBRERA »

Cette conception est généralisée dans le paragraphe suivant du texte de R. Santos :

« A notre époque, dans laquelle le mouvement révolutionnaire dans les colonies coïncide objectivement avec le mouvement de la révolution prolétarienne mondiale, la relation entre le trotskysme et les authentiques mouvements révolutionnaires anti-impérialistes peut se définir dans les termes mêmes du « Manifeste communiste » :

— a/ dans les diverses étapes de la lutte contre l'impérialisme, les trotskystes représentent toujours et en tous lieux les intérêts du mouvement dans son ensemble, c'est-à-dire pour l'émancipation, non seulement nationale, mais de toute forme d'exploitation ;

— b/ dans chaque lutte nationale, ils combattent pour l'unité du mouvement révolutionnaire colonial avec le prolétariat international. »

Le « Manifeste communiste », dans le passage que « Política Obrera » prétend paraphraser, traite des rapports entre les communistes et l'ensemble de la classe, dans le mouvement d'ensemble du prolétariat.

Un siècle et demi plus tard, au cœur de la crise de décadence de l'impérialisme, après des dizaines d'années de guerres, de révolutions, de contre-révolutions qui ont manifesté l'unité mondiale de la lutte des classes, « Política Obrera » présente la tâche des trotskystes comme étant celle d'exprimer « dans leur ensemble » les intérêts d'un mouvement anti-impérialiste distinct de celui du prolétariat, auquel il peut s'unir.

Il y a donc bien deux processus révolutionnaires, radicalement distincts, dont l'un (le mouvement anti-impérialiste) n'a pas la dictature du prolétariat pour objectif. Ce sont les fondements mêmes de l'internationalisme prolétarien — et du marxisme — qui sont balayés.

« Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers, dit le Manifeste.

Ils n'ont point d'intérêts qui divergent des intérêts de l'ensemble du prolétariat.

Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points. D'une part, dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. D'autre part, dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. »

A ce passage, qui fonde avant tout l'activité propre des communistes sur l'internationalisme, « Política Obrera » substitue sa « version » pour le « monde colonial ». En d'autres termes, pour « Política Obrera », les principes du « Manifeste communiste » et leur développement dans l'action et dans la théorie révolutionnaires ne s'appliquent pas dans les colonies et les semi-colonies. Ce qui veut dire, bien évidemment, qu'ils perdent aussi toute signification ailleurs...

Qui s'étonnera après cela de la capitulation devant, non seulement la bourgeoisie nationale, mais l'impérialisme, sous la forme de la capitulation politique devant le régime de Videla. Le porte-parole de « Política



Obrera » s'indigne du fait que, dans la résolution d'exclusion, « Política Obrera » soit dénoncée pour son acceptation — frauduleusement avancée au nom du combat pour l'Assemblée constituante souveraine — d'une Assemblée octroyée par le régime Videla.

Or, qu'écrivit R. Santos ?

« Dans la pratique, la question se pose ainsi : pouvons-nous conclure un accord de mobilisation pratique avec des courants bourgeois et petits-bourgeois pour l'Assemblée constituante souveraine et démocratique, ou devons-nous leur poser comme condition qu'ils se prononcent pour d'abord jeter à bas la dictature ? »

Ainsi, « Política Obrera » admet que sa politique, en ce qui concerne le mot d'ordre de l'Assemblée constituante en Argentine, consiste à avancer ce mot d'ordre de telle manière qu'il soit compatible avec des accords circonstanciels avec des fractions de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie qui ne posent pas la question du renversement de la dictature. Jusqu'à maintenant, nous avions appris que des accords circonstanciels pouvaient se nouer avec des démocrates bourgeois, précisément dans l'action contre une dictature policière ou militaire. « Política Obrera » innove : de tels accords peuvent se faire dans le cadre politique de l'acceptation de la dictature...

Nous pourrions continuer longtemps, car le long plaidoyer de « Política Obrera », au-delà des insultes et des mensonges, est un extraordinaire acte d'accusation qui confirme le bien-fondé de la décision du bureau international.

Un dernier point. La politique de « Política Obrera » avait trouvé une expression concentrée dans la position de ses auxiliaires chiliens, la fraction de Gramar qui avait appelé à la participation aux élections « syndicales » organisées par Pinochet et condamnées par la direction de la CUT en exil comme un acte de destruction du mouvement ouvrier.

Cette position était tellement scandaleuse qu'aujourd'hui, essayant de brouiller les traces, « Política Obrera » affirme que la position de sa

fraction chilienne sur les élections « syndicales » de Pinochet constituait une « grave erreur politique ». Soulignons que cette « erreur » a comme racine théorique la position de « Política Obrera » selon laquelle tous les « syndicats », même les syndicats fascistes, sont des syndicats ouvriers.

Gramar, pour sa part, dans le bulletin de sa fraction, fait aussi un pas en arrière, mais maintient fondamentalement la position politique qui est à la base de sa capitulation devant les manœuvres « syndicales » de Pinochet. Il écrit :

« Les diverses formes de domination politique de la bourgeoisie impliquent diverses formes de contrôle du mouvement ouvrier. »

Cela veut dire que, pour Gramar comme pour « Política Obrera », le fascisme ce n'est pas la destruction des organisations ouvrières, mais une autre forme de leur « contrôle ». Logique avec lui-même, Gramar continue :

« La mise dans l'illégalité de la CUT n'est pas un argument à ce sujet (au sujet de la destruction du mouvement syndical), penser cela serait réduire la lutte des classes aux dispositions légales, ce qui est le propre du crétinisme parlementaire. »

Voilà qui se passe de commentaires ! Quel rapport avec le mouvement ouvrier a un courant qui exprime des positions aussi totalement réactionnaires ?

Le nouveau texte de « Política Obrera » a donc un avantage, éclairer encore plus si cela était nécessaire le caractère anti-trotskyiste, étranger au mouvement ouvrier, de cette organisation.

C'est le devoir des militants de « Política Obrera » qui ont rejoint cette organisation parce qu'ils y voyaient l'expression en Argentine du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, de rompre avec la clique Altamira et de rejoindre les rangs du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

F. F.,  
le 8 mai 1979.



## APRES LES GREVES DE L'HIVER ET LES ELECTIONS GENERALES DE MAI 1979

# Angleterre : le gouvernement Thatcher face à la classe ouvrière

par François FORGUE

*Le 3 mai 1979, les élections générales ont eu lieu en Grande-Bretagne. Bien évidemment, il s'agit d'un moment politiquement important. Mais pas seulement du fait de la portée, en quelque sorte « naturelle », d'élections dans un pays dont l'histoire politique, depuis des siècles, se déroule dans un cadre parlementaire. Ce qui donne une importance à ces élections, c'est avant tout le contexte dans lequel elles se situent, contexte marqué par une série d'éléments qui permettent d'affirmer qu'en Angleterre une nouvelle phase de la lutte des classes se noue, et que, quelle qu'ait été l'issue des élections, la crise sociale et politique qui étreint l'Angleterre ne peut que s'intensifier. C'est sur certains aspects de ce développement de la lutte des classes que cet article veut se concentrer.*

Cela ne signifie pas que les résultats des élections soient sans signification : ils s'inscrivent comme l'un des éléments de la situation (du « contexte » évoqué plus haut) et leur effet sur celle-ci doit être évalué, d'autant plus que ce résultat ne consiste pas principalement dans une modification de l'équilibre parlementaire au sein de la Chambre des Communes, mais dans le fait qu'à un gouvernement formé par les représentants du parti qui est historiquement le parti de la classe

ouvrière, le Labour Party, succède un gouvernement formé par le parti historiquement constitué comme le parti du capital et des couches décisives de la bourgeoisie impérialiste anglaise, le parti conservateur.

Mais, pour apprécier ces résultats et les intégrer à l'analyse de la situation d'ensemble, il ne faut surtout pas tomber dans le piège de l'« exceptionnalisme britannique », ce que fait délibérément la presse bourgeoise qui cherche à se rassurer elle-même par ses bavardages sur le « jeu harmonieux de l'alternance ». L'enracinement des traditions parlementaires en Grande-Bretagne ne change rien au fait que les élections ne sont jamais par elles-mêmes déterminantes des caractéristiques fondamentales d'une situation.

---

Londres, janvier 1979. Un piquet « secondaire » de la grève des camionneurs. Lè « contrat social » du gouvernement Callaghan va bientôt voler en éclats. (Ph. Sygma)

Celle-ci est avant tout déterminée par les rapports de force entre les classes qui s'expriment — mais de manière nécessairement déformée, amortie — sur le terrain électoral.

Examinons maintenant précisément les résultats des élections du 3 mai. Au niveau de la composition du Parlement (la Chambre des Communes), les conservateurs bénéficient d'une confortable majorité pour gouverner (339 sièges sur 635), ce qui veut dire qu'ils n'ont besoin ni d'alliance, ni de soutien pour faire approuver leur politique à la Chambre, qu'au plan parlementaire ils peuvent donc faire voter la législation qu'ils désirent. Le Labour Party conserve 268 sièges, tandis que le « second » parti bourgeois traditionnel, le parti libéral, et les partis « nationalistes » régionaux d'Ecosse et du pays de Galles voient leur place parlementaire considérablement amoindrie. De plus, l'Irlande du Nord, que la force armée maintient dans le cadre du Royaume-Uni, envoie 11 députés au Parlement britannique : 10 d'entre eux sont des « unionistes », le parti réactionnaire de l'Irlande anglaise à tout prix, qui voteront des deux mains tout projet anti-ouvrier et antidémocratique présenté par les conservateurs. Voilà donc incontestablement un Parlement orienté « à droite ».

## LES RESULTATS ELECTORAUX

Mais il ne s'agit, là encore, que des résultats parlementaires (de la composition du Parlement). On sait que le système électoral britannique est un système majoritaire à un tour qui amplifie considérablement en nombre de sièges l'avance en voix d'un parti. Venons-en maintenant aux résultats électoraux proprement dits, c'est-à-dire à la manière dont les électeurs britanniques se sont prononcés, et comparons-les à ceux d'octobre 1974.

Le taux des abstentions a légèrement baissé par rapport à 1974, mais pas dans des proportions significatives. Il y a eu un peu plus de 75 % de l'électorat qui a pris part au vote. Il y a un incontestable succès électoral con-

servateur : les « Tories », avec approximativement 13 600 000 voix, reçoivent 43,9 % des suffrages contre 36 % en 1974. Mais ce succès est avant tout un succès remporté sur les autres partis bourgeois, le parti libéral qui perd 4,5 % de son électorat, et les partis régionalistes qui sont laminés, en particulier en Ecosse.

En pourcentage, le Labour Party connaît un léger recul (ce que les spécialistes appellent un « tassement ») de 2,3 %. Mais en voix, non seulement il retrouve, mais il dépasse son score d'octobre 1974, atteignant les mêmes résultats qu'en février 1974, lors de l'élection tenue dans la foulée de la chute de Heath. Il obtient environ 11 500 000 voix.

Sur le plan strictement électoral donc, un bref examen du scrutin conduit à deux conclusions principales :

1 — il y a eu sur le terrain électoral un processus de polarisation ;

2 — même sur le terrain électoral, le Labour Party n'a pas souffert de véritable recul.

Si l'on donne à ces constatations leur dimension politique, il faut constater que le fait le plus remarquable de cette élection n'est pas que Mme Thatcher puisse déménager ses cartons à chapeaux au 10, Downing Street, mais qu'après cinq ans d'inflation, de chômage, de tentatives de blocage des salaires — tout cela sous la responsabilité d'un gouvernement du Labour Party —, la grande majorité de la classe ouvrière organisée ait voté pour le Labour Party, contre la bourgeoisie et ses partis. Acte politique d'autant plus significatif qu'il est accompli dans les pires conditions : l'initiative électorale revient aux conservateurs et aux libéraux qui ont fait tomber le gouvernement du Labour Party, et, de plus, celui-ci s'efface dans les conditions les plus honteuses — le Premier ministre Callaghan cherchant jusqu'à la dernière minute à monnayer un accord avec l'extrême réaction, les « unionistes » de l'Ulster, pour rester en place. La campagne électorale a été menée tambour battant par le parti de Mme Thatcher, tandis que celle du Labour Party fut d'une rare timidité, axée par un manifeste qui, même sous

l'angle des « promesses », est en retrait sur les précédentes plateformes électorales du Labour Party.

Ce n'est donc en rien un vote de confiance à la direction Callaghan et à sa politique, c'est malgré cette direction et cette politique un vote de classe, et en ce sens l'affirmation, sur le terrain électoral, de la volonté et de la capacité de la classe ouvrière à s'attaquer à la bourgeoisie, à ses partis et à son gouvernement.

Une analyse même rapide des résultats des élections du 3 mai confirme ce qu'écrivait l'hebdomadaire « Informations ouvrières » au lendemain de la chute du gouvernement Callaghan :

« Le vote de la classe ouvrière pour le Labour Party ne fera que préparer sa résistance au programme anti-ouvrier que Thatcher, la soi-disant « dame de fer » des conservateurs, voudrait appliquer en cas de victoire de son parti. Quel que soit le gouvernement qui sorte des urnes le 3 mai prochain, il sera, plus encore, un gouvernement de crise. »

Un examen de la répartition géographique des votes souligne cette réalité et illustre en même temps les conditions concrètes dans lesquelles elle s'est manifestée. Le Labour Party cède partiellement le terrain à Londres et dans le sud de l'Angleterre, mais dans toutes les régions à forte concentration industrielle, dans le nord de l'Angleterre, dans les bassins miniers, en Ecosse, le Labour Party maintient, consolide, et parfois élargit ses positions.

Que les « zones » de succès électoral du Labour Party se confondent avec les régions de plus forte concentration prolétarienne, et surtout de plus haut degré d'organisation politique et syndicale, de plus vieille tradition de lutte, illustre le caractère de classe du vote.

Mais la classe ouvrière britannique ne se divise pas en secteurs « avancés » et bien structurés, et en secteurs politiquement plus arriérés et moins bien organisés. Ce sont certains des secteurs qui pouvaient apparaître comme « périphériques », qui ne bénéficiaient pas d'une longue tradition d'organisation et de lutte (pom-

piers, employés municipaux, enseignants), qui ont joué un rôle d'avant-garde dans le développement de la lutte contre la politique sociale du gouvernement Callaghan (c'est-à-dire contre la politique correspondant aux besoins de la bourgeoisie). Peut-être est-ce dans ces secteurs qu'il y a eu un plus grand nombre d'abstentions de la part d'électeurs passés ou potentiels du Labour Party. Il est impossible de l'affirmer avec précision. Toujours est-il que le résultat global du scrutin montre qu'y compris sur le terrain électoral miné par les conséquences de la politique de la direction du Labour Party, il n'a pas été possible d'empêcher la réfraction, certes atténuée et déformée, du mouvement en avant de la classe ouvrière anglaise dans son ensemble, moteur principal de la crise à laquelle le gouvernement Thatcher va être confronté comme le gouvernement Callaghan l'avait été avant lui.

La polarisation que traduisent la montée des voix conservatrices et l'effondrement des formations intermédiaires est un signe certain de cette crise et du fait qu'elle gagne en intensité. Mais la forme qu'a prise cette polarisation n'avait rien d'une fatalité, rien ne déterminant automatiquement des secteurs de la petite bourgeoisie à se regrouper autour du parti conservateur. C'est la totale absence de perspectives offertes par la direction du Labour Party qui est à son origine. Le choix de fractions de la petite bourgeoisie comme les hésitations électorales d'éléments de la classe ouvrière trouvent leur source dans la politique de collaboration de classes de la direction du Labour Party, dans sa défense des conditions nécessaires à la réalisation du profit capitaliste, dans sa défense constante, sur tous les plans, des intérêts de l'impérialisme britannique.

---

## INTENSIFICATION DE LA CRISE

---

Que, même électoralement, on ne puisse parler sérieusement d'une défaite du Labour Party, c'est-à-dire que même sur un terrain qui est par nature favorable à la bourgeoisie, et où les conditions étaient cette fois particulièrement difficiles, la politique de

la direction du Labour Party n'ait pu empêcher la volonté des travailleurs d'en finir avec la bourgeoisie et son gouvernement, exprime une réalité plus profonde. Cette réalité, c'est que les rapports de forces entre les classes sont, sans conteste, en faveur de la classe ouvrière, et que celle-ci, prenant l'initiative, a par son activité dans la dernière période poussé plus avant les conséquences de ce rapport de forces. C'est en cela que constitue le nouveau développement de la lutte des classes dont nous parlions au début de cet article.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent — sans essentiellement le modifier — les résultats politiques des dernières élections.

Ces résultats se résument à la mise en place d'un gouvernement du parti conservateur qui a vocation d'affronter directement la classe ouvrière. C'est une modification non négligeable du dispositif politique, mais elle s'opère alors que la classe ouvrière n'a en aucun sens été « battue » ou « mise en échec », alors qu'au contraire sa montée politique n'a pas été interrompue. Et c'est cette même montée qui est à la racine de la chute du gouvernement Callaghan. Là est la clé de la situation.

Qu'il y ait une « crise » aux aspects multiples en Angleterre est devenu une banalité. Que l'accession au pouvoir de Mme Thatcher n'y mette pas fin en est une autre. Il est donc nécessaire de préciser.

La Grande-Bretagne entre dans une période d'intensification de cette crise généralisée. Ce qui crée les conditions de cette intensification, c'est la présence d'un gouvernement qui ne peut que se présenter — et donc au moins tenter d'agir — comme un gouvernement de combat contre la classe ouvrière, alors qu'il n'existe aucune condition de nature à lui permettre le succès dans cette voie. Au contraire, non seulement les conditions qui avaient imposé l'existence d'un gouvernement du Labour Party demeurent, mais elles sont encore plus contraignantes. Sans qu'il soit possible maintenant de définir les formes ou les rythmes du dénouement, il est clair qu'il s'agit d'une situation explosive.

Les caractéristiques de cette situation peuvent d'ailleurs être dégagées à partir de l'examen des circonstances qui ont amené la chute du gouvernement Callaghan.

Si ce gouvernement n'a pu atteindre son terme parlementaire (il avait constitutionnellement le droit de « durer » jusqu'en octobre), cela n'a pas été l'expression parlementaire d'une modification des rapports de forces en faveur de la classe dominante, mais tout au contraire le résultat d'une offensive de la classe ouvrière « censurant » par son action de classe la politique du gouvernement Callaghan.

---

## LA CHUTE DU GOUVERNEMENT CALLAGHAN

---

On sait comment le gouvernement Callaghan a connu une fin sans gloire. Il était l'auteur de plans de « régionalisation » pour l'Ecosse et le pays de Galles, impliquant la mise en place de Parlements écossais et gallois aux pouvoirs limités. Ces projets devaient être ratifiés par un référendum dans chacune des régions concernées, et il fallait que 40 % au moins de l'électorat réponde « oui » pour que la mise en place du Parlement régional soit automatiquement acquise. Ces référendums ont eu lieu au début de mars.

Or, bien que le gouvernement ait mis tout son poids dans la balance, en Ecosse, où le Labour Party est pourtant majoritaire (et où le parti « nationaliste » appelait également à voter « oui »), il n'y eut qu'une faible majorité de « oui », qui, compte tenu des abstentions, ne représentait pas 40 % du corps électoral. Au pays de Galles, le projet gouvernemental fut nettement battu.

Le gouvernement conservait, en principe, le droit d'appliquer malgré tout son projet en Ecosse, là où une faible majorité l'avait approuvé. Le parti « nationaliste » écossais, le SNP, fit de cette exigence la condition de son soutien. Comme Callaghan, désavoué en Ecosse et au pays de Galles par les électeurs du Labour Party, ne pouvait s'engager dans cette voie, le parti régionaliste joignit ses voix à celles des libéraux et des conservateurs

pour entraîner la chute du gouvernement lorsque le parti de Mme Thatcher présenta une motion de censure.

A ce premier niveau — celui de la forme de la chute du gouvernement Callaghan —, on saisit déjà certains traits de la situation. Tout d'abord, cette exécution — arrachée à une voix de majorité ! — rappelle que le gouvernement du Labour Party ne bénéficiait pas d'une véritable majorité. Ce n'est pas l'arithmétique parlementaire mais les rapports politiques qui expliquent sa durée. A tout moment, la conjonction qui le renversa était arithmétiquement possible.

D'autre part, la place tenue dans la crise par les problèmes « régionaux » illustre les difficultés croissantes de fonctionnement des institutions, pourtant bien rodées, par lesquelles la classe dominante assure son pouvoir, en même temps qu'elle souligne la place qu'y occupe la monarchie.

Certes, la place et la forme qu'occupe en particulier une question comme celle de l'Ecosse ont des racines historiques qu'il n'est pas question de traiter ici (manière dont s'est faite la révolution bourgeoise, le fait que la Grande-Bretagne reste le « Royaume-Uni »). Mais le vote du prolétariat en Ecosse et au pays de Galles (contre l'avis de ses propres dirigeants) détruit le mythe selon lequel ces éléments constituants de la nation britannique seraient des « nations opprimées » et démasque le caractère réactionnaire des projets de « dévolution » : en diminuant les compétences de la Chambre des Communes au nom de la mise en place d'Assemblées régionales sans véritable pouvoir, ils ne feraient que renforcer l'institution monarchique comme facteur d'unification. Que ces projets, par lesquels le gouvernement Callaghan entendait s'assurer l'appui de secteurs de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, se soient finalement révélés être des boomerangs, ne fait qu'accuser la réalité de la crise politique, l'incapacité du gouvernement à contrôler la marche des événements.

Mais ce n'est là encore que la forme. Le fond est dans la réponse à la question : pourquoi les conservateurs, qui avaient tant attendu, ont-ils décidé de porter l'estocade ?

La réponse, elle, est dans la lutte des classes. Avant de sombrer, le gouvernement Callaghan aura connu un rude hiver.

La clé de voûte de sa politique était le « contrat social » par lequel il prétendait assurer une relative aisance au fonctionnement de l'économie capitaliste. Par ce « contrat », les directions syndicales acceptaient une limitation volontaire des hausses annuelles de salaire à 5 %.

Et ce contrat a été réduit en miettes par une formidable vague de grèves. Le souvenir de Heath, chassé par la grève générale des mineurs en 1974, hante encore les stratégies de la bourgeoisie britannique, qui ont longtemps hésité à ouvrir une crise de succession ramenant le parti conservateur au pouvoir. Conscients qu'ils ne pouvaient prendre le risque d'un affrontement décisif avec la classe ouvrière, ils comptaient sur les dirigeants du Labour Party pour la contenir et œuvrer, par les conséquences de leur politique de collaboration de classes, à préparer les conditions de la contre-offensive.

---

## UNE NOUVELLE PHASE DE LA LUTTE DES CLASSES

---

A s'en tenir au calendrier constitutionnel, 1979 marquait de toute façon la fin d'une période législative commencée en 1974. Mais lorsque les commentateurs, analysant la situation qui se développe au début de 1979 en Angleterre, se réfèrent à cette date, ce n'est pas d'abord aux précédentes élections générales qu'ils font allusion, mais aux conditions dans lesquelles elles ont pris place — pour les comparer à celles qui existent cinq ans plus tard et qui se matérialisent dans une vague de grèves d'une rare puissance.

« C'est la plus grave crise sociale depuis la grève des mineurs de 1974 », écrivait, par exemple, le « Financial Times », formule qu'à des détails près on trouve répétée par toute la presse anglaise. On sait que c'est la grève générale des mineurs qui brisa le gouvernement Heath, créant les conditions d'un retour au gouvernement du Labour Party.

Ainsi, porté au pouvoir par une puissante mobilisation politique de toute la classe ouvrière s'exprimant dans la grève générale des mineurs, le gouvernement du Labour Party à son tour devait plier devant une offensive ouvrière. L'histoire se répéterait...

A trop forcer l'analogie, on risque de perdre de vue l'essentiel. Il ne s'agit pas d'une répétition. En 1974, avec ses organisations à qui elle impose alors temporairement et partiellement de tenir le rôle pour lequel elles ont été forgées, la classe ouvrière se dresse contre le gouvernement du parti traditionnel de la bourgeoisie, le parti conservateur, engagé dans une offensive anti-ouvrière de grande ampleur. Elle brise net cette offensive et chasse ce gouvernement réactionnaire.

Cinq ans plus tard, à travers une vague de grèves qui englobe les secteurs les plus divers de la classe ouvrière (camionneurs, travailleurs du rail, travailleurs municipaux, travailleurs de la santé, etc.), mouvement plus ample dans sa diversité que celui de 1974, la classe ouvrière arrache des revendications qui mettent fin à un système de blocage des salaires de fait, mis en place par le gouvernement du Labour Party, c'est-à-dire un gouvernement du parti qui est le parti de la classe ouvrière, organiquement lié à toutes ses formes d'organisation (syndicats, coopératives), et que l'écrasante majorité de la classe ouvrière reconnaît comme son parti politique. Ce sont les éléments d'une nouvelle phase de la lutte des classes en Angleterre qui se cristallisent. Par les moyens de la lutte des classes, pour défendre ses conditions de vie et de travail, ses acquis, contre la bourgeoisie (contre les conséquences du fonctionnement de l'économie capitaliste), la classe ouvrière se dresse en fait en masse contre l'appareil bureaucratique dirigeant du Labour Party.

## DE 1974 A 1979

Il est nécessaire, pour apprécier ces nouveaux développements, de revenir sur ce qui s'est passé en 1974 et sur sa portée internationale.

Lorsqu'en février 1974 le gouvernement conservateur de Heath tomba

sous les coups de la grève générale des mineurs centralisant la mobilisation politique de toute la classe ouvrière anglaise, cet affrontement ouvert entre les classes s'inscrivait dans un développement de la situation mondiale. C'est en effet dès l'automne 1973 que commencent à se préciser les signes d'un tournant de la situation mondiale. C'est avec plus de force que jamais que les lois objectives du système capitaliste s'imposent à tous, et les efforts de l'impérialisme le plus puissant pour modifier les relations inter-impérialistes en sa faveur aggravent brutalement la situation des impérialismes décadents d'Europe. C'est alors que le gouvernement Heath, agissant au compte de la classe dominante tout entière, s'engage dans une brutale offensive anti-ouvrière qui devait se transformer en une débâcle politique pour la bourgeoisie et ses partis.

Ainsi, lors de la première épreuve de force entre le prolétariat et la bourgeoisie d'un pays industriellement avancé, prenant place dans le contexte du tournant qui se développe dans la situation mondiale, la bourgeoisie subit une lourde défaite politique. C'est une victoire pour tous les travailleurs d'Europe.

Le tournant dans la situation mondiale s'est matérialisé, on le sait, à travers le déclenchement de la révolution prolétarienne au Portugal et la défaite politique d'ampleur mondiale de l'impérialisme américain au Vietnam. Ce tournant s'est inévitablement accompagné de l'aggravation, de l'approfondissement de la crise politique — de la crise des formes de domination de la bourgeoisie — de toutes les bourgeoisies d'Europe, et l'Angleterre n'a pas fait exception...

Le gouvernement Wilson de février 1974 naît donc comme un gouvernement de crise. Parlementairement, c'est un gouvernement de minorité : si l'on ne tient compte que du nombre de sièges, les deux principaux partis bourgeois, les conservateurs et les libéraux, pourraient gouverner ensemble. Mais une telle solution est exclue car on ne peut alors, comme l'explique la presse anglaise, « gouverner contre les syndicats », c'est-à-dire défier la volonté qui s'est matérialisée, non principale-



ment dans les urnes, mais dans la grève des mineurs, et qui a eu raison de Heath. Le gouvernement du Labour Party est donc bien un gouvernement de crise, car sa formation même est un résultat de la crise sociale et politique de caractère pré-révolutionnaire qui s'était affirmée dans la grève des mineurs.

Comme gouvernement bourgeois, la tâche du gouvernement Wilson est de tenter de liquider les conditions qui l'ont engendré. C'est en ce sens qu'il avait — bien que les conditions spécifiques et les traditions du mouvement ouvrier anglais excluaient alors toute tentative de formation d'un gouvernement de coalition — un aspect, un contenu pourrait-on dire plus précisément, qui l'apparente à un gouvernement de « front populaire ».

C'est d'ailleurs très vite, dès novembre 1974, qu'eut lieu une première manifestation d'union sacrée, le vote d'une loi « antiterroriste » destinée à aggraver la répression contre le mouvement nationaliste irlandais. Puis ce fut le référendum sur l'Europe de juin 1975. Alors que la position officielle du mouvement ouvrier anglais, confirmée par des décisions de congrès, tant des syndicats que du Labour Party lui-même, était le refus de l'intégration au Marché commun, le gouvernement se prononça en faveur de l'entrée dans la Communauté économique européenne. Il se constitua ainsi une coalition de fait entre l'ensemble de la représentation politique de la bourgeoisie, conservateurs et libéraux, et le gouvernement du Labour Party, pour le « oui ».

Il y eut 40 % d'abstentions, le « oui » l'emporta par environ deux tiers des suffrages exprimés. Les 30 % de « non » représentent la majorité des travailleurs qui considèrent le Labour Party comme leur parti. Ils ont résisté à la pression de « leur » gouvernement. Mais le sentiment d'unité, de force invincible du mouvement capable par lui-même de surmonter tous les obstacles, qui dominait depuis la grève victorieuse des mineurs, est brisé. Les travailleurs anglais se heurtent, sous d'autres formes et dans d'autres conditions, au même obstacle que les travailleurs portugais : celui de la politique de la direction du mouvement ouvrier.

C'est dans ces conditions politiques que le gouvernement du Labour Party s'assure la coopération pleine et entière de la direction des syndicats pour imposer une limitation des hausses de salaires à 5 % par an : le fameux « contrat social » qui fonctionne, certes non sans problèmes, mais qui fonctionne malgré tout en 1976 et en 1977.

Non que les travailleurs anglais se soient laissés bernier par le mirage d'« intérêts nationaux » qu'il faudrait préserver, mais parce que la direction du Labour Party était parvenue à les priver temporairement d'une perspective politique.

En même temps, si le « contrat social » évite le pire dans l'immédiat, du point de vue de la bourgeoisie, c'est-à-dire la prolongation par la classe ouvrière des conséquences de sa victoire politique de 1974, et bloque sa capacité de porter de nouveaux coups meurtriers au fonctionnement même de l'économie capitaliste, il ne règle pourtant par lui-même aucun problème.

Pour que l'impérialisme britannique puisse préserver ses positions réduites à l'échelle internationale, s'accommoder de son déclin irréversible, c'est à l'ensemble des positions et des conquêtes de la classe ouvrière qu'il doit s'attaquer. Il lui faudrait briser, au nom des impératifs de la productivité, l'ensemble des systèmes de défense contre l'exploitation qui sont enracinés dans la structure même du mouvement ouvrier, démanteler la Sécurité sociale, etc.

Quelle que soit sa bonne volonté à l'égard des possédants, le gouvernement du Labour Party ne peut aller au bout de ce chemin. Mais il peut disloquer le mouvement de la classe, la démoraliser afin de préparer le terrain d'une contre-offensive de la bourgeoisie surmontant ainsi les conséquences toujours présentes de la défaite de Heath.

La signification de ce qui se développe au début de 1979 et que le « Herald Tribune » du 10 février appelle une « intolérable guerre sociale », c'est qu'il n'a pu mener cette tâche à bien.

En 1979, dans une situation mondiale marquée par l'amorce d'un nouveau tournant (révolution prolétarienne en Iran), à partir de la défense de leurs intérêts les plus élémentaires, les travailleurs anglais initient une nouvelle offensive, contraignent leurs organisations syndicales à être de nouveau le cadre d'organisation de leur combat, et par là même reposent, mais à un niveau beaucoup plus élevé, tous les problèmes politiques non réglés en 1974 ; car cette fois c'est l'action d'un gouvernement formé par « leurs dirigeants » qu'ils enrayent, sa politique qu'ils combattent. Ce qui ne peut qu'entraîner une modification des rapports politiques au sein du mouvement ouvrier, une modification des rapports entre les masses et l'appareil dirigeant.

## LE FOND DU PROBLEME

L'hebdomadaire « The Economist », qui a le mérite d'exprimer généralement avec une cynique franchise la position de certains des cercles dirigeants les plus influents de l'impérialisme britannique, écrivait, alors que la grève des camionneurs se développait :

« Le pays a besoin d'un gouvernement assez fort pour agir fermement contre la mise en place de piquets par les camionneurs. Autrefois, les piquets de grève étaient limités à l'entreprise concernée par le conflit et avaient comme but d'interdire à d'autres travailleurs de faire le travail des grévistes. Ce n'est plus le cas. Les piquets de grève sont maintenant devenus une arme tellement puissante que des travailleurs ne contrôlant qu'une petite fraction de la production peuvent paralyser de larges secteurs de l'industrie. Les syndicats puissants peuvent prendre le pays à la gorge, et toute grève majeure peut avoir l'impact d'une grève générale... Bien que les camionneurs ne représentent qu'une fraction des travailleurs des transports, ils ont efficacement bloqué les docks par le recours aux piquets de grève... A moins qu'un nouveau gouvernement, mandaté pour ce faire, ne soit prêt à limiter les piquets à leurs tâches originales, le pouvoir des syndicats deviendra invincible.

La question du pouvoir des syndicats est à nouveau — et à juste titre — au centre du débat politique. Depuis que M. Heath a été vaincu par les mineurs, le Labour a ignoré ce problème, et les conservateurs ont été trop inquiets pour y faire face. »

C'est en effet la grève des camionneurs qui a été essentielle dans le développement de cette situation qui a fait du contrat social un « souvenir », comme le notait le quotidien français « Les Echos ».

Catégorie particulièrement mal payée, les camionneurs pouvaient faire valoir qu'ils constituaient un « cas spécial ». Dans les négociations engagées avec les employeurs, cet argument fut d'ailleurs accepté, puisque les propositions qui furent faites allaient déjà loin au-delà des 5 % prévus par le « contrat social ». Une augmentation de salaires de l'ordre de 13 % fut avancée. Mais le niveau de vie de tous les travailleurs anglais a baissé dans les deux dernières années d'environ 10 %. Il s'agissait donc d'un simple rattrapage qui ne modifiait en rien la situation particulièrement défavorisée de ces travailleurs. Ils refusèrent et, en janvier 1979, commencèrent la grève, à partir des dépôts, sous l'impulsion des délégués (shop stewards). Il s'agissait donc au départ de ce que les travailleurs britanniques appellent une « wildcat strike » (une grève sauvage), c'est-à-dire une grève qui n'a pas l'aval de la direction syndicale.

Très vite, la grève s'organisa, mobilisant activement les travailleurs. Cela s'exprima notamment dans la généralisation des « secondary pickets » (piquets secondaires), en fait des « piquets volants » se portant à un entrepôt ou à un dépôt pour interdire toute sortie de marchandises (à l'exception, sur décision des grévistes, de produits dont le transport était jugé indispensable, par exemple des médicaments).

C'était là la « dictature syndicale » qui scandalisa tant les porte-parole de la bourgeoisie.

Puis la direction syndicale, celle du Transport and General Workers Union, le plus puissant syndicat de Grande-Bretagne, dont dépendent les

camionneurs, appuya la grève, la rendant « officielle ». Mais si cela renforça puissamment la grève — et représenta un appel à la lutte pour des millions de travailleurs de toutes corporations —, cela ne modifia pas la manière dont la lutte se développait. C'est encore « *The Economist* » qui note avec regret, à ce sujet, que la direction du syndicat

« ne contrôle pas grand-chose dans cette grève. Le pouvoir effectif est entre les mains de comités de grève non officiels qui étendent leur réseau sur tout le pays ».

La grève des camionneurs tendit à paralyser toute l'activité et quand, à leur tour, les cheminots débrayèrent, il était évident qu'il ne restait plus grand-chose debout de la politique sociale du gouvernement.

Finalement, le 29 janvier, les camionneurs remportèrent une retentissante victoire : ils obtinrent une augmentation de salaires de plus de 20 %. Mais cette victoire revendicative avait un contenu politique précis pour toute la classe ouvrière : elle mettait en échec la politique du « contrat social », c'est-à-dire la politique menée par le gouvernement du Labour Party correspondant aux besoins de la bourgeoisie. Cela entraîna une « déstabilisation » du dispositif de collaboration de classes des sommets du mouvement ouvrier. La direction des Trade-Unions dut donner son aval au mouvement de grèves, et par là même faire passer dans les faits son désaveu du « contrat social ».

Par leur mouvement, par les moyens de la lutte des classes, par l'utilisation des formes d'organisation qu'ils peuvent contrôler (délégués d'atelier, piquets de grève), les travailleurs ont donc commencé à s'organiser pour briser la politique de collaboration de classes de l'appareil réformiste. Mais cet objectif implique une centralisation politique du combat de la classe ouvrière et doit donc nécessairement, compte tenu de la manière dont le mouvement ouvrier est organisé, déboucher dans le Labour Party lui-même.

L'explosion qu'a constituée la grève des camionneurs n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle a

été préparée par la mobilisation, à partir des revendications salariales, de certains secteurs de la classe particulièrement frappés par la détérioration des conditions de vie (grève des pompiers) ou bénéficiant, du fait de leur degré d'organisation et de leur position stratégique, de conditions favorables pour engager le combat (grève des travailleurs de chez Ford). Mais ces luttes restent inexplicables par leurs seules spécificités, c'est un mouvement général qui s'exprime à travers elles, une maturation de la situation qui tend à trouver une expression politique au sein des syndicats et au sein du Labour Party.

En mars 1978, les pompiers s'engagent dans une longue grève, revendiquant une hausse de salaires incompatible avec l'application du « contrat social ». La direction confédérale des Trade-Unions condamne la grève et organise son isolement. Pendant des semaines, les pompiers tiennent bon malgré le déchaînement d'une intense campagne dirigée contre leur grève, manifestant une extraordinaire combativité. Finalement, la grève n'aboutit pas à un succès revendicatif, mais l'acharnement qui s'y est manifesté, comme la solidarité marquée aux grévistes par les travailleurs d'autres corporations, malgré leurs directions, témoigne que le caractère intolérable de la situation tend à se manifester à l'échelle nationale.

En octobre 1978, les 57 000 travailleurs de chez Ford déclenchent une grève totale et illimitée, refusant les propositions patronales qui s'inscrivent dans le cadre des 5 %. Dès le 22 septembre, la majorité des travailleurs de l'usine Ford de Hulewood — près de Liverpool — commencent la grève, qui gagne usine après usine. Fort de l'appui gouvernemental, Ford se retranche sur la position « 5 % ou rien ». La direction syndicale commence par se taire. Les 25 et 26 septembre, à une écrasante majorité, les travailleurs votent la grève, réalisant ainsi leur unité et celle de leurs organisations. Le 26 septembre, en effet, la grève est « officielle », c'est-à-dire qu'elle obtient l'approbation des directions syndicales.

C'est au moment où cette grève bat son plein que se réunit le congrès du Labour Party. Par quatre millions de

mandats contre moins de deux millions et demi, c'est-à-dire grâce au vote bloqué des plus puissants syndicats, qui disposent dans les congrès du Labour Party d'un nombre de mandats équivalent à leurs membres, une motion rejetant toute « limitation des salaires » et condamnant donc la politique du gouvernement est votée. Le « Times » — qui paraissait alors encore — ne peut une fois encore que déplorer la « manière intolérable » dont la puissance des syndicats s'est affirmée.

Au bout de neuf semaines de grève, les travailleurs de chez Ford reprennent le travail après avoir arraché une augmentation d'environ 18 %.

Puis, dans la brèche ouverte par les camionneurs, d'autres secteurs de la classe ouvrière s'engouffrent. Les cheminots qui, en janvier, pendant plusieurs semaines, font grève deux jours par semaine. Les travailleurs de la voirie, les employés municipaux, les travailleurs de la santé, les travailleurs du service des eaux, etc. L'Angleterre donne une impression de chaos. Le 22 janvier, un million et demi de travailleurs de l'Etat ou des services municipaux sont en grève. Près de 100 000 d'entre eux manifestent à Londres. Le mot d'ordre qui retentit alors, c'est « All Out ! » — Tous en grève !

Le mouvement est irrégulier, inégal dans ses formes comme dans ses résultats immédiats. Là, comme par exemple chez les hospitaliers, la grève présente les mêmes traits que celle des camionneurs ; ailleurs, comme pour les travailleurs du rail, la direction syndicale préserve son contrôle et impose des formes d'action du type « grèves tournantes », comme c'est aussi le cas dans la fonction publique. Dans certains cas, le gouvernement parvient à différer provisoirement le conflit (avec les mineurs, par exemple), dans d'autres, à traiter à de relativement « bonnes conditions » pour lui. Mais le contenu, la signification politique globale, de cette puissante offensive, c'est l'abandon de toute référence au « contrat social ».

Les discussions du gouvernement avec la direction confédérale des Trade-Unions n'aboutissent qu'à une déclaration d'intentions sur une commune volonté de juguler l'inflation...

Mais l'hétérogénéité du mouvement témoigne de l'ampleur des problèmes politiques qu'il soulève, non seulement pour la classe dominante mais pour le combat de la classe ouvrière. C'est, répétons-le, une nouvelle phase de la lutte des classes qui commence, mais elle ne fait que commencer.

---

## QUELLES PERSPECTIVES ?

---

Le fond du problème du point de vue de la bourgeoisie, c'est, comme le soulignait « The Economist », la nécessité d'un « gouvernement fort ». Mais les conditions dans lesquelles l'équipe Thatcher accède au pouvoir — c'est-à-dire des conditions avant tout marquées par les conséquences de l'offensive politique de la classe ouvrière qui a fait sauter le barrage du « contrat social » — n'en font pas ce « gouvernement fort ».

La situation devant laquelle il se trouve, avant même son intronisation par le Parlement, c'est celle que prévoyait un rapport confidentiel préparé en avril 1978 pour les dirigeants du parti conservateur, qui constatait qu'il fallait rechercher un compromis avec « les syndicats », à moins « d'aboutir à une remise en cause permanente de la structure et des méthodes de la vie politique du pays » (c'est-à-dire à moins de passer de la forme parlementaire à une autre forme de domination de classe de la bourgeoisie).

Le gouvernement conservateur dispose encore d'une marge de manœuvre (que la bureaucratie dirigeante du Labour Party et des Trade-Unions, en dépit des proclamations, fera tout pour lui assurer), mais celle-ci est réduite. Ses limites sont données par la situation d'asphyxie du capitalisme britannique et par le développement de la situation politique. Le gouvernement conservateur, du fait d'une majorité parlementaire qui ne correspond pas y compris à l'équilibre électoral du pays, n'a pas d'alibi pour ne pas agir, c'est-à-dire pour ne pas commencer à mettre en œuvre des mesures anti-ouvrières (coupes sombres dans les budgets sociaux, attaques contre les prérogatives syndicales). Mais une offensive trop brutale est de nature à provoquer un choc en retour qui

exprimera pour ce gouvernement, d'aussi humiliante façon que ce fut le cas pour Heath, la réalité des rapports de force.

Attendre l'arme au pied n'est guère une meilleure solution. C'est laisser les travailleurs prendre la mesure du nouveau dispositif politique et se trouver très vite face à une série de revendications majeures dont la satisfaction aurait été exigée du gouvernement Callaghan s'il était resté en place (mineurs, électriciens, fonction publique, etc.).

En d'autres termes, la crise politique de la bourgeoisie britannique, incapable de réunir aujourd'hui les moyens politiques nécessaires à un affrontement sans merci avec la classe ouvrière que la politique du Labour Party n'a pu parvenir ni à démoraliser ni à désorganiser, débouche sur une impasse.

Comment la question se pose-t-elle pour les travailleurs ?

La volonté des travailleurs, manifestée dans leurs grèves, c'est le refus d'accepter une politique d'austérité au nom des « intérêts du pays », c'est-à-dire des besoins des exploités. Leurs mouvements convergent contre la politique gouvernementale, posant ainsi la question de la rupture avec la bourgeoisie. Les manifestes électoraux du Labour Party, cent fois reniés par les Wilson et les Callaghan, parlaient d'une « modification irréversible dans l'équilibre du pouvoir et de la richesse ». C'est ce pouvoir et cette richesse que le gouvernement du Labour Party a essayé de préserver. Pour se justifier, les dirigeants s'abritent derrière les conséquences de la crise. Mais la conclusion que les travailleurs ont tirée et tirent pratiquement est radicalement contraire : la crise met à l'ordre du jour la nécessité de s'attaquer au système capitaliste lui-même, aux racines de la richesse et du pouvoir, à l'Etat bourgeois. C'est dans cette voie qu'ils veulent que s'engage un gouvernement du Labour Party.

Mais cette volonté doit se centraliser dans un combat politique dont les conditions ne sont pas spontanément données par l'action de la classe elle-même.

En 1974, l'objectif centralisateur, pour toute la classe ouvrière, était donné à travers la grève des mineurs : en finir avec le gouvernement Heath, lui substituer un gouvernement du Labour Party. En 1979, l'objectif de la classe ne peut se formuler comme une simple répétition de celui de 1974, parce qu'il doit intégrer non seulement l'expérience des cinq années de gouvernement du Labour Party, mais aussi les acquis de la lutte qui a provoqué la crise actuelle. C'est parce qu'il faut s'attaquer à l'Etat bourgeois, à ses institutions, aux racines « de la richesse et du pouvoir » qu'il faut combattre, sans accepter de délai dicté par le calendrier constitutionnel, pour chasser Thatcher en mettant en échec son inévitable tentative de réaliser son programme réactionnaire.

Cela signifie — comme condition de la mobilisation unie de la classe, combattant inconditionnellement pour un gouvernement du Labour Party — l'élaboration d'éléments d'un programme d'action dont les mots d'ordre soient défendus au sein du Labour Party et des syndicats.

Ce combat ne peut en effet se mener en ignorant le fait que le Labour Party est non seulement le parti que l'écrasante majorité de la classe ouvrière charge de ses aspirations, mais qu'il est en quelque sorte, du fait de sa structure (son lien organique avec le mouvement syndical), le cadre d'organisation du mouvement ouvrier en tant que tel. La lutte politique pour regrouper l'avant-garde sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale pour construire le parti révolutionnaire en Angleterre ne peut se développer sans trouver son expression au sein du Labour Party, car, comme l'affirmait Trotsky :

« pour toute organisation révolutionnaire en Grande-Bretagne, son attitude à l'égard des organisations de masse et de la classe ouvrière coïncide pratiquement avec son attitude à l'égard du Labour Party ».

Or, c'est un fait que dans la dernière période, au sein du Labour Party, l'affirmation politique d'une « aile gauche » (y compris dans le cadre du réformisme) est extrêmement faible, et ce malgré une tradition qui veut qu'il y

ait toujours eu une tendance « de gauche », qu'il existe un comité de liaison parlementaire des députés reliés au groupe « Tribune ».

Plusieurs facteurs expliquent cet état de choses. Tout d'abord, l'intensité de la crise de l'impérialisme britannique et, partant, la forme que cela impose à sa défense par l'appareil dirigeant du Labour Party. Alors qu'à la base du Labour Party, au niveau de ses sections et même dans une certaine mesure de ses congrès, la combativité et les aspirations des masses travailleuses ont trouvé non certes une véritable expression mais une réfraction, dans l'adoption de résolutions (souvent contre l'avis de la direction) mettant en cause la propriété privée des moyens de production, la politique gouvernementale. Mais il n'y a eu aucune cristallisation, de la base au sommet, d'un véritable courant d'opposition. C'est-à-dire qu'aucune fraction de l'appareil n'a osé tenter de canaliser ce qui s'exprimait, tant la situation était explosive.

De plus, le lien organique avec les syndicats qui fait du Labour Party ce qu'il est ne s'exprime pas positivement, de manière permanente, dans la vie quotidienne du Labour Party. Au contraire, l'appareil veille à préserver une stricte séparation entre ce qui relève du « syndical » et ce qui touche à la « politique ». Les sections du Labour Party vivent en temps ordinaire comme toutes les sections d'une organisation social-démocrate et ce ne sont pas généralement les militants ouvriers qui y donnent le ton.

Mais comme le rappelle justement un article de « Workers Republic », la revue de la section irlandaise du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale :

« La structure même du Labour Party, qui repose sur les souscriptions de millions de militants ouvriers organisés dans les syndicats et qui ne sont pas des membres actifs du parti, facilite souvent l'œuvre de l'appareil. Mais, dans des périodes de crise, cela conduit à une situation où la masse des travailleurs organisés ne viennent pas faire entendre leur point de vue, de manière individuelle, dans les sections du Labour Party, mais l'expriment à travers leur activité de classe. »

C'est précisément ce qui est à l'ordre du jour. Cette intervention des travailleurs, qui sont le fondement de la puissance du Labour Party, doit trouver sa transcription politique au sein du Labour Party et des syndicats. C'est à partir du bilan inévitable de faillite de la politique de Callaghan et de sa direction que cette question va se poser.

C'est en s'en saisissant que les trotskystes britanniques avanceront dans la voie de la construction du parti révolutionnaire et commenceront à surmonter les conséquences, particulièrement graves en Angleterre, de la crise destructrice de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**François Forgeue,**  
le 6 mai 1979.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre  
des travailleurs eux-mêmes. »

*travailleurs*

*militants*

*jeunes*

*Chaque semaine*

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

# **INFORMATIONS OUVRIERES**

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris  
C.C.P. 21 831-73 Paris — Tél. : 246.53.12.

---

*Trois fois par semaine*

## *La Lettre d'Informations ouvrières*

*un outil de travail indispensable,  
servi exclusivement sur abonnement*

30 numéros : 30 francs  
Chèques à l'ordre de Gérard Iltis  
87, rue du Faubourg-St-Denis, 75010 Paris





## UNE NOUVELLE TENTATIVE DE « PAX AMERICANA » AU MOYEN-ORIENT

# le « traité de paix » israélo-égyptien

Par Jacques MEYRAND

*Le 26 mars 1979, Carter organisait à la Maison-Blanche son propre triomphe en faisant parapher par Begin, le chef du gouvernement israélien, et Sadate, le chef de l'Etat égyptien, un « traité de paix » entre ces deux pays, traité qui se veut une première pierre dans l'édifice des rapports politiques stables que l'impérialisme américain cherche à imposer au Moyen-Orient depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Carter n'hésita pas, alors, à parler de « paix permanente » et à faire miroiter à la Syrie, à la Jordanie et à l'Irak, « après une courte période, les avantages exceptionnels » que leur réserverait également la signature d'un traité de paix avec Israël.*

L'impérialisme serait-il parvenu à ses fins en associant directement la bourgeoisie égyptienne à la définition et au maintien de son ordre au Moyen-Orient ? L'Egypte, certes au compte des classes dominantes de la région, vient de reconnaître avec éclat l'existence de l'Etat d'Israël, machine de guerre impérialiste créée de toutes pièces en 1948 contre les peuples du Moyen-Orient, sur la base de l'expropriation et de l'expulsion du peuple palestinien de ses terres. S'agit-il véritablement d'une victoire de la « pax americana », couronnant les nombreuses tentatives de l'impérialisme américain depuis la guerre des six

jours de juin 1967, de stabiliser les actuels rapports politiques et sociaux au Moyen-Orient, après le plan Rogers et la politique de Nixon-Kissinger visant à écraser la résistance nationale du peuple palestinien ?

L'examen de la situation politique au Moyen-Orient, des rapports entre Israël et chacun des Etats bourgeois-féodaux arabes, la situation intérieure d'Israël et de ces Etats, la situation de la lutte révolutionnaire du peuple palestinien dans le cadre de la nouvelle étape de la révolution mondiale, concrétisée par l'effondrement de la monarchie en Iran, les dispositions de l'accord de Camp David de septembre 1978 et celles du « traité de paix » entre Israël et l'Egypte de mars 1979 démontrent, bien au contraire, que l'impérialisme ne saurait avoir accompli un pas décisif quant à l'instauration d'un ordre bourgeois durable entre Le Caire, Tel-Aviv, Amman, Damas et Bagdad.

---

13 septembre 1978 : Carter, Begin et Sadate signent les accords de Camp David, prélude politique et diplomatique au « traité de paix » israélo-égyptien (photo Sygma).

## L'IRAN, PILIER DE L'ORDRE AU MOYEN-ORIENT, S'EFFONDRE

Il n'est pas sans intérêt de remarquer la précipitation avec laquelle Carter a tenu à voir signé le traité de paix, un mois et demi après l'insurrection qui, à Téhéran, a jeté bas ce pilier de l'ordre impérialiste dans la région : la monarchie iranienne et son Etat.

En effet, l'Iran, sous la domination du chah, jouait au Moyen-Orient, conjointement avec Israël, le rôle de bras armé direct de l'impérialisme américain contre les millions d'ouvriers et de paysans subissant le joug de l'oppression nationale et des classes dominantes. Comme l'a établi Salimé Etessam dans « La Vérité » n° 585 (« Iran, l'aube d'une révolution »), depuis une dizaine d'années, le régime du chah était tout particulièrement chargé par Washington d'intervenir pour maintenir l'ordre là où il était menacé (Dhofar, peuples opprimés du Kurdistan, du Baloutchistan, etc.).

En juin 1967, la victoire militaire d'Israël contre les pays arabes, suivie de l'occupation durable du Sinaï, du Golan et de la Cisjordanie, aboutissait à tendre dangereusement les contradictions politiques et sociales à l'intérieur de chacun des Etats arabes. Certes, les classes dominantes en Egypte, en Jordanie et en Syrie, ont maintes fois montré qu'elles s'étaient résignées à reconnaître l'Etat artificiel d'Israël, en contrepartie du retrait des territoires occupés en juin 1967. Tel est le sens profond de la reconnaissance par tous les Etats arabes de la résolution 242 du 22 novembre 1967 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui stipule :

« Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit » et « nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque Etat de la région de vivre en sécurité ».

Très clairement, tous les Etats arabes affirment leur reconnaissance d'Israël et la garantie de sa « sécurité » pour autant que l'Etat sioniste leur restitue ses conquêtes territoriales de la guerre des six jours.

Or, précisément, ce qui va interdire l'application de la fameuse résolution 242, c'est, à partir de l'été 1967, l'essor extraordinaire du mouvement de libération nationale des masses palestiniennes dont l'objectif (la constitution de la nation palestinienne) est contradictoire avec l'existence même d'Israël et implique la destruction de l'Etat sioniste (1). La lutte révolutionnaire du peuple palestinien dispersé dans les Etats arabes (principalement en Jordanie et au Liban) mettait en échec toute tentative des bourgeoisies arabes de souscrire au plan impérialiste fondé sur la négation du peuple palestinien. Plus, elle était un puissant facteur de mobilisation pour tous les peuples de la région contre leurs propres classes dominantes.

Conjointement à la montée révolutionnaire du peuple palestinien, la lutte de libération nationale du peuple kurde redoublait au Kurdistan irakien (1969-1975), menaçant l'ordre bourgeois dans toute la région. Certes, si la

(1) Nous avons établi, dans *La Vérité* n° 575 de février 1977 (« Au Liban, la contre-révolution à l'œuvre »), la différence de nature entre Israël, Etat totalement artificiel constitué par l'impérialisme en 1948 avec l'accord de la bureaucratie du Kremlin sur la base de l'expulsion d'une grande partie des masses palestiniennes de leur pays, et les Etats arabes qui, issus de la décomposition de l'Empire Ottoman en 1918, constituent le cadre légué par l'histoire au combat des masses en Egypte, en Syrie, au Liban, etc., contre l'impérialisme et les classes dominantes (bourgeoisies compradores et castes des propriétaires fonciers). La lutte du peuple palestinien, expulsé pour l'essentiel hors de Palestine, pour constituer sa nation, exige comme condition immédiate la destruction de l'Etat d'Israël. La perspective de la Constituante palestinienne intègre à la lutte pour la nation palestinienne les composantes juives et arabes du peuple palestinien contre le sionisme (Israël, instrument de l'impérialisme) et contre ce que recouvre la théorie de la nation arabe qui a pour objectif d'isoler les ouvriers juifs des masses palestiniennes arabes et de lier le sort de ces dernières aux Etats arabes favorables à un compromis avec Israël. C'est ainsi que la lutte de libération nationale en Palestine ne peut aboutir que par les méthodes de la révolution prolétarienne.

direction Barzani du Parti démocrate du Kurdistan a volontairement éliminé la perspective du Kurdistan indépendant pour cantonner la lutte dans le cadre de l'autonomie du Kurdistan irakien, en s'appuyant sur la « neutralité » du chah d'Iran, il n'en demeure pas moins que la mobilisation de centaines de milliers de paysans kurdes faisait peser sur les Etats qui se partagent le Kurdistan (Irak, Syrie, Turquie, Iran et U.R.S.S.) le spectre de la contagion révolutionnaire.

C'est d'ailleurs la monarchie iranienne qui a été chargée, début 1975, par l'impérialisme, de mettre fin à l'insurrection du Kurdistan irakien. Du jour au lendemain, le chah retirait son appui à la direction Barzani, ses armées entraient en action, aboutissant à l'écrasement physique de dizaines de milliers de combattants kurdes et à la reconquête quasi totale du Kurdistan irakien par l'armée de Bagdad, aidée par l'aviation de la bureaucratie du Kremlin dans ses tâches de rétablissement de l'« ordre ».

Ainsi, à la fin des années 1960, au moment où la situation mondiale voit l'initiative politique revenir au prolétariat après la grève générale en France et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, l'ordre impérialiste ne peut pas être instauré durablement au Moyen-Orient si les peuples palestinien et kurde, principalement, ne sont pas mis à genoux. La division du travail entre Israël et les Etats bourgeois-féodaux arabes n'aura de cesse de tenter d'écraser la révolution palestinienne. A l'est de Bagdad, la monarchie iranienne se voit confier par l'impérialisme américain (tout particulièrement à partir des années 1970) la tâche de gendarme super-équipé contre les aspirations nationales des peuples opprimés en Iran et dans la région, et contre les masses iraniennes elles-mêmes.

L'effondrement de la monarchie iranienne après un mouvement insurrectionnel de six mois, au cours duquel le prolétariat a démontré avec éclat son rôle dirigeant, ouvre un chapitre nouveau dans l'histoire de la région. Ainsi, après le tournant dans la situation mondiale représenté, en 1975, par la dislocation du régime Thieu sur lui-même, le régime du chah

disparaît à son tour. Malgré un armement colossal représentant, de 1973 à 1978, 40 % de l'armement américain vendu dans le monde, malgré l'aide de 40 000 « experts » américains, les lois de la révolution ont montré qu'elles étaient les plus fortes. Un verrou, et non des moindres, un pilier de l'ordre bourgeois mis en place à Yalta par l'impérialisme et la bureaucratie à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale disparaît en quelques mois sous les coups de millions d'ouvriers et de paysans en mouvement. Il s'ensuit un nouvel approfondissement de la crise de domination de classe des bourgeois compradores et de l'impérialisme au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Ouest et dans le monde. Maintenir la stabilité des rapports sociaux bourgeois entrelacés aux reliquats des rapports féodaux devient de plus en plus difficile.

Certes, la révolution prolétarienne en Iran n'en est qu'à son début et, en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, les classes qui pouvaient seules accomplir la tâche d'abattre la monarchie, le prolétariat appuyé sur la paysannerie, n'ont pu s'emparer du pouvoir. De ce fait, la bourgeoisie « nationale » fait tous ses efforts pour restaurer l'ordre bourgeois, reconstruire son Etat et faire barrage au mouvement du prolétariat vers le pouvoir de ses comités. Néanmoins, la secousse est telle, en particulier dans toute l'Asie du Sud-Ouest, que toutes les contradictions non réglées depuis des années vont resurgir avec plus de force encore. Comme l'écrit un commentateur politique de la bourgeoisie :

« La révolution iranienne a frappé l'imagination des populations misérables et opprimées du Moyen-Orient. Ces dernières ont suivi avec un intérêt passionné les péripéties des événements sans précédent de mémoire d'homme. L'événement a fortement impressionné les peuples de la région où les forces armées ont toujours réussi — sauf au Soudan en 1964 — à écraser les soulèvements populaires ; toutes les révolutions, de droite ou de gauche, depuis la Deuxième Guerre mondiale, ont été accomplies par des coups d'Etat... » (Eric Rouleau, in *Le Monde* du 28 mars 1979).

Après la chute du chah, les masses au Moyen-Orient savent que les dictatures militaro-policières qui les oppriment ne sont pas invincibles.

---

**L'OBJECTIF  
DE L'IMPERIALISME :  
LIQUIDER  
LA RESISTANCE  
PALESTINIENNE**

---

C'est dans cette situation que Carter a estimé ne plus pouvoir attendre. D'autant plus que, dans la dernière période, par deux fois, les masses palestiniennes, par leur mouvement révolutionnaire, avaient failli mettre en cause tout l'équilibre politique et social de la région.

En 1969-1970 en Jordanie, la question de la monarchie hachémite a été posée en des termes brûlants. Dès qu'il eût revêtu un caractère de masse, le mouvement révolutionnaire des masses palestiniennes ne pouvait que se heurter de front à la monarchie hachémite dont les intérêts de caste moyen-âgeuse furent directement menacés, de février à juin 1970, par le peuple en armes. Mais l'obstacle principal, alors que la montée révolutionnaire menaçait le régime, s'avéra résider à l'intérieur du mouvement national lui-même, les dirigeants de l'OLP se refusant, au nom de l'unité et de la nation arabe, à ouvrir aux masses la perspective du renversement du roi Hussein, de la prise du pouvoir en Jordanie par les ouvriers et les paysans insurgés et de l'appel à la guerre révolutionnaire dans les autres Etats du Moyen-Orient.

Cette politique permit à la monarchie hachémite de respirer, de rassembler ses forces, d'obtenir l'appui décisif de l'Egypte de Nasser, rallié publiquement au plan Rogers en août 1970, et de passer à la contre-offensive. Les conditions étaient alors réunies pour infliger une défaite aux masses palestiniennes : ce fut le massacre du « septembre noir » de 1970. Mais les masses engageaient le combat et parvenaient à constituer à Irbid, dans le nord de la Jordanie, un véritable soviet. La révolution prolétarienne apparaissait ainsi au grand jour comme une réalité concrète. D'ailleurs, à l'issue des combats

et malgré les coups terribles portés aux masses et à leurs organisations, la révolution palestinienne n'était pas écrasée. Certes, un an de guerre civile devait interdire en Jordanie, à partir de 1971, toute possibilité pour les Palestiniens d'organisation ouverte. Mais c'est au Liban que la résistance réorganisait ses forces. C'est là que l'impérialisme devait tenter une seconde fois de lui porter les coups décisifs indispensables à l'instauration de la paix Kissinger.

Nous avons analysé chaque étape de la guerre civile de 1975-1976 au Liban (voir « La Vérité » n° 572 de juin 1976 : « Liban : un an de guerre civile », et n° 575 de février 1977 : « Au Liban, la contre-révolution à l'œuvre »). Les mêmes leçons déjà dégagées à l'issue de la bataille d'Amman en 1970 s'appliquent à la situation libanaise. Dans une première étape (mai 1975 - avril 1976), l'offensive phalangiste contre la résistance palestinienne aboutit à son contraire : la mobilisation des masses palestiniennes et libanaises aboutit au printemps 1976 à l'effondrement de l'armée et de l'Etat libanais. Les masses sont en mesure de contrôler le pays, d'imposer leur propre pouvoir, d'écraser la réaction. Mais une fois de plus, c'est de l'intérieur des organisations encadrant les masses que se dressera l'obstacle. Au sein du « Front progressiste libanais », le féodal « de gauche » Joublat, appuyé par les staliniens, se refuse à substituer un nouvel appareil d'Etat issu de la mobilisation révolutionnaire à l'Etat bourgeois qui s'écroule.

Les dirigeants de l'OLP, quant à eux, refusent de prendre position politiquement sur la question de l'Etat au Liban. Désarmées politiquement, les masses libanaises et palestiniennes ne pourront dès lors imposer leur propre pouvoir naissant. Certes, il existera au Liban, comme à Irbid en 1970, toute une série de comités (notamment à Tyr) constitués dans le cadre de la résistance à la contre-révolution syrienne qui, en juin 1976, décide d'envahir le Liban pour restaurer le pouvoir plus que vacillant des classes dominantes. Et une fois de plus, à Riad et au Caire, en octobre 1976, c'est au nom de la nation arabe que les dirigeants de la résistance palestinienne sont contraints d'accepter le

diktat de la réaction. Les Palestiniens doivent évacuer la plupart de leurs positions militaires, désarmer les camps qui passent sous le contrôle de la Syrie et accepter la reconstitution de l'armée libanaise.

Il s'est passé au Liban un mouvement de même nature qu'en Jordanie : une mobilisation révolutionnaire des masses, dirigée directement contre l'Etat en place. La constitution du soviet d'Irbid, les assauts des masses libanaises et palestiniennes disloquant de fond en comble l'armée libanaise procèdent d'une même réalité : celle de la révolution prolétarienne. Ainsi, l'histoire l'a démontré à deux reprises : la lutte de libération nationale du peuple palestinien se développe en pratique comme un mouvement révolutionnaire dont l'enjeu est la destruction de l'Etat bourgeois et son remplacement par le pouvoir des comités d'ouvriers et de paysans. C'est là le contenu même de la révolution prolétarienne.

Certes, faute d'une direction consciente, faute de partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, la révolution prolétarienne commencée en Jordanie et au Liban a été défaite, et cette défaite a été sanctionnée à deux reprises par la « nation arabe », c'est-à-dire la politique de subordination aux Etats bourgeois en place.

Néanmoins, après plus de dix années de combat, les masses palestiniennes ne sont pas écrasées. Certes, ni en Jordanie, ni au Liban ou en Cisjordanie où les masses palestiniennes sont concentrées pour l'essentiel, les conditions d'une explosion révolutionnaire ne semblent immédiatement à l'ordre du jour. Mais le mouvement de libération nationale palestinien, qui a subi deux terribles défaites, n'a pas disparu pour autant. De plus, la montée révolutionnaire en Jordanie et au Liban a incontestablement nourri les aspirations de tous les peuples de la région contre leurs classes dominantes. Et ce n'est pas un hasard si, après les grèves dans la banlieue ouvrière du Caire de mars 1972, les heurts violents entre étudiants et policiers de janvier 1973, les manifestations ouvrières du Caire et d'Hérouan du 1<sup>er</sup> janvier 1975, l'Egypte tout entière a été secouée les 18 et 19 janvier 1977 par une explosion révolutionnaire, les

masses se dirigeant tout naturellement vers les ministères, c'est-à-dire s'en prenant ouvertement à l'appareil de l'Etat.

Il est clair que, malgré les coups très durs portés aux masses en mouvement, aux Palestiniens en Jordanie et au Liban, au peuple libanais, aux masses en Egypte, les régimes en place ne sont pas parvenus à régler la « question sociale », condition de l'accord qu'ils souhaitent tous passer avec l'Etat sioniste. Encore faudrait-il au préalable en finir avec la question palestinienne, c'est-à-dire anéantir sa résistance, ce que personne n'est encore parvenu à faire depuis 1967.

---

### LE « TRAITE DE PAIX » : UN SAUT DANS L'INCONNU

---

L'effondrement de la monarchie en Iran, la formidable insurrection du prolétariat et des masses iraniennes accusent encore plus la fragilité de l'ordre actuel au Moyen-Orient. Ils sont un puissant appel à la lutte pour des peuples qui ne cessent de voir leurs conditions d'existence s'aggraver chaque année. Nous le verrons, la politique économique de Sadate depuis deux ans est celle d'un régime qui sait que tout effort sérieux est impossible pour enrayer le glissement du pays vers le gouffre d'une catastrophe économique et politique (2). Et c'est à un tel pays que l'impérialisme américain, dont la politique est tout aussi empirique que celle de Sadate, entend faire prendre en charge, conjointement avec Israël, la stabilisation du Moyen-Orient. C'est qu'en fait, après la disparition du verrou iranien, l'impérialisme n'a plus le choix. Mais de là à crier victoire, il n'y a que Carter pour y croire et le proclamer à la Maison-Blanche.

---

(2) C'est le *Financial Times* qui, constatant en 1977 qu'il faut nourrir chaque année un million de bouches nouvelles en Egypte, écrit : « Les milieux officiels se sont résignés à la perspective de voir l'Egypte doubler sa population au cours des trente prochaines années, et espèrent contre toute vraisemblance que l'économie se transformera de manière suffisamment rapide pour modifier les comportements. »

La presse rapporte les réactions significatives au « traité de paix » enregistrées en Israël et en Egypte. En Israël :

« Une grande partie de la population fait le compte des concessions faites par Israël au cours des négociations. Beaucoup estiment le prix de cette paix trop élevé. » *Et d'ajouter* : « La paix, c'est l'inconnu. » (Le Monde, 28 mars).

En Egypte :

« Maintenant qu'elle a été signée, la paix ne suscite aucun de ces débordements d'enthousiasme qui sont pourtant dans le tempérament égyptien. On est soulagé, certes, mais sans joie, comme si la trop longue attente avait détruit certains ressorts. »

Très significative de tout un climat politique est la relation de la « journée de deuil » observée par les masses palestiniennes en Cisjordanie le 26 mars, jour de la signature du « traité de paix » :

« Un grand silence. La grève générale décrétée pour ce « jour de deuil » a été très largement suivie. Il s'agissait assurément, de l'avis d'un grand nombre d'observateurs, de l'un des mouvements les plus importants depuis le début de l'occupation. Les Palestiniens des territoires occupés ont manifesté leur détermination et leur cohésion comme ils ne l'avaient jamais fait. » (*Idem*).

Quelles sont donc les dispositions du « traité de paix » qui réjouissent tant le chef de la Maison-Blanche et ne satisfont pratiquement personne dans la région ?

Notons d'abord que le traité paraphé par Begin, Sadate et Carter le 26 mars ne concerne pas seulement l'Egypte et Israël, mais inclut également le plan américain de « règlement général » de la question du Moyen-Orient. C'est en ce sens qu'il revêt une importance, car il concentre toutes les contradictions de la situation. Le plan américain définit la paix globale, fait un sort au peuple palestinien et invite les autres Etats arabes à le ratifier. Ainsi, l'échange de lettres entre Sadate et Begin d'un côté, Carter de l'autre, définit l'« autonomie » de la Cisjor-

danie, pierre angulaire du plan américain, autonomie déjà évoquée dans les accords de Camp David de septembre 1978. Là, bien sûr, réside le cœur de la question.

---

### TROIS CONCEPTIONS CONTRADICTOIRES DE L'« AUTONOMIE »

---

Les accords de Camp David définissent tout d'abord un « accord-cadre » visant à un « règlement durable, global et équitable (sic) du conflit au Moyen-Orient ». Le point essentiel, qui concerne la rive occidentale du Jourdain et Gaza, est rédigé en ces termes :

« L'Egypte et Israël sont convenus que, aux fins d'assurer un transfert des pouvoirs dans la paix et l'ordre, en prenant en considération le souci de sécurité de toutes les parties, des accords transitoires devront être conclus, concernant la rive occidentale et Gaza, pour une période qui n'excèdera pas cinq ans. Pour assurer une pleine autonomie aux populations dans le cadre de ces accords, le gouvernement militaire israélien et l'administration civile israélienne cesseront d'exercer leurs fonctions dès qu'une autorité autonome aura été librement élue par les habitants de ces régions en remplacement de l'actuel gouvernement militaire. Quand il s'agira de négocier dans le détail les dispositions d'un accord transitoire, le gouvernement jordanien sera invité à se joindre aux négociations prévues sur la base du présent accord-cadre. »

Le traité israélo-égyptien du 26 mars prévoit d'ouvrir les négociations sur la Cisjordanie et Gaza dès la fin d'avril 1979. La Jordanie y est conviée, mais, en cas de refus, Israël et l'Egypte sont seules chargées de mettre en place, d'ici un an,

« une autorité d'auto-gouvernement sur la rive occidentale et Gaza en vue de fournir une autonomie complète aux habitants ».

Cette année écoulée, des « élections » auront lieu en Cisjordanie et à Gaza.

« Le gouvernement militaire israélien et son administration civile seront retirés et remplacés par l'autorité d'auto-gouvernement. »

Alors commencera la période transitoire de cinq ans.

Ces textes qui entendent satisfaire tout le monde, les gouvernements et les classes dominantes, cela va de soi, ne peuvent en réalité satisfaire personne. Quant à leur application, elle n'est en rien assurée. Du point de vue de l'impérialisme américain, un « geste » est fait en direction des Palestiniens. L'accord-cadre de Camp David spécifie à ce propos :

« L'Égypte, Israël et la Jordanie devront s'entendre sur les modalités d'établissement d'une autorité autonome élue sur la rive occidentale et à Gaza. Les délégations égyptienne et jordanienne pourront comprendre des Palestiniens de la rive occidentale et de Gaza ou d'autres Palestiniens, comme il en sera mutuellement convenu. »

Les « Palestiniens » invités à jouir de l'« autonomie » devront au préalable reconnaître la souveraineté des oppresseurs conjoints du peuple palestinien, l'État sioniste d'un côté, la Jordanie de l'autre. Qui plus est, après un an, après les élections destinées à promouvoir l'« autonomie » de la Cisjordanie,

« une importante force de police locale, qui pourra comprendre des citoyens jordaniens, sera mise en place. En outre, des soldats israéliens et jordaniens effectueront des patrouilles en commun et feront partie des troupes chargées des postes de contrôle afin d'assurer la sécurité des frontières. »

Le peuple palestinien, cela ne saurait nous étonner, est complètement exclu du dispositif défini à Camp David. Néanmoins, le plan se veut « définitif ». Cela signifie que l'impérialisme américain n'a pas renoncé à poursuivre ce que le plan Rogers puis la diplomatie Kissinger n'ont que partiellement réalisé : la destruction de toute résistance des masses palestiniennes. La Jordanie, la Syrie et l'Irak sont invités à collaborer à cette tâche contre-révolutionnaire avec l'Égypte.

Du point de vue de la monarchie hachémite, se prononcer pour le plan-cadre de Camp David serait ouvrir les hostilités contre les masses palestiniennes qui, depuis la défaite de septembre 1970, ont reconstitué leurs forces et leurs organisations clandestines au sein du royaume dont elles forment d'ailleurs la moitié de la population. Et pour quels résultats ? Le roi Hussein sait très bien qu'il ne retrouvera pas sa souveraineté d'avant 1967 sur la Cisjordanie dont la sécurité des frontières sera assurée par des « soldats israéliens ». La monarchie hachémite est paralysée par le « traité de paix ». Au lendemain de sa signature, des grèves d'étudiants pour les libertés ont éclaté à Amman. Une mobilisation en profondeur des masses est en train de s'opérer ; des plates-formes politiques réclamant une « large démocratisation » sont publiées par l'opposition bourgeoise, et divers manifestes n'hésitent pas à faire référence à la révolution iranienne. « Le Monde » indique :

« Les organisations de fedayin ont repris pratiquement au grand jour leurs activités politiques dans les camps de réfugiés. » *Il estime que* « les accords de paix menacent de déstabiliser le régime d'Amman ».

Premier échec du « plan de paix » Carter-Begin-Sadate. Alors que la Jordanie est invitée par le traité à décider du sort de la Cisjordanie, le roi Hussein se voit contraint de rompre les relations diplomatiques avec Le Caire. Le secret de cette situation apparemment paradoxale est simple : il se produit en Jordanie une profonde remontée des masses exaspérées par les diktats de l'impérialisme et la politique de soumission totale de la monarchie hachémite. On peut dire qu'à l'égard de la Jordanie, le « traité de paix » ne représente déjà plus qu'une montagne de papier.

Du point de vue des intérêts de l'État sioniste, les perspectives ne semblent pas radieuses. Certes, l'impérialisme américain a pris soin de faire noter dans le traité que le chef du gouvernement israélien entendait l'expression « rive occidentale du Jourdain » comme désignant la Judée et la Samarie. Ce « détail » est pour Israël d'une importance capitale. L'État sioniste

est affolé, dans la situation internationale actuelle qui a vu s'effondrer à deux reprises la domination de son puissant protecteur, l'impérialisme américain, au Vietnam puis en Iran, par le spectre de sa propre dislocation.

L'« autonomie » de la Cisjordanie, telle que l'entend Sadate, devrait être la conséquence de concessions d'Israël à l'égard de la population palestinienne. De même que le retrait du Sinaï implique le démantèlement des colonies juives, pour Sadate, l'autonomie de la Cisjordanie signifie au moins l'arrêt de la colonisation juive, l'accès des notables aux responsabilités administratives et le retour des Palestiniens chassés par la guerre des six jours. En échange de quoi le rais se fait fort de convaincre les autres Etats arabes de reconnaître Israël (moyennant la restitution du Golan à la Syrie) et de collaborer en commun au maintien de l'ordre dans la région, les Palestiniens étant définitivement mis au pas. Tel est le point de vue de la bourgeoisie égyptienne.

C'en est déjà trop pour Israël, qui s'accroche bec et ongles à la Cisjordanie et qui entend tout autre chose par son « autonomie ». D'ailleurs, l'accord-cadre de Camp David parle de l'autonomie des « habitants » de la Cisjordanie. Pour Israël, faire mentionner la Judée et la Samarie sur le traité de paix, c'est affirmer hautement que l'autonomie nébuleuse de l'avenir ne peut être que d'ordre purement administratif : en échange de quelques notables palestiniens dociles installés à la tête de deux provinces, le gouvernement militaire d'Israël accepte de se « retirer » en apparence de Cisjordanie, c'est-à-dire de siéger à l'intérieur des frontières de l'Etat d'Israël. Le point 2 de la section A de l'accord-cadre de Camp David est très net sur ce point :

« Toutes les mesures de précaution nécessaires seront prises pour assurer la sécurité d'Israël et de ses voisins pendant la période transitoire et au-delà. L'autorité autonome mettra sur pied une puissante force de police locale qui contribuera à assurer cette sécurité. Elle sera composée d'habitants de la rive occidentale et de Gaza. Cette police se tiendra en liaison constante, pour tout ce qui con-

cerne les questions de sécurité intérieure, avec les responsables désignés par Israël, la Jordanie et l'Egypte. »

Ceci sur le papier. En réalité, ce qu'exige Israël, c'est que l'Egypte, la Jordanie et les notables palestiniens de Cisjordanie et de Gaza assurent, sous son contrôle, des tâches de police visant au maintien de l'Etat sioniste. Begin demande à Sadate, à Hussein et aux Palestiniens occupés de jouer les harkis d'Israël. C'est précisément ce que les rapports politiques dans la région rendent de plus en plus impossible.

Lors de sa visite de fin mars dans les colonies sionistes du Sinaï, Begin s'est fait conspuer par ceux que sacrifiait le traité avec l'Egypte. Mais s'il n'est pas vital pour Israël de se retirer entièrement du Sinaï (en contrepartie, l'Etat sioniste se voit offrir toutes possibilités de s'approvisionner en pétrole par l'Egypte), il n'en est pas de même quant à la Cisjordanie. Depuis 1967, la colonisation de celle-ci est intensive. Ainsi, pour la seule année 1978, une vingtaine de villages y ont été fondés. Il est prévu que lors des cinq prochaines années, soit pendant la période transitoire, plus de 12 milliards de francs seront investis pour la création de 84 agglomérations supplémentaires devant accueillir plus de 70 000 Juifs (selon « Le Monde diplomatique » janvier 1979, « L'autonomie selon Israël »).

Cette politique est une nécessité vitale pour le gouvernement israélien qui se refuse sur ce point à céder aux pressions de Washington condamnant la colonisation de la Cisjordanie. Car c'est de l'existence même de l'Etat d'Israël qu'il s'agit. Si la conception Sadate de l'autonomie l'emportait, à savoir une Cisjordanie sous le contrôle de la fraction du peuple palestinien qui y réside, alors Israël connaîtrait un abandon massif de ses habitants, la courbe des départs d'Israël ne faisant déjà que s'accroître depuis plusieurs années.

L'interprétation de l'accord par Israël inquiète l'impérialisme. Ainsi « Le Monde » écrit-il le 27 mars :

« En d'autres termes, Israël se réserverait le « droit » de disposer comme auparavant, mais cette fois



avec l'aval implicite des Etats-Unis et de l'Egypte, des ressources naturelles, d'exproprier des terres, de multiplier les colonies de peuplement et autres « faits accomplis » qui risquent à terme de rendre impossible tout règlement négocié du problème palestinien (...). On est même en droit de craindre que les accords de Camp David, loin d'être la « pierre angulaire » d'un règlement général, n'aient élevé un obstacle supplémentaire et redoutable à une solution équilibrée du problème palestinien. »

Ce qui inquiète le porte-parole de l'impérialisme français, c'est que la logique du traité n'aboutisse à une accentuation rapide et en quelque sorte « légalisée » de l'oppression nationale du peuple palestinien. De ce fait, toute « solution équilibrée », à savoir l'accession de notables palestiniens (pour autant que cette « solution » en soit une) au pouvoir en Cisjordanie et à Gaza, la création d'un Etat-croupion palestinien elle-même étant rendue impossible, les forces antagoniques seraient livrées face à face. Alors l'exigence de la destruction de l'Etat d'Israël surgirait avec encore beaucoup plus de force. C'est en ce sens que l'organe conscient de la bourgeoisie française crie casse-cou aux dirigeants d'Israël. Mais ceux-ci ne peuvent reculer en Cisjordanie sous peine de provoquer un cataclysme politique et social qui mettrait en cause les fondements mêmes d'Israël. Pour Israël, la « paix globale », c'est, à terme, l'impasse.

## PAS D'AUTRE ISSUE QUE L'IMPASSE

Déjà, le retrait du Sinaï pose à Israël de terribles difficultés politiques et économiques. La presse spécialisée donne à ce sujet des chiffres qui parlent d'eux-mêmes.

Le budget d'Israël a pour caractéristique que son volume est à peu près égal au PNB (environ 12 milliards de dollars pour 1978). Sur ce total, 30 % sont consacrés à la Défense et 30 % au service de la Dette, 40 % seulement pour le fonctionnement de l'Etat. Si ces proportions sont reconduites pour l'année à venir, le montant du projet

de budget n'augmente que de 37 %. Or toutes les études sérieuses indiquent que le rythme annuel de l'inflation en Israël est désormais supérieur à 100 %. Le budget 1979-1980 est donc déjà caduc. Une source officielle écrit à propos de l'inflation :

« Le gouvernement et l'administration paraissent totalement désorientés devant ce phénomène pourtant prévisible depuis plusieurs mois. » (Problèmes économiques, mars 1979).

Or ce projet de budget ne tient pas compte du coût considérable du retrait israélien du Sinaï (déplacement de terrains d'aviation, d'une centaine de bases militaires, de 2 700 immeubles, d'un million de mines, de ports de guerre, etc.). Selon le « Jerusalem Post », Washington n'aurait pas pris d'engagements fermes quant au financement (3,5 milliards de dollars) de ce retrait, le Congrès étant opposé à l'augmentation de l'aide à l'étranger. Le journal envisage dès lors qu'Israël reste beaucoup plus longtemps que prévu dans le Sinaï.

Israël est parvenu à un tel état de dépendance à l'égard de l'étranger, et principalement des Etats-Unis, que les conséquences de la crise économique mondiale qui le fouette durement mettent en question sa viabilité. La source officielle que nous citons conclut :

« La situation économique actuelle reste, dans l'ensemble, difficile, et au cours des mois à venir, Israël sera confronté à des difficultés économiques beaucoup plus sérieuses que lors des différentes crises que le pays a surmontées pendant les trente dernières années. »

C'est tout dire. Certes, au lendemain de la signature du « traité de paix », Washington a rendu public un mémorandum qui assure à Israël de nouvelles fournitures considérables d'armements. On sait ce qu'il en a été en Iran. Même transformé en super-arsenal, l'Etat sioniste est rongé par une crise économique que les bailleurs de fonds impérialistes caractérisent d'une « gravité exceptionnelle » (source citée).

Le paradoxe de la « paix », c'est qu'Israël de même que l'Egypte sont

amenés à accroître leur armement dans des proportions vertigineuses. Ce n'est qu'officiellement que la Défense reçoit 30 % du budget de l'Etat. Un spécialiste rapporte :

« Finalement, les dettes et les affaires militaires absorbent presque les deux tiers du budget total. » (*Amnon Kapeliouk, Le Monde diplomatique*).

L'énorme inflation s'accompagne de mesures toutes dirigées contre le niveau de vie de la population laborieuse. D'ores et déjà, plus du quart des Juifs orientaux vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Les impôts qui frappent le citoyen israélien sont les plus lourds du monde, à tel point que le gouvernement prélève 60 % du revenu national sous forme d'impôts et de taxes (« Problèmes économiques », mars 1977).

La bourgeoisie sioniste elle-même n'a pas confiance dans l'Etat d'Israël. Dans des proportions énormes, les capitaux se sont transférés du secteur productif dans le circuit de la spéculation. La masse des capitaux « noirs » spéculatifs est pour le gouvernement un moindre mal devant la fuite des capitaux à l'étranger. Face à la multiplication des grèves sauvages, le patronat a obtenu une loi lui permettant de retenir la moitié des salaires des travailleurs qui arrêtent le travail partiellement.

On comprend que dans une telle situation d'anarchie qui empire, le mouvement d'émigration aille en s'amplifiant. Aucun chiffre n'a été publié pour l'année 1978, mais la tendance des années antérieures n'a pu que se confirmer. Le sionisme n'apparaît plus à de nombreux travailleurs comme une solution à leurs problèmes. Des familles installées de longue date en Israël quittent le pays. D'une façon plus générale, « le moral de la population est au plus bas », indiquent les rapports informés. C'est véritablement une époque qui s'achève. Les sacrifices qui seront demandés par l'Etat sioniste aux masses juives pour que soit appliqué le « traité de paix » avec l'Egypte vont accroître encore plus les contradictions économiques et sociales. La « paix » de l'impérialisme ne pourra que faire tomber un peu plus les illu-

sions des masses juives à l'égard du sionisme. C'est dans ces conditions que la jonction devrait pouvoir s'opérer entre les travailleurs juifs et les masses palestiniennes contre l'ennemi commun, contre l'Etat sioniste, pour la Constituante palestinienne unissant les masses juives et arabes.

L'impérialisme lui-même sait fort bien que la survie de l'Etat d'Israël ne permettra pas de sortir de l'impasse. Mais la logique de la situation au Moyen-Orient fait qu'il n'a pas d'autre moyen que tenter de le maintenir coûte que coûte, même au prix d'un gouffre financier. La disparition d'Israël serait beaucoup plus grave encore que la chute de la monarchie en Iran. Tous les pays de la région seraient bouleversés de fond en comble.

Et au premier chef l'Egypte, dont la fragilité économique effraye terriblement les milieux financiers de l'impérialisme. Or, sur le terrain politique, l'impérialisme américain demande à cette même Egypte, menacée d'un effondrement social, de jouer le rôle de gendarme du Moyen-Orient. Mais c'est qu'en fait, il n'a plus le choix.

L'évolution de la situation en Egypte depuis le voyage de Sadate à Jérusalem est révélatrice des limites politiques que rencontre le raïs. Après les émeutes ouvrières de janvier 1977, le régime se voyait contraint de jeter du lest en autorisant la constitution de partis politiques distincts du parti unique de l'époque de Nasser (l'USA). Mais cette mesure devait rapidement aboutir à une agitation politique, dans la presse et au Parlement, paralysante pour le gouvernement. C'est ouvertement que le régime est attaqué quant à sa politique économique (pro-impérialiste, celle-ci est parfois mise en échec par l'opposition). La presse dénonce la pénurie alimentaire, la crise du logement, l'effondrement de l'infrastructure des villes, la hausse des prix. Bref, tout ce qui est devenu insupportable aux masses trouve le chemin d'une critique incisive.

En haut, c'est le désarroi. Tout en s'en prenant aux critiques de la presse et du Parlement, Sadate, le 2 mai 1978, lors d'un important discours, annonce une augmentation des salaires et une réduction des prix. Dans les

semaines qui suivent, le gouvernement montre publiquement sa division à la veille des négociations avec le FMI. La « réforme de l'économie » prévue se heurte à l'inertie de la bureaucratie et surtout à la volonté farouche de toutes les couches laborieuses de voir maintenus les droits acquis. Les masses refusent les sacrifices que l'on exige d'elles. Leur pression est telle que le régime n'ose pas les affronter. Et à chaque fois que Sadate fait une concession, c'est le gouvernement qui se divise.

Finalement, lors de la réunion du FMI, les représentants égyptiens prennent l'engagement d'appliquer la réforme devant conduire à la vérité des prix (exigée par le FMI), mais dans des délais plus longs pour éviter de nouveaux troubles (selon la revue « Maghreb-Machrek » d'octobre-décembre 1978).

S'il doit céder sur le terrain économique car il sait que de nouvelles émeutes de la faim risquent de lui être fatales, le régime de Sadate aux abois tente de resserrer l'étau politique contre les masses. Le 21 mai 1978, un référendum qui recueille 98,29 % des voix permet à Sadate de liquider l'opposition au gouvernement, les partis étant contraints de se saborder. Le 22 juillet 1978, il fonde son propre parti, auquel il contraint l'immense majorité des députés à adhérer. Comme le souligne l'article cité, « Sadate s'est ainsi assuré une liberté d'action totale pour régler le conflit avec Israël », mais, en contrepartie, il est contraint de concentrer à nouveau toute la vie politique du pays sur sa personne. C'est là une situation à nouveau grosse de dangers. D'autant plus que le raïs, du fait de la catastrophe économique dans laquelle s'enfonce l'Égypte, n'a aucun moyen d'action, sinon maintenir le statu quo. Le « programme » du nouveau gouvernement constitué le 2 octobre 1978 n'est qu'un catalogue de promesses et de vœux pieux :

« Assurer la sécurité alimentaire des 40 millions d'Égyptiens, accroître la superficie arable qui n'a presque pas changé depuis 26 ans, augmenter la production, réorganiser l'administration, améliorer les services, « alléger les souffrances » du peuple, faire régner la justice sociale et s'occuper

de la reconstruction du pays après la libération du Sinaï. » (revue citée).

Le seul instrument qui reste entre les mains de la bourgeoisie égyptienne, pour assurer sa survie, c'est son armée, forte de 750 000 hommes. Et là aussi se concentrent des contradictions explosives. Bien que les informations soient rares en ce domaine, nul doute que l'année 1978 a vu une crise se développer au sein de l'armée égyptienne. Tout l'état-major qui était en place lors de la guerre d'octobre 1973 a été muté à des fonctions honorifiques. Quant à l'ancien chef d'état-major, il s'est réfugié à l'étranger où, s'adressant à l'armée, il a fait le procès de la politique de Sadate, accusé d'avoir lié le sort de l'Égypte aux États-Unis et d'être responsable de la faiblesse de l'armée.

Selon « Newsweek », l'armée égyptienne serait en pleine mutation. D'abord, ses effectifs, après la signature du traité de paix, seraient ramenés de 750 000 à 200 000 hommes. A Camp David, l'impérialisme américain a promis à l'Égypte son rééquipement militaire complet. Selon le même hebdomadaire, une série d'accords verbaux et secrets auraient été conclus, destinés à faire jouer à l'armée égyptienne le rôle de « force d'intervention » dans le monde arabe et en Afrique. Certaines informations, bien que démenties par Le Caire, laissent entendre que les troupes du raïs auraient remplacé celles du chah au Dhofar.

C'est là la logique d'une situation qui, après l'effondrement de l'armée et du régime du chah en Iran, impose à l'impérialisme américain de s'appuyer sur ce qui reste un tant soit peu stable et acquis à sa politique dans la région. Il est probable qu'en échange des concessions israéliennes sur le Sinaï, des engagements américains vis-à-vis de l'armée égyptienne, celle-ci doit désormais servir de rempart de l'ordre au Moyen-Orient. Elle est d'ailleurs garante, conjointement avec Israël, de l'instauration de la paix globale au Moyen-Orient. C'est dans ce cadre politique que l'Égypte se voit, du jour au lendemain, invitée à prendre le relais de la monarchie iranienne dans la région. Lourde, très lourde responsabilité dont rien ne garantit l'efficacité.

## UN CHATEAU DE CARTES

Néanmoins, il manque un élément essentiel pour que le traité de paix puisse recevoir un commencement d'application. Il manque ce que deux défaites n'ont pas réussi à faire, ni en Jordanie en 1970, ni au Liban en 1976, la soumission de la résistance palestinienne. Est-ce un hasard si, pour la première fois depuis qu'existe l'OLP, les dirigeants d'Israël font appel à celle-ci ? Déjà, Dayan, en mars dernier, avait déclaré qu'Israël devait tenir compte du fait de l'« existence de l'OLP » et serait amené, tôt ou tard, à négocier avec la résistance palestinienne.

Tout récemment, le 25 avril, au Caire, le ministre israélien de la Défense Weizman a encore été plus clair :

« L'OLP, soi-disant ennemie d'Israël, *a-t-il dit*, doit rejoindre l'Egypte, cesser de tirer et commencer à discuter. Non seulement j'espère que l'on pourra trouver une solution au problème palestinien, mais je suggère que l'OLP et les Arabes cessent de tirer pour commencer à négocier. »

Ces déclarations ne sont pas gratuites. Ce que cherchent l'impérialisme, Israël et les Etats arabes, c'est à disloquer politiquement la résistance palestinienne, à l'associer au « plan de paix ». « Le Monde » du 30 mars fait aussi état de contacts entre Israéliens, Américains et représentants de l'OLP, et rapporte une « notable évolution » de l'OLP, ou, du moins, de la « tendance centriste » du mouvement :

« L'OLP serait prête à envisager une solution sur la base de la résolution 242 du Conseil de sécurité, sous réserve de modifications de ce texte. »

Ainsi réapparaît, mais cette fois dans le cadre d'appels directs d'Israël, le vieux projet débattu au sein de la résistance palestinienne après la défaite de septembre 1970 en Jordanie, d'un Etat-croupion en Cisjordanie et à Gaza. Ce que cherchent avant tout l'impérialisme et Israël, c'est à

associer, sous une forme ou une autre, une partie de la direction de l'OLP au plan de paix. En d'autres termes, puisque deux défaites militaires ne sont pas parvenues à la détruire, il s'agit aujourd'hui d'amener l'OLP sur la voie de la capitulation politique. Certes, la pression qui s'exerce sur la direction petite-bourgeoise de l'OLP est-elle considérable. Néanmoins, la remontée des masses en Jordanie, la mobilisation sans précédent qui s'opère également en Cisjordanie expliquent pourquoi Israël a, en définitive, besoin d'associer l'OLP au maintien de l'ordre. A terme, les dirigeants d'Israël savent que l'avenir n'est pas assuré pour l'Etat sioniste. Faisant miroiter des concessions territoriales aux masses palestiniennes, ils tentent d'obtenir leur reconnaissance par l'OLP elle-même. Mais les récentes déclarations de Begin à la Knesset, selon lesquelles Israël ne se retirera jamais de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, illustrent au même moment le contenu vide des concessions de l'Etat sioniste à l'égard des Palestiniens. De tous les côtés, c'est l'impasse.

Ainsi, la « victoire » de Carter, le « traité de paix » israélo-égyptien, ce qu'il implique pour son application, semblent poser plus de questions qu'ils n'en peuvent résoudre. Le traité, les accords de Camp David précèdent d'une volonté commune à l'impérialisme, à Israël, aux bourgeoisies arabes : stabiliser les rapports politiques et sociaux au Moyen-Orient. La question, c'est de savoir qui est en mesure de prendre en charge cette stabilisation. L'impérialisme, faute de mieux, doit charger l'Egypte de Sadate de cette tâche. Or ce pays, les experts économiques de l'impérialisme ne cessent de le souligner eux-mêmes, est au bord de la faillite économique. L'explosion sociale qui risque d'emporter le régime n'a été que différée après les émeutes de janvier 1977. Tel est le colosse aux pieds d'argile qui est chargé de faire respecter la « pax americana ».

La bureaucratie du Kremlin ne semble pas avoir joué un rôle direct dans la mise en œuvre du plan de paix. En fait, ce dernier entre dans le cadre de la déclaration commune américano-soviétique du 1<sup>er</sup> octobre 1977 sur le Moyen-Orient qui se concluait ainsi :

« Guidés par l'objectif de parvenir à un règlement politique juste au Proche-Orient et d'éliminer la situation explosive dans cette région du monde, les Etats-Unis et l'URSS appellent toutes les parties du conflit à comprendre qu'il est nécessaire de considérer avec soin les droits et les intérêts légitimes des uns et des autres, et de démontrer qu'elles sont, chacune, prêtes à agir en conséquence. »

La bureaucratie stalinienne affirmait ainsi son alignement complet sur la politique de Washington au Moyen-Orient. C'est d'ailleurs sur le Kremlin principalement que compte l'impérialisme pour obtenir une capitulation politique de l'OLP, indispensable à l'application de son plan de paix. Mais même dans ce cas (ce qui n'a pas eu lieu, l'OLP, malgré des oscillations de plus en plus grandes, n'ayant pas renié son programme fondé sur l'incompatibilité de l'existence d'Israël et de la lutte du peuple palestinien pour recouvrer sa nation), même dans le cas d'une capitulation politique de la direction de l'OLP, le « traité de paix » ne saurait véritablement stabiliser les rapports politiques dans la région. Certes, toutes les classes dominantes au Moyen-Orient resserrent les rangs contre la révolution. Les Etats bourgeois-féodaux arabes sont prêts à reconnaître Israël en échange de concessions. Tous, ils redoutent qu'en Egypte ou dans d'autres pays ne se produise ce qui vient d'avoir lieu en Iran.

Mais c'est là que le bât blesse. Les concessions d'Israël, c'est fondamentalement son retrait militaire du Sinaï, du Golan, de la Cisjordanie et de Gaza. Ce sont précisément ces concessions qui ouvrent la voie, que l'impérialisme le veuille ou non, à la dislocation d'Israël. Ses dirigeants le savent bien qui, tout en acceptant les concessions en paroles, se refusent catégoriquement à se dessaisir du contrôle de la Cisjordanie. Begin ne cesse de réaffirmer sa conception de l'« autonomie » de la Cisjordanie : un protectorat israélien sur la Judée-Samarie, telle qu'il l'avait déjà défini contre le plan Carter lors de l'été 1977.

Ni à Camp David, ni à Washington, l'impérialisme n'est parvenu à sortir de l'impasse. Il a fait contresigner par

Begin et Sadate des documents qui peuvent s'interpréter de deux manières radicalement différentes. En même temps, conscient de la faiblesse d'Israël, il n'hésite pas à poursuivre l'armement de l'Etat sioniste dans des proportions encore jamais vues. Or, ni le Vietnam de Thieu, ni l'Iran du chah n'ont pu se maintenir en dépit de l'énorme aide militaire américaine. Ainsi, la « paix américaine » aboutit-elle, dans des délais rapides, au surarmement conjoint d'Israël et de l'Egypte. Nouvelle contradiction.

Le dégagement du Sinaï lui-même pose de terribles problèmes économiques à Israël qui disparaîtrait du jour au lendemain si les Etats-Unis ne prenaient pas en charge son déficit croissant.

Paradoxalement d'ailleurs, au moment où les accords de Camp David exigent d'Israël des concessions territoriales sur tous les fronts, l'Etat sioniste se met à annexer le sud du Liban, montrant ainsi clairement que pour lui, le « traité de paix » n'est qu'un chiffon de papier.

Dans les pays arabes, la signature de la paix entre l'Egypte et Israël est ressentie par les masses comme un nouveau coup porté contre elles par l'impérialisme. Le « traité de paix » de 1979 pourrait d'ailleurs avoir en Jordanie les mêmes conséquences que la guerre des six jours de 1967 : une montée irrésistible des masses contre la monarchie hachémite. Et cela dans une situation internationale beaucoup plus favorable aux masses qu'il y a dix ans.

Pas plus la « paix américaine » que l'état de guerre permanent ne semblent pouvoir régler durablement aucun problème au Moyen-Orient. Plus, les accords de Camp David et le traité israélo-égyptien apportent eux-mêmes de nouveaux éléments de dislocation d'un ensemble politique et social d'une extrême fragilité. Les documents paraphés à la Maison-Blanche risquent fort de rester, dans ces conditions, un monceau de papiers inutile. Et par les contradictions nouvelles qu'ils apportent au Moyen-Orient, ils risquent également de devenir un facteur supplémentaire d'explosion.

Jacques Meyrand,  
le 30 avril 1979.

# Léon Trotsky

**œuvres**

AVRIL 1934/DECEMBRE 1934

**4**

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT  
LEON TROTSKY

**edi**

LE TOME IV DES ŒUVRES DE LÉON TROTSKY  
D'AVRIL  
A  
DECEMBRE 1934

# le tome IV des Œuvres de Léon Trotsky

par César CORTE

*Il y a six mois, le camarade Jean-Jacques Marie avait analysé dans nos colonnes le contenu des trois premiers tomes, parus à l'époque, de l'édition des Œuvres de Léon Trotsky, allant du début de l'année 1933 au mois d'avril 1934. « On peut y suivre pas à pas, écrivait J.-J. Marie, comment, face à chaque événement, petit ou grand, Trotsky applique avec ténacité, fermeté, souplesse et rigueur la méthode de construction de la Quatrième Internationale. »*

*Le tome IV des Œuvres vient de paraître. Il publie les textes de la fin de l'année 1934. César Corte le présente aux lecteurs de La Vérité.*

Le premier texte ouvrant le tome IV des « Œuvres », dont le prétexte est fourni par les réactions de « L'Humanité » à l'expulsion de Trotsky consistant à affirmer que cette expulsion est quasi un coup monté par la bourgeoisie et la social-démocratie « pour faire grandir aux yeux des ouvriers l'autorité des idées contre-révolutionnaires » défendues par Trotsky et pour empêcher le parti stalinien de faire la révolution, consiste en une analyse de ce que signifie la venue au pouvoir du gouvernement d'« union nationale » que préside Doumergue et de sa signification pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

« Le ministère Doumergue, écrit Trotsky, n'est qu'une combinaison transitoire qui mène à une domination bourgeoise débarrassée de la démocratie, du parlementarisme et du soutien socialiste. »

Et c'est comme point d'application d'une telle marche politique, et pas, seulement comme mesure d'apaisement de ceux qui dénoncent l'activité de Trotsky — qu'il s'agisse de la droite ou des staliniens — qu'il faut comprendre son expulsion de son asile de Barbizon.

*Celle-ci, dit Trotsky, « ne constitue qu'une petite répétition de la façon dont les journalistes, les dirigeants ouvriers, les comités centraux et les commissions administratives et autres seront mis à la porte des locaux de leur parti et de leur syndicat. » (p. 35).*

---

**Le tome IV des Œuvres de Léon Trotsky vient de sortir aux éditions EDI. Il est en vente au prix de 54 F (34 F pour les militants de l'OCI).**

L'expulsion de France de Trotsky est un tournant important dans la vie de l'exilé. Si elle n'est pas mise en pratique puisque aucun gouvernement au monde ne consent à donner asile à Trotsky, elle ne le place pas moins dans les pires conditions pour mener le combat pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et correspond à un tournant de la situation politique annonçant les plus grandes batailles de classes en France, comme terrain et enjeu de la lutte entre révolution et contre-révolution en Europe.

Le 6 février 1934, les bandes fascistes ont manifesté, moins d'un an après la terrible défaite sans combat du prolétariat allemand, en résultat de la criminelle politique stalinienne du « social-fascisme » et de la politique de la social-démocratie, platement parlementaire, qui plus est dans un pays où la forme de gouvernement était déjà bonapartiste et où la marée brunit. Le 12 février 1934, point culminant d'un mouvement qui s'est développé toute la semaine en province, travailleurs et militants imposent la jonction des deux manifestations, des deux cortèges auxquels avaient appelé séparément les dirigeants social-démocrates et stalinien.

Ces formidables ressources du mouvement spontané de la classe ouvrière, qui impose un moment aux dirigeants de ses organisations la réalisation de l'unité, ne règle pas cependant les problèmes.

« La situation générale en France place tout le mouvement ouvrier conscient devant une tâche à court terme : ou le prolétariat, dans l'espace de six mois, ou peut-être deux ans, détruit le fascisme et fait en avant, directement, un pas de géant vers la lutte pour le pouvoir, ou bien il sera lui-même détruit, et toute l'Europe deviendra l'arène de la tyrannie fasciste et de la guerre. »  
(p. 127, écrit entre le 3 et 12 juillet).

C'est comme expression particulière et enjeu de la lutte mondiale des classes, de la lutte entre révolution et contre-révolution, de la lutte du prolétariat contre le fascisme et la guerre impérialiste qui se prépare que Trotsky aborde la bataille pour la construction de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. Si dans ces mois,

la France devient enjeu et terrain de cette lutte pour la révolution mondiale, c'est de la lutte pour l'Internationale, pour la révolution mondiale que part Trotsky et que partiront les bolcheviks-léninistes pour déterminer leur tâche.

Un des textes les plus fondamentaux de ce tome IV des « Œuvres » consiste en la contribution de la Ligue communiste internationaliste à l'élaboration du programme de la nouvelle Internationale, texte d'armement des militants de la Ligue dans la discussion avec l'OSP et le SAP. Il a pour titre « La guerre et la Quatrième Internationale ».

« La guerre de 1914-1918 a officiellement inauguré une nouvelle époque. Jusqu'à maintenant, les événements politiques les plus importants ont été la conquête du pouvoir par le prolétariat russe en 1917 et l'écrasement du prolétariat allemand en 1933. Les terribles souffrances de tous les peuples dans toutes les parties du monde, et même les dangers les plus terribles encore que demain leur réserve, proviennent de ce que la révolution de 1917 ne s'est pas victorieusement développée à l'échelle européenne et mondiale.

A l'intérieur de chaque pays, l'impasse historique du capitalisme s'exprime dans le chômage chronique, la baisse du niveau de vie des ouvriers, la ruine de la petite bourgeoisie urbaine et de la paysannerie, la décomposition et le déclin de l'Etat parlementaire, dans l'empoisonnement monstrueux du peuple par une démagogie « sociale » et « nationale » face à la liquidation dans la réalité des réformes sociales, la mise à l'écart et le remplacement des vieux partis dirigeants par un appareil militaro-policié nu (le bonapartisme du déclin capitaliste), dans les progrès du fascisme, son arrivée au pouvoir et l'écrasement de toutes les organisations prolétariennes sous sa botte.

Sur l'arène mondiale, les mêmes processus sont en train de nettoyer les derniers restes de stabilité dans les relations internationales, plaçant sur la lame du couteau tous les conflits entre Etats, exposant la futilité des tendances pacifistes, déclenchant la



croissance des armements à un niveau technique supérieur et conduisant ainsi à une nouvelle guerre impérialiste dont le fascisme est l'artificier et l'organisateur le plus consistant.

De l'autre côté, le fait qu'apparaissent la nature profondément réactionnaire, putréfiée et pillarde du capitalisme moderne, la destruction de la démocratie, du réformisme et du pacifisme, le besoin ardent et brûlant pour le prolétariat d'échapper au désastre imminent mettent à l'ordre du jour la révolution internationale avec une force renouvelée. Seul le renversement de la bourgeoisie par le prolétariat insurgé peut sauver l'humanité d'un nouveau massacre dévastateur des peuples. » (pp. 48-49).

---

## LA LUTTE CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE ET LE FASCISME ; LA DEFENSE DE L'URSS

---

La question de l'attitude vis-à-vis de la guerre qui vient est devenue la question clé de la politique prolétarienne.

Reprenant la démarche qui avait été celle de Lénine, Rosa Luxemburg et Liebknecht, Trotsky montre que la nécessaire rupture avec l'« idéologie et la politique de défense nationale » n'est possible que du point de vue de la révolution prolétarienne internationale. Contre ceux qui prétendent couvrir leur alignement sur leur propre impérialisme du manteau de la défense de la démocratie contre le fascisme, Trotsky montre qu'il ne s'agit là que d'un mensonge supplémentaire. A ceux qui donnent mandat à l'Etat de la bourgeoisie pour défendre la démocratie contre le fascisme, à l'instar des social-démocrates hier en Allemagne, Trotsky oppose le point de vue de classe du prolétariat :

« Nous défendons la démocratie contre le fascisme au moyen des organisations et par les méthodes du prolétariat. » (p. 57) (...) « La lutte pour la démocratie en temps de guerre signifie avant tout la lutte pour la sauvegarde de la presse et des organisations ouvrières contre les

déchaînements de la censure et des autorités militaires. Sur le terrain de ces tâches, l'avant-garde révolutionnaire recherchera le front unique avec les autres organisations ouvrières — contre son propre gouvernement démocratique — mais en aucun cas ne recherchera l'union avec son propre gouvernement contre le pays ennemi. » (p. 58).

Cette méthode, qui est celle que les marxistes ont suivie durant la Première Guerre mondiale, va devoir être appliquée dans des circonstances différentes. Si, pour Trotsky, deux événements essentiels se sont produits depuis 1914, la révolution russe de 1917 et la défaite du prolétariat allemand en 1933, pour le prolétariat mondial,

« la défense de l'Union soviétique contre les coups des ennemis capitalistes, indépendamment des origines et des causes immédiates du conflit, est le devoir élémentaire et impératif de toute organisation ouvrière honnête » (p. 54).

Cette question de la défense de l'URSS, Trotsky la développe longuement, examinant la signification de la reconnaissance de l'URSS par l'impérialisme américain, ou par la Petite Entente (1), examinant la politique de la bureaucratie du Kremlin qui cherche un rapprochement avec la SDN, etc. Envisageant l'hypothèse que l'URSS soit obligée de s'allier au plan militaire à des impérialismes contre d'autres, il montre que là encore le prolétariat international devra défendre l'URSS.

« Mais, dans ce cas, plus encore, le prolétariat international doit sauvegarder son indépendance politique totale vis-à-vis de la diplomatie soviétique, et ainsi, de même, vis-à-vis de la bureaucratie de la III<sup>e</sup> Internationale. » (p. 68).

Si, comme le montre Trotsky, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile constitue la tâche

---

(1) Petite Entente : système d'accords bilatéraux signé en 1920-1921 entre la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, avec l'appui de la France.

stratégique générale à laquelle devrait être subordonné l'ensemble du travail d'un parti prolétarien pendant la guerre, il ne s'agit pas pour les marxistes d'attendre passivement les événements.

« La guerre a besoin de la « paix civile ». Dans les conditions actuelles, la bourgeoisie ne peut l'obtenir qu'au moyen du fascisme. De sorte que le fascisme est devenu le facteur politique le plus important de la guerre. La lutte contre la guerre suppose la lutte contre le fascisme. Tout programme révolutionnaire de lutte contre la guerre (« défaitisme », « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », etc.) devient phrase creuse si l'avant-garde prolétarienne se montre incapable de repousser victorieusement le fascisme. » (p. 76).

Combattre victorieusement le fascisme, c'est non point, comme le proposent les staliniens, s'en remettre à l'Etat bourgeois pour qu'il assure le désarmement des fascistes, tout comme l'avaient fait la social-démocratie allemande et les austromarxistes, c'est à l'inverse,

« en partant du fait de l'armement des bandes fascistes (...) créer, dans un but d'autodéfense, des détachements ouvriers armés, et (...) appeler inlassablement les ouvriers à s'armer » (p. 76). « Le but de la bourgeoisie est d'empêcher le prolétariat de conquérir l'armée. Le fascisme accomplit cette tâche, non sans succès, au moyen de ses détachements armés. La tâche immédiate du prolétariat, celle qui est à l'ordre du jour, consiste à défendre ses organisations contre les bandes fascistes. Celui qui soutient que les ouvriers n'ont pas la possibilité de s'armer, proclame par là même qu'ils sont sans défense contre le fascisme. Il est inutile alors de parler du socialisme, de la révolution prolétarienne, de la lutte contre la guerre. » (p. 77).

C'est de ce point de vue que se place Trotsky lorsqu'il écrit à ses camarades de l'organisation française, les pressant d'élaborer un programme d'action et leur soumettant quelques suggestions pour le programme lui-même :

« *L'Humanité* demande depuis des mois le désarmement et la dissolution des bandes fascistes ! Quelles illusions démocratiques ! Nous venons de voir la commission parlementaire appuyer le mot d'ordre de *L'Humanité* sur le désarmement. On commence, il est vrai, par les fascistes, puisqu'ils sont les seuls armés. On se crée par ce procédé une couverture démocratique pour ne pas permettre au prolétariat d'avoir la possibilité de se défendre (...).

Notre mot d'ordre est : « Milice ouvrière et paysanne, armement du peuple ! »

Avec le contrôle ouvrier et la milice, nous restons toujours sur la défensive. Nous ne voulons pas permettre de rejeter la société dans la barbarie et la décomposition. Mais cela ne suffit pas. Il faut faire sortir la société de l'impasse où elle se trouve, et, pour cela, il faut recréer l'économie nationale de fond en comble, en l'adaptant aux intérêts des travailleurs et en sacrifiant les privilèges des sommets oustrikards et staviskrates (2). » (p. 93).

Cette question de la milice ouvrière va être au centre du programme d'action, du programme du front unique pour lequel combattront les bolcheviks-léninistes dans une situation où l'accord d'appareils passé entre staliniens et social-démocrates en juillet 1934, et dans lequel les masses voient la réalisation du front unique, tourne de fait le dos à la mobilisation du prolétariat, préparant l'accord ultérieur de Front populaire. Ainsi le célèbre texte de Trotsky « Où va la France ? » d'octobre 1934, qui s'insère dans ce tome IV des « Œuvres », et que la SELIO a réédité, consacre-t-il un chapitre entier à cette question.

Avant de passer à l'examen des textes de Trotsky que publie ce tome IV, consacrés à la situation française et au « tournant français », à savoir l'entrée des bolcheviks-léninistes dans la SFIO sous leur propre drapeau,

(2) Des noms d'Oustrik et de Staviski, pour désigner les hommes politiques compromis dans les scandales financiers retentissants de la III<sup>e</sup> République.

remarquons que ces éléments programmatiques que les bolcheviks-léninistes soumettent à la discussion internationale — au SAP comme à l'OSP qui n'en discuteront d'ailleurs pas — ont une fonction unique : avancer dans la construction de la Quatrième Internationale. Tous ces éléments de programme d'action dans la lutte contre la guerre n'ont de sens que comme matériaux vivants de la construction du parti.

« La lutte contre la guerre signifie maintenant la lutte pour la Quatrième Internationale », conclut le *texte que nous avons déjà cité, qui affirme également* : « La lutte contre la guerre présuppose un instrument révolutionnaire de lutte, c'est-à-dire un parti. Il n'en existe pas, ni à l'échelle nationale, ni à l'échelle internationale. Un parti révolutionnaire doit être construit sur la base de toute l'expérience du passé, y compris celle de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales. Renoncer à une lutte ouverte et directe pour la nouvelle Internationale signifie soutenir, consciemment ou non, les deux Internationales existantes, dont l'une soutiendra la guerre, l'autre n'étant capable que de désorganiser et d'affaiblir l'avant-garde prolétarienne. » (p. 83).

---

### LA DISCUSSION A PROPOS DU RAYON DU PCF DE SAINT-DENIS : FRONT UNIQUE ET PARTI

---

Cette conclusion n'a rien de formel : elle est au cœur de la possibilité de s'orienter correctement dans la définition des tâches pratiques de l'avant-garde, dans le combat pour le front unique ouvrier. C'est sur elle que butent et buteront les militants révolutionnaires dans la discussion avec les militants du rayon de Saint-Denis que dirige Doriot, en rupture avec la direction du PCF sur la question du front unique, de l'unité nécessaire pour défaire le fascisme.

En janvier 1934, Doriot, député-maire PCF de Saint-Denis, s'était élevé contre la politique de division menée par le PCF, contre la politique

de « front unique à la base ». A Saint-Denis, le 11 février 1934, il avait participé à la création d'un « comité d'action » avec les responsables socialistes locaux. Une telle politique heurtait de front la ligne suivie par le PCF obéissant aux consignes de Moscou, qui est encore sur la ligne du « social-fascisme ». Les limites de cette politique étaient en même temps parfaitement données, Doriot affirmant d'une part son accord avec l'Internationale communiste et sa ligne d'alors, ne critiquant que l'« impuissance » et l'« inertie » de la politique du PCF sans faire le lien entre cette politique et celle de l'Internationale communiste qui avait conduit au désastre allemand, et manifestant d'autre part une opposition absolue à l'idée d'un nouveau parti. Bureaucrate sorti du sérail stalinien, il avait interdit de séjour les militants trotskystes à Saint-Denis, organisant contre eux plusieurs agressions.

Prendre langue avec les militants de Saint-Denis, les gagner, telle était bien pour Trotsky la tâche. Mais cela ne pouvait se réaliser au prix de concessions politiques comme celles que leur faisaient les militants français en ne parlant que du « front unique » et en ne soulevant pas la question du « nouveau parti ».

Pour armer ses camarades dans la discussion avec ces militants du PCF se prononçant pour le front unique, Trotsky rédige deux articles qui paraîtront le 8 juin dans « La Vérité ». Dans ce dialogue imaginaire, Trotsky résume la position de ces militants du PCF en leur faisant dire :

« Nous refusons de vous suivre pour faire un parti et une Internationale. Ce ne sont pas des organisations qu'on monte arbitrairement... Tu oublies la principale tâche à l'heure actuelle : barrer la route au fascisme, et, pour cela, développer les comités de vigilance, les lier aux masses. C'est dans l'action et non dans les batailles de thèses que pourra se dégager une nouvelle organisation de l'avant-garde prolétarienne. » (p. 39).

Telle est bien en effet la position que les bolcheviks-léninistes ne combattent pas assez fermement, laissant en fait la voie libre à une ultérieure

reprise en main par l'appareil stalinien, au moment où il prendra la tête du front unique pour continuer à le trahir.

Contre cette position, qui fait des comités de vigilance le substitut au parti révolutionnaire, Trotsky rappelle l'expérience de la révolution russe :

« Lorsque la révolution d'Octobre se trouva aux prises avec les pires difficultés, que la guerre civile, la famine faisaient rage, les ennemis du pouvoir prolétarien lancèrent le mot d'ordre : « Les soviets sans communistes ». La contre-révolution avait compris d'instinct que même la forme soviétique n'était pas immunisée contre son influence, que, s'il n'y a pas de communistes pour y apporter leur intransigeance de classe, elle pourrait aussi s'en servir contre la révolution. Et alors, si c'est vrai des soviets après la prise du pouvoir, on peut être sûr que c'est encore plus vrai avec les comités de vigilance qui ne sont pas encore des soviets ; des comités de vigilance sans communistes (c'est-à-dire sans un parti, car il n'y a pas d'action communiste en dehors d'une organisation), on peut être sûr qu'ils ne deviendront jamais des soviets et qu'ils ne prendront jamais le pouvoir. » (p. 40).

« Les comités de vigilance, avez-vous justement écrit, doivent être une étape vers les soviets. Mais, dis-moi, cette orientation à donner à la lutte des comités de vigilance, les mots d'ordre appropriés, le programme d'action autour desquels doit s'opérer le rassemblement des masses laborieuses, de qui les attends-tu ? Pas de la SFIO, je pense ; un comité antifasciste n'est pas une fontaine de jouvence où la vieille social-démocratie se rajeunirait. Pas non plus de la masse dans son ensemble ; celle-ci a sa propre expérience qui lui permet de choisir, et de progresser dans la voie révolutionnaire, mais à condition qu'elle trouve une avant-garde qui, à chaque étape de la lutte, lui explique la situation, lui montre les objectifs à atteindre, les moyens à employer et la perspective ultérieure. C'est seulement en créant un noyau initial, agissant d'une manière indépendante et disciplinée, que pourra s'opérer la sélection au sein des comités de vigilance ; sans cela, même les

plus nombreux rassemblements d'ouvriers seraient sans lendemain.

Le comité de vigilance, ce n'est pas une base suffisante pour assurer la vie du rayon Saint-Denis. S'y limiter, c'est se condamner à la désagrégation. » (p. 39).

---

## LA BATAILLE POUR LE FRONT UNIQUE EN FRANCE

---

Juin 1934 : voilà près d'un an que le tournant vers la construction de la Quatrième Internationale a été pris par ceux qui s'étaient auparavant battus comme « Opposition de gauche internationale », pour le redressement de la Troisième Internationale, jusqu'à ce qu'elle fasse la preuve de sa complète faillite et de sa trahison en ne réagissant nullement au désastre allemand auquel avait conduit sa direction stalinisée.

La section française de la Ligue communiste internationaliste comprend à l'époque cent quarante membres ; elle s'est développée comme groupe propagandiste et, comme tel, a connu des succès. Au cœur de son combat comme Opposition de gauche puis comme section de la Quatrième Internationale à construire : le combat pour le front unique ouvrier, contre la politique criminelle du « social-fascisme ».

Dans les profondeurs de la classe ouvrière s'est amorcé un mouvement d'opposition à la politique de division des dirigeants des partis stalinien et social-démocrate, qui a trouvé une expression au sein même de ces organisations par la constitution de courants se dressant ouvertement contre cette politique de division.

Dans le PCF, en janvier 1934, éclate cette « affaire Doriot ». Au sein de la vieille SFIO, reconstruite en particulier à cause de la politique de l'appareil stalinien, deux tendances centristes font de la question de l'unité d'action avec le PCF l'instrument de la lutte pour la victoire des travailleurs contre la bourgeoisie, son gouvernement et ses sbires fascistes.

Claude Just anime l'une d'entre elle, le « Comité d'action socialiste-révolutionnaire », tandis que Jean Zyromski et Marceau Pivert dirigent l'autre à travers « La Bataille socialiste ». Le développement de ces tendances centristes au sein de la social-démocratie n'est pas un phénomène français. Il a ses correspondances en Autriche, en Espagne, en Belgique. Il est le reflet de cette polarisation des forces de classe, de ce mouvement mûrissant dans les profondeurs de la classe ouvrière et qui a trouvé sa plus grande manifestation après le 6 février 1934, quand travailleurs et militants ont imposé un temps la réalisation de l'unité dans les manifestations contre les fascistes. La situation politique est débloquée. Une période de tournants brusques est ouverte. Le front unique, d'idée propagée par l'avant-garde révolutionnaire organisée, est devenue force matérielle. Les masses s'en sont emparées, et ce dans une situation où n'existe pas de parti révolutionnaire pouvant constituer d'une manière indépendante un pôle de regroupement fécondant le front unique.

Les appareils qui, des années durant, se sont opposés à l'unité, sont sur le point de tourner. Non qu'ils changent de nature et deviennent révolutionnaires sous la pression des masses. Les Blum et les Paul Faure allient à ce moment le langage du pacifisme et de la soumission — sous prétexte de ne pas effrayer les fascistes, de ne pas « provoquer » — et les tirades « lutte de classe » faisant référence à la dictature du prolétariat. Ils sont et demeurent les représentants de l'appareil contre-révolutionnaire, des lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise, comme les appelait Lénine. Tout comme le demeurent, au compte de la défense des intérêts bourgeois de la bureaucratie du Kremlin, ses représentants français qui engagent en juin des pourparlers pour l'action commune du PCF et de la SFIO. Le prochain abandon par le Komintern de la « théorie » du « social-fascisme », qui sera remplacée par la politique de front populaire, aura la même fonction de défense des intérêts de la bourgeoisie dans une situation où la crise révolutionnaire se prépare.

Pour faire barrage à la révolution prolétarienne, contre le front unique

de classe, pour trahir l'unité que le mouvement de la classe leur impose, les staliniens, reprenant les mots du front unique, mettront en place la politique de front populaire, politique d'alliance et de subordination à la bourgeoisie par l'intermédiaire de l'alliance avec le parti « démocratique » du grand capital, le Parti radical. C'est comme élément de cette politique de subordination à la bourgeoisie des pays impérialistes qualifiés de « pacifiques » — à l'instar des Etats-Unis avec lesquels Litvinov vient de passer un accord — qu'est abandonnée la « théorie » du « social-fascisme ». L'URSS fait des courbettes diplomatiques devant les pays impérialistes et rentre à la SDN, que Lénine avait caractérisée comme étant une « caverne de brigands ».

Mais, dès lors que le « front unique » n'est plus une simple idée et devient l'affaire de millions et de millions de travailleurs, dès lors que les appareils eux-mêmes font semblant de s'y rallier pour mieux le trahir, la situation risque d'être mortelle pour les bolcheviks-léninistes. Féconder le front unique de l'intérieur, ne pas aborder les masses de l'extérieur car, face à ce qu'elles considèrent comme le front unique réalisé, toute critique, tout conseil même extérieur ne pourrait que les porter à rejeter ceux qu'elles considéreraient comme des « empêcheurs de tourner en rond », voilà la question pour les bolcheviks-léninistes.

« Hier encore, le mot d'ordre du front unique était le monopole des seuls bolcheviks-léninistes. Aujourd'hui, il nous a été enlevé. Ce mot d'ordre appartient à tous. Il exprime l'aspiration profonde et passionnée, mais politiquement très obscure, des masses à opposer aux progrès de la réaction les forces unies de tous les opprimés... Les tâches des bolcheviks-léninistes ne consistent pas désormais à répéter des formules abstraites sur le front unique (alliance ouvrière, etc.), mais à formuler des mots d'ordre déterminés, une activité concrète et des perspectives de lutte sur la base d'une politique de front unique... D'une importance décisive pour la Ligue sera à partir de maintenant son rapport avec le front unique, non en tant que

mot d'ordre abstrait, mais en tant que réalité vivante d'une lutte de masse. C'est à travers l'exemple de Saint-Denis que s'exprime le mieux la nouvelle situation. Hier encore, Doriot dirigeait la lutte pour le front unique qu'il avait, à sa manière, réalisé à Saint-Denis. Demain, au cas où un accord serait conclu entre les deux bureaucraties, les masses verraient en Doriot un obstacle, un diviseur, un saboteur du front unique. La bureaucratie stalinienne pressera Saint-Denis de revenir dans les rangs de son ancien parti (avec ou sans Doriot), ou elle écrasera Saint-Denis.

La politique de la Ligue ne se réduit évidemment pas à l'idée abstraite du front unique, et, pour cette raison, historiquement parlant, le courant des bolcheviks-léninistes ne peut être liquidé par un accord entre les deux bureaucraties. Si, cependant, la Ligue demeurait passive, incapable de s'adapter courageusement et rapidement à la nouvelle situation, elle pourrait être pour un temps rejetée dans le néant. »

Pourquoi pourrait-elle être rejetée ? Parce que, explique Trotsky, la Ligue ne constitue pas actuellement de par son histoire une troisième force, à côté des deux bureaucraties,

« dont la participation au front unique serait exigée par la situation elle-même ».

---

## LA DISCUSSION POUR L'« ENTRISME » DANS LA SFIO

---

Comment faire, dès lors, pour que la Ligue occupe une « place organique dans le front unique » ? Elle est trop faible pour prétendre à une place indépendante, poursuit Trotsky :

« Cela signifie qu'elle doit immédiatement prendre une place dans l'un des deux partis qui ont négocié et conclu l'accord. »

Il faut rentrer dans l'un des deux partis, dit Trotsky, dans la SFIO ou dans le PCF, c'est égal en principe.

« Pour nous, explique-t-il, il n'y a pas de différence de principe entre les deux partis, ou presque aucune. »

Non que Trotsky assimile social-démocratie et stalinisme ; mais du point de vue qui l'intéresse, ce qui compte c'est que tous deux sont des partis ouvriers-bourgeois, des organisations dans lesquelles se reconnaît la classe ouvrière. Dès lors, c'est la possibilité réelle d'y travailler, à drapeau déployé, qui va fixer le choix. Et ce qui est possible, compte tenu du régime intérieur, c'est l'entrée dans la social-démocratie.

Bien entendu, pour Trotsky, cette entrée dans la SFIO ne peut être opérée qu'en tant que fraction bolchevique-léniniste combattant au sein de la SFIO pour son propre programme. Il n'est pas question d'une entrée qui viserait à réformer la vieille social-démocratie, dont il serait possible qu'elle redevienne l'instrument historique de la libération des travailleurs des chaînes du capitalisme. Non, il n'est point question de cela, contrairement à ce que proposera Pablo quand il voudra imposer aux sections de la Quatrième Internationale l'entrisme dans le PCF, entrisme « sui generis » qui découle de ce que Pablo affirmait : la bureaucratie stalinienne serait l'instrument de l'expropriation du capitalisme.

Non, il ne s'agit point de cela quand Trotsky propose à ses camarades de la section française de rentrer dans la SFIO :

« Naturellement, la Ligue ne peut pas entrer dans le Parti socialiste autrement qu'en tant que fraction bolchevique-léniniste. Elle maintiendra *La Vérité*, qui se transformera en organe de fraction, avec les mêmes droits que *L'Action socialiste*. »

Au feu de la révolution, Trotsky n'exclut pas l'hypothèse théorique de profonds reclassements au sein de la classe ouvrière, amenant à une situation comparable à celle où la majorité de la vieille SFIO avait constitué la SFIC, au lendemain de la révolution russe. Mais une telle hypothèse n'a rien à voir avec un redressement possible de ce cadavre qu'est la social-démocratie. Une telle hypothèse, c'est la destruction de ce parti et non sa régénérescence. Pour l'heure, l'entrée des bolcheviks-léninistes dans la SFIO sous leur propre drapeau, c'est la voie

pour conquérir, dans la lutte contre la bureaucratie réformiste, quelques milliers d'ouvriers.

C'est une leçon inestimable de politique marxiste que nous restituons aujourd'hui ce tome IV des « Œuvres », consacré à toutes les lettres par lesquelles Trotsky mène la lutte dans son propre parti pour convaincre ses camarades.

Ce qui est en cause dans cette bataille, c'est la nécessaire rupture avec le cadre ancien, celui du propagandisme, inévitable et parfaitement nécessaire, mais devenu alors dépassé. De ce point de vue (et non en fonction d'une éventuelle politique entriste), pour l'OCI engagée dans la bataille pour sa construction comme parti, pour une OCI de 10 000 membres, rien de plus actuel que cette discussion.

La Ligue n'est pas un parti. Elle est et demeure un groupe de propagande. Mais elle a la possibilité de se renforcer et de dégager des forces qui lui permettront de construire un véritable parti, de par les opportunités qu'a dégagées la lutte des classes. Là est le débat de Trotsky avec ses camarades, et pas ailleurs, bien que pour résister à cette ligne, à ce tournant vers les masses, des arguments de principe aient été opposés à Trotsky, de la part de Bauer, dirigeant allemand de l'Internationale, ou qu'aient été opposés des arguments sur les méthodes par lesquelles, sous la direction de Molinier, ce tournant avait été effectué.

A ceux qui s'opposent à ce tournant, Trotsky rétorque :

« 1) Il ne suffit pas pour un révolutionnaire d'avoir des « idées justes »... C'est la tâche du parti que d'opérer la jonction entre les « idées justes » et le mouvement ouvrier de masse. C'est la seule façon dont une idée peut devenir force agissante.

2) Une organisation révolutionnaire ne signifie pas un journal et ses lecteurs. On peut écrire et lire des articles révolutionnaires du matin au soir et demeurer en réalité à l'extérieur du mouvement révolutionnaire. On peut donner de bons conseils aux organisations ouvrières — de la touche. C'est une chose. Mais cela ne fait pas encore une organisation révolutionnaire. »

La non-liaison avec les masses, la non-liaison organique avec le front unique et, qui plus est, les tendances développées par les bolcheviks-léninistes qui s'alignent sur les appareils et non sur cette jonction avec les masses, amènent à l'expulsion des bolcheviks-léninistes du front unique.

Pour Trotsky, le meeting commun tenu salle Bullier et au gymnase Huyghens, au cours duquel les trotskystes qui avaient demandé à y prendre la parole ne purent le faire devant le refus opposé par les staliniens et les social-démocrates, appelle à une liaison organique effective avec les masses, sur la base d'un programme d'action, du programme de front unique contre lequel, dès le départ, s'élèvent les bureaucraties. Le programme qu'ont réalisé les bureaucraties dans ce meeting est le contraire du front unique, bien que paré de ses couleurs pour pouvoir mieux le trahir. Et, constate Trotsky,

« ce programme n'est réalisable pratiquement que parce que la Ligue reste isolée des masses. La tentative de sauter par-dessus cet isolement à travers un échange diplomatique de notes avec le comité central ou en assistant à des séances du conseil national socialiste n'est rien d'autre qu'une grossière ruse diplomatique visant à dissimuler la réalité du rapport des forces défavorable. Mais c'est tout à fait indigne de nous. Il faut modifier le rapport des forces, non le dissimuler. Il est nécessaire d'aller aux masses. Il faut se trouver une place dans le cadre du front unique, c'est-à-dire dans le cadre de l'un des deux partis qui le constituent. Pratiquement, cela veut dire dans le cadre de la SFIO. »

---

## TROTSKY : D'ABORD ET AVANT TOUT LA CONSTRUCTION DU PARTI

---

L'opposition de Naville à l'entrée dans la SFIO est tout entière dans ce refus de se tourner vers les masses, au profit d'une politique de combines diplomatiques avec les appareils, qui le conduiront d'ailleurs à faire dans

« La Vérité » des concessions inadmissibles à la traîtresse politique des social-démocrates. Cet alignement de fait de Naville sur la bureaucratie et non sur les masses avant l'entrée dans la SFIO, le fait que dans la lutte contre l'entrée, il ne se situe pas sur un terrain de principe, vont trouver leur prolongement dans la suite des événements, lorsque, avec le groupe qui le suit, il rentre tout de même à la SFIO mais y pratique une politique de couverture de l'appareil.

La bataille politique au plan français comme dans toute l'Internationale, qu'il s'agisse de la lutte contre Bauer, contre Vereeken ou contre les Espagnols qui s'opposent à l'entrée dans le PS espagnol, soulèvera les questions de méthode les plus fondamentales, les questions de principe. Si la position de Naville n'était que la couverture, au nom des méthodes de Molinier, de son refus de se diriger résolument vers les masses, dans cette discussion les questions les plus importantes du point de vue de la méthode ont été soulevées. Ainsi en est-il de la question de l'appréciation politique de la social-démocratie.

Répondant à Vereeken qui se prononçait contre l'entrisme en ce qui concernait la section belge, Trotsky écrit :

« L'erreur de base du document belge consiste en ce qu'il traite la social-démocratie comme une abstraction, indépendamment du temps et de l'espace, au lieu d'analyser réellement ce qui se passe dans la SFIO (...). Aucune conciliation n'est pour nous possible avec la social-démocratie en tant que système d'idées et d'action. Mais ce système d'idées s'incarne sous différentes formes dans des organismes vivants. Dans certaines conditions, ces derniers commencent à se disloquer. Le système en tant que tel s'effondre. Il est remplacé par la lutte entre différentes tendances, et cette lutte peut créer une situation qui exige notre intervention immédiate et directe, et même l'entrée de notre organisation dans le Parti socialiste. »

Pour Trotsky, il s'agit d'un moyen pour la construction du parti révolutionnaire, de l'Internationale, d'un

moyen de lier les bolcheviks-léninistes aux masses. L'action politique, sur une base de principe, a d'ores et déjà porté des fruits importants.

Bien sûr, la situation qui a permis l'entrée, qui l'a nécessitée, peut changer tant du point de vue des exigences propres du combat révolutionnaire que des possibilités offertes par la social-démocratie. Ce sera d'ailleurs le cas, et alors on verra les plus intransigeants à l'entrée dans la SFIO s'opposer à la sortie, ce qui sera catastrophique pour la section française. Trotsky est parfaitement clair. Il faut en finir avec les abstractions, les oppositions métaphysiques, en un mot il faut faire de la politique :

« La situation à l'intérieur de la SFIO et autour d'elle peut changer. La bureaucratie peut se décider à se débarrasser de nous (*elle le fera effectivement* — NDLR). Mais si cela devait arriver demain, nous aurions déjà enregistré des gains considérables. La Ligue s'est tournée vers les masses, les préjugés d'un sectarisme suffisant et stérile sont démasqués, les relations sont nouées avec les meilleurs éléments socialistes, nos publications ont connu une diffusion sans précédent et dans des milieux entièrement nouveaux. » (p. 216).

« Plus encore, nos jeunes, en tant que socialistes, ont eu pour la première fois la possibilité d'approcher les staliens pour « discuter avec eux entre camarades ». Et tout cela en dépit du fait incontestable que les « substances » bolchevisme et menchevisme sont plus irréductibles que jamais. »

Telles sont quelques-unes des leçons que donne Trotsky à ses camarades de parti pour la construction de l'instrument indispensable à la victoire de la révolution, leçons de principe, qu'il s'agisse de la question de la nature de l'URSS, de la bureaucratie stalinienne et de sa politique criminelle telle qu'elle se déchaîne contre les révolutionnaires, et dont l'affaire de l'assassinat de Kirov marque le début, qu'il s'agisse de la stratégie de construction du parti, de tactique enfin.

César Corte,  
30 avril 1979.



# **SELIO**

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris**  
**Tél : 246-09-53      CCP 31 697 97 LA SOURCE**

**Ouvrages politiques, de formation théorique, manuels  
scolaires et universitaires, ouvrages techniques, diction-  
naires, encyclopédies...**

**TOUS LES OUVRAGES  
DISPONIBLES  
CHEZ LES EDITEURS  
PEUVENT ETRE FOURNIS  
PAR**

## **LA SELIO**

**Réduction de 20 % sur les prix marqués réels**

**Expédition franco de port**

**Nous servons les bibliothèques des lycées, comités  
d'entreprise et syndicats.**

« La Vérité » des concessions inadmissibles à la traîtresse politique social-démocrate. Cet alignement sur le fait de Naville sur la bureaucratie et non sur les masses avant l'entrée dans la SFIO, le fait que dans la lutte contre l'entrée, il ne se situe pas sur un terrain de principe, veut trouver leur prolongement dans la pratique, c'est-à-dire lors de l'entrée dans la SFIO mais y compris tout de même à la SFIO mais y compris une politique de couverture de l'appareil.

La bataille politique se joue également sur la question de la formation de la section française de l'URSS. Baur, contre Vereeken ou contre les Espagnols qui s'opposent à l'entrée dans le PS espagnol, soulève les questions de méthode les plus fondamentales, les questions de principe. Si la position de Naville n'était que la couverture, au lieu de se tourner résolument vers les masses, au lieu de discuter les questions les plus importantes du point de vue des masses, on ne se soucie pas de la question de la construction du parti social-démocrate.

Répondant à Vereeken qui se prononçait contre l'entrisme en ce qui concernait la section belge, Trotsky a écrit :

« L'erreur de base du document belge consiste en ce qu'il traite le social-démocratie comme une abstraction, indépendamment du temps et de l'espace, au lieu d'analyser réellement ce qui se passe dans la SFIO (...). Aucune notation n'est pour nous sur les dix marges de la démocratie que le système d'idées et d'action. Mais ce système d'idées incarne sous différentes formes dans des temps et des lieux. Dans certaines conditions, ces derniers commencent à se diliquer. Le système en tant que tel s'effondre. Il est remplacé par la lutte entre différentes tendances (...). Il faut créer une situation qui exige notre intervention immédiate et directe, et même l'entrée de notre organisation dans le Parti socialiste. »

Il s'agit de lier les bolcheviks-léninistes à la pratique. L'action politique, sur le terrain de principe, a d'ores et déjà porté des fruits importants.

Bien sûr, la situation qui a permis l'entrée, qui l'a nécessitée, peut changer tant du point de vue des exigences politiques que du point de vue des possibilités objectives, par la pratique démocratique. Dans ce cas, et alors on verra les plus intransigeants être entrés dans la SFIO s'opposer à la sortie, ce qui sera catastrophique pour la section française. Trotsky a écrit :

« La situation à l'intérieur de la SFIO et autour d'elle peut changer. La bureaucratie peut se décider à se débarrasser de nous telle qu'elle fera effectivement. Mais si cela n'arrive pas demain, nous aurions des gains des plus considérables. La ligne s'est tournée vers les masses, elle a cessé d'être sectaire. Elle a permis l'entrée dans la SFIO de nos camarades socialistes, nous publions nos documents socialistes, nous avons une diffusion sans précédent et dans des milieux entièrement nouveaux. » (p. 216).

« En outre, nos jeunes, en tant que tels, ont pu pour la première fois la possibilité d'approcher les staliniens pour discuter avec eux, entre camarades ». Et tout cela en dépit du fait incontestable que les « substances » bolchevisme et monarchisme sont plus intractables que jamais. »

Réduction de 20 % sur les dix marges de la démocratie que le système d'idées et d'action. Mais ce système d'idées incarne sous différentes formes dans des temps et des lieux. Dans certaines conditions, ces derniers commencent à se diliquer. Le système en tant que tel s'effondre. Il est remplacé par la lutte entre différentes tendances (...). Il faut créer une situation qui exige notre intervention immédiate et directe, et même l'entrée de notre organisation dans le Parti socialiste. »

« Nous sommes les bolcheviks-léninistes à l'égard de la question de la nature de l'URSS, de la bureaucratie staliniennne et de sa politique criminelle telle qu'elle se manifeste dans la pratique. Nous sommes les bolcheviks-léninistes à l'égard de la question de la construction du parti, de tactique enfin.

Pour Trotsky, il s'agit d'un moyen pour la construction du parti révolutionnaire, de l'Internationale, d'un

César Corté, 30 avril 1979.

# LA VERITE

**Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste**

adhérente du Comité d'organisation  
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

**Abonnements :**

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : **43 F** - 2 ans (10 numéros) :  
**80 F** - 2 ans soutien : **125 F**.

**Pli clos** : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

**ETRANGER :**

**Pli non clos** : 1 an : **70 F** - **Pli clos** : demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.  
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.



---

Commission paritaire n° 51 695

# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)



---

■ Stéphane JUST

**Le Congrès extraordinaire de l'OCI**

---

■ Marc LACAZE

**De nouveau,  
en avant vers les 10 000**

■ Deux schémas d'exposés  
pour les camps de l'OCI (été 1979)

■ Luis FAVRE

**La situation au Pérou et l'activité du POMR**

■ Robert CLEMENT

**La conférence nationale de la LWR d'Irlande**

■ François FORGUE

**Politica Obrera : confirmation**

■ François FORGUE

**Angleterre : le gouvernement Thatcher  
face à la classe ouvrière**

■ Jacques MEYRAND

**Le « traité de paix » israélo-égyptien**

■ César CORTE

**Le tome IV des Œuvres de Léon Trotsky**

Juin 1979 - Prix 10 F

N° **587**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)

Numéro 587 - Juin 1979

## SOMMAIRE

- 3 — ■ Stéphane JUST  
**Le Congrès extraordinaire de l'OCI**
- 17 — ■ Marc LACAZE  
**De nouveau,  
en avant vers les 10 000**
- 31 — ■ Deux schémas d'exposés  
**pour les camps de l'OCI (été 1979)**
- 69 — ■ Luis FAVRE  
**La situation au Pérou  
et l'activité du POMR**
- 93 — ■ Robert CLEMENT  
**La conférence nationale  
de la LWR d'Irlande**
- 99 — ■ François FORGUE  
**Politica Obrera : confirmation**
- 105 — ■ François FORGUE  
**Angleterre : le gouvernement Thatcher  
face à la classe ouvrière**
- 119 — ■ Jacques MEYRAND  
**Le « traité de paix » israélo-égyptien**
- 133 — César CORTE  
**Le tome IV des Œuvres de Léon Trotsky**

Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois  
d'octobre 1979, sera mis en vente fin septembre 1979.

# LA VÉRITÉ

« La vérité est un concept relatif. La mensonge peut être utile dans certaines circonstances. Mais on ne doit pas mentir à ses ouvriers. On a assez de mensonges dans la vie. La vérité est un concept absolu. On ne doit pas mentir à ses ouvriers. La vérité est un concept absolu. On ne doit pas mentir à ses ouvriers. La vérité est un concept absolu. On ne doit pas mentir à ses ouvriers. »

Numéro 587 - Juin 1979

Léon TROTSKY

## SOMMAIRE

- 3 — ■ Stéphane JUST  
Le Congrès extraordinaire de l'OCI
- 17 — ■ Marc LACAZE  
De nouveaux  
exposés pour les camps de l'OCI (été 1979)
- 31 — ■ Luis FAVRE  
La situation au Pérou  
et l'activité du PORM
- 69 — ■ Robert CLEMENT  
La conférence nationale  
de la LWR d'Irlande
- 99 — ■ François FORGUE  
Police Opère : confirmation
- 105 — ■ François FORGUE  
Angleterre : le gouvernement Thatcher  
face à la classe ouvrière
- 119 — ■ Jacques MÉRYAND  
Le « traité de paix » israélo-égyptien
- 133 — César CORTE  
Le tome IV des Œuvres de Léon Trotsky

Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois  
d'octobre 1979, sera mis en vente fin septembre 1979.



# le Congrès extraordinaire de l'OCI

par Stéphane JUST

*Le XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI se tient trois mois et demi après que se soit tenu le XXII<sup>e</sup> Congrès. La direction élue au XXII<sup>e</sup> Congrès a jugé qu'il était indispensable de convoquer ce congrès extraordinaire. Faire le point de la situation politique de l'OCI à la suite de l'« affaire Berg » qui a secoué l'organisation, donner une nouvelle impulsion à la construction d'une OCI regroupant 10 000 militants est indispensable. La liquidation de la V<sup>e</sup> République et l'ouverture d'une crise révolutionnaire en France se rapprochent. Préparer et se préparer à cette échéance politique, qui participe de la nouvelle période de la révolution prolétarienne ouverte en 1968, et qui s'inclut dans le nouveau stade de cette période dont la révolution iranienne est l'annonciatrice, est non moins indispensable et va de pair.*

Une rude franchise, un froid réalisme sont nécessaires pour construire le parti révolutionnaire dont le prolétariat français a besoin pour prendre le pouvoir, pour reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale sans laquelle la révolution prolétarienne mondiale ne peut vaincre. La direction de l'OCI a mesuré que l'« affaire Berg » aurait obligatoirement des conséquences négatives importantes sur l'OCI, qu'elle porterait un coup d'arrêt momentanément à sa progression, qu'elle exigerait un réarmement politique. Elle a donc révisé le plan d'action de l'organisation portant sur les mois qui ont immédiatement suivi le XXII<sup>e</sup> Congrès.

C'est ainsi qu'elle a été amenée à supprimer le rassemblement national pour que

« les organisations ouvrières organisent une manifestation devant et contre l'Assemblée nationale dont la « majorité » des députés est minoritaire dans le pays ».

La décision était grave : ce rassemblement, prévu pour le 1<sup>er</sup> avril, devait être un moment important dans l'organisation d'une large avant-garde combattante et de la construction de l'OCI. Mais, politiquement, l'OCI n'était pas momentanément en état d'accomplir cette tâche. Le plus important toutefois est que cette scandaleuse affaire devait évidemment faire resurgir les vieux problèmes, jamais définitivement réglés, et rendre l'OCI beaucoup plus sensible à l'énorme pression politique qu'exercent toutes les forces sociales et politi-

ques qui s'acharnent à prolonger l'agonie de la V<sup>e</sup> République, à éviter l'ouverture d'une crise révolutionnaire en France.

La préparation du XXIII<sup>e</sup> Congrès se confond très exactement avec le réarmement politique de l'OCI, la relance de l'action politique pour une OCI de 10 000 membres, au cours et par la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés : vente d'« Informations ouvrières », de « La Vérité », préparation de la IV<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune, recrutement. Les séquelles de l'« affaire Berg » liquidées, le réarmement politique de l'OCI réalisé, le XXIII<sup>e</sup> Congrès doit placer l'OCI sur sa trajectoire normale. Telle est sa raison et sa fonction.

---

### UNE NOUVELLE FOIS, LES MASSES S'EXPRIMENT CLAIREMENT

---

Pour qui sait et veut voir, les événements politiques de ces dernières semaines confirment démonstrativement les analyses de l'OCI et la perspective qu'elle a ouverte : l'agonie de la V<sup>e</sup> République est en cours, cette agonie débouche sur une crise révolutionnaire. Au lendemain du 19 mars 1978, jour du second tour des élections législatives, les « grands » ou moins grands hommes politiques, la presse, les « mass-media », tous les partis et organisations politiques concluaient à la victoire de la « majorité » de la V<sup>e</sup> République, à la défaite de ce qu'ils appellent « la gauche ». L'OCI était seule à affirmer : les résultats du premier tour, le 12 mars, marquent une défaite de la V<sup>e</sup> République, de ses partis, de son président, du gouvernement Giscard-Barre ; ils sont une victoire politique des masses sur la politique de division du PCF ; une majorité existe dans ce pays pour porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois.

Toutes les élections partielles avaient déjà confirmé l'analyse de l'OCI. Les élections cantonales ont fait de la justesse de cette analyse une démonstration éblouissante. Rappelons quelques chiffres déterminants :

les partis de la V<sup>e</sup> République n'ont obtenu que 43,5 % des suffrages exprimés ; 55,11 % des suffrages se sont exprimés contre eux, contre le président de la République, contre le gouvernement Giscard-Barre. « Informations ouvrières » pouvait légitimement titrer : « Pour en finir avec cette Assemblée nationale, avec le gouvernement Giscard-Barre, pour un gouvernement PS-PCF. » Ces résultats sont écrasants par eux-mêmes. Ils le sont plus encore si on les apprécie en fonction de quelques données politiques. Le pourcentage des voix contre les partis de la V<sup>e</sup> République et pour le PS et le PCF est supérieur, en faveur de ces derniers, à ce qu'il était aux élections cantonales de 1976 et aux élections municipales de 1977. Pourtant, en apparence, en 1976, dans le cadre de l'« Union de la gauche », il semblait aux masses que le PS et le PCF étaient unis, que leur union ouvrait une solution gouvernementale positive. Dès le lendemain des élections municipales, la direction du PCF entamait sa campagne forcenée de division. Néanmoins, l'analyse sérieuse des résultats du premier tour des élections législatives démontrait qu'il s'agissait d'une défaite du RPR, de l'UDF, du gouvernement Giscard-Barre, d'un échec de la politique de division du PCF, et dans ce sens d'une victoire politique des masses.

C'est pourquoi d'ailleurs, suprême tentative de sauvetage du régime en détresse, une partie de la bourgeoisie a suscité dès le lendemain de ces élections législatives la formation de l'opposition Rocard, et celle, complice, de Mauroy à l'intérieur du PS. Contraindre Mitterrand à se rallier à une formule politique qui aurait permis à Giscard de bénéficier d'une ouverture plus large à l'Assemblée nationale et dans le pays, ou le submerger, tel était le but de l'opération Rocard-Mauroy. Depuis des mois et des mois, à la campagne forcenée de division des dirigeants du PCF s'est ajouté le tintamarre des « mass-media » sur la division à l'intérieur du PS, l'isolement de Mitterrand, la progression foudroyante des tendances Rocard-Mauroy. En dépit de tout, les masses se sont prononcées sans équivoque contre la V<sup>e</sup> République, mais en même temps contre la division, qu'elle vienne de la direction du PCF,

ou qu'elle vienne de l'intérieur du PS. Elles se sont prononcées pour l'unité des partis ouvriers dans le combat contre Giscard-Barre, pour un gouvernement de leurs partis, le PS et le PCF.

---

## LE CONGRES DU PS A METZ

---

Cette même tendance s'est traduite au congrès du PS qui s'est tenu à Metz après les élections cantonales, où Mitterrand l'a emporté en dominant Rocard et Mauroy. Mitterrand ne se situe certes pas sur le terrain du front unique ouvrier, il n'est pas pour la rupture avec la bourgeoisie. Mais il est convaincu de l'inéluctable faillite de la V<sup>e</sup> République et de l'irruption des masses sur la scène politique. Il estime donc indispensable de dresser un barrage à leur déferlement. Sans aucun doute, il est soutenu sur cette position par certaines couches de la bourgeoisie. Or, pour dresser ce barrage, préserver un Parti socialiste ayant une large audience dans les masses est nécessaire. Participer à une opération politique de soutien ouvert à Giscard serait discréditer le PS, le désagréger, sinon le disloquer. Mitterrand ne le veut pas. Ce faisant, il gêne les tentatives désespérées de sauvetage de la V<sup>e</sup> République agonisante et il devient la cible de multiples attaques. Le barrage que Mitterrand entend dresser au moment opportun est très classique : il s'agit ni plus, ni moins, que de faire renaître de ses cendres l'« Union de la gauche-front populaire ». Et il proclame :

« Accepter que l'Union de la gauche marche quand le Parti communiste décide qu'elle marche et s'arrête quand le Parti communiste décide qu'elle ne marche plus, est-ce cela préserver l'identité du PS ? »

Le rôle que Mitterrand veut faire jouer au PS et qu'il veut lui-même jouer l'amène à se faire le porte-parole d'un réformisme anticapitaliste bon teint :

« Tout passe d'abord par la transformation du régime économique, ce qui pose en termes clairs le problème de la propriété... Je suis de ceux qui pensent que la conquête du pouvoir

politique passe notamment, par le moyen des luttes, par notre présence sur le terrain. Elle passe aussi par le suffrage universel. Prendre le chemin qui consiste, innovation par innovation, à adopter l'attitude de Pénelope, à reprendre sans cesse, sans s'attaquer directement aux motifs et aux causes de l'exploitation, c'est peut-être réaliser un recentrage, ce n'est pas celui que je propose. »

Le langage de Mitterrand n'est pas fortuit. Pour qu'il puisse jouer son rôle, pour que le PS garde et élargisse son audience et se prépare à devenir la pièce maîtresse d'un gouvernement d'« Union de la gauche-front populaire », il lui faut faire écho aux aspirations des masses à l'unité, à en finir non seulement avec la V<sup>e</sup> République, mais avec le capitalisme. Mais naturellement, en dévoyant l'aspiration à l'unité, en se gardant bien d'une pratique politique qui mette en cause dans l'action la V<sup>e</sup> République, et plus encore le pouvoir bourgeois, le régime capitaliste.

Il reste que la crise à l'intérieur du PS, comme la politique de Mitterrand et son langage, témoignent des aspirations profondes des masses, de leur volonté d'unité, de leur volonté d'en finir avec le régime politique actuel, et au-delà avec le régime capitaliste.

---

## CHIRAC ET GISCARD TEMOIGNENT : LA CRISE REVOLUTIONNAIRE MENACE

---

Les résultats des élections cantonales sont si significatifs et mesurables que Jacques Chirac, président du RPR, a été contraint d'en prendre acte et de tirer le signal d'alarme. Aux assises du RPR, le 31 mars, il constate :

« Aveuglement que de ne pas voir, qu'à chaque élection, depuis le printemps dernier (*depuis le printemps 1978*), socialistes unis ou non gagnent du terrain et qu'ils n'ont rien perdu de leurs ambitions. Aveuglement aussi que de ne pas voir qu'un nombre chaque jour plus grand de citoyens angoissés par la crise dont le pays ne sort pas espèrent une autre

politique. En leur taisant la vérité, c'est-à-dire qu'il y a une autre voie, celle que nous représentons, en voulant les enfermer dans le dilemme — la politique actuelle ou la révolution —, on pousse les Français dans les bras de l'opposition. »

Lors d'une émission d'Antenne 2, le lundi 2 avril, il était encore plus net :

« Nous venons de voir aux élections cantonales que les Français ont dans leur grande majorité sanctionné ce gouvernement. » *Plus haut il avait dit* : « La situation étant ce qu'elle est, (au cas d'élections législatives) il est fort probable que, dans un mouvement d'humeur bien compréhensible, les Français renverraient sans coup férir une majorité socialiste et communiste à l'Assemblée nationale et que s'ouvrirait ainsi une crise politique qui, s'ajoutant à la crise économique que nous connaissons, rendrait la situation de la France plus grave encore que ce qu'elle est aujourd'hui. »

A quoi Giscard d'Estaing devait opposer, au cours de son « entretien télévisé » du 18 avril :

« Si la France avait eu un chef d'Etat agité, il aurait écouté les conseils qu'on lui a donnés en 1975, 1976, 1977 de dissoudre l'Assemblée nationale, ce qui eût été un signe d'agitation, et tous les historiens politiques font apparaître que si j'avais écouté ces conseils et si j'avais dissous l'Assemblée nationale en 1976, l'opposition était sûre de gagner. »

Il faut ajouter que l'« opposition », pas plus que Giscard d'Estaing, ne voulait que l'Assemblée nationale soit dissoute. Elle a tout fait pour que l'Assemblée nationale élue en 1973 aille jusqu'au terme de son mandat. Le PCF s'est chargé, au cours de l'année 1977 et début 1978, de tout mettre en œuvre pour qu'une majorité de députés RPR-UDF, minoritaires dans le pays, soit élue au second tour. Giscard d'Estaing reconnaît que dès 1975, plus encore en 1976 et 1977, les députés UDF-RPR majoritaires à l'Assemblée nationale étaient minoritaires dans le pays.

Chirac a d'autant plus raison de constater que la « majorité » RPR-UDF de l'Assemblée nationale est de plus en plus minoritaire dans le pays malgré la division. Il va plus loin et dit en substance : « l'effondrement du régime et une crise révolutionnaire sont à l'ordre du jour ». A la vérité, Giscard d'Estaing en convient également, à sa manière.

---

## LES SPASMES DE L'AGONIE

---

En dépit de tous les obstacles, la volonté des masses d'en finir avec le système politique en place, la V<sup>e</sup> République, parvient à se manifester en se saisissant de toutes les occasions possibles. Les rapports politiques qui en résultent sont contradictoires à la nature de ce régime politique, incapable de s'adapter.

Ce régime a été institué, forgé, en vue de subordonner étroitement les masses aux exigences du régime capitaliste français décadent et pourrissant, de leur arracher leurs conquêtes, de détruire les organisations qui constituent la classe ouvrière comme classe. Mais il a échoué. Le bonapartisme procède de l'Etat que le président de la République incarne. Les Assemblées, qui n'ont plus de Parlement que le nom, procèdent du président de la République élu au suffrage universel. La modification de ces rapports, le retour à une certaine forme de parlementarisme plus apte à amortir les chocs entre les classes signifient un bouleversement des institutions et une liquidation des organisations politiques dont l'existence est liée à celle du régime, une crise profonde de l'Etat, c'est-à-dire que se réunissent l'ensemble des conditions qui ouvrent une voie au déferlement des masses.

Face à sa propre crise, le bonapartisme bâtard, dégénéré, ne peut se réformer ; au contraire, il pousse ses traits jusqu'à la caricature. Giscard d'Estaing rappelle et accentue le rôle du président de la République. En assignant à Barre de soutenir officiellement la liste UDF aux élections européennes, il désigne cette liste comme étant la liste officielle, la liste du gouvernement, comme au temps de Napoléon III où il y avait les candidats officiels. L'investiture officielle est accor-

dée à l'UDF, directement contre le RPR. Parallèlement, les ministres RPR doivent tout aussi officiellement désavouer Jacques Chirac. Une fronde est organisée à l'intérieur du groupe parlementaire RPR : la constitution d'une liste RPR dissidente est suscitée. C'est l'existence du RPR, pourtant pilier indispensable de la V<sup>e</sup> République, qui est mise en cause. Dès lors la réaction de Chirac devient de plus en plus vive :

« Supposons, comme le fait *Le Point* (hebdomadaire giscardien-NDLR) dans son sondage, que la liste UDF ait 32 % des voix. Cela voudrait dire que 32 % des Français approuvent non seulement la politique européenne, mais la politique notoirement générale du gouvernement et du chef de l'Etat, personne ne mettant en doute le fait que le chef de l'Etat soutient la liste UDF. Cela pose un problème de légitimité. Le général de Gaulle est parti pour beaucoup moins que cela. Il avait fait 47 % des voix et il a considéré qu'il ne pouvait gouverner. » (*Limoges, le 24 avril*).

Après avoir mis en cause la légitimité, du point de vue de la démocratie, de la « majorité » de l'Assemblée nationale, Chirac met en cause la légitimité du président de la République du point de vue des règles du bonapartisme. La crise du régime confine à sa dislocation. Jacques Chirac le redoute et voudrait l'éviter :

« Il n'est pas dans la vocation du Rassemblement, qui s'est battu contre les tenants du collectivisme, d'être aujourd'hui, par une certaine légèreté d'appréciation politique, celui qui leur permettrait de gagner aujourd'hui ce qu'ils n'ont pas pu gagner hier. Et voilà les raisons pour lesquelles toute notre action tend à infléchir l'action du gouvernement. » (*Antenne 2*).

Il reste que l'agonie de la V<sup>e</sup> République s'approche du spasme mortel. Les élections au Parlement européen, comprises comme une opération favorable au régime, deviennent angoissantes : et si, même sur ce terrain, se dégageait une majorité en voix pour le PS et le PCF ? Et si la liste officielle était lamentablement minoritaire ? Et

si le RPR était écrasé ? La dissolution de l'Assemblée nationale ne deviendrait-elle pas inévitable ?

## GENERALISATION ET ACCELERATION DE L'INFLATION

Oui, vraiment, il faut être aveugle, ou ne pas vouloir voir, pour ne pas se rendre compte que l'agonie de la V<sup>e</sup> République approche de son issue fatale et que s'avance la crise révolutionnaire, d'autant que l'agonie de la V<sup>e</sup> République se combine à l'aggravation des contradictions économiques qui contraignent le capitalisme français à s'attaquer sur tous les plans aux masses, contradictoirement aux rapports de forces réels entre les classes.

Le gouvernement Giscard-Barre lutte avec acharnement pour que le capitalisme français maintienne, et si possible élargisse, ses débouchés sur les marchés européen et mondial. Le redressement de la balance commerciale française au cours de ces deux dernières années a comme contrepartie indispensable la politique de « rigueur » de Barre. Elle se traduit obligatoirement par la liquidation des entreprises non concurrentielles, l'aggravation constante du chômage, une politique de déqualification systématique et de mobilité de la main-d'œuvre, la remise en cause des acquis des masses travailleuses. L'inflation n'a pas pour autant été jugulée. Or, il semble bien que l'on s'oriente vers une nouvelle vague d'inflation massive internationale.

Si l'on prend comme référence les monnaies réputées fortes, depuis quelques mois, c'est-à-dire depuis que Carter a annoncé et mis en œuvre son plan, le dollar semble avoir retrouvé une certaine stabilité. Ce n'est qu'une apparence. La hausse des prix aux USA dépasse pour la première fois depuis 1974 les 10 % annuels. La hausse de l'or par rapport à toutes les monnaies se maintient quand elle ne se poursuit pas. Et surtout les monnaies réputées fortes subissent les conséquences du soutien massif qu'elles ont apporté au dollar pour tenter de le stabiliser. En Allemagne, en Suisse, au Japon, la hausse des prix avoisinera

cette année 10 %, si elle ne les dépasse pas. En Angleterre, en Italie, la hausse des prix s'accélère à nouveau. Certains économistes espèrent que cette accélération de l'inflation internationale favorisera une relance économique. Mais l'inflation va nourrir l'inflation. La hausse du prix du pétrole qui en résulte va lui donner une nouvelle impulsion.

A l'horizon, une nouvelle crise monétaire dans laquelle toutes les devises seront impliquées s'annonce. En tout cas, une accélération de la hausse des prix est à peu près certaine en France. Le gouvernement Giscard-Barre ne peut relâcher sa politique économique sans l'accélérer encore. Mais il lui faut alors poursuivre l'offensive économique sous tous ses aspects contre les masses et c'est une nouvelle source de crise politique au sein de la « majorité ». Le RPR se prononce, par peur de la réaction des masses, pour une politique dont l'objectif serait une « croissance de 5 % par an du produit national brut », en d'autres termes une politique moins offensive contre le prolétariat, mais qui obligatoirement accélérerait l'inflation avec toutes ses conséquences. A quoi Giscard-Barre ont beau jeu de répondre : cette politique mènerait à la catastrophe économique et financière. Dans le cadre du régime capitaliste en crise, c'est incontestable.

---

## COMMENT PROCEDE LE GOUVERNEMENT

---

Le gouvernement Giscard-Barre est dans la situation sans issue d'avoir à réaliser contre les masses et la jeunesse ce que de Gaulle, au temps où il était solidement installé au pouvoir, n'a pu réaliser. Le patronat, le grand capital le pressent. La session de printemps à l'Assemblée nationale devait être consacrée au vote d'une foule de projets de lois multipliant les réformes réactionnaires. La crainte que les élections à l'Assemblée européenne ne se transforment en désastre pour le gouvernement a fait différer leur discussion et leur vote. Ils ne sont pas abandonnés pour autant. L'offensive anti-ouvrière ne s'en poursuit pas moins, mais en ayant recours à des manœuvres, que couvrent des reculs partiels lorsque

ceux-ci sont nécessaires. L'exemple de la sidérurgie en est démonstratif. A la fin des discussions avec les fédérations syndicales, le vendredi 6 avril, la direction générale d'Usinor annonçait l'« aménagement » du calendrier des réductions des effectifs : 2 300 emplois seront maintenus temporairement en 1979. Au lieu de la suppression de 9 190 postes en 1979, il n'y en aura « plus » que 6 890. Les postes maintenus un an encore le sont principalement, nullement par hasard, à Denain (1 500) et à Longwy (570). Le gouvernement fournira les 180 millions de francs nécessaires. Par contre, l'avant-veille, se terminaient les discussions entre les directions des fédérations syndicales et le groupe Sacilor-Sollac. La direction de Sacilor-Sollac n'a rien cédé, elle maintient à leur date prévue tous les licenciements. Cela jette une lumière crue sur la façon de procéder du gouvernement et du patronat.

Longwy, Denain, deux villes où se sont produites, malgré les dirigeants syndicaux, de puissantes explosions politiques, se dirigeant contre la représentation du pouvoir, du gouvernement dans ces villes, les commissariats. Il faut désamorcer ce mouvement, en reculant localement pour mieux appliquer le plan d'ensemble. Il va de soi qu'au bout du compte, les sidérurgistes de Denain et de Longwy seront également licenciés si un bouleversement social et politique ne se produit pas d'ici là.

---

## APRES LA PSEUDO- « MARCHÉ SUR PARIS »

---

Mais comment se fait-il que le gouvernement et le patronat puissent procéder ainsi ?

L'examen des faits fournit immédiatement la réponse. Le gouvernement Giscard-Barre et le patronat ne sont pas en mesure d'appliquer leur politique d'attaque contre la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées, sans la participation active des dirigeants des centrales, des fédérations, des syndicats ouvriers.

Reprenons l'exemple des sidérurgistes. Depuis des mois et des mois, les dirigeants des fédérations de la sidé-

urgie ont, par d'innombrables journées d'action, grèves et manifestations locales sans lendemain, tenté de disloquer la résistance des sidérurgistes à la mise en application du plan de liquidation élaboré par le gouvernement et le patronat. En Lorraine, notamment, tout une population est concernée. Loin de se disloquer, la résistance des sidérurgistes et de toute la population s'affirme. Ainsi le 16 février, plus d'un million de grévistes répondent à l'appel à une grève de 24 heures que lancent les fédérations syndicales. D'énormes manifestations se rassemblent.

Des explosions politiques du type de celles qui se sont produites à St-Chamond, à Nantes, se reproduisent à Longwy, à Denain. Non seulement en Lorraine, dans le Nord, dans la Loire, mais dans l'ensemble du pays s'affirme la volonté d'aller là où siègent les responsables, le gouvernement, l'Assemblée nationale : « Tous à Paris. »

La direction stalinienne de la CGT a pris les devants. Elle a allumé un contre-feu en s'emparant de la formule « marche sur Paris ». Immédiatement, les autres directions confédérales ont déclaré qu'elles ne participeraient pas à la « marche sur Paris ». Le bureau confédéral de la CGT n'a pas non plus appelé à la « marche sur Paris ». Seules y ont appelé les unions régionales CGT de Lorraine, du Nord, de la Loire. Tout a été mis en œuvre pour limiter au maximum la participation des travailleurs de ces régions à cette pseudo-« marche sur Paris ». Dans la région parisienne, la « mobilisation » a été une fumisterie et surtout le prétexte à l'organisation d'un gigantesque service d'ordre qui a encadré la manifestation.

L'objectif de cette prétendue « marche sur Paris », de la manifestation, n'était ni l'Assemblée nationale, ni Matignon, ni l'Elysée... mais la place de l'Opéra. Hélas, fort opportunément, les « casseurs » étaient là. L'imposant service d'ordre a dissous la manifestation avant même que l'ensemble du cortège n'atteigne la place de l'Opéra. Le tour était joué : les sidérurgistes étaient isolés, ils étaient confinés dans leurs provinces et leurs localités, toute perspective de combat efficace leur était fermée. Dès

lors, il suffisait de relancer les mouvements disloqués, sans lendemain, sans issue, pour faire pourrir.

La direction de la CGT a engagé la phase ultime, espère-t-elle, de cette opération.

Elle lance la phase « occupation », qu'elle fait décider secteur par secteur, sous la pression de l'appareil. A Longwy, ailleurs, l'appareil « occupe » et contrôle l'entreprise. Les sidérurgistes ont le « choix » entre être littéralement bouclés à l'intérieur ou errer à l'extérieur, complètement disloqués. Pour compléter l'isolement des sidérurgistes, une autre opération devenue classique est lancée : la « solidarité ». Au nom du soutien financier, les sidérurgistes sont politiquement isolés.

Le gouvernement et le patronat commencent à appliquer, en prenant quelques précautions, leur plan de liquidation. Par ailleurs, les dirigeants syndicaux se préparent à participer aux « comités de bassin » dont la tâche est d'« humaniser », de faire passer en douceur les milliers de licenciements qui livreront à la misère des populations entières.

---

## LA POLITIQUE DES DIRIGEANTS DU PCF A MANUFRAANCE

---

Une opération semblable à celle qui a été montée contre les travailleurs du « Parisien libéré » par les dirigeants staliniens de la CGT est en cours à Saint-Etienne contre les travailleurs de Manufrance. Après que la municipalité de Saint-Etienne — que dirige J. Sanguedolce, membre du CC du PCF —, qui dispose de la minorité de blocage au conseil d'administration, ait dès l'année dernière autorisé les premiers licenciements, les manœuvres en vue d'isoler les travailleurs de Manufrance, de leur fermer toutes perspectives, se sont succédé : opposition forcée à la « marche sur Paris » des travailleurs de Saint-Etienne. Maintenant, au moment où la liquidation de l'entreprise est en vue, Sanguedolce a déclaré :

« Personne n'ignore que les restructurations sont nécessaires. »

Les sections syndicales CGT et CFDT viennent d'enfermer, de boucler les travailleurs de Manufrance dans l'entreprise, en décrétant l'occupation de celle-ci par 400 travailleurs qui se relaient (1).

L'accord sur l'indemnisation du chômage que toutes les centrales syndicales ont négocié et signé, dont « Informations ouvrières » a fait l'analyse, et qui supprime de nombreuses garanties, le projet de loi Legendre, celui sur la nouvelle formation des maîtres en trois ans, négocié entre la FEN et le ministre Beullac, sont d'autres exemples du fait que la politique gouvernementale ne peut être appliquée que si ce sont les dirigeants des centrales, fédérations et syndicats ouvriers qui la prennent en charge. C'est encore la politique de dislocation des mouvements qui a fourni les moyens au gouvernement d'appliquer sa « rationalisation » de la Société française de production, et

(1) Depuis que cet article a été écrit, la politique du PCF et de la direction stalinienne de la CGT, politique d'application de celle du gouvernement et du patronat, s'est concrétisée à Manufrance.

*L'Humanité* du 10 mai 1979 titre : « Succès à Manufrance ». Le « succès », est que la société Manufrance ait réduit son personnel de 4 050 salariés en 1975, à 2 608 en décembre 1978, est que la nouvelle société le réduira encore, en un premier temps à 1 947 (selon *L'Humanité*). Ainsi c'est une nouvelle réduction immédiate du personnel de 681 salariés qui est prévue et donc une réduction de 2 103 salariés depuis 1975, soit plus de 50 % du personnel. De plus, il s'agit d'une nouvelle étape, d'autres succéderont vraisemblablement. L'important est de briser toute possibilité des ouvriers de Manufrance et de la région de Saint-Etienne de s'opposer au plan du gouvernement et du patronat. Ensuite, ceux-ci feront ce qu'ils entendront, selon leur intérêt du moment.

Voilà, dans sa nudité, la politique du PCF et de l'appareil stalinien de la CGT. Dans un encadré, le même numéro de *L'Humanité* écrit : « Joseph Sanguedolce est intervenu hier au congrès. Retraçant la longue lutte pour Manufrance, il a été chaleureusement applaudi. »

En deux phrases, *L'Humanité* synthétise le contenu des « travaux » du XXIII<sup>e</sup> Congrès du PCF.

ultérieurement de faire ratifier par l'Assemblée nationale à ses ordres une nouvelle limitation du droit de grève des travailleurs des chaînes de télévision. Cependant, le contenu de la politique des appareils bureaucratiques des centrales syndicales, et particulièrement de celle de l'appareil stalinien de la CGT, est illustré par la signature d'un accord au comité d'entreprise des Ateliers roannais de construction textile, entreprise de 1 100 salariés où la CGT obtient entre 70 et 80 % des voix aux élections professionnelles. Le secrétaire CGT du comité d'entreprise y a accepté la réduction de certains salaires à compter du 1<sup>er</sup> avril 1979 (de 3,2 à 12,2 % de réduction) ; le blocage de tous les salaires du 1<sup>er</sup> avril 1979 au 31 mars 1980 et la suppression de tous les avantages en nature et avantages divers. Au cours de son entretien télévisé, Giscard d'Estaing a mis les points sur les « i » :

« Je vous assure qu'il a fallu beaucoup de doigté, beaucoup d'attention cet hiver, au moment des tensions les plus extrêmes, pour éviter que la société française ne se déchire, et si elle commençait à se déchirer dans la violence, jusqu'où la violence pouvait-elle aller ? (Il s'agit des explosions de Saint-Chamond, Nantes, Longwy, Denain.-S.J.)

Jean-Pierre Elkabach : — Vous l'avez craint ?

— Je ne l'ai pas craint parce que je crois qu'à tout moment on a été très conscient et d'ailleurs nous avons trouvé dans la société française, dans les partis politiques, parmi les syndicats, des hommes tout à fait conscients de la nécessité d'éviter de durcir l'affrontement entre les Français. »

## L'APPAREIL STALINNIEN, FER DE LANCE DE LA CONTRE-REVOLUTION

Nous sommes au cœur des problèmes actuels : il s'agit de l'expression dans les rapports directs entre la classe ouvrière, le patronat et le gouvernement, d'une politique qui veut soumettre la classe ouvrière aux exigences du capitalisme en crise, dont l'expression concentrée est la défense de la V<sup>e</sup>



République, de ses institutions, de son Assemblée nationale, de son Président, de son gouvernement. Ainsi que le dit Lénine, « la politique, c'est de l'économie concentrée ». L'« Union de la gauche » avait comme fonction, entre autres, d'enserrer les masses dans le carcan des institutions de la V<sup>e</sup> République. Lorsqu'en mars 1977 les résultats des élections municipales ont démontré sans ambiguïté qu'aux élections législatives de mars 1978, malgré l'« Union de la gauche », le PS et le PCF auraient la majorité en voix et en élus, la campagne de division des dirigeants du PCF a commencé ; elle n'a cessé de s'amplifier jusqu'à la fin de la campagne électorale et s'est poursuivie depuis. Elle s'accompagne d'une orientation qui utilise chaque événement pour affirmer la « légitimité » de l'Assemblée nationale actuelle. Aux lendemains des élections cantonales de mars 1979, René Andrieu écrit dans « L'Humanité » du 27 mars 1979 :

« Nous sommes encore loin du compte si nous voulons créer les conditions pour mettre en échec la politique du gouvernement. »

Les dirigeants du PCF ont encore haussé le ton depuis. Marchais proclame :

« Le Parti socialiste ne conçoit l'union que comme un moyen bien pratique pour se renforcer, et pour utiliser notre parti en tant que réservoir à voix au moment du deuxième tour. Je le dis clairement, ni notre parti, ni son électoralat ne sauraient accepter ce rôle et cette situation. »

En clair, c'en est fini des désistements des candidats du PCF au profit des candidats du PS quand ces derniers sont en tête au premier tour. Marchais va plus loin :

« C'est parce que le Parti socialiste manifeste de nombreuses convergences avec Giscard d'Estaing que certains de ses électeurs en viennent à considérer qu'il vaut mieux élire un candidat de droite giscardien qu'un candidat communiste. C'est en ce sens que nous disons que cette consultation traduit bien l'orientation à droite du Parti socialiste qui a provoqué l'an dernier l'échec de la gauche aux élections législatives. »

Donc, ces élections sont une « victoire » de Giscard, et surtout l'électo-

rat socialiste est contaminé, giscardien, réactionnaire, on ne peut rien en attendre. Ce n'est même plus l'« unité à la base » opposée à l'« unité au sommet » ; c'est, à défaut de la politique du « social-fascisme », celle du « social-giscardisme ».

Les dirigeants du PCF nient contre l'évidence la crise qui déchire les sommets de la V<sup>e</sup> République. A les entendre, le RPR, l'UDF, le PS pratiquent tous une seule et même politique, la politique de Giscard d'Estaing, la politique d'« abandon national » ; « c'est blanc bonnet et bonnet blanc ». Par exemple, tous sont partisans de l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée européenne qui sera élue le 10 juin, tous pratiquent la politique de subordination à l'Allemagne fédérale que leur dicte Helmut Schmidt. La société française ne serait plus divisée en classes, mais en défenseurs de l'« indépendance nationale » et partisans de l'« abandon national » sur l'autel de la supra-nationalité, au sein d'une Europe intégrée que l'Allemagne de l'Ouest dominerait. Il s'agit bien de cela, en vérité ! Comme leurs alter ego des autres pays de l'Europe, les dirigeants du PCF ne veulent provoquer aucune perturbation dans le fonctionnement de la Communauté économique européenne. Ils se gardent bien de dénoncer le véritable caractère de ces élections qui sont faites pour contribuer au maintien de la division de l'Europe en deux, pour consacrer la participation des organisations ouvrières aux organismes de la CEE : raisons amplement suffisantes pour les dénoncer et ne pas y participer.

Tout au contraire, loin d'appeler à leur boycott, ils y participent, montrant ainsi qu'ils sont de fervents partisans du maintien de la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux, et des structures participationnistes de la CEE. Ce qui compte, et ce qui compte seulement, c'est de faire feu de tout bois pour imprimer à l'intérieur de la classe ouvrière la division, matraquer la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées. Il s'agit de tout faire pour que la V<sup>e</sup> République, le gouvernement Giscard-Barre, l'Assemblée nationale soient protégés contre l'assaut des masses.

En authentique parti stalinien, le PCF va jusqu'au bout sur cette ligne. Il s'en prend directement aux travail-

leurs, déversant contre eux la calomnie, a recours aux méthodes terroristes dans la plus pure tradition stalinienne, comme le montre ce tract de la section syndicale CGT d'Alsthom-Atlantique de Saint-Ouen, département signalisation, que nous reproduisons ci-contre.

La canaillerie s'étale dans ces lignes qu'il n'est pas besoin de commenter. Mais il faut en comprendre le sens, comme il faut comprendre l'utilisation que l'appareil stalinien fait des provocations des « autonomes » le 23 mars : il constitue un appareil terroriste dans les entreprises, une police « syndicale », pour briser par tous les moyens, par la violence pure et simple si nécessaire, la résistance à sa politique au sein de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées.

Ainsi, alors que se multiplient au sommet les spasmes de l'agonie de la V<sup>e</sup> République, toutes les forces sociales intéressées à la survie de la V<sup>e</sup> République, qui veulent à tout prix éviter l'ouverture d'une crise révolutionnaire, exercent une fantastique pression sur les masses pour prolonger son existence. L'enjeu est de taille : l'effondrement de la V<sup>e</sup> République, l'ouverture d'une crise révolutionnaire en France, survenant à la suite du commencement de la révolution prolétarienne en Iran, déstabiliserait l'Europe entière, ouvrirait la voie à la révolution prolétarienne dans l'Europe entière. L'enjeu, c'est ce qu'il reste de l'ordre mondial institué à Yalta et à Potsdam. Les instruments de cette énorme pression sur les masses, ce sont les appareils bureaucratiques en général, mais particulièrement et principalement l'appareil stalinien construit tout exprès pour exécuter les tâches les plus difficiles comme les plus répugnantes de la contre-révolution.

---

### LE CONFLIT ENTRE LES MASSES ET LES APPAREILS... ET L'OCI

---

Mais s'il est vrai qu'une énorme pression s'exerce sur les masses, subissent-elles des défaites, refluent-elles ?

La réponse est catégoriquement non. Les résultats de toutes les élections, et particulièrement ceux des récentes élections cantonales, le manifestent en toute clarté. Pourtant, il est incontestable que la politique des appareils bureaucratiques porte des coups très durs à la classe ouvrière et à la jeunesse. C'est là une contradiction explosive. Les explosions politiques de Saint-Chamond, de Nantes, de Longwy, de Denain, ont cette signification fondamentale : c'est en fonction de cette appréciation que l'appareil stalinien a développé l'énorme manœuvre de la « marche sur Paris » et qu'il matraque la classe ouvrière. Les appareils bureaucratiques, l'appareil stalinien, le gouvernement ont une conscience extrêmement vive qu'ils vivent et agissent sur un volcan. C'est cela qui explique tout aussi bien l'acharnement des appareils bureaucratiques contre les masses que la nécessité où est placé le gouvernement d'aménager, de procéder à des reculs partiels, pour tenter de maintenir l'essentiel de ses attaques contre les conditions d'existence et de travail des masses, contre leurs acquis et leurs conquêtes. Il faut surtout éviter toute explosion, même limitée, même partielle, qui pourrait mettre le feu aux barils de poudre accumulés. Ceci ouvre la possibilité de faire reculer le pouvoir, le gouvernement, sur tel ou tel aspect, tel ou tel point, dans tel ou tel secteur, à condition toutefois que la bataille soit menée sur une ligne politique qui mette en cause le gouvernement, cette Assemblée nationale.

Les succès obtenus au cours de luttes sur le plan local contre les fermetures de classes sont significatifs. Plus significatif encore est le recul partiel du gouvernement sur la nouvelle réforme des études médicales à la suite du mouvement dont l'UNEF (Unité syndicale) a été la force motrice indispensable, qui a culminé dans la manifestation devant l'Assemblée nationale. Il serait cependant radicalement faux d'en conclure que l'on peut mettre en échec la politique du gouvernement et vaincre celui-ci ponctuellement, secteur par secteur. Cela veut dire au contraire que l'on ne peut faire reculer, dans une certaine limite, le gouvernement, que sur une politique qui a pour objectif d'ouvrir la voie au mouvement des masses, lequel se

CGT

SECTION SYNDICALE  
ALSTHOM ATLANTIQUE

FSM

Département Signalisation de  
SAINT OUEN

## SUIVIR ou AGIR?

Mardi 3 Avril, à l'appel de la C.G.T., C.F.D.T., et de la F.E.N., des arrêts de travail de 1/2 heure minimum ont eu lieu dans toute la France.

Au Signaux, une trentaine de travailleurs seulement ont répondu à cet appel.

IL EST TEMPS AUJOURD'HUI DE SE POSER DES QUESTIONS ?

Ceux qui ne sont pas venus avec nous sont-ils :

- 1 - Des travailleurs qui pensent que leur contremaître ou leur chef de service le leur ferait des réflexions alors qu'eux aussi sont touchés par la crise!
- 2 - Des travailleurs qui ont peur d'être oubliés lors des prochaines promotions!
- 3 - Des travailleurs qui ATTENDENT TRANQUILLEMENT QUE LEURS CAMARADES SE BATTENT POUR EUX (en ce moment, en France, 1/4 des travailleurs se syndiquent et luttent avec leurs organisations syndicales, les autres 3/4 en profitent).

EST-CE BIEN NORMAL ?

- 4 - Des travailleurs qui acceptent le "CHOMAGE" "L'AUSTERITE" "LA REPRESENTATION"!
- 5 - Des travailleurs qui acceptent LA REMISE EN CAUSE DE LA LIBERTE d'EXPRESSION PAR LES MANIFESTATIONS (un des seuls droits qui nous restent aujourd'hui en FRANCE)!
- 6 - Des travailleurs QUI VEULENT ABOUTIR A UN REGIME PERSONNEL CONDUISANT AU FASCISME.

\*\*\*\*\*

dirige contre la V<sup>e</sup> République, ses institutions, son président, le gouvernement Giscard-Barre, et tend à porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois. Les actions particulières s'intègrent alors, sont des articulations, des segments de cette politique. Elles aident par conséquent les masses à submerger les obstacles qui se dressent contre leur unité, l'unité de leurs organisations. Cette politique est donc dressée contre celle des appareils, principalement celle de l'appareil stalinien qui ordonne la politique de tous les autres appareils.

Le mouvement du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées, qui tend au transfert, sur le plan de la lutte de classe du prolétariat et selon ses formes et ses méthodes, de ce que les élections expriment, n'est certes pas linéaire. Après les explosions politiques partielles dont il vient d'être question, la politique des appareils, principalement celle de l'appareil stalinien, parvient à contenir ce mouvement.

Ainsi une nouvelle grande manœuvre est en cours : le gouvernement entend appliquer rigoureusement sa politique salariale aux fonctionnaires ; une explosion très importante politiquement doit cependant être évitée dans ce secteur ; la politique de camouflage classique est mise en place conjointement par les appareils bureaucratiques. La CGT, la CFDT et la FEN appellent à une grève de 24 heures le 17 mai. FO, sous prétexte que le lendemain doivent s'engager des discussions avec le ministère responsable, n'y appelle pas. Nous voyons comment se conjuguent les manœuvres : la « grève » rituelle de 24 heures qui ne débouche sur rien, sauf sur les sempiternelles grèves tournantes ; pourtant, si toutes les fédérations y appelaient ensemble, cette grève pourrait apparaître comme un point de départ pour un combat réel. La prise de position de la fédération FO complète la manœuvre. Une chose est cependant certaine : indépendamment du résultat immédiat de cette grève, elle n'entamera pas les processus en cours dans les masses, et même, d'une certaine façon, elle les nourrira. Il est notable que la politique des grèves tournantes se heurte à une résis-

tance de plus en plus forte, y compris parmi les militants du PCF. Tel est le sens de l'affirmation de G. Séguy au comité confédéral de la CGT :

« Il est évident qu'un décalage existe entre cette combativité et le niveau moyen de l'action revendicative. Nous pensons qu'il y a trop de timidité à être résolument à l'initiative de l'action syndicale, alors que tout nous incite à plus de hardiesse, sans subordonner l'action immédiatement réalisable à l'accord préalable des organisations syndicales en présence, ou même seulement de la CGT et de la CFDT. »

L'énorme pression qu'exercent les appareils sur les masses ne fait en fin de compte que comprimer les charges explosives. Mais de plus, il est évident que la conscience de plus en plus nette de l'enjeu des rapports actuels entre les classes, le régime, le gouvernement, des énormes obstacles dressés devant elles, contient les masses, qui doivent s'ouvrir leur voie par leurs propres moyens. Il est indispensable de comprendre qu'il se développe en profondeur un processus politique dans lequel nous avons une place déterminante à occuper, un rôle majeur à jouer. Occuper cette place, jouer ce rôle, ce n'est pas s'orienter à tout prix sur « des luttes, des luttes », mais formuler les réponses politiques dont les masses ont besoin, organiser autour de nous à partir de ces réponses politiques, non pas les masses en général, mais une avant-garde.

Quelles sont ces réponses politiques ? Est-ce : il faut que les dirigeants réalisent l'unité ? Est-ce : il faut la grève générale ? Non. Les réponses sont : les dirigeants, ceux du PCF, de l'appareil de la CGT en tête, soutiennent ce gouvernement, ce régime. Ils veulent à tout prix éviter que ne s'effondre le régime sous les coups des masses, que s'ouvre une crise révolutionnaire, que soit porté au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers ; voilà pourquoi ils divisent et se font les agents de l'application de la politique anti-ouvrière du gouvernement. Ces réponses sont : il faut nous donner les moyens de réaliser nous-mêmes l'unité, laquelle intégrera les organisations, il faut se regrouper politiquement pour mener cette

bataille. Bien entendu, chaque occasion, et elles sont multiples, doit être saisie pour concrétiser cette orientation. Chaque mouvement particulier se développant sur cette ligne concourt à ouvrir la voie à toute la classe ouvrière, à la jeunesse, aux masses exploitées.

Pourtant, même là où l'on ne peut déboucher immédiatement ou à court terme sur le combat, la nature des problèmes qui se posent à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux masses exploitées, nous donne les moyens d'organiser une avant-garde, si nous sommes capables de formuler les bonnes réponses politiques sous la forme concrète où elles peuvent les saisir. Le cadre d'organisation de cette avant-garde, ce sont les comités pour l'unité, les Assemblées démocratiques. Une bataille politique aux multiples aspects, aux phases diverses et successives — mais qui est une et dont l'enjeu est le gouvernement Giscard-Barre, la V<sup>e</sup> République, ses institutions, l'ouverture de la révolution prolétarienne, le combat pour un gouvernement ouvrier et paysan — se déroule depuis que l'agonie de la V<sup>e</sup> République a commencé. Elle prend un caractère extrêmement tendu actuellement. Nous et nous seuls pouvons exprimer les aspirations et les besoins des masses contre les appareils ; à partir de là, organiser et faire agir politiquement une avant-garde, nourrir le mûrissement politique des masses ; nous construire comme OCI, avec l'objectif d'une OCI de 10 000 militants. La crise révolutionnaire est inévitable.

Cependant, elle s'engagera et se développera dans des conditions différentes selon que nous aurons ou non accompli nos tâches politiques, que nous aurons ou non construit une OCI de 10 000 militants. C'est ainsi que nous préparons cette crise révolutionnaire et que nous nous y préparons.

La difficulté la plus importante consiste à ne pas subir nous-mêmes la pression des appareils, et particulièrement de l'appareil stalinien, à ne pas nous laisser déboussoler, à ne pas prendre l'extrême tension actuelle pour un néant politique.

La résolution du comité central des 23 et 24 mars fixe la date où doit se tenir la IV<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune, le 10 juin 1979. Cette Conférence nationale ouvrière et jeune doit être précédée de la tenue, le 9 juin, de conférences particulières.

Cette centralisation politique, à la fois particularisée et générale, est indispensable pour donner leur dimension aux comités pour l'unité, aux Assemblées démocratiques, c'est-à-dire articuler leur action et lui donner sa dimension nationale.

En son XXIII<sup>e</sup> Congrès, l'OCI va faire le bilan, s'armer politiquement à court terme, poursuivre la préparation de la IV<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune, se mettre en situation de construire dans ce pays un véritable parti révolutionnaire : une OCI de 10 000 militants.

**Stéphane Just,**  
le 5 mai 1979.

**ORGANISATION  
COMMUNISTE  
INTERNATIONALE**



CONGRES  
EXTRAORDINAIRE  
DE L'OCI

# de nouveau, en avant vers les 10 000

par Marc LACAZE

*Nous l'avons dit, nous l'avons répété : la préparation du XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, son déroulement lui-même, ont été faussés par le camouflage politique organisé à grande échelle par Berg.*

*La « résolution politique générale » et la « résolution sur le fonctionnement politique de l'OCI et la formation », adoptées à ce congrès — et publiées dans notre dernier numéro —, expriment la force de la politique de l'OCI, la force de l'organisation, sa cohésion sur la base du programme, force et cohésion qui ont fait apparaître, pour l'extirper, la tumeur que représentaient à la direction de l'OCI les pratiques de Berg. Si les résolutions élaborées dans le congrès constituent donc politiquement des documents dont la valeur est indiscutable pour tous les militants de l'OCI, cela ne retire pas que le XXII<sup>e</sup> Congrès a été faussé.*

*Pour des marxistes, se voir en effet dans l'impossibilité de discuter une résolution politique générale à la lumière de l'expérience faite dans la construction du parti révolutionnaire, à partir de l'examen minutieux des faits, des difficultés, de l'état de l'organisation, constitue une entrave intolérable, un obstacle inacceptable à l'élaboration sérieuse d'un véritable dispositif de combat pour toute la période qui vient.*

*L'objectif fixé pour le XXIII<sup>e</sup> Congrès extraordinaire convoqué pour les 24, 25, 26 et 27 mai coule donc de source : le XXIII<sup>e</sup> Congrès doit permettre de prendre acte du fait que la progression de l'organisation vers un parti de 10 000 militants a été rétablie.*

Le XXIII<sup>e</sup> Congrès, sous cet angle, doit manifester que toutes les conséquences du coup porté par Berg à l'organisation ont été totalement effacées. Le XXIII<sup>e</sup> Congrès doit être alors en mesure d'élaborer un véritable plan politique d'organisation pour

une OCI de 10 000 militants, à partir d'une nouvelle homogénéisation, d'un nouveau pas dans la structuration de l'OCI en tant qu'unité politique de direction, à partir du bureau politique, du comité central, jusqu'aux cellules.

## LE COUP PORTE PAR BERG PESE-T-IL ENCORE SUR L'ACTIVITE DE L'OCI ?

Pour atteindre un tel objectif, pour tendre toutes nos forces dans cette direction, pour surmonter les conséquences du coup porté par Berg sur le plan politique, il aura fallu au point de départ faire la clarté complète dans toutes les cellules de l'OCI sur une question qui peut ne pas sembler au premier abord revêtir une grande importance.

Répetons-le :

1. L'« affaire Berg », comme « affaire », est terminée depuis que la conférence des cadres a clos la série d'assemblées qui se sont tenues dans toute l'organisation et qui avaient été décidées au comité central du 25 février pour faire le compte rendu de ses travaux, dans lesquels figuraient les décisions d'exclusion de Berg des rangs de l'OCI.

La tumeur a été extirpée. Le caractère sain de l'OCI s'est à nouveau manifesté dans la façon dont cette « affaire » a été réglée. Voilà pour l'« affaire ».

2. Mais entre l'« affaire Berg » proprement dite et les conséquences du coup porté politiquement à l'organisation, il n'y a pas identité.

L'« affaire Berg » est terminée. Les difficultés qui apparaissent dans notre travail d'organisation ne sont-elles pas encore maintenant des conséquences indirectes des pratiques que Berg avait véhiculées dans l'organisation à la tête de sa commission, lors des derniers mois qui précédèrent le XXII<sup>e</sup> Congrès ?

A cela, il est indispensable de répondre nettement.

Avant de le faire de façon détaillée, il faut dire les choses telles qu'elles sont. Dans les jours qui suivirent le XXII<sup>e</sup> Congrès, quelque chose a été momentanément désarticulé dans la vie de l'OCI. L'organisation a été comme déséquilibrée dans l'élan qu'elle prenait pour se mobiliser sur l'objectif des 10 000, dont elle commençait à prendre la dimension, à apprécier le sens, et dont elle commen-

çait à élaborer les moyens. Il faut admettre que durant deux ou trois semaines, la situation n'a pas été simple. Dans certains cas, elle a abouti à la paralysie pure et simple de l'organisation. A tous les niveaux, il était nécessaire pour chacun de prendre le temps d'apprécier la portée du coup ; il fallait reconstituer les points de repère dont toute organisation a besoin dans tous les secteurs de son activité, pour pouvoir mesurer le chemin qu'elle parcourt et les objectifs qu'elle peut en conséquence se fixer. Comme jamais, dans toutes les cellules, chaque militant a voulu jauger lui-même la situation, reconstituer par lui-même la confiance dans les objectifs fixés par la direction, la confiance dans la direction elle-même, à partir d'un examen de la situation. Là encore, le calme, la rigueur, la responsabilité, la cohésion, qui sont les forces de l'OCI, ont prévalu.

## LES CONSEQUENCES DU COUP PORTE PAR BERG ONT CESSE D'EXPLIQUER NOS DIFFICULTES

Lorsque ces deux ou trois semaines se sont passées, lorsque les conséquences du coup porté par les pratiques de Berg ont été clairement déterminées, lorsque, tout étant bien pesé, l'essentiel est apparu, lorsque toute l'organisation a pu mesurer que l'axe de l'attaque perpétrée contre l'organisation résidait dans le fait que Berg avait délibérément cherché à masquer tous les obstacles, à interdire la discussion salutaire pour tout révolutionnaire sur la base rigoureuse de la méthode objectifs-résultats ; lorsque, particulièrement, il fut clair que Berg avait tout fait pour interdire que se mène dans les dernières semaines une discussion sur le ralentissement du recrutement dans plusieurs régions, et qu'il avait sur ce point en partie réussi, commençant à paralyser des secteurs entiers, impuissantant des directions entières ; lorsqu'il fut clair qu'il tentait d'empêcher que se renoue une discussion qui avait commencé dans l'organisation après le comité central qui suivit les élections de mars 1978 et



qui avait été faussée, déviée par les « résultats » fictifs annoncés, puis finalement laissée de côté ; alors, dès ce moment, on peut affirmer que les conséquences du coup porté par Berg sur le plan politique (cela ne signifie pas que Berg n'ait pas retardé l'OCI dans sa progression, ce qui ne se rattrapera pas immédiatement) ont cessé d'expliquer les difficultés que nous pouvons rencontrer dans notre activité, puisque précisément la bataille pour extirper la tumeur a rétabli la situation, remis au centre des préoccupations de toute l'organisation les problèmes politiques à résoudre par l'OCI.

Entretenir sur cette question la moindre ambiguïté, c'est se cacher soi-même les problèmes et c'est s'engager sur la voie opposée à celle qui permettra de les surmonter.

Ce serait trouver une raison bien commode pour « expliquer » nos difficultés. Mais précisément, notre objectif n'est pas d'« expliquer » nos problèmes (dans ce cas, cela voudrait plutôt dire « justifier » leur existence). Il est de les comprendre pour les résoudre.

---

### **LES FAIBLESSES DONT BERG S'EST SERVI DEMEURENT LES RACINES DE NOS DIFFICULTES**

---

Personne ne pourra sérieusement expliquer en effet que les raisons d'une vente moyenne du journal inférieure à 4 dans de nombreux secteurs réside aujourd'hui dans les conséquences du coup porté par Berg.

Ni la vente d'« Informations ouvrières », insuffisante globalement, ni la difficulté à rétablir le recrutement à l'organisation dans des proportions raisonnables ne peuvent être abordées de ce point de vue.

Ce serait faire une erreur de méthode qui n'est pas innocente et qui rappelle une autre discussion sur laquelle nous allons revenir, pour être le plus précis possible.

Lorsqu'au lendemain des élections législatives de mars 1978, commença une discussion sur les racines des diffi-

cultés que nous rencontrions, une explication apparut qui ne pouvait qu'obscurcir les choses et dévier du véritable problème.

Des camarades cherchèrent l'explication de la pression que subissait notre organisation de la part des appareils — pression qui se manifestait dans une appréciation politique erronée des résultats de ces élections — dans le fait que la couche de militants recrutés dans la campagne politique menée sur la ligne du combat pour le front unique ouvrier, pour l'engagement des dirigeants du PCF au désistement sans condition pour le PS lors des élections législatives, aurait constitué une couche très sensible aux illusions dans l'Union de la gauche et aurait de ce fait représenté dans l'organisation la base matérielle véhiculant à l'intérieur de l'OCI la pression de la politique des appareils contre-révolutionnaires, en premier lieu de l'appareil stalinien.

Il faut s'arrêter à cette explication. Elle se donne un air sérieux, mais il s'agit de quelque chose de tout à fait inconsistant, quoique plus répandu qu'on ne peut le penser.

Personne ne songe à remettre en cause l'appréciation selon laquelle notre bataille d'organisation, menée avant et pendant les élections législatives de mars 1978, avait été marquée par des faiblesses. Ces faiblesses ont été clairement caractérisées. Les directions à tous les niveaux de l'OCI n'ont pas impulsé comme elles le pouvaient, et comme les résolutions votées au comité central les y engageaient, une politique d'organisation et de construction suffisamment audacieuse permettant l'impulsion par l'OCI d'une véritable mobilisation de masse (à notre échelle) sur une ligne de rupture avec les appareils, sur la ligne du front unique ouvrier.

Ce sont ces oscillations qui ont entraîné un insuffisant recrutement. C'est la manifestation d'une tendance à faire glisser localement la campagne menée sur une ligne de pression exercée sur les appareils, l'appareil stalinien en particulier, qui a interdit un recrutement plus important. Il faut bien préciser : ce ne sont pas les tendances à l'adaptation qui auraient permis un recrutement « sur la ligne du

front populaire de combat » d'une masse de militants, et qui exerceraient ensuite dans l'organisation une pression de même type.

Dire cela, c'est se débarrasser à bon compte d'un problème, et surtout de la responsabilité politique des directions à tous les niveaux.

Les militants que nous avons recrutés dans cette période, nous les avons recrutés malgré nos oscillations. Ils ne se sont pas trompés d'organisation, ils ont été cooptés à l'OCI sur la base d'une bataille menée dans les masses contre la politique de l'appareil stalinien.

C'est cela, le mouvement qui les a portés vers l'OCI, cela ne veut pas dire qu'ils n'aient pas eux-mêmes véhiculé sur le plan politique toute une série d'illusions, mais comment peut-il en être autrement. Ils se sont organisés avec l'OCI dans la bataille, ils sont entrés en groupe d'études révolutionnaires (GER) et ils ont été cooptés à l'OCI sur la base de la rupture politique avec les appareils, en premier lieu l'appareil stalinien, et aussi le PS.

Il est des militants qui ont été gagnés à cette époque et que nous avons perdus. Ce n'était pas inéluctable, au contraire. Cela veut dire que les illusions, une appréciation erronée des résultats politiques des élections ont alors prévalu chez eux et les ont éloignés momentanément de l'action organisée dans l'OCI. Quelle en a été la cause ?

Elle a résidé dans l'incapacité momentanée des responsables de nombreuses unités de l'OCI à répondre à leurs questions en fournissant des objectifs politiques à chacune de ces unités correspondant à la situation nouvelle ouverte par cette victoire des masses contre la politique des appareils, dont toutes les forces se tendaient pour chercher à contenir, à partir des résultats du 2<sup>e</sup> tour, une situation qui leur échapperait inéluctablement. C'est précisément au niveau de ces directions que les illusions ont fait des ravages, paralysant l'initiative et affaiblissant la bataille de l'OCI. C'est par les responsables qu'a été véhiculée la pression politique des appareils dans l'organisation et non l'inverse.

Il s'agit là d'une question de méthode qui, nous le voyons, a toute son importance politique.

Revenons, après cette longue digression, à la question qui nous intéresse dans le cas présent.

Prenons l'exemple le plus simple, celui du recrutement « insuffisamment motivé ». Personne ne peut nier qu'il arrive dans certains cas de recruter un militant sans que celui-ci soit suffisamment motivé ; un tel recrutement constitue politiquement une manifestation de faiblesse de notre travail qui peut peser sur l'activité d'une cellule. Le combat contre ce type de recrutement est un combat permanent de l'organisation, mais il ne représente heureusement qu'une nécessité très ponctuelle et épisodique.

Mais là n'est pas le problème qui nous intéresse.

On ne peut pas, par contre, expliquer globalement que là où les règles de fonctionnement de l'organisation ont été respectées (cooptation sur la base d'un accord avec le programme...), les pratiques de Berg — caractérisées par la volonté délibérée de faire passer sous silence les obstacles, produits de problèmes politiques non réglés — ont engraisé l'organisation de toute une couche de militants qui seraient caractérisés par une insuffisante motivation et qui constitueraient jusqu'à aujourd'hui encore un poids expliquant les difficultés diverses rencontrées par notre organisation.

Il faut reconnaître que, dans la période où les méthodes de camouflage de Berg ont fait écran à une nécessaire discussion sur les difficultés, l'idée a de ce fait été développée insidieusement qu'on pouvait poursuivre sur la ligne d'un développement intensif sans devoir absolument répondre à des questions posées dans la vie et qu'un lecteur de la « Lettre d'Informations ouvrières » résumait ainsi :

« Cette politique s'articule autour de la constitution de comités d'unité, d'assemblées démocratiques, ou autres organismes de ce type. D'une part, ces organismes s'insèrent dans le mouvement de la classe vers les soviets, et l'aident à prendre conscience de ce mouvement ; d'autre part, ils ne procèdent pas de la classe

ouvrière mais sont des regroupements politiques procédant de l'OCI.

Je voudrais, après réflexion, faire le point de mes désaccords actuels avec l'OCI. Alors que le XXII<sup>e</sup> Congrès vient de se fixer l'objectif de construire un parti dans les mois qui viennent (objectif 10 000), la politique de l'OCI ne me paraît pas susceptible de réaliser l'enracinement dans la classe ouvrière que cela nécessite. »

Il ne fait pas de doute non plus que la tension exercée sur l'objectif d'un recrutement de masse (à notre échelle), dans ces conditions politiques, ait donné au recrutement une physionomie particulière.

Les plans de cellule étaient confrontés aux difficultés d'opérer une percée décisive dans leurs secteurs traditionnels d'intervention. Là où précisément se concentraient les problèmes de la construction d'un parti de 10 000, dans les termes où le procès-verbal du bureau politique de l'OCI l'abordait en décembre 1978 :

« — Quels sont les problèmes à résoudre ? Et comment se posent-ils à l'activité de l'OCI ?

a) les masses laborieuses attendent de leurs directions — les directions officielles du mouvement ouvrier — qu'elles avancent mots d'ordre et formes d'action. Ce qu'elles refusent.

b) la politique, les mots d'ordre, les formes d'action que l'OCI met en avant rencontrent chez les travailleurs une adhésion massive. Mais les travailleurs, tout à la fois comprennent que nous ne pouvons prendre sur nous dans les conditions politiques données de décider « l'action », et en même temps, nous le demandent.

c) Nous ne pouvons résoudre ces problèmes que pas à pas, et nous ne pouvons les résoudre qu'en réalisant une politique qui dans tous les domaines amène les « masses » que nous touchons à construire avec nous les moyens politiques d'organisation pour aider les larges masses laborieuses à réaliser elles-mêmes la situation révolutionnaire.

— « Amener les masses » que nous touchons à construire avec nous

les moyens politiques d'organisation, c'est :

a) construire les comités pour l'unité et les assemblées démocratiques ;

b) mettre en place un nouveau stade à la politique de recrutement qui visera à organiser dans l'OCI « en masse » les travailleurs et jeunes qui construisent avec nous les comités pour l'unité et les assemblées démocratiques. »

Dans ces conditions, il faut voir tout à fait clairement ce qui s'est passé. Dans de nombreux cas, les cellules ont décidé, pour ne pas perdre un temps précieux, d'occuper du terrain, de s'orienter vers un défrichage plus large.

Il ne s'agit en aucun cas de condamner des initiatives audacieuses de prospection, mais il est bien évident que dans la mesure où les problèmes vitaux de la construction du parti n'étaient pas résolus, mais seulement contournés, ceux-ci réapparaîtraient en force à une autre étape de la bataille et sous une forme souvent moins facilement maîtrisable.

Nous ne cachons pas par exemple que le travail systématique d'implantation sur les localités de la grande banlieue, au lieu de s'orienter vers la structuration d'une intervention de l'OCI vers les secteurs politiquement vitaux de la localité : implantation chez les instituteurs, etc., permettant de consolider des cellules localement, à partir desquels toute une série de possibilités pouvaient être ouvertes, s'est donc souvent orienté de manière à contourner la difficulté et à s'engager sans point d'appui vers les cités de logements, etc.

En fait, au lieu de modifier la forme du recrutement vers un recrutement de masse à notre échelle, il s'est opéré un élargissement du recrutement dit « de contact ».

Il n'y a rien là en soi de dangereux, à condition de savoir ce qu'on fait et où on en est.

Car il ne faut pas se tromper, tous ces militants qui nous ont rejoints, sur la base de notre déploiement pour une OCI de 10 000 militants, nous ont rejoints en connaissance de cause. Ils

nous ont rejoints pour construire un parti de 10 000 militants, capable d'aider les masses laborieuses à se donner les moyens politiques leur permettant de s'organiser elles-mêmes dans le combat contre le gouvernement, le patronat, l'Assemblée nationale.

La racine des difficultés que nous rencontrons réside dans l'insuffisante capacité de l'OCI, comme unité politique, à répondre positivement à ces problèmes, en étant capable de fournir dans les conditions actuelles un cadre d'activité trotskyste. Ce n'est pas le poids d'un recrutement non motivé, et qui serait d'une quelconque façon une conséquence des pratiques de Berg, qui pèse sur notre activité.

Les pratiques de Berg n'ont pas abouti à un recrutement quelconque, y compris « non motivé ». Le recrutement qui s'est opéré, lorsqu'il était opéré malgré Berg, a toujours été motivé par l'objectif des 10 000.

Le coup porté par Berg réside dans le fait qu'il a sciemment tenté d'étouffer la discussion. Ces pratiques menaient l'OCI droit à sa destruction. L'OCI a expulsé Berg à temps. Les problèmes demeurent, mais ils ne relèvent pas d'une malédiction quelconque. Ils relèvent des problèmes de la construction du parti révolutionnaire, tels que nous devons les résoudre sans attendre, en combattant politiquement la pression qu'exerce la tension extrême de toutes les forces de la société bourgeoise pour s'opposer à l'irruption de la crise révolutionnaire.

---

### **LA TENSION EXTREME DE TOUTES LES FORCES DE LA SOCIETE BOURGEOISE**

---

Dans la résolution adoptée au comité central des 21 et 22 avril, les relations qui aboutissent à cette extrême tension sont tracées en quelques lignes éclairantes :

« Malgré leurs vœux, le régime est près de craquer. Il apparaît de plus en plus clairement qu'il ne sera pas nécessaire de secouer très fortement le statu quo qui est d'ores et déjà tout à fait disloqué pour mettre fin

au régime. Et cela risque de se produire plus tôt qu'il pourrait le sembler.

L'impulsion qui conduit à la crise révolutionnaire vient de la crise politique du régime. La conférence de presse de M. Giscard d'Estaing, remerciant publiquement les dirigeants d'avoir évité cet hiver un nouveau mai-juin 1968, est parfaitement éclairante. Le cynisme des dirigeants stalinien n'égale que la crainte qui les étreint devant le délabrement du régime. Dans ses moindres détails, l'appareil met au point avec le gouvernement les plans du patronat.

Les stalinien qui organisent systématiquement la dislocation des luttes et la division, permettant au gouvernement et au CNPF de faire passer leurs plans anti-ouvriers, accusent les travailleurs de leurs méfaits.

L'antagonisme entre les aspirations, les besoins des masses laborieuses et de la jeunesse, et les appareils, en particulier l'appareil stalinien, voilà ce qui est le plus important dans la situation. »

#### **La résolution poursuit :**

« Les militants de l'OCI ont suffisamment d'occasions dans les faits quotidiens pour mettre en évidence les résultats de la politique de division des dirigeants. L'antagonisme entre les besoins et les aspirations des masses laborieuses et la politique des appareils, notamment l'appareil stalinien, dégage des couches de travailleurs et de jeunes qui, à la recherche des solutions politiques, sont prêts à diriger leurs propres affaires.

Il faut leur répondre concrètement comment faire. Et pour cela, en leur direction et avec eux, construire les comités pour l'unité, les assemblées démocratiques, l'AJS, l'AER dont l'objectif est précisément d'aider les masses laborieuses et la jeunesse à lever les obstacles à l'unité.

Sur la base de l'analyse concrète consignée dans cette résolution le comité central de l'OCI estime que d'ici le XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, le recrutement à l'OCI démontrera que la progression se poursuit pour construire une OCI de 10 000 militants. »

L'objectif fixé pour le XXIII<sup>e</sup> Congrès tient en deux mots : IL FAUT AVANCER !

Il faut vaincre tout ce qui, dans l'activité de l'OCI, plie devant l'extraordinaire pression qui s'exerce dans une telle période sur l'organisation pour en disloquer tout le dispositif.

Arrêtons-nous sur cette affirmation : vaincre cette pression dans l'activité politique, c'est le combat permanent de la construction du parti révolutionnaire. Fixer cet objectif a donc un caractère de généralité valable en tout temps. Et il arrive souvent que, comme pour toutes les vérités ayant un tel caractère, elle ne soit pas saisie dans sa véritable dimension à un moment déterminé. Il faut avoir en tête l'ampleur de ce qui se joue. Si l'agonie de la V<sup>e</sup> République dure depuis plus de 10 ans, ce n'est pas parce que celle-ci a retrouvé quelque vitalité. C'est parce que, à l'échelle mondiale, toutes les forces attachées au maintien de l'ordre bourgeois liguent leurs efforts pour tenter de s'opposer à l'ouverture de la crise révolutionnaire en France. Tous savent qu'un tel événement représenterait pour l'ordre mondial un danger mortel : ils en ont tiré toutes les conclusions pratiques. Il s'acharnent.

Nous sommes au point où le régime est cependant prêt à craquer malgré tous leurs efforts. La tension de toutes les forces qui cherchent à reculer le moment où seront balayés le gouvernement et les institutions est portée à l'extrême. Il s'agit encore d'une généralité et il faut chercher par tous les moyens à rendre concrète cette appréciation pour en saisir la portée, pour saisir toute la texture de la situation actuelle.

Qui peut comprendre, autrement que dans ce cadre, le comportement individuel des militants du PCF dans les usines ?

Toutes les formes d'explication psychologique ne peuvent répondre à cette question.

Comment comprendre qu'on puisse faire faire à des militants qui sont dans les usines toute la journée avec les travailleurs, le travail de sape, de destruction, de provocation anti-

ouvrière que l'appareil leur fait faire ? Comment, si on ne comprend pas les forces considérables, les intérêts considérables qui sont en jeu et qui s'exercent sur les individus.

C'est à cette échelle qu'il faut comprendre le combat de l'OCI. Ce n'est pas rechercher des excuses aux difficultés que nous rencontrons que de dire : nos difficultés sont à l'image de l'immense pression qui s'exerce pour disloquer la force du prolétariat, car dire cela, c'est dire en même temps : notre activité s'appuie sur la force qui avance de façon inéluctable et bouleverse tous les plans, ruine tous les desseins de tous les défenseurs de l'ordre bourgeois.

Une chose est certaine, seule une rigueur absolue permettant d'éviter toute dispersion, de diriger la volonté de l'organisation sur des objectifs bien définis, de mobiliser toutes les forces pour ce même but, constitue la condition d'existence de l'OCI qui construit le parti révolutionnaire.

---

### LE PLAN DE L'OCI : OU EN SOMMES-NOUS ?

---

Le plan d'organisation est l'outil indispensable de cette bataille. La réunion du comité central du 24 mars a décidé de fournir un cadre à la bataille du XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'organisation et a élaboré la résolution intitulée : « Pour un plan unique de développement — Pour une OCI de 10 000 militants ». Nous en publions de larges extraits en pages 24 et 26. (La « Lettre d'Informations ouvrières » l'a publiée intégralement dans son numéro 126).

La pire des choses aurait été de s'illusionner sur les capacités d'une telle résolution à régler les problèmes à elle seule.

Une telle résolution définissant l'objectif et la méthode du plan avait pour but de permettre aux responsables de bâtir pour leurs unités politiques un plan intégré au travail d'ensemble de l'OCI et soumis à des objectifs généraux.

Des objectifs politiques matérialisant ce plan étaient élaborés :

« — Quatrième Conférence nationale ouvrière et jeune des délégués

## POUR UN PLAN UNIQUE DE DEVELOPPEMENT POUR UNE OCI DE 10 000 MILITANTS

(extraits)

1 — Le contenu du plan est déterminé par l'orientation politique et le caractère du travail d'organisation des diverses parties de l'intervention de l'OCI. Le plan ne peut être abstrait. Il doit être réalisé sur la base de la méthode objectifs/résultats. Sans cela, le plan est suspendu en l'air. Notre tâche est donc de mettre sur pied un plan adapté aux conditions politiques et à nos propres conditions d'organisation.

2 — Le plan unique doit avoir comme objectif de concentrer toutes les forces de l'OCI pour sa réalisation. Consolider l'OCI, c'est-à-dire étendre de plus en plus l'organisation de l'OCI pour un parti de 10 000 militants. Cela signifie combattre politiquement pour arracher une position puis une autre dans une école, dans une autre école, dans un atelier, dans un autre atelier, dans une cité, dans une autre cité, dans une entreprise, dans une autre entreprise, dans une localité, dans une autre localité.

3 — Le plan unique de développement de l'OCI ne peut être réalisé que sur la structuration de l'OCI en tant qu'unité politique de direction à partir du bureau politique, du comité central jusqu'aux cellules. Cela implique en premier lieu que toutes les unités politiques prennent comme base de leur intervention particularisée la *Lettre d'IO* qui, trois fois par semaine, doit être discutée, doit être concrétisée à tous niveaux. A chaque niveau, fédérale, secteur, rayon, toutes les réunions se concluent par de courtes résolutions que les cellules doivent discuter chaque semaine dans leurs réunions.

L'OCI se trouve actuellement dans une période de transition. Le plan unique de l'OCI vise à lui permettre de passer du stade de l'organisation à celui du parti de 10 000 militants. Cela implique que soient élaborées des formes appropriées aux conditions particulières de la lutte des classes. L'élaboration et la réalisation du plan unique est la tâche immédiate et la plus importante (...).

### 7 — Problème de l'équilibre financier

Objectif : 4 IO de moyenne minimum par unité de 30.

*IO* et sa diffusion sont indissolublement liés aux différentes étapes de la construction de l'OCI. Combattre pour une OCI de 10 000 militants, c'est constituer, c'est-à-dire rédiger, fermement *IO* comme dialogue permanent avec les travailleurs et les jeunes. Cela signifie que nous devons inclure le journal et les suppléments *IO* comme expression de ce dialogue. Le supplément *IO* part des faits particuliers à l'entreprise ou au secteur d'intervention, présentant ces faits comme expression particulière de la situation politique. *IO* doit réaliser la généralisation concrète sur la base de la multiplication des faits sélectionnés, qui assurent cette généralisation concrète. *IO* doit donc être étroitement lié à l'activité des secteurs d'intervention où la diffusion de 4 *IO* de moyenne minimum par unité de 30 devient l'expression de l'activité militante d'ensemble de toute l'OCI réalisant l'objectif.

Elaborer les formes et les règles d'organisation qui définissent la responsabilité de chaque membre de l'OCI à chaque niveau de responsabilité, voilà ce qu'implique la réalisation des 4 *IO* minimum par unité de 30.

(suite page 26)

des comités pour l'unité et des assemblées démocratiques ; date : dimanche 10 juin.

— Samedi 9 juin, conférence de la métallurgie des délégués des comités et des assemblées démocratiques.

— Samedi 9 juin, rencontre des délégués jeunes des comités de jeunes (lycéens, CET, jeunes chômeurs, jeunes travailleurs, étudiants, FJT) et des cercles de l'AJS.

— Samedi 9 juin, Assises nationales des délégués des comités pour l'unité et des assemblées démocratiques de la Sécurité sociale, de la santé, des hospitaliers, des médecins, des étudiants en médecine.

— Samedi 9 juin, Assises nationales de l'enseignement ; dimanche 13 mai, conférence de l'enseignement technique.

Sur le plan du combat internationaliste :

1. Libération de Sabata, Khlebnov.

2. Campagne pour la libération des militants basques, combat de défense des militants irlandais emprisonnés.

3. Pour l'immédiat, combat centralisé pour la libération de Hernan Cuentas et des ouvriers mineurs. »

Seul le XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI permettra de faire le point à partir d'une vue globale de l'activité de l'OCI, de ses résultats. Seul le XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI permettra d'établir de combien nous avons avancé.

Mais à trois semaines de cette échéance, nous pouvons analyser quelques-uns des traits de l'activité de l'organisation dans le cadre de la résolution adoptée au comité central des 24 et 25 mars.

Il ne fait aucun doute maintenant que les secteurs de l'OCI se sont engagés dans la préparation de la IV<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune, en commençant par, bien évidemment, ceux qui sont les premiers concernés par les diverses conférences qui ont été programmées avant le 10 juin.

## LE PLAN DE MISE EN MOUVEMENT

Il faut le noter, car il s'agit là d'une éclatante manifestation de l'indispensable utilité du plan, le démarrage de cette activité collective de l'organisation a été préparé précisément selon un plan inclus dans la résolution du comité central et impulsé par la direction.

La brochure métallurgie, dès qu'elle fut publiée, a été utilisée comme un matériel d'armement de tous les secteurs de l'OCI.

En effet, la centralisation à la commission ouvrière des procès-verbaux des cellules de métallos — qui faisaient état de la discussion menée dans les cellules sur la brochure, puis de l'élaboration du plan d'intervention dans l'entreprise à partir de ce document, et enfin des discussions menées avec les travailleurs sur cette base — permet d'établir un véritable dialogue entre la direction de l'OCI et les cellules métallos ayant valeur générale pour toutes les cellules de l'organisation.

Cet échange a mis en lumière de manière aiguë la façon dont concrètement tous les problèmes d'orientation, largement débattus sous leur forme générale, se concentraient en dernière analyse dans la traduction pratique et voyaient à cet endroit resurgir les problèmes d'orientation non réglés. Cet échange a orienté les discussions de toutes les instances dirigeantes. La « Lettre d'Informations ouvrières » (n° 134) a rassemblé pour toutes les cellules de l'OCI, les éléments fondamentaux de cette discussion, leur permettant de s'en saisir immédiatement. Les échos de la traduction pratique à grande échelle de cette orientation, dans la grève des étudiants en médecine, sont venus enrichir la discussion et l'élaboration de la ligne. Dans le même moment, la confection de la brochure santé-Sécurité sociale-étudiants en médecine, celle de la brochure préparant les Assises nationales de l'enseignement bénéficiaient de cette discussion, et, la reprojétant, élargissaient à ces secteurs la mise en marche de l'OCI sur la ligne définie et rappelée en quelques mots dans un

(suite de la page 24)

8 — La diffusion de 4 IO de moyenne minimum par unité de 30 doit permettre de dépasser une partie des sommes, garantissant l'équilibre financier de l'OCI. Cette règle impérative, nous devons prendre toutes les dispositions pour qu'elle soit respectée. Des économies significatives ont d'ores et déjà été dégagées, on comprend aisément pourquoi, sur le poste « province » du budget.

Les tâches internationales de l'OCI, l'activité d'aide et de solidarité aux sections du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale représentent le poste dépenses le plus important du budget de l'OCI.

Financer ce poste implique que soit réalisée la condition :

— la constitution d'un réseau de soutien régulier sur la base de « contrats » mensuels d'aide à l'activité internationale à l'OCI permettant d'assurer l'équilibre financier ;

Sans l'activité de l'OCI, l'« Institut Léon Trotsky » ne pourrait éditer les *Œuvres*. L'OCI diffuse les 2/3 du tirage de chaque volume. En cette année, anniversaire du centième anniversaire de la naissance de Léon Trotsky, alors que les flots d'une éloquence intéressée vont tenter d'émasculer la portée révolutionnaire du combat de la IV<sup>e</sup> Internationale montrée par le compagnon de Lénine, c'est non seulement une tâche politique centrale d'acheter et de vendre les *Œuvres*, c'est également un devoir d'honneur.

9 — Se dégager dans l'activité politique de la pression des appareils pour aider la classe à se dégager de la tutelle des appareils est la condition indispensable et minimale pour réaliser le plan unique de construction d'une OCI de 10 000 militants. Pour ce faire il est nécessaire que soient réalisées méthodiquement toutes les conclusions pratiques qui découlent de la situation et de toutes ses particularités. Que signifie réaliser méthodiquement toutes les conditions pratiques ? C'est mettre en conformité ce que l'on propose avec les conditions pratiques que le secteur d'intervention peut réaliser (école, lycée, entreprise, faculté, etc.). Par exemple, si dans une école se trouve posée la suppression d'une classe, proposer comme conclusion pratique d'action la manifestation à l'Assemblée nationale, c'est vouloir prendre la lune avec ses dents. Cela ne signifie nullement que la mobilisation des instituteurs et parents d'élèves à l'inspection académique est contradictoire avec les explications politiques indiquant le lien entre le soutien à la légitimité de l'Assemblée nationale et la pratique stalinienne de cassage de la lutte pratique contre la suppression des classes.

En réalité, ne pas définir concrètement la conclusion pratique, c'est refuser de définir la responsabilité des appareils, c'est en dernière analyse considérer les réunions d'instituteurs dans la salle des maîtres non comme le noyau politique de l'Assemblée démocratique mais transformer l'Assemblée démocratique en un groupe de pression syndical. C'est dans ces conditions ne pas poser le recrutement à l'OCI parce qu'on ne part pas de la politique de l'OCI comme expression consciente des aspirations des masses. Comprendre que l'offensive généralisée de la bourgeoisie, du gouvernement, de l'Assemblée nationale qui vise à faire passer les plans anti-ouvriers aboutit à liquider les acquis, les positions, les conquêtes sociales, sur le plan le plus précis, le plus concret, immédiatement ressenti comme une remise en cause des relations de travail particulières que ces conquêtes matérialisent. C'est pourquoi tous les problèmes apparemment mineurs ou plus importants (horaires, suppression de classes, licenciement des MA, année continue, rendement, garantie annuelle des ressources, mutations, comités de bassin, conseil d'école...) apparaissent comme de véritables provocations dans le domaine concret de ces relations de travail. A partir de cette compréhension, la conclusion pratique d'action prend ainsi tout le contenu politique adapté (...).



paragraphe d'une résolution du comité central citée dans cet article :

« L'antagonisme entre les besoins et aspirations des masses laborieuses et la politique des appareils, en particulier l'appareil stalinien, dégage des couches de travailleurs et de jeunes qui, à la recherche de solutions politiques, sont « prêts à diriger leurs propres affaires ». Il faut leur répondre concrètement comment faire. Et pour cela, en leur direction et avec eux, construire les comités pour l'unité, les assemblées démocratiques, l'AJS, l'AER. »

Autour de l'axe constitué par cet enchaînement de décisions de la direction, visant à mettre en mouvement l'organisation, un foisonnement d'initiatives inscrites dans le plan était engagées pour animer progressivement en l'« irriguant » tout le corps de l'OCI.

Il s'agissait de la « lettre ouverte d'un groupe d'étudiants à M. Peyrefitte, ministre de la Justice », du développement de la bataille pour la liberté de l'avortement et sur le plan de la campagne internationaliste, la bataille pour la libération des militants basques, de Chaparro et des mineurs emprisonnés au Pérou, de la campagne pour la libération de Sabata.

Ce faisceau d'initiatives était construit pour mobiliser, en exprimant consciemment — dans différents domaines, concernant différentes questions abordées sous des angles différents — un seul et même processus : celui qui voit les masses se diriger vers l'explication générale avec ce gouvernement, les institutions de la V<sup>e</sup> République auxquelles s'identifie en pratique l'Etat bourgeois lui-même. Le processus oblige les masses confrontées à la politique des appareils à avoir recours pour toutes les questions qui concernent leurs conditions d'existence, y compris les plus petites, à des moyens révolutionnaires, à l'organisation des travailleurs par eux-mêmes pour le combat de classe. Ce faisceau d'initiatives et d'actions politiques visant à aider la classe ouvrière à lever les obstacles dressés sur son chemin, constitue la politique de l'OCI dont l'objectif peut être résumé en une phrase de Léon Trotsky :

(Il s'agit de construire) « une chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques et organisationnelles en vue de souder les éléments les plus clairvoyants du prolétariat mondial sous un drapeau sans taches, de renforcer de plus en plus leur nombre et leur confiance en eux-mêmes, de développer et d'approfondir leur liaison avec d'autres couches plus larges du prolétariat, en un mot : de redonner au prolétariat mondial, dans une situation nouvelle, extrêmement difficile et lourde de responsabilités, sa direction historique. »

Objectif qui s'incarne dans la situation actuelle en France, en une formule : organiser une OCI de 10 000 militants.

Combien de nouveaux militants à l'OCI, combien de nouveaux lecteurs réguliers d'« Informations ouvrières » gagnés, combien de délégués des comités pour l'unité et des assemblées démocratiques déjà désignés pour la IV<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune ?

Nous l'avons dit, ce bilan sérieux, la réponse à la question : avons-nous avancé de façon décisive ?, seul le XXIII<sup>e</sup> Congrès pourra l'établir.

Mais dès aujourd'hui, un décalage qui touche à l'essentiel doit être relevé et débattu.

---

## LES FORCES DESAGREGATRICES

---

Les choses ne sont pas engagées également dans tous les secteurs de l'OCI, pourtant nous pouvons dire que tous les secteurs sont engagés et pourtant quelque chose demeure insatisfaisant.

Des dominantes existent nécessairement dans l'activité des secteurs de l'OCI, mais cela ne peut en aucun cas déterminer de la part des comités de secteur une forme d'intérêt porté exclusivement à une campagne, à une forme d'activité, aussi importante soit-elle, tendant à gommer puis souvent à faire disparaître la vue d'ensemble, le développement de la politique de l'OCI, la progression des relations organisées de l'OCI.

Le problème est ancien, il ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Sous certaines formes, il existera tant que durera le combat contre la société bourgeoise. Mais l'OCI l'aborde à chaque étape de son histoire sous des formes différentes. L'OCI doit le « résoudre » à chaque étape, chaque jour.

Le plan est construit pour ce combat. La résolution « Pour un plan unique de développement — Pour une OCI de 10 000 militants », dans son titre même, manifeste cette volonté, développée de façon détaillée aux points 4 et 5 de ce même texte :

« Pour faire prendre conscience aux masses et à la jeunesse des objectifs inscrits dans le mouvement de classe déjà engagé sur la base de la communauté de leurs intérêts contre la bourgeoisie et le régime, il faut que nous prenions nous-mêmes conscience de la nécessité de passer à un réel travail d'ensemble. La mise au point de ce plan unique de l'OCI particularisé à tous les niveaux, tel est le moyen qui cadre afin de permettre la discussion collective sur la tactique à mettre en avant pour l'organisation de l'OCI des 10 000 militants.

Nous n'avons pas l'expérience d'un parti de 10 000 militants. Nous devons élaborer par nos propres moyens notre organisation. Nous devons par conséquent à travers la réalisation du plan unique, constituer la continuité du travail politique sur l'objectif des 10 000.

Le fondement de l'activité, c'est l'intervention directe localisée exprimant l'orientation générale de l'OCI comme partie constituante de celle-ci. »

Le plan adopté au comité central des 23 et 24 mars 1979 a cadré l'activité d'impulsion de la direction de l'OCI au point de départ immédiat de celle-ci.

Dans un de ses aspects essentiels, le plan a été soumis à une force désagrégatrice au fur et à mesure où l'activité impulsée par le centre gagnait l'ensemble de l'organisation.

Cette tendance à la désagrégation du plan s'est manifestée de façon très nette dans la difficulté, qui est appa-

ruée dans l'OCI, à mener de façon particularisée à certains secteurs les campagnes internationalistes, par exemple, ou bien le travail engagé pour le droit à l'avortement.

Dans la résolution, nous insistions sur le fait que nous devions apprendre à mener de telles campagnes pour avancer vers le fonctionnement d'un parti de 10 000 militants.

Nous n'avons pas encore, sous cette forme, résolu ce problème que l'on voit apparaître d'une autre façon.

Dans les secteurs où l'axe politique de notre combat consiste par exemple à aider les instituteurs à lever les obstacles dressés sur leur route, lorsqu'ils cherchent à se mobiliser contre les fermetures de classes, nous rencontrons les plus grandes difficultés à intégrer, sous une forme à élaborer en fonction de la situation, la bataille menée principalement dans la jeunesse (contre la conjuration du silence organisée par les appareils et le gouvernement au lendemain de la contre-marche du 23 mars sur Paris), pour la libération immédiate des étudiants et des jeunes emprisonnés.

Nous pourrions multiplier les exemples, mais il ne semble pas nécessaire d'insister tant les choses sont, sur ce plan, très évidentes et très répandues dans la pratique.

D'où vient cette tendance à la dislocation ?

Elle est certainement aggravée par les difficultés avec lesquelles les principaux responsables d'unités politiques ont élaboré leurs plans respectifs, partie constituante du plan unique et exprimant chacun la totalité du plan.

Mais cette difficulté est elle-même la conséquence de la même faiblesse politique.

De quoi s'agit-il ?

De la chose la plus classique qui soit.

Se mettre dans l'incapacité de faire apparaître, dans la continuité du combat politique de l'OCI dans une école, le fil qui relie tous les problèmes des instituteurs, le fil qui relie tous leurs problèmes à tous les problèmes des autres travailleurs, c'est se mettre dans l'incapacité de faire prendre cons-

science aux instituteurs des objectifs inscrits dans le mouvement de toute la classe ouvrière, auquel ils participent, et qui est déjà engagé sur la base de la communauté de leurs intérêts contre la bourgeoisie et le régime.

L'OCI a appris dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale et aussi dans son expérience du combat, depuis longtemps, que le pont qu'il faut aider les masses à trouver entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste ne se construit pas par des discours ni de brillantes constructions idéologiques. L'OCI a appris que ce pont se construit dans le processus des luttes quotidiennes des travailleurs. Pour les instituteurs, ce ne peut être que dans leur lutte pour arracher l'ouverture d'une classe et dans la lutte aux côtés de la jeunesse étudiante, pour arracher à la prison les victimes d'une provocation.

Le dégagement d'une large couche de travailleurs, qui est prête à prendre ses affaires en main, est réalisé par la lutte de classes, l'organisation d'une avant-garde pour construire une OCI de 10 000 sera réalisée par l'OCI. Cette incapacité, c'est le produit de la pression dissolvante de la société bourgeoise sur les responsables politiques de l'OCI qui sont insuffisamment convaincus du moment qu'ils vivent, celui où le régime va craquer, où la crise révolutionnaire va surgir, où toute une nouvelle période de la lutte des classes

dans ce pays va s'ouvrir. Période qui exige que pas une minute de la bataille politique ne soit perdue, pour rassembler une avant-garde qui se dégage aujourd'hui sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le résultat de ces faiblesses se manifeste évidemment dans les résultats obtenus en vente d'« Informations ouvrières », en mise en pré-cellules, mais aussi sur le plan des luttes elles-mêmes.

En effet, chacun des combats qui se mènent aujourd'hui est moulé, profilé par la nature de l'enjeu politique du moment. Il en est une partie. On ne peut en prendre la mesure, s'orienter pour en aider le développement qu'au vu de la situation.

Le trade-unionisme, s'il est l'ennemi de la construction du parti révolutionnaire, égare tout autant sur le plan des grèves ceux qui, parce qu'ils ne pensent qu'en terme de « luttes », imaginent bien s'y préparer.

C'est là que réside la source des résultats encore insuffisants sur le plan des besoins historiques de construction du parti révolutionnaire, en même temps que la timidité sur le plan de la lutte des classes. Le congrès, cela ne fait aucun doute, devra approfondir ces questions pour permettre à l'OCI de franchir un nouveau pas.

**Marc Lacaze,  
le 8 mai 1979.**



PREMIER  
SCHEMA D'EXPOSE  
POUR LES CAMPS DE L'OCI  
(ETE 1979)

la théorie  
de la révolution permanente  
et la nouvelle période  
de la révolution prolétarienne,  
celle de l'imminence  
de la révolution

*Le précédent numéro de La Vérité a publié la « Résolution sur le fonctionnement politique de l'OCI et la formation », adoptée par le XXII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI au mois de février. Celle-ci consacrait son dernier chapitre à la préparation des camps de formation de l'été 1979 et nos lecteurs pourront s'y reporter. Nous publions dans ce numéro deux schémas d'exposés correspondant aux deux premiers thèmes de ces camps.*

**1 — FONDEMENT OBJECTIF  
DE LA THEORIE  
DE LA REVOLUTION  
PERMANENTE**

Trotsky, commentant en 1938 le programme sur lequel la IV<sup>e</sup> Internationale venait d'être fondée, expliquait :

« Le programme est un programme scientifique. Il est basé sur une analyse objective de la situation

Téhéran, le 10 décembre 1978. Après la dislocation sur lui-même du régime Thieu au Vietnam, la chute de la dictature monarchique du chah en Iran est un nouvel exemple des effondrements qui secouent le système impérialiste mondial pourrissant (ph. Sigma).

objective. Il ne peut être compris dans son ensemble par les ouvriers. Il serait très bien que l'avant-garde le comprenne dans la prochaine période et qu'alors elle s'adresse aux ouvriers : « Vous devez vous défendre du fascisme. »

Que voulons-nous dire par situation objective ? Ici, nous devons analyser les conditions objectives pour une révolution sociale. Ces conditions sont expliquées dans les œuvres de Marx-Engels et demeurent inchangées dans leur essence aujourd'hui. D'abord, disait Marx, aucune société ne disparaît avant d'avoir épuisé toutes ses possibilités. Que signifie cela ? Que nous ne pouvons éliminer une société par une volonté subjective, que nous ne pouvons organiser une insurrection comme le dirent les blanquistes. Que signifient les « possibilités » ?

Qu'une société ne peut disparaître ? Tant que la société est capable de développer les forces productives et d'enrichir la nation, elle demeure forte et stable. Ce fut la condition de la société basée sur l'esclavage, sur la féodalité, et de la société capitaliste. Ici, nous arrivons à un point très intéressant que j'ai analysé précédemment dans mon introduction au *Manifeste communiste*. Marx et Engels attendirent une révolution pendant toute leur vie. Et surtout pendant les années 1848-1850, ils s'attendaient à une révolution sociale. Pourquoi ? Ils disaient que le système capitaliste était devenu un frein au développement des forces productives. Était-ce correct ? Oui et non. C'était juste dans le sens que si les ouvriers avaient été capables de satisfaire aux besoins du XIX<sup>e</sup> siècle et de prendre le pouvoir, le développement des forces productives aurait été plus rapide et la nation plus riche.

Mais étant donné que les ouvriers n'en furent pas capables, le système capitaliste demeura avec ses crises, etc. Pourtant, la ligne générale était ascendante. La dernière guerre de 1914-1918 fut le résultat de l'étroussure du marché mondial pour le développement des forces productives, et chaque nation tenta d'éliminer toutes les autres nations afin de s'emparer du marché mondial. Elles n'y réussirent pas, et maintenant nous voyons que la société capitaliste entre dans une nouvelle phase. Ils furent nombreux, ceux qui dirent que c'était le résultat de la guerre, mais la guerre est le résultat du fait que la société a épuisé ses possibilités. La guerre n'était que l'expression de l'incapacité d'une plus grande extension. Après la guerre, nous avons eu les crises historiques devenant de plus en plus aiguës. Le développement capitaliste fut partout caractérisé par la prospérité, puis par les crises, mais le nombre des crises et des périodes de prospérité augmentait. Au début de la guerre, nous voyons que le cycle des crises et des périodes de prospérité forme une ligne de déclin. Cela signifie que la société a totalement épuisé ses possibilités internes et doit être remplacée par une nouvelle société, ou alors l'ancienne société va à la barbarie, tout comme la civilisation de la Grèce et de Rome, après

avoir épuisé ses possibilités et ne pouvant être remplacée par une autre classe. »

Cette longue citation a le mérite de réaffirmer ce qui est à la base du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, « L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale » : le mode de production capitaliste n'est plus capable historiquement de développer les forces productives. Elle établit la différence entre l'époque où Marx et Engels vivaient et celle d'aujourd'hui. Alors, le capitalisme limitait relativement le développement des forces productives, toutefois sur une ligne ascendante de la civilisation humaine. Aujourd'hui, le capitalisme pourrait, détruit la civilisation humaine. La société bourgeoise va vers la barbarie tout comme y sont allées les vieilles sociétés grecque et romaine.

---

## 2 — TROIS ASPECTS DE LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE

---

Le « Programme de transition » est l'expression programmatique de la théorie de la révolution permanente ; il a le même fondement objectif. Rappelons une fois encore la célèbre préface française au livre « La Révolution permanente » :

« Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales, mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux. Les forces productives de la société capitaliste ont depuis longtemps dépassé les frontières nationales. La guerre impérialiste ne fut que la manifestation de ce fait (...). (*L'internationalisme des partis communistes*) repose sur la faillite de l'Etat national qui est une survivance et freine le développement des forces productives. »

Trotsky, dans l'introduction de son livre, présente les trois aspects de cette théorie :

« Les uns et les autres (réformistes et révolutionnaires formels) considéraient la démocratie et le socialisme, chez tous les peuples et dans tous les pays, comme deux étapes non seulement distinctes, mais même très écartées l'une de l'autre dans l'évolution sociale (...).

La théorie de la révolution permanente, renaissant en 1905, déclara la guerre à cet ordre d'idées et à ces dispositions d'esprit. Elle démontrait qu'à notre époque l'accomplissement des tâches démocratiques que se proposent les pays bourgeois arriérés les mène directement à la dictature du prolétariat, et que celle-ci met les tâches socialistes à l'ordre du jour. Toute l'idée fondamentale de la théorie était là. Tandis que l'opinion traditionnelle estimait que le chemin vers la dictature du prolétariat passe par une longue période de démocratie, la théorie de la révolution permanente proclamait que, pour les pays arriérés, le chemin vers la démocratie passe par la dictature du prolétariat. Par conséquent, la démocratie était considérée non comme une fin en soi qui devait durer des dizaines d'années, mais comme le prologue immédiat de la révolution socialiste, à laquelle la rattachait un lien indissoluble. De cette manière, on rendait permanent le développement révolutionnaire qui allait de la révolution démocratique jusqu'à la transformation socialiste de la société.

Sous son deuxième aspect, la théorie de la révolution permanente caractérise la révolution socialiste elle-même. Pendant une période dont la durée est indéterminée, tous les rapports sociaux se transforment au cours d'une lutte intérieure continue. La société ne fait que changer sans cesse de peau. Chaque phase de reconstruction découle directement de la précédente. Les événements qui se déroulent gardent par nécessité un caractère politique, parce qu'ils prennent la forme de chocs entre les différents groupements de la société en transformation. Les explosions de la guerre civile et des guerres extérieures alternent avec les périodes de réformes « pacifiques ». Les bouleversements dans l'économie, la technique, la science, la famille, les mœurs et les coutumes forment, en s'accomplis-

sant, des combinaisons et des rapports réciproques tellement complexes que la société ne peut pas arriver à un état d'équilibre. En cela se révèle le caractère permanent de la révolution socialiste elle-même.

Sous son troisième aspect, la théorie de la révolution permanente envisage le caractère international de la révolution socialiste, qui résulte de l'état présent de l'économie et de la structure sociale de l'humanité. L'internationalisme n'est pas un principe abstrait : il ne constitue que le reflet politique et théorique du caractère mondial de l'économie, du développement mondial des forces productives et de l'élan mondial de la lutte de classe. La révolution socialiste commence sur le terrain national, mais elle ne peut en rester là. La révolution prolétarienne ne peut être maintenue dans les cadres nationaux que sous forme de régime provisoire, même si celui-ci dure assez longtemps, comme le démontre l'exemple de l'Union soviétique. Dans le cas où existe une dictature prolétarienne isolée, les contradictions intérieures et extérieures augmentent inévitablement, en même temps que le succès. Si l'Etat prolétarien continuait à rester isolé, il succomberait à la fin, victime de ses contradictions. Son salut réside uniquement dans la victoire du prolétariat des pays avancés. De ce point de vue, la révolution nationale ne constitue pas un but en soi ; elle ne représente qu'un maillon de la chaîne internationale. La révolution internationale, malgré ses reculs et ses reflux provisoires, représente un processus permanent.

La campagne des épigones est menée, sans arriver cependant à avoir toujours le même degré de netteté, contre les trois aspects de la théorie de la révolution permanente. C'est tout naturel, car il s'agit de trois parties indissolublement liées et formant un tout. »

La clé de voûte de la théorie de la révolution permanente est l'actualité de la révolution prolétarienne mondiale, qui fait du prolétariat le chef de file de tout mouvement révolutionnaire, quel que soit son point de départ et sa forme immédiate. Il en est

ainsi en raison du fait qu'à l'échelle du monde entier, le mode de production capitaliste, la bourgeoisie comme classe sont devenus incapables de développer les forces productives, de faire progresser la civilisation humaine ; la vieille société ne peut plus que sombrer dans la barbarie.

---

### 3 — « NEO-CAPITALISME », « NEO-IMPERIALISME » ET THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE

---

Logiquement, les « théoriciens » du « néo-capitalisme », d'un nouvel et gigantesque développement des forces productives dans le cadre du mode de production capitaliste, devraient déclarer que le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale est caduc. Ils devraient ajouter que la théorie de la révolution permanente a été infirmée par le développement historique. En effet, si les forces productives continuent à se développer dans le cadre du mode de production capitaliste, c'est que la bourgeoisie n'a pas épuisé ses possibilités : la révolution prolétarienne mondiale n'est pas à l'ordre du jour. A moins de considérer que la révolution prolétarienne n'a pas comme cause fondamentale la contradiction entre le développement des forces productives — donc du prolétariat, principale force productive —, les rapports de production capitalistes et les limites étroites des frontières nationales. Dès lors, la rupture avec le marxisme est nette et ouverte. Mais il ne s'agit plus alors de la révolution prolétarienne.

L'éclectisme est une nécessité pour tous ceux qui se réclament du marxisme, en particulier de la IV<sup>e</sup> Internationale, de son programme, de la théorie de la révolution permanente, mais qui affirment en même temps que les forces productives ont, au cours des trois dernières décennies, connu, dans le cadre du mode de production capitaliste, un nouvel essor. Généralement, ils procèdent ainsi : ils cassent l'unité de la lutte mondiale des classes en trois secteurs « en interaction » les uns sur les autres : le secteur de la révolution sociale, le secteur

de la révolution politique, le secteur de la « révolution coloniale ». La théorie de la révolution permanente ne concernerait que le secteur de la « révolution coloniale ». Ainsi que la citation de Trotsky faite plus haut, extraite de l'introduction à son livre « La Révolution permanente », le montre, limiter l'application de la théorie de la révolution permanente aux pays économiquement arriérés, ex-coloniaux, ou semi-coloniaux, c'est la nier. Nous y reviendrons. Mais ceux-là mêmes qui affirment que cette théorie a été entièrement confirmée au cours des « révolutions coloniales » qui ont eu lieu depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, tout en divisant le monde en « trois secteurs de la révolution », mettent en cause ses fondements dans les pays économiquement arriérés, intégrés au système impérialiste. Se référant à la loi du développement inégal et combiné, ils affirment que certains pays coloniaux ou semi-coloniaux deviennent des puissances impérialistes, notamment le Brésil, l'Iran. Ils ne s'arrêtent pas en si bon chemin : les immenses revenus que les pays arabes producteurs de pétrole tirent de la vente du pétrole brut aboutiraient à des mutations économiques et sociales dans ces pays : les bourgeoisies arabes, surtout depuis 1974, deviendraient de plus en plus exportatrices de capitaux, lesquels seraient de plus en plus investis dans les grandes entreprises des pays impérialistes ; d'autre part, elles procéderaient à une rapide industrialisation de leur pays.

En d'autres termes, ces pays deviendraient également des pays « néo-impérialistes ». Cette thèse a l'avantage d'être en cohésion avec celle d'un nouvel essor des forces productives dans le cadre du mode de production capitaliste. Elle est complémentaire à celles qui affirment qu'en Europe, dans les limites de la CEE, se forme un capitalisme européen et que, toujours en fonction de la loi du développement inégal et combiné, les rapports de forces à l'intérieur du système impérialiste s'inversent au détriment de l'impérialisme US et en faveur des vieux impérialismes européens et de l'impérialisme japonais. Mais que devient alors la théorie de la révolution permanente ? Même sous sa forme étriquée, et fautive, de théorie de la révolution dans les pays colo-



niaux ou semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente n'a plus de base objective, puisque dans ces pays également, loin d'avoir épuisé ses possibilités, la bourgeoisie est capable de développer les forces productives.

---

#### 4 — LA LIGNE DE DEVELOPPEMENT DE LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE : PRISE DU POUVOIR PAR LE PROLETARIAT

---

La théorie de la révolution permanente, nous dit Trotsky, est revenue à l'ordre du jour à la veille de 1905. Cette date n'est pas fortuite : c'est celle de la première révolution russe, qui éclate au moment où l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, a pris corps, et où, avec la révolution russe de 1905, s'amorce l'époque de la révolution prolétarienne mondiale. Elle renaît à un niveau et à une dimension infiniment plus développés que lorsque Marx la formula dans la fameuse « Adresse à la Ligue des communistes » de 1850.

Dans cette adresse, Marx tirait les enseignements de la révolution de 1848 où, pour la première fois, le prolétariat avait posé en France sa candidature au pouvoir. Dans tous les pays où la révolution surgissait au cours de cette année 1848 : l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, l'Allemagne, la bourgeoisie renonçait à l'accomplissement des tâches démocratiques et nationales par ses propres moyens, à prendre directement le pouvoir et à l'exercer ; elle devait même renoncer à l'exercice direct du pouvoir en France, à la suite de l'insurrection du prolétariat parisien de juin 1848. De ce fait, les rapports politiques entre les classes étaient, tout au moins en Europe, radicalement modifiés. C'en était fini de l'époque des révolutions bourgeoises, le prolétariat combattait pour ses propres objectifs de classe. Il s'organisait comme classe. Il devenait le chef des masses populaires dans toute situation, crise, mouvement révolutionnaire, révolution.

Cependant, ainsi que Trotsky le rappelle dans ses commentaires sur le « Programme de transition », loin d'avoir épuisé ses possibilités entre 1850 et 1900, le capitalisme a donné une gigantesque impulsion aux forces productives, au développement de la civilisation humaine à l'échelle mondiale. De façon générale (l'exception de la Commune de Paris confirma la règle), la révolution n'était pas à l'ordre du jour. L'époque a été une époque d'organisation du prolétariat, de grandes luttes des classes, mais aboutissant à d'importantes réformes. La puissance économique et sociale de la bourgeoisie n'a fait que croître.

La théorie de la révolution permanente resurgit donc, mais sur une base nouvelle alors que s'amorçait, avec l'impérialisme stade suprême du capitalisme, l'époque de la révolution prolétarienne mondiale. La façon concrète dont elle fut élaborée, les discussions au travers desquelles elle fut développée à partir de 1924 par Trotsky masquent généralement sa portée universelle. C'est pour formuler les tâches des social-démocrates russes et les accomplir que Trotsky reprit en 1905 la théorie de la révolution permanente et la renoua.

En Russie, le développement capitaliste s'est effectué dans le cadre du pouvoir absolutiste, sans que les privilèges de l'aristocratie soient abolis, sans réforme agraire profonde, sur le terrain du vieil empire, prison des peuples, et de toute son arriération. En même temps, le capitalisme se développait en connection directe avec le capitalisme en Europe et dans les autres parties du monde. La Russie était un pays à la fois dépendant du capital étranger, et lui-même impérialiste. Très rapidement, le jeune capitalisme russe passait au stade suprême du capitalisme, au stade impérialiste, au stade du capitalisme pourrissant en même temps que le système dans son ensemble. La guerre russo-japonaise était une des premières guerres impérialistes.

Trotsky rappelle dans son livre « La Révolution permanente » ce qu'il écrivait à la suite de la révolution russe de 1905 :

« Notre bourgeoisie libérale agit d'une manière contre-révolutionnaire

avant même qu'on en soit au point culminant de la révolution. Aux moments critiques, notre démocratie intellectuelle ne fait que révéler son impuissance. La paysannerie est formée d'éléments révoltés que seule la force qui prendra le pouvoir d'Etat pourra mettre au service de la révolution.

(...) La position d'avant-garde que la classe ouvrière occupe dans la lutte révolutionnaire, le lien direct qui l'unit à la campagne révolutionnaire, l'influence qu'elle exerce sur l'armée, tout cela la pousse irrésistiblement au pouvoir. La victoire complète de la révolution signifie la victoire du prolétariat. Celle-ci signifie, à son tour, la permanence ultérieure de la révolution.

(...) Si le parti du prolétariat conquiert le pouvoir, il combattra pour ce pouvoir jusqu'au bout. La propagande et l'organisation, à la campagne en particulier, seront une arme pour le maintien et l'affermissement du pouvoir, tandis que le programme collectiviste en constituera une autre. Le collectivisme ne sera pas simplement le corollaire inévitable de la situation du parti au pouvoir : il deviendra le moyen de le maintenir avec l'appui du prolétariat.

(...) Nous connaissons l'exemple classique d'une révolution — écrivais-je en 1908 contre le menchevik Tcherevanine — où les conditions entraînant la domination de la bourgeoisie capitaliste avaient été préparées par la dictature terroriste des sans-culottes victorieux. C'était l'époque où la grande masse de la population des villes était formée par la petite bourgeoisie artisanale et commerçante qui suivait les jacobins. La grande masse de la population des villes russes d'aujourd'hui, c'est le prolétariat industriel. Cette analogie nous fait entrevoir la possibilité d'une situation historique telle que la victoire de la révolution « bourgeoise » ne soit réalisable qu'au moyen de la conquête du pouvoir révolutionnaire par le prolétariat. La révolution cessera-t-elle pour cela d'être bourgeoise ? Oui et non. Cela ne dépend pas des définitions formelles, mais du développement ultérieur des événements. Si le prolétariat était

renversé par la coalition des classes bourgeoises, y compris la paysannerie qu'il aurait lui-même libérée, la révolution se maintiendrait dans les cadres limités d'une révolution bourgeoise. Mais si le prolétariat sait et peut mettre en action tous les moyens de domination politique pour rompre les cadres nationaux de la révolution russe, celle-ci pourrait devenir le prologue de la révolution socialiste mondiale. Le tout est de savoir jusqu'à quelle étape pourrait aller la révolution russe, mais cette question n'admet bien entendu qu'une solution conditionnelle. Toutefois, une chose est absolument certaine : la définition pure et simple de la révolution russe comme révolution *bourgeoise* ne dit rien sur le caractère de son développement interne et ne signifie nullement que le prolétariat doit adapter sa tactique à la conduite de la démocratie bourgeoise en sa qualité d'unique prétendant légal au pouvoir d'Etat. » (Notre révolution, p. 172).

Ces extraits de texte ne laissent aucun doute sur la ligne de développement de la théorie de la révolution permanente.

---

## 5 — LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE ET LES « THESES D'AVRIL »

---

Pendant la révolution russe de 1917, les discussions sur la théorie de la révolution permanente ne se sont pas renouvelées : la question a été tranchée dans le langage de la lutte des classes, le prolétariat prenant le pouvoir sous la direction du Parti bolchevique. Mais en ce qui concerne le Parti bolchevique lui-même, la question a été tranchée par les « Thèses d'avril » de Lénine :

« Ce qu'il y a d'original dans la situation politique actuelle, c'est la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie, *par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat (souligné par nous)*, à sa deuxième étape qui doit

donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie.

(...) Expliquer aux masses que les soviets des députés ouvriers sont la *seule* forme possible de gouvernement révolutionnaire.

(...) Non à une république parlementaire — y retourner après les soviets des députés ouvriers serait un pas en arrière —, mais une République des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet. »

Tel est l'axe de la politique du Parti bolchevique que Lénine fait adopter en avril, qui liquide ce qu'il pouvait y avoir d'inconnues dans la formule qu'il avait utilisée jusqu'alors : « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », quelque peu elliptique.

Pour que nul doute n'existe, il précise dans un « Projet d'article ou de discours » à l'appui des « Thèses d'avril » :

« 1 — La faillite économique est imminente. *C'est pourquoi* éliminer la bourgeoisie serait une erreur.

(C'est une déduction bourgeoise. Plus la faillite est imminente, et plus il est urgent d'éliminer la bourgeoisie.)

2 — Le prolétariat est inorganisé, faible, inconscient. (Exact. C'est pourquoi tout le problème est de combattre les chefs *petits-bourgeois*, soi-disant social-démocrates (Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov) qui endorment les masses en leur prêchant la confiance dans la bourgeoisie.

Ne pas s'unir à ces petits-bourgeois (Tchkhéidzé, Stéklov, Tsérétéli), mais *démolir* cette social-démocratie qui conduit à sa perte la révolution prolétarienne.)

3 — A l'étape actuelle, la révolution est une révolution bourgeoise. Donc, pas d'« expérience socialiste ».

(Ce raisonnement est bourgeois d'un bout à l'autre. Personne ne parle d'une « expérience socialiste » : la thèse marxiste concrète veut que l'on tienne compte en ce moment non seulement des classes, mais aussi des institutions.)

Par leur phraséologie doucereuse, messieurs les étrangleurs de la révolution (Tchkhéidzé, Tsérétéli et Stéklov) tirent la révolution en arrière pour la faire *rétrograder* des soviets de députés ouvriers VERS le « pouvoir unique » de la bourgeoisie, vers une république parlementaire bourgeoise ordinaire.

En procédant avec intelligence et précaution, en éclairant les esprits, nous devons amener le prolétariat et les paysans pauvres à faire un pas *en avant*, de la « dualité du pouvoir » VERS le *pouvoir sans partage* des soviets des députés ouvriers, ce qui constitue précisément la Commune au sens où l'entendait Marx, au sens de l'expérience de 1871. La question n'est pas de savoir avec quelle rapidité il faut marcher, mais où il faut aller. La question n'est pas de savoir si les ouvriers sont prêts, mais à *quoi* et *comment* il faut les préparer.

Les manifestes et les appels du soviets des députés ouvriers sur la guerre, etc., ne sont qu'un bavardage petit-bourgeois creux et mensonger qui ne fait qu'endormir le peuple ; notre tâche est donc avant tout, je le répète, d'éclairer les esprits, de soustraire les masses à l'influence *bourgeoise* des Tchkhéidzé, Stéklov, Tsérétéli et consorts.

Le « jusqu'au-boutisme révolutionnaire » du soviets des députés ouvriers, c'est-à-dire de Tchkhéidzé, Tsérétéli et Stéklov, est un courant chauvin cent fois plus nuisible parce que dissimulé sous des phrases doucereuses, une *tentative* de réconcilier les masses avec le gouvernement révolutionnaire provisoire.

La masse obtuse, inconsciente, dupée par MM. Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov et Cie, ne comprend pas que la guerre est la continuation d'une politique, que les guerres sont menées *par les gouvernements*.

Il faut expliquer que le « peuple » ne peut faire cesser la guerre ou en modifier le caractère qu'en changeant le *caractère de classe* du gouvernement. »

(Écrit entre le 4 et le 12 avril 1917. Paru pour la première fois le 21 janvier 1933 dans le n° 21 de la Pravda.)

Comme chacun le sait, la Commune de Paris a été, selon Marx, « la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat ».

Le programme que Lénine développe est celui des tâches démocratiques — réforme agraire, question nationale —, celui de la paix immédiate, toutes tâches qui ne sont pas en elles-mêmes socialistes. Mais, écrit Lénine :

« Il faut absolument exiger et, autant que possible, réaliser par la voie révolutionnaire, des mesures comme la nationalisation du sol, de toutes les banques et de tous les syndicats capitalistes ou, tout au moins, un *contrôle immédiat* des soviets des députés ouvriers et autres sur ces établissements, mesures qui n'ont rien à voir avec l'« introduction du socialisme ». Sans ces mesures qui ne constituent que les premiers pas vers le socialisme et sont parfaitement réalisables du point de vue économique, il est impossible de guérir les blessures causées par la guerre et de conjurer la catastrophe imminente. » (Les Tâches du prolétariat dans notre révolution, 10 avril 1917).

En effet, ce n'est pas là « introduire le socialisme », car le socialisme c'est tout autre chose, mais c'est faire d'importantes atteintes à la propriété privée des moyens de production, c'est entamer largement l'expropriation du capital, et en conséquence faire « les premiers pas vers le socialisme ».

Enfin, pour Lénine, évidemment, la révolution russe était le premier maillon de la chaîne des révolutions prolétariennes qui constituent la révolution prolétarienne mondiale.

Toute la trame de la théorie de la révolution permanente est reprise ici, exprimée en termes de tâches politiques que le Parti bolchevique doit accomplir et dont le moment décisif sera la révolution d'Octobre, la prise du pouvoir, qui instaureront le pouvoir des soviets, la dictature du prolétariat.

Reprenant en pratique la théorie de la révolution permanente, Lénine l'enrichissait de ce qui est sans doute son apport spécifique à la théorie et à la pratique de la révolution prolétarienne :

— il lui donnait une base objective nouvelle en la situant par rapport à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, époque du capitalisme pourrissant, réaction sur toute la ligne ;

— il la débarrassait de tout objectivisme en y introduisant la nécessité du parti et de l'Internationale comme facteur actif et finalement décisif du processus de la révolution prolétarienne.

---

## 6 — LA PREMIERE PERIODE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE ET LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE

---

Les discussions sur la théorie de la révolution permanente ont rebondi à partir de l'année 1924 à l'intérieur du Parti bolchevique. Elles étaient inséparables de la lutte entre la bureaucratie naissante, s'affirmant, prenant conscience d'elle-même, de ses intérêts particuliers de couche sociale privilégiée de nature petite-bourgeoise, et l'aile du Parti bolchevique fidèle au prolétariat, à la tradition bolchevique, à la révolution prolétarienne mondiale. Les deux pôles opposés s'exprimaient sur le plan théorique, l'un dans la pseudo-« théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays », l'autre par la théorie de la révolution permanente. C'est dans le cours de cette polémique que Trotsky a intégré l'apport spécifique de Lénine à la théorie révolutionnaire — l'impérialisme stade suprême du capitalisme, le rôle indispensable du facteur subjectif, le parti et l'Internationale.

Toute la période s'étendant entre la révolution d'Octobre et la veille de la Deuxième Guerre mondiale devient la substance politique qui donne à la théorie de la révolution permanente toute sa dimension, toute son ampleur de théorie de la révolution prolétarienne mondiale (comme elle permet d'élaborer, dans toute sa dimension et son ampleur, son expression programmatique : le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, « L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale »). En effet, au cours

de cette période, tous les problèmes de la révolution prolétarienne mondiale se sont posés sur le terrain de la lutte des classes.

— de la première vague de la révolution prolétarienne mondiale (qui voit la victoire de la révolution russe et la défaite de la révolution allemande de 1918-1919, de la révolution hongroise, des mouvements révolutionnaires en Autriche, en Italie, etc.) à de multiples situations ou crises révolutionnaires (en Allemagne en 1923, en Bulgarie, en Angleterre), à la révolution dans un pays semi-colonial, la Chine, se terminant toutes par des défaites, l'écrasement du prolétariat allemand et de ses organisations en 1933 sous la botte nazie, du prolétariat autrichien et de ses organisations en 1934 sous les coups du chancelier cléricalo-fasciste Dollfuss, à la crise révolutionnaire de 1936 en France, à la révolution espagnole et à leurs défaites ;

— de la constitution définitive du Parti bolchevique dirigeant le prolétariat russe à la prise du pouvoir, à la lutte pour la III<sup>e</sup> Internationale, sa proclamation, du combat politique pour la formation au sein de la III<sup>e</sup> Internationale d'authentiques partis communistes à leur construction dans la lutte des classes face à la II<sup>e</sup> Internationale et aux partis social-démocrates ;

— de la dégénérescence du Parti bolchevique, de l'Etat ouvrier de l'URSS, de l'affirmation d'une bureaucratie du Kremlin, bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire, à la transformation de la III<sup>e</sup> Internationale en un instrument international de cette bureaucratie, obstacle supplémentaire et majeur à la révolution prolétarienne ;

— de la faillite de la démocratie parlementaire à l'irruption du fascisme, dont le nazisme a été la forme la plus pure.

Tous ces éléments sont l'expression concrète de la lutte mondiale des classes, dont les protagonistes essentiels sont le prolétariat et la bourgeoisie. Le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale s'intitule « L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale ». Pourtant, il est le programme de la révolution sociale,

aussi bien dans les pays capitalistes impérialistes que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, et de la révolution politique devenue indispensable en URSS contre la bureaucratie parasitaire. Ce titre n'est pas fortuit, pas plus que ne l'est le sous-titre : « La mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir. »

---

## 7 — L'« AGONIE DU CAPITALISME » ET LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE

---

En d'autres termes, l'époque historique que nous vivons est entièrement celle où tous les développements mondiaux, nationaux, locaux, sont l'expression de l'agonie du capitalisme d'une part, et de la révolution prolétarienne comme solution positive de cette agonie, aussi bien dans les pays capitalistes impérialistes, coloniaux, semi-coloniaux, qu'en URSS, où le capitalisme a été exproprié par une révolution victorieuse mais où le prolétariat a perdu le pouvoir au profit d'une bureaucratie, avant-garde et forme particulière de la contre-révolution bourgeoise. Et la théorie de la révolution permanente est la théorie des rapports entre les classes, des rapports politiques qui se développent au cours de cette époque historique. La révolution prolétarienne dans chaque pays, la révolution prolétarienne mondiale, n'est pas un acte unique, mais un affrontement s'étendant sur toute cette période historique. Y compris dans les premiers pays où le prolétariat a pris le pouvoir, la prise du pouvoir n'était que le commencement de la révolution prolétarienne (voir le deuxième aspect de la théorie de la révolution permanente). Tous ces développements, ces mutations dont parle Trotsky, sont évidemment, de façon active, liés organiquement aux développements de la lutte des classes mondiale. En tout état de cause, la société socialiste est celle où commencent à dépérir les normes et les rapports bourgeois (les normes de répartition bourgeoises évidemment, mais qui impliquent le dépérissement de la loi de la valeur), où commencent à dis-

paraître les différenciations sociales et nationales, donc les contradictions sociales et nationales, à dépérir toutes les superstructures politiques (Etats, partis). Tant que ce stade n'est pas atteint, la révolution prolétarienne n'est pas terminée, elle se poursuit en permanence. Il faut se reporter à la critique faite par Marx du « Programme de Gotha » :

« Ce sont là (le maintien sous une certaine forme des droits, des normes, des rapports bourgeois) des inconvénients inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle est sortie de la société capitaliste après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être à un plus haut niveau que l'état économique et que le degré de la mobilisation sociale qui y correspond. »

Pour en arriver à ce stade, tous les acquis de la société bourgeoise doivent être dépassés et libérés des contradictions qui, à l'époque de l'impérialisme, non seulement les limitent, mais les remettent en cause : contradiction entre le caractère social de la production et la propriété privée des moyens de production, l'étroitesse des frontières nationales. Trotsky le dit expressément : « La société socialiste devrait représenter, au point de vue production et technique, un stade plus élevé que le capitalisme », donc une nouvelle division internationale du travail, une productivité infiniment supérieure, qui ne peuvent être réalisées qu'à la suite de l'expropriation du capital à l'échelle mondiale.

Toute société où le capital a été exproprié (dans un ou plusieurs pays) doit être considérée, tant que le capital n'a pas été mondialement exproprié, comme une transition entre le capitalisme et le socialisme, là même où le prolétariat a le pouvoir. Il s'ensuit qu'en tout état de cause elle a à résoudre des contradictions sociales et politiques qui procèdent de la société bourgeoise à un stade donné, dans des rapports spécifiques donnés sur le plan national ou multinational, mais qui sont indissolublement liés à ceux qui résultent de la société capitaliste pourrissante et qui sont exacerbés par les immenses pressions (économiques, politiques, sociales, militaires) que

l'impérialisme exerce. Ces contradictions ne peuvent absolument pas être résolues une fois pour toutes dans ce cadre, elle sont récurrentes, elles ne cessent de renaître et de se manifester d'une façon ou d'une autre, tant que la société bourgeoise n'est pas mondialement vaincue. Il s'ensuit que là même où le prolétariat a pris le pouvoir, en dernière analyse, les Etats ouvriers sont des bastions du prolétariat mondial, sur lesquels il s'appuie dans sa lutte contre la société bourgeoise pour en finir mondialement avec elle. Mais ce sont des facteurs actifs de cette lutte. Est décisif le renforcement économique, social, politique du prolétariat. C'est ainsi que les contradictions de toutes sortes peuvent être limitées, réduites. Mais obligatoirement le pouvoir du prolétariat, les nouveaux rapports de production y sont constamment menacés, remis en cause, en fonction des rapports entre les classes dans ces pays et sur l'arène mondiale.

Le développement concret de la lutte des classes a montré comment, dans un pays (URSS) où le prolétariat avait pris le pouvoir, la lutte des classes pouvait dans certaines conditions (arriération économique, isolement) se développer de façon particulière, aboutir à la naissance et à l'affirmation d'une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire, chassant du pouvoir politique le prolétariat, sans que toutes ses conquêtes (rapports de production) soient démantelées et détruites, bien qu'elles soient obligatoirement altérées. La réaction bourgeoise s'y est développée sous de multiples aspects : dictature politique sur le prolétariat, suppression de toutes les libertés et de tous les droits d'organisation, oppression sociale et nationale. Les répercussions du point de vue de l'organisation politique du prolétariat mondial et donc de la lutte mondiale des classes sont immenses. Une combinaison originale de la lutte des classes existe. Le prolétariat, à la tête des masses opprimées, doit reconquérir les libertés démocratiques, rétablir les droits nationaux, dans le combat pour chasser la bureaucratie, reconquérir le pouvoir politique et reprendre le contrôle des rapports de production. Cette lutte de classe étant bien entendu une composante déterminée et un facteur de la lutte mondiale des classes.

L'« agonie du capitalisme », combinée à l'action contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, à la dégénérescence de la III<sup>e</sup> Internationale transformée en instrument de la bureaucratie du Kremlin, a eu comme conséquence la constitution d'Etats ouvriers bureaucratiques dès leur origine, la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux, avec tous les problèmes que cela pose.

Le développement des forces productives que l'expropriation du capital a permis ne fait qu'accentuer la nécessité qu'elles soient libérées des déformations bureaucratiques, de la dictature bureaucratique et qu'elles s'intègrent à une nouvelle division internationale du travail, sur une base nouvelle qui exige l'expropriation mondiale du capital, c'est-à-dire la prise du pouvoir politique par le prolétariat de tous les pays. C'est ainsi que les thèses 9 et 10 de la théorie de la révolution permanente se sont concrétisées.

Nous en revenons à la question décisive qui commande la théorie de la révolution permanente et le « Programme de transition » : l'époque actuelle est celle de l'« agonie du capitalisme », celle où « la société bourgeoise a totalement épuisé ses possibilités internes, et doit être remplacée par une nouvelle société, ou alors l'ancienne société va à la barbarie tout comme la civilisation de la Grèce et de Rome après avoir épuisé ses possibilités et ne pouvant être remplacée par une autre classe », l'arène du conflit restant jusqu'à l'issue finale l'arène mondiale incluant les pays où le capital a été exproprié.

Si donc le capitalisme (le néo-capitalisme) a au cours des dernières décennies été capable d'impulser un nouveau développement des forces productives, de faire accomplir à la civilisation humaine de nouveaux pas en avant, alors, tout comme le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, la théorie de la révolution permanente doit être considérée comme caduque.

Qu'en est-il ?

Ici, les camarades auront à se reporter à tout ce que l'OCI a écrit à ce sujet : articles de Gérard Bloch dans « La Vérité », textes internationaux.

## 8 — EXPRESSIONS MULTIPLES DU POURRISEMENT DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Aussi, nous rappelons simplement les grands traits qui montrent que, malgré un important développement de la production, des moyens de production, la reconstitution d'une division et d'un marché internationaux, une certaine accumulation du capital, il ne s'agit pas du développement des forces productives, de nouveaux pas en avant de la civilisation humaine :

— le moteur de la production est un gigantesque parasitisme (crédits de guerre, économie d'armement permanente, marchés artificiellement créés) ;

— la crise du système monétaire international, l'inflation gigantesque, les montagnes de capital fictif témoignent d'un pourrissement en profondeur du mode de production capitaliste ;

— l'aboutissement, c'est une crise rampante qui amène à une crise aiguë disloquant la division internationale du travail et le marché mondial.

Mais il y a d'autres aspects :

— crise de toutes les valeurs bourgeoises, de la culture, de la civilisation ;

— crises politiques de la bourgeoisie et de tous ses systèmes de domination.

Si on considère la période ascendante du capitalisme, son développement en Angleterre par exemple accompagne et impulse le développement du capitalisme dans les autres pays d'Europe, aux USA. Sans doute, aucune des économies nationales n'est indépendante du développement capitaliste international et de la division internationale du travail, qui elle aussi se développe. Mais, là même où la révolution bourgeoise n'a pas eu lieu, se constituent des unités économiques et des relations sociales et politiques relativement équilibrées, stables et ayant un degré important d'homogénéité, en Europe et aux USA. Le capitalisme impulse la constitution de

nations indépendantes. Bien entendu, la constitution de nations indépendantes ne signifie nullement que l'oppression nationale disparaît : tout mode de production fondé sur l'exploitation entraîne l'oppression nationale. A l'époque impérialiste, le développement capitaliste n'aboutit plus à la constitution d'unités économiques, à l'institution de relations sociales et politiques relativement stables, à la formation de nations indépendantes relativement homogènes.

La Russie et l'empire russe de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle fournissent un premier exemple de la modification de ces processus. L'impétueux développement capitaliste bouleverse les structures économiques et sociales, mine les structures politiques, sans établir de nouvelles bases économiques, sociales et politiques stables (voir ce qu'écrivit Trotsky dans « 1905 » et l'introduction à son « Histoire de la révolution russe »). La Russie, déstabilisée économiquement, socialement, politiquement, est entraînée dans le tourbillon de la première gigantesque crise du système impérialiste, la Première Guerre mondiale, après avoir été l'un des acteurs d'une des premières guerres impérialistes, la guerre russo-japonaise.

Pourtant, la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle restent encore une période où le capital est en transition entre l'époque libérale et l'époque impérialiste. Mais un des aspects les plus importants qui montrent que la période actuelle est celle, si l'on peut parler ainsi, où l'impérialisme atteint sa plénitude réactionnaire sur toute la ligne, ce sont les rapports que l'impérialisme institue et développe dans les pays économiquement arriérés, alors même qu'il s'y produit un développement économique important, une certaine industrialisation. En aucun cas, ce développement économique, éventuellement cette industrialisation, ne correspondent aux besoins nationaux, mais toujours à ceux du système impérialiste, c'est-à-dire des grandes puissances impérialistes. Les pays d'Amérique latine, principalement le Brésil, l'Argentine, le Mexique, sont significatifs à cet égard. Le Brésil par exemple est un pur et simple relais des moyens de production des grands monopoles, américains principale-

ment, mais également allemands, japonais, etc. L'économie du Brésil est complètement satellisée par rapport à celles des grandes puissances impérialistes : non seulement l'industrie, mais l'agriculture, le commerce, etc. La dépendance par rapport à l'impérialisme se marque naturellement par la fantastique dette extérieure (plus de 30 milliards de dollars). L'économie brésilienne est une base des grandes firmes impérialistes pour l'Amérique latine dans son ensemble, et l'Afrique. Par rapport à l'ensemble du pays et à ses besoins, ce développement est parasitaire. Toute l'économie du Brésil (donc de millions de producteurs) dépend cependant du fonctionnement d'ensemble du système impérialiste.

Le phénomène est non moins évident en ce qui concerne les pays dont la « propriété » économique dépend de la production de matières premières, et en premier lieu du pétrole : Venezuela en Amérique latine, Iran, pays arabes, etc.

Le développement économique (là où il se produit) bouleverse toutes les anciennes structures économiques, sociales et politiques de ces pays, sans en constituer de nouvelles qui soient stables. Il déstabilise et décompose l'ancienne société, sans en constituer une nouvelle saine et stable. Mais, en outre, dans la plupart des cas, la subordination à l'impérialisme, sans susciter de développement économique considérable, n'en pourrait pas moins toutes les anciennes structures économiques, sociales et politiques stables : le plus grand nombre des pays d'Amérique latine, l'Afrique, l'ensemble des pays d'Asie, l'Inde, etc. Le pourrissement du système impérialiste se mesure plus facilement dans ces pays. Il atteint un tel degré qu'après l'effondrement de la société chinoise pendant la guerre et à la fin de celle-ci, qu'après celui du Vietnam, d'autres secteurs du système impérialiste peuvent se disloquer, s'effondrer d'une façon ou d'une autre. L'Iran est un nouvel exemple de tels effondrements, qui en annonce d'autres.

Bien entendu, dans aucun de ces pays le développement du mode de production capitaliste au stade impérialiste n'est capable de régler les problèmes qu'il a réglés à son époque



ascendante dans les principaux pays d'Europe et aux USA ; mais encore accentue-t-il les problèmes là où ils n'ont pas été réglés ; exemples : l'Espagne, l'Irlande, la question nationale.

Le pourrissement de l'impérialisme et les conséquences de ce pourrissement se manifestent dans l'impact qu'ils exercent sur l'économie des pays où pourtant le capital a été exproprié, en entraînant par exemple la course aux armements, qui, conjuguée à la coupure de la division internationale du travail, au gaspillage et aux impasses consécutifs à la gestion de la société par et pour les bureaucraties parasitaires, amène à un gaspillage inouï des ressources et de la production dans ces pays.

La combinaison concrète de la défense du capitalisme pourrissant, du maintien du système impérialiste conjointement à l'existence et au rôle des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires (qui en dernière analyse procèdent de la bourgeoisie mondiale à son stade actuel) a amené des reculs historiques considérables : division de l'Allemagne et de l'Europe en deux par exemple. L'expropriation du capital en Europe de l'Est, en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, au Cambodge, au Laos, en Corée du Nord, à Cuba (qui pose des questions particulières), mais sans que le prolétariat prenne le pouvoir, n'a pas permis que soient réglées des questions historiques fondamentales comme l'unité et l'indépendance nationales. Tout au contraire, l'existence de bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires y a multiplié et renforcé ces questions — en URSS également évidemment. De même, l'existence de ces bureaucraties oppressives, monopolisant le pouvoir politique, qui ont détruit toute organisation indépendante de classe du prolétariat, met au premier plan les questions de la démocratie, des libertés dans et pour la lutte contre ces bureaucraties, et cela s'identifie à la lutte pour la défense de l'URSS et des pays où le capital a été exproprié, contre l'impérialisme.

A ce tableau, il faut ajouter la tendance dans les pays capitalistes à remettre en cause les libertés démocra-

tiques, les droits d'organisation et politiques conquis, à instaurer des régimes bonapartistes, éventuellement fascistes.

Telles sont quelques-unes des conséquences directes ou indirectes du maintien du régime capitaliste, à son stade pourrissant, au stade de l'impérialisme, conséquences qui nous permettent assurément de conclure que le capitalisme n'est plus capable de développer les forces productives, ou, comme le dit encore Trotsky, qu'il n'est plus capable de développer la civilisation humaine.

---

## 9 — IL FAUT OPPOSER LES OUVRIERS A LA « BOURGEOISIE NATIONALE »

---

Le retard de la révolution prolétarienne mondiale à triompher décisivement dans les bastions impérialistes et le fait que dans les pays où le capital a été exproprié le prolétariat ait, soit perdu le pouvoir, soit ne l'ait jamais pris (ce sont deux aspects d'un même problème), loin de distendre l'unité mondiale de la lutte des classes, de tous les rapports mondiaux, n'ont fait que les rendre plus étroits et directs ; la texture de la lutte mondiale des classes est infiniment plus serrée. Bien entendu en ce qui concerne ses différentes expressions sociales (pays impérialistes et soumis à l'impérialisme), mais aussi entre la révolution sociale dans les pays capitalistes et la révolution politique nécessaire pour chasser les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, restaurer ou instaurer la dictature du prolétariat (deux expressions de la révolution prolétarienne mondiale).

Il importe de souligner qu'il s'agit d'une unité organique, donc différenciée. Mais le retard de la révolution prolétarienne, le pourrissement de l'impérialisme et ses conséquences directes et induites, ont renforcé la liaison entre la lutte pour les libertés démocratiques, les questions nationales et la révolution prolétarienne dans tous les pays où ces questions n'ont jamais été réglées. Il a fait resurgir des problèmes de cette nature antérieurement réglés dans les pays capitalistes

avancés, et il a lié très étroitement les revendications démocratiques et nationales à la révolution politique dans les pays où le capital a été exproprié (en Europe de l'Est, en URSS, en Chine, en Indochine). Néanmoins, il n'y a pas de calque. Rappelons ce que Trotsky expliquait :

« Pour démontrer d'une manière évidente une des plus grosses erreurs théoriques qui sont à la base de la conception d'un socialisme national, nous ne pouvons trouver mieux qu'une citation d'un discours de Staline, publié récemment et consacré aux problèmes intérieurs du communisme américain.

« Il serait erroné, dit Staline, en se prononçant contre une des fractions américaines, de ne pas tenir compte des traits spécifiques du capitalisme américain. Le parti communiste doit en tenir compte dans son activité. Mais il serait encore plus erroné de fonder l'activité du parti sur ces traits spécifiques, car l'activité de tout parti communiste, y compris le parti américain, doit se fonder non sur les traits du capitalisme propres à un pays particulier, mais bien sur les traits généraux du capitalisme qui, dans l'ensemble, sont toujours les mêmes dans tous les pays. C'est en cela que réside l'internationalisme des partis communistes. Les traits particuliers ne constituent qu'un supplément aux traits généraux (Le Bolchevik n° 1, 1930, p. 8. C'est moi qui souligne).

Ces lignes sont d'une clarté absolue. Voulant exposer les motifs économiques de l'internationalisme, Staline ne fait, en réalité, que motiver le socialisme national. Il n'est pas vrai que l'économie mondiale ne représente que la simple somme de fractions nationales similaires. Il n'est pas vrai que les traits spécifiques ne soient qu'un « supplément aux traits généraux », une sorte de verrue sur la figure. En réalité les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. Cette originalité peut déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues années. Il suffit de rappeler que le prolétariat d'un pays arriéré a conquis le pouvoir bien avant ceux des pays avancés. Cette simple leçon historique démontre

que, contrairement aux affirmations de Staline, il serait tout à fait erroné de fonder l'activité des partis communistes sur quelques traits généraux, c'est-à-dire sur un type abstrait de capitalisme national. Il n'est pas du tout vrai que « l'internationalisme des partis communistes » se fonde sur cela. En réalité, il repose sur la faillite de l'Etat national, qui est une survivance et qui freine le développement des forces productives. On ne peut ni réorganiser ni même comprendre le capitalisme national si on ne l'envisage pas comme une partie de l'économie mondiale. »

C'est ainsi que, dans les pays où les réformes démocratiques comme la révolution agraire n'ont pas eu lieu, où se pose la question de l'unité et de l'indépendance nationales contre l'impérialisme, il appartient au prolétariat de se mettre à la tête des masses pour réaliser ces réformes, pour conquérir l'unité et l'indépendance nationales. Ignorer ces revendications, ces objectifs des plus larges masses, c'est isoler le prolétariat et inéluctablement assurer sa défaite.

Mais le problème est de savoir si le schéma des révolutions bourgeoises est applicable à ces pays à l'époque de l'impérialisme, de savoir qui peut atteindre ces objectifs, et comment. Le « Programme de transition », « L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale », formule positivement les réponses (se reporter au paragraphe « Les pays arriérés et le programme des revendications transitoires »).

« Il faut opposer les ouvriers à la « bourgeoisie nationale » », est-il écrit dans cette partie du « Programme de transition ». Certes, cela ne veut pas dire que la « bourgeoisie nationale » ne peut en aucun cas osciller, mais, bien sûr, ces oscillations se situent dans le cadre de la défense du mode de production capitaliste. Les limites de ces oscillations sont d'autant plus étroites que cette « bourgeoisie nationale » est elle-même faible, que l'économie du pays est plus profondément pénétrée et étroitement subordonnée à l'impérialisme, que l'actualité de la révolution mondiale se précise, que l'impérialisme se décompose : cf. Iran, Brésil.

## 10 — MOTS D'ORDRE DEMOCRATIQUES ET REVOLUTIONS PROLETARIENNES

Au cours de ces dernières années, la stratégie de la révolution prolétarienne dans les pays dépendant de l'impérialisme a eu une éclatante illustration au Pérou : la combinaison des mots d'ordre démocratiques et la mobilisation révolutionnaire au Pérou — mot d'ordre d'Assemblée constituante — Assemblées populaires (cf. collection d'« IO »).

Il n'y a aucun automatisme. Tout dépend des relations concrètes entre les classes, de l'histoire politique concrète du pays.

En Espagne, pays impérialiste lui-même, les mots d'ordre d'Assemblée constituante, de République, d'indépendance des nationalités (basque, catalane) sont au centre du combat contre l'Etat monarcho-franquiste (cf. articles « La Vérité » et « IO »).

Les mots d'ordre politiques dépendent très étroitement, non seulement des problèmes historiques à résoudre, mais de l'histoire politique des différents pays, de l'expérience politique des masses. En aucun cas, ce ne sont des formules magiques à appliquer automatiquement. De ce point de vue, l'étude de l'article de Trotsky « Fascisme et mots d'ordre démocratiques » (« Œuvres » en français - Tome 1) est de la plus haute importance. Extrayons cette citation :

« La dictature de Hitler a surgi directement de la Constitution de Weimar. Les représentants de la petite bourgeoisie lui ont, de leurs propres mains, donné mandat pour sa dictature. Si l'on admet un développement très favorable et très rapide de la crise du fascisme, alors la revendication de la convocation du Reichstag, y compris tous les députés exclus, pourra à un certain moment unir les ouvriers et les couches les plus larges de la petite bourgeoisie. Si la crise devait éclater plus tard, et que le souvenir même du Reichstag ait eu le temps de s'effacer, le mot d'ordre de nouvelles élections pourrait avoir

une grande popularité. Nous ne disons pas que le développement se fera forcément sur cette voie. Il suffit qu'elle soit possible. Se lier les mains par rapport à des mots d'ordre démocratiques de transition qui peuvent être imposés par nos alliés petits-bourgeois et par des couches arriérées du prolétariat lui-même serait un doctrinarisme puriste. »

Trotsky n'exclut pas la possibilité de lancer le mot d'ordre d'Assemblée nationale ou constituante à une étape déterminée de la lutte contre le fascisme. Pourtant, le paragraphe du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale « Le programme des revendications transitoires dans les pays fascistes » (s'y reporter) précise :

« Dès que le mouvement prendra un quelconque caractère de masse, les mots d'ordre transitoires se mêleront aux mots d'ordre démocratiques : les comités d'usine surgiront, il faut le penser, avant que les vieux bonzes se soient mis, de leurs bureaux, à l'édification de syndicats ; les soviets couvriront l'Allemagne avant que soit réunie à Weimar une nouvelle Assemblée constituante. Il en sera de même pour l'Italie et les autres pays totalitaires et semi-totalitaires. »

Au contraire de ce que peuvent penser les idéologues petits-bourgeois, les observateurs superficiels, c'est bien cette voie que les masses prolétariennes s'ouvraient en Allemagne comme en Italie : les conseils, les comités d'usine surgissaient. L'occupation de l'Italie et de l'Allemagne, la division de l'Allemagne, l'action du PCI en Italie, la répression féroce de la bureaucratie du Kremlin en particulier et des puissances impérialistes ont bouché cette voie au prolétariat.

Il n'en reste pas moins qu'il appartient au prolétariat, y compris dans les pays impérialistes dominants, de se saisir des mots d'ordre démocratiques, y compris du mot d'ordre de république dans les pays où trône toujours une vieille dynastie, et bien sûr de toutes limitations aux libertés démocratiques dans les pays où le régime bonapartiste agonisant, fût-il bâtard, les met en cause ou s'efforce de les vider

de leur contenu (cf. en France : à bas cette Assemblée nationale, couverture du régime, dont la majorité est minoritaire dans le pays — sans pour autant formuler le mot d'ordre d'une Assemblée constituante et souveraine).

Ainsi qu'il a déjà été expliqué plus haut, dans les pays où le capital a été exproprié, la question des libertés, celle de l'indépendance nationale, sont de puissants leviers révolutionnaires. On ne peut exclure que des Assemblées formellement parlementaires élues au suffrage universel se constituent. Pourtant, il faut signaler que, les rapports entre les classes étant ce qu'ils sont, probablement ces « Parlements » seront plus parents de la Commune de Paris que de Parlements bourgeois.

(Du point de vue de la révolution allemande et européenne, une place particulière doit être réservée à la question de l'unité de l'Allemagne : cf. articles dans « La Vérité ».)

---

## 11 — INVARIABLEMENT, UNE SEULE ET MEME CONCLUSION : LA CONQUETE DU POUVOIR PAR LE PROLETARIAT

---

Ce qui est caractéristique de la période, c'est que les réformes démocratiques, l'indépendance nationale dans les pays économiquement arriérés, intégrés et soumis à l'impérialisme, ne peuvent être réalisées que par l'expropriation de l'impérialisme et de l'essentiel du capital. Ainsi donc, non seulement la corrélation des rapports politiques entre les classes exige que ce soit le prolétariat qui dirige la révolution, prenne le pouvoir pour que se réalisent les réformes démocratiques et l'indépendance nationale (et de toute façon le prolétariat prenant le pouvoir ne peut que satisfaire ses revendications spécifiques d'expropriation du capital), mais la réalisation des tâches démocratiques et nationales l'exige. De même, dans les pays où le capital a été exproprié, les libertés démocratiques et les droits nationaux ne peuvent être conquis que par le renversement de la bureaucratie parasitaire et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Contre la montée de la révolution dans les pays économiquement arriérés dépendant de l'impérialisme, les staliniens ont dressé la « théorie » de la révolution par étapes. La première de ces étapes serait celle de la démocratie bourgeoise et de l'indépendance nationale, acquises dans un processus politique et social comparable aux révolutions bourgeoises classiques d'avant 1848. Des variantes multiples de ces conceptions existent, qui confient à la « bourgeoisie nationale », ou encore à des régimes petits-bourgeois nationalistes, militaires ou autres, le soin de réaliser les réformes démocratiques et d'assurer l'indépendance et l'unité nationales. Cette « théorie » est complémentaire de celle sur « la construction du socialisme dans un seul pays ». La première application de cette « théorie » s'est faite au cours de la révolution chinoise de 1926-1927, où le PCC et le prolétariat ont été, au nom du bloc des quatre classes, la bourgeoisie nationale, la paysannerie, la petite-bourgeoisie, le prolétariat, subordonnés à la « bourgeoisie nationale » et au Kuomintang de Tchang Kaï-chek. L'issue a été l'écrasement des masses sous les bottes de Tchang Kaï-chek et du Kuomintang : la « bourgeoisie nationale » affirmait ainsi son lien indissoluble avec l'impérialisme, contre le prolétariat et les masses exploitées. Ce n'était qu'une première mouture de multiples fronts nationaux ou autres formes de subordination du prolétariat et des masses exploitées à la « bourgeoisie nationale ». La même pratique politique devait être utilisée sous l'appellation de Fronts populaires en France et en Espagne. Cette fois, « théoriquement », il s'agissait, au nom de la défense de la démocratie contre le fascisme, de subordonner le prolétariat à l'aile « démocratique », ou réputée telle, de la bourgeoisie au pouvoir. La dernière version de Front populaire avoué est celle qui a existé au Chili sous le nom de l'« Unité populaire ».

La pratique politique cynique de soumission du prolétariat à la bourgeoisie se termine toujours par de terribles et écrasantes défaites du prolétariat, justifiant l'appréciation du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale : « Les Fronts populaires sont avec le fascisme la dernière res-

source de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne. »

Toute la théorie de la révolution permanente a son aboutissement dans ce qui est au centre du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale : « Un système de revendications transitoires (incluant les revendications démocratiques et nationales) partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière, et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat », le gouvernement ouvrier et paysan assurant la transition vers l'établissement de la dictature du prolétariat. Chaque revendication exprime les besoins objectifs des masses, vise à leur organisation sur leur propre plan, sous la direction du prolétariat, pour aboutir à la prise du pouvoir, au gouvernement ouvrier et paysan, à la dictature du prolétariat.

Mais la révolution prolétarienne, si elle commence sur le terrain national, est par nature mondiale. Le système des revendications, y compris des revendications nationales, est inséparable d'objectifs internationaux concrets et positifs, qui leur donnent leur pleine dimension. C'est ainsi par exemple que les mots d'ordre de l'unité de l'Allemagne, du droit des peuples à l'Est et à l'Ouest de disposer d'eux-mêmes, sont inséparables de la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. Sans indépendance nationale et respect des droits nationaux des peuples, les Etats-Unis socialistes d'Europe sont impossibles. Sans que se réalisent les Etats-Unis socialistes d'Europe, le respect de l'indépen-

dance nationale et des droits nationaux de chaque peuple est impossible. La lutte pour les libertés démocratiques, dont les droits nationaux en fin de compte font partie, à l'Ouest et à l'Est de l'Europe, rejoint directement la lutte pour la révolution prolétarienne à l'Ouest et à l'Est, la formation de gouvernements ouvriers et paysans, la réalisation de la dictature du prolétariat dans chaque pays. Elle a un caractère internationaliste.

---

## 12 — LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE N'EST PAS OBJECTIVISTE

---

La théorie de la révolution permanente n'est pas fondée seulement sur des tendances objectives. Elle a en son centre la question déterminante du parti révolutionnaire dans chaque pays et de l'Internationale, la IV<sup>e</sup> Internationale. La thèse 4 spécifie :

« Quelles que soient les premières étapes épisodiques de la révolution dans les différents pays, l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en parti communiste. »

Nous n'avons pas besoin de développer ici, étant donné que l'un des thèmes du camp est « La IV<sup>e</sup> Internationale et sa reconstruction ».

Avril 1979.



SCHEMAS DE LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE  
DEUXIEME  
SCHEMA D'EXPOSE  
POUR LES CAMPS DE L'OCI  
(ETE 1979)

## la IV<sup>e</sup> Internationale, la lutte pour sa reconstruction

*Le schéma d'exposé sur la théorie de la révolution permanente se termine par une citation de la thèse 4 des thèses que Trotsky écrit en 1929, et qui synthétisent cette théorie. Il renvoie à ce second schéma d'exposé pour le développement de cette citation.*

*La théorie de la révolution permanente est l'application de la méthode marxiste à la généralisation des lois de la révolution prolétarienne mondiale. Elle ne saurait être un simple reflet des tendances objectives du mouvement de la lutte des classes à notre époque. Engels écrivait en substance dans Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique : ce sont les hommes qui font leur propre histoire, dans des conditions déterminées, quelle que soit la tournure qu'elle prenne.*

Nous l'avons vu, c'est fondamentalement l'« agonie du capitalisme » qui détermine le mouvement de la lutte des classes à notre époque et met à l'ordre du jour le dilemme « socialisme ou barbarie ». Comme l'a écrit Trotsky, « le marxisme est l'expression consciente du processus inconscient ». La théorie de la révolution permanente est donc l'expression consciente du processus inconscient, tout comme le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais le prolétariat ne peut prendre le pouvoir, réaliser ses tâches historiques sans accéder, au travers de la lutte des classes, à la conscience de ses tâches. Une fois encore, si l'être détermine la conscience, la conscience est pour le prolétariat indispensable à la détermination de son être, à son passage d'une classe en soi à une classe pour soi. Cette conscience est incarnée par le parti,

l'Internationale, organisés, constitués, agissants, à partir du programme. Le programme et le parti sont deux termes inséparables.

Le retard de la victoire de la révolution prolétarienne mondiale ne tient pas au fait que le capitalisme est en mesure de développer encore la civilisation humaine, il provient de la « crise de la direction révolutionnaire », ce que le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale souligne de la façon suivante : « La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » Le pourrissement du capitalisme n'a cessé de se développer depuis que le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale a été élaboré et celle-ci proclamée. A tel point que, par pans entiers, le mode de production capitaliste s'est effondré en Europe de l'Est, en Chine, en Indo-

chine, qu'en l'absence de direction révolutionnaire le capital y a été exproprié.

Ce qui n'était qu'une hypothèse théorique incluse dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, en fonction précisément de l'appréciation que le mode de production capitaliste ne cessait de se gangréner :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie »,

s'est réalisé à une très vaste échelle.

Pourtant, ainsi que nous l'avons vu dans le premier exposé, les régimes sociaux et politiques qui se sont constitués dans les pays où le capital a été exproprié ne sont que des régimes transitoires. La question : en avant vers le socialisme ou en arrière vers le capitalisme, n'y est pas résolue. De toute manière, c'est sur l'arène mondiale que la réponse positive vers le socialisme sera donnée. Mais, en outre, les bureaucraties parasitaires qui, à l'instar de la bureaucratie du Kremlin, y exercent le pouvoir sont elles-mêmes l'expression de la réaction bourgeoise qui campe à l'intérieur des Etats ouvriers dégénérés ou bureaucratiques dès leur origine. Dans aucun pays, le prolétariat n'exerce le pouvoir. Une révolution politique est indispensable pour que le prolétariat chasse du pouvoir les bureaucrates parasitaires, prenne le pouvoir, libère les nouveaux rapports de production des contraintes et déformations bureaucratiques, permettant aux forces productives de se développer pleinement.

Une nouvelle révolution, qui s'intègre à la révolution prolétarienne mondiale nécessaire pour exproprier partout le capital, condition de la réalisation du socialisme.

En dernière analyse, les bureaucraties parasitaires défendent à l'échelle mondiale le système capitaliste,

l'ordre bourgeois contre le prolétariat. La nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire entre l'impérialisme US, la bureaucratie du Kremlin d'un côté, la bureaucratie chinoise de l'autre, le démontre péremptoirement.

Le prolétariat de ces pays doit reconstruire ses organisations au cours même de la lutte contre les bureaucraties parasitaires. Il a besoin de nouveaux partis pour prendre et exercer le pouvoir : les partis de la IV<sup>e</sup> Internationale. Quant aux prolétariats des pays dépendant de l'impérialisme, coloniaux et semi-coloniaux, ils ne peuvent pas plus prendre le pouvoir et l'exercer sans parti révolutionnaire, section de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Bien entendu, il en va également de même dans les métropoles impérialistes, où se jouera définitivement le sort de la révolution prolétarienne mondiale.

C'est un des apports, avec la théorie de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme pourrissant, de Lénine à la théorie de la révolution permanente, que celui du rôle indispensable, décisif, des partis et de l'Internationale dans le processus de la révolution prolétarienne mondiale, que Trotsky a intégré à la théorie de la révolution permanente.

---

## 1 — « LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE »

---

La question de la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut être séparée de celle de l'internationalisme, c'est-à-dire des fondements objectifs de l'internationalisme prolétarien.

Dès le « Manifeste du parti communiste », première affirmation programmatique du mouvement ouvrier, l'internationalisme est l'un des deux traits distinctifs des communistes par rapport à toutes les autres tendances du mouvement ouvrier :

« Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nation-



lité et communs à tout le prolétariat, et, dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble. »

La fameuse formule du « Manifeste » « les prolétaires n'ont pas de patrie » ne doit donc pas être comprise dans un sens négatif, privatif. Les prolétaires n'ont pas de patrie parce que le contenu de leurs luttes, de leurs intérêts de classe, est international, bien que la forme de la lutte du prolétariat soit nationale.

La constitution du prolétariat comme classe, c'est-à-dire le processus de son organisation comme classe à travers ses luttes contre la bourgeoisie, nécessite et ne prend toute sa dimension que dans son organisation internationale.

Les bases de l'internationalisme prolétarien ne sont pas à rechercher dans une fraternité vague d'opprimés, mais dans la situation sociale du prolétariat, dans le développement même du capitalisme. C'est l'existence du marché mondial, de la division internationale du travail, qui fonde l'internationalisme prolétarien. L'organisation internationale est donc, en dernière analyse, l'expression nécessaire du mouvement politique organisé du prolétariat : le parti de classe est international.

C'est ce qu'illustre la constitution de la I<sup>re</sup> Internationale, fondée sur l'indépendance de classe du prolétariat, rassemblant dans ce cadre tous les courants et toutes les tendances et contenant embryonnairement en son sein tous les problèmes qui allaient se développer dans le cours de l'histoire du mouvement ouvrier.

---

## 2 — DE LA I<sup>re</sup> A LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Les formes successives d'organisation du prolétariat comme classe internationale ne relèvent pas de décisions arbitraires : elles procèdent des grands événements de la lutte des classes.

La continuité entre la I<sup>re</sup>, la II<sup>e</sup>, la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> Internationales n'est pas une sorte de fil idéal qui courrait à travers les différentes étapes du mouvement ouvrier : c'est une réalité tangible, exprimée dans l'activité organisée du prolétariat et qui trouve son affirmation la plus haute en termes de programme, dans l'unité de la théorie et de la pratique réalisée dans l'organisation. Le programme n'est pas un système d'idées, mais l'expression consciente du mouvement du prolétariat.

Les organisations internationales qui se sont succédées ne sont pas nées de décisions arbitraires : elles procèdent des grands événements de la lutte des classes (c'est l'écrasement de la Commune de Paris qui scelle le sort de la I<sup>re</sup> Internationale, c'est l'explosion de la première guerre impérialiste qui entraîne la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, c'est la défaite du prolétariat allemand en 1933 qui fait que l'Internationale communiste est passée « définitivement du côté de l'ordre bourgeois »).

C'est donc en relation avec les développements de la lutte des classes que se justifie la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Comme l'explique Trotsky, la IV<sup>e</sup> Internationale est surgie de grands événements de la lutte des classes, des plus grandes défaites du prolétariat. Il ne faut pas avoir une vue unilatérale de cette affirmation. Ces défaites — provoquées par la politique des directions stalinienne et social-démocrate, et avant tout par les conséquences de la dégénérescence de l'URSS, par le rôle de la bureaucratie stalinienne — rendent nécessaire la poursuite du combat pour le parti mondial de classe, par la lutte pour une nouvelle Internationale, la IV<sup>e</sup>. Mais celle-ci trouve ses racines dans la III<sup>e</sup> Internationale, dans la première révolution prolétarienne victorieuse, la révolution d'Octobre, que le stalinisme a pu trahir mais dont il n'a pu détruire l'ensemble des conquêtes : c'est dans l'ère des guerres et des révolutions que naît la IV<sup>e</sup> Internationale.

La IV<sup>e</sup> Internationale se fonde sur un programme : le « Programme de transition », qui généralise théoriquement à la fois l'analyse de l'impérialisme et l'ensemble des expériences des

luttons du prolétariat, de ses défaites comme de ses victoires. Le « Programme de transition » est un aboutissement qui s'appuie sur les éléments programmatiques dégagés par les marxistes à travers la lutte de classe du prolétariat (« Manifeste communiste », « Critique du programme de Gotha », clarification sur la question de l'Etat à partir de l'expérience de la Commune de Paris, éléments de caractère programmatique élaborés par l'Internationale communiste : thèses sur la démocratie prolétarienne et la démocratie bourgeoise du I<sup>er</sup> Congrès de l'Internationale communiste ; documents sur le front unique de classe, le gouvernement ouvrier et paysan des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste).

La IV<sup>e</sup> Internationale ne marque donc pas un recul : non seulement elle s'inscrit dans la continuité du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière qu'elle préserve, mais encore elle le prolonge.

### 3 — LE PROGRAMME DE TRANSITION ET LA FONDATION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Mais les conditions historiques dans lesquelles la IV<sup>e</sup> Internationale est fondée ne constituent pas un élément incident de son développement et de son histoire.

Trotsky n'a en effet jamais identifié la constitution de la IV<sup>e</sup> Internationale avec sa construction. Les conditions historiques dans lesquelles la IV<sup>e</sup> Internationale est née (« des plus grandes défaites ») n'étaient pas identifiables à celles de la naissance de la III<sup>e</sup> Internationale (dans la foulée de la victoire de la Révolution russe). Le développement de la IV<sup>e</sup> Internationale, sa construction comme parti mondial de la révolution socialiste, ne peut s'envisager indépendamment de la marche de la classe ouvrière internationale à la révolution socialiste. Cette marche ne saurait être linéaire : elle intègre les contradictions nées de la domination sur le mouvement ouvrier des appareils contre-révolutionnaires du stalinisme et de la social-démocratie. Obligatoirement, la

reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale elle-même empruntera bien des chemins, utilisera des formes diverses, sera un processus continu se développant dans la discontinuité.

« Il n'est pas douteux que la crise que traverse la IV<sup>e</sup> Internationale et celle du mouvement ouvrier dominé par le stalinisme et le réformisme sont un seul et même problème »,

est-il écrit dans le rapport de l'OCI sur la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (cf. la neuvième thèse publiée dans « La Vérité » - numéro spécial 561).

La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est la seule solution à cette crise : en dernière analyse, la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale s'identifie à celle du mouvement de la classe sur de nouveaux axes. C'est toujours en donnant toute cette dimension historique et en tirant toutes les conclusions, y compris tactiques, que Léon Trotsky posait la question de la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'un des derniers documents rédigés par Léon Trotsky, le « Manifeste de la Conférence d'alarme » de mai 1940, éclaire parfaitement cette question :

« Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins que l'on désigne ainsi une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies, de guerres, d'insurrections, de brefs intermèdes de trêves, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit se baser sur cette perspective. L'histoire lui donnera assez d'occasions et de possibilités pour l'éprouver, lui permettre d'accumuler une expérience, d'arriver à maturité. Plus tôt se rassembleront les rangs de l'avant-garde et plus brève sera l'époque des sanglantes convulsions, plus réduites seront les destructions que subira notre planète. Mais en aucun cas le grand problème historique ne sera résolu sans qu'un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat. La question des rythmes et des délais est d'une immense importance, mais elle ne modifie pas la perspective générale, ni l'orientation de notre politique. La conclusion est simple : il est néces-

saire de poursuivre le travail d'éducation et d'organisation de l'avant-garde du prolétariat avec une énergie multipliée. En cela précisément réside la tâche de la IV<sup>e</sup> Internationale. »

Il est nécessaire ici de revenir sur la justesse de la nécessité de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938, et en la reliant à la signification historique du « Programme de transition ».

C'est précisément dans une discussion sur le « Programme de transition » que Trotsky expliquait :

« La signification du programme, c'est la signification du parti... Cette cohésion (celle du parti) réside dans la compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est cela le programme du parti. »

Le programme, c'est donc la définition des tâches de l'avant-garde prolétarienne, fondée sur l'analyse des tendances essentielles de notre époque, celle de l'agonie du capitalisme. Il s'agit, comme le note « Quelques enseignements de notre histoire », de

« la stratégie concrète de la prise du pouvoir par les masses sur la base des mots d'ordre et des formes d'organisation dirigés vers ce but à l'initiative de l'avant-garde ».

Et cela, parce que le « Programme de transition » concentre en termes théoriques l'expérience accumulée par un siècle de combats de la classe ouvrière pour son émancipation, en même temps qu'il constitue une généralisation de l'analyse de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme.

Dire que la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire, c'est résumer, concentrer toute une analyse du développement historique. L'axe du « Programme de transition », c'est que, comme conséquence de l'ensemble du développement du capitalisme et de la lutte du prolétariat (« les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques »), ce sont les conditions « subjectives » (la constitution de la direction révolutionnaire du prolétariat) qui sont la clé des conditions objectives nécessaires au renversement du capitalisme.

La fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, sur la base de son programme, ne réglait pas la question de sa construction.

Elle était un acte politique indispensable : la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale n'avait rien d'une « formalité », elle était la nécessaire conclusion en termes d'organisation (unité entre la théorie et la pratique) du contenu même du « Programme de transition ».

Comme il est écrit dans « Quelques enseignements de notre histoire » :

« L'existence même de la IV<sup>e</sup> Internationale était le gage, l'unique gage que l'expérience historique du prolétariat ne se dissolve pas en une idéologie, par définition étrangère au marxisme. Indépendamment des hommes qui, à un moment donné, furent porteurs de ces idées et succombèrent à la pression de la classe ennemie, la IV<sup>e</sup> Internationale toujours vivante fut à même d'offrir aux militants conscients le cadre de leur combat pour qu'ils redonnent son sens au programme de la révolution prolétarienne mondiale. »

Dans la période de formation de la IV<sup>e</sup> Internationale, en août 1935, Trotsky écrivait :

« La IV<sup>e</sup> Internationale ne souffrira bien entendu pas dans ses rangs de monolithisme mécanique. Au contraire, une de ses plus importantes tâches est de régénérer à un niveau historique plus élevé la démocratie révolutionnaire de l'avant-garde révolutionnaire. Les bolcheviks-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit. Ils sont prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions vraiment révolutionnaires. Mais ils refusent catégoriquement d'adapter leur politique à la psychologie des cliques opportunistes et de renoncer à leur propre drapeau. »

Il s'agit ici de la méthode même de la construction du parti révolutionnaire, de la construction de l'Internationale. Il faut donc s'arrêter à cette citation pour en dégager le contenu concret.

Il faut écarter une interprétation restrictive ou étroitement conjoncturelle.

relle de cette phrase, du genre : « Trotsky disait cela à un moment où n'était pas encore jouée la question de savoir quels courants seraient ou ne seraient pas au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale ; il s'agissait de regrouper. »

En fait, Trotsky écrivait cela à un moment où s'engageait une lutte à mort avec la politique contre-révolutionnaire du Front populaire, et où Trotsky allait mettre tout son poids politique dans la balance pour aboutir à la rupture avec les courants qui capitulaient devant le Front populaire.

Et ainsi les leçons de l'activité de Trotsky dans la lutte pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, avant et après sa fondation, en interdisent une interprétation opportuniste ou fédéraliste (l'Internationale comme « fourretout » de courants sans base principale) ; les « fractions vraiment révolutionnaires » se définissent par référence au programme de la révolution socialiste, c'est-à-dire aujourd'hui au « Programme de transition ». L'Internationale révolutionnaire (instrument nécessaire à l'émancipation du prolétariat) ne peut être que la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais il n'y a pas de préalable pour mener la discussion avec les organisations, les courants, les militants, qui partent de la nécessité de l'Internationale.

La vérification de la justesse de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938 s'est exprimée sans équivoque dans la deuxième guerre impérialiste, dans les années de la plus noire barbarie comme lors de la vague révolutionnaire qui marquera la fin de la guerre.

La guerre mondiale sonnait le glas des formations centristes qui avaient opposé à la nécessité de l'Internationale le préalable de « se construire d'abord à l'échelle nationale ». Seules les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans les pays impérialistes « démocratiques » comme dans les pays subissant l'occupation nazie, combattirent toutes (quelles que soient les erreurs) sur la ligne de l'internationalisme prolétarien, commençant à construire sur cette ligne, malgré la répression, les organisations dont nous sommes les continuateurs.

Seules les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale (en France, en Angleterre, en Italie, en Grèce, en Indochine) expri-

mèrent consciemment les aspirations révolutionnaires des masses aspirant à en finir avec l'exploitation capitaliste et l'Etat bourgeois en 1943-1945.

---

#### 4 — AUX ORIGINES DU PABLISME

---

La réorganisation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1945-1946 ne règle pas les problèmes posés par les conditions de sa constitution : en d'autres termes, la contradiction qui existait entre la nécessité de la IV<sup>e</sup> Internationale et sa construction n'était pas résolue.

Si la IV<sup>e</sup> Internationale réorganisée est une réalité vivante et centralisée, si elle est le seul cadre où sont abordés sérieusement et au compte de ses intérêts immédiats et historiques les problèmes auxquels la classe ouvrière fait face, et où l'on tente d'appliquer la méthode marxiste aux problèmes surgis de la lutte des classes, elle reste pourtant toujours déterminée par les conditions de sa naissance. Les liens qui l'unissent à la classe ouvrière restent ténus et, par là même, ses organisations sont sensibles aux pressions des forces ennemies de la révolution prolétarienne. La jeune IV<sup>e</sup> Internationale a été gravement éprouvée par la conjonction de la répression stalinienne et impérialiste, elle a perdu nombre de ses cadres, dont Léon Trotsky.

La faiblesse de la IV<sup>e</sup> Internationale se marque d'abord par la faiblesse politique de sa direction — du Secrétariat international, dont l'action se situe alors dans le cadre de la défense du programme et des principes de la IV<sup>e</sup> Internationale — qui tend à développer une fausse conception de la construction de l'Internationale. Cela se révèle d'abord au niveau des « méthodes de direction » (mais ces méthodes ont un contenu politique), c'est-à-dire d'une hyper-centralisation qui ne correspond pas à l'homogénéisation politique de la direction et à ses besoins. Mais cette conception d'une direction omnipotente doit s'appuyer sur une vision idéaliste de la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat, sur une conception qui

combine le subjectivisme et l'objectivisme. Le Secrétariat international se voit comme « la » direction (la direction de rechange) déjà constituée hors de l'action du prolétariat (ce qui l'amène à tomber dans le subjectivisme), et attendant sa reconnaissance de la fatalité des bouleversements révolutionnaires (objectivisme).

Cette déviation, qui tend à vider le programme que l'on défend de son contenu véritable en l'« idéologisant », est grandement renforcée par la démission de la direction du SWP de ses responsabilités internationales. Elle « délègue » en quelque sorte son rôle international (rôle capital car non seulement le SWP bénéficiait d'une grande continuité dans la sélection de sa direction, mais celle-ci avait été associée à Trotsky) au Secrétariat international, achevant d'élever celui-ci artificiellement au-dessus de l'Internationale, et en même temps elle l'abandonne à lui-même en échange d'un fonctionnement fédéraliste (les « affaires » du SWP ne sont pas discutées à l'échelle de l'Internationale), laissant les mains libres à Pablo.

Ce processus interdit un bilan politique sérieux et complet de l'Internationale, indispensable pour résister théoriquement et pratiquement aux forces qui poussent à sa dislocation.

Ce développement conduit à de graves « glissements » politiques qui vont dans le sens de l'abandon de la méthode marxiste et qui, s'ils ne peuvent être confondus avec le pablisme (révisionnisme caractérisé et généralisé du programme et des principes de la IV<sup>e</sup> Internationale), préparent le terrain de son émergence.

Dans le complément à la résolution du XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI sur « Crise et reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale », ces faits sont ainsi analysés :

« Dans de nombreux documents, l'OCI a montré comment « la défense réelle du programme et donc de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée par Trotsky en 1938 » — qui commandait alors l'activité du Secrétariat international — « n'était pas exempte d'équivoques » (Thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI — 9<sup>e</sup> thèse). Nous ne reviendrons ici que brièvement sur quelques exemples de ces

« équivoques » théoriques et politiques qui préparent la voie au révisionnisme.

Le manifeste de la conférence internationale d'avril 1946 déclare : « *La politique mondiale pour la période qui s'ouvre devant nous est caractérisée par cette contradiction fondamentale qui existe entre l'impérialisme dans son ensemble et l'Union soviétique.* »

Ce glissement vers la conception selon laquelle ce n'est plus l'antagonisme entre les classes décisives, bourgeoisie et prolétariat, qui est fondamental, mais la contradiction entre l'impérialisme et l'Union soviétique est accentué au II<sup>e</sup> Congrès mondial, en 1948. Dans le document principal qui y est adopté, on peut en effet lire :

« *L'antagonisme URSS-USA domine de loin la scène internationale, mais il n'éclipse pas totalement les antagonismes secondaires et l'importance d'autres facteurs dans le développement politique dans d'autres parties du monde (...). La polarisation sur le terrain des rapports internationaux entre l'URSS et ses satellites d'une part, et le camp des pays capitalistes, sous l'égide de l'impérialisme américain, d'autre part, se développe parallèlement à une accentuation des antagonismes de classe et à une polarisation accrue au sein de plusieurs pays capitalistes.* »

C'est déjà la division du monde en « blocs », substituée à l'unité mondiale de la lutte des classes, conception dont on sait l'importance dans le système idéologique que Pablo et ceux qui le suivront dresseront contre la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme, qui s'introduit dans des documents dont la ligne générale est pourtant une tentative de défense des acquis théoriques du trotskysme. Ce qui est en germe ici, c'est la rupture avec la méthode même du matérialisme dialectique : la « contradiction entre l'URSS et l'impérialisme » dont parle le texte de 1946 n'est pas saisie comme une détermination spécifique de l'antagonisme entre les classes fondamentales, bourgeoisie et prolétariat, qui trouve son expression en URSS dans le conflit entre la

bureaucratie (agence bourgeoise au sein de l'Etat ouvrier) et les conquêtes d'Octobre, mais est érigée comme un phénomène en soi au-dessus de la lutte des classes (ou parallèlement à celle-ci).

La route est ainsi théoriquement ouverte aux thèses pablistes, qui feront de cette « contradiction », exprimée en « forces matérielles et techniques », l'essence des conflits auxquels l'humanité est confrontée ; la crise de l'humanité se jouant en définitive dans l'issue d'un conflit entre « deux camps », dont l'un est dirigé par la bureaucratie du Kremlin, l'activité consciente du prolétariat et la formation de sa direction révolutionnaire étant ainsi reléguées au magasin des accessoires. »

---

## 5 — CRISE DESTRUCTRICE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE, CONTENU DU PABLISME, SIGNIFICATION ET PORTEE DE LA LUTTE DE LA SECTION FRANÇAISE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Il faut ici rappeler le contenu politique de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire caractériser le révisionnisme liquidateur de Pablo et de Mandel. Les matériaux pour une telle caractérisation sont développés en particulier dans « Défense du trotskysme » I et II, mais on les trouvera rassemblés dans la neuvième thèse (Congrès et textes du XX<sup>e</sup> Congrès - numéro spécial de « La Vérité »).

Ce qui est essentiel, c'est de souligner le caractère et les conséquences de cette crise : le centre dirigeant forgé par Léon Trotsky, qui s'est maintenu jusqu'en 1950, a été détruit, la IV<sup>e</sup> Internationale a été détruite comme organisation mondiale centralisée sur la base du « Programme de transition ». C'est pourquoi il faut reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale.

Reconstruire un centre dirigeant sur la base du « Programme de transition », fonctionnant suivant les principes du centralisme démocratique, tel est le contenu politique de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Résoudre la crise de la direction révolutionnaire à quoi se ramène la crise de l'humanité, telle est la tâche de la IV<sup>e</sup> Internationale, le contenu de notre époque, époque de la révolution socialiste. Ces deux aspects ne sont pas séparables.

a — Dans quelles conditions se noue — entre 1950 et 1952 — la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale ? Au niveau des apparences, la situation mondiale est marquée par la tension URSS-USA (guerre froide) : les Etats capitalistes paraissent stabilisés, les appareils préservent leur contrôle sur la classe ouvrière, et là où se mènent contre l'impérialisme des guerres révolutionnaires se développant sur la base de l'effondrement des structures de ces pays comme produit de la vague révolutionnaire mondiale (Chine, Vietnam), elles sont dirigées par des partis qui se réclament de leur allégeance au Kremlin.

En réalité, la perspective est dominée par les conséquences de la vague révolutionnaire qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale et qui a pu être contenue (voir thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès et la troisième partie du rapport international du XX<sup>e</sup> Congrès). Contradictoirement, au moment où ces nouveaux rapports de forces mondiaux entre les classes commencent à se transcrire au sein du prolétariat mondial, nourrissant la crise du stalinisme, celui-ci est au pinacle de sa puissance politique.

C'est sur ce dernier aspect, abstrait de l'unité mondiale de la lutte des classes dans l'espace et de sa continuité dans le temps, que s'appuie le révisionnisme. Mais il ne s'agit pas d'un processus intellectuel. Il s'agit de l'expression politique de forces sociales dépendantes de l'impérialisme et prioritairement du stalinisme (d'où l'exactitude scientifique de l'expression « le pablisme flanc-garde de la bureaucratie ») ; le véhicule en est la remise en cause des fondements de la méthode marxiste.

b — Les spéculations sur l'« immédiateté » de la guerre qui vient ne sont que le prétexte, la forme. Le contenu est déjà donné par la formule « guerre-révolution », qui fait d'une troisième guerre mondiale la forme « inédite » de la révolution, c'est-à-

dire qui postule que le renversement du capitalisme à l'échelle mondiale est un processus indépendant de l'organisation et de l'activité consciente du prolétariat.

c — Le révisionnisme radical et liquidateur du pablisme justifie totalement la caractérisation qu'en donnera le SWP en novembre 1953 (en résumé : l'abîme qui sépare le révisionnisme pabliste du trotskysme est si profond qu'aucun compromis n'est possible politiquement ni organisationnellement).

Ce révisionnisme radical trouve son expression cristallisée dans « Où allons-nous ? » :

« La réalité objective, pour notre mouvement, est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique. »

Ces positions anti-trotskyistes définissent la ligne des documents du III<sup>e</sup> Congrès mondial (1951), même si ceux-ci contiennent des éléments contradictoires.

La crise de l'impérialisme s'exprime dans le fait que, seule, la majorité de la section française s'oppose à ces positions révisionnistes. Un certain « habillage » trotskyste suffit à les faire accepter au nom de la défense du « centre » international. La direction du SWP, qui a alors tu ses critiques, qui est restée silencieuse sur les méthodes de Pablo et qui, en 1952, au Comité exécutif international, a voté pour l'exclusion de la section française, porte une lourde responsabilité dans la gravité des coups portés à la IV<sup>e</sup> Internationale par Pablo et ceux qui l'ont suivi.

La crise aboutit ainsi à plus qu'une scission, à une dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale, à sa destruction comme organisation mondiale centralisée sur la base du « Programme de transition ».

Le caractère anti-trotskyiste et liquidateur du pablisme s'affirme dans la

lutte des classes précisément face aux grands événements qui matérialisent le début du changement des rapports politiques au sein du prolétariat mondial : l'insurrection de Berlin-Est en juin 1953, qui ouvre l'ère de la combinaison de la révolution sociale et de la révolution politique, la grève générale française d'août 1953.

Ce sont ces manifestations qui amènent le SWP, pour sa défense comme organisation trotskyste, à dénoncer le pablisme et à appeler à la formation du Comité international. Décision d'une importance considérable, qui marque qu'il ne s'agit pas de la faillite de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais de la faillite du Secrétariat international abandonnant le trotskysme, qui exprime le fait que la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale n'a pas été rompue, qu'elle est vivante dans l'activité des organisations qui combattent sur la base du « Programme de transition ». A partir de là, se dégage la voie de sa reconstruction.

d — Mais il ne s'agit pas d'un processus automatique, fatal. La continuité — et en ce sens la possibilité ultérieure de la formation du Comité international — a avant tout été assurée par le combat de la section française, du PCI, dont l'OCI est la continuation. C'est dans ce combat que plongent les racines du combat international de l'OCI et de la place particulière qu'elle tient aujourd'hui dans le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## 6 — LE COMBAT POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE, LE COMITE INTERNATIONAL, LE COMITE D'ORGANISATION

Par quelle méthode aborder la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ?

Stéphane Just écrivait dans « Défense du trotskysme » :

« La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut pas résulter d'une proclamation du Comité international par laquelle celui-ci s'affir-

merait direction internationale. Elle ne peut être que le fruit d'une longue lutte théorique et politique, qui détruira la fiction du « Secrétariat international » et éliminera jusqu'à la dernière trace de « pablisme » au sein des organisations qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle ne pourra aboutir à la restructuration d'une organisation mondiale centralisée qu'à la suite de discussions théoriques et politiques approfondies, fatalement longues parce que devant aboutir à une très grande homogénéité théorique et politique, parce que nous devons apporter des réponses à de très nombreux problèmes théoriques et politiques qui se sont posés au cours de ces vingt dernières années et que n'a pas permis de résoudre la crise de l'Internationale. » (« La Vérité » — septembre 1965).

Cette « lutte théorique et politique » s'étend sur une période de temps plus longue sans aucun doute que ne pouvaient le penser ceux qui initièrent le combat contre le pablisme liquidateur. Il faut en revenir encore une fois au texte de Trotsky de 1940 : « les rythmes et les délais » ont une grande importance, mais ils ne modifient pas la perspective générale. Les rythmes et les délais ont fait que le combat pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale comme direction révolutionnaire du prolétariat a pris la forme du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée en 1938 et détruite comme organisation mondialement centralisée par le pablisme.

La « lutte théorique et politique » intègre la réalité vivante de l'activité des organisations trotskystes, intervenant dans la lutte des classes pour la construction de partis révolutionnaires. Elle n'est pas séparable du développement d'ensemble de la lutte des classes internationale. Et c'est donc par rapport au mouvement de la classe dans son ensemble, et à ses expressions politiques, que le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale prend toute sa dimension.

La question de l'Internationale — qui ne peut recevoir de réponse que sur la base de la IV<sup>e</sup> Internationale et de son programme — est donc une

question qui correspond aux nécessités organiques de l'organisation du prolétariat comme classe, aux problèmes politiques surgissant de la lutte des classes, que des courants, des organisations, des militants tendent à formuler consciemment.

Dans les conditions créées par la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale — c'est-à-dire par sa destruction comme organisation centralisée — l'un des aspects de ce processus est fonction de cette crise et de sa continuation. Comme le soulignent les thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI :

« A partir de 1950-53, les deux courants se sont consolidés : le combat liquidateur et le courant trotskyste de la IV<sup>e</sup> Internationale. Entre les deux courants, toute une série de nuances intermédiaires se font et se défont. Le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale est néanmoins circonscrit entre ces deux courants. »

Ce combat n'est pas séparé de la lutte des classes : le combat entre les deux courants s'exprime par rapport à elle. Concrètement, cela se manifeste dans leur opposition irréductible par rapport à tous les grands événements de la lutte des classes, de la révolution hongroise (1956) à la révolution portugaise (1974).

Il faut maintenant brièvement rappeler et caractériser quelques phases de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

#### A — DE LA CONSTITUTION DU COMITE INTERNATIONAL (1953) A LA REUNIFICATION SANS PRINCIPES DE 1963

La constitution du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, à la suite de la lettre ouverte du SWP de novembre 1953, constituait une réaction aux conséquences ouvertement anti-trotskystes dans la lutte des classes du cours liquidateur de Pablo et de ses partisans. Cette réaction n'élucidait pas par là-même les racines de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale, et n'aboutissait pas automatiquement à une analyse globale du pablisme.

La constitution du Comité international représentait un acte politique



positif témoignant de la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale, exprimant le fait que c'est au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale, à partir de ses sections, que se dégageait, contre le révisionnisme, les forces œuvrant à sa reconstruction. Elle mettait fin à l'isolement de la section française, et justifiait son combat de défense de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais la section française était alors exsangue, saignée à blanc par la lutte menée contre le pablisme, combattant pour sa survie. Elle ne pouvait peser d'un poids politique correspondant à la place politique qu'elle occupait dans la constitution du Comité international.

L'équivoque du Comité international s'exprimait dans son titre (Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale), qui signifie que le Comité international s'érigait comme un « centre » face à un autre « centre », le Secrétariat international. La direction du SWP bloquait le développement de tout bilan véritable de la crise, et donc de toute caractérisation précise du pablisme comme courant politique anti-trotskyiste, n'écartant pas ainsi la possibilité d'une réunification entre deux « variétés » du trotskysme.

On peut dire qu'avec 1953 (insurrection de Berlin-Est) s'ouvre l'ère de la révolution politique, c'est-à-dire de ce que nous avons appelé alors « la crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme », la combinaison de la révolution sociale et de la révolution politique. 1956 verra la révolution hongroise des conseils succéder à la montée révolutionnaire du prolétariat polonais. Le Secrétariat international opposera en fait la « réforme » de la bureaucratie à la révolution.

Mais au sein du Comité international, ce n'est que la section française — et dans une certaine mesure la Socialist Labour League d'Angleterre, exploitant au profit de la construction du parti révolutionnaire la crise du PC britannique — qui tirent toutes les conclusions de la situation qui émerge.

La contre-révolution frappe. La révolution hongroise est écrasée. C'est une victoire de la contre-révolution au compte de l'impérialisme qui ouvre la voie à une offensive mondiale de la réaction : instauration du régime gaul-

liste, déploiement de l'offensive de l'impérialisme américain en Asie.

C'est dans ces conditions que le SWP constate un « rapprochement » avec le Secrétariat international. La révolution cubaine constituera le « prétexte », le contenu étant donné par le fait que la révolution cubaine « prouverait » que la révolution peut se faire sans direction révolutionnaire trotskyiste, et par la volonté d'aboutir à une réunification sans discuter des motifs et des causes de la scission.

L'OCI et la SLL refuseront cette réunification sans principes, dont le fondement est le refus d'un bilan de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les conditions dans lesquelles se trouve alors l'OCI font que l'essentiel de la polémique contre les positions de la direction du SWP sera l'œuvre de la SLL. On peut dire de la défense du programme faite alors par la SLL qu'elle était faussée partiellement par un glissement vers un marxisme formel et idéologique (comme c'était le cas pour la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1945-49). Mais elle se situait sur la base du programme.

#### B — DE 1963 A L'ECLATEMENT DU COMITE INTERNATIONAL ET A LA CONSTITUTION DU COMITE D'ORGANISATION (1972)

La réunification de 1963 a comme résultat d'aggraver les conséquences de la crise destructrice de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Bien évidemment, elle affaiblit les forces qui rejettent la conciliation avec le révisionnisme au sein d'une même Internationale. Mais elle menace et affaiblit politiquement les organisations qui cherchent à se situer sur le terrain du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale et qui ont pris la lourde responsabilité d'accepter cette conciliation sans principes avec le révisionnisme.

Le Secrétariat international devenu « Secrétariat unifié » reprendra son activité et développera les thèmes du « néo-capitalisme », de la réforme de la bureaucratie, des nouvelles avant-gardes, du guérillisme, etc.

L'OCI, qui commence à se construire comme organisation, élabore plus précisément sa conception de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ce sont ces conceptions qui seront consignées dans la résolution adoptée par la III<sup>e</sup> Conférence du Comité international (1966). Mais l'accord de la SLL est purement formel, comme les développements politiques qui prendront place le prouveront.

La SLL ne parvient pas à s'émanciper d'une conception « national-trotskyiste », c'est-à-dire qu'elle subordonne le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale à la construction de la SLL comme « grand parti ». Cette conception prend la forme de prétendre que la SLL est en quelque sorte « la IV<sup>e</sup> Internationale ».

Le rapport entre les différenciations au sein du Comité international et la lutte des classes n'est pas mécanique. Les processus qui vont culminer en 1968 dans l'ouverture d'une nouvelle période de la lutte des classes (celle que l'OCI qualifiera de « période de l'imminence de la révolution » — cf. thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès), dans la mesure où les déviations de la SLL ne sont pas surmontées politiquement par la discussion au sein de l'organisation, ne vont pas, par le jeu de la « pression » des événements, les éliminer, mais au contraire les révéler et les accuser.

Refusant la discussion, la SLL renoncera totalement à la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Sa rupture, qui aboutit à l'éclatement du Comité international, se fait à travers son refus de défendre la révolution bolivienne et son acquis le plus élevé, l'Assemblée populaire.

C'est dans ces conditions contradictoirement exprimées dans la poursuite de phénomènes de dispersion et de liquidation, accompagnées du renforcement et de l'émergence d'organisations qui demeurent déterminées par leur fidélité au « Programme de transition », que se forme le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La continuité de la lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale a été assurée. Mais la IV<sup>e</sup> Internationale reste à reconstruire.

C'est cette réalité que le Comité d'organisation prend en compte :

« Il n'y a pas de centre dirigeant, il faut reconstruire le centre dirigeant sur les principes du centralisme démocratique ; tel est le contenu de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La II<sup>e</sup> session de la pré-conférence propose, en conséquence, la constitution du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui se fixe pour tâche de reconstruire le centre dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Adhèrent à ce Comité d'organisation les organisations, groupes qui proclament leur volonté de combattre sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour reconstruire le centre dirigeant dont ils admettent que celui-ci n'est pas encore existant.

C'est ainsi que le Comité d'organisation constituera en premier lieu le cadre de discussion internationale le plus large. Il se fixe de convoquer une nouvelle conférence sur l'ordre du jour inscrit dans la résolution générale.

Mais le Comité d'organisation ne limite pas sa tâche à créer un cadre international de discussion. Il poursuivra le travail engagé pour la construction de sections nationales de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cette tâche doit s'ordonner sur les perspectives révolutionnaires de la lutte de classe internationale et dans chaque pays, et leur traduction dans la crise du mouvement ouvrier international qui dégradera du stalinisme, de la social-démocratie et des organisations nationalistes petites-bourgeoises des pays arriérés, des courants, fractions et groupes recherchant le chemin de la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat. Ces groupes et organisations engagés dans la lutte des classes qui, quelles que soient leurs origines politiques, ressentent l'exigence pressante de la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays et de l'Internationale, instrument indispensable à la victoire du prolétariat dans chaque pays et sur l'arène mondiale de la lutte des classes, à la victoire du socialisme, sont invités à la conférence et à sa

préparation, avec l'accord du Comité d'organisation.

C'est seulement ainsi que sera assurée la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale, et sa reconstruction engagée. »

---

## 7 — PERSPECTIVES IMMEDIATES ET PROBLEMES PRESENTS DE LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Il faut en revenir encore à la méthode de Trotsky. En dehors de la compréhension du fait que la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale comme direction révolutionnaire est organiquement liée à la marche de la classe ouvrière internationale à la révolution prolétarienne, on ne peut déchiffrer l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui apparaît alors comme « chaotique », inintelligible.

Ce serait là la pire des erreurs. Quelle que soit l'appréciation qui restera de tel ou tel participant du combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale, les luttes fractionnelles, les crises, n'ont jamais été des « tempêtes dans un verre d'eau », mais l'expression des problèmes cruciaux de la construction du parti révolutionnaire.

La IV<sup>e</sup> Internationale est à la fois une composante et un enjeu de la lutte des classes. Elle est, répétons-le, liée organiquement à la marche d'ensemble du prolétariat international vers son émancipation, marche qui ne saurait être linéaire. Et nécessairement, le développement de la IV<sup>e</sup> Internationale, la lutte pour la construction de partis révolutionnaires, sections de l'Internationale, concentrent toutes les contradictions de son mouvement.

Aujourd'hui, alors que s'approfondit la crise de l'impérialisme intégrant celle du stalinisme, où l'accentuation mondiale de la lutte des classes mine les fondements des anciennes relations entre les masses, leurs organisations traditionnelles, les appareils ; alors que se multiplient les déchirements, les crises, l'apparition d'organisations et de tendances s'orientant vers la

recherche d'une solution révolutionnaire, comment se pose la question ?

La période que l'OCI a définie comme la « période de l'imminence de la révolution », période où toutes les tendances de l'ère impérialiste atteignent leur pleine maturité, est donc celle où, de ce fait, le mouvement de la classe tend à se recomposer sur de nouveaux axes.

Le besoin de centralisation internationale, en termes de stratégie et de programme, du combat de la classe (c'est-à-dire le besoin de l'Internationale) est ressenti comme un besoin politique immédiat par des courants qui tendent à exprimer les processus révolutionnaires de la classe, se heurtant aux appareils et cherchant à s'en dégager.

C'est cela que résumait la résolution du Bureau international d'avril 1973, notant que :

« ... courants, fractions, tendances, cherchant du moins confusément à exprimer les processus révolutionnaires de la classe ouvrière, tendent à se dégager de la tutelle traître des appareils, et cela non seulement dans les organisations politiques et syndicales contrôlées par l'appareil du Kremlin, mais aussi dans les organisations social-démocrates. Le champ d'action en direction des grandes organisations, groupements, fractions, tendances, ayant rompu avec le réformisme et avec le stalinisme ira s'élargissant. »

Le « champ d'action » s'est élargi depuis 1974, en fonction du développement de la lutte des classes et en relation avec les problèmes qui surgissent de celle-ci. Mais ce phénomène n'est pas lui-même unilatéral, car il se déroule dans des conditions déterminées par des décennies de domination des appareils contre-révolutionnaires sur le mouvement ouvrier — et les courants qui s'engagent dans la voie de la rupture avec les appareils sont eux-mêmes marqués par cette domination. La crise de la IV<sup>e</sup> Internationale est elle-même un élément de cette situation qui en aggrave l'inévitable complexité.

Aussi, le caractère contradictoire des processus politiques dont nous parlions plus haut, à savoir la présence

simultanée d'éléments de regroupement et de clarification politique (d'éléments de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) et d'éléments d'aggravation de la dispersion politique et organisationnelle (la continuation de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale), est exacerbé par la maturation de la situation objective.

En d'autres termes, le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale définit la tâche stratégique de la prochaine période comme étant celle de

« surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde ».

Surmonter cette contradiction, c'est précisément reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais cette solution passe par la mobilisation des masses pour la conquête du pouvoir à travers les revendications transitoires. La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale est inséparable de la formation d'une politique exprimant les aspirations du prolétariat et les nécessités de sa lutte, intégrant à la construction du parti révolutionnaire les différenciations au sein des organisations qui expriment l'intensification de la contradiction entre les exigences et le contenu du mouvement des masses et la politique des appareils.

## 8 — RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE ET CONFERENCE OUVERTE

C'est par rapport à cette conception d'ensemble que se comprend la manière dont nous posons aujourd'hui la question d'une « conférence ouverte » (d'abord réalisable à l'échelle de l'Europe) convoquée par le Comité d'organisation comme un objectif dans la voie de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En décembre 1976, dans le rapport présenté au Bureau international, le camarade Just la définissait ainsi :

### « POSSIBILITE D'UNE CONFERENCE OUVERTE EN EUROPE »

Nous revenons à la citation de Trotsky faite au début de ce rapport, à la politique de reconstruction de la

IV<sup>e</sup> Internationale que concrétise la ligne de la conférence ouverte. Le moment est venu pour le Bureau international du Comité d'organisation de faire un pas en avant vers cette conférence ouverte. La possibilité de réaliser plus ou moins rapidement une conférence ouverte européenne doit être un des objets de la discussion de ce Bureau international du Comité d'organisation. L'importance en est considérable pour toute la politique de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La base sur laquelle une telle conférence peut être préparée et pourrait se tenir est simple :

Contre les bourgeoisies et les bureaucraties parasitaires de l'Europe, satellites de celles du Kremlin, pour le socialisme :

- droit des peuples à disposer d'eux-mêmes
- unité et indépendance nationales
- défense des libertés démocratiques
- libération des victimes de la répression capitaliste et bureaucratique
- indépendance de classe du prolétariat.

A l'Est :

- droit de grève
- constitution de syndicats indépendants de l'Etat
- liberté de presse sans restrictions
- suppression du monopole politique du parti dirigeant
- dissolution des forces de répression
- respect des libertés individuelles
- défense des acquis de la classe ouvrière, satisfaction des revendications
- évacuation des troupes du Kremlin
- abrogation des traités inégaux.

A l'Ouest :

- toute une série de revendications sur les libertés, la défense des acquis de la classe ouvrière, la dénonciation des accords et traités impérialistes et de ceux conclus entre l'impérialisme

et la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties parasitaires, s'appliquent. En outre, l'indépendance de classe du prolétariat prend nécessairement une forme concrète : front unique des partis ouvriers ; contre la politique traîtresse des Fronts populaires, de l'Union de la gauche, rupture avec la bourgeoisie ; lutte pour un gouvernement des partis ouvriers sans ministre ni représentant des partis bourgeois ; satisfaction des revendications, expropriation du grand capital.

La discussion étant ouverte sur cette base : action politique immédiate et concrète sur des points précis, notamment la question de la défense des victimes de la répression et pour les libertés. »

Cette perspective se matérialise en fonction du cours de la lutte des classes, en relation avec les rapports politiques établis par les organisations du Comité d'organisation avec tel ou tel courant ou organisation qui tend à remettre en cause la tutelle des appareils contre-révolutionnaires.

Comme le souligne le passage du rapport au Bureau international que nous avons cité, le terrain sur lequel peut se tenir une telle conférence, c'est celui de la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe — lutte dont le contenu est explicité par les mots d'ordre que rappelle le rapport.

Il ne s'agit donc pas de présenter les Etats-Unis socialistes d'Europe comme une sorte d'impératif idéologique, mais au contraire de poser la question en référence aux problèmes posés par la lutte des classes dans chaque pays, en relation avec les campagnes dont les organisations du Comité d'organisation peuvent prendre l'initiative (par exemple campagne contre la répression). La perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe trouve toute sa dimension dans le fait qu'en Europe se combinent révolution sociale et révolution politique, et qu'elle constitue donc un objectif condensant l'unité de lutte des prolétariats de l'Ouest et de l'Est. Mais le mouvement vers la révolution politique doit lui-même être saisi concrètement, à travers les problèmes discutés au sein des oppositions qui se réclament du socialisme, notamment en

Tchécoslovaquie et en Pologne, à travers l'affirmation du combat pour un mouvement ouvrier indépendant (Khlebanov).

De même la réalité de la crise généralisée de la domination en Europe doit être éclairée par la mise en relief des éléments de cette crise et de son développement à partir des situations concrètes qui la concentrent le plus nettement. Révolution portugaise, crises politiques en Espagne, en Italie, en France. Mais aussi crise qui commence en Angleterre, faiblesse et contradiction qui assaillent le capitalisme et la bourgeoisie d'Allemagne de l'Ouest.

Les traits qui se dégagent sont :

— Mobilisation de la classe ouvrière sur tous les terrains, engagée dans un mouvement qui la conduit à s'affronter à l'Etat bourgeois, à combattre pour réaliser son unité contre la bourgeoisie, son gouvernement, son Etat.

— Crise profonde, irréversible, du système en place de domination politique de la bourgeoisie.

— Au fur et à mesure que la tension grandit, l'obstacle au développement victorieux du mouvement de la classe ouvrière, c'est-à-dire le rôle joué par les appareils bureaucratiques et en particulier, à l'échelle européenne, par l'appareil stalinien, tient une place centrale dans tout le dispositif politique.

C'est à partir de ces éléments politiques, et en s'appuyant sur les militants, courants, groupes qui acceptent d'engager des discussions et de combattre sur certaines questions avec les organisations et militants appartenant au Comité d'organisation que se sont tenues au mois d'août 1978 des journées d'étude qui ont regroupé des militants d'organisations d'Allemagne, d'Angleterre, d'Irlande, de Suisse, de Belgique, d'Italie, d'Espagne, du Portugal, de Tchécoslovaquie, de Pologne.

(Nous renvoyons les camarades aux textes de « IO » a publiés au cours des semaines qui ont suivi ces journées d'étude, sur la défense des militants emprisonnés à l'Ouest et à l'Est, pour le retrait des troupes d'occupation d'Irlande et de Tchécoslovaquie, ainsi qu'à l'appel pour la Conférence européenne des 27, 28 et 29 janvier 1979

que « La Vérité » n° 584, décembre 1978, a publié).

L'ordre du jour de cette conférence était :

— Bilan de la campagne internationale contre la répression décidée par les journées internationales d'étude.

— La question nationale en Europe.

— Les élections au Parlement européen.

A la suite de cette conférence internationale se tenait un meeting international à la Mutualité contre la répression (voir article dans « La Vérité » n° 586, avril 1979).

Ni les journées d'études ni la conférence de janvier ne sont encore la « conférence ouverte » ayant la dimension d'une conférence sur le terrain du combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, mais c'est la méthode qui ouvre cette perspective qui a été appliquée. Il s'agit d'associer autour et à l'initiative des organisations européennes du Comité d'organisation des militants et organisations quelquefois extrêmement éloignés du trotskysme, sinon ennemis, dans une action réelle pour la défense des libertés, des militants victimes de la répression à l'Ouest et à l'Est, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, donc les questions nationales, étant évidemment une des libertés fondamentales. Ces questions sont au centre de la lutte contre la bourgeoisie et les bureaucraties parasitaires, contre l'« ordre » de Yalta et de Potsdam, donc du combat pour la révolution sociale et politique en Europe. Une fois de plus, il faut constater comment la théorie de la révolution permanente s'applique concrètement.

Au cours des semaines à venir le Secrétariat européen du Comité d'organisation devra prendre de nouvelles initiatives sur ces mêmes terrains, que la direction de l'OCI explicitera au moment opportun.

Il faut souligner que c'est seulement le Comité d'organisation qui peut prendre de telles initiatives, et surtout que leur réalisation dépend entièrement de l'activité des organisations du Comité d'organisation. Il faut encore souligner qu'il n'en découle pas auto-

matiquement la construction de sections ni la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais que ainsi nous ouvrons une voie, nous nous donnons les moyens d'intégrer directement à notre activité au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse dans la lutte des classes de chaque pays la dimension internationale.

La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale intègre et repose sur la construction des sections dans chaque pays. Mais la lutte pour la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays intègre la dimension de l'Internationale. C'est à l'échelle internationale comme à l'échelle nationale que l'activité de l'avant-garde révolutionnaire doit, pour reprendre une phrase de Trotsky, dégager

« une chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques et organisationnelles, en vue de souder les éléments les meilleurs, les plus clairvoyants du prolétariat mondial sous un drapeau sans tache ».

C'est à cela que correspond le combat pour la conférence ouverte.

---

## 9 — LE COMBAT POUR L'HOMOGENEISATION DU COMITE D'ORGANISATION : L'EXCLUSION DE PO

---

Comme le souligne encore le rapport présenté au Bureau international, dans des conditions différentes et sous des formes spécifiques, c'est la même méthode qui doit être employée en Amérique latine.

Mais d'autres problèmes ont surgi en Amérique latine, qui sont l'expression que les éléments de crise et de dispersion qui sont présents en même temps que les éléments d'homogénéisation et de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale sont aussi présents dans le Comité d'organisation.

La discussion sur les problèmes de la révolution prolétarienne en Amérique latine au sein du Comité d'organisation ne constitue aucunement une discussion « latino-américaine », mais bien une discussion internationale,

cruciale pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est sur cette compréhension que se fondait le refus de l'OCI d'accepter au VII<sup>e</sup> Bureau international (décembre 1976) la proposition de Política Obrera de faire du bulletin de discussion sur l'Amérique latine l'« affaire » des seules organisations latino-américaines, proposition qui remettait en cause le cadre international et le rôle du Comité d'organisation.

C'est sur cette compréhension que se fondait l'initiative de proposer la tenue d'une troisième conférence latino-américaine.

Mais cette initiative, en relation avec les développements dans la lutte des classes en Amérique latine, allait précipiter la maturation des problèmes politiques existant préalablement, et donner toute sa dimension au combat politique qui s'engage : non seulement la discussion sur l'Amérique latine est une discussion internationale, mais ce sont les problèmes les plus fondamentaux de la lutte des classes internationale qui sont présents dans cette discussion.

Au début de 1978, la direction de Política Obrera montait une opération de diversion en utilisant le prétexte d'un article paru dans « La Vérité ». Mais au travers d'elle, Política Obrera avait commencé à exposer ses positions. Nous avons montré alors que le texte présenté par Política Obrera était faux et erroné du point de vue des principes.

En effet, ce texte par sa position explicite sur la « question syndicale » (toute organisation qui se présente comme une organisation syndicale, même un syndicat fasciste, reste un syndicat ouvrier) rompt avec toute la conception marxiste de ce qu'est l'organisation de la classe en subordonnant en fait la lutte des classes fondamentales à notre époque à l'opposition pays oppresseurs/pays opprimés, au lieu de comprendre celle-ci comme une fonction de la lutte des classes, et avec la théorie de la révolution permanente.

Plus encore, il va jusqu'à qualifier le gouvernement Videla comme un gouvernement bonapartiste occupant

une place d'« arbitre » entre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale. Ce qui en fait un gouvernement bonapartiste ayant encore des traits de gouvernement nationaliste bourgeois (d'où l'attitude à l'égard de ses diverses composantes), alors qu'il s'agit d'un gouvernement compradore.

Très rapidement les choses devaient se clarifier. La 8<sup>e</sup> session du Bureau international décidait de mettre au début de son ordre du jour l'exclusion du Comité d'organisation de Política Obrera et de ses supporters. Un nouvel élément donnait sa pleine signification à la démarche de Política Obrera et de sa clique : la fraction chilienne de Política Obrera appelait à participer aux « syndicats » fascistes de Pinochet. Política Obrera et sa clique étaient exclus du Comité d'organisation.

Les problèmes les plus fondamentaux de la révolution prolétarienne sont impliqués : l'unité mondiale de la lutte des classes, la théorie de la révolution permanente et donc sur les fondements de l'internationalisme prolétarien. Cette lutte politique doit être menée jusqu'à son terme comme un moment du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Une nouvelle vague révolutionnaire se lève en Amérique latine.

Actuellement, c'est au Pérou que déferlent les flux les plus avancés de cette vague révolutionnaire, mais elle commence à se manifester dans d'autres pays, notamment le Brésil. D'autre part, l'activité politique du POMR au Pérou ouvre la voie pour toutes les sections des pays d'Amérique latine. Ces sections d'Amérique latine ont une politique authentiquement trotskyste. Política Obrera ne peut plus rester dans l'équivoque. Les liens avec le nationalisme bourgeois qu'elle n'a jamais tranchés l'obligent à aller beaucoup plus loin qu'elle n'est jamais allée dans le soutien de sa propre bourgeoisie. L'existence du POMR, de toutes les organisations du Comité d'organisation en Amérique latine et du Comité d'organisation comme tel, lui est intolérable.

Le POR de Guillermo Lora n'est certes pas une organisation de même nature que Política Obrera. Il reste une organisation trotskyste, mais une

organisation trotskyste mutilée par suite de son histoire et de son isolement, qui est caractéristique du « national-trotskyisme ». Il ignore en pratique les tâches démocratiques comme il ignore l'unité de la lutte des classes en Amérique latine.

Sans adopter les positions de Política Obrera et de sa clique, Guillermo Lora a démissionné du Comité d'organisation et se comporte comme un ennemi de celui-ci. Le POR est à un carrefour de son existence. Ou il rejoindra le Comité d'organisation en rectifiant ses erreurs, ou il se détruira.

Il ne s'agit pas d'une crise du Comité d'organisation mais du processus de son homogénéisation en fonction du développement de la lutte des classes, de l'intervention des organisations du Comité d'organisation, de la construction de sections et du renforcement du Comité d'organisation.

Pratiquement depuis sa constitution, le Comité d'organisation a proposé au Secrétariat unifié l'ouverture d'une discussion car, comme il le déclarait dès 1973,

« pour la première fois depuis 1952-1953, la discussion actuelle, qui englobe tous les principaux problèmes de principe, de stratégie et de tactique, signifie la possibilité de reprendre sur de nouvelles bases, et sur une expérience internationale considérablement enrichie, le débat qui a entraîné la scission de la IV<sup>e</sup> Internationale, proclamée en 1938, reconstituée en 1945-1946. »

La discussion, du fait des refus et des atermoiements du Secrétariat unifié, n'a pas encore véritablement commencé. Néanmoins des progrès vers l'ouverture d'une véritable discussion ont eu lieu. Une première brochure commune a été publiée, qui contient deux textes opposés sur la question de l'appréciation des PC. Mais les progrès les plus importants ont été faits à la rentrée politique de septembre 1978. Les journées d'études organisées par l'OCI à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la IV<sup>e</sup> Internationale ont été l'occasion d'un engagement public du dialogue. Il s'est poursuivi au cours du « Forum » organisé à la même occasion par la LCR.

Un accord a été conclu en vue d'organiser cette discussion en partant des textes que le Secrétariat unifié a produit pour préparer son congrès mondial. Enfin le Secrétariat unifié a invité officiellement le Comité d'organisation à participer comme observateur à son congrès mondial. Nous avons clairement défini le point de vue qui était le nôtre au départ de cette discussion au cours des journées d'études sur la IV<sup>e</sup> Internationale (voir « La Vérité » n° 584, décembre 1978). Au Pérou, des discussions sont engagées entre le POMR et le PRT. Ces deux organisations ont suivi sous l'impulsion du POMR, depuis plus d'un an, une ligne ayant de nombreux points communs. Nombre de problèmes sont à résoudre. Mais l'un des plus importants est celui de la double appartenance au Secrétariat unifié et au Comité d'organisation.

La discussion est pour nous une bataille politique qui a comme point de départ l'incompatibilité entre le trotskysme et le révisionnisme : il ne peut y avoir reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation mondiale centralisée sur la base du « Programme de transition » et fonctionnant selon les principes du centralisme démocratique que pour autant que le révisionnisme sera éliminé des rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous ne préjugeons pas qui, au bout du compte, sera d'un côté de la barricade ou de l'autre. Mais nous posons, en relation avec le développement de la lutte des classes et les problèmes politiques auxquels est confrontée la classe ouvrière, les questions de principe.

La IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas reconstruite, sa crise se poursuit.

S'il fallait une nouvelle preuve de cela, la discussion qui s'ouvre entre la majorité du Secrétariat unifié et le SWP à propos du caractère de la guerre entre la Chine et le Vietnam, de la nature de l'intervention du gouvernement du Vietnam au Cambodge, en apporterait un nouveau témoignage. Deux ans à peine après que la tendance Lénine-Trotsky se soit autodissoute, quelques mois après que les textes préparatoires au congrès mondial du Secrétariat unifié aient été élaborés en commun par les dirigeants des ex-tendances TLT et TMI, de nou-



veaux clivages portant sur des questions fondamentales se produisent. Bien entendu nous participerons à cette discussion.

Cependant, le Comité d'organisation ne se présente pas comme un centre dirigeant. Il est en premier lieu, comme le rappelle sa résolution de constitution, un « large cadre de discussion », tout en coordonnant la lutte pour poursuivre le travail déjà engagé de construction de sections nationales.

Au point de départ du Comité d'organisation, il y a nécessité de reconstruire un centre dirigeant sur la base des principes et du programme. Cette référence prend un contenu concret à travers l'homogénéisation du Comité d'organisation en relation avec les problèmes de la lutte des classes. C'est ainsi que le Comité d'organisation a été amené à établir l'incompatibilité entre l'appartenance au Comité d'organisation et des positions de soutien au Front populaire (à propos du Chili en 1973), l'incompatibilité entre l'appartenance au Comité d'organisation et la capitulation politique devant le sionisme, l'incompatibilité entre l'appartenance au Comité d'organisation et le soutien des « syndicats » fascistes au Chili.

Nous condamnons — parce que contraire aux nécessités de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale — l'idée d'une « coexistence pacifique » entre trotskysme et révisionnisme

comme base de l'existence de l'Internationale.

---

## CONCLUSION

---

L'intervention dans la lutte des classes des organisations du Comité d'organisation, au cours de situations révolutionnaires, comme au Pérou, la possibilité de construire comme en France une OCI de 10 000 militants, par exemple, la capacité du Comité d'organisation d'organiser des campagnes politiques internationales, la progression de l'homogénéisation du Comité d'organisation qui s'est manifestée à la dernière session du Bureau international par une élaboration politique collective de notre intervention en différents pays, la discussion qui s'ouvre avec le Secrétariat unifié : autant d'aspects qui marquent le renforcement du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le Comité d'organisation a fait les premiers pas sur la voie de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais une fois encore il n'est pas le centre dirigeant international indispensable, qui doit être constitué au cours de l'activité politique de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (pour la préparation de cet exposé vers sa discussion, utiliser largement le numéro spécial de « La Vérité » « Quarantième anniversaire de la IV<sup>e</sup> Internationale, plus d'un siècle de lutte pour l'Internationale ouvrière »).

Avril 1979.

conclusion  
 de la  
 de la  
 de la

de la  
 de la  
 de la



**POMR**

REGIONAL

AREQUIPA



# Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale



## La situation au Pérou et l'activité du POMR

par Luis FAVRE

*Les 16, 17 et 18 avril, une école de formation pour des militants latino-américains résidant en Europe, membres et sympathisants du Comité d'organisation, s'est tenue à Paris.*

*Pendant trois jours, une véritable discussion politique s'est déroulée avec la participation de cinquante camarades argentins, brésiliens, colombiens, vénézuéliens, mexicains, chiliens et péruviens.*

*Trois exposés introduisirent les débats et le travail des commissions : la théorie de la révolution permanente, par Stéphane Just ; les leçons des développements de la lutte des classes au Pérou, par Luis Favre ; la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, par François de Massot.*

*Dans ces pages de La Vérité consacrées à l'activité du Comité d'organisation et de ses sections, nous reproduisons des extraits de l'exposé du camarade L. Favre, qui illustre, à la lumière des événements de la lutte des classes au Pérou et de l'activité du POMR, les processus de la marche à la révolution prolétarienne dans des conditions où, comme nous l'avons déjà écrit, les sections du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne se limitent pas à tirer des leçons de ces événements, mais sont facteur agissant des processus révolutionnaires en cours.*

Le chef du gouvernement militaire du Pérou, le général Morales Bermudez, a donné une interview à Marcel Niedergang, du journal « Le Monde », le 13 avril 1979.

Dans cet article, Morales Bermudez aborde, de façon très claire, une série de questions qui peuvent servir d'introduction à la discussion sur les problèmes de la lutte des classes au Pérou.

Comme vous le savez tous, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et en particulier l'OCI en France développent en ce moment une campagne pour les libertés démocratiques au Pérou, pour la libération des prisonniers politiques, et en particulier pour la libération de notre camarade Humberto Chaparro, des militants et des mineurs de Cuajone, Toquepala et Ilo, et pour le rétablissement de la

liberté de la presse au Pérou. Ce sont là des mesures répressives prises par le gouvernement de Morales Bermudez pour arrêter la radicalisation et la mobilisation des masses péruviennes contre la dictature militaire. A ce propos, Morales Bermudez affirme :

« Aujourd'hui, on critique le gouvernement, on l'insulte, on l'accuse de comportement dictatorial. On nous dit des choses horribles, par écrit et oralement, on dit même que nous sommes un gouvernement de type fasciste.

Nous ne pouvons pas par conséquent lâcher les rênes du jour au lendemain. Nous n'avons pas les moyens d'un parti politique normal. Nous ne pouvons pas convoquer sur une place publique tous les capitaines, les commandants et les colonels. Nous ne pouvons donc pas, dans cette étape transitoire, respecter une pureté démocratique totale. »

De ces phrases se dégagent deux conclusions très importantes pour nous. La première est que Morales Bermudez entend continuer la politique de répression pour assurer son pouvoir politique et le maintien du régime militaire au pouvoir. La deuxième est que Morales Bermudez reconnaît ouvertement que le gouver-

nement militaire est profondément isolé par rapport à l'ensemble de la population du pays. Il n'a pas les moyens de mobiliser qui que ce soit pour le soutenir, où que ce soit, sauf, s'il le pouvait, ... les colonels, les commandants et les capitaines ! C'est-à-dire que, en dehors de la hiérarchie militaire qui soutient le régime de Morales Bermudez, il n'y a dans aucun secteur de la population une force capable de se mobiliser pour le soutenir. Cette constatation est très importante pour nous, car elle mesure le degré de décomposition atteint par le régime militaire instauré il y a dix ans, et qui avait alors suscité toute une série d'espairs dans les secteurs les plus arriérés du peuple péruvien. Il avait d'ailleurs reçu l'appui conscient de toutes les forces qui défendent l'ordre bourgeois à l'échelle internationale et qui savaient, elles, parfaitement à quoi s'en tenir : la bureaucratie du Kremlin par le biais du Parti communiste péruvien ; le gouvernement castriste, Fidel Castro présentant le gouvernement de Velasco Alvarado comme un « gouvernement révolutionnaire anti-impérialiste » de même type que le gouvernement cubain, représentant, avec le gouvernement de Torrijos à Panama et le gouvernement Allende au Chili, l'espoir de la libération nationale des peuples d'Amérique latine.

---

## la politique des forces armées péruviennes

---

A ce propos Morales Bermudez, dans l'interview que je viens de citer, se référant aux caractéristiques du gouvernement militaire qui se mit en place à partir de 1968, dit que ce qui a incité le gouvernement à engager un processus de « retour des civils », c'est surtout le souci des militaires

« de ne pas permettre que l'institution des forces armées puisse perdre son crédit, comme un parti politique au pouvoir. Il y a onze ans que nous sommes aux affaires, c'est long. Ce gouvernement ne ressemble pas aux

autres qui sont issus de coups d'Etat. Nous sommes un gouvernement institutionnel. C'est le gouvernement révolutionnaire des forces armées, comme si les forces armées étaient une formation politique. Or, le pouvoir use et détruit. Mais si les partis politiques peuvent s'user, les forces armées, elles, ne le peuvent pas, car elles sont une institution permanente dans la vie de la nation. Ce n'est pas que nous nous sentions incapables. Si cela était, nous ne serions pas au pouvoir. Mais nous ne pouvons pas prendre le risque de nous détruire. »

Ce risque existait-il, demande le journaliste du « Monde », au début de l'expérience militaire en 1968 ? Et Morales Bermudez répond :

« Il existait. Mais nous avons pu atteindre des objectifs très importants. Le plan de transfert du pouvoir a été préparé et rédigé par l'armée. Et notre philosophie n'a pas changé : consolider le processus révolutionnaire en évitant qu'il ne dérive vers l'étatisme communiste ou qu'il ne revienne à des formes dépassées de capitalisme pré-révolutionnaire. »

Je crois que nous pouvons partir de cette deuxième citation pour analyser les raisons du coup d'Etat de Velasco Alvarado, la nature de son gouvernement, la politique qu'il mit en œuvre et les conditions de son échec.

Le 3 octobre 1968, les forces armées prennent le pouvoir au Pérou.

Elles y sont conduites par deux problèmes fondamentaux de la lutte des classes dans ce pays et malgré le risque, rappelé par Morales Bermudez, que les forces armées, comme institution, prennent totalement en charge le pouvoir.

Le premier est la profonde crise politique du régime de Belaunde Terry, un gouvernement « parlementaire » qui a pris un caractère de plus en plus bonapartiste, au travers duquel se développe une corruption intense des sphères gouvernementales. Celles-ci ont atteint un tel stade dans leur volonté de livrer le pays à l'impérialisme étranger que, lors de la signature du fameux contrat sur le pétrole par le gouvernement Belaunde Terry, on ne livrera à l'opinion publique que dix pages de ce contrat, car la onzième contenait une soumission tellement abjecte à l'impérialisme étranger que le gouvernement de Belaunde Terry a préféré éviter que tout le monde en prenne connaissance. C'est, pour ainsi dire, le prétexte dont se servent les forces armées pour prendre le pouvoir.

Mais cette crise politique est alimentée fondamentalement par la mobilisation de la classe ouvrière et des masses paysannes. Notons que, malgré la répression contre la guérilla ouverte dans la région de la Convencion, où Hugo Blanco apparaît comme leader paysan, une profonde instabilité mine

les rapports sociaux à la campagne, précisément à partir de l'aspiration du mouvement paysan à la possession de la terre. En même temps commence à s'organiser le syndicalisme paysan sur un terrain d'indépendance de classe.

En second lieu, pour ce qui est du mouvement ouvrier, notons la grève générale illimitée de 1967 dans la ville d'Arequipa et l'affrontement avec les forces armées qui s'ensuit pour montrer le point atteint par la radicalisation du mouvement ouvrier contre le gouvernement de Belaunde Terry. Mais ce mouvement vers l'indépendance de classe du prolétariat s'exprime de la manière la plus achevée dans la lutte contre le contrôle qu'exerce alors l'APRA sur le mouvement ouvrier péruvien. Ce parti bourgeois, qui se réclame du combat anti-impérialiste et du nationalisme, a dominé étroitement pendant de longues années le mouvement ouvrier péruvien à travers la Confédération des travailleurs du Pérou (CTP). En 1968, se reconstitue la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), centrale fondée par José Carlos Mariategui sur la base de l'indépendance du prolétariat. A la reconstitution participent dans le cadre du front unique les militants du PCP et ceux d'une organisation centriste importante pour le Pérou, qui s'appelle Vanguardia Revolucionaria, et d'où sortiront les cadres qui donneront naissance plus tard au POMR, section péruvienne du Comité d'organisation. La reconstitution de la CGTP est un moment très important de la marche à l'indépendance du prolétariat.

---

### LE COUP D'ETAT DE VELASCO ALVARADO

---

Velasco Alvarado réalise un coup d'Etat typiquement préventif : face au développement d'une situation qui se dirige vers l'éclatement de la crise révolutionnaire, les forces armées et la hiérarchie militaire décident de prendre en charge le pouvoir en instaurant un régime bonapartiste, empreint de traits nationalistes bourgeois. Plusieurs types de mesures accompagnent la venue au pouvoir du régime de Velasco Alvarado, ce qui va nous per-

mettre de comprendre la nature de classe du gouvernement qui s'installe alors au Pérou.

La première de ces mesures consiste en une série de restrictions imposées au capital étranger. Immédiatement après le coup d'Etat, le gouvernement nationalise l'International Petroleum Company, procède à la nationalisation d'une série d'entreprises liées à ce monopole impérialiste et met en route un projet de réforme agraire et la création d'une série de coopératives dans le domaine agricole.

Mais, parallèlement à ces mesures anti-impérialistes limitées que prend le gouvernement Velasco Alvarado, une série de concessions sont faites au capital étranger. L'autorisation d'exploitation du pétrole dans la zone de l'Amazonie péruvienne est donnée par exemple à des entreprises étrangères, et, en particulier, à l'Occidental Petroleum Company, qui se trouve aujourd'hui au centre d'un conflit extrêmement important dans le département de Loreto.

Par ailleurs, le gouvernement procède à la création d'une série d'organismes qui ont pour objectif de contrôler le mouvement des masses en l'intégrant à l'Etat bourgeois, de liquider son caractère indépendant, et d'assurer, à partir de là, non seulement la stabilité du gouvernement Velasco Alvarado en tant que tel, mais la stabilité de l'ordre bourgeois dans le pays. Car celle-ci est mise en cause, non seulement par les masses, mais aussi, contradictoirement, par les mesures anti-impérialistes limitées que le gouvernement a été amené à prendre. C'est-à-dire que se développe une situation à laquelle nous nous sommes déjà référés dans notre discussion sur la révolution permanente : la mise en œuvre d'une série de mesures qui vont dans le sens de la réalisation des aspirations nationales et démocratiques du peuple péruvien, de son indépendance nationale, de la défense de sa souveraineté, de la liquidation de l'arriération agraire du pays, toutes ces initiatives que prend Velasco Alvarado se trouvent en même temps vidées de leur contenu progressiste de par leur caractère forcément limité et incomplet et dans la mesure où le gouvernement bourgeois se fixe prioritairement

l'objectif de maintenir l'« ordre » dans le pays.

Ces mesures deviennent un facteur accentué de désordre de l'économie et naturellement de la situation sociale dans le pays.

Le gouvernement de Velasco Alvarado prend le pouvoir, le Pérou ayant une dette extérieure d'un montant approximatif de 300 millions de dollars. Aujourd'hui, cette dette extérieure a atteint 15 milliards de dollars, comprenant dette publique et dette privée. C'est-à-dire qu'un gouvernement qui se réclame de la lutte anti-impérialiste, qui prend une série de mesures restrictives par rapport au capital étranger, finit par endetter le pays comme jamais aucun gouvernement, fût-il le plus réactionnaire et le plus conservateur, ne l'a jamais fait au Pérou. Preuve flagrante de l'incapacité de la « bourgeoisie nationale », même lorsqu'elle prend une série de mesures restrictives par rapport à la pénétration étrangère, de ce que, par peur de la mobilisation révolutionnaire des masses, elle puisse résoudre les tâches démocratiques et anti-impérialistes nécessaires pour assurer un développement indépendant du pays.

La préoccupation fondamentale de Velasco Alvarado fut de créer des organismes tendant à intégrer le mouvement ouvrier à l'Etat bourgeois. Il s'applique d'abord à constituer un organisme d'Etat dénommé SINAMOS (système national de mobilisation sociale) dont l'objectif est, à partir des fonds du budget public, de pénétrer dans les organisations syndicales, de créer un syndicalisme parallèle et, là où les organisations syndicales ne peuvent être détruites, de procéder par la corruption à la destruction du mouvement syndical indépendant. Signalons que, conjointement à la constitution du SINAMOS, le gouvernement militaire crée la CTRP (Confédération des travailleurs de la révolution péruvienne), appelée à remplacer la CGTP et à instituer un syndicalisme unique, intégré au régime militaire dont elle défend les intérêts. A la campagne, le gouvernement crée la Confédération nationale agraire (CNA), dont l'objectif est de freiner l'évolution du syndicalisme paysan indépendant, qui s'est exprimée à travers la

constitution de la Confédération paysanne du Pérou (CCP).

En liaison avec ces organismes, le gouvernement crée les « Communautés de travail », dont l'objectif est d'assurer la « participation ouvrière » au profit des entreprises du secteur nationalisé comme du secteur dit d'économie mixte : c'est la recherche de l'association capital-travail, vieille utopie réactionnaire de tous ceux qui prétendent éliminer la lutte des classes par décret.

### **VERS LA CHUTE DE VELASCO ALVARADO**

Face à la création de ces organismes, la réaction du mouvement ouvrier ne se fait pas attendre, et ce dans des conditions tout à fait intéressantes. Car, tant par le fait que le gouvernement Velasco Alvarado prend une série de mesures anti-impérialistes, mêmes limitées, parce qu'il compte de plus sur l'appui du PCP et du gouvernement cubain, parce qu'il est attaqué dans la presse par les secteurs traditionnellement réactionnaires et conservateurs de la bourgeoisie péruvienne, parce qu'enfin le gouvernement des Etats-Unis manifeste son mécontentement devant les mesures prises, il est indiscutable qu'il existait des illusions dans la classe ouvrière, véhiculées par les appareils contre-révolutionnaires, en ce qui concernait la possibilité que le gouvernement militaire réalise et satisfasse ses propres aspirations. Et cependant, malgré toutes ces illusions, démontrant à quel point la conquête et la défense d'organisations syndicales indépendantes par le prolétariat le constituent comme classe opposée à l'ordre bourgeois, en dépit des appareils qui dirigent ces organisations et au-delà des illusions que peuvent se faire les travailleurs eux-mêmes, le mouvement ouvrier péruvien s'oppose massivement à la création de ces organismes. Il repousse la constitution de la CTRP comme les tentatives d'intégration à l'appareil d'Etat à travers le SINAMOS. Un profond conflit se développe ainsi de 1973 à 1975 entre le mouvement ouvrier combattant pour préserver ses organisations syndicales indépendantes et le gouvernement

militaire appuyé sur ses institutions de type verticaliste, qui cherche à intégrer le mouvement ouvrier à un système corporatif. Le gouvernement crée alors le Movimiento Laboral Revolucionario (MLR), qui — je le signale à la fin parce qu'il représente un peu la dernière pierre mise à l'ensemble de cet échafaudage d'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat bourgeois — est un mouvement typiquement fasciste qui s'appuie sur une bande de lumpens payés avec l'argent de l'Etat. Il a pour objectif avoué d'attaquer les armes à la main les assemblées de travailleurs ou les sièges des syndicats indépendants en essayant d'assurer à travers cette répression la destruction du mouvement syndical indépendant.

Notons que c'est en 1973 que, contre la CTRP, Hernan Cuentas participe au combat pour la constitution du syndicat des travailleurs de Cuajone en tant que syndicat indépendant, que se développe la grève des mineurs du Sud et qu'a lieu la marche sur Arequipa, qui sera suivie d'une profonde répression, de la destruction du syndicat de Cuajone et de la déportation du camarade Hernan Cuentas. A Cuajone, la CTRP contrôlera à nouveau les travailleurs des mines jusqu'à l'année dernière où, appuyé sur la mobilisation révolutionnaire des masses, le camarade Hernan Cuentas interviendra avec d'autres députés pour reconstituer le syndicalisme indépendant à Cuajone.

La chute de Velasco Alvarado en 1975 est le produit de l'incapacité d'intégrer le mouvement ouvrier à l'Etat, objectif pour lequel l'ensemble de la bourgeoisie était disposée à soutenir le gouvernement militaire malgré ses mesures anti-impérialistes limitées et la réforme agraire partielle. L'échec du gouvernement dans ce domaine fondamental démontre que, si l'impérialisme et la bourgeoisie sont disposés à des concessions limitées en échange de la « paix sociale », le gouvernement militaire est incapable d'assurer cette dernière, qui implique d'autre part la liquidation de toute mobilisation révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, condition nécessaire à la réalisation d'une véritable indépendance nationale.

L'indépendance nationale implique une rupture telle avec le marché mon-

dial dominé par l'impérialisme que seules les forces qui n'ont aucun lien avec le capital financier — ce qui n'est le cas d'aucune fraction de la « bourgeoisie nationale », en aucun pays du monde — peuvent la réaliser. La bourgeoisie, même son aile la plus radicalisée, la plus touchée, si l'on peut dire, par les mesures de concentration monopoliste impulsées sous la houlette du capital financier, est incapable de procéder à cette rupture avec le marché mondial et d'engager à partir de là une mobilisation révolutionnaire capable de résister au blocus de l'impérialisme.

Cette combinaison de désordre économique, de crise, de chômage massif, d'inflation galopante, de faillites financières, d'endettement envers l'impérialisme étranger, liée à la radicalisation croissante du mouvement ouvrier et à l'incapacité de l'intégrer à l'Etat, voilà ce qui pousse les forces armées et la bourgeoisie péruvienne à réaliser un nouveau coup d'Etat et à destituer Velasco Alvarado.

## LA POLITIQUE DU PCP

J'aimerais maintenant aborder la question sous l'angle de l'activité de la classe ouvrière, et la manière dont celle-ci, au sein du mouvement ouvrier, a réussi à préserver ses organisations syndicales indépendantes, car cette question est très importante et va marquer l'avenir de la mobilisation des exploités au Pérou.

Comme je l'ai déjà dit, le PCP appuie le coup d'Etat de Velasco Alvarado comme étant la réalisation de la « révolution agraire, démocratique et anti-impérialiste ». Il va jusqu'au point d'expliquer que la principale bataille du mouvement syndical et du mouvement ouvrier est d'augmenter la productivité. Il met en avant une forme d'« unicité syndicale », comme ce que le stalinisme essaya d'instituer au Portugal pour lutter contre le développement de la révolution prolétarienne. Au Pérou, cela signifie tout simplement fondre la CGTP au sein de la CTRP, fusion qui se ferait sous le contrôle du gouvernement militaire, appuyé par le PCP. Mais cet appui du PCP au gouvernement militaire n'exige pas seulement la

destruction de la CGTP. Il faut aller plus loin encore. Le PCP et ses cadres syndicaux doivent se porter au premier rang du combat contre les masses dans les grèves, dans les mobilisations.

Les dirigeants et cadres staliniens de la CGTP doivent s'opposer physiquement au combat des travailleurs ; un peu, peut-être, comme les dirigeants CGT de la ville de Roanne en France, qui viennent de signer un accord avec le patron de l'entreprise, acceptant un blocage général et des réductions de salaires qui atteignent 12,2 %. Il serait nécessaire que la CGTP et ses cadres syndicaux interviennent en faveur du patronat et du gouvernement militaire dans chaque assemblée, dans chaque conflit ; qu'ils défendent systématiquement le point de vue du gouvernement militaire dans chaque assemblée, dans chaque conflit ; qu'ils appuient les licenciements massifs programmés : en un mot, qu'ils s'opposent frontalement au mouvement ouvrier. Le PCP se lance dans cette épreuve et essaie de l'imposer au sein de la CGTP. Aussi provoque-t-il en 1973 la première crise grave qui secoue le PC péruvien, crise qui va opposer l'appareil contre-révolutionnaire aux ordres de la bureaucratie du Kremlin et des cadres syndicaux du PCP, en particulier Victor Cuadros, secrétaire général de la Fédération des mineurs, et Ricardo Diaz Chavez, membre du comité central du PCP, avocat de cette fédération. Tous deux vont être expulsés du PCP en 1973 parce qu'ils se refusent — Victor Cuadros l'a expliqué lors des meetings qu'il a tenus en France quand il était déporté — à intervenir contre les grèves qui se déroulent face au gouvernement militaire. La grève de 1973 donne l'occasion au PCP d'accuser ces militants de « division ultra-gauche » pour les exclure. La Fédération des mineurs quitte alors la CGTP.

Signalons également ceci : le Syndicat unique des travailleurs de l'éducation, le SUTEP, un puissant syndicat qui regroupe les enseignants du primaire et du secondaire, passe aux mains d'une organisation maoïste, Patria Roja. Mais l'essentiel réside ailleurs : à travers le combat contre la politique d'appui du PCP au gouvernement militaire, le SUTEP sort de la CGTP parce qu'il refuse justement



d'accepter les diktats de la bureaucratie stalinienne, qui contrôle la centrale majoritaire du mouvement ouvrier péruvien.

A partir de là commence un processus propre au mouvement ouvrier péruvien qu'il est important d'analyser.

En tant que tels, nous sommes par principe partisans d'une seule centrale syndicale des travailleurs, unique et démocratique, indépendante de l'Etat et des partis bourgeois. Mais ce contenu d'indépendance vis-à-vis de l'Etat et des partis bourgeois n'est pas une simple formalité que l'on peut, pour ainsi dire, ignorer, au nom de l'« unité », qui peut aussi devenir une coquille vide, le contraire de l'unité profonde du mouvement ouvrier, une mascarade bureaucratique contraire aux intérêts et aux revendications du mouvement ouvrier. Au Pérou, nous sommes en présence d'une situation apparemment chaotique, mais c'est le processus vivant au travers duquel, certes avec des confusions politiques parfois contraires à la lutte conséquente pour l'indépendance de classe du prolétariat, une série de fédérations syndicales et de directions nationales du mouvement ouvrier commencent à rompre avec l'appareil dirigeant de la CGTP et se proclament fédérations syndicales indépendantes.

Ceux qui condamnent cette « division » comme affaiblissant les rangs du mouvement ouvrier se placent en fait sur le terrain du gouvernement

militaire, car à travers elle le mouvement ouvrier péruvien a préservé en réalité la CGTP comme centrale de classe. Car, si la direction de la CGTP ne fusionne finalement pas avec la CTRP, renonçant à cette centrale unique avec l'appareil d'Etat, cela est principalement dû au fait que les fédérations indépendantes au Pérou auraient alors repris le sigle de la CGTP abandonné par les dirigeants staliniens et assuré la continuité profonde du mouvement qui l'avait constituée. L'appareil du PCP ne prend pas ce risque, d'autant qu'il sait que la CGTP se serait dans ce cas reconstruite contre lui, c'est-à-dire dans des conditions infiniment plus favorables pour le combat indépendant du prolétariat.

Contradictoirement à sa politique, l'appareil stalinien du PCP se voit obligé de maintenir la CGTP, précisément parce que les fédérations syndicales indépendantes constituent la continuité historique du mouvement ouvrier péruvien vers son indépendance de classe. Et ce ne sont pas seulement le SUTEP (syndicat des enseignants) et la Fédération des mineurs du Pérou en 1973, mais ensuite la Fédération des brasseurs, la Fédération du verre, la Confédération paysanne du Pérou et de nombreux syndicats de base qui commencent à chercher, au travers de leur rupture avec l'appareil stalinien, certes de manière encore confuse, un pôle de regroupement indépendant les centralisant contre le gouvernement militaire.

---

## le gouvernement Morales Bermudez

---

La réalisation du coup d'Etat de Morales Bermudez en 1975 pour essayer de résoudre cette crise sociale, économique et politique dans laquelle le gouvernement de Velasco Alvarado s'est débattu est moins centrée sur la question de la politique économique que sur la nécessité d'infliger une profonde défaite au prolétariat. Velasco

Alvarado prétendait s'appuyer sur le mouvement des masses en le contrôlant, tandis que Morales Bermudez part de l'échec de cette tentative de Velasco afin de préparer l'affrontement contre elles. Il prépare la guerre civile, et c'est dans cette situation qu'il décide l'arrestation de Victor Cuadros, Hernan Cuentas, José Ona,

## L'APPEL DU POMR

### « AUCUNE CONCILIATION... »

« La grève de la Fédération des pêcheurs a montré le chemin de la victoire des masses. La grève de la Fédération des pêcheurs, pour la victoire des revendications contre l'impérialisme et le gouvernement nationaliste bourgeois qui se soumet à lui, pose avec toute sa force la question des méthodes du combat centralisé des masses ; elle met à l'ordre du jour la bataille pour la grève générale nationale du prolétariat et de tous les travailleurs des villes et des campagnes (...).

Le POMR, qui lutte pour la dictature du prolétariat et pour le socialisme, exprime le sentiment majoritaire de millions d'ouvriers, de paysans, d'employés, d'enseignants et de jeunes étudiants, des femmes au foyer et des noyaux qui réclament une issue ouvrière et populaire à la situation actuelle, et déclare : ce sont les directions nationales, celles qui occupent la direction des organisations syndicales nationales CGTP, CTRP et CUOS, CCUSC, CNA, SUTEP, CCP ; ce sont les partis politiques qui se réclament de la classe ouvrière et de l'anti-impérialisme : PCP, VR, Patria Roja, PST, Bandera Roja, PCR, FIR, qui doivent prendre en charge la responsabilité d'organiser et conduire le combat unitaire de la classe ouvrière et des masses populaires pour la victoire des revendications des pêcheurs et de tout le peuple opprimé.

Le POMR, qui lutte pour la complète indépendance politique et organisationnelle des organisations des masses vis-à-vis de l'Etat et du gouvernement bourgeois, et qui combat pour empê-

Arturo Salas, Ricardo Diaz Chavez et Genaro Ledesma. Tous ces militants sont envoyés à la prison de El Sepa.

La campagne internationale pour leur libération, développée sur la base du front unique ouvrier par l'OCI et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, la délégation de la Ligue des droits de l'homme conduite par M<sup>e</sup> Dechezelles à Lima, les multiples délégations et télégrammes à l'ambassade du Pérou en France interviendront comme un puissant facteur d'aide aux travailleurs péruviens, qui prit une place décisive dans la bataille pour la libération des prisonniers et permit une première victoire contre la dictature militaire en 1976.

## DE LA GREVE DES PECHEURS...

La grève des pêcheurs se développe sur deux mois, fin 1976. Une de ses premières caractéristiques est de faire exploser un des bastions de la CTRP, puisque la Fédération des pêcheurs était encore contrôlée par elle et qu'il ne s'était pas produit de rupture décisive avec les syndicats de base des pêcheurs.

Des heurts armés se produisent à Chimbote, à El Callao, entre le MLR, la bureaucratie de la CTRP et les pêcheurs, qui constituent leur comité de grève, tiennent leurs assemblées et les défendent contre les bandes armées créées sous Velasco et maintenues par le gouvernement de Morales Bermudez. Un conflit de classe de grande ampleur s'ouvre autour de la grève des pêcheurs, consciemment isolée par la direction de la CGTP pour permettre au gouvernement militaire de remporter une victoire sur toute la ligne et d'imposer un recul au mouvement ouvrier. Le gouvernement militaire décrète l'état d'urgence dans tout le pays ainsi que la militarisation, suspend les garanties individuelles et lance une vaste campagne de répression qui va jusqu'à l'arrestation de tous les dirigeants de la grève, du comité de grève. Il cherche à interdire la constitution, sur la base du comité de grève des pêcheurs, d'un Commandement de lutte nationale qui puisse

généraliser la résistance des masses contre le gouvernement de Morales Bermudez. La bureaucratie de la CGTP s'oppose à toute mesure de solidarité avec la grève des pêcheurs, prêtant ainsi main forte au gouvernement dans la répression. De son côté, le POMR combat, à partir de la grève des pêcheurs, sur le mot d'ordre de la constitution du « commandement politique », ouvrant ainsi une perspective politique pour la victoire de la grève des pêcheurs, pour le combat des masses péruviennes (voir l'appel que nous publions ci-contre). Ce commandement se réalise partiellement sous la forme d'un « commandement de lutte » composé d'organisations syndicales, mais d'une manière déformée dans la mesure où il laisse ainsi de côté le contenu politique profond du combat des pêcheurs, qui était susceptible de donner une dimension nationale au conflit les opposant au gouvernement militaire.

Apparemment, la grève des pêcheurs se termine sur un échec du point de vue des revendications. Au bout de deux mois, elle prend fin. Mais pendant ces deux mois, malgré l'état de siège, les pêcheurs ont tenu leurs assemblées, préservé leur indépendance de classe et centralisé leur action. Sur le terrain politique, c'est une défaite pour le gouvernement militaire, une défaite qui va provoquer un tournant dans les rapports de forces entre les classes, modifier le cours de la crise politique de la bourgeoisie et du gouvernement militaire et ouvrir la voie à la mobilisation indépendante de la classe ouvrière. La grève des pêcheurs, parce que le gouvernement militaire n'a pu briser son mouvement, prépare politiquement la grève nationale du 19 juillet 1977.

### ... A CELLE DU 19 JUILLET 1977

Notons que la grève nationale du 19 juillet 1977 joue un rôle extrêmement important. Il s'agit d'un processus profondément politique, qui s'exprime sur le terrain syndical, processus à travers lequel le mouvement ouvrier concentre politiquement l'unité de ses rangs contre le gouvernement militaire. Au travers de la mobi-

### ...AVEC LE GOUVERNEMENT MORALES BERMUDEZ »

cher que la crise et la décomposition du gouvernement nationaliste bourgeois n'entraînent le prolétariat et ne l'amènent à la défaite, déclare :

**Aucun appui au gouvernement de Morales Bermudez, qui se soumet à l'impérialisme !**

**Aucune conciliation avec le gouvernement de Morales Bermudez, qui attaque les travailleurs !**

**Mobilisons-nous et combattons pour en finir avec le gouvernement de Morales Bermudez !**

Seul un gouvernement qui rompra avec l'impérialisme et qui sera responsable devant le peuple, qui seul détient la souveraineté, peut sortir le pays de la crise, assurer le pain, l'emploi, les salaires, la liberté, une vie digne pour les travailleurs et tous les opprimés et exploités (...).

Le POMR, qui a proposé aux organisations de la classe ouvrière et du peuple, syndicats et partis politiques, la constitution d'un Commandement politique pour faire face dans l'unité aux tâches que la situation politique exige, appuie inconditionnellement l'appel fait dans sa lettre du 26 octobre par la Fédération des pêcheurs pour constituer un Commandement national de lutte d'urgence, lequel, en répondant aux aspirations unitaires des travailleurs, prendra les initiatives nécessaires pour défendre les revendications des pêcheurs et de tout le peuple péruvien contre l'impérialisme, la bourgeoisie et le gouvernement de Morales Bermudez, qui applique la politique du capital financier (...). »

Lima, le 2 novembre 1976.  
Bureau politique du POMR.

lisation, des grèves, de ce qui constitue une conquête de la grève des pêcheurs — c'est-à-dire la tenue, malgré la répression, des assemblées générales, des comités de grève, la lutte pour généraliser à travers le comité central de grève et le « commandement de lutte » les autres secteurs en conflit et la grève qui se maintient pendant deux mois —, une profonde maturation s'opère, essentiellement concentrée sur la CGTP. L'exigence de l'action unitaire du mouvement ouvrier est telle que les dirigeants de la CGTP décident, pour continuer à garder le contrôle de la situation, d'appeler à la grève nationale de vingt-quatre heures. D'abord, c'est la première fois que la CGTP appelle à une grève nationale de vingt-quatre heures depuis sa reconstitution. Ensuite, elle intervient au moment où l'évolution politique du mouvement ouvrier lui permet de démontrer sa force, entraînant les masses paysannes, les masses des bidonvilles dans la lutte contre le gouvernement de Morales Bermudez, centralisant ainsi sa propre activité et, derrière lui, celle des masses opprimées de tout le pays.

Le 19 juillet, selon les militants péruviens — et, comme plusieurs sont présents ici, ils pourront largement l'expliquer dans les commissions —, a lieu la grève nationale la plus massive de toute l'histoire du mouvement ouvrier péruvien.

Le prolétariat s'érige en dirigeant de la nation, contre le gouvernement militaire, ce qui approfondit et accélère la crise de ce dernier.

Comme le dit Morales Bermudez dans son interview au journal « Le Monde », les forces armées ont accepté de courir un danger en 1968 parce qu'elles pensaient qu'il pouvait et devait être couru, pourvu qu'il assure la « paix sociale ». Les forces armées ne sont pas certes un parti politique, comme il le rappelle, mais la colonne vertébrale de l'Etat bourgeois. Et si les forces armées se disloquent sous l'impact direct des coups des masses et de l'usure du pouvoir, comme le dit Morales Bermudez, alors c'est la révolution prolétarienne — comme on la voit en Iran, comme on l'a vue se développer au Portugal — qui serait à l'ordre du jour dans des conditions où le premier pilier de

l'Etat bourgeois, les forces armées, se trouverait dans l'incapacité de se « réserver », si l'on peut dire, pour la contre-révolution.

## LE « PLAN POLITIQUE » DE MORALES BERMUDEZ

Voilà dans quelle situation et pourquoi Morales Bermudez annonce ce que l'on appelle le plan « Tupac Amaru ». Ce plan, malgré toute une série de considérants, se résume fondamentalement à l'aspect politique de ce que l'on y dénomme le « transfert de pouvoir aux civils ».

Il consiste à convoquer pour le 4 juin 1978 des élections à une Assemblée constituante, totalement octroyée par le régime militaire, et à réaliser en 1980 des élections générales précédées d'élections municipales. Ceci devrait permettre la constitution d'un gouvernement civil en 1980, tandis que les forces armées se retireraient du pouvoir.

Il est évident que le plan « Tupac Amaru » correspond réellement à une nécessité pour la bourgeoisie péruvienne, non seulement parce qu'il implique le retrait des militaires du pouvoir dans des conditions de crise au sein des forces armées, mais aussi parce que son caractère échelonné n'est pas arbitraire et correspond au développement de la situation politique. Le transfert de pouvoir des militaires doit se faire évidemment en direction des partis bourgeois, mais ces partis bourgeois n'ont pas fonctionné depuis 1968. En second lieu, ils sont profondément divisés quant à la politique à suivre. L'Action populaire exige des élections immédiates, et est même prête à appuyer un coup d'Etat qui réaliserait ces élections immédiates, car elle considère qu'il n'est plus possible de laisser les militaires au pouvoir parce que la révolution prolétarienne peut éclater, précisément à cause de leur présence au pouvoir. Pour elle, il est nécessaire de faire les choses beaucoup plus rapidement. Un parti comme l'APRA manifeste de telles divisions en son sein que seule la présence de Haya de la Torre comme leader bonapartiste du parti à qui se subordonnent les fractions peut assu-

rer une certaine unité. Mais Haya de la Torre a quatre-vingt-cinq ans...

Enfin, il est évident que le régime militaire a créé toute une série d'institutions qui se sont partiellement confondues avec l'Etat bourgeois péruvien, qui en font partie. Si le gouvernement militaire procède à la dissolution immédiate et brutale de ces institutions, il se créera une situation d'ouverture, de brèche, de dislocation de l'appareil d'Etat qui peut ouvrir son cours à la crise révolutionnaire, et c'est ce que le gouvernement militaire prétend éviter avec son plan politique. Il s'agit en l'occurrence, petit à petit, d'essayer d'insérer les partis bourgeois dans l'exercice du pouvoir d'Etat, en retirant les forces armées et en modifiant partiellement les institutions pour créer une certaine forme de parlementarisme bâtard, contrôlé par les forces armées. Mais ce plan politique implique forcément une certaine ouverture sur le terrain de la démocratie, et nous allons voir que le mouvement des masses pourra l'utiliser pour porter encore plus loin sa mobilisation contre l'Etat bourgeois.

La Constituante octroyée par le gouvernement de Morales Bermudez n'est pas un hasard. Dans cette « Constituante », les partis bourgeois divisés participeront pendant un an à une discussion avec les militaires, sans remettre en question le pouvoir politique, ce qui pourra amener à une certaine homogénéisation nécessaire pour un candidat unique de la bourgeoisie en 1980. La Constituante correspond à ce dessein, et c'est pourquoi elle a un caractère frauduleux, anti-démocratique et subordonné au gouvernement militaire, un caractère contraire à celui d'une Assemblée réellement constituante, c'est-à-dire exerçant le pouvoir. L'Assemblée constituante n'a aucun pouvoir, elle a été instaurée par un décret du gouvernement militaire, son délai de fonctionnement a été fixé par le gouvernement militaire, son unique pouvoir est de rédiger une Constitution qui devra être acceptée par le gouvernement militaire. Dans l'interview déjà citée, Morales Bermudez explique :

Question : « Y a-t-il un risque à rendre le pouvoir aux civils ? »

MB : — A mon avis, il n'y a en pas. Car onze années de révolution

ont permis des transformations solides : réforme agraire, réforme industrielle, conquête de notre souveraineté nationale sur nos richesses naturelles. Ce sont des acquis qui ne seront pas remis en cause. Car les mentalités aussi ont changé dans le pays. »

Et il continue en disant :

« Nous avons décidé de mettre en place un processus politique libre, nous ne pouvons nous y opposer, il n'y aura aucun veto, etc., parce qu'il y a un accord établi. »

Il est important de comprendre la nature de cette Assemblée constituante. Les élections municipales, avant les élections générales, ont aussi un sens politique très précis. Toutes les municipalités ont été remplacées par des préfetures nommées par le gouvernement militaire et, en de nombreux endroits, c'est contre ces autorités régionales appuyées sur les forces armées que les mobilisations de masses ont eu lieu. Par exemple, à Moquegua, c'est contre le maire nommé par le gouvernement et contre le commandant de la troisième armée, dont les quartiers sont à Moquegua, que la haine des masses a éclaté pour leurs revendications ; en effet, il ne faut pas oublier les conditions de vie misérables du Pérou, où l'on assiste aujourd'hui à un véritable affaissement social. La majorité de la population vit dans des quartiers très pauvres, dans des bidonvilles, où on manque d'eau, d'électricité, d'hôpitaux, de lait. Ces questions élémentaires relèvent formellement des municipalités et concentrent souvent, c'est évident, la mobilisation de la paysannerie, des bidonvilles, des travailleurs, contre ces institutions. Celles-ci sont des piliers de l'Etat bourgeois, et sa base. Réaliser des élections municipales avant les élections générales correspond donc, avec l'accord politique préalable au sein de la Constituante, à une situation où les partis bourgeois commenceraient à s'assurer la clientèle électorale nécessaire pour gagner les élections générales. Dans la tête des militaires, la réussite électorale des partis bourgeois ne peut se réaliser que par le développement de la « clientèle » des « notables », que par le budget des campagnes électorales, la prévarication et la

corruption mises en place par les divers partis bourgeois. Ce n'est pas un hasard si la loi sur les municipalités adoptée par le gouvernement Morales Bermudez octroie pour la première fois un budget financier aux municipalités qui se seront constituées après les élections.

## LA CONSTITUTION DU FOCEP

J'ai dit tout à l'heure que le plan politique des forces armées impliquait une certaine dose de « démocratie » pour assurer les divers processus électoraux et une certaine façade constitutionnelle, « parlementaire », nécessaire à ce transfert du pouvoir. Mais entendons-nous bien sur ce qu'il en est : la loi électorale ne permet pas à 3 millions d'analphabètes de voter, en majorité des paysans ; la loi électorale exige qu'un parti politique ait 40 000 signatures pour présenter ses candidats, et pas des signatures qui signifient simplement : « Je suis d'accord pour que tel parti ait le droit — pour ainsi dire — de présenter des candidats », mais affirment l'appartenance à ce parti. Cela veut dire que le parti ou le front en question doit avoir 40 000 adhérents, qui doivent donner le numéro de leur carte électorale, dans un pays qui connaît la répression, qui n'a ni traditions parlementaires ni traditions démocratiques, et où la répression comme le manque de traditions font que les gens ne sont guère disposés à ce genre de choses. Enfin, les partis qui se réclament de la classe ouvrière, qui s'appuient sur le mouvement ouvrier, sont très pauvres et sont combattus par le gouvernement militaire durant la campagne électorale elle-même.

Pourtant, contradictoirement, il était possible de combattre sur le terrain électoral contre le caractère octroyé de l'Assemblée constituante, contre le caractère frauduleux des élections, pour l'ensemble des droits démocratiques. La réponse du POMR fut immédiate. Elle s'appuie sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale et sur le lien qu'établit ce programme, pour les pays semi-coloniaux, pour les pays arriérés, entre les tâches démocratiques inachevées et la prise du pouvoir par le prolétariat. Le POMR lance le mot d'ordre d'Assemblée

constituante souveraine et oppose au « plan de transfert du pouvoir », à l'Assemblée anti-démocratique et subordonnée au gouvernement militaire, la constitution du front anti-impérialiste sous le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine contre le gouvernement militaire, pour chasser les militaires du pouvoir, pour que l'Assemblée constituante soit souveraine et prenne en charge tout le pouvoir afin d'arracher les revendications des masses.

Au même moment, la Fédération des mineurs tient son VIII<sup>e</sup> Plénum. De manière différente, mais avec un contenu similaire, la Fédération décide de combattre

« pour la réalisation d'une Assemblée qui satisfasse les aspirations des travailleurs, ce pour quoi elle appelle à la constitution d'un front des masses ouvrières et paysannes du pays ».

Tant la Fédération des mineurs que, de son côté, le POMR se lancent donc dans un combat pour opposer à la dictature militaire et à son Assemblée octroyée l'Assemblée constituante souveraine et le front unique des masses. C'est là-dessus que s'appuie la constitution du FOCEP, même si, contre cette aspiration à la réalisation d'un front unique du mouvement ouvrier et paysan, une série d'organisations s'opposent à la présence des trotskystes à l'intérieur du front unique, refusent l'unité et constituent l'Union démocratique populaire (UDP), à laquelle participent quelques organisations maoïstes ainsi que la Fédération des mineurs, et qui présente Victor Cuadros comme tête de liste.

Les initiatives unitaires aboutissent donc à la constitution du FOCEP (Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire), embryon du front unique anti-impérialiste, sur une plate-forme qui dit clairement : l'objectif du FOCEP est de chasser les militaires du pouvoir, c'est la réalisation de toutes les aspirations des masses, la remise gratuite de la terre aux paysans et, pour cela, le combat pour une Assemblée constituante souveraine exerçant le pouvoir. Sur cette base, les signatures commencent à être recueillies. Le FOCEP atteint ses 40 000 signatures et le gouvernement militaire est obligé

d'admettre le droit du FOCEP à participer aux élections ; même chose pour l'UDP, le PCP, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), qui se réclame de la démarche de Velasco Alvarado. Toute une série de partis obtiennent donc à travers ce combat leur légalisation.

Cela est déjà contradictoire au plan politique de la bourgeoisie, qui impliquait des élections totalement frauduleuses, la majorité absolue aux partis bourgeois et des conditions où le mouvement ouvrier ne puisse avoir de représentation indépendante, et moins encore de programme d'indépendance de classe, ce qui est le cas à travers le FOCEP. C'est important : le mouvement ouvrier ne fait pas d'anti-électoratisme ; non que, soudain, il rejette les grèves et les mobilisations pour les revendications, qu'il ne se lance au combat sur le seul terrain électoral pour abandonner le combat pour les revendications. Non. Les deux aspects se nourrissent mutuellement. Le combat pour les libertés démocratiques, ce qui est conquis dans l'action de classe, dans l'action politique, par le POMR, le FOCEP, l'UDP, par les organisations qui se réclament de la classe ouvrière, qui imposent un recul au gouvernement militaire et à son plan politique, sur le terrain électoral, va alimenter l'action directe des masses face aux mesures économiques prises par Morales Bermudez, en accord avec le Fonds monétaire international, début mars.

---

## LA GREVE GENERALE DE MAI 1978

---

De manière semi spontanée commence dans le sud du pays une grève générale qui s'inscrit directement dans le combat pour jeter à bas la dictature militaire. Grève générale illimitée, elle implique dans son développement sa transformation en insurrection et en guerre civile contre le gouvernement militaire.

Cette grève générale n'était évidemment désirée ni par le PCP ni par la direction de la CGTP, qui ne font rien pour l'impulser. Mais elle se développe, je dirais d'une manière « semi spontanée ». Pourquoi ? Aucune

organisation nationale, politique, n'appelle à cette grève. Ce sont malgré tout les militants à la base, les organisations syndicales dans quelques usines qui commencent à se lancer dans la lutte contre le plan économique. Voilà l'origine d'une grève qui se généralise à tout le pays. A la mi-mai, Arequipa est paralysée et 80 % du pays se trouve en grève générale. Je fais remarquer, camarades, que nous sommes à quelques jours des élections, ce qui prouve le lien très fort entre le processus électoral, le combat du FOCEP, de l'UDP et des organisations qui se réclament de la classe ouvrière, et le mouvement des masses elles-mêmes contre la dictature militaire, centralisé dans la grève générale contre le plan économique.

La CGTP se trouve confrontée à la dimension que prend la grève générale (notons qu'à Huancavelica les mineurs descendent avec de la dynamite, dynamitent la prison et libèrent les prisonniers). Dans plusieurs endroits, il commence à y avoir des conflits graves au sein de l'armée, dans des conditions où sa propre crise politique interne est telle que personne ne peut assurer que cela ne va pas finir comme la révolution bolivienne de 1952, comme ce qui vient de se passer en Iran, où l'armée du chah était cent mille fois mieux armée, équipée et même sélectionnée que l'armée péruvienne. Dans ces conditions, il est évident que l'appareil stalinien doit essayer de contrôler la situation pour assurer la survie du « plan politique ». Il le fait de manière très simple : il appelle à une grève nationale de quarante-huit heures les 23 et 24 mai. C'est quand la grève générale est presque totale dans tout le pays que la CGTP limite son appel à quarante-huit heures pour pouvoir arrêter la grève illimitée. Cela veut dire : non à la transformation de la grève générale en guerre civile, non à l'insurrection, non à la chute des militaires, tout le pays paralysé pas plus de quarante-huit heures, d'accord, mais ensuite tout le monde retourne au travail.

S'appuyant sur les limites que l'appareil stalinien fixe à la grève générale, le gouvernement militaire déclenche la répression contre tous les secteurs susceptibles d'aller vers la constitution d'organismes indépendants se

constituant dans le cadre du front unique et se dirigeant vers la liquidation du gouvernement de Morales Bermudez.

Près de 3 000 arrestations sont opérées dans le pays ; plusieurs candidats sont déportés, parmi lesquels le camarade Napuri, secrétaire général du POMR. Leonidas Rodriguez, général en retraite, membre du gouvernement de Velasco Alvarado, qui était tête de liste du Parti socialiste révolutionnaire, est arrêté le jour des élections. Plusieurs journalistes comme R. Letts, ou Diaz Canseco, dirigeant de Vanguardia Revolucionaria et candidat de l'UDP, sont arrêtés et envoyés en Argentine, à la dictature de Videla, comme petit cadeau, quelques jours avant les élections, avec Napuri, Blanco, Ledesma et plusieurs autres.

L'Etat de siège est proclamé et on remet les élections à plus tard.

Pourtant, le gouvernement ne peut annuler son « plan politique » et c'est dans ces conditions de répression qui enlèvent jusqu'au plus petit caractère démocratique que ce soit aux élections, avec des candidats reconnus par le gouvernement et déportés du pays, que les élections se déroulent.

L'appareil a fait reculer le mouvement, mais celui-ci va s'exprimer à nouveau dans les élections.

Il est important de comprendre le résultat électoral. L'APRA et le PPC sont majoritaires au sein de l'Assemblée octroyée de Morales Bermudez. L'APRA et le PPC, les deux partis bourgeois, sont « majoritaires », mais dans le pays les élections démontrent que le gouvernement militaire, quant à lui, est ultra-minoritaire, que l'APRA et le PPC sont minoritaires et que la majorité absolue est irréductiblement opposée au gouvernement militaire, à son « plan politique » et au caractère subordonné de l'Assemblée constituante. En premier lieu, le FOCEP obtient 12 % des votes ; l'ensemble des organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la lutte anti-impérialiste en obtiennent 34 %. Mais trois millions de paysans n'ont pu participer au vote, et le sens qu'ils lui auraient donné est évident ; il y a eu un million et demi de votes blancs (environ 20 % du corps électoral), qui signifient clairement un vote contre la

dictature militaire, contre les élections et contre l'Assemblée frauduleuse et le « plan politique » du gouvernement militaire. Sur le terrain électoral, trois millions de voix sur cinq millions d'électeurs « autorisés » se sont prononcés contre la dictature militaire, l'APRA et le PPC, et il y en a encore trois millions qui n'ont pu voter !

C'est-à-dire que la majorité, même du point de vue de la démocratie, appartient logiquement au mouvement ouvrier, aux masses exploitées. La bourgeoisie en est si consciente que tout le monde traite le FOCEP comme s'il avait gagné les élections, et pourtant il a obtenu 12 % et l'APRA 35 % ; toute la presse qui, dans le pays comme à l'étranger, parle des élections explique que c'est le FOCEP qui les a gagnées, d'abord parce que personne ne s'attendait à ce qu'il obtienne 12 %, et ensuite parce qu'il est évident que le programme du FOCEP concentre le mieux (et ses leaders comme expression de ce même programme) la volonté d'en finir avec la dictature militaire. A partir de là, Morales Bermudez est obligé de laisser revenir les déportés, dont plusieurs sont députés, parmi lesquels Ricardo Napuri, Diaz Canseco, Génaro Ledesma, Hugo Blanco. Il doit permettre à l'Assemblée de se réunir dans des conditions où son « plan politique » fait déjà eau de toutes parts. Les déportés avaient été arrachés des mains de Videla par une campagne internationale, dans laquelle l'OCI joua un rôle extrêmement important. Grâce à la mobilisation des masses qui les ont élus députés, ils reviennent aux pays.

Le POMR continue la lutte pour une Assemblée constituante souveraine, au sein de l'Assemblée octroyée, ce qui va directement à l'encontre de la volonté politique du régime militaire. Alors que le gouvernement prétend faire en sorte que l'Assemblée se limite à rédiger une Constitution, maintenir les débats à huis clos et assurer la réalisation de son « plan politique » sur la base d'un consensus national ; alors que Morales Bermudez fait un discours dans lequel il appelle tout le monde à respecter la règle du jeu, il y a un parti, le POMR, et ensuite plusieurs députés,



qui ne sont pas disposés à accepter les règles du jeu du gouvernement militaire, et qui entendent poursuivre leur propre combat sur le terrain de l'indé-

pendance de classe, y compris dans cette institution réactionnaire qu'est l'Assemblée constituante octroyée par Morales.

## Constituante souveraine, Constituante octroyée

Comment se prépare l'opposition entre la lutte pour la Constituante souveraine, donc ayant pouvoir de décision, avancée par le FOCEP, et la « Constituante » octroyée de Morales Bermudez ?

La réponse réside dans la présentation d'une motion à l'Assemblée, à l'initiative de laquelle se trouve le FOCEP, et qui met en relief le caractère anti-démocratique de l'Assemblée et sa subordination au gouvernement militaire, le caractère mensonger des discours de l'APRA et du PPC sur le contenu souverain de l'Assemblée constituante au Pérou.

Cette motion est présentée par Génaro Ledesma, président du FOCEP, Hugo Blanco, alors membre du Parti socialiste des travailleurs, l'autre député du PST, appelé Fernandez, trois députés du POMR, membres du FOCEP, Magda Benavides, Hernan Cuentas et Ricardo Napuri. Par ailleurs, Victor Cuadros, secrétaire général de la Fédération des mineurs du Pérou et député de l'UDP, Mateo Moya, personnalité indépendante, avocat, membre du FOCEP, et, au nom du PSR (fraction ouvrière et paysanne), Antonio Aragon signent aussi cette motion.

Je préfère m'étendre un peu sur le détail des événements, car je pense qu'il est important de restituer l'aspect vivant à travers lequel cette motion est devenue le porte-parole des aspirations du peuple opprimé du Pérou, contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Le 28 juillet, sur la place qui est devant le siège de la Constituante, se réunissent tous les partisans de l'APRA, occupant toute la place, et, derrière eux, 10 000 travailleurs et jeunes sous les banderoles de l'UDP, du FOCEP et du Parti communiste. Fait important, le POMR avait pris l'initiative, correspondant à sa lutte engagée

### LA « MOTION ROUGE »

Considérant :

Qu'aujourd'hui s'est installée l'Assemblée constituante élue par mandat du peuple, seul dépositaire de la souveraineté.

Que le mandat souverain du peuple exige que l'Assemblée envisage et résolve le problème de la libération du joug impérialiste et qu'elle réalise les tâches démocratiques et sociales non accomplies.

Le fonctionnement de l'Assemblée constituante qui a pour source le mandat du peuple est incompatible avec l'existence du gouvernement militaire, qui n'a pas la même origine.

Proposent que l'Assemblée constituante déclare que le gouvernement des forces armées est incompatible avec le fonctionnement souverain de l'Assemblée, et qu'il doit être mis fin à ce gouvernement de fait.

L'Assemblée constituante assume tous les pouvoirs législatifs et exécutifs de la nation pour appliquer un plan d'urgence fondé essentiellement sur :

- le plein exercice des libertés démocratiques ;
- la réintégration des travailleurs licenciés ;
- des mesures urgentes pour résoudre la crise économique, axées sur le non-paiement de la dette extérieure ;
- l'augmentation générale des salaires ;
- la remise gratuite de la terre aux paysans.



pour le front unique anti-impérialiste, d'amener une énorme banderole qui disait « UDP-FOCEP, unis, nous vaincrons ». Là est effectivement, à ce moment, la voie de l'unité contre la bourgeoisie et le gouvernement militaire. L'installation de l'Assemblée constituante est retransmise par télévision à tout le pays et, avec des haut-parleurs extérieurs, au peuple de Lima réuni sur la place.

Haya de la Torre, en tant que président de l'Assemblée, fait un discours au nom de l'APRA dans lequel il explique, aux applaudissements des sympathisants de l'APRA, que l'Assemblée constituante est souveraine, qu'elle est le premier pouvoir de l'Etat et que tous les pouvoirs lui sont subordonnés. Seconde partie du discours : nous collaborerons avec les militaires au pouvoir ; l'Assemblée va rédiger une Constitution démocratique, comme le prévoit la loi du gouvernement militaire. Et il termine son discours. L'Assemblée se lève, l'orchestre attaque les accords d'une « marchita » péruvienne. C'est alors que Génaro Ledesma se lève et dit : « motion d'ordre ». Il y a une première tentative pour éviter que Génaro Ledesma présente la motion, mais Haya de la Torre se rend compte que la cérémonie se gâte et dit : « Bon, on va lire les motions. » Une motion de l'APRA et du PPC où il est dit que l'Assemblée est subordonnée au régime militaire, et ensuite la motion du FOCEP.

A ce moment, comme il n'y avait plus dans l'Assemblée que des apristes et des policiers, on insulte les députés du FOCEP et de l'UDP. Sur la place, on écoute les cris et la lecture de la motion, et c'est l'explosion. Les « buffles », service d'ordre de l'APRA, sortent leurs revolvers et vident la place en dix minutes. Mais, pour la première fois, les « buffles » vont être battus car, en front unique,

les militants commencent à rassembler pierres et bâtons, se regroupent et déclenchent une charge sur la place, où il ne restera finalement plus un seul apriste. Il y a la porte de l'Assemblée, les soldats, la place vide et, de l'autre côté de la place, les militants des organisations dont j'ai parlé. A la sortie de l'Assemblée, le cordon établi par l'armée s'ouvre, et les députés ouvriers sont portés en triomphe par les manifestants lorsqu'ils apparaissent.

Dans le meeting qui a lieu au campus universitaire, Génaro Ledesma explique :

« Pour accomplir nos tâches et répondre aux aspirations des travailleurs, nous sommes la majorité et non pas l'APRA et le PPC. On dit qu'on ne peut donner le pouvoir à l'Assemblée parce que l'Assemblée a été élue de manière anti-démocratique et que ce n'est pas une véritable représentation du peuple. A cela, nous devons répondre en premier lieu que nous n'avons pas été élus de manière anti-démocratique. Ce sont l'APRA et le PPC qui l'ont été ; nous, nous avons été élus par les aspirations des travailleurs. En second lieu, il y avait un roi en France, en 1789, qui convoqua les Etats généraux, une assemblée typique du régime féodal et de la monarchie mais qui, en 1789, fut le point d'appui des jacobins contre la monarchie et ouvrit la voie à la révolution. »

Et Génaro Ledesma ajoute :

« L'APRA dit que cette motion est lyrique parce que les militaires ont les armes, ont le pouvoir ; le roi de France aussi avait l'armée et l'armée passa de notre côté. Mais il y a une différence, nous ne sommes plus en 1789, et, ici, le pouvoir doit appartenir aux ouvriers et aux paysans. »

## LE 28 JUILLET, UN TOURNANT POLITIQUE

Le n° 41 de *Revolucion Proletaria*, organe du POMR, le 10 août 1978. Sous le titre « *Unité pour en finir avec le gouvernement militaire* », il publie une photo des événements du 28 juillet. Des milliers de travailleurs devant le siège de la Constituante protégée par l'armée.

Il se traduit en premier lieu par le fait que cette motion qui est publiée à l'initiative du POMR sur des affiches rouges et qui est placardée dans tout le pays (et, comme l'affiche est rouge, toute la presse commence à parler de

la « motion rouge ») commence à être votée dans les assemblées du peuple, dans les meetings populaires, où les députés viennent expliquer leur politique et dire : « C'est notre motion. Qui est pour, qui est contre. », comme ce fut le cas lors de la première assemblée populaire de Moquegua. Massivement, tout le pays se divise entre partisans et adversaires de la « motion rouge », laquelle a, bien sûr, été rejetée par la Constituante. De manière vivante, on voit ici comment la relation entre les mots d'ordre démocratiques et la lutte pour les soviets peut se faire sur le terrain de la lutte pour l'Assemblée constituante souveraine, en comprenant que ce n'est pas le pouvoir prolétarien, sous la forme de conseils, de délégués ouvriers élus et révocables à tout moment. La lutte pour l'Assemblée constituante souveraine ouvre la voie, non seulement à l'irruption des masses, mais aussi à un profond réveil politique (les effectifs du POMR progressent considérablement, la majorité des partis se développent).

Pour la première fois des meetings publics se tiennent sur les places, organisés par des partis qui étaient profondément minoritaires. Pour la première fois, le POMR décide une tournée de Ricardo Napuri dans le nord du pays, bastion de l'APRA, et il faudra de dures batailles pour imposer que Ricardo Napuri puisse parler, comme dans le port de Salaverry, comme à Chiclayo, à Cayalti et à Zana et dans d'autres coopératives sucrières. C'est un véritable affrontement où le mouvement ouvrier commence à intervenir directement au centre de la scène politique contre la bourgeoisie. La relation commence à s'établir de manière presque spontanée dans le mouvement ouvrier, je dis presque parce qu'il y a évidemment l'action consciente du POMR, qui défend cette perspective politique et ouvre la voie vers les soviets. Un responsable de l'UDP de Chiclayo dit, à propos de la « motion rouge » :

« Pour moi la motion rouge est bien. Je pense, étant donné que l'APRA et le PPC ne sont pas d'accord avec la « motion rouge », que nous devons faire une assemblée où il n'y ait ni l'APRA, ni le PPC, et là, nous appliquerons la motion rouge. Etant donné que le gouverne-

ment militaire se maintient au pouvoir, bien que nous ayons voté contre lui, bien que nous ayons fait grève, si l'Assemblée constituante se refuse en plus à assumer le pouvoir parce qu'il y a l'APRA et le PPC qui défendent le gouvernement militaire, eh bien, c'est un autre type d'assemblée qui peut imposer que les militaires quittent le pouvoir, que les revendications soient satisfaites. Cela ne peut pas être cette assemblée, cela doit être un autre type d'assemblée, un lieu où tous les députés soient comme Ledesma, Napuri, Hugo Blanco, Diaz Canseco (*pour le moment, les travailleurs ne font pas de distinction de partis et de programmes parce que tous les partis de la classe ouvrière sont ensemble à leurs yeux* - L. F.), où il n'y ait que ces partis. Mais, cela, nous ne pouvons l'obtenir sous la forme de la démocratie bourgeoise traditionnelle, puisque ce sont les bourgeois et les militaires qui ont le pouvoir : ces députés ne peuvent être élus que sous la forme traditionnelle sous laquelle les ouvriers élisent leurs propres représentants dans des assemblées qui incluent les organisations syndicales et les partis ouvriers, et qui excluent l'APRA et le PPC, qui sont opposés aux aspirations du mouvement ouvrier. »

De la sorte, dialectiquement, la lutte pour la démocratie, pour l'Assemblée constituante souveraine, pour le « pouvoir du peuple et pour le peuple », pour la satisfaction de toutes les revendications démocratiques, nationales, ouvrières et paysannes, se charge, à l'époque de l'impérialisme, qui est aussi l'époque de la révolution prolétarienne, d'un contenu qui n'est pas celui de la révolution bourgeoise mais celui de la révolution prolétarienne, de l'organisation du pouvoir des travailleurs, de l'organisation des soviets.

## LE MOUVEMENT DES ASSEMBLEES POPULAIRES

Et c'est alors que naissent la première puis la seconde assemblée populaire de Moquegua, qui se constituent sur la base de la participation de toutes

# REVOLUCION PROLETARIA

ORGANO DEL PARTIDO OBRERO MARGISTA REVOLUCIONARIO

MIEMBRO DEL FOCEP

Sección Peruana del Comité de Organización por la Reconstrucción de la IV Internacional

Director: R. Napuri

Nº 48

Jr. Varela 663, Breña

S/ 20,00

Del 29 de Noviembre al 12 de Diciembre de 1978

## ASAMBLEA POPULAR EN IQUITOS

### La Tarea del Momento: Organizar una Asamblea Popular Nacional

#### EDITORIAL

En nombre del gobierno militar, Silva Ruete, Ministro de Economía, viene de anunciar que "desgraciadamente este proceso de ajuste —y debo decirlo con honestidad—, puede generar inclusive más desocupación todavía; el costo es bastante alto, pero sería más alto si no tomáramos todas estas medidas...". Este hecho basta para demostrar que todo el barullo y las ideas y vuestras sobre la reestructuración de la deuda externa no tienen más significado que pedir préstamos para pagar viejas deudas, a costa de los trabajadores y de todo el pueblo, oprimido empujado a la angustia y a la miseria insostenible por los bajos salarios, los despidos masivos, y la desocupación que se amplía.

Es esta política frontalmente antiobrero y antinacional de la dictadura que sostiene los partidos PPC y AP, al igual que el PCP. Estas fuerzas concentran una vez más sus energías para darle forma y estabilidad al dispositivo de la "unidad nacional". Así, tenemos que junto a diversos politicos burgueses, entre los que se cuentan al agente imperialista Julio Cruzado Zavala, de la CTP, estuvieron presentes en el CADE 78 (encuentro anual de capitalistas), Jorge Del Prado e Isidoro Gamara, del PCP. La casi paralela recepción a los reyes de España, representantes de la monarquía franquista, fue también oportunidad para una nueva manifestación de "unidad nacional", del mismo género que aquella producida el 31 de octubre al sancionarse en la Asamblea barataria de la Plaza Bolívar la moción "de paz" sobre el conflicto Argentina-Chile.

El contenido concreto de este plan contrarrevolucionario es el de la represión política y política de linas a quitar el movimiento revolucionario de las masas que pone en la picota a la dictadura burguesa y amenaza la existencia del Estado burgués. En la última quincena el gobierno militar, contando con el respaldo de sus lacayos "democráticos", se ha cobrado nuevas víctimas de la clase obrera y del pueblo. En Lima y provincias han caído muertos y heridos escuálidos secundarios, obreros, campesinos. En este contexto, la propaganda negra, clandestina y canalésca, contra diversos diputados de los trabajadores se ha intensificado, lo cual prepara (léase

(sigue en la página 2)



Los delegados ante la Asamblea Popular de Iquitos expresan democráticamente su voluntad soberana: realizar el frente único para imponer las reivindicaciones.

## ILO-TOQUEPALA-FNM: Hagan Respetar el Pilego de Cuajone



Representantes de los sindicatos de Cuajone, Toquepala e Ilo, junto a nuestros cc. Ricardo Napuri y Magda Benavides, diputados obreros, hacen su ingreso victorioso al asiento minero.

¡Abajo la Mordaza!

LEA PAG. 6

#### CAMPAÑA FINANCIERA

POR LA CONSTRUCCION DEL POMR Y LA RECONSTRUCCION DE LA IV INTERNACIONAL

Resultados hasta el 25 de noviembre:

Lima	S/ 7.075,00
Provincias	1.170,00
<b>TOTAL:</b>	<b>S/ 8.245,00</b>
Objetivo al 1º de Enero:	S/ 200.000,00

### Cuajone hacia la Huelga

Nos acaban de informar que el Ministerio de Trabajo ha negado el plego de reclamos que los trabajadores de Cuajone habían presentado el 12 de Setiembre de este año, disponiendo que se postergue la discusión del plego hasta el próximo año.

Es evidente que esta es una decisión de la imperialista Southern, avalada e implementada por el Ministerio de Trabajo. Esto es inadmisible! Con justa razón el Sindicato de Cuajone ha convocado a una Asamblea de Emergencia para evaluar la situación y decidir sobre las medidas de orden sindical a tomarse para defender el plego.

Se impone que los sindicatos de Toquepala, Ilo, La Federación Menora y la Asamblea Popular de Moquegua, en la unidad, hagan respetar los derechos de los mineros de Cuajone.

les organisations syndicales du département, avec également des délégués élus par des assemblées, sur le marché de la ville. Le peuple commence à mettre en place ses assemblées, à élire ses représentants, à côté des représentants des communautés paysannes des alentours.

A Moquegua, à partir du combat engagé par le POMR, tous les partis politiques ouvriers sont présents pour la première fois. Le PCP se trouve contraint d'y participer, ce qui est contraire à sa politique. Les organisations syndicales dirigées par le POMR sont présentes à l'assemblée, ce qui amène toutes les autres organisations à y participer. Mais, attention, Moquegua n'a rien d'une construction artificielle du POMR. Cela correspond très exactement à ce que recherchent les masses naturellement, à la forme d'organisation susceptible de centraliser leur action.

Ainsi, à Pucallpa, au milieu de la région amazonienne, où il n'y a pas un seul militant du POMR, une assemblée populaire se tient à une semaine d'intervalle ; elle décide la grève générale de la ville, une grève qui va durer plus de quinze jours, qui organise ses piquets avec les brassards du front de défense. Pour pouvoir circuler dans la ville, il faut présenter un sauf-conduit de l'assemblée populaire de Pucallpa. Les piquets de chaque secteur de la ville sont chargés de les contrôler et de maintenir l'ordre. La police de la ville s'arrête devant les piquets et montre son sauf-conduit de l'assemblée populaire pour pouvoir circuler, parce que personne ne bouge dans cette ville sans le sauf-conduit de l'assemblée populaire ; et le gouvernement militaire doit déléguer trois ministres qui vont jusqu'à Pucallpa négocier avec l'assemblée populaire pour qu'elle lève, sur la base de toute une série de concessions du gouvernement militaire, l'ordre de grève générale.

Pourtant, répétons-le, il n'y avait là aucun militant du POMR, ce qui montre combien l'initiative prise à Moquegua correspondait à la volonté des masses. Peu de temps après, dans le département de Loreto, à Iquitos, contre l'Occidental Petroleum Company, dont nous avons parlé tout à l'heure, et le gouvernement militaire, se tient une assemblée populaire dans

laquelle il y a 400 délégués mandatés, et même les délégués des tribus jivaros, qui vivent à 200 km de là et qui sont venus en canoë à Iquitos pour participer à l'assemblée populaire. On y élit, après discussion et combat politique, un président de l'assemblée populaire qui est membre du comité central du POMR. Ricardo Napuri y participe comme député, et la grève générale est décidée pour le mois de janvier sur les revendications du département de Loreto.

Dans chacune de ces assemblées populaires est lancé un appel à la tenue d'une Assemblée populaire nationale, réunissant toutes les assemblées populaires, toutes les organisations syndicales, tous les partis et tous les députés ouvriers pour discuter et décider en faveur des aspirations des travailleurs. C'est la voie vers la constitution d'un soviet contre le gouvernement militaire, contre l'Assemblée constituante subordonnée, qui ouvre le chemin à la révolution prolétarienne, au pouvoir des masses exploitées. Dans ce cadre se situe l'initiative prise par le POMR d'appeler à une réunion de délégués à Lima, qui prenne en charge dans le cadre du front unique la tenue de l'Assemblée populaire nationale : 115 organisations, représentatives de plus de 100 000 travailleurs, répondent à l'appel du POMR, et la rencontre des délégués fixe la date de convocation de l'Assemblée populaire nationale à Lima, à laquelle toutes les organisations sont invitées à envoyer leurs représentants. Le PCP, à partir du problème de la grève des mineurs du Sud, se prononce en faveur des assemblées populaires dans un communiqué unitaire avec le POMR, l'UDP, Génaro Ledesma et le PSR (fraction Aragon), ce qui est un point d'appui important pour la réalisation de l'Assemblée populaire nationale à Lima.

Je voudrais terminer mon exposé sur un autre aspect de l'interview de Morales Bermudez qui me paraît important.

## OU EN EST-ON ?

A ce développement révolutionnaire des masses péruviennes s'opposent toutes les forces qui, de l'intérieur du



R. Napuri, député du FOCEP, secrétaire général du POMR, à l'Assemblée populaire de Moquegua.

## MOTION VOTEE A MOQUEGUA

« Considérant :

1 — que le peuple péruvien souffre de la faim, du chômage, de la répression, et que notre pays est soumis aux diktats du Fonds monétaire international et de l'impérialisme ;

2 — que les responsables de cette situation sont la dictature militaire, les grands capitalistes, leurs sociétés, les partis réactionnaires et l'impérialisme ;

3 — que la présente assemblée a décidé la défense conséquente de nos intérêts, la lutte pour la réintégration de tous les licenciés, pour l'augmentation générale des salaires et le gel des prix des produits de première nécessité, pour le non-paiement de la dette extérieure à l'impérialisme, pour la remise de la terre aux paysans et l'annulation de la dette agraire, pour résoudre les problèmes des jeunes, des étudiants, des travailleurs du commerce, des mineurs, etc., et que finalement il a été décidé de combattre contre la dictature militaire, pour en finir avec elle et ouvrir une issue révolutionnaire à la situation dans laquelle nous sommes.

Pour ces raisons, nous sommes tombés d'accord pour :

1 — nous organiser pour la lutte en formant des comités de lutte dans tous les quartiers, usines, mines et écoles de Moquegua à partir de cette assemblée populaire, ce pourquoi nous devons réaliser l'accord de toutes les organisations populaires de Moquegua et réaliser une nouvelle assemblée populaire de Moquegua pour constituer un front unique de défense et élire ses dirigeants, qui rendront compte de leurs actes au peuple ;

2 — préparer ainsi la participation du peuple de Moquegua et de ses organisations à la grève nationale unitaire contre la dictature et sa politique de famine, de chômage, de répression et de soumission à l'impérialisme, en appui aux luttes ouvrières et populaires du pays ;

3 — appeler les organisations politiques révolutionnaires, le FOCEP, l'UDP et le PSR (Aragon) à s'unir dans un seul front unique de la classe ouvrière et du peuple, à inviter toutes les forces qui se réclament de la classe ouvrière et du peuple à suivre ce chemin ;

4 — appeler tous les travailleurs et le peuple du Pérou à réaliser des Assemblées populaires et s'organiser pour la lutte et la victoire révolutionnaire des exploités. »

mouvement des masses, prétendent sauvegarder et défendre l'ordre bourgeois. En premier lieu, nous l'avons vu à l'œuvre tout au long du développement de la lutte de classe au Pérou, le PCP. Mais il est évident que la crise de la bourgeoisie péruvienne est telle, la décomposition et la dislocation des forces armées sont d'une telle ampleur, l'érosion des partis bourgeois comme l'APRA et le PPC est d'une telle dimension, que le fameux « plan politique » du gouvernement militaire va être bien difficile à réaliser. On ne parle déjà plus des élections municipales au Pérou. Même les élections générales sont compromises. La crise actuelle commence à avoir des répercussions sérieuses sur le haut commandement militaire.

Tout indique que la bourgeoisie péruvienne va se voir dans l'obligation de s'orienter vers la constitution d'un gouvernement pouvant apparaître aux yeux des masses comme leur gouvernement, comme un gouvernement ouvrier capable de satisfaire leurs revendications, c'est-à-dire un gouvernement où les organisations ouvrières seraient représentées mais qui travaillerait en réalité à la défense de l'ordre bourgeois dans une situation où la crise révolutionnaire et la révolution prolétarienne menacent et où seul un recours de dernière extrémité, un recours dangereux mais nécessaire à la défense de l'ordre bourgeois, apparaît aux yeux de la bourgeoisie comme le chemin nécessaire pour la défaite du prolétariat.

Ce qui est à l'ordre du jour, camarades, c'est la révolution prolétarienne, mais aussi, contre elle, la constitution d'un gouvernement comme celui de l'Unité populaire chilienne, un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est le front populaire contre-révolutionnaire, opposé aux aspirations du mouvement des masses au front unique. C'est pourquoi les forces qui s'opposent aujourd'hui à l'Assemblée populaire nationale vont peut-être y participer demain pour essayer de la lier à la défense d'un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie. Cette politique de front populaire est évidemment prônée par le PCP.

Après les élections et la mise en place de la Constituante, la première déclaration du PCP avait été pour affirmer la nécessité d'un accord avec le PSR de Leonidas Rodriguez, avec la Démocratie chrétienne de Cornejo Chavez et même quelques autres groupuscules bourgeois. Certains secteurs de l'APRA pourraient même, en rompant avec leur direction, se joindre à cet accord, de même que l'UDP, sinon le FOCEP, dit le PCP. Il a essayé de présenter à l'Assemblée constituante une liste unique avec la Démocratie chrétienne et le parti des généraux vélasquistes, le PSR de Leonidas Rodriguez, et c'est l'opposition du FOCEP, de l'UDP et du PSR (Aragon) qui l'en empêcha. Aujourd'hui, il est évident que la constitution du front populaire exige l'éclatement du FOCEP. Il s'est en effet constitué sur la base de l'indépendance de classe ; en son sein se trouve un parti, le POMR, ennemi juré du front populaire, et il jouit de l'appui des masses. Dans une large mesure, les illusions en faveur d'un front populaire d'alliance avec la bourgeoisie dite « progressiste » ne seront possibles que si le FOCEP y participe. Et comme le POMR, membre du FOCEP, combat le front populaire, qui est, avec le fascisme, le dernier recours de l'impérialisme contre la révolution prolétarienne, il sera alors nécessaire à la bourgeoisie, à l'appareil stalinien, de faire éclater le FOCEP. Morales Bermudez répond la chose suivante au journaliste qui lui demande : « Que se passerait-il si Belaunde Terry gagnait les élections ? » :

« Pourquoi ne me demandez-vous pas ce que feraient les forces armées si le Dr Génaro Ledesma, leader du FOCEP, l'emportait ? »

Extraordinaire sollicitude pour quelqu'un qu'il a fait arrêter à plusieurs reprises et encore il y a un an à peu près... ! Voilà maintenant que Morales Bermudez demande ce qui se passerait si Ledesma gagnait les élections...

« Les forces armées se sont-elles prononcées, jusqu'à présent, contre quelque parti politique péruvien que ce soit ? Si nous avons décidé de lancer un processus politique libre, comment pourrions-nous opposer notre



veto à certains partis politiques et à certains candidats ? »

C'est-à-dire que Génaro Ledesma est considéré (autre chose est que Ledesma accepte) comme un possible partisan d'un front populaire qui, avec le PCP et d'autres fractions de la bourgeoisie en accord avec les militaires, permettrait une transition « pacifique » dans les conditions d'une révolution prolétarienne, mais en essayant de dévoyer le mouvement révolutionnaire des masses vers une impasse, de combattre les trotskystes et d'assurer à partir de là une défaite des masses. Combattre les trotskystes n'est pas une formule de style de ma part, il y a déjà eu un interview de Morales Bermudez où le correspondant à Lima de la « Pravda » (la bureaucratie stalinienne du Kremlin) lui demandait :

« Que pensez-vous faire pour réprimer les activités de la IV<sup>e</sup> Internationale au Pérou ? »

En effet, et à l'évidence, camarades, ma conclusion sera que la possibilité pour le prolétariat péruvien de centraliser son combat à travers les soviets et de porter l'Assemblée populaire nationale au pouvoir contre l'ordre bourgeois existe. C'est sur elle que nous nous alignons. Cela exige le combat politique au sein du mouvement ouvrier contre les partis qui se réclament de la classe ouvrière mais défendent la bourgeoisie ; cela exigera des combats très difficiles contre le front populaire et contre la coalition avec la bourgeoisie. Nous allons être accusés de tous les maux de la terre, de sectarisme, de ne pas vouloir l'unité de tous, de ne pas vouloir soutenir un gouvernement qui, bien sûr, nous accordera-t-on, n'est pas des plus révolutionnaires mais qui, enfin, finalement, prend des mesures anti-impérialistes. Ce sera comme lors de l'Unité populaire chilienne, où tous, même le MIR chilien, défendaient le gouvernement Allende, le présentaient comme un gouvernement des travailleurs, alors qu'il défendait l'ordre

bourgeois et préparait le coup d'Etat de Pinochet en sauvegardant les forces armées et en préparant les conditions politiques de la défaite du prolétariat chilien. La même question va être posée au Pérou, parce que les lois de la révolution prolétarienne, indépendamment des particularités nationales, ont un caractère international.

La seule possibilité de victoire de la révolution prolétarienne au Pérou est que, dans la lutte pour les soviets, pour la révolution prolétarienne et sa victoire, un parti révolutionnaire, ennemi du front populaire, fondé sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, gagne la majorité dans les masses : un parti comme le Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, qui sut pratiquer dans le cours de la révolution, de février à octobre 1917, une politique de lutte conséquente pour la démocratie, pour le pouvoir des soviets, contre la coalition de front populaire alors constituée par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui ouvrait la voie au Pinochet russe, Kornilov. Dans le cas de la révolution russe, celui-ci fut défait grâce à la mobilisation des masses et à l'existence du Parti bolchevique. Dans le cas du Chili, Pinochet fut porté au pouvoir à cause de la politique contre-révolutionnaire du PC et du PS d'alliance avec la bourgeoisie et en l'absence d'un parti révolutionnaire qui comprenne la nature des événements et des tâches dans l'action pour la victoire de la révolution prolétarienne. L'existence au Pérou d'une section du Comité d'organisation, le POMR, est la base sur laquelle un tel parti peut être bâti.

Je crois que, de ce point de vue, tout le cours de la lutte des classes au Pérou est d'une richesse extraordinaire pour tous les pays d'Amérique latine, car ce pays concentre l'expérience politique du prolétariat en Amérique latine dans la nouvelle situation qui se développe et trouve au Pérou son point le plus élevé.

Luis Favre,  
le 17 avril 1979.



Le point que l'on se pose au point de vue de la situation des classes au P...  
 le cours de la lutte des classes au P...  
 est une tâche extrêmement importante pour  
 tous les pays d'Amérique latine car ce  
 point de vue concerne l'existence même de  
 la révolution en Amérique latine dans  
 la nouvelle situation du développement  
 et de la lutte au P... pour le  
 développement du P...  
 a un point de vue...  
 tout d'abord...  
 tout d'abord...  
 tout d'abord...

Les pays d'Amérique latine ont subi pendant  
 ces dernières années une situation  
 qui est la conséquence de la lutte  
 des classes...  
 Les pays d'Amérique latine ont subi pendant  
 ces dernières années une situation  
 qui est la conséquence de la lutte  
 des classes...  
 Les pays d'Amérique latine ont subi pendant  
 ces dernières années une situation  
 qui est la conséquence de la lutte  
 des classes...

# Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale



## La Conférence nationale de la LWR d'Irlande

par Robert CLEMENT

*La LWR (Ligue pour une république ouvrière), section irlandaise du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, vient de tenir sa septième conférence nationale à Dublin les 13, 14 et 15 avril, avec la participation, pour la première fois, de militants représentant les cellules récemment constituées à Belfast, ce qui représente un pas en avant important dans la voie de la construction d'une organisation trotskyste dans toute l'Irlande, nord et sud.*

Cette conférence s'est tenue peu après que, le 20 mars, le prolétariat des vingt-six comtés du Sud se soit massivement dressé, par la grève générale et la manifestation, contre les attaques du gouvernement Lynch touchant son niveau de vie, ses conditions de travail et d'existence. Le point de départ immédiat du mouvement qui a abouti à la grève générale a été la volonté de combattre la pression fiscale intolérable, qui prélève 30 à 40 % sur les salaires moyens, représentant 90 % des recettes fiscales directes. Le gouvernement les redistribue notam-

ment sous la forme de subventions destinées à faciliter l'implantation d'entreprises étrangères en Irlande, tout en refusant par ailleurs de taxer les gros agrariens, qui drainent une énorme part des richesses et qui ne contribuent que pour 2 % au budget. C'est ce dernier aspect des choses qui a mis le feu aux poudres.

Le 20 mars, un demi-million de travailleurs ont manifesté dans tout le pays. La grève a été générale dans les vingt-six comtés du Sud. Elle a été imposée à la bureaucratie syndicale de l'Irish Trade Unions Congress qui n'en voulait pas. Les travailleurs se sont regroupés dans les usines, autour de leurs « shop stewards » (délégués d'atelier). Ils ont exigé des comités locaux des Trade Unions qu'ils reprennent leurs exigences. Pour la

**Impérialisme britannique hors d'Irlande ! Unité et indépendance de toute l'Irlande ! Assemblée constituante souveraine !**

première fois depuis dix ans, le « pacte salarial » entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux a volé en éclats. Dans la foulée de la grève générale du 20 mars, les postiers ont engagé un mouvement qui se poursuit à ce jour (20 avril), en dépit des manœuvres des dirigeants, pour arracher 31 % d'augmentation des salaires.

Mais, au-delà de son point de départ immédiat, la portée politique du puissant mouvement du 20 mars doit être pleinement appréciée et l'extrait de l'un des documents adoptés par nos camarades de la LWR lors de la conférence — que nous publions ci-contre — en donne toute la dimension.

---

**IMPERIALISME  
BRITANNIQUE  
HORS D'IRLANDE !  
UNITE ET INDEPENDANCE  
DE L'IRLANDE !**

---

L'un des principaux acquis de la conférence de la LWR réside dans la pleine et entière compréhension de ce que nos camarades appellent l'« unité des aspirations sociales et démocratiques de tout le prolétariat irlandais ».

Le puissant mouvement qui a dressé le prolétariat des vingt-six comtés du Sud contre la politique du gouvernement du Fianna Fail, dictée par les capitalistes et l'impérialisme étranger, et d'abord par l'impérialisme anglais, au nom des liens de subordination maintenus avec l'ancienne puissance coloniale, est étroitement relié au mouvement du prolétariat du Nord, manifesté par de nombreuses grèves contre la politique de blocage des salaires du gouvernement du Labour Party.

C'est, en fait, un seul et même mouvement, qui exprime la puissante aspiration, au Nord comme au Sud, à l'unité nationale, le rejet massif de la partition, qui tranche dans la chair vive du peuple irlandais, l'impossibilité de satisfaire en quoi que ce soit aucune des revendications pressantes des masses travailleuses sur la base du

maintien du gouvernement bourgeois au Sud et de l'occupation militaire de l'impérialisme britannique au Nord.

C'est précisément ce qui donne toute sa portée révolutionnaire à la question nationale irlandaise, au combat pour en finir avec l'occupation militaire de l'impérialisme anglais au Nord, pour garantir le droit du peuple irlandais à disposer de lui-même, pour réaliser l'unité du pays dans le cadre d'une République libre d'Irlande.

La bourgeoisie irlandaise, toute la bourgeoisie irlandaise, au Nord comme au Sud, est désormais passée tout entière dans le camp de la partition.

L'appareil dirigeant du Parti travailliste irlandais, comme les sommets syndicaux de l'ICTU (Congrès irlandais des Trade Unions), agents directs de la bourgeoisie et de l'impérialisme, sont eux aussi installés avec armes et bagages dans le camp de la partition.

L'appareil stalinien et ses agents, au Nord comme au Sud, montent pareillement la garde devant le système de la division du pays. Ils apprécient parfaitement les conséquences explosives d'une débandade de l'impérialisme britannique en Irlande. Ils font et feront tout pour l'éviter. Leur soutien verbal (d'ailleurs fort discret) au Mouvement républicain ressemble à la corde qui soutient le pendu : « coexistence pacifique » oblige, même si le prix à payer est l'abominable répression qu'exerce l'armée anglaise dans les six comtés du Nord, avec son cortège de terreur et de tortures, ses prisons où croupissent plus de 2 000 prisonniers politiques.

Dans ces conditions, moins que jamais, le nationalisme bourgeois ne peut conduire l'Irlande à l'unité et à l'indépendance. Le drapeau de la lutte contre la partition, pour l'expulsion des troupes de l'impérialisme britannique, pour l'unité et l'indépendance de l'Irlande, pour la république, doit passer aux mains du prolétariat irlandais uni dans les trente-deux comtés du Nord et du Sud, qui constitue la seule classe capable de diriger les masses exploitées vers la conquête de l'unité et de l'indépendance nationales.

## LE MOUVEMENT GREVISTE DU 20 MARS

« Il s'agit de la plus grande démonstration de force du prolétariat irlandais dans toute son histoire. Le mouvement du 20 mars, c'est la grève générale, et cette grève marque l'ouverture d'une période de transition d'une situation pré-révolutionnaire — datant elle-même de la chute du Stormont (siège de l'ancien « Parlement » octroyé de Belfast, liquidé par l'impérialisme anglais à la suite du développement de la guerre civile en Irlande du Nord-NDLR) — vers une situation de crise révolutionnaire.

Le soulèvement du prolétariat irlandais, bien que plus large et plus profond qu'en Angleterre, est lié au soulèvement du prolétariat dans ce pays. Cette mobilisation est elle-même le produit d'un profond changement dans la disposition des forces de classe en Europe, dont a témoigné notamment l'éclatement de la révolution portugaise (...).

Pour pouvoir réaliser la grève générale, la classe ouvrière irlandaise a dû infliger une défaite cinglante à l'appareil dirigeant du mouvement syndical qui n'en voulait pas (...).

Le 20 mars, s'il n'a pas encore été le choc décisif, est un symptôme qui ne trompe pas. Les lignes suivant lesquelles vont se développer les affrontements de classes sont maintenant tracées. Dans le Nord, les révélations du Dr Irwin (1) et leurs suites, combinées avec les effets du rapport Bennett (2), ont marqué le point de départ d'une nouvelle crise de grande ampleur de l'état colonial répressif, préparée par l'activité de la classe ouvrière et nourrie par les profondes divisions à l'œuvre au sein de la bourgeoisie britannique et de ses agents au Nord sur les moyens de maintenir la domination impérialiste.

L'impossibilité de baillonner le mouvement républicain par les moyens de la répression a finalement engendré une situation où l'impérialisme ne peut plus gouverner comme avant. Une pression considérable venue du centre de la partition, Londres, va maintenant s'exercer sur toutes les fractions de la bourgeoisie irlandaise et sur leurs agents dans le mouvement ouvrier pour trouver une nouvelle solution dans le cadre de la défense de la propriété privée et de l'Etat bourgeois.

Ces deux événements, la grève générale du 20 mars et le scandale Irwin, participent d'un même processus. Pris dans leur signification la plus générale, ils expriment l'unité des aspirations sociales et démocratiques de tout le prolétariat irlandais. Ils indiquent qu'une nouvelle étape s'est ouverte dans la crise de la partition commencée en 1972. La conquête de l'unité de l'Irlande et la réalisation d'un gouvernement ouvrier, exigence implicite dans le nouveau tournant politique actuellement en cours, conduisent à mettre l'accent sur le problème central : la crise de la direction du prolétariat. Nous devons planifier la construction et l'intervention de la LWR comme composante de la lutte pour la direction du prolétariat. Nous devons nous efforcer d'être pleinement l'expression consciente des nécessités de la nouvelle étape qui s'ouvre dans la lutte de classe, comme partie constituante du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. »

(1) Médecin de l'armée anglaise d'occupation, qui a reconnu que la torture était de pratique courante dans les prisons de l'impérialisme britannique.

(2) Le rapport Bennett a été demandé par le gouvernement de Londres après la mort de B. Maguire. Il reconnaît de fait l'usage de la torture dans les prisons d'Irlande du Nord.

---

**UN SEUL LABOUR PARTY  
POUR TOUTE L'IRLANDE !  
POUR UNE ASSEMBLEE  
CONSTITUANTE  
SOVERAINE !**

---

De ce point de vue, la LWR, qui combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, inscrit toute son activité dans le droit fil du combat des fondateurs du mouvement ouvrier irlandais, Connolly et Larkin, qui ont unifié le prolétariat irlandais dans les grandes batailles du début du siècle. La LWR fait siens les principes qui ont été à la base de la fondation du mouvement ouvrier irlandais : l'unité du prolétariat de toute l'île, le combat pour une république des travailleurs des trente-deux comtés. Elle place aujourd'hui au centre de son activité le combat pour un seul Labour party pour toute l'Irlande, et le combat pour une Assemblée constituante souveraine.

Il s'agit de problèmes cruciaux pour le prolétariat de toute l'île. Au Nord, la classe ouvrière est privée de toute représentation politique qui lui soit propre. Le Parti travailliste britannique s'est attiré une haine méritée comme agent et représentant direct de l'impérialisme oppresseur. Les régiments de parachutistes envoyés par le gouvernement de Sa Majesté ont eux-mêmes réduit en miettes toute illusion à l'égard d'une éventuelle solution dans le cadre du Parlement de Westminster. Les masses sont dressées directement et sans aucun intermédiaire contre l'impérialisme britannique. Elles ne peuvent attendre de résultat que du démantèlement des institutions du pseudo-Etat des six comtés. La lutte des ouvriers et des paysans du Nord pour un gouvernement à eux passe nécessairement par le combat pour un seul Labour Party pour toute l'Irlande, et pour une Assemblée constituante souveraine.

Quant aux masses du Sud, lit-on dans la résolution de la conférence de la LWR,

« elles ne peuvent pas agir pour un gouvernement à elles au moyen du Labour Party existant dans les vingt-six comtés, ni dans le cadre du pseudo-Parlement sanctionnant la

partition du pays (le Dail). Voilà pourquoi la satisfaction des aspirations du prolétariat irlandais dans les vingt-six comtés appelle inexorablement la destruction du Dail et de toutes les institutions de la partition, l'unité du prolétariat irlandais dans un seul parti combattant l'impérialisme et la division du pays. Les mots d'ordre d'un seul Labour Party pour toute l'Irlande et d'une Assemblée nationale constituante sont seuls à répondre aux besoins des masses travailleuses. Les revendications du prolétariat irlandais et la solution de la question nationale sont ainsi étroitement liées, non pas dans l'idéologie, mais dans la réalité. »

---

**LE COMBAT  
CONTRE LA REPRESSION,  
POUR LES LIBERTES  
DEMOCRATIQUES**

---

Les travaux de la conférence de la LWR ont été centrés sur la définition exacte des voies et des moyens de la construction de l'organisation, dans le but de réaliser une progression numérique et politique importante dans les prochains mois. La portée internationale de ce combat pour bâtir l'organisation trotskyste dans toute l'Irlande doit être appréciée par toutes les sections du Comité d'organisation comme une contribution majeure à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il n'est pas possible, dans le cadre de cette brève note, de faire état des travaux des commissions de la conférence de la LWR qui ont établi le bilan de l'activité et élaboré des résolutions de travail couvrant les principaux secteurs d'activité (travail syndical, travail dans les entreprises, travail à l'université, construction de la LWR au Nord). Il est cependant nécessaire de souligner — en relation directe avec les problèmes politiques qui viennent d'être évoqués — l'importance du combat engagé par la LWR sur le terrain de la défense des libertés démocratiques et de la lutte contre la répression.

La LWR a jeté toutes ses forces dans le combat, au Nord et au Sud, notamment pour une commission

syndicale d'enquête sur la mort de Brian Maguire (1), et en faveur du statut politique pour les prisonniers de Long Kesh (dont on sait que plusieurs centaines croupissent nus et dans des conditions effroyables précisément parce qu'ils refusent le traitement des prisonniers de droit commun que l'impérialisme anglais entend leur imposer). La LWR a également, avec les mères des prisonniers politiques du Nord, organisé des délégations massives de travailleurs, de militants et responsables syndicaux, d'étudiants, en direction des députés du Labour Party du Sud, à Dublin.

Sur la base de cette activité, nos camarades irlandais ont pu rassembler une importante délégation à la Conférence européenne du mois de janvier (voir « La Vérité » n° 586), à laquelle participaient également des représentants de l'Irish Labour Party, de l'Independent Socialist Party, du Mouvement républicain (Sinn Fein), ainsi qu'une délégation syndicale de l'Irish Transport and General Workers Union.

Cette activité, décisive pour la construction de la LWR, va encore s'élar-

gir, en relation directe avec les prochaines initiatives qui seront prises au niveau européen dans le cadre de la campagne internationale contre la répression. Rappelons que, dès août 1978, les participants aux journées d'études réunies à Paris se sont engagés à combattre simultanément pour le retrait des troupes britanniques d'Irlande et des troupes russes de Tchécoslovaquie. Aujourd'hui, plus que jamais, pour toutes les sections du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, la solidarité inconditionnelle avec les combattants de l'unité et de l'indépendance de l'Irlande engagés sur l'un des fronts décisifs de la révolution prolétarienne en Europe, et la campagne pour la libération des prisonniers politiques de Long Kesh et d'ailleurs, conformément aux engagements pris, est une tâche qui s'impose à tous.

**Robert Clément,**  
20 avril 1979.

(1) Brian Maguire, militant républicain, a été trouvé pendu dans sa cellule au « centre d'interrogatoire » de Castelreagh en mai 1978.

**Abonnez-vous à**

**« Workers' Republic »**

**Revue bi-mensuelle de la « League for a Workers' Republic », section irlandaise du Comité d'organisation (un an - 40 francs).**

**13 LR Camden Street - Dublin - Irlande**





Comité d'organisation  
pour la reconstruction  
de la Quatrième Internationale



## Politica Obrera : confirmation

par François FORGUE

*Sous la signature d'un certain R. Santos, la direction de « Politica Obrera », que les organisations unanimes du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ont exclue de leurs rangs lors du dernier bureau international, vient de publier un volumineux bulletin au titre fracassant : « Détruisons la provocation Just-Lambert. »*

Si nous décidons de consacrer une brève note à cette indigeste compilation, c'est parce que, malgré lui sans doute, l'auteur est entraîné par le mouvement de ce que l'on n'ose appeler une « polémique », à reconnaître le caractère réel des positions de « Politica Obrera » et à justifier a posteriori — s'il en était encore besoin — la salutaire décision du dernier bureau international.

Nous ne donnerons qu'un exemple de la manière dont « Politica Obrera » en use avec la vérité des faits. Il concerne précisément la VIII<sup>e</sup> session du bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

---

Juillet 1974 : après la mort de Perón, le premier « conseil de gouvernement » argentin présidé par Isabel Perón. (Ph. Sygma)

On apprend en effet par ce texte qu'une « conjonction de sectes » (c'est ainsi que « Politica Obrera » définit l'ensemble des sections du Comité d'organisation) rejeta une motion présentée par la délégation de « Politica Obrera » pour que les travaux du bureau international soient placés sous une présidence d'honneur composée des morts, disparus et emprisonnés du Comité d'organisation. En réalité, alors que le premier point qui devait venir en discussion était la résolution présentée par l'OCI et concluant à l'exclusion de « Politica Obrera », les représentants de « Politica Obrera » tentèrent une misérable manœuvre en proposant que l'on élise une présidence d'honneur formée par les victimes de la répression de « Politica Obrera ». Dans le texte de R. Santos il est affirmé, à ce sujet, que Guillermo Lora approuva la position de « Politica Obrera ». C'est un mensonge grossier, Guillermo Lora déclara (et le procès-verbal du bureau

international en fait foi) qu'il n'était certes pas faux de vouloir honorer les victimes de la répression, mais que dans les conditions existantes, la proposition de « Política Obrera » apparaissait comme une manœuvre...

---

## A NOUVEAU SUR LE PERONISME

---

Le reste est à l'avenant. Mais le but du document est de réfuter les attendus politiques de la résolution concluant à l'exclusion de « Política Obrera » et votée à l'unanimité des organisations présentes au bureau international (cette résolution a été publiée dans le n° 585 de « La Vérité », février 1979).

Par exemple, R. Santos s'indigne du jugement porté sur la politique de « Política Obrera » lors du retour de Peron en Argentine et lors des élections de 1973, politique de capitulation devant le nationalisme bourgeois, devant le péronisme. L'une des expressions qu'en citait la résolution d'exclusion était le titre de « Política Obrera » du 15 juin 1973 :

« Retour de Peron : il faut qu'il se prononce contre l'accord social !  
Dehors les ministres patronaux !  
Pour des ministres ouvriers contrôlés par les organisations syndicales. »

Le texte de R. Santos reprend fièrement à son compte ce titre mais souligne que la résolution d'exclusion cite incomplètement les textes de « Política Obrera » à ce sujet (ce qui est exact, cette résolution n'est pas l'édition des « œuvres complètes » de « Política Obrera » ; la vraie question est de savoir si les citations faites sont honnêtes, c'est-à-dire illustrent les positions véritables de « Política Obrera »), et il apporte au dossier d'autres citations dont nous extrayons celle-ci :

« ... La direction péroniste, reconnue par les travailleurs, est au gouvernement et a en mains tous les moyens pour réaliser les revendications ouvrières. Qu'elle réponde à ces revendications. Que Peron se prononce contre l'« accord social ». »

Toute la « méthode » (ou pour être plus précis toute la capitulation politique) de « Política Obrera » est concentrée dans ce passage, que sa direction cite elle-même comme expression de sa politique.

Parce que les travailleurs ont des illusions (et encore faudrait-il spécifier, car « Política Obrera », comme Trotsky expliquait que c'était le cas du petit-bourgeois Burnham, prête généreusement ses propres illusions à la classe ouvrière) dans la direction nationaliste bourgeoise du péronisme, « Política Obrera » traite formellement celle-ci comme si elle constituait l'appareil dirigeant d'un parti ouvrier. La forme ici s'emplit d'un contenu concret : l'abandon de toute lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat, masqué par des revendications pseudo-radicales adressées à la direction péroniste, considérée comme direction « légitime » du prolétariat argentin.

Car « Política Obrera » n'y va pas par quatre chemins. R. Santos explique :

« Le gouvernement bourgeois de Campora était considéré par les masses comme leur propre gouvernement. D'où la nécessité d'intervenir dans la destruction de cette illusion (sur la base de l'illusion) pour jouer un rôle d'avant-garde dans la formation d'une classe ouvrière indépendante : si le gouvernement péroniste est un gouvernement des travailleurs, que la totalité de ses ministres soient des ministres ouvriers. »

Voilà qui sonne bien. Ne serait-ce pas, dans les conditions argentines, une formulation positive du mot d'ordre « chassez les ministres bourgeois » ? Il n'y a qu'un inconvénient, c'est que ce mot d'ordre n'a comme sens que d'appeler à la modification du personnel d'un gouvernement bourgeois, à savoir remplacer des fonctionnaires politiques du péronisme par des fonctionnaires à étiquette syndicale.

R. Santos n'hésite pas, ce qui est un faux grossier, à comparer cette lamentable capitulation à la politique suivie par le POR de Bolivie en 1970 face au gouvernement Torres, lorsque le général Torres proposa que la COB (Cen-

trale ouvrière bolivienne) et les partis politiques envoient des représentants au gouvernement. Le POR était catégoriquement opposé à toute participation ouvrière au gouvernement Torres. Ce n'est que lorsqu'il fut mis en minorité sur cette question au sein de l'Assemblée populaire qu'il mit en avant que 75 % des postes ministériels devaient être occupés par des membres de l'Assemblée populaire. Proposition naturellement inacceptable par le gouvernement bourgeois de Torres qui la rejeta. On peut naturellement diverger sur l'appréciation de l'opportunité de cette tactique, mais elle n'a, de toute façon, rien à voir avec la politique de soutien au nationalisme bourgeois.

---

### « POLITICA OBRERA » ET LE CASTRISME

---

Autre exemple, la résolution d'exclusion rappelait — tout en soulignant que pour des révolutionnaires « il n'y a pas de péché originel » — quelles étaient les positions qui étaient encore celles de « Política Obrera » lors de son affiliation au Comité d'organisation. « Política Obrera » expliquait alors que cette affiliation constituait « une étape supérieure dans notre politique de combat pour le parti mondial », mais que dès 1967, « Política Obrera »

« s'était appuyée sur la nécessité objective de la révolution cubaine, sur la réaction du castrisme contre les trahisons, sur les positions internationalistes de la direction cubaine elle-même pour agir en vue de la construction d'une authentique organisation internationaliste de ceux qui combattent pour la révolution ».

Pour « Política Obrera », il y avait donc continuité entre l'appui à l'OLAS et le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Mais aujourd'hui, le porte-parole R. Santos affirme à qui veut le croire :

« L'incompatibilité du castrisme comme programme et comme méthode avec la IV<sup>e</sup> Internationale, « Política Obrera » l'a établie dès son origine. » (C'est-à-dire dès 1964-1965 — NDLR.)

La taille du mensonge se mesure à ce que, dans la revue de « Política Obrera » en date du 30 septembre 1968, il est annoncé une campagne de défense, non seulement de la mémoire de Che Guevara, mais également du « caractère révolutionnaire de son idéal et de son programme ». Et dans la même revue, on peut lire l'explicitation de cette position :

« De la révolution cubaine, du Che et de Fidel, se sont nourris les cadres d'avant-garde qui ont mené la lutte de classe révolutionnaire contre le stalinisme et contre toutes les variantes du réformisme local. Le phénomène historique fondamental est le passage du mouvement des masses d'Amérique latine dans le camp de la révolution socialiste. Car en dernière instance, la décomposition du capitalisme poussera à nouveau les ouvriers et les paysans dans le camp de la révolution, malgré les défaites, les désastres et les massacres, mais ce sont la révolution cubaine et le castrisme révolutionnaire qui ont constitué les forces historiques subjectives qui ont impulsé, développé et accéléré le développement des événements. »

Fondamentalement d'ailleurs, en 1979, « Política Obrera » conserve la même position. R. Santos écrit :

« L'OCI a créé (*sic*) la formule selon laquelle le castrisme est allé plus loin qu'il ne le voulait dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, formant un gouvernement ouvrier et paysan, mais elle a omis de marquer la différence d'avec le stalinisme — qui peut lui aussi aller plus loin qu'il ne le veut dans la voie de cette rupture — mais qui demeure contre-révolutionnaire à l'échelle internationale (Mao, Kim-Il Sung, Ho-Chi Minh). Ce que l'OCI ne dit pas, c'est que le castrisme est un mouvement qui est allé plus loin que ses positions originelles, mais qu'il ne s'est pas engagé dans cette voie contre sa volonté... »

La résolution d'exclusion notait, preuves à l'appui (positions de « Política Obrera » sur le Pérou et le Nicaragua, pour ne rien dire de l'Argentine), le passage ouvert de « Política Obrera » sur le terrain de la révolution par étapes.

## AUX RACINES POLITIQUES DES CAPITULATIONS DE « POLITICA OBRERA »

Cette conception est généralisée dans le paragraphe suivant du texte de R. Santos :

« A notre époque, dans laquelle le mouvement révolutionnaire dans les colonies coïncide objectivement avec le mouvement de la révolution prolétarienne mondiale, la relation entre le trotskysme et les authentiques mouvements révolutionnaires anti-impérialistes peut se définir dans les termes mêmes du « Manifeste communiste » :

— a/ dans les diverses étapes de la lutte contre l'impérialisme, les trotskystes représentent toujours et en tous lieux les intérêts du mouvement dans son ensemble, c'est-à-dire pour l'émancipation, non seulement nationale, mais de toute forme d'exploitation ;

— b/ dans chaque lutte nationale, ils combattent pour l'unité du mouvement révolutionnaire colonial avec le prolétariat international. »

Le « Manifeste communiste », dans le passage que « Política Obrera » prétend paraphraser, traite des rapports entre les communistes et l'ensemble de la classe, dans le mouvement d'ensemble du prolétariat.

Un siècle et demi plus tard, au cœur de la crise de décadence de l'impérialisme, après des dizaines d'années de guerres, de révolutions, de contre-révolutions qui ont manifesté l'unité mondiale de la lutte des classes, « Política Obrera » présente la tâche des trotskystes comme étant celle d'exprimer « dans leur ensemble » les intérêts d'un mouvement anti-impérialiste distinct de celui du prolétariat, auquel il peut s'unir.

Il y a donc bien deux processus révolutionnaires, radicalement distincts, dont l'un (le mouvement anti-impérialiste) n'a pas la dictature du prolétariat pour objectif. Ce sont les fondements mêmes de l'internationalisme prolétarien — et du marxisme — qui sont balayés.

« Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers, dit le Manifeste.

Ils n'ont point d'intérêts qui divergent des intérêts de l'ensemble du prolétariat.

Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points. D'une part, dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. D'autre part, dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. »

A ce passage, qui fonde avant tout l'activité propre des communistes sur l'internationalisme, « Política Obrera » substitue sa « version » pour le « monde colonial ». En d'autres termes, pour « Política Obrera », les principes du « Manifeste communiste » et leur développement dans l'action et dans la théorie révolutionnaires ne s'appliquent pas dans les colonies et les semi-colonies. Ce qui veut dire, bien évidemment, qu'ils perdent aussi toute signification ailleurs...

Qui s'étonnera après cela de la capitulation devant, non seulement la bourgeoisie nationale, mais l'impérialisme, sous la forme de la capitulation politique devant le régime de Videla. Le porte-parole de « Política

Obrera » s'indigne du fait que, dans la résolution d'exclusion, « Política Obrera » soit dénoncée pour son acceptation — frauduleusement avancée au nom du combat pour l'Assemblée constituante souveraine — d'une Assemblée octroyée par le régime Videla.

Or, qu'écrivit R. Santos ?

« Dans la pratique, la question se pose ainsi : pouvons-nous conclure un accord de mobilisation pratique avec des courants bourgeois et petits-bourgeois pour l'Assemblée constituante souveraine et démocratique, ou devons-nous leur poser comme condition qu'ils se prononcent pour d'abord jeter à bas la dictature ? »

Ainsi, « Política Obrera » admet que sa politique, en ce qui concerne le mot d'ordre de l'Assemblée constituante en Argentine, consiste à avancer ce mot d'ordre de telle manière qu'il soit compatible avec des accords circonstanciels avec des fractions de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie qui ne posent pas la question du renversement de la dictature. Jusqu'à maintenant, nous avions appris que des accords circonstanciels pouvaient se nouer avec des démocrates bourgeois, précisément dans l'action contre une dictature policière ou militaire. « Política Obrera » innove : de tels accords peuvent se faire dans le cadre politique de l'acceptation de la dictature...

Nous pourrions continuer longtemps, car le long plaidoyer de « Política Obrera », au-delà des insultes et des mensonges, est un extraordinaire acte d'accusation qui confirme le bien-fondé de la décision du bureau international.

Un dernier point. La politique de « Política Obrera » avait trouvé une expression concentrée dans la position de ses auxiliaires chiliens, la fraction de Gramar qui avait appelé à la participation aux élections « syndicales » organisées par Pinochet et condamnées par la direction de la CUT en exil comme un acte de destruction du mouvement ouvrier.

Cette position était tellement scandaleuse qu'aujourd'hui, essayant de brouiller les traces, « Política Obrera » affirme que la position de sa

fraction chilienne sur les élections « syndicales » de Pinochet constituait une « grave erreur politique ». Soulignons que cette « erreur » a comme racine théorique la position de « Política Obrera » selon laquelle tous les « syndicats », même les syndicats fascistes, sont des syndicats ouvriers.

Gramar, pour sa part, dans le bulletin de sa fraction, fait aussi un pas en arrière, mais maintient fondamentalement la position politique qui est à la base de sa capitulation devant les manœuvres « syndicales » de Pinochet. Il écrit :

« Les diverses formes de domination politique de la bourgeoisie impliquent diverses formes de contrôle du mouvement ouvrier. »

Cela veut dire que, pour Gramar comme pour « Política Obrera », le fascisme ce n'est pas la destruction des organisations ouvrières, mais une autre forme de leur « contrôle ». Logique avec lui-même, Gramar continue :

« La mise dans l'illégalité de la CUT n'est pas un argument à ce sujet (au sujet de la destruction du mouvement syndical), penser cela serait réduire la lutte des classes aux dispositions légales, ce qui est le propre du crétinisme parlementaire. »

Voilà qui se passe de commentaires ! Quel rapport avec le mouvement ouvrier a un courant qui exprime des positions aussi totalement réactionnaires ?

Le nouveau texte de « Política Obrera » a donc un avantage, éclairer encore plus si cela était nécessaire le caractère anti-trotskyiste, étranger au mouvement ouvrier, de cette organisation.

C'est le devoir des militants de « Política Obrera » qui ont rejoint cette organisation parce qu'ils y voyaient l'expression en Argentine du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, de rompre avec la clique Altamira et de rejoindre les rangs du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

F. F.,  
le 8 mai 1979.



LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE

## APRES LES GREVES DE L'HIVER ET LES ELECTIONS GENERALES DE MAI 1979

# Angleterre : le gouvernement Thatcher face à la classe ouvrière

par François FORGUE

*Le 3 mai 1979, les élections générales ont eu lieu en Grande-Bretagne. Bien évidemment, il s'agit d'un moment politiquement important. Mais pas seulement du fait de la portée, en quelque sorte « naturelle », d'élections dans un pays dont l'histoire politique, depuis des siècles, se déroule dans un cadre parlementaire. Ce qui donne une importance à ces élections, c'est avant tout le contexte dans lequel elles se situent, contexte marqué par une série d'éléments qui permettent d'affirmer qu'en Angleterre une nouvelle phase de la lutte des classes se noue, et que, quelle qu'ait été l'issue des élections, la crise sociale et politique qui étreint l'Angleterre ne peut que s'intensifier. C'est sur certains aspects de ce développement de la lutte des classes que cet article veut se concentrer.*

Cela ne signifie pas que les résultats des élections soient sans signification : ils s'inscrivent comme l'un des éléments de la situation (du « contexte » évoqué plus haut) et leur effet sur celle-ci doit être évalué, d'autant plus que ce résultat ne consiste pas principalement dans une modification de l'équilibre parlementaire au sein de la Chambre des Communes, mais dans le fait qu'à un gouvernement formé par les représentants du parti qui est historiquement le parti de la classe

ouvrière, le Labour Party, succède un gouvernement formé par le parti historiquement constitué comme le parti du capital et des couches décisives de la bourgeoisie impérialiste anglaise, le parti conservateur.

Mais, pour apprécier ces résultats et les intégrer à l'analyse de la situation d'ensemble, il ne faut surtout pas tomber dans le piège de l'« exceptionnalisme britannique », ce que fait délibérément la presse bourgeoise qui cherche à se rassurer elle-même par ses bavardages sur le « jeu harmonieux de l'alternance ». L'enracinement des traditions parlementaires en Grande-Bretagne ne change rien au fait que les élections ne sont jamais par elles-mêmes déterminantes des caractéristiques fondamentales d'une situation.

---

Londres, janvier 1979. Un piquet « secondaire » de la grève des camionneurs. Lè « contrat social » du gouvernement Callaghan va bientôt voler en éclats. (Ph. Sygma)

Celle-ci est avant tout déterminée par les rapports de force entre les classes qui s'expriment — mais de manière nécessairement déformée, amortie — sur le terrain électoral.

Examinons maintenant précisément les résultats des élections du 3 mai. Au niveau de la composition du Parlement (la Chambre des Communes), les conservateurs bénéficient d'une confortable majorité pour gouverner (339 sièges sur 635), ce qui veut dire qu'ils n'ont besoin ni d'alliance, ni de soutien pour faire approuver leur politique à la Chambre, qu'au plan parlementaire ils peuvent donc faire voter la législation qu'ils désirent. Le Labour Party conserve 268 sièges, tandis que le « second » parti bourgeois traditionnel, le parti libéral, et les partis « nationalistes » régionaux d'Ecosse et du pays de Galles voient leur place parlementaire considérablement amoindrie. De plus, l'Irlande du Nord, que la force armée maintient dans le cadre du Royaume-Uni, envoie 11 députés au Parlement britannique : 10 d'entre eux sont des « unionistes », le parti réactionnaire de l'Irlande anglaise à tout prix, qui voteront des deux mains tout projet anti-ouvrier et antidémocratique présenté par les conservateurs. Voilà donc incontestablement un Parlement orienté « à droite ».

## LES RESULTATS ELECTORAUX

Mais il ne s'agit, là encore, que des résultats parlementaires (de la composition du Parlement). On sait que le système électoral britannique est un système majoritaire à un tour qui amplifie considérablement en nombre de sièges l'avance en voix d'un parti. Venons-en maintenant aux résultats électoraux proprement dits, c'est-à-dire à la manière dont les électeurs britanniques se sont prononcés, et comparons-les à ceux d'octobre 1974.

Le taux des abstentions a légèrement baissé par rapport à 1974, mais pas dans des proportions significatives. Il y a eu un peu plus de 75 % de l'électorat qui a pris part au vote. Il y a un incontestable succès électoral con-

servateur : les « Tories », avec approximativement 13 600 000 voix, reçoivent 43,9 % des suffrages contre 36 % en 1974. Mais ce succès est avant tout un succès remporté sur les autres partis bourgeois, le parti libéral qui perd 4,5 % de son électorat, et les partis régionalistes qui sont laminés, en particulier en Ecosse.

En pourcentage, le Labour Party connaît un léger recul (ce que les spécialistes appellent un « tassement ») de 2,3 %. Mais en voix, non seulement il retrouve, mais il dépasse son score d'octobre 1974, atteignant les mêmes résultats qu'en février 1974, lors de l'élection tenue dans la foulée de la chute de Heath. Il obtient environ 11 500 000 voix.

Sur le plan strictement électoral donc, un bref examen du scrutin conduit à deux conclusions principales :

1 — il y a eu sur le terrain électoral un processus de polarisation ;

2 — même sur le terrain électoral, le Labour Party n'a pas souffert de véritable recul.

Si l'on donne à ces constatations leur dimension politique, il faut constater que le fait le plus remarquable de cette élection n'est pas que Mme Thatcher puisse déménager ses cartons à chapeaux au 10, Downing Street, mais qu'après cinq ans d'inflation, de chômage, de tentatives de blocage des salaires — tout cela sous la responsabilité d'un gouvernement du Labour Party —, la grande majorité de la classe ouvrière organisée ait voté pour le Labour Party, contre la bourgeoisie et ses partis. Acte politique d'autant plus significatif qu'il est accompli dans les pires conditions : l'initiative électorale revient aux conservateurs et aux libéraux qui ont fait tomber le gouvernement du Labour Party, et, de plus, celui-ci s'efface dans les conditions les plus honteuses — le Premier ministre Callaghan cherchant jusqu'à la dernière minute à monnayer un accord avec l'extrême réaction, les « unionistes » de l'Ulster, pour rester en place. La campagne électorale a été menée tambour battant par le parti de Mme Thatcher, tandis que celle du Labour Party fut d'une rare timidité, axée par un manifeste qui, même sous



l'angle des « promesses », est en retrait sur les précédentes plateformes électorales du Labour Party.

Ce n'est donc en rien un vote de confiance à la direction Callaghan et à sa politique, c'est malgré cette direction et cette politique un vote de classe, et en ce sens l'affirmation, sur le terrain électoral, de la volonté et de la capacité de la classe ouvrière à s'attaquer à la bourgeoisie, à ses partis et à son gouvernement.

Une analyse même rapide des résultats des élections du 3 mai confirme ce qu'écrivait l'hebdomadaire « Informations ouvrières » au lendemain de la chute du gouvernement Callaghan :

« Le vote de la classe ouvrière pour le Labour Party ne fera que préparer sa résistance au programme anti-ouvrier que Thatcher, la soi-disant « dame de fer » des conservateurs, voudrait appliquer en cas de victoire de son parti. Quel que soit le gouvernement qui sorte des urnes le 3 mai prochain, il sera, plus encore, un gouvernement de crise. »

Un examen de la répartition géographique des votes souligne cette réalité et illustre en même temps les conditions concrètes dans lesquelles elle s'est manifestée. Le Labour Party cède partiellement le terrain à Londres et dans le sud de l'Angleterre, mais dans toutes les régions à forte concentration industrielle, dans le nord de l'Angleterre, dans les bassins miniers, en Ecosse, le Labour Party maintient, consolide, et parfois élargit ses positions.

Que les « zones » de succès électoral du Labour Party se confondent avec les régions de plus forte concentration prolétarienne, et surtout de plus haut degré d'organisation politique et syndicale, de plus vieille tradition de lutte, illustre le caractère de classe du vote.

Mais la classe ouvrière britannique ne se divise pas en secteurs « avancés » et bien structurés, et en secteurs politiquement plus arriérés et moins bien organisés. Ce sont certains des secteurs qui pouvaient apparaître comme « périphériques », qui ne bénéficiaient pas d'une longue tradition d'organisation et de lutte (pom-

piers, employés municipaux, enseignants), qui ont joué un rôle d'avant-garde dans le développement de la lutte contre la politique sociale du gouvernement Callaghan (c'est-à-dire contre la politique correspondant aux besoins de la bourgeoisie). Peut-être est-ce dans ces secteurs qu'il y a eu un plus grand nombre d'abstentions de la part d'électeurs passés ou potentiels du Labour Party. Il est impossible de l'affirmer avec précision. Toujours est-il que le résultat global du scrutin montre qu'y compris sur le terrain électoral miné par les conséquences de la politique de la direction du Labour Party, il n'a pas été possible d'empêcher la réfraction, certes atténuée et déformée, du mouvement en avant de la classe ouvrière anglaise dans son ensemble, moteur principal de la crise à laquelle le gouvernement Thatcher va être confronté comme le gouvernement Callaghan l'avait été avant lui.

La polarisation que traduisent la montée des voix conservatrices et l'effondrement des formations intermédiaires est un signe certain de cette crise et du fait qu'elle gagne en intensité. Mais la forme qu'a prise cette polarisation n'avait rien d'une fatalité, rien ne déterminant automatiquement des secteurs de la petite bourgeoisie à se regrouper autour du parti conservateur. C'est la totale absence de perspectives offertes par la direction du Labour Party qui est à son origine. Le choix de fractions de la petite bourgeoisie comme les hésitations électorales d'éléments de la classe ouvrière trouvent leur source dans la politique de collaboration de classes de la direction du Labour Party, dans sa défense des conditions nécessaires à la réalisation du profit capitaliste, dans sa défense constante, sur tous les plans, des intérêts de l'impérialisme britannique.

---

## INTENSIFICATION DE LA CRISE

---

Que, même électoralement, on ne puisse parler sérieusement d'une défaite du Labour Party, c'est-à-dire que même sur un terrain qui est par nature favorable à la bourgeoisie, et où les conditions étaient cette fois particulièrement difficiles, la politique de

la direction du Labour Party n'ait pu empêcher la volonté des travailleurs d'en finir avec la bourgeoisie et son gouvernement, exprime une réalité plus profonde. Cette réalité, c'est que les rapports de forces entre les classes sont, sans conteste, en faveur de la classe ouvrière, et que celle-ci, prenant l'initiative, a par son activité dans la dernière période poussé plus avant les conséquences de ce rapport de forces. C'est en cela que constitue le nouveau développement de la lutte des classes dont nous parlions au début de cet article.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent — sans essentiellement le modifier — les résultats politiques des dernières élections.

Ces résultats se résument à la mise en place d'un gouvernement du parti conservateur qui a vocation d'affronter directement la classe ouvrière. C'est une modification non négligeable du dispositif politique, mais elle s'opère alors que la classe ouvrière n'a en aucun sens été « battue » ou « mise en échec », alors qu'au contraire sa montée politique n'a pas été interrompue. Et c'est cette même montée qui est à la racine de la chute du gouvernement Callaghan. Là est la clé de la situation.

Qu'il y ait une « crise » aux aspects multiples en Angleterre est devenu une banalité. Que l'accession au pouvoir de Mme Thatcher n'y mette pas fin en est une autre. Il est donc nécessaire de préciser.

La Grande-Bretagne entre dans une période d'intensification de cette crise généralisée. Ce qui crée les conditions de cette intensification, c'est la présence d'un gouvernement qui ne peut que se présenter — et donc au moins tenter d'agir — comme un gouvernement de combat contre la classe ouvrière, alors qu'il n'existe aucune condition de nature à lui permettre le succès dans cette voie. Au contraire, non seulement les conditions qui avaient imposé l'existence d'un gouvernement du Labour Party demeurent, mais elles sont encore plus contraignantes. Sans qu'il soit possible maintenant de définir les formes ou les rythmes du dénouement, il est clair qu'il s'agit d'une situation explosive.

Les caractéristiques de cette situation peuvent d'ailleurs être dégagées à partir de l'examen des circonstances qui ont amené la chute du gouvernement Callaghan.

Si ce gouvernement n'a pu atteindre son terme parlementaire (il avait constitutionnellement le droit de « durer » jusqu'en octobre), cela n'a pas été l'expression parlementaire d'une modification des rapports de forces en faveur de la classe dominante, mais tout au contraire le résultat d'une offensive de la classe ouvrière « censurant » par son action de classe la politique du gouvernement Callaghan.

---

## LA CHUTE DU GOUVERNEMENT CALLAGHAN

---

On sait comment le gouvernement Callaghan a connu une fin sans gloire. Il était l'auteur de plans de « régionalisation » pour l'Ecosse et le pays de Galles, impliquant la mise en place de Parlements écossais et gallois aux pouvoirs limités. Ces projets devaient être ratifiés par un référendum dans chacune des régions concernées, et il fallait que 40 % au moins de l'électorat réponde « oui » pour que la mise en place du Parlement régional soit automatiquement acquise. Ces référendums ont eu lieu au début de mars.

Or, bien que le gouvernement ait mis tout son poids dans la balance, en Ecosse, où le Labour Party est pourtant majoritaire (et où le parti « nationaliste » appelait également à voter « oui »), il n'y eut qu'une faible majorité de « oui », qui, compte tenu des abstentions, ne représentait pas 40 % du corps électoral. Au pays de Galles, le projet gouvernemental fut nettement battu.

Le gouvernement conservait, en principe, le droit d'appliquer malgré tout son projet en Ecosse, là où une faible majorité l'avait approuvé. Le parti « nationaliste » écossais, le SNP, fit de cette exigence la condition de son soutien. Comme Callaghan, désavoué en Ecosse et au pays de Galles par les électeurs du Labour Party, ne pouvait s'engager dans cette voie, le parti régionaliste joignit ses voix à celles des libéraux et des conservateurs

pour entraîner la chute du gouvernement lorsque le parti de Mme Thatcher présenta une motion de censure.

A ce premier niveau — celui de la forme de la chute du gouvernement Callaghan —, on saisit déjà certains traits de la situation. Tout d'abord, cette exécution — arrachée à une voix de majorité ! — rappelle que le gouvernement du Labour Party ne bénéficiait pas d'une véritable majorité. Ce n'est pas l'arithmétique parlementaire mais les rapports politiques qui expliquent sa durée. A tout moment, la conjonction qui le renversa était arithmétiquement possible.

D'autre part, la place tenue dans la crise par les problèmes « régionaux » illustre les difficultés croissantes de fonctionnement des institutions, pourtant bien rodées, par lesquelles la classe dominante assure son pouvoir, en même temps qu'elle souligne la place qu'y occupe la monarchie.

Certes, la place et la forme qu'occupe en particulier une question comme celle de l'Ecosse ont des racines historiques qu'il n'est pas question de traiter ici (manière dont s'est faite la révolution bourgeoise, le fait que la Grande-Bretagne reste le « Royaume-Uni »). Mais le vote du prolétariat en Ecosse et au pays de Galles (contre l'avis de ses propres dirigeants) détruit le mythe selon lequel ces éléments constituants de la nation britannique seraient des « nations opprimées » et démasque le caractère réactionnaire des projets de « dévolution » : en diminuant les compétences de la Chambre des Communes au nom de la mise en place d'Assemblées régionales sans véritable pouvoir, ils ne feraient que renforcer l'institution monarchique comme facteur d'unification. Que ces projets, par lesquels le gouvernement Callaghan entendait s'assurer l'appui de secteurs de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, se soient finalement révélés être des boomerangs, ne fait qu'accuser la réalité de la crise politique, l'incapacité du gouvernement à contrôler la marche des événements.

Mais ce n'est là encore que la forme. Le fond est dans la réponse à la question : pourquoi les conservateurs, qui avaient tant attendu, ont-ils décidé de porter l'estocade ?

La réponse, elle, est dans la lutte des classes. Avant de sombrer, le gouvernement Callaghan aura connu un rude hiver.

La clé de voûte de sa politique était le « contrat social » par lequel il prétendait assurer une relative aisance au fonctionnement de l'économie capitaliste. Par ce « contrat », les directions syndicales acceptaient une limitation volontaire des hausses annuelles de salaire à 5 %.

Et ce contrat a été réduit en miettes par une formidable vague de grèves. Le souvenir de Heath, chassé par la grève générale des mineurs en 1974, hante encore les stratégies de la bourgeoisie britannique, qui ont longtemps hésité à ouvrir une crise de succession ramenant le parti conservateur au pouvoir. Conscients qu'ils ne pouvaient prendre le risque d'un affrontement décisif avec la classe ouvrière, ils comptaient sur les dirigeants du Labour Party pour la contenir et œuvrer, par les conséquences de leur politique de collaboration de classes, à préparer les conditions de la contre-offensive.

---

## UNE NOUVELLE PHASE DE LA LUTTE DES CLASSES

---

A s'en tenir au calendrier constitutionnel, 1979 marquait de toute façon la fin d'une période législative commencée en 1974. Mais lorsque les commentateurs, analysant la situation qui se développe au début de 1979 en Angleterre, se réfèrent à cette date, ce n'est pas d'abord aux précédentes élections générales qu'ils font allusion, mais aux conditions dans lesquelles elles ont pris place — pour les comparer à celles qui existent cinq ans plus tard et qui se matérialisent dans une vague de grèves d'une rare puissance.

« C'est la plus grave crise sociale depuis la grève des mineurs de 1974 », écrivait, par exemple, le « Financial Times », formule qu'à des détails près on trouve répétée par toute la presse anglaise. On sait que c'est la grève générale des mineurs qui brisa le gouvernement Heath, créant les conditions d'un retour au gouvernement du Labour Party.

Ainsi, porté au pouvoir par une puissante mobilisation politique de toute la classe ouvrière s'exprimant dans la grève générale des mineurs, le gouvernement du Labour Party à son tour devait plier devant une offensive ouvrière. L'histoire se répéterait...

A trop forcer l'analogie, on risque de perdre de vue l'essentiel. Il ne s'agit pas d'une répétition. En 1974, avec ses organisations à qui elle impose alors temporairement et partiellement de tenir le rôle pour lequel elles ont été forgées, la classe ouvrière se dresse contre le gouvernement du parti traditionnel de la bourgeoisie, le parti conservateur, engagé dans une offensive anti-ouvrière de grande ampleur. Elle brise net cette offensive et chasse ce gouvernement réactionnaire.

Cinq ans plus tard, à travers une vague de grèves qui englobe les secteurs les plus divers de la classe ouvrière (camionneurs, travailleurs du rail, travailleurs municipaux, travailleurs de la santé, etc.), mouvement plus ample dans sa diversité que celui de 1974, la classe ouvrière arrache des revendications qui mettent fin à un système de blocage des salaires de fait, mis en place par le gouvernement du Labour Party, c'est-à-dire un gouvernement du parti qui est le parti de la classe ouvrière, organiquement lié à toutes ses formes d'organisation (syndicats, coopératives), et que l'écrasante majorité de la classe ouvrière reconnaît comme son parti politique. Ce sont les éléments d'une nouvelle phase de la lutte des classes en Angleterre qui se cristallisent. Par les moyens de la lutte des classes, pour défendre ses conditions de vie et de travail, ses acquis, contre la bourgeoisie (contre les conséquences du fonctionnement de l'économie capitaliste), la classe ouvrière se dresse en fait en masse contre l'appareil bureaucratique dirigeant du Labour Party.

## DE 1974 A 1979

Il est nécessaire, pour apprécier ces nouveaux développements, de revenir sur ce qui s'est passé en 1974 et sur sa portée internationale.

Lorsqu'en février 1974 le gouvernement conservateur de Heath tomba

sous les coups de la grève générale des mineurs centralisant la mobilisation politique de toute la classe ouvrière anglaise, cet affrontement ouvert entre les classes s'inscrivait dans un développement de la situation mondiale. C'est en effet dès l'automne 1973 que commencent à se préciser les signes d'un tournant de la situation mondiale. C'est avec plus de force que jamais que les lois objectives du système capitaliste s'imposent à tous, et les efforts de l'impérialisme le plus puissant pour modifier les relations inter-impérialistes en sa faveur aggravent brutalement la situation des impérialismes décadents d'Europe. C'est alors que le gouvernement Heath, agissant au compte de la classe dominante tout entière, s'engage dans une brutale offensive anti-ouvrière qui devait se transformer en une débâcle politique pour la bourgeoisie et ses partis.

Ainsi, lors de la première épreuve de force entre le prolétariat et la bourgeoisie d'un pays industriellement avancé, prenant place dans le contexte du tournant qui se développe dans la situation mondiale, la bourgeoisie subit une lourde défaite politique. C'est une victoire pour tous les travailleurs d'Europe.

Le tournant dans la situation mondiale s'est matérialisé, on le sait, à travers le déclenchement de la révolution prolétarienne au Portugal et la défaite politique d'ampleur mondiale de l'impérialisme américain au Vietnam. Ce tournant s'est inévitablement accompagné de l'aggravation, de l'approfondissement de la crise politique — de la crise des formes de domination de la bourgeoisie — de toutes les bourgeoisies d'Europe, et l'Angleterre n'a pas fait exception...

Le gouvernement Wilson de février 1974 naît donc comme un gouvernement de crise. Parlementairement, c'est un gouvernement de minorité : si l'on ne tient compte que du nombre de sièges, les deux principaux partis bourgeois, les conservateurs et les libéraux, pourraient gouverner ensemble. Mais une telle solution est exclue car on ne peut alors, comme l'explique la presse anglaise, « gouverner contre les syndicats », c'est-à-dire défier la volonté qui s'est matérialisée, non principale-

ment dans les urnes, mais dans la grève des mineurs, et qui a eu raison de Heath. Le gouvernement du Labour Party est donc bien un gouvernement de crise, car sa formation même est un résultat de la crise sociale et politique de caractère pré-révolutionnaire qui s'était affirmée dans la grève des mineurs.

Comme gouvernement bourgeois, la tâche du gouvernement Wilson est de tenter de liquider les conditions qui l'ont engendré. C'est en ce sens qu'il avait — bien que les conditions spécifiques et les traditions du mouvement ouvrier anglais excluaient alors toute tentative de formation d'un gouvernement de coalition — un aspect, un contenu pourrait-on dire plus précisément, qui l'apparente à un gouvernement de « front populaire ».

C'est d'ailleurs très vite, dès novembre 1974, qu'eut lieu une première manifestation d'union sacrée, le vote d'une loi « antiterroriste » destinée à aggraver la répression contre le mouvement nationaliste irlandais. Puis ce fut le référendum sur l'Europe de juin 1975. Alors que la position officielle du mouvement ouvrier anglais, confirmée par des décisions de congrès, tant des syndicats que du Labour Party lui-même, était le refus de l'intégration au Marché commun, le gouvernement se prononça en faveur de l'entrée dans la Communauté économique européenne. Il se constitua ainsi une coalition de fait entre l'ensemble de la représentation politique de la bourgeoisie, conservateurs et libéraux, et le gouvernement du Labour Party, pour le « oui ».

Il y eut 40 % d'abstentions, le « oui » l'emporta par environ deux tiers des suffrages exprimés. Les 30 % de « non » représentent la majorité des travailleurs qui considèrent le Labour Party comme leur parti. Ils ont résisté à la pression de « leur » gouvernement. Mais le sentiment d'unité, de force invincible du mouvement capable par lui-même de surmonter tous les obstacles, qui dominait depuis la grève victorieuse des mineurs, est brisé. Les travailleurs anglais se heurtent, sous d'autres formes et dans d'autres conditions, au même obstacle que les travailleurs portugais : celui de la politique de la direction du mouvement ouvrier.

C'est dans ces conditions politiques que le gouvernement du Labour Party s'assure la coopération pleine et entière de la direction des syndicats pour imposer une limitation des hausses de salaires à 5 % par an : le fameux « contrat social » qui fonctionne, certes non sans problèmes, mais qui fonctionne malgré tout en 1976 et en 1977.

Non que les travailleurs anglais se soient laissés bernier par le mirage d'« intérêts nationaux » qu'il faudrait préserver, mais parce que la direction du Labour Party était parvenue à les priver temporairement d'une perspective politique.

En même temps, si le « contrat social » évite le pire dans l'immédiat, du point de vue de la bourgeoisie, c'est-à-dire la prolongation par la classe ouvrière des conséquences de sa victoire politique de 1974, et bloque sa capacité de porter de nouveaux coups meurtriers au fonctionnement même de l'économie capitaliste, il ne règle pourtant par lui-même aucun problème.

Pour que l'impérialisme britannique puisse préserver ses positions réduites à l'échelle internationale, s'accommoder de son déclin irréversible, c'est à l'ensemble des positions et des conquêtes de la classe ouvrière qu'il doit s'attaquer. Il lui faudrait briser, au nom des impératifs de la productivité, l'ensemble des systèmes de défense contre l'exploitation qui sont enracinés dans la structure même du mouvement ouvrier, démanteler la Sécurité sociale, etc.

Quelle que soit sa bonne volonté à l'égard des possédants, le gouvernement du Labour Party ne peut aller au bout de ce chemin. Mais il peut disloquer le mouvement de la classe, la démoraliser afin de préparer le terrain d'une contre-offensive de la bourgeoisie surmontant ainsi les conséquences toujours présentes de la défaite de Heath.

La signification de ce qui se développe au début de 1979 et que le « Herald Tribune » du 10 février appelle une « intolérable guerre sociale », c'est qu'il n'a pu mener cette tâche à bien.

En 1979, dans une situation mondiale marquée par l'amorce d'un nouveau tournant (révolution prolétarienne en Iran), à partir de la défense de leurs intérêts les plus élémentaires, les travailleurs anglais initient une nouvelle offensive, contraignent leurs organisations syndicales à être de nouveau le cadre d'organisation de leur combat, et par là même reposent, mais à un niveau beaucoup plus élevé, tous les problèmes politiques non réglés en 1974 ; car cette fois c'est l'action d'un gouvernement formé par « leurs dirigeants » qu'ils enrayent, sa politique qu'ils combattent. Ce qui ne peut qu'entraîner une modification des rapports politiques au sein du mouvement ouvrier, une modification des rapports entre les masses et l'appareil dirigeant.

## LE FOND DU PROBLEME

L'hebdomadaire « The Economist », qui a le mérite d'exprimer généralement avec une cynique franchise la position de certains des cercles dirigeants les plus influents de l'impérialisme britannique, écrivait, alors que la grève des camionneurs se développait :

« Le pays a besoin d'un gouvernement assez fort pour agir fermement contre la mise en place de piquets par les camionneurs. Autrefois, les piquets de grève étaient limités à l'entreprise concernée par le conflit et avaient comme but d'interdire à d'autres travailleurs de faire le travail des grévistes. Ce n'est plus le cas. Les piquets de grève sont maintenant devenus une arme tellement puissante que des travailleurs ne contrôlant qu'une petite fraction de la production peuvent paralyser de larges secteurs de l'industrie. Les syndicats puissants peuvent prendre le pays à la gorge, et toute grève majeure peut avoir l'impact d'une grève générale... Bien que les camionneurs ne représentent qu'une fraction des travailleurs des transports, ils ont efficacement bloqué les docks par le recours aux piquets de grève... A moins qu'un nouveau gouvernement, mandaté pour ce faire, ne soit prêt à limiter les piquets à leurs tâches originales, le pouvoir des syndicats deviendra invincible.

La question du pouvoir des syndicats est à nouveau — et à juste titre — au centre du débat politique. Depuis que M. Heath a été vaincu par les mineurs, le Labour a ignoré ce problème, et les conservateurs ont été trop inquiets pour y faire face. »

C'est en effet la grève des camionneurs qui a été essentielle dans le développement de cette situation qui a fait du contrat social un « souvenir », comme le notait le quotidien français « Les Echos ».

Catégorie particulièrement mal payée, les camionneurs pouvaient faire valoir qu'ils constituaient un « cas spécial ». Dans les négociations engagées avec les employeurs, cet argument fut d'ailleurs accepté, puisque les propositions qui furent faites allaient déjà loin au-delà des 5 % prévus par le « contrat social ». Une augmentation de salaires de l'ordre de 13 % fut avancée. Mais le niveau de vie de tous les travailleurs anglais a baissé dans les deux dernières années d'environ 10 %. Il s'agissait donc d'un simple rattrapage qui ne modifiait en rien la situation particulièrement défavorisée de ces travailleurs. Ils refusèrent et, en janvier 1979, commencèrent la grève, à partir des dépôts, sous l'impulsion des délégués (shop stewards). Il s'agissait donc au départ de ce que les travailleurs britanniques appellent une « wildcat strike » (une grève sauvage), c'est-à-dire une grève qui n'a pas l'aval de la direction syndicale.

Très vite, la grève s'organisa, mobilisant activement les travailleurs. Cela s'exprima notamment dans la généralisation des « secondary pickets » (piquets secondaires), en fait des « piquets volants » se portant à un entrepôt ou à un dépôt pour interdire toute sortie de marchandises (à l'exception, sur décision des grévistes, de produits dont le transport était jugé indispensable, par exemple des médicaments).

C'était là la « dictature syndicale » qui scandalisa tant les porte-parole de la bourgeoisie.

Puis la direction syndicale, celle du Transport and General Workers Union, le plus puissant syndicat de Grande-Bretagne, dont dépendent les

camionneurs, appuya la grève, la rendant « officielle ». Mais si cela renforça puissamment la grève — et représenta un appel à la lutte pour des millions de travailleurs de toutes corporations —, cela ne modifia pas la manière dont la lutte se développait. C'est encore « *The Economist* » qui note avec regret, à ce sujet, que la direction du syndicat

« ne contrôle pas grand-chose dans cette grève. Le pouvoir effectif est entre les mains de comités de grève non officiels qui étendent leur réseau sur tout le pays ».

La grève des camionneurs tendit à paralyser toute l'activité et quand, à leur tour, les cheminots débrayèrent, il était évident qu'il ne restait plus grand-chose debout de la politique sociale du gouvernement.

Finalement, le 29 janvier, les camionneurs remportèrent une retentissante victoire : ils obtinrent une augmentation de salaires de plus de 20 %. Mais cette victoire revendicative avait un contenu politique précis pour toute la classe ouvrière : elle mettait en échec la politique du « contrat social », c'est-à-dire la politique menée par le gouvernement du Labour Party correspondant aux besoins de la bourgeoisie. Cela entraîna une « déstabilisation » du dispositif de collaboration de classes des sommets du mouvement ouvrier. La direction des Trade-Unions dut donner son aval au mouvement de grèves, et par là même faire passer dans les faits son désaveu du « contrat social ».

Par leur mouvement, par les moyens de la lutte des classes, par l'utilisation des formes d'organisation qu'ils peuvent contrôler (délégués d'atelier, piquets de grève), les travailleurs ont donc commencé à s'organiser pour briser la politique de collaboration de classes de l'appareil réformiste. Mais cet objectif implique une centralisation politique du combat de la classe ouvrière et doit donc nécessairement, compte tenu de la manière dont le mouvement ouvrier est organisé, déboucher dans le Labour Party lui-même.

L'explosion qu'a constituée la grève des camionneurs n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle a

été préparée par la mobilisation, à partir des revendications salariales, de certains secteurs de la classe particulièrement frappés par la détérioration des conditions de vie (grève des pompiers) ou bénéficiant, du fait de leur degré d'organisation et de leur position stratégique, de conditions favorables pour engager le combat (grève des travailleurs de chez Ford). Mais ces luttes restent inexplicables par leurs seules spécificités, c'est un mouvement général qui s'exprime à travers elles, une maturation de la situation qui tend à trouver une expression politique au sein des syndicats et au sein du Labour Party.

En mars 1978, les pompiers s'engagent dans une longue grève, revendiquant une hausse de salaires incompatible avec l'application du « contrat social ». La direction confédérale des Trade-Unions condamne la grève et organise son isolement. Pendant des semaines, les pompiers tiennent bon malgré le déchaînement d'une intense campagne dirigée contre leur grève, manifestant une extraordinaire combativité. Finalement, la grève n'aboutit pas à un succès revendicatif, mais l'acharnement qui s'y est manifesté, comme la solidarité marquée aux grévistes par les travailleurs d'autres corporations, malgré leurs directions, témoigne que le caractère intolérable de la situation tend à se manifester à l'échelle nationale.

En octobre 1978, les 57 000 travailleurs de chez Ford déclenchent une grève totale et illimitée, refusant les propositions patronales qui s'inscrivent dans le cadre des 5 %. Dès le 22 septembre, la majorité des travailleurs de l'usine Ford de Hulewood — près de Liverpool — commencent la grève, qui gagne usine après usine. Fort de l'appui gouvernemental, Ford se retranche sur la position « 5 % ou rien ». La direction syndicale commence par se taire. Les 25 et 26 septembre, à une écrasante majorité, les travailleurs votent la grève, réalisant ainsi leur unité et celle de leurs organisations. Le 26 septembre, en effet, la grève est « officielle », c'est-à-dire qu'elle obtient l'approbation des directions syndicales.

C'est au moment où cette grève bat son plein que se réunit le congrès du Labour Party. Par quatre millions de

mandats contre moins de deux millions et demi, c'est-à-dire grâce au vote bloqué des plus puissants syndicats, qui disposent dans les congrès du Labour Party d'un nombre de mandats équivalent à leurs membres, une motion rejetant toute « limitation des salaires » et condamnant donc la politique du gouvernement est votée. Le « Times » — qui paraissait alors encore — ne peut une fois encore que déplorer la « manière intolérable » dont la puissance des syndicats s'est affirmée.

Au bout de neuf semaines de grève, les travailleurs de chez Ford reprennent le travail après avoir arraché une augmentation d'environ 18 %.

Puis, dans la brèche ouverte par les camionneurs, d'autres secteurs de la classe ouvrière s'engouffrent. Les cheminots qui, en janvier, pendant plusieurs semaines, font grève deux jours par semaine. Les travailleurs de la voirie, les employés municipaux, les travailleurs de la santé, les travailleurs du service des eaux, etc. L'Angleterre donne une impression de chaos. Le 22 janvier, un million et demi de travailleurs de l'Etat ou des services municipaux sont en grève. Près de 100 000 d'entre eux manifestent à Londres. Le mot d'ordre qui retentit alors, c'est « All Out ! » — Tous en grève !

Le mouvement est irrégulier, inégal dans ses formes comme dans ses résultats immédiats. Là, comme par exemple chez les hospitaliers, la grève présente les mêmes traits que celle des camionneurs ; ailleurs, comme pour les travailleurs du rail, la direction syndicale préserve son contrôle et impose des formes d'action du type « grèves tournantes », comme c'est aussi le cas dans la fonction publique. Dans certains cas, le gouvernement parvient à différer provisoirement le conflit (avec les mineurs, par exemple), dans d'autres, à traiter à de relativement « bonnes conditions » pour lui. Mais le contenu, la signification politique globale, de cette puissante offensive, c'est l'abandon de toute référence au « contrat social ».

Les discussions du gouvernement avec la direction confédérale des Trade-Unions n'aboutissent qu'à une déclaration d'intentions sur une commune volonté de juguler l'inflation...

Mais l'hétérogénéité du mouvement témoigne de l'ampleur des problèmes politiques qu'il soulève, non seulement pour la classe dominante mais pour le combat de la classe ouvrière. C'est, répétons-le, une nouvelle phase de la lutte des classes qui commence, mais elle ne fait que commencer.

---

## QUELLES PERSPECTIVES ?

---

Le fond du problème du point de vue de la bourgeoisie, c'est, comme le soulignait « The Economist », la nécessité d'un « gouvernement fort ». Mais les conditions dans lesquelles l'équipe Thatcher accède au pouvoir — c'est-à-dire des conditions avant tout marquées par les conséquences de l'offensive politique de la classe ouvrière qui a fait sauter le barrage du « contrat social » — n'en font pas ce « gouvernement fort ».

La situation devant laquelle il se trouve, avant même son intronisation par le Parlement, c'est celle que prévoyait un rapport confidentiel préparé en avril 1978 pour les dirigeants du parti conservateur, qui constatait qu'il fallait rechercher un compromis avec « les syndicats », à moins « d'aboutir à une remise en cause permanente de la structure et des méthodes de la vie politique du pays » (c'est-à-dire à moins de passer de la forme parlementaire à une autre forme de domination de classe de la bourgeoisie).

Le gouvernement conservateur dispose encore d'une marge de manœuvre (que la bureaucratie dirigeante du Labour Party et des Trade-Unions, en dépit des proclamations, fera tout pour lui assurer), mais celle-ci est réduite. Ses limites sont données par la situation d'asphyxie du capitalisme britannique et par le développement de la situation politique. Le gouvernement conservateur, du fait d'une majorité parlementaire qui ne correspond pas y compris à l'équilibre électoral du pays, n'a pas d'alibi pour ne pas agir, c'est-à-dire pour ne pas commencer à mettre en œuvre des mesures anti-ouvrières (coupes sombres dans les budgets sociaux, attaques contre les prérogatives syndicales). Mais une offensive trop brutale est de nature à provoquer un choc en retour qui



exprimera pour ce gouvernement, d'aussi humiliante façon que ce fut le cas pour Heath, la réalité des rapports de force.

Attendre l'arme au pied n'est guère une meilleure solution. C'est laisser les travailleurs prendre la mesure du nouveau dispositif politique et se trouver très vite face à une série de revendications majeures dont la satisfaction aurait été exigée du gouvernement Callaghan s'il était resté en place (mineurs, électriciens, fonction publique, etc.).

En d'autres termes, la crise politique de la bourgeoisie britannique, incapable de réunir aujourd'hui les moyens politiques nécessaires à un affrontement sans merci avec la classe ouvrière que la politique du Labour Party n'a pu parvenir ni à démoraliser ni à désorganiser, débouche sur une impasse.

Comment la question se pose-t-elle pour les travailleurs ?

La volonté des travailleurs, manifestée dans leurs grèves, c'est le refus d'accepter une politique d'austérité au nom des « intérêts du pays », c'est-à-dire des besoins des exploités. Leurs mouvements convergent contre la politique gouvernementale, posant ainsi la question de la rupture avec la bourgeoisie. Les manifestes électoraux du Labour Party, cent fois reniés par les Wilson et les Callaghan, parlaient d'une « modification irréversible dans l'équilibre du pouvoir et de la richesse ». C'est ce pouvoir et cette richesse que le gouvernement du Labour Party a essayé de préserver. Pour se justifier, les dirigeants s'abritent derrière les conséquences de la crise. Mais la conclusion que les travailleurs ont tirée et tirent pratiquement est radicalement contraire : la crise met à l'ordre du jour la nécessité de s'attaquer au système capitaliste lui-même, aux racines de la richesse et du pouvoir, à l'Etat bourgeois. C'est dans cette voie qu'ils veulent que s'engage un gouvernement du Labour Party.

Mais cette volonté doit se centraliser dans un combat politique dont les conditions ne sont pas spontanément données par l'action de la classe elle-même.

En 1974, l'objectif centralisateur, pour toute la classe ouvrière, était donné à travers la grève des mineurs : en finir avec le gouvernement Heath, lui substituer un gouvernement du Labour Party. En 1979, l'objectif de la classe ne peut se formuler comme une simple répétition de celui de 1974, parce qu'il doit intégrer non seulement l'expérience des cinq années de gouvernement du Labour Party, mais aussi les acquis de la lutte qui a provoqué la crise actuelle. C'est parce qu'il faut s'attaquer à l'Etat bourgeois, à ses institutions, aux racines « de la richesse et du pouvoir » qu'il faut combattre, sans accepter de délai dicté par le calendrier constitutionnel, pour chasser Thatcher en mettant en échec son inévitable tentative de réaliser son programme réactionnaire.

Cela signifie — comme condition de la mobilisation unie de la classe, combattant inconditionnellement pour un gouvernement du Labour Party — l'élaboration d'éléments d'un programme d'action dont les mots d'ordre soient défendus au sein du Labour Party et des syndicats.

Ce combat ne peut en effet se mener en ignorant le fait que le Labour Party est non seulement le parti que l'écrasante majorité de la classe ouvrière charge de ses aspirations, mais qu'il est en quelque sorte, du fait de sa structure (son lien organique avec le mouvement syndical), le cadre d'organisation du mouvement ouvrier en tant que tel. La lutte politique pour regrouper l'avant-garde sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale pour construire le parti révolutionnaire en Angleterre ne peut se développer sans trouver son expression au sein du Labour Party, car, comme l'affirmait Trotsky :

« pour toute organisation révolutionnaire en Grande-Bretagne, son attitude à l'égard des organisations de masse et de la classe ouvrière coïncide pratiquement avec son attitude à l'égard du Labour Party ».

Or, c'est un fait que dans la dernière période, au sein du Labour Party, l'affirmation politique d'une « aile gauche » (y compris dans le cadre du réformisme) est extrêmement faible, et ce malgré une tradition qui veut qu'il y

ait toujours eu une tendance « de gauche », qu'il existe un comité de liaison parlementaire des députés reliés au groupe « Tribune ».

Plusieurs facteurs expliquent cet état de choses. Tout d'abord, l'intensité de la crise de l'impérialisme britannique et, partant, la forme que cela impose à sa défense par l'appareil dirigeant du Labour Party. Alors qu'à la base du Labour Party, au niveau de ses sections et même dans une certaine mesure de ses congrès, la combativité et les aspirations des masses travailleuses ont trouvé non certes une véritable expression mais une réfraction, dans l'adoption de résolutions (souvent contre l'avis de la direction) mettant en cause la propriété privée des moyens de production, la politique gouvernementale. Mais il n'y a eu aucune cristallisation, de la base au sommet, d'un véritable courant d'opposition. C'est-à-dire qu'aucune fraction de l'appareil n'a osé tenter de canaliser ce qui s'exprimait, tant la situation était explosive.

De plus, le lien organique avec les syndicats qui fait du Labour Party ce qu'il est ne s'exprime pas positivement, de manière permanente, dans la vie quotidienne du Labour Party. Au contraire, l'appareil veille à préserver une stricte séparation entre ce qui relève du « syndical » et ce qui touche à la « politique ». Les sections du Labour Party vivent en temps ordinaire comme toutes les sections d'une organisation social-démocrate et ce ne sont pas généralement les militants ouvriers qui y donnent le ton.

Mais comme le rappelle justement un article de « Workers Republic », la revue de la section irlandaise du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale :

« La structure même du Labour Party, qui repose sur les souscriptions de millions de militants ouvriers organisés dans les syndicats et qui ne sont pas des membres actifs du parti, facilite souvent l'œuvre de l'appareil. Mais, dans des périodes de crise, cela conduit à une situation où la masse des travailleurs organisés ne viennent pas faire entendre leur point de vue, de manière individuelle, dans les sections du Labour Party, mais l'expriment à travers leur activité de classe. »

C'est précisément ce qui est à l'ordre du jour. Cette intervention des travailleurs, qui sont le fondement de la puissance du Labour Party, doit trouver sa transcription politique au sein du Labour Party et des syndicats. C'est à partir du bilan inévitable de faillite de la politique de Callaghan et de sa direction que cette question va se poser.

C'est en s'en saisissant que les trotskystes britanniques avanceront dans la voie de la construction du parti révolutionnaire et commenceront à surmonter les conséquences, particulièrement graves en Angleterre, de la crise destructrice de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**François Forgeue,**  
le 6 mai 1979.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre  
des travailleurs eux-mêmes. »

*travailleurs*

*militants*

*jeunes*

*Chaque semaine*

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

# **INFORMATIONS OUVRIERES**

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris  
C.C.P. 21 831-73 Paris — Tél. : 246.53.12.

---

*Trois fois par semaine*

## *La Lettre d'Informations ouvrières*

*un outil de travail indispensable,  
servi exclusivement sur abonnement*

30 numéros : 30 francs  
Chèques à l'ordre de Gérard Iltis  
87, rue du Faubourg-St-Denis, 75010 Paris



## UNE NOUVELLE TENTATIVE DE « PAX AMERICANA » AU MOYEN-ORIENT

# le « traité de paix » israélo-égyptien

Par Jacques MEYRAND

*Le 26 mars 1979, Carter organisait à la Maison-Blanche son propre triomphe en faisant parapher par Begin, le chef du gouvernement israélien, et Sadate, le chef de l'Etat égyptien, un « traité de paix » entre ces deux pays, traité qui se veut une première pierre dans l'édifice des rapports politiques stables que l'impérialisme américain cherche à imposer au Moyen-Orient depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Carter n'hésita pas, alors, à parler de « paix permanente » et à faire miroiter à la Syrie, à la Jordanie et à l'Irak, « après une courte période, les avantages exceptionnels » que leur réserverait également la signature d'un traité de paix avec Israël.*

L'impérialisme serait-il parvenu à ses fins en associant directement la bourgeoisie égyptienne à la définition et au maintien de son ordre au Moyen-Orient ? L'Egypte, certes au compte des classes dominantes de la région, vient de reconnaître avec éclat l'existence de l'Etat d'Israël, machine de guerre impérialiste créée de toutes pièces en 1948 contre les peuples du Moyen-Orient, sur la base de l'expropriation et de l'expulsion du peuple palestinien de ses terres. S'agit-il véritablement d'une victoire de la « pax americana », couronnant les nombreuses tentatives de l'impérialisme américain depuis la guerre des six

jours de juin 1967, de stabiliser les actuels rapports politiques et sociaux au Moyen-Orient, après le plan Rogers et la politique de Nixon-Kissinger visant à écraser la résistance nationale du peuple palestinien ?

L'examen de la situation politique au Moyen-Orient, des rapports entre Israël et chacun des Etats bourgeois-féodaux arabes, la situation intérieure d'Israël et de ces Etats, la situation de la lutte révolutionnaire du peuple palestinien dans le cadre de la nouvelle étape de la révolution mondiale, concrétisée par l'effondrement de la monarchie en Iran, les dispositions de l'accord de Camp David de septembre 1978 et celles du « traité de paix » entre Israël et l'Egypte de mars 1979 démontrent, bien au contraire, que l'impérialisme ne saurait avoir accompli un pas décisif quant à l'instauration d'un ordre bourgeois durable entre Le Caire, Tel-Aviv, Amman, Damas et Bagdad.

---

13 septembre 1978 : Carter, Begin et Sadate signent les accords de Camp David, prélude politique et diplomatique au « traité de paix » israélo-égyptien (photo Sygma).

## L'IRAN, PILIER DE L'ORDRE AU MOYEN-ORIENT, S'EFFONDRE

Il n'est pas sans intérêt de remarquer la précipitation avec laquelle Carter a tenu à voir signé le traité de paix, un mois et demi après l'insurrection qui, à Téhéran, a jeté bas ce pilier de l'ordre impérialiste dans la région : la monarchie iranienne et son Etat.

En effet, l'Iran, sous la domination du chah, jouait au Moyen-Orient, conjointement avec Israël, le rôle de bras armé direct de l'impérialisme américain contre les millions d'ouvriers et de paysans subissant le joug de l'oppression nationale et des classes dominantes. Comme l'a établi Salimé Etessam dans « La Vérité » n° 585 (« Iran, l'aube d'une révolution »), depuis une dizaine d'années, le régime du chah était tout particulièrement chargé par Washington d'intervenir pour maintenir l'ordre là où il était menacé (Dhofar, peuples opprimés du Kurdistan, du Baloutchistan, etc.).

En juin 1967, la victoire militaire d'Israël contre les pays arabes, suivie de l'occupation durable du Sinaï, du Golan et de la Cisjordanie, aboutissait à tendre dangereusement les contradictions politiques et sociales à l'intérieur de chacun des Etats arabes. Certes, les classes dominantes en Egypte, en Jordanie et en Syrie, ont maintes fois montré qu'elles s'étaient résignées à reconnaître l'Etat artificiel d'Israël, en contrepartie du retrait des territoires occupés en juin 1967. Tel est le sens profond de la reconnaissance par tous les Etats arabes de la résolution 242 du 22 novembre 1967 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui stipule :

« Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit » et « nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque Etat de la région de vivre en sécurité ».

Très clairement, tous les Etats arabes affirment leur reconnaissance d'Israël et la garantie de sa « sécurité » pour autant que l'Etat sioniste leur restitue ses conquêtes territoriales de la guerre des six jours.

Or, précisément, ce qui va interdire l'application de la fameuse résolution 242, c'est, à partir de l'été 1967, l'essor extraordinaire du mouvement de libération nationale des masses palestiniennes dont l'objectif (la constitution de la nation palestinienne) est contradictoire avec l'existence même d'Israël et implique la destruction de l'Etat sioniste (1). La lutte révolutionnaire du peuple palestinien dispersé dans les Etats arabes (principalement en Jordanie et au Liban) mettait en échec toute tentative des bourgeoisies arabes de souscrire au plan impérialiste fondé sur la négation du peuple palestinien. Plus, elle était un puissant facteur de mobilisation pour tous les peuples de la région contre leurs propres classes dominantes.

Conjointement à la montée révolutionnaire du peuple palestinien, la lutte de libération nationale du peuple kurde redoublait au Kurdistan irakien (1969-1975), menaçant l'ordre bourgeois dans toute la région. Certes, si la

(1) Nous avons établi, dans *La Vérité* n° 575 de février 1977 (« Au Liban, la contre-révolution à l'œuvre »), la différence de nature entre Israël, Etat totalement artificiel constitué par l'impérialisme en 1948 avec l'accord de la bureaucratie du Kremlin sur la base de l'expulsion d'une grande partie des masses palestiniennes de leur pays, et les Etats arabes qui, issus de la décomposition de l'Empire Ottoman en 1918, constituent le cadre légué par l'histoire au combat des masses en Egypte, en Syrie, au Liban, etc., contre l'impérialisme et les classes dominantes (bourgeoisies compradores et castes des propriétaires fonciers). La lutte du peuple palestinien, expulsé pour l'essentiel hors de Palestine, pour constituer sa nation, exige comme condition immédiate la destruction de l'Etat d'Israël. La perspective de la Constituante palestinienne intègre à la lutte pour la nation palestinienne les composantes juives et arabes du peuple palestinien contre le sionisme (Israël, instrument de l'impérialisme) et contre ce que recouvre la théorie de la nation arabe qui a pour objectif d'isoler les ouvriers juifs des masses palestiniennes arabes et de lier le sort de ces dernières aux Etats arabes favorables à un compromis avec Israël. C'est ainsi que la lutte de libération nationale en Palestine ne peut aboutir que par les méthodes de la révolution prolétarienne.

direction Barzani du Parti démocrate du Kurdistan a volontairement éliminé la perspective du Kurdistan indépendant pour cantonner la lutte dans le cadre de l'autonomie du Kurdistan irakien, en s'appuyant sur la « neutralité » du chah d'Iran, il n'en demeure pas moins que la mobilisation de centaines de milliers de paysans kurdes faisait peser sur les Etats qui se partagent le Kurdistan (Irak, Syrie, Turquie, Iran et U.R.S.S.) le spectre de la contagion révolutionnaire.

C'est d'ailleurs la monarchie iranienne qui a été chargée, début 1975, par l'impérialisme, de mettre fin à l'insurrection du Kurdistan irakien. Du jour au lendemain, le chah retirait son appui à la direction Barzani, ses armées entraient en action, aboutissant à l'écrasement physique de dizaines de milliers de combattants kurdes et à la reconquête quasi totale du Kurdistan irakien par l'armée de Bagdad, aidée par l'aviation de la bureaucratie du Kremlin dans ses tâches de rétablissement de l'« ordre ».

Ainsi, à la fin des années 1960, au moment où la situation mondiale voit l'initiative politique revenir au prolétariat après la grève générale en France et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, l'ordre impérialiste ne peut pas être instauré durablement au Moyen-Orient si les peuples palestinien et kurde, principalement, ne sont pas mis à genoux. La division du travail entre Israël et les Etats bourgeois-féodaux arabes n'aura de cesse de tenter d'écraser la révolution palestinienne. A l'est de Bagdad, la monarchie iranienne se voit confier par l'impérialisme américain (tout particulièrement à partir des années 1970) la tâche de gendarme super-équipé contre les aspirations nationales des peuples opprimés en Iran et dans la région, et contre les masses iraniennes elles-mêmes.

L'effondrement de la monarchie iranienne après un mouvement insurrectionnel de six mois, au cours duquel le prolétariat a démontré avec éclat son rôle dirigeant, ouvre un chapitre nouveau dans l'histoire de la région. Ainsi, après le tournant dans la situation mondiale représenté, en 1975, par la dislocation du régime Thieu sur lui-même, le régime du chah

disparaît à son tour. Malgré un armement colossal représentant, de 1973 à 1978, 40 % de l'armement américain vendu dans le monde, malgré l'aide de 40 000 « experts » américains, les lois de la révolution ont montré qu'elles étaient les plus fortes. Un verrou, et non des moindres, un pilier de l'ordre bourgeois mis en place à Yalta par l'impérialisme et la bureaucratie à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale disparaît en quelques mois sous les coups de millions d'ouvriers et de paysans en mouvement. Il s'ensuit un nouvel approfondissement de la crise de domination de classe des bourgeois compradores et de l'impérialisme au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Ouest et dans le monde. Maintenir la stabilité des rapports sociaux bourgeois entrelacés aux reliquats des rapports féodaux devient de plus en plus difficile.

Certes, la révolution prolétarienne en Iran n'en est qu'à son début et, en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, les classes qui pouvaient seules accomplir la tâche d'abattre la monarchie, le prolétariat appuyé sur la paysannerie, n'ont pu s'emparer du pouvoir. De ce fait, la bourgeoisie « nationale » fait tous ses efforts pour restaurer l'ordre bourgeois, reconstruire son Etat et faire barrage au mouvement du prolétariat vers le pouvoir de ses comités. Néanmoins, la secousse est telle, en particulier dans toute l'Asie du Sud-Ouest, que toutes les contradictions non réglées depuis des années vont resurgir avec plus de force encore. Comme l'écrit un commentateur politique de la bourgeoisie :

« La révolution iranienne a frappé l'imagination des populations misérables et opprimées du Moyen-Orient. Ces dernières ont suivi avec un intérêt passionné les péripéties des événements sans précédent de mémoire d'homme. L'événement a fortement impressionné les peuples de la région où les forces armées ont toujours réussi — sauf au Soudan en 1964 — à écraser les soulèvements populaires ; toutes les révolutions, de droite ou de gauche, depuis la Deuxième Guerre mondiale, ont été accomplies par des coups d'Etat... » (Eric Rouleau, in *Le Monde* du 28 mars 1979).

Après la chute du chah, les masses au Moyen-Orient savent que les dictatures militaro-policières qui les oppriment ne sont pas invincibles.

---

**L'OBJECTIF  
DE L'IMPERIALISME :  
LIQUIDER  
LA RESISTANCE  
PALESTINIENNE**

---

C'est dans cette situation que Carter a estimé ne plus pouvoir attendre. D'autant plus que, dans la dernière période, par deux fois, les masses palestiniennes, par leur mouvement révolutionnaire, avaient failli mettre en cause tout l'équilibre politique et social de la région.

En 1969-1970 en Jordanie, la question de la monarchie hachémite a été posée en des termes brûlants. Dès qu'il eût revêtu un caractère de masse, le mouvement révolutionnaire des masses palestiniennes ne pouvait que se heurter de front à la monarchie hachémite dont les intérêts de caste moyen-âgeuse furent directement menacés, de février à juin 1970, par le peuple en armes. Mais l'obstacle principal, alors que la montée révolutionnaire menaçait le régime, s'avéra résider à l'intérieur du mouvement national lui-même, les dirigeants de l'OLP se refusant, au nom de l'unité et de la nation arabe, à ouvrir aux masses la perspective du renversement du roi Hussein, de la prise du pouvoir en Jordanie par les ouvriers et les paysans insurgés et de l'appel à la guerre révolutionnaire dans les autres Etats du Moyen-Orient.

Cette politique permit à la monarchie hachémite de respirer, de rassembler ses forces, d'obtenir l'appui décisif de l'Egypte de Nasser, rallié publiquement au plan Rogers en août 1970, et de passer à la contre-offensive. Les conditions étaient alors réunies pour infliger une défaite aux masses palestiniennes : ce fut le massacre du « septembre noir » de 1970. Mais les masses engageaient le combat et parvenaient à constituer à Irbid, dans le nord de la Jordanie, un véritable soviet. La révolution prolétarienne apparaissait ainsi au grand jour comme une réalité concrète. D'ailleurs, à l'issue des combats

et malgré les coups terribles portés aux masses et à leurs organisations, la révolution palestinienne n'était pas écrasée. Certes, un an de guerre civile devait interdire en Jordanie, à partir de 1971, toute possibilité pour les Palestiniens d'organisation ouverte. Mais c'est au Liban que la résistance réorganisait ses forces. C'est là que l'impérialisme devait tenter une seconde fois de lui porter les coups décisifs indispensables à l'instauration de la paix Kissinger.

Nous avons analysé chaque étape de la guerre civile de 1975-1976 au Liban (voir « La Vérité » n° 572 de juin 1976 : « Liban : un an de guerre civile », et n° 575 de février 1977 : « Au Liban, la contre-révolution à l'œuvre »). Les mêmes leçons déjà dégagées à l'issue de la bataille d'Amman en 1970 s'appliquent à la situation libanaise. Dans une première étape (mai 1975 - avril 1976), l'offensive phalangiste contre la résistance palestinienne aboutit à son contraire : la mobilisation des masses palestiniennes et libanaises aboutit au printemps 1976 à l'effondrement de l'armée et de l'Etat libanais. Les masses sont en mesure de contrôler le pays, d'imposer leur propre pouvoir, d'écraser la réaction. Mais une fois de plus, c'est de l'intérieur des organisations encadrant les masses que se dressera l'obstacle. Au sein du « Front progressiste libanais », le féodal « de gauche » Joublat, appuyé par les staliniens, se refuse à substituer un nouvel appareil d'Etat issu de la mobilisation révolutionnaire à l'Etat bourgeois qui s'écroule.

Les dirigeants de l'OLP, quant à eux, refusent de prendre position politiquement sur la question de l'Etat au Liban. Désarmées politiquement, les masses libanaises et palestiniennes ne pourront dès lors imposer leur propre pouvoir naissant. Certes, il existera au Liban, comme à Irbid en 1970, toute une série de comités (notamment à Tyr) constitués dans le cadre de la résistance à la contre-révolution syrienne qui, en juin 1976, décide d'envahir le Liban pour restaurer le pouvoir plus que vacillant des classes dominantes. Et une fois de plus, à Riad et au Caire, en octobre 1976, c'est au nom de la nation arabe que les dirigeants de la résistance palestinienne sont contraints d'accepter le



diktat de la réaction. Les Palestiniens doivent évacuer la plupart de leurs positions militaires, désarmer les camps qui passent sous le contrôle de la Syrie et accepter la reconstitution de l'armée libanaise.

Il s'est passé au Liban un mouvement de même nature qu'en Jordanie : une mobilisation révolutionnaire des masses, dirigée directement contre l'Etat en place. La constitution du soviet d'Irbid, les assauts des masses libanaises et palestiniennes disloquant de fond en comble l'armée libanaise procèdent d'une même réalité : celle de la révolution prolétarienne. Ainsi, l'histoire l'a démontré à deux reprises : la lutte de libération nationale du peuple palestinien se développe en pratique comme un mouvement révolutionnaire dont l'enjeu est la destruction de l'Etat bourgeois et son remplacement par le pouvoir des comités d'ouvriers et de paysans. C'est là le contenu même de la révolution prolétarienne.

Certes, faute d'une direction consciente, faute de partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, la révolution prolétarienne commencée en Jordanie et au Liban a été défaite, et cette défaite a été sanctionnée à deux reprises par la « nation arabe », c'est-à-dire la politique de subordination aux Etats bourgeois en place.

Néanmoins, après plus de dix années de combat, les masses palestiniennes ne sont pas écrasées. Certes, ni en Jordanie, ni au Liban ou en Cisjordanie où les masses palestiniennes sont concentrées pour l'essentiel, les conditions d'une explosion révolutionnaire ne semblent immédiatement à l'ordre du jour. Mais le mouvement de libération nationale palestinien, qui a subi deux terribles défaites, n'a pas disparu pour autant. De plus, la montée révolutionnaire en Jordanie et au Liban a incontestablement nourri les aspirations de tous les peuples de la région contre leurs classes dominantes. Et ce n'est pas un hasard si, après les grèves dans la banlieue ouvrière du Caire de mars 1972, les heurts violents entre étudiants et policiers de janvier 1973, les manifestations ouvrières du Caire et d'Hérouan du 1<sup>er</sup> janvier 1975, l'Egypte tout entière a été secouée les 18 et 19 janvier 1977 par une explosion révolutionnaire, les

masses se dirigeant tout naturellement vers les ministères, c'est-à-dire s'en prenant ouvertement à l'appareil de l'Etat.

Il est clair que, malgré les coups très durs portés aux masses en mouvement, aux Palestiniens en Jordanie et au Liban, au peuple libanais, aux masses en Egypte, les régimes en place ne sont pas parvenus à régler la « question sociale », condition de l'accord qu'ils souhaitent tous passer avec l'Etat sioniste. Encore faudrait-il au préalable en finir avec la question palestinienne, c'est-à-dire anéantir sa résistance, ce que personne n'est encore parvenu à faire depuis 1967.

---

### LE « TRAITE DE PAIX » : UN SAUT DANS L'INCONNU

---

L'effondrement de la monarchie en Iran, la formidable insurrection du prolétariat et des masses iraniennes accusent encore plus la fragilité de l'ordre actuel au Moyen-Orient. Ils sont un puissant appel à la lutte pour des peuples qui ne cessent de voir leurs conditions d'existence s'aggraver chaque année. Nous le verrons, la politique économique de Sadate depuis deux ans est celle d'un régime qui sait que tout effort sérieux est impossible pour enrayer le glissement du pays vers le gouffre d'une catastrophe économique et politique (2). Et c'est à un tel pays que l'impérialisme américain, dont la politique est tout aussi empirique que celle de Sadate, entend faire prendre en charge, conjointement avec Israël, la stabilisation du Moyen-Orient. C'est qu'en fait, après la disparition du verrou iranien, l'impérialisme n'a plus le choix. Mais de là à crier victoire, il n'y a que Carter pour y croire et le proclamer à la Maison-Blanche.

---

(2) C'est le *Financial Times* qui, constatant en 1977 qu'il faut nourrir chaque année un million de bouches nouvelles en Egypte, écrit : « Les milieux officiels se sont résignés à la perspective de voir l'Egypte doubler sa population au cours des trente prochaines années, et espèrent contre toute vraisemblance que l'économie se transformera de manière suffisamment rapide pour modifier les comportements. »

La presse rapporte les réactions significatives au « traité de paix » enregistrées en Israël et en Egypte. En Israël :

« Une grande partie de la population fait le compte des concessions faites par Israël au cours des négociations. Beaucoup estiment le prix de cette paix trop élevé. » *Et d'ajouter* : « La paix, c'est l'inconnu. » (Le Monde, 28 mars).

En Egypte :

« Maintenant qu'elle a été signée, la paix ne suscite aucun de ces débordements d'enthousiasme qui sont pourtant dans le tempérament égyptien. On est soulagé, certes, mais sans joie, comme si la trop longue attente avait détruit certains ressorts. »

Très significative de tout un climat politique est la relation de la « journée de deuil » observée par les masses palestiniennes en Cisjordanie le 26 mars, jour de la signature du « traité de paix » :

« Un grand silence. La grève générale décrétée pour ce « jour de deuil » a été très largement suivie. Il s'agissait assurément, de l'avis d'un grand nombre d'observateurs, de l'un des mouvements les plus importants depuis le début de l'occupation. Les Palestiniens des territoires occupés ont manifesté leur détermination et leur cohésion comme ils ne l'avaient jamais fait. » (*Idem*).

Quelles sont donc les dispositions du « traité de paix » qui réjouissent tant le chef de la Maison-Blanche et ne satisfont pratiquement personne dans la région ?

Notons d'abord que le traité paraphé par Begin, Sadate et Carter le 26 mars ne concerne pas seulement l'Egypte et Israël, mais inclut également le plan américain de « règlement général » de la question du Moyen-Orient. C'est en ce sens qu'il revêt une importance, car il concentre toutes les contradictions de la situation. Le plan américain définit la paix globale, fait un sort au peuple palestinien et invite les autres Etats arabes à le ratifier. Ainsi, l'échange de lettres entre Sadate et Begin d'un côté, Carter de l'autre, définit l'« autonomie » de la Cisjor-

danie, pierre angulaire du plan américain, autonomie déjà évoquée dans les accords de Camp David de septembre 1978. Là, bien sûr, réside le cœur de la question.

---

### TROIS CONCEPTIONS CONTRADICTOIRES DE L'« AUTONOMIE »

---

Les accords de Camp David définissent tout d'abord un « accord-cadre » visant à un « règlement durable, global et équitable (sic) du conflit au Moyen-Orient ». Le point essentiel, qui concerne la rive occidentale du Jourdain et Gaza, est rédigé en ces termes :

« L'Egypte et Israël sont convenus que, aux fins d'assurer un transfert des pouvoirs dans la paix et l'ordre, en prenant en considération le souci de sécurité de toutes les parties, des accords transitoires devront être conclus, concernant la rive occidentale et Gaza, pour une période qui n'excédera pas cinq ans. Pour assurer une pleine autonomie aux populations dans le cadre de ces accords, le gouvernement militaire israélien et l'administration civile israélienne cesseront d'exercer leurs fonctions dès qu'une autorité autonome aura été librement élue par les habitants de ces régions en remplacement de l'actuel gouvernement militaire. Quand il s'agira de négocier dans le détail les dispositions d'un accord transitoire, le gouvernement jordanien sera invité à se joindre aux négociations prévues sur la base du présent accord-cadre. »

Le traité israélo-égyptien du 26 mars prévoit d'ouvrir les négociations sur la Cisjordanie et Gaza dès la fin d'avril 1979. La Jordanie y est conviée, mais, en cas de refus, Israël et l'Egypte sont seules chargées de mettre en place, d'ici un an,

« une autorité d'auto-gouvernement sur la rive occidentale et Gaza en vue de fournir une autonomie complète aux habitants ».

Cette année écoulée, des « élections » auront lieu en Cisjordanie et à Gaza.

« Le gouvernement militaire israélien et son administration civile seront retirés et remplacés par l'autorité d'auto-gouvernement. »

Alors commencera la période transitoire de cinq ans.

Ces textes qui entendent satisfaire tout le monde, les gouvernements et les classes dominantes, cela va de soi, ne peuvent en réalité satisfaire personne. Quant à leur application, elle n'est en rien assurée. Du point de vue de l'impérialisme américain, un « geste » est fait en direction des Palestiniens. L'accord-cadre de Camp David spécifie à ce propos :

« L'Égypte, Israël et la Jordanie devront s'entendre sur les modalités d'établissement d'une autorité autonome élue sur la rive occidentale et à Gaza. Les délégations égyptienne et jordanienne pourront comprendre des Palestiniens de la rive occidentale et de Gaza ou d'autres Palestiniens, comme il en sera mutuellement convenu. »

Les « Palestiniens » invités à jouir de l'« autonomie » devront au préalable reconnaître la souveraineté des oppresseurs conjoints du peuple palestinien, l'État sioniste d'un côté, la Jordanie de l'autre. Qui plus est, après un an, après les élections destinées à promouvoir l'« autonomie » de la Cisjordanie,

« une importante force de police locale, qui pourra comprendre des citoyens jordaniens, sera mise en place. En outre, des soldats israéliens et jordaniens effectueront des patrouilles en commun et feront partie des troupes chargées des postes de contrôle afin d'assurer la sécurité des frontières. »

Le peuple palestinien, cela ne saurait nous étonner, est complètement exclu du dispositif défini à Camp David. Néanmoins, le plan se veut « définitif ». Cela signifie que l'impérialisme américain n'a pas renoncé à poursuivre ce que le plan Rogers puis la diplomatie Kissinger n'ont que partiellement réalisé : la destruction de toute résistance des masses palestiniennes. La Jordanie, la Syrie et l'Irak sont invités à collaborer à cette tâche contre-révolutionnaire avec l'Égypte.

Du point de vue de la monarchie hachémite, se prononcer pour le plan-cadre de Camp David serait ouvrir les hostilités contre les masses palestiniennes qui, depuis la défaite de septembre 1970, ont reconstitué leurs forces et leurs organisations clandestines au sein du royaume dont elles forment d'ailleurs la moitié de la population. Et pour quels résultats ? Le roi Hussein sait très bien qu'il ne retrouvera pas sa souveraineté d'avant 1967 sur la Cisjordanie dont la sécurité des frontières sera assurée par des « soldats israéliens ». La monarchie hachémite est paralysée par le « traité de paix ». Au lendemain de sa signature, des grèves d'étudiants pour les libertés ont éclaté à Amman. Une mobilisation en profondeur des masses est en train de s'opérer ; des plates-formes politiques réclamant une « large démocratisation » sont publiées par l'opposition bourgeoise, et divers manifestes n'hésitent pas à faire référence à la révolution iranienne. « Le Monde » indique :

« Les organisations de fedayin ont repris pratiquement au grand jour leurs activités politiques dans les camps de réfugiés. » *Il estime que* « les accords de paix menacent de déstabiliser le régime d'Amman ».

Premier échec du « plan de paix » Carter-Begin-Sadate. Alors que la Jordanie est invitée par le traité à décider du sort de la Cisjordanie, le roi Hussein se voit contraint de rompre les relations diplomatiques avec Le Caire. Le secret de cette situation apparemment paradoxale est simple : il se produit en Jordanie une profonde remontée des masses exaspérées par les diktats de l'impérialisme et la politique de soumission totale de la monarchie hachémite. On peut dire qu'à l'égard de la Jordanie, le « traité de paix » ne représente déjà plus qu'une montagne de papier.

Du point de vue des intérêts de l'État sioniste, les perspectives ne semblent pas radieuses. Certes, l'impérialisme américain a pris soin de faire noter dans le traité que le chef du gouvernement israélien entendait l'expression « rive occidentale du Jourdain » comme désignant la Judée et la Samarie. Ce « détail » est pour Israël d'une importance capitale. L'État sioniste

est affolé, dans la situation internationale actuelle qui a vu s'effondrer à deux reprises la domination de son puissant protecteur, l'impérialisme américain, au Vietnam puis en Iran, par le spectre de sa propre dislocation.

L'« autonomie » de la Cisjordanie, telle que l'entend Sadate, devrait être la conséquence de concessions d'Israël à l'égard de la population palestinienne. De même que le retrait du Sinaï implique le démantèlement des colonies juives, pour Sadate, l'autonomie de la Cisjordanie signifie au moins l'arrêt de la colonisation juive, l'accès des notables aux responsabilités administratives et le retour des Palestiniens chassés par la guerre des six jours. En échange de quoi le rais se fait fort de convaincre les autres Etats arabes de reconnaître Israël (moyennant la restitution du Golan à la Syrie) et de collaborer en commun au maintien de l'ordre dans la région, les Palestiniens étant définitivement mis au pas. Tel est le point de vue de la bourgeoisie égyptienne.

C'en est déjà trop pour Israël, qui s'accroche bec et ongles à la Cisjordanie et qui entend tout autre chose par son « autonomie ». D'ailleurs, l'accord-cadre de Camp David parle de l'autonomie des « habitants » de la Cisjordanie. Pour Israël, faire mentionner la Judée et la Samarie sur le traité de paix, c'est affirmer hautement que l'autonomie nébuleuse de l'avenir ne peut être que d'ordre purement administratif : en échange de quelques notables palestiniens dociles installés à la tête de deux provinces, le gouvernement militaire d'Israël accepte de se « retirer » en apparence de Cisjordanie, c'est-à-dire de siéger à l'intérieur des frontières de l'Etat d'Israël. Le point 2 de la section A de l'accord-cadre de Camp David est très net sur ce point :

« Toutes les mesures de précaution nécessaires seront prises pour assurer la sécurité d'Israël et de ses voisins pendant la période transitoire et au-delà. L'autorité autonome mettra sur pied une puissante force de police locale qui contribuera à assurer cette sécurité. Elle sera composée d'habitants de la rive occidentale et de Gaza. Cette police se tiendra en liaison constante, pour tout ce qui con-

cerne les questions de sécurité intérieure, avec les responsables désignés par Israël, la Jordanie et l'Egypte. »

Ceci sur le papier. En réalité, ce qu'exige Israël, c'est que l'Egypte, la Jordanie et les notables palestiniens de Cisjordanie et de Gaza assurent, sous son contrôle, des tâches de police visant au maintien de l'Etat sioniste. Begin demande à Sadate, à Hussein et aux Palestiniens occupés de jouer les harkis d'Israël. C'est précisément ce que les rapports politiques dans la région rendent de plus en plus impossible.

Lors de sa visite de fin mars dans les colonies sionistes du Sinaï, Begin s'est fait conspuer par ceux que sacrifiait le traité avec l'Egypte. Mais s'il n'est pas vital pour Israël de se retirer entièrement du Sinaï (en contrepartie, l'Etat sioniste se voit offrir toutes possibilités de s'approvisionner en pétrole par l'Egypte), il n'en est pas de même quant à la Cisjordanie. Depuis 1967, la colonisation de celle-ci est intensive. Ainsi, pour la seule année 1978, une vingtaine de villages y ont été fondés. Il est prévu que lors des cinq prochaines années, soit pendant la période transitoire, plus de 12 milliards de francs seront investis pour la création de 84 agglomérations supplémentaires devant accueillir plus de 70 000 Juifs (selon « Le Monde diplomatique » janvier 1979, « L'autonomie selon Israël »).

Cette politique est une nécessité vitale pour le gouvernement israélien qui se refuse sur ce point à céder aux pressions de Washington condamnant la colonisation de la Cisjordanie. Car c'est de l'existence même de l'Etat d'Israël qu'il s'agit. Si la conception Sadate de l'autonomie l'emportait, à savoir une Cisjordanie sous le contrôle de la fraction du peuple palestinien qui y réside, alors Israël connaîtrait un abandon massif de ses habitants, la courbe des départs d'Israël ne faisant déjà que s'accroître depuis plusieurs années.

L'interprétation de l'accord par Israël inquiète l'impérialisme. Ainsi « Le Monde » écrit-il le 27 mars :

« En d'autres termes, Israël se réserverait le « droit » de disposer comme auparavant, mais cette fois

avec l'aval implicite des Etats-Unis et de l'Egypte, des ressources naturelles, d'exproprier des terres, de multiplier les colonies de peuplement et autres « faits accomplis » qui risquent à terme de rendre impossible tout règlement négocié du problème palestinien (...). On est même en droit de craindre que les accords de Camp David, loin d'être la « pierre angulaire » d'un règlement général, n'aient élevé un obstacle supplémentaire et redoutable à une solution équilibrée du problème palestinien. »

Ce qui inquiète le porte-parole de l'impérialisme français, c'est que la logique du traité n'aboutisse à une accentuation rapide et en quelque sorte « légalisée » de l'oppression nationale du peuple palestinien. De ce fait, toute « solution équilibrée », à savoir l'accession de notables palestiniens (pour autant que cette « solution » en soit une) au pouvoir en Cisjordanie et à Gaza, la création d'un Etat-croupion palestinien elle-même étant rendue impossible, les forces antagoniques seraient livrées face à face. Alors l'exigence de la destruction de l'Etat d'Israël surgirait avec encore beaucoup plus de force. C'est en ce sens que l'organe conscient de la bourgeoisie française crie casse-cou aux dirigeants d'Israël. Mais ceux-ci ne peuvent reculer en Cisjordanie sous peine de provoquer un cataclysme politique et social qui mettrait en cause les fondements mêmes d'Israël. Pour Israël, la « paix globale », c'est, à terme, l'impasse.

## PAS D'AUTRE ISSUE QUE L'IMPASSE

Déjà, le retrait du Sinaï pose à Israël de terribles difficultés politiques et économiques. La presse spécialisée donne à ce sujet des chiffres qui parlent d'eux-mêmes.

Le budget d'Israël a pour caractéristique que son volume est à peu près égal au PNB (environ 12 milliards de dollars pour 1978). Sur ce total, 30 % sont consacrés à la Défense et 30 % au service de la Dette, 40 % seulement pour le fonctionnement de l'Etat. Si ces proportions sont reconduites pour l'année à venir, le montant du projet

de budget n'augmente que de 37 %. Or toutes les études sérieuses indiquent que le rythme annuel de l'inflation en Israël est désormais supérieur à 100 %. Le budget 1979-1980 est donc déjà caduc. Une source officielle écrit à propos de l'inflation :

« Le gouvernement et l'administration paraissent totalement désorientés devant ce phénomène pourtant prévisible depuis plusieurs mois. » (Problèmes économiques, mars 1979).

Or ce projet de budget ne tient pas compte du coût considérable du retrait israélien du Sinaï (déplacement de terrains d'aviation, d'une centaine de bases militaires, de 2 700 immeubles, d'un million de mines, de ports de guerre, etc.). Selon le « Jerusalem Post », Washington n'aurait pas pris d'engagements fermes quant au financement (3,5 milliards de dollars) de ce retrait, le Congrès étant opposé à l'augmentation de l'aide à l'étranger. Le journal envisage dès lors qu'Israël reste beaucoup plus longtemps que prévu dans le Sinaï.

Israël est parvenu à un tel état de dépendance à l'égard de l'étranger, et principalement des Etats-Unis, que les conséquences de la crise économique mondiale qui le fouette durement mettent en question sa viabilité. La source officielle que nous citons conclut :

« La situation économique actuelle reste, dans l'ensemble, difficile, et au cours des mois à venir, Israël sera confronté à des difficultés économiques beaucoup plus sérieuses que lors des différentes crises que le pays a surmontées pendant les trente dernières années. »

C'est tout dire. Certes, au lendemain de la signature du « traité de paix », Washington a rendu public un mémorandum qui assure à Israël de nouvelles fournitures considérables d'armements. On sait ce qu'il en a été en Iran. Même transformé en super-arsenal, l'Etat sioniste est rongé par une crise économique que les bailleurs de fonds impérialistes caractérisent d'une « gravité exceptionnelle » (source citée).

Le paradoxe de la « paix », c'est qu'Israël de même que l'Egypte sont

amenés à accroître leur armement dans des proportions vertigineuses. Ce n'est qu'officiellement que la Défense reçoit 30 % du budget de l'Etat. Un spécialiste rapporte :

« Finalement, les dettes et les affaires militaires absorbent presque les deux tiers du budget total. » (*Amnon Kapeliouk, Le Monde diplomatique*).

L'énorme inflation s'accompagne de mesures toutes dirigées contre le niveau de vie de la population laborieuse. D'ores et déjà, plus du quart des Juifs orientaux vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Les impôts qui frappent le citoyen israélien sont les plus lourds du monde, à tel point que le gouvernement prélève 60 % du revenu national sous forme d'impôts et de taxes (« Problèmes économiques », mars 1977).

La bourgeoisie sioniste elle-même n'a pas confiance dans l'Etat d'Israël. Dans des proportions énormes, les capitaux se sont transférés du secteur productif dans le circuit de la spéculation. La masse des capitaux « noirs » spéculatifs est pour le gouvernement un moindre mal devant la fuite des capitaux à l'étranger. Face à la multiplication des grèves sauvages, le patronat a obtenu une loi lui permettant de retenir la moitié des salaires des travailleurs qui arrêtent le travail partiellement.

On comprend que dans une telle situation d'anarchie qui empire, le mouvement d'émigration aille en s'amplifiant. Aucun chiffre n'a été publié pour l'année 1978, mais la tendance des années antérieures n'a pu que se confirmer. Le sionisme n'apparaît plus à de nombreux travailleurs comme une solution à leurs problèmes. Des familles installées de longue date en Israël quittent le pays. D'une façon plus générale, « le moral de la population est au plus bas », indiquent les rapports informés. C'est véritablement une époque qui s'achève. Les sacrifices qui seront demandés par l'Etat sioniste aux masses juives pour que soit appliqué le « traité de paix » avec l'Egypte vont accroître encore plus les contradictions économiques et sociales. La « paix » de l'impérialisme ne pourra que faire tomber un peu plus les illu-

sions des masses juives à l'égard du sionisme. C'est dans ces conditions que la jonction devrait pouvoir s'opérer entre les travailleurs juifs et les masses palestiniennes contre l'ennemi commun, contre l'Etat sioniste, pour la Constituante palestinienne unissant les masses juives et arabes.

L'impérialisme lui-même sait fort bien que la survie de l'Etat d'Israël ne permettra pas de sortir de l'impasse. Mais la logique de la situation au Moyen-Orient fait qu'il n'a pas d'autre moyen que tenter de le maintenir coûte que coûte, même au prix d'un gouffre financier. La disparition d'Israël serait beaucoup plus grave encore que la chute de la monarchie en Iran. Tous les pays de la région seraient bouleversés de fond en comble.

Et au premier chef l'Egypte, dont la fragilité économique effraye terriblement les milieux financiers de l'impérialisme. Or, sur le terrain politique, l'impérialisme américain demande à cette même Egypte, menacée d'un effondrement social, de jouer le rôle de gendarme du Moyen-Orient. Mais c'est qu'en fait, il n'a plus le choix.

L'évolution de la situation en Egypte depuis le voyage de Sadate à Jérusalem est révélatrice des limites politiques que rencontre le raïs. Après les émeutes ouvrières de janvier 1977, le régime se voyait contraint de jeter du lest en autorisant la constitution de partis politiques distincts du parti unique de l'époque de Nasser (l'USA). Mais cette mesure devait rapidement aboutir à une agitation politique, dans la presse et au Parlement, paralysante pour le gouvernement. C'est ouvertement que le régime est attaqué quant à sa politique économique (pro-impérialiste, celle-ci est parfois mise en échec par l'opposition). La presse dénonce la pénurie alimentaire, la crise du logement, l'effondrement de l'infrastructure des villes, la hausse des prix. Bref, tout ce qui est devenu insupportable aux masses trouve le chemin d'une critique incisive.

En haut, c'est le désarroi. Tout en s'en prenant aux critiques de la presse et du Parlement, Sadate, le 2 mai 1978, lors d'un important discours, annonce une augmentation des salaires et une réduction des prix. Dans les

semaines qui suivent, le gouvernement montre publiquement sa division à la veille des négociations avec le FMI. La « réforme de l'économie » prévue se heurte à l'inertie de la bureaucratie et surtout à la volonté farouche de toutes les couches laborieuses de voir maintenus les droits acquis. Les masses refusent les sacrifices que l'on exige d'elles. Leur pression est telle que le régime n'ose pas les affronter. Et à chaque fois que Sadate fait une concession, c'est le gouvernement qui se divise.

Finalement, lors de la réunion du FMI, les représentants égyptiens prennent l'engagement d'appliquer la réforme devant conduire à la vérité des prix (exigée par le FMI), mais dans des délais plus longs pour éviter de nouveaux troubles (selon la revue « Maghreb-Machrek » d'octobre-décembre 1978).

S'il doit céder sur le terrain économique car il sait que de nouvelles émeutes de la faim risquent de lui être fatales, le régime de Sadate aux abois tente de resserrer l'étau politique contre les masses. Le 21 mai 1978, un référendum qui recueille 98,29 % des voix permet à Sadate de liquider l'opposition au gouvernement, les partis étant contraints de se saborder. Le 22 juillet 1978, il fonde son propre parti, auquel il contraint l'immense majorité des députés à adhérer. Comme le souligne l'article cité, « Sadate s'est ainsi assuré une liberté d'action totale pour régler le conflit avec Israël », mais, en contrepartie, il est contraint de concentrer à nouveau toute la vie politique du pays sur sa personne. C'est là une situation à nouveau grosse de dangers. D'autant plus que le raïs, du fait de la catastrophe économique dans laquelle s'enfonce l'Égypte, n'a aucun moyen d'action, sinon maintenir le statu quo. Le « programme » du nouveau gouvernement constitué le 2 octobre 1978 n'est qu'un catalogue de promesses et de vœux pieux :

« Assurer la sécurité alimentaire des 40 millions d'Égyptiens, accroître la superficie arable qui n'a presque pas changé depuis 26 ans, augmenter la production, réorganiser l'administration, améliorer les services, « alléger les souffrances » du peuple, faire régner la justice sociale et s'occuper

de la reconstruction du pays après la libération du Sinaï. » (revue citée).

Le seul instrument qui reste entre les mains de la bourgeoisie égyptienne, pour assurer sa survie, c'est son armée, forte de 750 000 hommes. Et là aussi se concentrent des contradictions explosives. Bien que les informations soient rares en ce domaine, nul doute que l'année 1978 a vu une crise se développer au sein de l'armée égyptienne. Tout l'état-major qui était en place lors de la guerre d'octobre 1973 a été muté à des fonctions honorifiques. Quant à l'ancien chef d'état-major, il s'est réfugié à l'étranger où, s'adressant à l'armée, il a fait le procès de la politique de Sadate, accusé d'avoir lié le sort de l'Égypte aux États-Unis et d'être responsable de la faiblesse de l'armée.

Selon « Newsweek », l'armée égyptienne serait en pleine mutation. D'abord, ses effectifs, après la signature du traité de paix, seraient ramenés de 750 000 à 200 000 hommes. A Camp David, l'impérialisme américain a promis à l'Égypte son rééquipement militaire complet. Selon le même hebdomadaire, une série d'accords verbaux et secrets auraient été conclus, destinés à faire jouer à l'armée égyptienne le rôle de « force d'intervention » dans le monde arabe et en Afrique. Certaines informations, bien que démenties par Le Caire, laissent entendre que les troupes du raïs auraient remplacé celles du chah au Dhofar.

C'est là la logique d'une situation qui, après l'effondrement de l'armée et du régime du chah en Iran, impose à l'impérialisme américain de s'appuyer sur ce qui reste un tant soit peu stable et acquis à sa politique dans la région. Il est probable qu'en échange des concessions israéliennes sur le Sinaï, des engagements américains vis-à-vis de l'armée égyptienne, celle-ci doit désormais servir de rempart de l'ordre au Moyen-Orient. Elle est d'ailleurs garante, conjointement avec Israël, de l'instauration de la paix globale au Moyen-Orient. C'est dans ce cadre politique que l'Égypte se voit, du jour au lendemain, invitée à prendre le relais de la monarchie iranienne dans la région. Lourde, très lourde responsabilité dont rien ne garantit l'efficacité.

## UN CHATEAU DE CARTES

Néanmoins, il manque un élément essentiel pour que le traité de paix puisse recevoir un commencement d'application. Il manque ce que deux défaites n'ont pas réussi à faire, ni en Jordanie en 1970, ni au Liban en 1976, la soumission de la résistance palestinienne. Est-ce un hasard si, pour la première fois depuis qu'existe l'OLP, les dirigeants d'Israël font appel à celle-ci ? Déjà, Dayan, en mars dernier, avait déclaré qu'Israël devait tenir compte du fait de l'« existence de l'OLP » et serait amené, tôt ou tard, à négocier avec la résistance palestinienne.

Tout récemment, le 25 avril, au Caire, le ministre israélien de la Défense Weizman a encore été plus clair :

« L'OLP, soi-disant ennemie d'Israël, *a-t-il dit*, doit rejoindre l'Egypte, cesser de tirer et commencer à discuter. Non seulement j'espère que l'on pourra trouver une solution au problème palestinien, mais je suggère que l'OLP et les Arabes cessent de tirer pour commencer à négocier. »

Ces déclarations ne sont pas gratuites. Ce que cherchent l'impérialisme, Israël et les Etats arabes, c'est à disloquer politiquement la résistance palestinienne, à l'associer au « plan de paix ». « Le Monde » du 30 mars fait aussi état de contacts entre Israéliens, Américains et représentants de l'OLP, et rapporte une « notable évolution » de l'OLP, ou, du moins, de la « tendance centriste » du mouvement :

« L'OLP serait prête à envisager une solution sur la base de la résolution 242 du Conseil de sécurité, sous réserve de modifications de ce texte. »

Ainsi réapparaît, mais cette fois dans le cadre d'appels directs d'Israël, le vieux projet débattu au sein de la résistance palestinienne après la défaite de septembre 1970 en Jordanie, d'un Etat-croupion en Cisjordanie et à Gaza. Ce que cherchent avant tout l'impérialisme et Israël, c'est à

associer, sous une forme ou une autre, une partie de la direction de l'OLP au plan de paix. En d'autres termes, puisque deux défaites militaires ne sont pas parvenues à la détruire, il s'agit aujourd'hui d'amener l'OLP sur la voie de la capitulation politique. Certes, la pression qui s'exerce sur la direction petite-bourgeoise de l'OLP est-elle considérable. Néanmoins, la remontée des masses en Jordanie, la mobilisation sans précédent qui s'opère également en Cisjordanie expliquent pourquoi Israël a, en définitive, besoin d'associer l'OLP au maintien de l'ordre. A terme, les dirigeants d'Israël savent que l'avenir n'est pas assuré pour l'Etat sioniste. Faisant miroiter des concessions territoriales aux masses palestiniennes, ils tentent d'obtenir leur reconnaissance par l'OLP elle-même. Mais les récentes déclarations de Begin à la Knesset, selon lesquelles Israël ne se retirera jamais de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, illustrent au même moment le contenu vide des concessions de l'Etat sioniste à l'égard des Palestiniens. De tous les côtés, c'est l'impasse.

Ainsi, la « victoire » de Carter, le « traité de paix » israélo-égyptien, ce qu'il implique pour son application, semblent poser plus de questions qu'ils n'en peuvent résoudre. Le traité, les accords de Camp David précèdent d'une volonté commune à l'impérialisme, à Israël, aux bourgeoisies arabes : stabiliser les rapports politiques et sociaux au Moyen-Orient. La question, c'est de savoir qui est en mesure de prendre en charge cette stabilisation. L'impérialisme, faute de mieux, doit charger l'Egypte de Sadate de cette tâche. Or ce pays, les experts économiques de l'impérialisme ne cessent de le souligner eux-mêmes, est au bord de la faillite économique. L'explosion sociale qui risque d'emporter le régime n'a été que différée après les émeutes de janvier 1977. Tel est le colosse aux pieds d'argile qui est chargé de faire respecter la « pax americana ».

La bureaucratie du Kremlin ne semble pas avoir joué un rôle direct dans la mise en œuvre du plan de paix. En fait, ce dernier entre dans le cadre de la déclaration commune américano-soviétique du 1<sup>er</sup> octobre 1977 sur le Moyen-Orient qui se concluait ainsi :



« Guidés par l'objectif de parvenir à un règlement politique juste au Proche-Orient et d'éliminer la situation explosive dans cette région du monde, les Etats-Unis et l'URSS appellent toutes les parties du conflit à comprendre qu'il est nécessaire de considérer avec soin les droits et les intérêts légitimes des uns et des autres, et de démontrer qu'elles sont, chacune, prêtes à agir en conséquence. »

La bureaucratie stalinienne affirmait ainsi son alignement complet sur la politique de Washington au Moyen-Orient. C'est d'ailleurs sur le Kremlin principalement que compte l'impérialisme pour obtenir une capitulation politique de l'OLP, indispensable à l'application de son plan de paix. Mais même dans ce cas (ce qui n'a pas eu lieu, l'OLP, malgré des oscillations de plus en plus grandes, n'ayant pas renié son programme fondé sur l'incompatibilité de l'existence d'Israël et de la lutte du peuple palestinien pour recouvrer sa nation), même dans le cas d'une capitulation politique de la direction de l'OLP, le « traité de paix » ne saurait véritablement stabiliser les rapports politiques dans la région. Certes, toutes les classes dominantes au Moyen-Orient resserrent les rangs contre la révolution. Les Etats bourgeois-féodaux arabes sont prêts à reconnaître Israël en échange de concessions. Tous, ils redoutent qu'en Egypte ou dans d'autres pays ne se produise ce qui vient d'avoir lieu en Iran.

Mais c'est là que le bât blesse. Les concessions d'Israël, c'est fondamentalement son retrait militaire du Sinaï, du Golan, de la Cisjordanie et de Gaza. Ce sont précisément ces concessions qui ouvrent la voie, que l'impérialisme le veuille ou non, à la dislocation d'Israël. Ses dirigeants le savent bien qui, tout en acceptant les concessions en paroles, se refusent catégoriquement à se dessaisir du contrôle de la Cisjordanie. Begin ne cesse de réaffirmer sa conception de l'« autonomie » de la Cisjordanie : un protectorat israélien sur la Judée-Samarie, telle qu'il l'avait déjà défini contre le plan Carter lors de l'été 1977.

Ni à Camp David, ni à Washington, l'impérialisme n'est parvenu à sortir de l'impasse. Il a fait contresigner par

Begin et Sadate des documents qui peuvent s'interpréter de deux manières radicalement différentes. En même temps, conscient de la faiblesse d'Israël, il n'hésite pas à poursuivre l'armement de l'Etat sioniste dans des proportions encore jamais vues. Or, ni le Vietnam de Thieu, ni l'Iran du chah n'ont pu se maintenir en dépit de l'énorme aide militaire américaine. Ainsi, la « paix américaine » aboutit-elle, dans des délais rapides, au surarmement conjoint d'Israël et de l'Egypte. Nouvelle contradiction.

Le dégagement du Sinaï lui-même pose de terribles problèmes économiques à Israël qui disparaîtrait du jour au lendemain si les Etats-Unis ne prenaient pas en charge son déficit croissant.

Paradoxalement d'ailleurs, au moment où les accords de Camp David exigent d'Israël des concessions territoriales sur tous les fronts, l'Etat sioniste se met à annexer le sud du Liban, montrant ainsi clairement que pour lui, le « traité de paix » n'est qu'un chiffon de papier.

Dans les pays arabes, la signature de la paix entre l'Egypte et Israël est ressentie par les masses comme un nouveau coup porté contre elles par l'impérialisme. Le « traité de paix » de 1979 pourrait d'ailleurs avoir en Jordanie les mêmes conséquences que la guerre des six jours de 1967 : une montée irrésistible des masses contre la monarchie hachémite. Et cela dans une situation internationale beaucoup plus favorable aux masses qu'il y a dix ans.

Pas plus la « paix américaine » que l'état de guerre permanent ne semblent pouvoir régler durablement aucun problème au Moyen-Orient. Plus, les accords de Camp David et le traité israélo-égyptien apportent eux-mêmes de nouveaux éléments de dislocation d'un ensemble politique et social d'une extrême fragilité. Les documents paraphés à la Maison-Blanche risquent fort de rester, dans ces conditions, un monceau de papiers inutile. Et par les contradictions nouvelles qu'ils apportent au Moyen-Orient, ils risquent également de devenir un facteur supplémentaire d'explosion.

Jacques Meyrand,  
le 30 avril 1979.

# Léon Trotsky

**œuvres**

AVRIL 1934/DECEMBRE 1934

**4**

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT  
LEON TROTSKY

**edi**

LE TOME IV DES ŒUVRES DE LÉON TROTSKY  
D'AVRIL  
A  
DECEMBRE 1934

# le tome IV des Œuvres de Léon Trotsky

par César CORTE

*Il y a six mois, le camarade Jean-Jacques Marie avait analysé dans nos colonnes le contenu des trois premiers tomes, parus à l'époque, de l'édition des Œuvres de Léon Trotsky, allant du début de l'année 1933 au mois d'avril 1934. « On peut y suivre pas à pas, écrivait J.-J. Marie, comment, face à chaque événement, petit ou grand, Trotsky applique avec ténacité, fermeté, souplesse et rigueur la méthode de construction de la Quatrième Internationale. »*

*Le tome IV des Œuvres vient de paraître. Il publie les textes de la fin de l'année 1934. César Corte le présente aux lecteurs de La Vérité.*

Le premier texte ouvrant le tome IV des « Œuvres », dont le prétexte est fourni par les réactions de « L'Humanité » à l'expulsion de Trotsky consistant à affirmer que cette expulsion est quasi un coup monté par la bourgeoisie et la social-démocratie « pour faire grandir aux yeux des ouvriers l'autorité des idées contre-révolutionnaires » défendues par Trotsky et pour empêcher le parti stalinien de faire la révolution, consiste en une analyse de ce que signifie la venue au pouvoir du gouvernement d'« union nationale » que préside Doumergue et de sa signification pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

« Le ministère Doumergue, écrit Trotsky, n'est qu'une combinaison transitoire qui mène à une domination bourgeoise débarrassée de la démocratie, du parlementarisme et du soutien socialiste. »

Et c'est comme point d'application d'une telle marche politique, et pas, seulement comme mesure d'apaisement de ceux qui dénoncent l'activité de Trotsky — qu'il s'agisse de la droite ou des staliniens — qu'il faut comprendre son expulsion de son asile de Barbizon.

*Celle-ci, dit Trotsky, « ne constitue qu'une petite répétition de la façon dont les journalistes, les dirigeants ouvriers, les comités centraux et les commissions administratives et autres seront mis à la porte des locaux de leur parti et de leur syndicat. » (p. 35).*

---

**Le tome IV des Œuvres de Léon Trotsky vient de sortir aux éditions EDI. Il est en vente au prix de 54 F (34 F pour les militants de l'OCI).**

L'expulsion de France de Trotsky est un tournant important dans la vie de l'exilé. Si elle n'est pas mise en pratique puisque aucun gouvernement au monde ne consent à donner asile à Trotsky, elle ne le place pas moins dans les pires conditions pour mener le combat pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et correspond à un tournant de la situation politique annonçant les plus grandes batailles de classes en France, comme terrain et enjeu de la lutte entre révolution et contre-révolution en Europe.

Le 6 février 1934, les bandes fascistes ont manifesté, moins d'un an après la terrible défaite sans combat du prolétariat allemand, en résultat de la criminelle politique stalinienne du « social-fascisme » et de la politique de la social-démocratie, platement parlementaire, qui plus est dans un pays où la forme de gouvernement était déjà bonapartiste et où la marée brunit. Le 12 février 1934, point culminant d'un mouvement qui s'est développé toute la semaine en province, travailleurs et militants imposent la jonction des deux manifestations, des deux cortèges auxquels avaient appelé séparément les dirigeants social-démocrates et staliniens.

Ces formidables ressources du mouvement spontané de la classe ouvrière, qui impose un moment aux dirigeants de ses organisations la réalisation de l'unité, ne règle pas cependant les problèmes.

« La situation générale en France place tout le mouvement ouvrier conscient devant une tâche à court terme : ou le prolétariat, dans l'espace de six mois, ou peut-être deux ans, détruit le fascisme et fait en avant, directement, un pas de géant vers la lutte pour le pouvoir, ou bien il sera lui-même détruit, et toute l'Europe deviendra l'arène de la tyrannie fasciste et de la guerre. »  
(p. 127, écrit entre le 3 et 12 juillet).

C'est comme expression particulière et enjeu de la lutte mondiale des classes, de la lutte entre révolution et contre-révolution, de la lutte du prolétariat contre le fascisme et la guerre impérialiste qui se prépare que Trotsky aborde la bataille pour la construction de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. Si dans ces mois,

la France devient enjeu et terrain de cette lutte pour la révolution mondiale, c'est de la lutte pour l'Internationale, pour la révolution mondiale que part Trotsky et que partiront les bolcheviks-léninistes pour déterminer leur tâche.

Un des textes les plus fondamentaux de ce tome IV des « Œuvres » consiste en la contribution de la Ligue communiste internationaliste à l'élaboration du programme de la nouvelle Internationale, texte d'armement des militants de la Ligue dans la discussion avec l'OSP et le SAP. Il a pour titre « La guerre et la Quatrième Internationale ».

« La guerre de 1914-1918 a officiellement inauguré une nouvelle époque. Jusqu'à maintenant, les événements politiques les plus importants ont été la conquête du pouvoir par le prolétariat russe en 1917 et l'écrasement du prolétariat allemand en 1933. Les terribles souffrances de tous les peuples dans toutes les parties du monde, et même les dangers les plus terribles encore que demain leur réserve, proviennent de ce que la révolution de 1917 ne s'est pas victorieusement développée à l'échelle européenne et mondiale.

A l'intérieur de chaque pays, l'impasse historique du capitalisme s'exprime dans le chômage chronique, la baisse du niveau de vie des ouvriers, la ruine de la petite bourgeoisie urbaine et de la paysannerie, la décomposition et le déclin de l'Etat parlementaire, dans l'empoisonnement monstrueux du peuple par une démagogie « sociale » et « nationale » face à la liquidation dans la réalité des réformes sociales, la mise à l'écart et le remplacement des vieux partis dirigeants par un appareil militaro-policié nu (le bonapartisme du déclin capitaliste), dans les progrès du fascisme, son arrivée au pouvoir et l'écrasement de toutes les organisations prolétariennes sous sa botte.

Sur l'arène mondiale, les mêmes processus sont en train de nettoyer les derniers restes de stabilité dans les relations internationales, plaçant sur la lame du couteau tous les conflits entre Etats, exposant la futilité des tendances pacifistes, déclenchant la

croissance des armements à un niveau technique supérieur et conduisant ainsi à une nouvelle guerre impérialiste dont le fascisme est l'artificier et l'organisateur le plus consistant.

De l'autre côté, le fait qu'apparaissent la nature profondément réactionnaire, putréfiée et pillarde du capitalisme moderne, la destruction de la démocratie, du réformisme et du pacifisme, le besoin ardent et brûlant pour le prolétariat d'échapper au désastre imminent mettent à l'ordre du jour la révolution internationale avec une force renouvelée. Seul le renversement de la bourgeoisie par le prolétariat insurgé peut sauver l'humanité d'un nouveau massacre dévastateur des peuples. » (pp. 48-49).

---

## LA LUTTE CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE ET LE FASCISME ; LA DEFENSE DE L'URSS

---

La question de l'attitude vis-à-vis de la guerre qui vient est devenue la question clé de la politique prolétarienne.

Reprenant la démarche qui avait été celle de Lénine, Rosa Luxemburg et Liebknecht, Trotsky montre que la nécessaire rupture avec l'« idéologie et la politique de défense nationale » n'est possible que du point de vue de la révolution prolétarienne internationale. Contre ceux qui prétendent couvrir leur alignement sur leur propre impérialisme du manteau de la défense de la démocratie contre le fascisme, Trotsky montre qu'il ne s'agit là que d'un mensonge supplémentaire. A ceux qui donnent mandat à l'Etat de la bourgeoisie pour défendre la démocratie contre le fascisme, à l'instar des social-démocrates hier en Allemagne, Trotsky oppose le point de vue de classe du prolétariat :

« Nous défendons la démocratie contre le fascisme au moyen des organisations et par les méthodes du prolétariat. » (p. 57) (...) « La lutte pour la démocratie en temps de guerre signifie avant tout la lutte pour la sauvegarde de la presse et des organisations ouvrières contre les

déchaînements de la censure et des autorités militaires. Sur le terrain de ces tâches, l'avant-garde révolutionnaire recherchera le front unique avec les autres organisations ouvrières — contre son propre gouvernement démocratique — mais en aucun cas ne recherchera l'union avec son propre gouvernement contre le pays ennemi. » (p. 58).

Cette méthode, qui est celle que les marxistes ont suivie durant la Première Guerre mondiale, va devoir être appliquée dans des circonstances différentes. Si, pour Trotsky, deux événements essentiels se sont produits depuis 1914, la révolution russe de 1917 et la défaite du prolétariat allemand en 1933, pour le prolétariat mondial,

« la défense de l'Union soviétique contre les coups des ennemis capitalistes, indépendamment des origines et des causes immédiates du conflit, est le devoir élémentaire et impératif de toute organisation ouvrière honnête » (p. 54).

Cette question de la défense de l'URSS, Trotsky la développe longuement, examinant la signification de la reconnaissance de l'URSS par l'impérialisme américain, ou par la Petite Entente (1), examinant la politique de la bureaucratie du Kremlin qui cherche un rapprochement avec la SDN, etc. Envisageant l'hypothèse que l'URSS soit obligée de s'allier au plan militaire à des impérialismes contre d'autres, il montre que là encore le prolétariat international devra défendre l'URSS.

« Mais, dans ce cas, plus encore, le prolétariat international doit sauvegarder son indépendance politique totale vis-à-vis de la diplomatie soviétique, et ainsi, de même, vis-à-vis de la bureaucratie de la III<sup>e</sup> Internationale. » (p. 68).

Si, comme le montre Trotsky, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile constitue la tâche

---

(1) Petite Entente : système d'accords bilatéraux signé en 1920-1921 entre la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, avec l'appui de la France.

stratégique générale à laquelle devrait être subordonné l'ensemble du travail d'un parti prolétarien pendant la guerre, il ne s'agit pas pour les marxistes d'attendre passivement les événements.

« La guerre a besoin de la « paix civile ». Dans les conditions actuelles, la bourgeoisie ne peut l'obtenir qu'au moyen du fascisme. De sorte que le fascisme est devenu le facteur politique le plus important de la guerre. La lutte contre la guerre suppose la lutte contre le fascisme. Tout programme révolutionnaire de lutte contre la guerre (« défaitisme », « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », etc.) devient phrase creuse si l'avant-garde prolétarienne se montre incapable de repousser victorieusement le fascisme. » (p. 76).

Combattre victorieusement le fascisme, c'est non point, comme le proposent les staliniens, s'en remettre à l'Etat bourgeois pour qu'il assure le désarmement des fascistes, tout comme l'avaient fait la social-démocratie allemande et les austromarxistes, c'est à l'inverse,

« en partant du fait de l'armement des bandes fascistes (...) créer, dans un but d'autodéfense, des détachements ouvriers armés, et (...) appeler inlassablement les ouvriers à s'armer » (p. 76). « Le but de la bourgeoisie est d'empêcher le prolétariat de conquérir l'armée. Le fascisme accomplit cette tâche, non sans succès, au moyen de ses détachements armés. La tâche immédiate du prolétariat, celle qui est à l'ordre du jour, consiste à défendre ses organisations contre les bandes fascistes. Celui qui soutient que les ouvriers n'ont pas la possibilité de s'armer, proclame par là même qu'ils sont sans défense contre le fascisme. Il est inutile alors de parler du socialisme, de la révolution prolétarienne, de la lutte contre la guerre. » (p. 77).

C'est de ce point de vue que se place Trotsky lorsqu'il écrit à ses camarades de l'organisation française, les pressant d'élaborer un programme d'action et leur soumettant quelques suggestions pour le programme lui-même :

« *L'Humanité* demande depuis des mois le désarmement et la dissolution des bandes fascistes ! Quelles illusions démocratiques ! Nous venons de voir la commission parlementaire appuyer le mot d'ordre de *L'Humanité* sur le désarmement. On commence, il est vrai, par les fascistes, puisqu'ils sont les seuls armés. On se crée par ce procédé une couverture démocratique pour ne pas permettre au prolétariat d'avoir la possibilité de se défendre (...).

Notre mot d'ordre est : « Milice ouvrière et paysanne, armement du peuple ! »

Avec le contrôle ouvrier et la milice, nous restons toujours sur la défensive. Nous ne voulons pas permettre de rejeter la société dans la barbarie et la décomposition. Mais cela ne suffit pas. Il faut faire sortir la société de l'impasse où elle se trouve, et, pour cela, il faut recréer l'économie nationale de fond en comble, en l'adaptant aux intérêts des travailleurs et en sacrifiant les privilèges des sommets oustrikards et staviskrates (2). » (p. 93).

Cette question de la milice ouvrière va être au centre du programme d'action, du programme du front unique pour lequel combattront les bolcheviks-léninistes dans une situation où l'accord d'appareils passé entre staliniens et social-démocrates en juillet 1934, et dans lequel les masses voient la réalisation du front unique, tourne de fait le dos à la mobilisation du prolétariat, préparant l'accord ultérieur de Front populaire. Ainsi le célèbre texte de Trotsky « Où va la France ? » d'octobre 1934, qui s'insère dans ce tome IV des « Œuvres », et que la SELIO a réédité, consacre-t-il un chapitre entier à cette question.

Avant de passer à l'examen des textes de Trotsky que publie ce tome IV, consacrés à la situation française et au « tournant français », à savoir l'entrée des bolcheviks-léninistes dans la SFIO sous leur propre drapeau,

(2) Des noms d'Oustrik et de Staviski, pour désigner les hommes politiques compromis dans les scandales financiers retentissants de la III<sup>e</sup> République.

remarquons que ces éléments programmatiques que les bolcheviks-léninistes soumettent à la discussion internationale — au SAP comme à l'OSP qui n'en discuteront d'ailleurs pas — ont une fonction unique : avancer dans la construction de la Quatrième Internationale. Tous ces éléments de programme d'action dans la lutte contre la guerre n'ont de sens que comme matériaux vivants de la construction du parti.

« La lutte contre la guerre signifie maintenant la lutte pour la Quatrième Internationale », conclut le *texte que nous avons déjà cité, qui affirme également* : « La lutte contre la guerre présuppose un instrument révolutionnaire de lutte, c'est-à-dire un parti. Il n'en existe pas, ni à l'échelle nationale, ni à l'échelle internationale. Un parti révolutionnaire doit être construit sur la base de toute l'expérience du passé, y compris celle de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales. Renoncer à une lutte ouverte et directe pour la nouvelle Internationale signifie soutenir, consciemment ou non, les deux Internationales existantes, dont l'une soutiendra la guerre, l'autre n'étant capable que de désorganiser et d'affaiblir l'avant-garde prolétarienne. » (p. 83).

---

### LA DISCUSSION A PROPOS DU RAYON DU PCF DE SAINT-DENIS : FRONT UNIQUE ET PARTI

---

Cette conclusion n'a rien de formel : elle est au cœur de la possibilité de s'orienter correctement dans la définition des tâches pratiques de l'avant-garde, dans le combat pour le front unique ouvrier. C'est sur elle que butent et buteront les militants révolutionnaires dans la discussion avec les militants du rayon de Saint-Denis que dirige Doriot, en rupture avec la direction du PCF sur la question du front unique, de l'unité nécessaire pour défaire le fascisme.

En janvier 1934, Doriot, député-maire PCF de Saint-Denis, s'était élevé contre la politique de division menée par le PCF, contre la politique

de « front unique à la base ». A Saint-Denis, le 11 février 1934, il avait participé à la création d'un « comité d'action » avec les responsables socialistes locaux. Une telle politique heurtait de front la ligne suivie par le PCF obéissant aux consignes de Moscou, qui est encore sur la ligne du « social-fascisme ». Les limites de cette politique étaient en même temps parfaitement données, Doriot affirmant d'une part son accord avec l'Internationale communiste et sa ligne d'alors, ne critiquant que l'« impuissance » et l'« inertie » de la politique du PCF sans faire le lien entre cette politique et celle de l'Internationale communiste qui avait conduit au désastre allemand, et manifestant d'autre part une opposition absolue à l'idée d'un nouveau parti. Bureaucrate sorti du sérail stalinien, il avait interdit de séjour les militants trotskystes à Saint-Denis, organisant contre eux plusieurs agressions.

Prendre langue avec les militants de Saint-Denis, les gagner, telle était bien pour Trotsky la tâche. Mais cela ne pouvait se réaliser au prix de concessions politiques comme celles que leur faisaient les militants français en ne parlant que du « front unique » et en ne soulevant pas la question du « nouveau parti ».

Pour armer ses camarades dans la discussion avec ces militants du PCF se prononçant pour le front unique, Trotsky rédige deux articles qui paraîtront le 8 juin dans « La Vérité ». Dans ce dialogue imaginaire, Trotsky résume la position de ces militants du PCF en leur faisant dire :

« Nous refusons de vous suivre pour faire un parti et une Internationale. Ce ne sont pas des organisations qu'on monte arbitrairement... Tu oublies la principale tâche à l'heure actuelle : barrer la route au fascisme, et, pour cela, développer les comités de vigilance, les lier aux masses. C'est dans l'action et non dans les batailles de thèses que pourra se dégager une nouvelle organisation de l'avant-garde prolétarienne. » (p. 39).

Telle est bien en effet la position que les bolcheviks-léninistes ne combattent pas assez fermement, laissant en fait la voie libre à une ultérieure

reprise en main par l'appareil stalinien, au moment où il prendra la tête du front unique pour continuer à le trahir.

Contre cette position, qui fait des comités de vigilance le substitut au parti révolutionnaire, Trotsky rappelle l'expérience de la révolution russe :

« Lorsque la révolution d'Octobre se trouva aux prises avec les pires difficultés, que la guerre civile, la famine faisaient rage, les ennemis du pouvoir prolétarien lancèrent le mot d'ordre : « Les soviets sans communistes ». La contre-révolution avait compris d'instinct que même la forme soviétique n'était pas immunisée contre son influence, que, s'il n'y a pas de communistes pour y apporter leur intransigeance de classe, elle pourrait aussi s'en servir contre la révolution. Et alors, si c'est vrai des soviets après la prise du pouvoir, on peut être sûr que c'est encore plus vrai avec les comités de vigilance qui ne sont pas encore des soviets ; des comités de vigilance sans communistes (c'est-à-dire sans un parti, car il n'y a pas d'action communiste en dehors d'une organisation), on peut être sûr qu'ils ne deviendront jamais des soviets et qu'ils ne prendront jamais le pouvoir. » (p. 40).

« Les comités de vigilance, avez-vous justement écrit, doivent être une étape vers les soviets. Mais, dis-moi, cette orientation à donner à la lutte des comités de vigilance, les mots d'ordre appropriés, le programme d'action autour desquels doit s'opérer le rassemblement des masses laborieuses, de qui les attends-tu ? Pas de la SFIO, je pense ; un comité antifasciste n'est pas une fontaine de jouvence où la vieille social-démocratie se rajeunirait. Pas non plus de la masse dans son ensemble ; celle-ci a sa propre expérience qui lui permet de choisir, et de progresser dans la voie révolutionnaire, mais à condition qu'elle trouve une avant-garde qui, à chaque étape de la lutte, lui explique la situation, lui montre les objectifs à atteindre, les moyens à employer et la perspective ultérieure. C'est seulement en créant un noyau initial, agissant d'une manière indépendante et disciplinée, que pourra s'opérer la sélection au sein des comités de vigilance ; sans cela, même les

plus nombreux rassemblements d'ouvriers seraient sans lendemain.

Le comité de vigilance, ce n'est pas une base suffisante pour assurer la vie du rayon Saint-Denis. S'y limiter, c'est se condamner à la désagrégation. » (p. 39).

---

## LA BATAILLE POUR LE FRONT UNIQUE EN FRANCE

---

Juin 1934 : voilà près d'un an que le tournant vers la construction de la Quatrième Internationale a été pris par ceux qui s'étaient auparavant battus comme « Opposition de gauche internationale », pour le redressement de la Troisième Internationale, jusqu'à ce qu'elle fasse la preuve de sa complète faillite et de sa trahison en ne réagissant nullement au désastre allemand auquel avait conduit sa direction stalinisée.

La section française de la Ligue communiste internationaliste comprend à l'époque cent quarante membres ; elle s'est développée comme groupe propagandiste et, comme tel, a connu des succès. Au cœur de son combat comme Opposition de gauche puis comme section de la Quatrième Internationale à construire : le combat pour le front unique ouvrier, contre la politique criminelle du « social-fascisme ».

Dans les profondeurs de la classe ouvrière s'est amorcé un mouvement d'opposition à la politique de division des dirigeants des partis stalinien et social-démocrate, qui a trouvé une expression au sein même de ces organisations par la constitution de courants se dressant ouvertement contre cette politique de division.

Dans le PCF, en janvier 1934, éclate cette « affaire Doriot ». Au sein de la vieille SFIO, reconstruite en particulier à cause de la politique de l'appareil stalinien, deux tendances centristes font de la question de l'unité d'action avec le PCF l'instrument de la lutte pour la victoire des travailleurs contre la bourgeoisie, son gouvernement et ses sbires fascistes.



Claude Just anime l'une d'entre elle, le « Comité d'action socialiste-révolutionnaire », tandis que Jean Zyromski et Marceau Pivert dirigent l'autre à travers « La Bataille socialiste ». Le développement de ces tendances centristes au sein de la social-démocratie n'est pas un phénomène français. Il a ses correspondances en Autriche, en Espagne, en Belgique. Il est le reflet de cette polarisation des forces de classe, de ce mouvement mûrissant dans les profondeurs de la classe ouvrière et qui a trouvé sa plus grande manifestation après le 6 février 1934, quand travailleurs et militants ont imposé un temps la réalisation de l'unité dans les manifestations contre les fascistes. La situation politique est débloquée. Une période de tournants brusques est ouverte. Le front unique, d'idée propagée par l'avant-garde révolutionnaire organisée, est devenue force matérielle. Les masses s'en sont emparées, et ce dans une situation où n'existe pas de parti révolutionnaire pouvant constituer d'une manière indépendante un pôle de regroupement fécondant le front unique.

Les appareils qui, des années durant, se sont opposés à l'unité, sont sur le point de tourner. Non qu'ils changent de nature et deviennent révolutionnaires sous la pression des masses. Les Blum et les Paul Faure allient à ce moment le langage du pacifisme et de la soumission — sous prétexte de ne pas effrayer les fascistes, de ne pas « provoquer » — et les tirades « lutte de classe » faisant référence à la dictature du prolétariat. Ils sont et demeurent les représentants de l'appareil contre-révolutionnaire, des lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise, comme les appelait Lénine. Tout comme le demeurent, au compte de la défense des intérêts bourgeois de la bureaucratie du Kremlin, ses représentants français qui engagent en juin des pourparlers pour l'action commune du PCF et de la SFIO. Le prochain abandon par le Komintern de la « théorie » du « social-fascisme », qui sera remplacée par la politique de front populaire, aura la même fonction de défense des intérêts de la bourgeoisie dans une situation où la crise révolutionnaire se prépare.

Pour faire barrage à la révolution prolétarienne, contre le front unique

de classe, pour trahir l'unité que le mouvement de la classe leur impose, les staliniens, reprenant les mots du front unique, mettront en place la politique de front populaire, politique d'alliance et de subordination à la bourgeoisie par l'intermédiaire de l'alliance avec le parti « démocratique » du grand capital, le Parti radical. C'est comme élément de cette politique de subordination à la bourgeoisie des pays impérialistes qualifiés de « pacifiques » — à l'instar des Etats-Unis avec lesquels Litvinov vient de passer un accord — qu'est abandonnée la « théorie » du « social-fascisme ». L'URSS fait des courbettes diplomatiques devant les pays impérialistes et rentre à la SDN, que Lénine avait caractérisée comme étant une « caverne de brigands ».

Mais, dès lors que le « front unique » n'est plus une simple idée et devient l'affaire de millions et de millions de travailleurs, dès lors que les appareils eux-mêmes font semblant de s'y rallier pour mieux le trahir, la situation risque d'être mortelle pour les bolcheviks-léninistes. Féconder le front unique de l'intérieur, ne pas aborder les masses de l'extérieur car, face à ce qu'elles considèrent comme le front unique réalisé, toute critique, tout conseil même extérieur ne pourrait que les porter à rejeter ceux qu'elles considéreraient comme des « empêcheurs de tourner en rond », voilà la question pour les bolcheviks-léninistes.

« Hier encore, le mot d'ordre du front unique était le monopole des seuls bolcheviks-léninistes. Aujourd'hui, il nous a été enlevé. Ce mot d'ordre appartient à tous. Il exprime l'aspiration profonde et passionnée, mais politiquement très obscure, des masses à opposer aux progrès de la réaction les forces unies de tous les opprimés... Les tâches des bolcheviks-léninistes ne consistent pas désormais à répéter des formules abstraites sur le front unique (alliance ouvrière, etc.), mais à formuler des mots d'ordre déterminés, une activité concrète et des perspectives de lutte sur la base d'une politique de front unique... D'une importance décisive pour la Ligue sera à partir de maintenant son rapport avec le front unique, non en tant que

mot d'ordre abstrait, mais en tant que réalité vivante d'une lutte de masse. C'est à travers l'exemple de Saint-Denis que s'exprime le mieux la nouvelle situation. Hier encore, Doriot dirigeait la lutte pour le front unique qu'il avait, à sa manière, réalisé à Saint-Denis. Demain, au cas où un accord serait conclu entre les deux bureaucraties, les masses verraient en Doriot un obstacle, un diviseur, un saboteur du front unique. La bureaucratie stalinienne pressera Saint-Denis de revenir dans les rangs de son ancien parti (avec ou sans Doriot), ou elle écrasera Saint-Denis.

La politique de la Ligue ne se réduit évidemment pas à l'idée abstraite du front unique, et, pour cette raison, historiquement parlant, le courant des bolcheviks-léninistes ne peut être liquidé par un accord entre les deux bureaucraties. Si, cependant, la Ligue demeurait passive, incapable de s'adapter courageusement et rapidement à la nouvelle situation, elle pourrait être pour un temps rejetée dans le néant. »

Pourquoi pourrait-elle être rejetée ? Parce que, explique Trotsky, la Ligue ne constitue pas actuellement de par son histoire une troisième force, à côté des deux bureaucraties,

« dont la participation au front unique serait exigée par la situation elle-même ».

---

## LA DISCUSSION POUR L'« ENTRISME » DANS LA SFIO

---

Comment faire, dès lors, pour que la Ligue occupe une « place organique dans le front unique » ? Elle est trop faible pour prétendre à une place indépendante, poursuit Trotsky :

« Cela signifie qu'elle doit immédiatement prendre une place dans l'un des deux partis qui ont négocié et conclu l'accord. »

Il faut rentrer dans l'un des deux partis, dit Trotsky, dans la SFIO ou dans le PCF, c'est égal en principe.

« Pour nous, explique-t-il, il n'y a pas de différence de principe entre les deux partis, ou presque aucune. »

Non que Trotsky assimile social-démocratie et stalinisme ; mais du point de vue qui l'intéresse, ce qui compte c'est que tous deux sont des partis ouvriers-bourgeois, des organisations dans lesquelles se reconnaît la classe ouvrière. Dès lors, c'est la possibilité réelle d'y travailler, à drapeau déployé, qui va fixer le choix. Et ce qui est possible, compte tenu du régime intérieur, c'est l'entrée dans la social-démocratie.

Bien entendu, pour Trotsky, cette entrée dans la SFIO ne peut être opérée qu'en tant que fraction bolchevique-léniniste combattant au sein de la SFIO pour son propre programme. Il n'est pas question d'une entrée qui viserait à réformer la vieille social-démocratie, dont il serait possible qu'elle redevienne l'instrument historique de la libération des travailleurs des chaînes du capitalisme. Non, il n'est point question de cela, contrairement à ce que proposera Pablo quand il voudra imposer aux sections de la Quatrième Internationale l'entrisme dans le PCF, entrisme « sui generis » qui découle de ce que Pablo affirmait : la bureaucratie stalinienne serait l'instrument de l'expropriation du capitalisme.

Non, il ne s'agit point de cela quand Trotsky propose à ses camarades de la section française de rentrer dans la SFIO :

« Naturellement, la Ligue ne peut pas entrer dans le Parti socialiste autrement qu'en tant que fraction bolchevique-léniniste. Elle maintiendra *La Vérité*, qui se transformera en organe de fraction, avec les mêmes droits que *L'Action socialiste*. »

Au feu de la révolution, Trotsky n'exclut pas l'hypothèse théorique de profonds reclassements au sein de la classe ouvrière, amenant à une situation comparable à celle où la majorité de la vieille SFIO avait constitué la SFIC, au lendemain de la révolution russe. Mais une telle hypothèse n'a rien à voir avec un redressement possible de ce cadavre qu'est la social-démocratie. Une telle hypothèse, c'est la destruction de ce parti et non sa régénérescence. Pour l'heure, l'entrée des bolcheviks-léninistes dans la SFIO sous leur propre drapeau, c'est la voie

pour conquérir, dans la lutte contre la bureaucratie réformiste, quelques milliers d'ouvriers.

C'est une leçon inestimable de politique marxiste que nous restituons aujourd'hui ce tome IV des « Œuvres », consacré à toutes les lettres par lesquelles Trotsky mène la lutte dans son propre parti pour convaincre ses camarades.

Ce qui est en cause dans cette bataille, c'est la nécessaire rupture avec le cadre ancien, celui du propagandisme, inévitable et parfaitement nécessaire, mais devenu alors dépassé. De ce point de vue (et non en fonction d'une éventuelle politique entriste), pour l'OCI engagée dans la bataille pour sa construction comme parti, pour une OCI de 10 000 membres, rien de plus actuel que cette discussion.

La Ligue n'est pas un parti. Elle est et demeure un groupe de propagande. Mais elle a la possibilité de se renforcer et de dégager des forces qui lui permettront de construire un véritable parti, de par les opportunités qu'a dégagées la lutte des classes. Là est le débat de Trotsky avec ses camarades, et pas ailleurs, bien que pour résister à cette ligne, à ce tournant vers les masses, des arguments de principe aient été opposés à Trotsky, de la part de Bauer, dirigeant allemand de l'Internationale, ou qu'aient été opposés des arguments sur les méthodes par lesquelles, sous la direction de Molinier, ce tournant avait été effectué.

A ceux qui s'opposent à ce tournant, Trotsky rétorque :

« 1) Il ne suffit pas pour un révolutionnaire d'avoir des « idées justes »... C'est la tâche du parti que d'opérer la jonction entre les « idées justes » et le mouvement ouvrier de masse. C'est la seule façon dont une idée peut devenir force agissante.

2) Une organisation révolutionnaire ne signifie pas un journal et ses lecteurs. On peut écrire et lire des articles révolutionnaires du matin au soir et demeurer en réalité à l'extérieur du mouvement révolutionnaire. On peut donner de bons conseils aux organisations ouvrières — de la touche. C'est une chose. Mais cela ne fait pas encore une organisation révolutionnaire. »

La non-liaison avec les masses, la non-liaison organique avec le front unique et, qui plus est, les tendances développées par les bolcheviks-léninistes qui s'alignent sur les appareils et non sur cette jonction avec les masses, amènent à l'expulsion des bolcheviks-léninistes du front unique.

Pour Trotsky, le meeting commun tenu salle Bullier et au gymnase Huyghens, au cours duquel les trotskystes qui avaient demandé à y prendre la parole ne purent le faire devant le refus opposé par les staliniens et les social-démocrates, appelle à une liaison organique effective avec les masses, sur la base d'un programme d'action, du programme de front unique contre lequel, dès le départ, s'élèvent les bureaucraties. Le programme qu'ont réalisé les bureaucraties dans ce meeting est le contraire du front unique, bien que paré de ses couleurs pour pouvoir mieux le trahir. Et, constate Trotsky,

« ce programme n'est réalisable pratiquement que parce que la Ligue reste isolée des masses. La tentative de sauter par-dessus cet isolement à travers un échange diplomatique de notes avec le comité central ou en assistant à des séances du conseil national socialiste n'est rien d'autre qu'une grossière ruse diplomatique visant à dissimuler la réalité du rapport des forces défavorable. Mais c'est tout à fait indigne de nous. Il faut modifier le rapport des forces, non le dissimuler. Il est nécessaire d'aller aux masses. Il faut se trouver une place dans le cadre du front unique, c'est-à-dire dans le cadre de l'un des deux partis qui le constituent. Pratiquement, cela veut dire dans le cadre de la SFIO. »

---

## TROTSKY : D'ABORD ET AVANT TOUT LA CONSTRUCTION DU PARTI

---

L'opposition de Naville à l'entrée dans la SFIO est tout entière dans ce refus de se tourner vers les masses, au profit d'une politique de combines diplomatiques avec les appareils, qui le conduiront d'ailleurs à faire dans

« La Vérité » des concessions inadmissibles à la traîtresse politique des social-démocrates. Cet alignement de fait de Naville sur la bureaucratie et non sur les masses avant l'entrée dans la SFIO, le fait que dans la lutte contre l'entrée, il ne se situe pas sur un terrain de principe, vont trouver leur prolongement dans la suite des événements, lorsque, avec le groupe qui le suit, il rentre tout de même à la SFIO mais y pratique une politique de couverture de l'appareil.

La bataille politique au plan français comme dans toute l'Internationale, qu'il s'agisse de la lutte contre Bauer, contre Vereeken ou contre les Espagnols qui s'opposent à l'entrée dans le PS espagnol, soulèvera les questions de méthode les plus fondamentales, les questions de principe. Si la position de Naville n'était que la couverture, au nom des méthodes de Molinier, de son refus de se diriger résolument vers les masses, dans cette discussion les questions les plus importantes du point de vue de la méthode ont été soulevées. Ainsi en est-il de la question de l'appréciation politique de la social-démocratie.

Répondant à Vereeken qui se prononçait contre l'entrisme en ce qui concernait la section belge, Trotsky écrit :

« L'erreur de base du document belge consiste en ce qu'il traite la social-démocratie comme une abstraction, indépendamment du temps et de l'espace, au lieu d'analyser réellement ce qui se passe dans la SFIO (...). Aucune conciliation n'est pour nous possible avec la social-démocratie en tant que système d'idées et d'action. Mais ce système d'idées s'incarne sous différentes formes dans des organismes vivants. Dans certaines conditions, ces derniers commencent à se disloquer. Le système en tant que tel s'effondre. Il est remplacé par la lutte entre différentes tendances, et cette lutte peut créer une situation qui exige notre intervention immédiate et directe, et même l'entrée de notre organisation dans le Parti socialiste. »

Pour Trotsky, il s'agit d'un moyen pour la construction du parti révolutionnaire, de l'Internationale, d'un

moyen de lier les bolcheviks-léninistes aux masses. L'action politique, sur une base de principe, a d'ores et déjà porté des fruits importants.

Bien sûr, la situation qui a permis l'entrée, qui l'a nécessitée, peut changer tant du point de vue des exigences propres du combat révolutionnaire que des possibilités offertes par la social-démocratie. Ce sera d'ailleurs le cas, et alors on verra les plus intransigeants à l'entrée dans la SFIO s'opposer à la sortie, ce qui sera catastrophique pour la section française. Trotsky est parfaitement clair. Il faut en finir avec les abstractions, les oppositions métaphysiques, en un mot il faut faire de la politique :

« La situation à l'intérieur de la SFIO et autour d'elle peut changer. La bureaucratie peut se décider à se débarrasser de nous (*elle le fera effectivement* — NDLR). Mais si cela devait arriver demain, nous aurions déjà enregistré des gains considérables. La Ligue s'est tournée vers les masses, les préjugés d'un sectarisme suffisant et stérile sont démasqués, les relations sont nouées avec les meilleurs éléments socialistes, nos publications ont connu une diffusion sans précédent et dans des milieux entièrement nouveaux. » (p. 216).

« Plus encore, nos jeunes, en tant que socialistes, ont eu pour la première fois la possibilité d'approcher les staliens pour « discuter avec eux entre camarades ». Et tout cela en dépit du fait incontestable que les « substances » bolchevisme et menchevisme sont plus irréductibles que jamais. »

Telles sont quelques-unes des leçons que donne Trotsky à ses camarades de parti pour la construction de l'instrument indispensable à la victoire de la révolution, leçons de principe, qu'il s'agisse de la question de la nature de l'URSS, de la bureaucratie stalinienne et de sa politique criminelle telle qu'elle se déchaîne contre les révolutionnaires, et dont l'affaire de l'assassinat de Kirov marque le début, qu'il s'agisse de la stratégie de construction du parti, de tactique enfin.

César Corte,  
30 avril 1979.

# **SELIO**

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris**  
**Tél : 246-09-53      CCP 31 697 97 LA SOURCE**

**Ouvrages politiques, de formation théorique, manuels  
scolaires et universitaires, ouvrages techniques, diction-  
naires, encyclopédies...**

**TOUS LES OUVRAGES  
DISPONIBLES  
CHEZ LES EDITEURS  
PEUVENT ETRE FOURNIS  
PAR**

## **LA SELIO**

**Réduction de 20 % sur les prix marqués réels**

**Expédition franco de port**

**Nous servons les bibliothèques des lycées, comités  
d'entreprise et syndicats.**

« La Vérité » des concessions inadmissibles à la traîtresse politique social-démocrate. Cet alignement sur le fait de Naville sur la bureaucratie et non sur les masses avant l'entrée dans la SFIO, le fait que dans la lutte contre l'entrée, il ne se situe pas sur un terrain de principe, veut trouver leur prolongement dans la pratique, c'est-à-dire lors de l'entrée dans la SFIO mais y compris tout de même à la SFIO mais y pratique une politique de couverture de l'appareil.

La bataille politique se joue également sur la question de la formation de la section française de l'URSS, contre Vereeken ou contre les Espagnols qui s'opposent à l'entrée dans le PS espagnol, soulèvera les questions de méthode les plus fondamentales, les questions de principe. Si la position de Naville n'était que la couverture, au lieu de se tourner résolument vers les masses, au lieu de discuter les questions les plus fondamentales du point de vue des masses, on n'aurait pas soulevé la question de la formation de la section française de la social-démocratie.

Répondant à Vereeken qui se prononçait contre l'entrisme en ce qui concernait la section belge, Trotsky a écrit :

« L'erreur de base du document belge consiste en ce qu'il traite la social-démocratie comme une abstraction, indépendamment du temps et de l'espace, au lieu d'analyser réellement ce qui se passe dans la SFIO (...). Aucune notation n'est pour nous sur les dix dernières années de la social-démocratie que celle d'un système d'idées et d'action. Mais ce système d'idées incarne sous différentes formes dans des temps et des lieux différents. Dans certaines conditions, ces derniers commencent à se diliquer. Le système en tant que tel s'effondre. Il est remplacé par la lutte entre différentes tendances, qui cherchent à créer une situation qui exige notre intervention immédiate et directe, et même l'entrée de notre organisation dans le Parti socialiste. »

Il s'agit de lier les bolcheviks-léninistes à la social-démocratie. L'action politique, sur ce terrain de principe, a d'ores et déjà porté des fruits importants.

Bien sûr, la situation qui a permis l'entrée, qui l'a nécessitée, peut changer tant du point de vue des exigences politiques que du point de vue des possibilités objectives, par le cas, et alors on verra les plus intransigeants à l'entrée dans la SFIO s'opposer à la sortie, ce qui sera catastrophique pour la section française. Trotsky a écrit :

« La situation à l'intérieur de la SFIO et autour d'elle peut changer. La bureaucratie peut se décider à se débarrasser de nous telle que fera effectivement (1977). Mais si cela n'arrive pas demain, nous aurions des raisons des plus sérieuses de nous en tenir à la SFIO. La ligne s'est tournée vers les masses, elle a cessé d'être sectarisme. Elle a cessé d'être une ligne de démarcation entre nous et les masses. Elle a cessé d'être une ligne de démarcation entre nous et les masses socialistes, nos publications nous ont diffusées sans précédent et dans des milieux entièrement nouveaux. » (1) (2) (3).

« ... nous, nos jeunes, en tant que nous, nous en avons pour la première fois la possibilité d'approcher les stalinien pour « discuter avec eux, entre camarades ». Et tout cela en dépit du fait incontestable que les « substances » bolchevisme et monarchisme sont plus intractables que jamais. »

Réduction de 20 % sur les dix dernières années de la social-démocratie, Trotsky à ses camarades de l'URSS, de la bureaucratie stalinienne et à la victoire de la révolution, leçons de principe, qu'il s'agisse de la question de la nature de l'URSS, de la bureaucratie stalinienne et de sa politique criminelle telle que nous la voyons dans les journaux et les livres de Kirov, marqué le début, qu'il s'agisse de la stratégie de construction du parti, de tactique enfin.

Pour Trotsky, il s'agit d'un moyen pour la construction du parti révolutionnaire, de l'Internationale, d'un

César Corté,  
30 avril 1979.

# LA VERITE

**Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste**

adhérente du Comité d'organisation  
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

**Abonnements :**

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : **43 F** - 2 ans (10 numéros) :  
**80 F** - 2 ans soutien : **125 F**.

**Pli clos** : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

**ETRANGER :**

**Pli non clos** : 1 an : **70 F** - **Pli clos** : demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.  
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.

